



ÉTATS-UNIS – MESURES COMPENSATOIRES VISANT LE PAPIER SUPERCALANDRÉ EN PROVENANCE DU CANADA

RECOURS DES ÉTATS-UNIS À L'ARTICLE 22:6 DU MÉMORANDUM
D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

DÉCISION DE L'ARBITRE

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION	12
1.1 Procédure initiale.....	12
1.2 Recours à l'arbitrage et procédure d'arbitrage	13
2 QUESTIONS PROCÉDURALES.....	15
2.1 Incidence de la pandémie de COVID-19 sur la réunion avec les parties	15
2.2 Diffusion différée au public de la réunion avec les parties	18
3 MANDAT DE L'ARBITRE	19
4 CHARGE DE LA PREUVE	20
5 MESURES EN CAUSE	20
6 CONTESTATIONS GÉNÉRALES PAR LES ÉTATS-UNIS DU NIVEAU DE L'ANNULATION OU DE LA RÉDUCTION D'AVANTAGES	21
6.1 Questions préliminaires	21
6.1.1 Question de savoir si les États-Unis ont réfuté la présomption d'annulation ou de réduction d'avantages	21
6.1.2 Caractère approprié de l'utilisation d'une approche fondée sur un modèle prospectif et principes directeurs	28
6.2 Événements déclenchant l'application du modèle prospectif et durée de la suspension	28
6.2.1 Événements déclencheurs.....	32
6.2.1.1 Considérations juridiques.....	33
6.2.1.2 Considérations factuelles	35
6.2.2 Durée et moment de la suspension	35
6.2.3 Conclusion	37
6.3 Contrefactuel approprié.....	37
6.3.1 Critère juridique	37
6.3.2 Contrefactuel général	38
6.3.3 Taux de droits compensateurs par société	39
6.3.4 Taux de droits compensateurs résiduels globaux	44
6.4 Période de référence.....	53
6.4.1 Proposition des États-Unis	57
6.4.2 Proposition initiale du Canada	58
6.4.3 Proposition révisée du Canada.....	59
6.4.4 Proposition de l'Arbitre	60
6.4.5 Conclusion	61
7 ÉVALUATION DES MODÈLES ÉCONOMIQUES DES PARTIES.....	61
7.1 Modèle proposé par le Canada.....	62
7.1.1 Aperçu	62
7.1.2 Évaluation	64
7.1.2.1 Erreur d'approximation	66
7.1.2.2 Résultats extrêmes dans le cadre d'un modèle log-linéarisé.....	68
7.1.2.3 Effets compensatoires	70

7.1.2.4	Prédétermination du paramètre relatif à la part de marché.....	74
7.1.2.5	Mise en œuvre en deux étapes	76
7.1.3	Conclusion	77
7.2	Modèle proposé par les États-Unis	77
7.2.1	Aperçu	77
7.2.2	Évaluation	79
7.2.2.1	Nombre de variétés inconnu	80
7.2.2.2	Détermination des parts de marché et de la taille du marché dans le futur	81
7.2.2.3	Imprévisibilité des résultats du modèle	82
7.2.2.4	Détermination des importations en provenance d'exportateurs non affectés	82
7.2.3	Conclusion	82
7.3	Méthode sélectionnée: modèle d'Armington à quatre variétés	83
8	APPLICATION DU MODÈLE D'ARMINGTON SÉLECTIONNÉ.....	85
8.1	Données d'entrée	85
8.1.1	Parts de marché et taille du marché.....	86
8.1.1.1	Part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis.....	86
8.1.1.1.1	Sélection des sources des données	86
8.1.1.1.1.1	Rapports de la Commission.....	87
8.1.1.1.1.2	Données des associations professionnelles/commerciales non définies	88
8.1.1.1.1.3	Données sous-tendant les tableaux I-O du BEA.....	88
8.1.1.1.1.4	Données des tableaux I-O du BEA	91
8.1.1.1.2	Procédures pour calculer la part des expéditions en trafic intérieur(<i>mUS</i>)	93
8.1.1.2	Valeur des importations canadiennes affectées et non affectées.....	96
8.1.1.2.1	Calcul de la valeur des importations à l'aide des données de l'Administration des douanes des États-Unis.....	97
8.1.1.2.1.1	Caractère raisonnable de l'utilisation des données de l'Administration des douanes des États-Unis	97
8.1.1.2.1.2	Notification initiale du Canada aux États-Unis à la suite d'un événement déclencheur	100
8.1.1.2.1.3	Recherche dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis et communication des données au Canada	105
8.1.1.2.1.4	Vérification des données de l'Administration des douanes des États-Unis et procédures de consultation.....	112
8.1.1.2.1.5	Données relatives aux importations provenant des producteurs canadiens non affectés	122
8.1.1.2.2	Calcul de la valeur des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis.....	125
8.1.1.2.2.1	Sélection d'une catégorie résiduelle	126
8.1.1.2.2.2	Sociétés assujetties à un taux de droit compensateur factuel individuel.....	128
8.1.1.2.2.3	Sociétés assujetties à un taux non retenu factuel	136
8.1.1.2.2.4	Sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel	137
8.1.1.2.2.5	Temps accordé au Canada pour calculer la valeur des importations	139
8.1.1.2.2.6	Procédures de consultation	140

8.1.1.2.3 Cas particulier: nouveaux exportateurs.....	142
8.1.1.2.3.1 Réexamens liés à de nouveaux exportateurs en tant qu'événements déclencheurs	147
8.1.1.2.3.2 Période dont sont tirées les valeurs des importations des nouveaux exportateurs	147
8.1.1.2.3.3 Source des données pour la valeur des importations.....	148
8.1.1.2.3.4 Autres ajustements de la valeur des importations.....	150
8.1.1.2.3.5 Incorporation des valeurs des importations des nouveaux exportateurs dans le modèle.....	151
8.1.1.2.3.6 Conclusion: nouveaux exportateurs	151
8.1.1.3 Valeur des importations en provenance du reste du monde	151
8.1.2 Taux de droits	152
8.1.2.1 Droits autres que les droits compensateurs	152
8.1.2.2 Droits compensateurs provisoires.....	155
8.1.2.3 Attribution de taux de droits compensateurs aux valeurs des importations de sociétés canadiennes spécifiques	156
8.1.2.3.1 Procédures communes à toutes les sociétés.....	156
8.1.2.3.2 Sociétés assujetties à un taux de droit compensateur individuel factuel	158
8.1.2.3.3 Sociétés assujetties à un taux non retenu factuel	158
8.1.2.3.4 Sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel	159
8.1.2.3.5 Nouveaux exportateurs.....	160
8.1.2.4 Attribution de taux de droits uniques aux variétés canadiennes affectées et non affectées.....	160
8.1.3 Résumé des indications concernant les valeurs des importations et les taux de droits	160
8.1.4 Élasticité de substitution d'Armington (σ).....	165
8.1.5 Élasticité-prix de la demande (ϵ)	173
8.1.6 Élasticité-prix de l'offre (η)	177
8.2 Mise en œuvre des deux étapes du modèle d'Armington.....	181
9 AJUSTEMENT AU NIVEAU DES PRIX	182
9.1 Caractère raisonnable, objectif et indice de prix pertinent.....	184
9.2 Mesure des variations du niveau des prix	185
9.3 Disponibilité des données	185
9.4 Mise en œuvre technique.....	186
10 NOTIFICATIONS À L'ORD	188
11 CONCLUSION	188

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A****PROCÉDURES DE TRAVAIL DE L'ARBITRE**

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail de l'Arbitre	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les renseignements commerciaux confidentiels	9
Annexe A-3	Procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions avec participation à distance	11
Annexe A-4	Procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions ouvertes de l'Arbitre (diffusion différée en ligne)	14

ANNEXE B**ARGUMENTS DES PARTIES**

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	16
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments du Canada	30

ANNEXE C**DONNÉES D'ENTRÉE ET CALCULS DE L'ARBITRE**

Table des matières		Page
Annexe C-1	Code STATA du modèle de l'Arbitre	44
Annexe C-2	Feuille de calcul Excel pour les données d'entrée du modèle de l'Arbitre	48
Annexe C-3	Modèle de feuille de calcul Excel pour les données de l'Administration des douanes des États-Unis	49

AFFAIRES CITÉES DANS LA PRÉSENTE DÉCISION

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Mesures à l'importation	Rapports de l'Organe d'appel Argentine – Mesures affectant les importations de marchandises, WT/DS438/AB/R / WT/DS444/AB/R / WT/DS445/AB/R , adoptés le 26 janvier 2015
Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs (article 22:6 – Canada)	Décision de l'Arbitre Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux – Recours du Canada à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord SMC, WT/DS222/ARB , 17 février 2003
CE – Bananes III (Équateur) (article 22:6 – CE)	Décision de l'Arbitre Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours des Communautés européennes à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS27/ARB/ECU , 24 mars 2000
CE – Bananes III (États-Unis) (article 22:6 – CE)	Décision de l'Arbitre Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours des Communautés européennes à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS27/ARB , 9 avril 1999
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, WT/DS27/AB/R , adopté le 25 septembre 1997
CE – Hormones (États-Unis) (article 22:6 – CE)	Décision de l'Arbitre Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte initiale des États-Unis – Recours des Communautés européennes à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS26/ARB , 12 juillet 1999
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs (article 22:6 – UE)	Décision de l'Arbitre Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs – Recours de l'Union européenne à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS316/ARB et Add.1, 2 octobre 2019
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2 ^{ème} plainte) (article 22:6 – États-Unis)	Décision de l'Arbitre États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte) – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS353/ARB et Add.1, 13 octobre 2020
États-Unis – Article 110 5), Loi sur le droit d'auteur (article 25)	Décision de l'Arbitre États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur – Recours des Communautés européennes à l'arbitrage au titre de l'article 25 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS160/ARB25/1 , 9 novembre 2001
États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)	Décision de l'Arbitre États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours des États-Unis à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord SMC, WT/DS267/ARB/1 , 31 août 2009
États-Unis – EPO (article 22:6 – États-Unis)	Décisions de l'Arbitre États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS384/ARB et Add.1 / WT/DS386/ARB et Add.1, distribuées aux Membres de l'OMC le 7 décembre 2015
États-Unis – Jeux (article 22:6 – États-Unis)	Décision de l'Arbitre États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières [de] services de jeux et paris – Recours des États-Unis à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS285/ARB , 21 décembre 2007
États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)	Décision de l'Arbitre États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS464/ARB et Add.1, 8 février 2019
États-Unis – Loi de 1916 (CE)	Rapport du Groupe spécial États-Unis – Loi antidumping de 1916, plainte des Communautés européennes, WT/DS136/R et Corr.1, adopté le 26 septembre 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R , WT/DS162/AB/R
États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)	Décision de l'Arbitre États-Unis – Loi antidumping de 1916, plainte initiale des Communautés européennes – Recours des États-Unis à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS136/ARB , 24 février 2004

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd) (CE) (article 22:6 – États-Unis)</i>	Décision de l'Arbitre <i>États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention, plainte initiale des Communautés européennes – Recours des États-Unis à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS217/ARB/EEC , 31 août 2004
<i>États-Unis – Mesures compensatoires (Chine) (article 22:6 – États-Unis)</i>	Décision de l'Arbitre <i>États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits en provenance de Chine – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS437/ARB et Add.1, 26 janvier 2022
<i>États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)</i>	Décision de l'Arbitre <i>États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS471/ARB et Add.1, 1 ^{er} novembre 2019
<i>États-Unis – Papier supercalandré</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures compensatoires visant le papier supercalandré en provenance du Canada</i> , WT/DS505/AB/R et Add.1, adopté le 5 mars 2020
<i>États-Unis – Papier supercalandré</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures compensatoires visant le papier supercalandré en provenance du Canada</i> , WT/DS505/R et Add.1, adopté le 5 mars 2020, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS505/AB/R
<i>États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon</i> , WT/DS244/AB/R , adopté le 9 janvier 2004
<i>États-Unis – Thon II (Mexique) (article 22:6 – États-Unis)</i>	Décision de l'Arbitre <i>États-Unis – Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon – Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS381/ARB , 25 avril 2017

PIÈCES CITÉES DANS LA PRÉSENTE DÉCISION

Pièce	Titre
Pièce CAN-3	World Trade Organization and United Nations Conference on Trade and Development, <i>A Practical Guide to Trade Policy Analysis</i> (Published 2012)
Pièce CAN-4	Hallren and Riker, "An Introduction to Partial Equilibrium Modeling of Trade Policy", USITC Office of Economics Working Paper Series (July 2017)
Pièce CAN-5	Head and Mayer, "Gravity Equations: Workhorse, Toolkit, and Cookbook", in Gopinath et al., <i>Handbook of International Economics</i> , Vol. 4 (2014)
Pièce CAN-6	Caliendo and Parro, "Estimates of the Trade and Welfare Effects of NAFTA", <i>The Review of Economic Studies</i> , Vol. 82, No. 1 (January 2015)
Pièce CAN-7	Source Data 1
Pièce CAN-8	Source Data 2
Pièce CAN-15	Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Results of Administrative Review of the Countervailing Duty Order on Certain Softwood Lumber Products from Canada; 2017 – 2018" (November 23, 2020)
Pièce CAN-18	Commerce, "Certain Softwood Lumber Products from Canada, Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Countervailing Duty Order", 83 Fed. Reg. 347 dated January 3, 2018
Pièce CAN-22	Commerce, "Final Scope Ruling on the Antidumping Duty and Countervailing Duty Orders on Softwood Lumber from Canada: Harmer Steel Products Co." (June 29, 2020)
Pièce CAN-23	Commerce, "Antidumping and Countervailing Duty Orders on Certain Softwood Lumber Products from Canada: Final Scope Ruling on Cedar Shakes and Shingles" (September 10, 2018)
Pièce CAN-24	Commerce, "Final Scope Ruling for Certain Hardwood Plywood Products from the People's Republic of China: Request by the Coalition for Fair Trade in Hardwood Plywood and Masterbrand Cabinets Inc." (September 7, 2018)
Pièce CAN-25	Commerce, "Certain Tool Chests and Cabinets from the People's Republic of China: Final Scope Ruling on Quality Craft Industries, Inc.'s Products A and B" (May 21, 2018)
Pièce CAN-26	Commerce, "Final Scope Ruling for Certain Steel Threaded Rod from the People's Republic of China: Colonial Elegance Inc." (August 1, 2014)
Pièce CAN-31	D. Riker, "A Trade Cost Approach to Estimating the Elasticity of Substitution", USITC Economics Working Paper Series (2020)
Pièce CAN-32	Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Supercalendered Paper from Canada" (October 13, 2015)
Pièce CAN-40	Commerce, "Certain Polyethylene Terephthalate Resin From the Sultanate of Oman: Final Negative Countervailing Duty Determination", 81 Fed. Reg. 13,321 dated March 14, 2016
Pièce CAN-41	Commerce, "Non-Oriented Electrical Steel From the Republic of Korea: Final Negative Countervailing Duty Determination and Final Negative Critical Circumstances Determination", 79 Fed. Reg. 61,605 dated October 14, 2014
Pièce CAN-42	Commerce, "Certain Fabricated Structural Steel From Canada: Final Negative Countervailing Duty Determination", 85 Fed. Reg. 5,387 dated January 30, 2020
Pièce CAN-43	19 CFR 351.311
Pièce CAN-44	Commerce, "Certain Uncoated Groundwood Paper From Canada: Final Affirmative Countervailing Duty Determination", 83 Fed. Reg. 39,414 dated August 9, 2018
Pièce CAN-45	Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Certain Uncoated Groundwood Paper from Canada" (August 1, 2018)
Pièce CAN-46	Commerce, "Aluminum Extrusions from the People's Republic of China: Final Affirmative Countervailing Duty Determination", 76 Fed. Reg. 18,521 dated April 4, 2011
Pièce CAN-47	Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Aluminum Extrusions from the People's Republic of China (PRC)" (March 28, 2011)
Pièce CAN-48	Commerce, "Lightweight Thermal Paper from the People's Republic of China: Final Affirmative Countervailing Duty Determination", 73 Fed. Reg. 57,323 dated October 2, 2008
Pièce CAN-49	Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Lightweight Thermal Paper from the People's Republic of China" (September 25, 2008)
Pièce CAN-50	Commerce, "Final Affirmative Countervailing Duty Determination: Dynamic Random Access Memory Semiconductors from the Republic of Korea", 68 Fed. Reg. 37,122 dated June 23, 2003

Pièce	Titre
Pièce CAN-51	Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Dynamic Random Access Memory Semiconductors from the Republic of Korea" (June 16, 2003)
Pièce CAN-52	19 C.F.R. § 351.204(b)(2)
Pièce CAN-53	19 U.S.C. § 1675
Pièce CAN-54	19 C.F.R. § 351.213
Pièce CAN-55	19 C.F.R. § 351.214
Pièce CAN-61	19 C.F.R. § 351.218
Pièce CAN-62	U.S. Census Bureau, "About USA Trade® Online", consulté le 8 mars 2021, < https://usatrade.census.gov/ >
Pièce CAN-63	U.S. Census Bureau, "Guide to Foreign Trade Statistics: Description of the Foreign Trade Statistical Program", consulté le 8 mars 2021, < https://www.census.gov/foreign-trade/guide/sec2.html >
Pièce CAN-65	U.S. Census Bureau, "HTS Record Layout", consulté le 8 mars 2021, < https://www.census.gov/foreign-trade/schedules/b/2018/imp-stru.txt >
Pièce CAN-66	U.S. Census Bureau, "USA Trade Online – Help Section", August 22, 2014, consulté le 8 mars 2021, < https://www.census.gov/foreign-trade/statistics/dataproducts/uto-help/uto-help.html >
Pièce CAN-67	USITC, "A Note on U.S. Trade Statistics", consulté le 8 mars 2021, < https://www.usitc.gov/publications/research/tradestatsnote.pdf >
Pièce CAN-74	Replication Files
Pièce CAN-88	Global Trade Analysis Project, "GTAP Resources: Frequently Asked Question Details", consulté le 8 mars 2021, < https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/faqs/faqs_display.asp?F_ID=151 >
Pièce CAN-93	U.S. Customs, "Entry Summary", Form 7501
Pièce CAN-100	19 CFR 351.213
Pièce CAN-102	Replication File (Adjusted)
Pièce CAN-103	Different Supply Elasticity
Pièce CAN-105	Proof of Equivalence
Pièce CAN-109	Statistics Canada, Concordance Between U.S. HS10 Code and Canada HS8 Code (2021)
Pièce CAN-121	Commerce, "Supercalendered Paper from Canada: Countervailing Duty Order", 80 Fed. Reg. 237 dated December 10, 2015
Pièce CAN-127	"Softwood Lumber from Canada – Countervailing Duty Rates Potentially in Place by The End of the Third Administrative Review"
Pièce CAN-132	"Calculation in Response to Question No. 190"
Pièce CAN-139	"FGO Dataset B"
Pièce CAN-140	"FGO Dataset C"
Pièce CAN-142	19 CFR 351.214
Pièce CAN-143	19 CFR 351.525
Pièce CAN-147	Canada's Proposed Spreadsheet Template
Pièce CAN-150	"Summary of Proprietary Treatments in Recent USITC Reports"
Pièce CAN-151	19 U.S.C. § 1484
Pièce CAN-171	Signed Cover Letter and Mutually Agreed <i>Understanding between Canada and the United States Concerning Procedures to Apply to Business Confidential Information to the Extent Necessary to Apply a DSB Authorization Consistent with the Arbitrator's Decision</i>
Pièce USA-1	U.S. Solution and Computer Code for the Armington Partial Equilibrium Model
Pièce USA-4	19 U.S.C. § 1671d
Pièce USA-7	Calculation of the All-Others Rate for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Supercalendered Paper from Canada ("Supercalendered Paper All Others Rate Calculation Memo"), Oct. 13, 2015
Pièce USA-10	Utility Scale Wind Towers from Canada, Indonesia, and the Socialist Republic of Vietnam: Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Countervailing Duty Orders, 85 Fed. Reg. 52543 (Aug. 26, 2020)
Pièce USA-11	Sample U.S. Model Data File
Pièce USA-13	19 U.S.C. § 1671b
Pièce USA-15	19 U.S.C. § 1675
Pièce USA-16	19 U.S.C. § 1677e
Pièce USA-17	19 U.S.C. § 1677f
Pièce USA-18	19 C.F.R. § 351.212
Pièce USA-22	Erika Bethmann <i>et al.</i> , "A Non-technical Guide to the PE Modeling Portal", USITC Office of Economics Working Paper Series (March 2020) ("Bethmann <i>et al.</i> (2020)")
Pièce USA-24	Anson Soderbery, "Estimating Import Supply and Demand Elasticities: Analysis and Implications", Journal of International Economics, Vol. 96, Issue 1, May 2015 ("Soderbery (2015)")
Pièce USA-27	Saad Ahmad & David Riker, "A Method for Estimating the Elasticity of Substitution and Import Sensitivity by Industry", USITC Office of Economics Working Paper Series (May 2019) ("Ahmad & Riker (2019)")

Pièce	Titre
Pièce USA-31	David Riker, "Approximating an Industry-Specific Global Economic Model of Trade Policy", USITC Office of Economics Working Paper Series, November 2020 ("Riker (November 2020)")
Pièce USA-32	Jennifer Leith <i>et al.</i> , "Indonesia Rice Tariff", Poverty and Social Impact Analysis, March 2003 ("Leith <i>et al.</i> (2003)")
Pièce USA-33	Michael Gasiorek <i>et al.</i> , "Which manufacturing industries and sectors are most vulnerable to Brexit?", The World Economy (2019) ("Gasiorek <i>et al.</i> (2019)")
Pièce USA-43	19 U.S.C. § 1592
Pièce USA-47	Jointly Proposed Understanding between Canada and the United States Concerning Procedures to Apply to Business Confidential Information to the Extent Necessary to Apply a DSB Authorization Consistent with the Arbitrator's Decision ("BCI Understanding")
Pièce USA-48	Illustrative Table: Nullification or Impairment Under Various Models/Scenarios Using Data from Softwood Lumber from Canada
Pièce USA-51	U.S. Solution and Computer Code for N-variety model
Pièce USA-52	Data inputs for N-variety model
Pièce USA-53	U.S. Response to Question 219: Excel Spreadsheet for Customs Data
Pièce USA-54	Table of USITC Investigation Determinations
Pièce USA-55	19 C.F.R. § 351.304
Pièce USA-60	Jointly Agreed BCI Understanding

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LA PRÉSENTE DÉCISION

Abréviation	Désignation
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
ACE	Environnement commercial automatisé des douanes des États-Unis
Amendement Byrd	Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention
ARA	annulation ou réduction des avantages
BEA	Bureau des analyses économiques des États-Unis
DFDD	données de fait disponibles défavorables
FGO	Fontagné, Guimbard et Orefice (2021) (pièce CAN-139)
FMI	Fonds monétaire international
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
GLD	gros lave-linge à usage domestique
GTAP	Global Trade Analysis Project
IPP	indice des prix à la production
Mémoire d'accord	Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
mesure sur les autres formes d'aide-DFDD	mesure sur les autres formes d'aide-données de fait disponibles défavorables
ordonnance en matière de droits compensateurs <i>Papier supercalandré</i>	ordonnance en matière de droits compensateurs dans l'affaire <i>Papier supercalandré en provenance du Canada 2015</i>
TDH	Tarif douanier harmonisé
TDHEU	Tarif douanier harmonisé des États-Unis
USDOC	Département du commerce des États-Unis
USITC	Commission du commerce international des États-Unis

1 INTRODUCTION

1.1 Procédure initiale

1.1. La présente procédure d'arbitrage a lieu dans le cadre du différend engagé par le Canada au sujet de certaines mesures relatives à des enquêtes en matière de droits compensateurs menées par les États-Unis.

1.2. La procédure initiale dans le présent différend a débuté le 30 mars 2016, lorsque le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) au sujet de certaines mesures compensatoires visant le papier supercalandré en provenance du Canada ainsi que de la conduite constante alléguée des États-Unis consistant à appliquer des données de fait disponibles défavorables (DFDD) aux mesures "découvertes" au cours d'une enquête en matière de droits compensateurs. Le 9 juin 2016, la Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord et à l'article 30 de l'Accord SMC.¹

1.3. Le rapport du Groupe spécial dans le présent différend a été remis aux parties le 15 décembre 2017 et distribué aux Membres de l'OMC le 5 juillet 2018.

1.4. Le Groupe spécial a constaté que les mesures compensatoires contestées appliquées par les États-Unis sur le papier supercalandré en provenance du Canada étaient incompatibles avec des dispositions de l'Accord SMC et du GATT de 1994. Il n'a pas été fait appel de ces constatations.² Le Groupe spécial a également constaté qu'une mesure non écrite sous la forme d'une "conduite constante" imputable aux États-Unis était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Cette mesure consistait en l'application par l'USDOC de DFDD pour trouver des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire en relation avec des programmes découverts au cours de procédures en matière de droits compensateurs qui n'avaient pas été déclarés dans la réponse à la question de l'USDOC concernant les "autres formes d'aide" (la mesure sur les autres formes d'aide-données de fait disponibles défavorables (mesure sur les autres formes d'aide-DFDD)).³

1.5. Le jour même de la distribution du rapport du Groupe spécial, à savoir le 5 juillet 2018, le Département du commerce des États-Unis (USDOC) a abrogé l'ordonnance en matière de droits compensateurs dans l'affaire *Papier supercalandré en provenance du Canada 2015* (ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré*), avec effet rétroactif à compter du début de la procédure en matière de droits compensateurs.⁴ Nonobstant leur abrogation de l'ordonnance en matière de droits compensateurs en juillet 2018, les États-Unis ont formé un appel le 27 août 2018, contestant certaines des constatations du Groupe spécial en ce qui concerne la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁵

1.6. L'Organe d'appel a rejeté l'affirmation des États-Unis selon laquelle le Groupe spécial avait indûment établi l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et indûment conclu que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.⁶

¹ Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada, WT/DS505/2.

² Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Papier supercalandré* (rapport de l'Organe d'appel), paragraphes 1.3 et 4.1.

³ Voir le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 1.2; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Papier supercalandré* (rapport du Groupe spécial), paragraphes 2.2 et 7.1.

⁴ Voir le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.2.

⁵ Notification d'un appel présentée par les États-Unis au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) et de la règle 20.1) des Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/DS505/6).

⁶ Voir le rapport de l'Organe d'appel, section 6. Un membre de l'Organe d'appel a exprimé une opinion séparée (voir le rapport de l'Organe d'appel, section 5.3). Selon ce membre, le Groupe spécial a fait erreur en qualifiant la "conduite constante" alléguée de l'USDOC avec une imprécision inacceptable, et a utilisé des critères en matière de preuve inadéquats pour établir les éléments de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. (Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 5.86 et 5.89) Ce membre a également jugé pertinent le fait que l'ordonnance en matière de droits compensateurs correspondante avait été abrogée rétroactivement

Par conséquent, l'Organe d'appel "[a] recommand[é] que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures, dont il [avait] été constaté dans [ce] rapport et dans le rapport du Groupe spécial, confirmé par [ce] rapport, qu'elles étaient incompatibles avec l'Accord SMC et avec le GATT de 1994, conformes à leurs obligations au titre de ces accords."⁷ Dans son rapport, l'Organe d'appel a en outre brièvement examiné les circonstances de l'appel des États-Unis, à savoir que l'ordonnance canadienne en matière de droits compensateurs qui indiquait la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD avait déjà été abrogée *ab initio*:

Cette abrogation n'est abordée par aucun des deux participants dans ses communications écrites. En outre, à l'audience, les deux participants ont confirmé qu'un différend les opposant quant à l'existence d'une "conduite constante" et à la constatation d'incompatibilité avec l'article 12.7 de l'Accord SMC devait encore être réglé en appel. Dans ces circonstances, nous examinons les allégations d'erreur formulées en appel par les États-Unis à la lumière des constatations du Groupe spécial telles qu'elles figurent dans son rapport.⁸

1.7. Le rapport de l'Organe d'appel (WT/DS505/AB/R) a été distribué aux Membres le 6 février 2020. À la réunion de l'ORD du 5 mars 2020, les États-Unis ont exprimé l'avis selon lequel le document WT/DS505/AB/R n'était pas un rapport valable de l'Organe d'appel et se sont opposés à son adoption. Ils ont proposé de s'associer à un consensus positif pour adopter les aspects du rapport du Groupe spécial dont il n'avait pas été fait appel mais ont refusé de s'associer au consensus en vue de l'adoption du rapport de l'Organe d'appel.⁹ Nonobstant l'objection des États-Unis, le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel ont été adoptés par l'ORD par consensus négatif.¹⁰

1.2 Recours à l'arbitrage et procédure d'arbitrage

1.8. L'article 21:3 du Mémoire d'accord dispose que, à une réunion de l'ORD qui se tiendra dans les 30 jours suivant l'adoption du rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné (en l'espèce, les États-Unis) informera l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de celui-ci. Les États-Unis n'ont fourni à l'ORD aucune déclaration de ce genre concernant leurs intentions. Aucun "délai raisonnable" n'avait donc été déterminé en l'espèce afin de préciser pour quelle date les États-Unis étaient tenus de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD.¹¹ Dans un document daté du 18 juin 2020, le Canada a demandé à l'ORD l'autorisation, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord, de suspendre des concessions, étant donné que les États-Unis n'ont pas informé l'ORD de leur intention au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de celui-ci, ni proposé de délai raisonnable pour la mise en conformité.¹² Dans un document daté du 26 juin 2020, les États-Unis

jusqu'au début de la procédure en matière de droits compensateurs, indiquant que "[c]ela signifiait] ... qu'il n'y [avait] pas de différend réel à résoudre en ce qui concerne une quelconque "conduite constante" qui pourrait ou non se poursuivre dans le cadre de la procédure en cause en l'espèce." (Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.87) Par conséquent, ce membre a indiqué que "la Section aurait pu et aurait dû déclarer sans fondement les constatations pertinentes du Groupe spécial. [II] [a suggéré] plutôt que cette décision et ses interprétations devraient se limiter aux éléments propres à la présente affaire." (Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.87)

⁷ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 6.10.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.2.

⁹ ORD, compte rendu des réunions tenues les 28 février et 5 mars 2020, WT/DSB/M/441, paragraphes 7.3 à 7.7 et 7.21. Parmi les exceptions de procédure qu'ils ont formulées au sujet de l'adoption du rapport de l'Organe d'appel, les États-Unis ont indiqué qu'aucun des trois membres de l'Organe d'appel qui composaient la section connaissant de l'appel n'était un membre valable de l'Organe d'appel lorsque son rapport a été distribué. Voir aussi la communication des États-Unis (17 avril 2020) (WT/DS505/12) (contenant des arguments analogues).

¹⁰ ORD, compte rendu des réunions tenues les 28 février et 5 mars 2020, WT/DSB/M/441, paragraphe 7.20.

¹¹ L'article 21:3 dispose que, lorsqu'il est irréalisable pour un Membre de se conformer immédiatement aux recommandations et décisions, ce Membre aura un "délai raisonnable" pour le faire. Le "délai raisonnable" peut être proposé par le Membre concerné et approuvé par l'ORD, mutuellement convenu par les parties, ou déterminé par arbitrage.

¹² Communication du Canada (18 juin 2020) (WT/DS505/13). Nous notons que le Canada n'a pas précisé dans sa demande au titre de l'article 22:2 du Mémoire d'accord dans quel(s) secteur(s) il avait l'intention de suspendre des concessions. Nous ne discernons toutefois, dans ce document ni dans les actions du Canada entourant sa communication, rien qui indique que le Canada a demandé de suspendre des

ont contesté le niveau de la suspension de concessions proposée par le Canada et noté que, comme le prescrivait l'article 22:6 du Mémoire d'accord, la question avait donc été soumise à arbitrage.¹³

1.9. La demande d'autorisation de suspension de concessions présentée par le Canada a été examinée à la réunion de l'ORD tenue le 29 juin 2020.¹⁴ Les États-Unis ont exprimé les vues suivantes: a) la demande de suspension de concessions du Canada reposait sur une hypothèse incorrecte, à savoir que des recommandations de l'ORD valables avaient été adoptées. Ils ont estimé qu'aucune recommandation de l'ORD de ce type n'avait été adoptée parce qu'il n'y avait pas eu de rapport valable de l'Organe d'appel ni de consensus pour adopter le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel; b) que le Canada ne subissait pas d'ARA du fait de la mesure alléguée, en raison de l'abrogation de l'*ordonnance en matière de droits compensateurs Papier supercalandré*, et que le Canada ne pouvait pas dire que la mesure alléguée continuait d'exister, ni qu'il subirait une annulation ou une réduction d'avantages dans le futur; c) que nonobstant ce qui précédait, et sans préjudice de leur position selon laquelle aucune recommandation n'avait été adoptée par l'ORD, les États-Unis avaient également contesté le niveau de la suspension de concessions ou d'autres obligations proposée par le Canada; et d) qu'aux termes de l'article 22:6 du Mémoire d'accord, cette contestation des États-Unis amenait automatiquement à soumettre la question à arbitrage.¹⁵

1.10. Le Canada a répondu que l'ORD avait adopté le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel dans le présent différend à sa réunion du 5 mars 2020, comme il était indiqué dans le compte rendu de la réunion de l'ORD et conformément à l'article 17:14 du Mémoire d'accord, qui énonçait la règle du consensus négatif pour l'adoption des rapports de l'Organe d'appel. Le Canada a aussi précisé ce qui suit: a) sa demande d'autorisation de suspension de concessions concernait la "conduite constante" des États-Unis, qui ne visait actuellement pas le Canada, et porterait sur des procédures futures des États-Unis en matière de droits compensateurs concernant des marchandises canadiennes; et b) il demandait l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations à un niveau annuel proportionnel aux effets sur le commerce de tous droits compensateurs futurs sur les importations canadiennes de toutes marchandises qui étaient imputables à la "conduite constante" des États-Unis dont il avait été constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC dans le présent différend.¹⁶

1.11. L'ORD a pris note du fait que la question soulevée par les États-Unis avait été soumise à arbitrage, comme il était prescrit à l'article 22:6 du Mémoire d'accord.¹⁷

1.12. L'Arbitre a été constitué le 6 août 2020 et était composé des membres du Groupe spécial initial:

Président:	M. Paul O'Connor
Membres:	M. David Evans M. Colin McCarthy ¹⁸

1.13. Une réunion d'organisation a eu lieu le 21 août 2020 aux fins de l'examen des aspects procéduraux de la procédure d'arbitrage. Le 28 août 2020, l'Arbitre a adopté son calendrier, outre

concessions dans tout secteur autre que le secteur des marchandises. Nous considérons donc que le présent arbitrage ne comporte aucune allégation au titre de l'article 22:3 c) du Mémoire d'accord. (Voir la décision de l'Arbitre *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.22 (notant que l'article 22:3 a) du Mémoire d'accord "exige, comme règle par défaut, l'identité entre le(s) secteur(s) affecté(s) par l'annulation ou la réduction d'avantages causée par une mesure incompatible avec les règles de l'OMC et le(s) secteur(s) dans lequel (lesquels) un Membre demande de suspendre des concessions ou d'autres obligations".) (pas de mise en relief dans l'original)

¹³ Communication des États-Unis (26 juin 2020) (WT/DS505/14).

¹⁴ Le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel ont été adoptés aux réunions de l'ORD des 28 février et 5 mars 2020 (ORD, compte rendu de la réunion tenue les 28 février et 5 mars 2020, paragraphe 7.20). La réunion de l'ORD du 29 juin 2020 était la réunion de l'ORD suivante qui avait été convoquée après les réunions susmentionnées (ORD, compte rendu de la réunion tenue le 29 juin 2020, WT/DSB/M/442, point 12).

¹⁵ ORD, compte rendu de la réunion tenue le 29 juin 2020, WT/DSB/M/442, paragraphe 12.3.

¹⁶ ORD, compte rendu de la réunion tenue le 29 juin 2020, WT/DSB/M/442, paragraphe 12.6.

¹⁷ ORD, compte rendu de la réunion tenue le 29 juin 2020, WT/DSB/M/442, paragraphe 12.17 (faisant référence à la communication des États-Unis (26 juin 2020) (WT/DS505/14)).

¹⁸ ORD, Note du Secrétariat (6 août 2020) (WT/DS505/15).

ses procédures de travail et ses procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels (procédures RCC).¹⁹ Également à cette date, il a adopté ses procédures de travail additionnelles concernant la réunion ouverte. Comme il est décrit plus en détail dans la section 2.2, plus loin, et après avoir consulté les parties, l'Arbitre a abrogé ces dernières procédures de travail et les a remplacées par des procédures révisées.²⁰

1.14. Conformément au calendrier et aux procédures de travail adoptés par l'Arbitre, le 18 septembre 2020, le Canada a présenté une communication expliquant sa méthode (note méthodologique) de calcul du niveau de suspension proposé. Les États-Unis ont déposé leur communication écrite le 13 novembre 2020. Le Canada a déposé sa communication écrite le 11 décembre 2020. L'Arbitre a envoyé une première série de questions aux parties, en leur demandant de répondre par écrit, le 26 janvier 2021, et les parties y ont répondu le 9 mars 2021. Il a envoyé une deuxième série de questions aux parties, en leur demandant de répondre par écrit, le 18 mai 2021, et les parties y ont répondu le 15 juin 2021. L'Arbitre a envoyé des questions aux parties avant la réunion du 25 août 2021. Les parties ont répondu oralement à ces questions lors de la réunion.

1.15. L'Arbitre a tenu sa réunion avec les parties du 20 au 23 septembre 2021. Le 1^{er} octobre 2021, à la suite de la réunion avec les parties, il a envoyé une troisième série de questions aux parties, en leur demandant de répondre par écrit, et les parties y ont répondu le 29 octobre 2021 et chaque partie a communiqué des observations sur les réponses de l'autre partie le 19 novembre 2021. L'Arbitre a envoyé une série additionnelle de questions aux parties le 17 décembre 2021, et les parties y ont répondu le 14 janvier 2022, et chaque partie a communiqué des observations sur les réponses de l'autre partie le 28 janvier 2022.

1.16. Le 23 juin 2022, l'Arbitre a remis aux parties une version de sa décision pour faire en sorte que, selon l'avis des parties, cette décision ne contienne aucun RCC. Le 28 juin 2022, les parties ont informé l'Arbitre qu'elles n'avaient aucune observation pertinente à faire sur la décision. La décision de l'Arbitre a été distribuée aux Membres de l'OMC le 13 juillet 2022.

2 QUESTIONS PROCÉDURALES

2.1. Dans la présente section, l'Arbitre examine deux questions procédurales: a) l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la réunion avec les parties; et b) la présentation au public de l'enregistrement audio de la réunion avec les parties.

2.1 Incidence de la pandémie de COVID-19 sur la réunion avec les parties

2.2. Dans le calendrier adopté par l'Arbitre en août 2020, la réunion avec les parties était prévue pour mars 2021, et à l'époque, on avait supposé que la réunion aurait lieu en présentiel à Genève. Alors que mars 2021 approchait, il était apparu de plus en plus clairement à l'Arbitre qu'il ne serait pas possible de tenir une réunion en présentiel à Genève, comme il était habituel, en raison des restrictions en matière de voyages associées à la pandémie de COVID-19.

2.3. Ainsi, le 14 janvier 2021, l'Arbitre a envoyé un message aux parties indiquant que, en raison de la pandémie de COVID-19, il semblait impossible de tenir une réunion en présentiel à Genève en mars 2021, et demandant aux parties de donner leur avis sur le fait d'organiser à la place une réunion virtuelle à l'aide de la plate-forme Cisco Webex, avec la possibilité pour au moins certains délégués d'assister à la réunion depuis les locaux de l'OMC s'ils le souhaitaient. Il a en outre fait observer que compte tenu des divers fuseaux horaires dans lesquels se trouvaient les participants, toute réunion virtuelle devrait probablement avoir lieu sur plusieurs jours avec des séances organisées chaque jour pendant un nombre d'heures limité et que, compte tenu de la nature technique et de la complexité des questions soumises à l'Arbitre, il apparaissait qu'il valait mieux que les questions soient fournies aux parties avant la tenue d'une réunion virtuelle. L'Arbitre a

¹⁹ Voir les procédures de travail de l'Arbitre, annexe A-1 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1; et les procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les renseignements commerciaux confidentiels, annexe A-2 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1.

²⁰ Voir les procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions ouvertes (diffusion différée en ligne), annexe A-4 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1.

également joint le projet de procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions avec participation à distance pour que les parties puissent formuler des observations.

2.4. Les 21 et 25 janvier 2021, les parties ont répondu au message de l'Arbitre et chaque partie a présenté des observations sur les réponses de l'autre partie, respectivement. Le Canada a répondu que, compte tenu de la situation créée par la pandémie de COVID-19, la réunion devrait avoir lieu sous forme virtuelle et a en outre demandé à l'Arbitre d'envoyer des questions aux parties avant la réunion au moins deux semaines avant celle-ci. Il était aussi convenu avec l'Arbitre que, en raison des décalages horaires correspondants, une réunion virtuelle devrait probablement avoir lieu sur plusieurs jours avec des séances organisées chaque jour pendant un nombre d'heures limité. Le Canada n'avait pas d'observations sur le fond à faire au sujet du projet de procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions avec participation à distance proposé par l'Arbitre.

2.5. Les États-Unis se sont opposés à la tenue d'une réunion virtuelle parce que, selon eux, une telle forme ne permettait pas aux parties de participer à la réunion dans toute la mesure généralement prévue par le Mémoire d'accord, bien qu'ils aient aussi reconnu que le Mémoire d'accord ne prescrivait pas spécifiquement comment une réunion devrait se tenir dans le cadre d'une procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord. Ils ont souligné, en particulier, qu'un échange oral simultané entre les parties et l'Arbitre était un élément important de ce type de réunions. Ils ont expliqué que, en raison des contraintes technologiques et logistiques auxquelles ils faisaient alors face et qui persistaient aujourd'hui, un tel échange oral simultané sur une plate-forme virtuelle telle que Cisco Webex serait irréalisable. Ils estimaient aussi que, si une partie était en mesure de comparaître en personne devant l'Arbitre, tandis que ce n'était pas le cas de l'autre partie, alors, à leur avis, cette dernière partie serait désavantagée au cours de la réunion. Les États-Unis étaient toutefois convenus avec le Canada que toutes questions que l'Arbitre comptait poser aux parties à la réunion (quelle que soit la forme que prendrait finalement cette réunion) devraient être envoyées aux parties au moins deux semaines avant la réunion. Ils ont suggéré que l'Arbitre réexamine cette discussion à la fin du mois d'avril 2021 lorsque la situation concernant les campagnes de vaccination contre la COVID-19 serait plus claire, et ils ont affirmé que le report de la réunion ne porterait pas préjudice au Canada puisque les taux des droits compensateurs affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD n'étaient actuellement pas appliqués aux sociétés canadiennes. Ils n'ont pas formulé à ce stade d'observations sur les procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions avec participation à distance.

2.6. En réponse, le Canada a affirmé que: a) les procédures d'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord étaient censées se dérouler selon un calendrier accéléré; b) la date à laquelle une réunion pourrait avoir lieu en présentiel au milieu des incertitudes créées par la pandémie relevait de la pure spéculation et que le Mémoire d'accord ne prescrivait pas la tenue de réunions en présentiel; c) des échanges oraux sur une plate-forme de réunion virtuelle telle que Cisco Webex étaient possibles; d) des réunions virtuelles avaient été tenues dans d'autres procédures de règlement des différends de l'OMC; et e) un retard important dans l'achèvement de la procédure d'arbitrage pourrait porter préjudice au Canada puisque la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pourrait être utilisée à tout moment à l'encontre d'entreprises canadiennes, et le Canada exigeait un moyen lui permettant de répondre à une telle utilisation si et quand elle se produisait. Le Canada a donc réaffirmé que la réunion devrait se dérouler comme prévu sous forme virtuelle, ou avec un léger retard pour tenir compte des contraintes logistiques.

2.7. Le 1^{er} février 2021, l'Arbitre a envoyé un message aux parties notant que, en particulier, il avait été prévu précédemment que la réunion durerait deux jours même s'il faudrait qu'une réunion virtuelle se déroule sur plus de jours et que la demande conjointe des parties visant à ce que l'Arbitre envoie des questions préalables aux parties au moins deux semaines avant la date de la réunion était incompatible avec la tenue d'une réunion en mars 2021 compte tenu du bref délai entre la réception des réponses des parties à la première série de questions de l'Arbitre et la date de cette réunion. Étant donné ces problèmes logistiques, l'Arbitre a donc informé les parties que la tenue de la réunion en mars 2021 était annulée et qu'il fixerait une nouvelle date pour cette réunion après avoir à nouveau consulté les parties.

2.8. Le 22 février 2021, l'Arbitre a informé les parties que, à son avis, l'une comme l'autre avaient soulevé des points pertinents dans leurs communications antérieures concernant les sujets connexes que sont la date à laquelle prévoir la réunion et sous quelle forme elle devrait se tenir. En particulier, il a reconnu que les procédures d'arbitrage menées au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord

d'accord étaient par nature accélérées et que le Canada avait fort intérêt à ce que l'arbitrage soit achevé dans les moindres délais. Il a aussi reconnu qu'il était préférable de tenir une réunion qui permettait des échanges oraux simultanés, car cela renforçait sa capacité d'étudier les questions pertinentes avec les parties. L'Arbitre a considéré que, au vu des campagnes de vaccination en cours à ce moment-là, la tenue soit d'une réunion en présentiel à Genève soit d'une réunion virtuelle au cours de laquelle les parties pourraient se rassembler et participer en groupes dans leurs capitales respectives (rendant ainsi raisonnablement possibles des échanges oraux simultanés) était une possibilité raisonnable dans un avenir proche. Il a donc reporté encore l'examen de la question jusqu'en avril 2021. En faisant cela, l'Arbitre a, entre autres choses, souligné qu'il avait l'intention de tenir la réunion d'une façon qui ne retarderait pas indûment l'achèvement final de la procédure d'arbitrage.

2.9. Le 23 avril 2021, le Canada a envoyé un message à l'Arbitre demandant que, compte tenu de l'aggravation de la situation liée à la COVID-19 dans le pays à cette période et des restrictions y relatives sur les mouvements de personnes, la réunion soit tenue en septembre 2021, date à laquelle cette situation se serait probablement améliorée, étant entendu qu'il ne devrait pas y avoir de nouveau report de la réunion au-delà de septembre 2021. Le même jour, les États-Unis ont informé l'Arbitre que, "sur le principe", ils souscrivaient à la proposition du Canada visant à fixer la date de la réunion à septembre 2021, mais ils ont indiqué qu'ils considéraient toujours qu'une réunion en présentiel était la forme la plus appropriée. Ils ont suggéré que l'Arbitre réexamine la question de la date de la réunion à l'approche de septembre 2021.

2.10. Le 30 avril 2021, l'Arbitre a informé les parties qu'il examinait les communications les plus récentes des parties et qu'il reviendrait vers elles dans un avenir proche au sujet de la date à laquelle prévoir la réunion. Il a aussi affirmé qu'il transmettrait des questions aux parties avant la réunion au moins deux semaines avant la tenue de celle-ci. Il a en outre informé les parties qu'il leur adresserait une deuxième série de questions pour qu'elles y répondent par écrit dans un court délai afin qu'il puisse poursuivre ses travaux sur la procédure avant la tenue de la réunion. L'Arbitre a transmis ces questions aux parties le 18 mai 2021.

2.11. Également le 18 mai 2021, l'Arbitre a informé les parties que, au vu de leurs communications précédentes, il souhaitait prévoir la réunion avec les parties pour la semaine du 20 septembre 2021. En faisant cela, l'Arbitre a souligné qu'il était souhaitable de fixer la date de cette réunion parce qu'à son avis, cette date avait déjà été considérablement repoussée et que fixer une date bien avant la réunion permettrait à tous les participants pertinents de s'organiser en conséquence. Il a toutefois reporté la décision sur la forme spécifique de la réunion jusqu'à une date ultérieure, mais au plus tard pour le 31 juillet 2021. Le 20 mai 2021, les parties ont répondu qu'elles étaient disponibles pour assister à une réunion la semaine du 20 septembre 2021. Le 26 mai 2021, l'Arbitre a fixé la date de la réunion pour la semaine du 20 au 24 septembre 2021.

2.12. Le 30 juin 2021, l'Arbitre a demandé aux parties d'indiquer comment elles prévoyaient que leurs délégations participent à une réunion pendant la semaine du 20 septembre 2021, et en particulier si elles étaient en mesure d'assister à une réunion en présentiel à Genève ou de se rassembler en groupes dans leurs capitales pour participer virtuellement à cette réunion au moyen de Cisco Webex. L'Arbitre a aussi demandé aux parties de fournir à nouveau des observations concernant le projet de procédures de travail additionnelles de l'Arbitre concernant les réunions avec participation à distance, étant donné qu'un délai important s'était écoulé depuis la dernière fois que l'Arbitre avait transmis ce projet de procédures aux parties pour qu'elles formulent des observations.

2.13. Les 5 et 7 juillet 2021, les parties ont répondu au message de l'Arbitre du 30 juin 2021 et chaque partie a formulé des observations sur les réponses de l'autre partie, respectivement. Les deux parties ont indiqué que: a) bien qu'il soit préférable de tenir la réunion en présentiel, elles ne pouvaient pas confirmer que leurs délégations seraient en mesure de voyager à Genève pour assister à cette réunion; b) que si la réunion était tenue sous forme virtuelle, leurs délégations pourraient se réunir dans des salles équipées avec Cisco Webex dans leurs pays d'origine respectifs; c) que si l'une ou l'autre partie ne pouvait pas assister à une réunion en présentiel à Genève, alors la réunion devrait se tenir sous forme virtuelle pour tous les participants; et d) que l'Arbitre devrait consulter à nouveau les parties en août 2021 au sujet de la forme de la réunion. Aucune des parties n'avait d'observation importante à faire sur le projet de procédures concernant la réunion virtuelle.

2.14. Le 5 août 2021, l'Arbitre a informé les parties que, compte tenu des restrictions pertinentes en vigueur en matière de voyages du fait de la COVID-19 et de la propagation alors récente de

certaines variantes de la COVID-19, ses membres comptaient participer à la réunion depuis leurs pays d'origine au moyen de la plate-forme Cisco Webex, mais qu'il parviendrait à une décision finale au sujet du mode de participation de ses membres d'ici au 20 août 2021. L'Arbitre a aussi informé les parties qu'une salle équipée avec Cisco Webex serait mise à disposition à l'OMC pour les délégués qui souhaitaient assister à la réunion depuis Genève. Il a demandé aux parties de l'informer de leur mode de participation d'ici au 16 août 2021.

2.15. Le 16 août 2021, les parties ont toutes deux informé l'Arbitre que leurs délégations comptaient participer à la réunion au moyen de la plate-forme Cisco Webex depuis leurs pays d'origine respectifs.

2.16. Le 20 août 2021, l'Arbitre a confirmé que ses membres participeraient à la réunion à distance au moyen de la plate-forme Cisco Webex. Dans la même communication, il a aussi: a) adopté ses procédures de travail additionnelles concernant les réunions avec participation à distance, qui avaient été envoyées précédemment aux parties pour qu'elles formulent des observations (voir l'annexe A-3 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1); b) informé les parties que la réunion se tiendrait à compter du 20 septembre 2021 et se poursuivrait, si nécessaire, jusqu'au 24 septembre 2021 inclus lors de séances qui se dérouleraient de 13 heures à 16 heures (heure de Genève) chaque jour; et c) joint l'invitation à la réunion. Le 25 août 2021, l'Arbitre a transmis les questions aux parties avant la réunion.

2.17. Le Secrétariat a organisé une séance de test individuelle de Cisco Webex avec chaque partie au cours de la semaine du 13 septembre 2021, et l'Arbitre a organisé une séance de test commune de Cisco Webex avec les parties le vendredi 17 septembre 2021. La réunion avec les parties a eu lieu du 20 au 23 septembre 2021 (il n'a finalement pas été nécessaire d'organiser une séance le 24 septembre). Tous les participants de la délégation canadienne ont participé à distance depuis différents lieux au Canada. Tous les membres de la délégation des États-Unis, à l'exception de deux, ont participé à distance depuis les États-Unis. Les deux autres membres de la délégation des États-Unis ont participé à la réunion depuis une salle prévue à cet effet à l'OMC et équipée avec Cisco Webex. Le Secrétariat a assisté à la réunion à distance depuis une salle séparée à l'OMC. Les membres de l'Arbitre ont assisté à la réunion à distance au moyen de Cisco Webex depuis leurs pays d'origine respectifs. Les délégations des États-Unis et du Canada ont participé de façon à ce que des échanges oraux simultanés aient lieu entre les parties et entre les parties et l'Arbitre.

2.2 Diffusion différée au public de la réunion avec les parties

2.18. Le 28 août 2020, après la réunion d'organisation et à la demande des parties, l'Arbitre a adopté des procédures de travail additionnelles concernant la réunion ouverte. Ces procédures supposaient que la réunion avec les parties aurait lieu en présentiel, comme cela était habituel, à Genève. Comme cela est expliqué dans la section juste au-dessus, la réunion avec les parties a toutefois finalement eu lieu sous forme virtuelle, la grande majorité des participants y assistant au moyen de la plate-forme Cisco Webex depuis leurs pays d'origine. Dans une communication aux parties datée du 20 août 2021 (c'est-à-dire au moment où l'Arbitre confirmait que la réunion aurait lieu sous forme virtuelle), l'Arbitre a reconnu que les procédures telles qu'elles avaient été adoptées étaient incompatibles avec la forme virtuelle de la réunion. Il a donc proposé aux parties d'adopter au lieu de cela, en temps voulu et après avoir consulté plus avant les parties, d'autres procédures permettant la diffusion différée au public de la réunion. Dans des communications datées des 27 et 31 août 2021, les parties n'ont formulé aucune objection à cette façon de procéder. Par conséquent, le 3 septembre 2021, l'Arbitre a abrogé l'ensemble précédent de procédures concernant la réunion ouverte, et le 6 décembre 2021, il a proposé une autre version des procédures concernant la réunion ouverte permettant la diffusion différée au public. Les parties ont formulé des observations à ce sujet les 7 et 8 décembre 2021 et chaque partie a formulé des observations sur les réponses de l'autre partie le 9 décembre 2021. L'Arbitre a adopté ces procédures le 17 décembre 2021.

2.19. La diffusion différée au public a eu lieu du 7 au 10 mars 2022. Conformément à ces procédures, des parties pertinentes de l'enregistrement audio de la réunion ont été mises à la disposition des membres du public inscrits pendant une période de 72 heures. L'enregistrement audio a été mis à disposition au moyen d'une page dédiée sur le site Web de l'OMC. Figuraient également sur cette page, et étaient à la disposition des membres du public inscrits, des versions écrites telles que prononcées des déclarations liminaires et finales des parties, et des versions écrites des réponses des parties aux questions posées par l'Arbitre après la réunion.

3 MANDAT DE L'ARBITRE

3.1. La présente procédure d'arbitrage découle de la contestation par les États-Unis de la demande d'autorisation de suspension de concessions ou d'autres obligations connexes présentée par le Canada.²¹ Conformément à l'article 22:4 du Mémoire d'accord, "[l]e niveau de la suspension de concessions ou d'autres obligations autorisée par l'ORD *sera équivalent* au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages".²² Le mandat de l'Arbitre, tel qu'il est énoncé à l'article 22:7 du Mémoire d'accord, est le suivant:

L'Arbitre, agissant en vertu du paragraphe 6, n'examinera pas la nature des concessions ou des autres obligations à suspendre, mais *déterminera si le niveau de ladite suspension est équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages*.²³

3.2. Le sens du mot "équivalence" dénote une "correspondance, une identité ou un équilibre entre deux niveaux liés, c'est-à-dire entre le niveau des concessions à suspendre, d'une part, et le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages, d'autre part".²⁴

3.3. Ainsi, la tâche de l'Arbitre dans la présente procédure consiste à examiner si le niveau de la suspension proposée par le Canada est équivalent au niveau de l'ARA subie par le Canada "du fait que la partie défenderesse n'a pas mis en conformité ses mesures incompatibles avec les règles de l'OMC".²⁵

3.4. L'évaluation par l'Arbitre du niveau de l'ARA devrait être effectuée de manière objective.²⁶ S'il constate que le niveau de suspension proposé par le Canada est incompatible avec le Mémoire d'accord, l'Arbitre doit déterminer le niveau de suspension qu'il juge équivalent à la réduction des avantages subie par le Canada.²⁷ Toute détermination de l'ARA, parce qu'elle repose sur des hypothèses, est nécessairement une estimation raisonnée.²⁸ Des arbitres antérieurs se sont efforcés de s'appuyer sur les meilleurs renseignements ou données disponibles pour tenter de formuler une telle estimation raisonnée²⁹, et se sont abstenus d'accepter des demandes qui étaient trop ténues, relevaient trop de la spéculation, ou n'étaient pas dûment quantifiées.³⁰ En outre, les hypothèses sur lesquelles les parties s'appuient devraient être raisonnables étant donné les circonstances du différend et devraient être fondées sur des renseignements crédibles, factuels et vérifiables.³¹

²¹ Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS505/14.

²² Pas de mise en relief dans l'original.

²³ Pas de mise en relief dans l'original.

²⁴ Décision de l'Arbitre *CE – Bananes III (États-Unis) (article 22:6 – CE)*, paragraphe 4.1. Dans la mesure où nous nous y référons dans la présente section, nous souscrivons aux déclarations d'arbitres antérieurs.

²⁵ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.5.

²⁶ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 3.6.

²⁷ Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *CE – Hormones (États-Unis) (article 22:6 – CE)*, paragraphe 12. Pour déterminer le niveau de l'ARA, des arbitres antérieurs ont développé leurs propres méthodes appropriées, fondées soit sur des éléments des méthodes proposées par les parties, soit sur une approche complètement différente. (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 1.16 (faisant référence aux décisions des Arbitres *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd) (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 3.115 et 3.69 à 3.79; *États-Unis – Jeux (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 3.174)

²⁸ Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 5.54 (citant la décision de l'Arbitre *CE – Hormones (États-Unis) (article 22:6 – CE)*, paragraphe 41).

²⁹ Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs (article 22:6 – UE)*, paragraphe 6.175. Voir aussi les décisions des Arbitres *États-Unis – EPO (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 1.18 et 5.101; *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 7.16, 7.19, 7.22, 7.34 et note de bas de page 272; et la décision de l'Arbitre *États-Unis – Article 110 5, Loi sur le droit d'auteur (article 25)*, paragraphe 4.28.

³⁰ Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 5.57 (citant les décisions des Arbitres *CE – Hormones (États-Unis) (article 22:6 – CE)*, paragraphe 77; *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs (article 22:6 – Canada)*, paragraphe 3.22).

³¹ Voir, par exemple, les décisions des Arbitres *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 3.40; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*

3.5. Enfin, nous notons que le but de la suspension de concessions ou d'autres obligations est d'"inciter ... à se mettre en conformité".³² D'autres arbitres ont en outre observé que le concept d'équivalence énoncé à l'article 22:4 du Mémoire d'accord signifiait que les obligations ne pouvaient pas être suspendues de manière "punitive".³³

4 CHARGE DE LA PREUVE

4.1. Nous partageons l'avis d'arbitres antérieurs selon lequel la charge de prouver que les prescriptions du Mémoire d'accord n'ont pas été respectées incombe à la partie contestant le niveau de la suspension proposée.³⁴ Par conséquent, dans la présente procédure, les États-Unis ont la charge initiale d'établir *prima facie* que le niveau de la suspension proposée par le Canada n'est pas équivalent au niveau de l'ARA. Pour s'acquitter de cette charge, il ne suffirait pas que les États-Unis proposent simplement une méthode de rechange dont ils affirment qu'elle est plus appropriée en comparaison de la méthode avancée par le Canada. En fait, les États-Unis doivent démontrer pourquoi la méthode du Canada entraînerait un niveau de suspension qui n'est pas "équivalent" au niveau de l'ARA au sens de l'article 22:4 du Mémoire d'accord. Enfin, en outre, chaque partie "a le devoir de fournir des éléments de preuve à l'appui de ses assertions de fait et de collaborer avec l'arbitre désigné au titre de l'article 22:6 pour présenter des éléments de preuve".³⁵

5 MESURES EN CAUSE

5.1. La mesure en cause dans le présent arbitrage est ce qu'on appelle la "mesure sur les autres formes d'aide-données de fait disponibles défavorables" (mesure sur les autres formes d'aide-DFDD). Cette mesure a été contestée en tant que mesure non écrite sous la forme d'une "conduite constante" qui était imputable aux États-Unis et le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient constaté qu'elle constituait une telle mesure. Concrètement, cela signifiait qu'il avait été constaté que la mesure: a) était imputable aux États-Unis; b) avait une teneur précise; c) était appliquée de façon répétée; et d) continuerait probablement d'être appliquée dans le futur.³⁶

5.2. L'Organe d'appel a confirmé la qualification par le Groupe spécial de la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD "comme consistant pour l'USDOC à poser la question concernant les autres formes d'aide et lorsqu'il découvrait, pendant la vérification, des renseignements dont il jugeait qu'ils auraient dû être fournis dans la réponse à cette question, à appliquer des DFDD pour déterminer que ces renseignements représent[aient] des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire".³⁷

(article 22:6 – UE), paragraphe 6.173; *États-Unis – Loi de 1916 (CE)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.54). Voir aussi la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis), paragraphes 1.16 et 3.127, indiquant qu'"il est nécessaire de se fonder seulement sur des renseignements crédibles, vérifiables et non sur des spéculations" pour calculer le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages" (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.63).

³² Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphes 5.5 et 5.6 (citant les décisions des Arbitres *CE – Bananes III (Équateur)* (article 22:6 – CE), paragraphe 76; *CE – Bananes III (États-Unis)* (article 22:6 – CE), paragraphe 6.3).

³³ Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.8; et *États-Unis – Coton upland* (article 22:6 – États-Unis I), paragraphe 4.109 (faisant référence à la décision de l'Arbitre *CE – Bananes III* (article 22:6 – CE), paragraphe 6.3).

³⁴ Voir, par exemple, les décisions des Arbitres *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.2 et note de bas de page 39 y relative; *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 1.11; *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 1.14; et *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 4.3.

³⁵ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2^{ème} plainte)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 4.4.

³⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.305 et 7.316.

³⁷ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.24 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.316). La "question concernant les autres formes d'aide" consiste essentiellement en une question que l'USDOC inclut dans les questionnaires remis dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Plus spécifiquement, la question concernant les autres formes d'aide "pose la question de savoir si un pays défendeur a fourni à la société interrogée "d'autres formes d'aide", "directement ou indirectement", et demande de "décrire cette aide en détail, y compris les montants, la date de réception, le but et les conditions". Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.21.

6 CONTESTATIONS GÉNÉRALES PAR LES ÉTATS-UNIS DU NIVEAU DE L'ANNULATION OU DE LA RÉDUCTION D'AVANTAGES

6.1 Questions préliminaires

6.1.1 Question de savoir si les États-Unis ont réfuté la présomption d'annulation ou de réduction d'avantages

6.1. Nous rappelons que, dans la demande qu'il a présentée à l'ORD, le Canada a demandé l'autorisation de suspendre des concessions "d'un niveau annuel proportionnel aux effets sur le commerce de tous droits compensateurs *futurs* sur les importations d'un quelconque produit du Canada qui seront imputables à la "conduite constante" des États-Unis en cause dans le présent différend".³⁸ Le Canada a aussi expliqué que sa demande reflétait le niveau de l'ARA qu'il "*subir[ait] si la "conduite constante" continu[ait] d'exister et vis[ait] les exportations du Canada dans le futur*".³⁹

6.2. Les États-Unis contestent le niveau de la suspension de concessions ou d'autres obligations proposée par le Canada au motif qu'il n'est ni: a) équivalent au niveau de l'ARA au sens de la première phrase de l'article 22:7 du Mémoire d'accord; ni b) autorisé en vertu du Mémoire d'accord, au sens de la deuxième phrase de l'article 22:7.⁴⁰ S'agissant des deux contestations, ils notent que le seul cas dans lequel il a été constaté que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD consistant en une "conduite constante" "exist[ait] et vis[ait]" le Canada était dans le cadre de l'ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré*.⁴¹ Ils notent en outre que, en juillet 2018, l'ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré* a été abrogée avec effet rétroactif à compter du début de la procédure en matière de droits compensateurs, de telle sorte qu'elle ne vise plus le Canada. Ils font valoir que, dans ces circonstances, le Canada n'est pas assujéti à la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD; le niveau actuel de l'ARA subie par le Canada est de zéro; par conséquent, il n'y a pas d'ARA; et le niveau de l'ARA doit donc être fixé à zéro et rester à zéro.⁴² Selon les États-Unis, la demande de suspension de concessions présentée par le Canada concerne seulement une "annulation ou réduction d'avantages future hypothétique".⁴³ En outre, ils expliquent qu'il n'y a pas d'avantages pour le Canada qui "sont compromis" actuellement, et qu'autoriser la suspension de concessions pour une ARA future seulement hypothétique est contraire aux articles 3:3, 22:4 et 22:7 du Mémoire d'accord et non étayé par des arbitrages antérieurs.⁴⁴ Ils estiment aussi qu'il est compatible avec le Mémoire d'accord qu'un arbitre dans une procédure au titre de l'article 22:6 examine si un Membre a réfuté la présomption d'ARA au titre de l'article 3:8 lorsqu'il évalue le niveau de l'ARA au titre de l'article 22:4 et 22:7 du Mémoire d'accord.⁴⁵

6.3. Le Canada fait valoir que le mandat d'un arbitre au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord se limite à déterminer le *niveau* de l'ARA, non son *existence*. Ainsi, les États-Unis n'ont pas

³⁸ WT/DS505/13. (pas de mise en relief dans l'original)

³⁹ WT/DS505/13. (pas de mise en relief dans l'original)

⁴⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphes 13 et 14.

⁴¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 24.

⁴² États-Unis, déclaration liminaire à la réunion de l'Arbitre, paragraphes 10 et 11; réponses aux questions de l'Arbitre n° 3, paragraphe 12; n° 4, paragraphe 16; et n° 5, paragraphe 20; et communication écrite, paragraphes 13 à 15 et 24. Les États-Unis précisent qu'ils ne demandent pas à l'Arbitre de déterminer que, avec l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré*, la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD consistant en une "conduite constante" a cessé d'exister, ou que la mesure a été retirée. En fait, ils font valoir que le Canada ne subit aucune ARA parce qu'il n'y a pas de déterminations en matière de droits compensateurs concernant des produits canadiens qui font intervenir la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, de telle sorte que cette mesure ne continue pas de viser le Canada (États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 1, paragraphes 2 et 7; n° 5, paragraphe 20; et n° 7, paragraphe 30).

⁴³ États-Unis, déclaration liminaire à la réunion de l'Arbitre, paragraphe 17; communication écrite, paragraphe 31. Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 5 de l'Arbitre, paragraphe 21.

⁴⁴ États-Unis, communication écrite, paragraphes 13 et 14 et 30 et 31; réponses aux questions de l'Arbitre n° 4, paragraphes 13 et 17, n° 5, paragraphe 21; et déclaration liminaire, paragraphes 17 à 19.

⁴⁵ États-Unis, communication écrite, paragraphe 13 (expliquant que "dans les cas où il n'existe pas d'annulation ou la réduction d'avantages, le niveau de suspension devrait être fixé à zéro. Agir autrement serait contraire à l'article 22:4 et 22:7 du Mémoire d'accord") (mise en relief dans l'original) et paragraphes 16 à 21 (faisant valoir, sur la base de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, que le Mémoire d'accord autorise un arbitre agissant au titre de l'article 22:6 de constater qu'il n'existe pas d'ARA). Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 2 de l'Arbitre, paragraphes 8 et 10.

le droit de revenir sur l'existence de l'ARA dans le contexte de la présente procédure d'arbitrage.⁴⁶ Le Canada fait en outre valoir que, même si l'Arbitre pouvait réévaluer si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD continuait d'annuler ou de compromettre des avantages revenant au Canada, les États-Unis n'ont pas réfuté la présomption d'ARA parce qu'ils n'ont pas produit de quelconques éléments de preuve indiquant que la mesure avait été mise en conformité avec les accords visés, et ils n'ont nullement garanti qu'ils n'appliqueraient pas la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD à l'encontre du Canada dans le futur.⁴⁷ Le Canada conteste l'affirmation des États-Unis selon laquelle sa demande n'est pas étayée par des arbitrages antérieurs.⁴⁸ Au contraire, il affirme que sa demande d'autorisation de suspension de concessions en ce qui concerne toute application future à son égard de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est analogue aux demandes de suspension de concessions présentées dans des arbitrages antérieurs en raison du maintien de mesures "en tant que telles" incompatibles avec les règles de l'OMC qui doivent encore être appliquées à l'encontre du plaignant dans le cadre de l'OMC dans le futur.⁴⁹ Le Canada rejette l'argument des États-Unis selon lequel, puisque la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD n'est pas actuellement appliquée à son encontre, il n'a pas la possibilité de prendre des mesures de rétorsion dans l'éventualité où la mesure serait à nouveau appliquée à son encontre dans le futur. Il note qu'il a uniquement cette seule possibilité de demander la suspension de concessions.⁵⁰

6.4. L'Arbitre note, pour commencer, qu'il a initialement compris que les États-Unis faisaient valoir que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD en elle-même n'existait pas en ce qui concerne le Canada, en raison de l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré* avec effet rétroactif à la date de début de la procédure en matière de droits compensateurs, et que pour cette raison, le Canada ne subit aucune ARA.⁵¹ À la suite des questions posées par l'Arbitre, toutefois, les États-Unis ont précisé que leur argument selon lequel le Canada ne subissait aucune ARA ne dépendait pas de la détermination de l'Arbitre concernant l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁵² L'Arbitre n'a donc pas besoin de formuler de quelconques constatations concernant le maintien en existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁵³

6.5. L'argument des États-Unis dans ce contexte consiste plutôt à dire que le Canada ne subit pas actuellement d'ARA et que, pour cette raison, le niveau de l'ARA aux fins du présent arbitrage doit être fixé à zéro et rester à zéro. La validité de cet argument dépend du bien-fondé des affirmations suivantes: a) une ARA actuelle doit exister pour qu'un arbitre agissant au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord autorise un plaignant initial à suspendre des concessions d'un montant non nul dans le futur qui est "équivalent" à un niveau futur d'ARA; b) aucune ARA actuelle n'existe à l'égard du Canada parce qu'il n'y a actuellement aucune mesure compensatoire des États-Unis en place visant des entreprises canadiennes qui sont affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD; et c) il relève de la compétence de l'Arbitre d'examiner l'existence d'une ARA actuelle.

⁴⁶ Canada, communication écrite, paragraphes 21 à 24; réponse à la question n° 2 de l'Arbitre, paragraphe 5. Le Canada soutient que les États-Unis ne tiennent pas compte du fait que la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD annule ou compromet des avantages résultant pour le Canada de l'article 3:8 du Mémoire d'accord repose sur le fait que les États-Unis n'ont pas réfuté l'allégation d'annulation ou de réduction d'avantages (Canada, communication écrite, paragraphe 37).

⁴⁷ Canada, communication écrite, paragraphe 39.

⁴⁸ Canada, communication écrite, paragraphes 53 à 56; réponse à la question n° 3 de l'Arbitre, paragraphe 8 à 12.

⁴⁹ Canada, note méthodologique, paragraphe 5.

⁵⁰ Canada, déclaration liminaire à la réunion de l'Arbitre, paragraphes 68 et 69. Voir aussi Canada, communication écrite, paragraphe 52.

⁵¹ Le Canada semblait aussi initialement partager cette interprétation de l'argument des États-Unis parce que, dans sa communication écrite, il a affirmé que tout argument avancé par les États-Unis selon lequel la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD a cessé d'exister équivalait à affirmer que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD avait été retirée, et que, par conséquent, elle n'annulait ou ne compromettait plus d'avantages pour le Canada. Voir, par exemple, Canada, communication écrite, paragraphe 34.

⁵² États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 1, paragraphe 2, et n° 7, paragraphe 30.

⁵³ Nous notons que même si les États-Unis avaient fait valoir que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD avait cessé d'exister, nous ne voyons aucune manière de soutenir cet argument sur la base avancée par les États-Unis, à savoir l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré*. Cela tient au fait que le Groupe spécial a constaté, ce qui a été confirmé par l'Organe d'appel, que le champ de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était plus large que l'application de cette mesure dans tout cas particulier. En effet, nous rappelons qu'il a été constaté que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était une mesure consistant en une "conduite constante" non écrite, dont la teneur précise ne mentionne à aucun moment l'ordonnance *Papier supercalandré*. Voir plus haut la section 5.

Les trois affirmations doivent toutes être valables pour que les États-Unis l'emportent dans ce contexte. Nous examinons donc d'abord l'affirmation des États-Unis figurant au point a), à savoir celle selon laquelle une ARA actuelle doit exister pour qu'un arbitre autorise un niveau d'ARA non nul et une suspension équivalente dans le futur. Comme nous le verrons plus loin, nous constatons que nous devons finalement rejeter la position des États-Unis parce que non seulement elle n'est pas étayée par le texte du Mémoire d'accord et la pratique antérieure en matière de règlement des différends, mais elle pourrait aussi annuler effectivement les droits des plaignants initiaux pour ce qui est de chercher à obtenir réparation au moyen d'arbitrages au titre de l'article 22:6 pour un large éventail de mesures pouvant faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.

6.6. Les États-Unis souscrivent à l'affirmation selon laquelle une ARA actuelle doit exister pour qu'un arbitre autorise un niveau d'ARA non nul et une suspension équivalente dans le futur, par référence aux dispositions du Mémoire d'accord. En particulier, ils font valoir qu'autoriser une suspension de concessions dans les circonstances de la présente affaire (c'est-à-dire dans le cas où il n'y a, selon les allégations, aucune ARA actuelle parce que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ne vise actuellement pas de produits canadiens) serait contraire à l'article 3:3 du Mémoire d'accord. Les États-Unis affirment que le participe présent et le présent sont utilisés à l'article 3:3 ("un avantage résultant pour lui directement ou indirectement" et "se trouve compromis"), de telle sorte que le règlement rapide de situations est uniquement requis lorsque des avantages actuels revenant au Canada sont compromis.⁵⁴ Nous notons, toutefois, que l'article 3:3 du Mémoire d'accord est l'une des "dispositions générales" du Mémoire d'accord et énonce le principe selon lequel le règlement rapide des différends est indispensable au bon fonctionnement de l'OMC. Il n'a pas pour objet de définir les paramètres pour l'autorisation de la suspension de concessions au titre de l'article 22:7. Nous ne considérons donc pas que l'article 3:3 du Mémoire d'accord limite la capacité des arbitres au titre de l'article 22:6 d'autoriser la suspension de concessions dans le futur uniquement dans les cas où il établit aussi que des avantages revenant au Membre plaignant sont aussi *actuellement* compromis.⁵⁵

6.7. Les États-Unis font aussi valoir qu'aucun avantage revenant au Canada n'est actuellement compromis et que, par conséquent, le niveau de l'ARA est aujourd'hui de zéro et le niveau de la suspension que l'Arbitre peut autoriser conformément à l'article 22:4 doit refléter ce niveau.⁵⁶ Nous rappelons que l'article 22:4 du Mémoire d'accord établit simplement que le niveau de la suspension autorisée par l'ORD "sera équivalent" au niveau de l'ARA. Aucune des deux parties ne préconise que le Canada devrait se voir accorder la possibilité de suspendre des concessions au-delà du niveau de l'ARA du fait des applications de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD à des entités canadiennes s'agissant des effets directs sur le commerce. À notre avis, par conséquent, l'article 22:4 n'étaye pas de manière importante l'argument des États-Unis. Nous ne discernons aucune autre disposition du Mémoire d'accord qui étaye de manière importante l'argument des États-Unis dans ce contexte.

6.8. Les États-Unis examinent aussi quatre décisions arbitrales antérieures dans ce contexte⁵⁷, spécifiquement les quatre mêmes arbitrages antérieurs que ceux mentionnés par le Canada dans sa note méthodologique.⁵⁸ Dans chaque arbitrage, l'autorisation de suspendre des concessions a été accordée en réponse au maintien continu de mesures dont il avait été constaté précédemment qu'elles étaient incompatibles "en tant que telles" avec les règles de l'OMC. Les États-Unis font valoir que ces décisions arbitrales ne sont pas pertinentes aux fins du présent arbitrage parce qu'elles concernaient des mesures dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles "en tant que telles" avec les règles de l'OMC, alors qu'il a été constaté que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était une "conduite constante".⁵⁹ En tout état de cause, les États-Unis font valoir que, dans ces arbitrages antérieurs, qui concernaient une ARA supposée future, l'ORD a autorisé la suspension de

⁵⁴ États-Unis, réponse à la question n° 4 de l'Arbitre, paragraphe 14.

⁵⁵ Nous notons que l'article 3:8 du Mémoire d'accord concerne uniquement une mesure incompatible avec les règles de l'OMC conduisant à "annuler ou compromettre un avantage" qui "a une incidence défavorable pour d'autres Membres".

⁵⁶ États-Unis, réponse à la question n° 4 de l'Arbitre, paragraphe 15.

⁵⁷ États-Unis, communication écrite, paragraphes 28 à 34.

⁵⁸ Canada, note méthodologique, paragraphe 5. Ces arbitrages sont les suivants: décisions des Arbitres *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*; *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd) (CE) (article 22:6 – États-Unis)*; *États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)*; et *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*.

⁵⁹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 29.

concessions *parce qu'une* ARA "actuelle" existait.⁶⁰ Nous examinons plus avant chaque décision arbitrale plus loin, en particulier, pour déterminer si l'autorisation de suspendre des concessions pour une ARA future dans chaque cas dépendait de l'existence d'un niveau actuel d'ARA.

6.9. Dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, il a été constaté que la Loi de 1916 était incompatible "en tant que telle" avec les règles de l'OMC. À la fin de la période de mise en œuvre, les États-Unis ont fait valoir qu'étant donné qu'il n'y avait pas d'ordonnances en vertu de la Loi en vigueur à l'encontre de produits des CE, le niveau de l'ARA était de zéro. L'Arbitre a rejeté cet argument au motif qu'il était incompatible avec les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel selon lesquelles "la Loi de 1916 annul[ait] ou compromett[ait] des avantages découlant pour les Communautés européennes de ...".⁶¹ Après avoir rejeté l'argument des États-Unis selon lequel le niveau de l'ARA était de zéro, l'Arbitre a ensuite déterminé "ce qui pourrait légitimement être considéré comme constituant une annulation ou une réduction d'avantages pour les Communautés européennes" dans la situation dans laquelle il a été constaté que la Loi de 1916 était incompatible "en tant que telle" avec les règles de l'OMC (à savoir dans l'éventualité où des ordonnances en vertu de la Loi de 1916 étaient mises en place à l'encontre de produits des CE dans le futur).⁶² L'Arbitre a conclu que l'ARA dans cette situation consisterait en tous jugements définitifs et règlements à l'amiable visant des sociétés communautaires ou leurs filiales en vertu de la Loi de 1916.⁶³ Il s'est abstenu d'inclure dans l'ARA toute demande concernant un effet dissuasif ou un "effet de refroidissement" sur les sociétés communautaires au motif qu'une telle demande relèverait trop de la spéculation et serait trop ténue (notant aussi que les deux parties reconnaissaient que l'effet de refroidissement ne pouvait être quantifié).⁶⁴ Il s'est aussi abstenu d'inclure les frais de justice existants liés aux procédures judiciaires en instance aux États-Unis parce que les Communautés européennes n'avaient pas dûment quantifié ces coûts.⁶⁵

6.10. Les États-Unis distinguent la situation dans l'arbitrage *États-Unis – Loi de 1916 (CE)* de la présente affaire au motif que les sociétés communautaires avaient conclu des règlements à l'amiable en vertu de la Loi de 1916 depuis l'expiration du délai raisonnable, et que, par conséquent, il n'y avait pas d'ARA existante au moment de la demande de suspension de concessions présentée par les Communautés européennes.⁶⁶ À notre avis, toutefois, rien dans la décision de l'Arbitre ne donne à penser que sa détermination du niveau de l'ARA qui découlerait de l'application future de la Loi de 1916 à des sociétés communautaires dépendait d'une constatation selon laquelle des règlements à l'amiable en suspens donnaient lieu à une ARA "actuelle". En effet, l'Arbitre a constaté que les montants relatifs à tous règlements à l'amiable existants n'avaient pas été quantifiés par les Communautés européennes et par conséquent, il ne les a pas inclus dans sa détermination du niveau de l'ARA.⁶⁷

6.11. En fait, il apparaît que c'était la nature "en tant que tel" de l'incompatibilité avec les règles de l'OMC qui a conduit l'Arbitre à identifier les facteurs ou événements qui auraient le droit d'être inclus dans une quantification de toute ARA future (c'est-à-dire si la Loi de 1916 était appliquée dans le futur). L'Arbitre explique cela dans une section de la décision intitulée "[a]nnulation ou réduction des avantages continue".⁶⁸ Spécifiquement, il rappelle la nature "en tant que tel" de l'incompatibilité avec les règles de l'OMC, qu'il distingue d'un cas dans lequel l'incompatibilité avec les règles de l'OMC est uniquement "tel qu'appliqué". L'Arbitre note que, étant donné la nature "en tant que tel" de l'incompatibilité de la Loi de 1916 avec les règles de l'OMC, chaque application de la Loi relève le

⁶⁰ États-Unis, réponse à la question n° 4 de l'Arbitre, paragraphe 16; et communication écrite, paragraphe 28 à 31.

⁶¹ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 5.48 et 5.50 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (CE)*, paragraphe 6.227).

⁶² Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 5.53.

⁶³ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 5.58 et 5.61.

⁶⁴ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 5.69 et 5.70.

⁶⁵ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 5.77 et 5.78.

⁶⁶ États-Unis, communication écrite, paragraphe 30.

⁶⁷ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 6.10.

⁶⁸ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 6.14 à 6.17.

niveau de l'ARA subie par les Communautés européennes et habilite celles-ci à relever de façon concomitante le niveau de leur suspension d'obligations.⁶⁹

6.12. À la suite de la distribution de la décision de l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)* (2004), il y a eu de multiples arbitrages autorisant la suspension de concessions à l'encontre des États-Unis en ce qui concerne la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (Amendement Byrd), dont il a été constaté qu'elle était incompatible "en tant que telle" avec les règles de l'OMC. L'Arbitre dans cette procédure était d'avis que les paiements effectués aux producteurs des États-Unis au titre de l'Amendement Byrd étaient, du point de vue économique, équivalents à des subventions qui pouvaient entraîner une production de substitution des importations. Ainsi, il a considéré que les avantages annulés ou compromis par ces paiements pourraient correspondre à la valeur des exportations en provenance de chacun des plaignants qui étaient remplacées par la production intérieure des États-Unis. Par conséquent, l'Arbitre a déterminé le niveau de l'ARA sur la base d'un modèle économique qui mesurerait à quel point les paiements *futurs* au titre de l'Amendement Byrd affectaient les exportations en provenance des parties plaignantes vers les États-Unis, en utilisant un modèle qui conjugait un coefficient fixe *calculé sur la base des paiements effectifs antérieurs sur les trois années précédentes*, et des montants variables des paiements futurs.

6.13. Les États-Unis font valoir que, dans les arbitrages concernant l'Amendement Byrd, l'ARA concernait des "paiements qui avaient été effectués et continueraient d'être effectués" au titre de la législation.⁷⁰ Toutefois, rien dans le raisonnement ni dans l'approche de l'Arbitre ne donne à penser que, s'il n'y avait pas eu d'applications antérieures de l'Amendement Byrd (c'est-à-dire un niveau "actuel" d'ARA), les États-Unis auraient fait valoir avec succès que la détermination du niveau de l'ARA devrait exclure l'examen de tous paiements futurs au titre de l'Amendement Byrd.

6.14. L'affaire *États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)* concernait la demande de contre-mesures présentée par le Brésil au sujet d'une subvention prohibée au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, que les États-Unis avaient dû retirer sans retard conformément à l'article 4.7 de l'Accord SMC. Le Brésil a demandé l'autorisation d'appliquer des contre-mesures non seulement pour le montant précis qu'il avait calculé par référence à la période commençant à la date d'expiration de la période de mise en œuvre, mais aussi pour des montants futurs qui seront calculés par référence à la même formule au moyen de laquelle le montant actuel avait été calculé.⁷¹ Après avoir noté que les États-Unis ne contestaient pas qu'il serait admissible de déterminer le niveau des contre-mesures au moyen d'une formule appropriée, l'Arbitre a autorisé des contre-mesures consistant en un montant précis pour l'exercice budgétaire 2006, et pour les années ultérieures, en un montant qui serait variable sur une base annuelle. Ce montant dépendrait, entre autres choses, du montant total des transactions effectuées au titre du programme de subventions prohibées pour l'exercice budgétaire terminé le plus récent.⁷²

6.15. Les États-Unis indiquent que l'arbitrage dans l'affaire *États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)* concerne "une mesure qui existait à l'époque et pourrait continuer d'exister de sorte qu'une décision a été rendue pour une année civile précise, ainsi que pour des années futures".⁷³ Bien que cela puisse être correct, il semble que le facteur juridiquement pertinent n'était pas qu'un montant des contre-mesures était calculé pour l'exercice budgétaire 2006, ainsi que pour des années futures, mais que le programme de subventions prohibées a été maintenu au cours de l'exercice budgétaire 2006 et ultérieurement. De la même façon, la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD existait et continue d'exister à tous les moments pertinents, même si elle ne vise pas actuellement des produits canadiens.⁷⁴ Rien dans l'analyse de l'Arbitre ne donne à penser que sa décision d'autoriser des contre-mesures annuelles sur la base d'une formule qui pourrait être appliquée à de futures transactions dans le cadre du programme de subventions prohibées reposait sur le fait que

⁶⁹ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 6.17.

⁷⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 30.

⁷¹ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)*, paragraphe 4.5.

⁷² Décision de l'Arbitre *États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)*, paragraphe 4.279.

⁷³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 30 (faisant référence à la décision de l'Arbitre *États-Unis – Coton upland (article 22:6 – États-Unis I)*, paragraphe 6.5 a)).

⁷⁴ Ici nous constatons que, bien que les États-Unis fassent valoir dans leurs réponses aux questions de l'Arbitre que celui-ci n'a pas besoin de déterminer que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD n'existe pas en ce qui concerne le Canada, la non-existence alléguée de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD peut être un élément implicite de l'argumentation globale des États-Unis.

des transactions au titre du programme de subventions prohibées étaient effectuées au cours d'une période "actuelle" (exercice budgétaire 2006).

6.16. Finalement, les États-Unis font référence à la décision arbitrale plus récente dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* comme un autre cas dans lequel les mesures jugées incompatibles "en tant que telles" avec les règles de l'OMC étaient actuellement appliquées dans des ordonnances en matière de droits antidumping des États-Unis concernant des marchandises coréennes et continueraient d'être utilisées.⁷⁵ Dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, il avait été constaté que les mesures en cause étaient incompatibles avec les règles de l'OMC à la fois "telles qu'appliquées" en ce qui concerne les lave-linge en provenance de Corée et "en tant que telles" en ce qui concerne les exportations de la Corée autres que les exportations de lave-linge.⁷⁶ L'Arbitre a déterminé le niveau de l'ARA séparément pour les constatations "tel qu'appliqué" et "en tant que tel" d'incompatibilité avec les règles de l'OMC, respectivement.⁷⁷

6.17. Rien dans la spécification faite par l'Arbitre du modèle relatif au niveau de l'ARA pour ce qui est de la constatation "en tant que tel" d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ne donne à penser qu'elle dépendait de la mesure incompatible avec les règles de l'OMC actuellement appliquée dans ses ordonnances en matière de droits antidumping concernant des marchandises coréennes. En effet, l'Arbitre indique qu'il a décidé de concevoir une formule que la Corée pourrait utiliser "le moment venu si" les États-Unis appliquent les mesures en matière de droits antidumping incompatibles avec les règles de l'OMC aux exportations de la Corée autres que les exportations de lave-linge.⁷⁸

6.18. En résumé, nous ne considérons pas que l'un quelconque des quatre arbitrages antérieurs étaye l'argument des États-Unis selon lequel, lorsque la suspension de concessions concerne une violation "en tant que tel" ou concerne tout type de mesure, d'ailleurs, y compris une mesure qualifiée de "conduite constante", un arbitre déterminant le niveau de l'ARA peut inclure une ARA future uniquement lorsqu'il détermine aussi un niveau d'ARA "actuelle".

6.19. Abstraction faite de leurs arguments concernant le Mémoire d'accord et les décisions arbitrales antérieures, les États-Unis infèrent aussi de l'absence de toute mesure compensatoire actuelle visant le Canada qui utilisait la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD que toute ARA future est "hypothétique" et ne devrait donc pas être prise en compte. Il apparaît que cet argument des États-Unis appréhende mal l'importance du champ temporel de l'ARA pouvant découler de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Cela tient au fait qu'il ne semble pas aller de soi que, simplement parce qu'il n'y a pas de déterminations en matière de droits compensateurs appliquant la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD qui affectent actuellement les taux de droits compensateurs visant des produits canadiens, il s'ensuit que la demande du Canada visant à suspendre des concessions est limitée à une ARA *hypothétique* future d'une manière qui est pertinente pour la présente procédure d'arbitrage. En effet, l'Arbitre considère qu'il est plus exact de qualifier la demande du Canada comme visant l'autorisation de suspendre des concessions lorsque l'ARA *effective* (sous la forme d'effets sur les flux commerciaux directs) découle de déterminations futures en matière de droits compensateurs concernant des produits canadiens et contenant la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, mesure qui, comme le Groupe spécial l'a constaté, est une mesure qui continuerait probablement d'être appliquée dans le futur. En outre, les modèles proposés par les deux parties sont spécifiquement conçus pour mesurer l'ARA chaque fois qu'elle surviendra dans le futur. Une telle ARA ne serait pas trop ténue ou ne relèverait pas trop de la spéculation de telle sorte qu'elle ne devrait pas être quantifiée conformément au modèle prospectif.⁷⁹

⁷⁵ États-Unis, communication écrite, paragraphe 30.

⁷⁶ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 1.4 et 1.5.

⁷⁷ Les États-Unis avaient fait valoir, en ce qui concerne la constatation "tel qu'appliqué", que le niveau effectif de l'ARA était de zéro, et que cet argument avait été rejeté par l'Arbitre (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 3.48 à 3.52).

⁷⁸ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.48.

⁷⁹ L'argument des États-Unis peut aussi reposer plus simplement sur l'idée que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD peut ou non être utilisée à l'encontre des exportations canadiennes dans le futur. C'est vrai. La nature de la formule prospective elle-même tient toutefois compte de cette incertitude parce qu'elle a uniquement comme résultat la suspension de concessions par le Canada si une ARA effective survient. Il

6.20. Ce raisonnement est directement étayé, à notre avis, par les principes fondamentaux du règlement des différends à l'OMC. Nous rappelons que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont, à juste titre à notre avis, expliqué qu'il pouvait être constaté que certaines mesures (par exemple, celles prenant la forme de règles et de normes) violaient les accords visés indépendamment de leur application dans un cas particulier, sur la base du raisonnement selon lequel les disciplines du GATT et de l'OMC visaient à protéger non seulement les échanges existants mais aussi la prévisibilité et la sécurité nécessaires pour la réalisation des échanges futurs.⁸⁰ Nous notons donc que dans les cas où de telles mesures n'avaient pas été appliquées au moment d'un arbitrage ultérieur au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord, l'approche des États-Unis dans ce contexte annulerait la capacité d'un plaignant initial de demander réparation de la violation au moyen d'un tel arbitrage. Nous ne voyons aucune base permettant de conclure qu'un résultat si extrême découlait d'une intention des rédacteurs du Mémoire d'accord, et nous rappelons que nous n'avons trouvé aucun élément à l'appui d'un tel résultat dans le texte du Mémoire d'accord ou dans la pratique antérieure en matière de règlement des différends.⁸¹

6.21. Compte tenu de ce qui précède, nous devons rejeter l'affirmation des États-Unis selon laquelle une ARA actuelle doit exister pour qu'un arbitre autorise un niveau d'ARA non nul et une suspension équivalente dans le futur. Nous rappellerons que l'argument global des États-Unis dans ce contexte, à savoir que le niveau de l'ARA doit être fixé à zéro et rester à zéro, dépend de la validité de cette affirmation. Par conséquent, nous rejetons également l'argument des États-Unis selon lequel le niveau doit être fixé à zéro et rester à zéro.⁸²

semble n'y avoir donc aucune raison de conclure que ce type d'incertitude, dans ce contexte, étaye de manière importante l'argument des États-Unis.

⁸⁰ Ainsi, l'Organe d'appel a expliqué qu'admettre des allégations "en tant que tel" concernant des "règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective", indépendamment de leur application dans un quelconque cas particulier, servait à éviter de futurs différends en "permettant l'élimination de l'origine d'un comportement incompatible avec les règles de l'OMC." (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172:

Selon nous, des contestations "en tant que tel" de mesures d'un Membre dans une procédure de règlement des différends à l'OMC sont des contestations sérieuses. Par définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite. Les incidences de telles contestations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celle d'allégations "tel qu'appliqué". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172)

⁸¹ Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 251 à 253 (confirmant la constatation du Groupe spécial selon laquelle les CE n'avaient pas réfuté la présomption d'annulation ou de réduction d'avantages, même si les États-Unis n'avaient pas exporté de bananes vers les CE, parce que, entre autres choses, ils avaient un intérêt potentiel à l'exportation de bananes vers les CE dans l'avenir).

⁸² Nous notons aussi que les États-Unis indiquent que le niveau actuel de l'ARA est de zéro parce que le Canada ne subit actuellement aucune *perte en termes de flux commerciaux* en raison de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. (Voir États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 1, paragraphes 3 et 7, n° 4, paragraphe 16, et n° 5, paragraphe 19.) Nous notons, toutefois, qu'un Arbitre antérieur a expliqué, à juste titre à notre avis, qu'il "ne partage[ait] pas l'avis des États-Unis selon lequel l'annulation ou la réduction des avantages [devait] être limitée dans tous les cas à la perte directe en termes de commerce résultant de la violation". (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd) (Brésil) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 3.70. Voir aussi les décisions des Arbitres *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs (article 22:6 – UE)*, paragraphe 6.110 (citant le raisonnement figurant dans l'affaire *Amendement Byrd* en l'approuvant); et *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 5.58 et 5.61 (déterminant le niveau de l'ARA sur la base des montants des règlements à l'amiable et jugements futurs en vertu de la Loi de 1916, et non de la valeur des pertes directes en termes de commerce). Ainsi, nous avons aussi des doutes considérables quant au point de savoir si l'argument des États-Unis est fondé sur une interprétation correcte du champ de l'ARA sur le fond.

6.1.2 Caractère approprié de l'utilisation d'une approche fondée sur un modèle prospectif et principes directeurs

6.22. Nous notons que les deux parties préconisent le choix d'un modèle prospectif dans la présente procédure⁸³, c'est-à-dire d'un modèle qui permettra au Canada de calculer un niveau de suspension "équivalent" au niveau de l'ARA résultant de l'*utilisation future* de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD contre des entreprises canadiennes. Nous notons que plusieurs arbitres antérieurs ont déterminé des méthodes présentant des niveaux de complexité divers (y compris des formules) par lesquelles le niveau de suspension serait déterminé dans le futur sur la base de l'application future de la mesure en cause.⁸⁴ Nous ne voyons aucune raison de conclure qu'une telle approche, dans les circonstances du présent différend, est incompatible avec notre mandat tel qu'il est décrit plus haut dans la section 3.

6.23. Le Canada allègue que l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Lave-Linge* a "donné des indications sur les critères méthodologiques applicables au calcul de l'annulation ou de la réduction d'avantages dans les cas où la mesure incompatible avec les règles de l'OMC n'[avait] pas encore été appliquée".⁸⁵ Le Canada rappelle que l'Arbitre dans ce différend a indiqué ce qui suit: a) le calcul devrait aboutir à un niveau de suspension prévisible; b) la méthode devrait être pratique du point de vue de la mise en œuvre et limiter le risque de controverses potentielles entre les parties; c) les données utilisées devraient être, autant que possible, vérifiables et à la disposition des deux parties; et d) étant donné qu'une future mesure corrective commerciale incompatible avec les règles de l'OMC peut être appliquée à tout produit, la méthode utilisée pour déterminer l'annulation ou la réduction d'avantages devrait être "suffisamment générique pour englober toute variation" des types de produits et de marchés.⁸⁶

6.24. L'Arbitre estime que ces principes sont valables pour la détermination du niveau de l'ARA, et les États-Unis ne s'opposent pas à cette utilisation. Nous notons en effet que les principes a), b) et d) visent le choix d'un modèle qui fonctionnera de manière fiable dans le futur dans des circonstances diverses, ce qui, bien entendu, est essentiel si un modèle doit donner une estimation raisonnée d'un niveau d'ARA. Le principe c), à notre avis, contribue à faire en sorte que des données de qualité soient utilisées dans le calcul du niveau de l'ARA. De ce point de vue, nous considérons que ces principes sont effectivement intégrés dans notre tâche consistant à choisir un modèle qui donnera une estimation raisonnée du niveau de l'ARA.

6.25. Nous acceptons donc la proposition du Canada visant à choisir un modèle prospectif avec lequel il pourra déterminer de futurs niveaux d'ARA, et nous adoptons en outre les quatre principes examinés plus haut pour aider à guider notre choix du modèle.

6.2 Événements déclenchant l'application du modèle prospectif et durée de la suspension

6.26. Les parties sont en désaccord sur les événements qui déclencheraient le droit du Canada de déterminer et d'appliquer un niveau donné de suspension de concessions (que la présente décision appellera "événements déclencheurs"⁸⁷) et, dans une mesure limitée, sur la durée de toute suspension de ce type.

⁸³ Nous rappelons que, comme nous l'avons vu dans la section précédente, les États-Unis ont fait valoir que le niveau de l'ARA devait être fixé à zéro et rester à zéro s'il n'y avait pas d'ARA actuelle causée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Toutefois, les États-Unis ne font valoir à aucun moment que, si l'Arbitre rejetait cet argument, un modèle prospectif constituerait un moyen inapproprié de mesurer l'ARA dans la présente procédure (voir, par exemple, États-Unis, communication écrite, section IV (soulevant des objections spécifiques à la méthode du Canada "à titre subsidiaire" par rapport à leurs arguments antérieurs formulés dans la section III concernant la présence d'une ARA), et paragraphe 65 (reconnaissant que "ni le Mémorandum d'accord ni les décisions arbitrales antérieures n'excluent la possibilité que l'Arbitre puisse fonder le niveau de concessions sur une formule").

⁸⁴ Décisions des Arbitres *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis); *États-Unis – Coton upland* (article 22:6 – États-Unis I); *États-Unis – Loi sur la compensation* (Amendement Byrd) (CE) (article 22:6 – États-Unis); et *États-Unis – Loi de 1916* (CE) (article 22:6 – États-Unis).

⁸⁵ Canada, note méthodologique, paragraphe 6.

⁸⁶ Canada, note méthodologique, paragraphe 6 (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis), paragraphes 4.49 à 4.52).

⁸⁷ Voir plus loin le paragraphe 6.36 (donnant une définition plus complète des "événements déclencheurs").

6.27. Dans sa note méthodologique, le Canada indique que sa demande au titre de l'article 22:2 du Mémorandum d'accord "correspond à l'annulation ou à la réduction d'avantages que le Canada subira si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD (c'est-à-dire la conduite constante) continue d'exister et est appliquée par les États-Unis à des importations en provenance de son territoire dans de futures procédures en matière de droits compensateurs".⁸⁸ Le Canada joint à ce libellé une note de bas de page indiquant ce qui suit: "[l]es procédures en matière de droits compensateurs sont des procédures dans lesquelles des droits résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pourraient être imposés, y compris les déterminations finales établies dans les enquêtes, les réexamens administratifs, les réexamens liés à de nouveaux exportateurs, les réexamens accélérés, les réexamens pour changement de circonstances et les réexamens à l'extinction".⁸⁹

6.28. Le Canada a par la suite confirmé qu'à son avis, les événements déclencheurs relèveraient de l'une ou l'autre de deux catégories de procédures: a) une procédure aboutissant à "une ordonnance en matière de droits compensateurs ou à une détermination finale imposant les DFDD résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD"; ou b) les réexamens à l'extinction qui pourraient proroger l'application des DFDD".⁹⁰ Les procédures relevant de la catégorie a), selon le Canada, sont celles qui aboutissent à la publication d'ordonnances en matière de droits compensateurs, de déterminations ou de résultats finals résultant d'enquêtes initiales en matière de droits compensateurs⁹¹, de "réexamens administratifs"⁹², de "réexamens liés à de nouveaux exportateurs"⁹³, de "réexamens accélérés"⁹⁴ et de "réexamens pour changement de circonstances".⁹⁵ La catégorie b), selon le Canada, consiste en des "réexamens à l'extinction".⁹⁶ Toutefois, le Canada a par la suite précisé qu'à son avis, la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pouvait survenir dans toute procédure des États-Unis en matière de droits compensateurs, et que les événements déclencheurs ne devraient donc pas être limités aux procédures spécifiques

⁸⁸ Canada, note méthodologique, paragraphe 3.

⁸⁹ Canada, note méthodologique, note de bas de page 6 relative au paragraphe 3.

⁹⁰ Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 38.

⁹¹ Le Canada note qu'après la publication d'une ordonnance initiale en matière de droits compensateurs, les importateurs paient des droits compensateurs estimatifs selon le montant établi en vertu de cette ordonnance, mais les droits définitifs seront déterminés et fixés uniquement au moment d'un réexamen administratif ultérieur (Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 41). Le Canada considère en outre qu'"une enquête en matière de droits compensateurs ou un réexamen administratif global", lorsque l'USDOC calcule un taux de droit compensateur unique pour toutes les sociétés du pays, pourrait aussi être considéré(e) comme un événement déclencheur (Canada, réponse à la question n° 268 de l'Arbitre; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 229 de l'Arbitre, paragraphe 97).

⁹² Voir 19 U.S.C. § 1675 (pièce CAN-53); 19 C.F.R. § 351.213 (pièce CAN-54); et 19 C.F.R. 351.213 (pièce CAN-100). Le Canada note que les réexamens administratifs ont lieu à la demande d'une partie intéressée, ce qui peut avoir lieu chaque année après la publication de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente (Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphes 42 à 44). Voir aussi Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, note de bas de page 34 relative au paragraphe 49. Le Canada note également que les réexamens administratifs porteront sur la "période couverte par le réexamen" précédente, qui est normalement l'année civile complète la plus récente (Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 42 et note de bas de page 59 y relative). Les résultats finals du réexamen administratif établiront définitivement le taux de droit rétroactif appliqué aux importations de la période couverte par le réexamen et établiront simultanément le même taux estimatif pour l'avenir (Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 44).

⁹³ Voir la pièce CAN-53, paragraphe a) 2) B); 19 C.F.R. § 351.214 (pièce CAN-55).

⁹⁴ Le Canada allègue que l'USDOC procède à des "réexamens accélérés" au titre de la pièce CAN-55, bien que la validité de l'utilisation de cette réglementation à cette fin fasse actuellement l'objet d'un litige et pourrait donc changer dans le futur (Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, note de bas de page 70 relative au paragraphe 48).

⁹⁵ Voir la pièce CAN-53, paragraphe b). Voir aussi Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre (expliquant d'une manière générale les procédures de l'USDOC qui pourraient être considérées comme des événements déclencheurs). Le Canada fournit des éléments de preuve indiquant que l'USDOC peut poser la question concernant les autres formes d'aide-DFDD dans toutes ces procédures et peut vérifier les renseignements reçus (voir Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, note de bas de page 53 relative au paragraphe 40 (enquêtes initiales), note de bas de page 62 relative au paragraphe 43 (réexamens administratifs), notes de bas de page 67 et 68 relatives au paragraphe 46 (réexamens liés à de nouveaux exportateurs) et notes de bas de page 71 et 72 relatives au paragraphe 48 (réexamens accélérés)). Le Canada affirme d'une manière plus générale que la portée des réexamens "pour changement de circonstances" permet l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD (Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 50).

⁹⁶ Voir la pièce CAN-53, paragraphe c) ("Réexamen après cinq ans"); 19 C.F.R. § 351.218, (pièce CAN-61) ("Réexamens à l'extinction au titre de l'article 751 c) de la Loi").

actuellement définies dans la législation des États-Unis.⁹⁷ Le Canada indique en outre spécifiquement que, concrètement, c'est la publication d'une ordonnance en matière de droits compensateurs (dans le cas d'une enquête initiale) ou des résultats finals d'autres types de procédures en matière de droits compensateurs qui est considérée comme l'événement déclencheur.⁹⁸

6.29. En ce qui concerne la durée de la suspension de concessions par le Canada résultant d'une application donnée de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD à une société canadienne, le Canada a expliqué qu'après un événement déclencheur, il calculerait immédiatement un niveau d'ARA et suspendrait des concessions.⁹⁹ Il indique que la suspension de concessions ne resterait en place que pendant la période au cours de laquelle un taux de droit compensateur déterminé à l'aide de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD resterait en place.¹⁰⁰ Le Canada précise toutefois qu'il pourra y avoir un retard entre un événement déclencheur pertinent et sa suspension effective de concessions à la suite de cet événement déclencheur (en raison principalement du temps qu'il lui faudra pour calculer le niveau de l'ARA selon les procédures que l'Arbitre adoptera en définitive), et par conséquent, "le Canada se réserve le droit de suspendre des concessions pendant un laps de temps équivalent à la totalité de celui pendant lequel les États-Unis appliqueront les DFDD résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD".¹⁰¹

6.30. Les États-Unis affirment d'une manière générale que "le Canada serait à même d'imposer des contre-mesures si la mesure contestée était appliquée pour attribuer un taux de droit compensateur dans la détermination finale dans le cadre soit d'une enquête en matière de droits compensateurs, soit d'un réexamen administratif concernant des produits canadiens et si un droit était effectivement fixé."¹⁰² À titre de contexte, les États-Unis expliquent que, dans le cadre de leur système rétrospectif, une enquête de l'USDOC aboutit seulement au recouvrement de droits estimatifs dans l'avenir, ce qu'on appelle "dépôts en espèces", mais il est seulement approprié de déclencher le calcul par le Canada d'un niveau d'ARA et la suspension de concessions une fois que les droits ont été effectivement fixés.¹⁰³ Les États-Unis précisent que cette fixation serait effectuée à l'issue d'un réexamen administratif¹⁰⁴ s'il en est demandé un, ou, si un tel réexamen n'est pas demandé, les

⁹⁷ Canada, réponse à la question n° 285 de l'Arbitre, paragraphe 25. Le Canada a plus récemment expliqué que, comme l'USDOC ne posait pas la question concernant les autres formes d'aide-DFDD dans les réexamens à l'extinction et n'effectuait pas de vérification dans le cadre de ces réexamens, les réexamens à l'extinction ne seraient généralement pas considérés comme des événements déclencheurs. (Canada, réponse à la question n° 188 de l'Arbitre, paragraphe 46.)

⁹⁸ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 185 de l'Arbitre, paragraphe 15 et note de bas de page 13 y relative; réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphes 40 à 50. Le Canada reconnaît que, dans une enquête, la détermination finale en matière de droits compensateurs ne prend effet qu'après que l'USDOC a publié une constatation positive de l'existence d'un subventionnement et que l'USITC a publié une détermination positive de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale (Canada, réponse à la question n° 124 de l'Arbitre, note de bas de page 48 relative au paragraphe 54). Par conséquent, à la suite d'une enquête en matière de droits compensateurs, c'est la publication d'une *ordonnance* en matière de droits compensateurs qui déclencherait l'application du modèle, et non la publication des constatations de l'USDOC en matière de subventionnement. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 41.

⁹⁹ Canada, réponse à la question n° 79 de l'Arbitre, paragraphe 169.

¹⁰⁰ Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 55; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 285 de l'Arbitre, paragraphe 19.

¹⁰¹ Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 53. Voir aussi réponse à la question n° 123 de l'Arbitre.

¹⁰² États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 100. (mise en relief omise) Les États-Unis notent en outre qu'ils considéreraient la suspension de concessions comme appropriée uniquement après la mise en place d'une ordonnance en matière de droits compensateurs, et non à la suite d'une détermination finale de l'USDOC, étant donné qu'une ordonnance ne serait publiée qu'après l'établissement par l'USITC d'une détermination positive de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale (États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 89).

¹⁰³ États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 101 (précisant également qu'une "enquête", dans ce contexte, selon les États-Unis, est "une procédure engagée par le Département du commerce pour déterminer l'existence et le degré de toute subvention alléguée pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, comme le prévoit l'article 11 de l'Accord SMC.")

¹⁰⁴ Selon les États-Unis, un "réexamen administratif", dans ce contexte, correspond aux "réexamens annuels aux fins de la fixation des droits dans le cadre du système de fixation rétrospective des droits des États-Unis, tels qu'ils sont définis par la disposition 19 U.S.C. § 1675 a)". (États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 102)

droits seraient alors fixés sur la base des taux de droits compensateurs les plus récemment établis au moment où le réexamen administratif aurait eu lieu s'il avait été demandé.¹⁰⁵

6.31. En ce qui concerne spécifiquement les procédures de l'USDOC susceptibles de donner lieu à des événements déclencheurs, les États-Unis ne partagent pas l'avis du Canada selon lequel les "réexamens liés à de nouveaux exportateurs, les réexamens accélérés, les réexamens pour changement de circonstances et les réexamens à l'extinction entrent dans le champ du présent arbitrage".¹⁰⁶ De l'avis des États-Unis, la raison en est que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est une mesure non écrite, dont l'existence a été démontrée dans la procédure du Groupe spécial avec des cas d'utilisation de la mesure uniquement dans des enquêtes et des réexamens administratifs, et ces éléments de preuve limitent donc intrinsèquement l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et/ou son incompatibilité avec les règles de l'OMC au contexte des enquêtes et des réexamens administratifs. À l'appui de ce raisonnement, les États-Unis rappellent les indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Mesures à l'importation* selon lesquelles ""les éléments constitutifs [d'une mesure contestée] qu'il faut étayer par des éléments de preuve et des arguments afin de prouver l'existence d'une mesure contestée seront éclairés par la manière dont cette mesure est décrite ou qualifiée par le plaignant"". ¹⁰⁷ Les États-Unis affirment en outre que seuls les réexamens administratifs peuvent donner lieu à un événement déclencheur car le Canada ne devrait pas être en mesure de commencer à suspendre des concessions tant que des droits ne sont pas définitivement fixés sur la base d'un taux de droit incompatible avec les règles de l'OMC.¹⁰⁸ Enfin, les États-Unis font valoir que la vérification – qui doit avoir lieu pour que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD survienne – n'est pas exigée dans les réexamens pour changement de circonstances, les réexamens liés à de nouveaux exportateurs et les réexamens accélérés.¹⁰⁹

6.32. En ce qui concerne la durée de la suspension de concessions par le Canada résultant d'une application donnée de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD à une société canadienne, les États-Unis considèrent que le Canada devrait pouvoir suspendre des concessions pour la durée de l'application d'un taux de droit compensateur incompatible avec les règles de l'OMC, mais qu'il pourrait commencer à le faire uniquement après la fixation effective des droits recouvrés selon le taux de droit compensateur incompatible avec les règles de l'OMC.¹¹⁰

6.33. En réponse, le Canada fait valoir que ni le Groupe spécial ni l'Organe d'appel n'ont constaté que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pouvait survenir uniquement dans les enquêtes et les réexamens administratifs. Bien que le Canada ne conteste pas que les éléments de preuve sur lesquels il s'est appuyé devant le Groupe spécial pour prouver l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD se limitaient à des exemples tirés d'enquêtes et de réexamens administratifs,

¹⁰⁵ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 35, note de bas de page 162 relative au paragraphe 113; n° 87, paragraphes 247 à 253; et n° 107, paragraphe 272. Voir aussi 19 CFR § 351.212 (pièce USA-18).

¹⁰⁶ États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 103 (faisant référence à la note méthodologique du Canada, paragraphe 3 et note de bas de page 6 y relative). Les États-Unis affirment en outre que, si les enquêtes initiales et les réexamens administratifs cessent d'exister en vertu de leur législation, alors, logiquement, la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD cesserait d'exister elle aussi (États-Unis, réponse à la question n° 285 de l'Arbitre, paragraphe 16). Les États-Unis considèrent par ailleurs que les enquêtes globales n'entrent pas non plus dans le champ de la présente procédure parce qu'aucune enquête globale n'a été utilisée pour démontrer l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD devant le Groupe spécial (États-Unis, réponse à la question n° 229 du Groupe spécial), paragraphes 145 et 146).

¹⁰⁷ États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 103 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.108). Voir aussi, d'une manière générale, États-Unis, réponse à la question n° 35 b) de l'Arbitre.

¹⁰⁸ États-Unis, réponse à la question n° 130 de l'Arbitre, paragraphes 17 à 20. Voir aussi réponse aux questions de l'Arbitre n° 35, paragraphes 107 ("[l']imposition de contre-mesures peut avoir lieu uniquement pour la durée de la fixation d'un droit compensateur affecté") (mise en relief omise) et 102; et n° 87, paragraphes 247 à 253.

¹⁰⁹ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 188 de l'Arbitre, paragraphes 24 à 28.

¹¹⁰ États-Unis, réponse à la question n° 130 de l'Arbitre, paragraphes 17 à 20. Voir aussi réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 107 ("[l']imposition de contre-mesures peut avoir lieu uniquement pour la durée de la fixation d'un droit compensateur affecté"). (mise en relief omise)

il fait valoir qu'il n'y a aucune raison de conclure que la teneur précise de la mesure comprend une telle limitation.¹¹¹

6.34. Le Canada répond en outre que si seule la fixation de droits à la suite d'un réexamen administratif pouvait servir à déclencher son droit de suspendre des concessions, comme le suggèrent les États-Unis, cela "produirait des résultats qui n'auraient aucun rapport avec le niveau effectif de l'annulation ou de la réduction d'avantages", et "retard[erait] la suspension de concessions et y soustrairait même les États-Unis".¹¹² Le Canada souligne dans ce contexte qu'à la suite d'une enquête dans laquelle des droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC sont attribués à des marchandises canadiennes, les marchandises canadiennes pertinentes sont affectées par les droits compensateurs à ce moment-là en pratique car les sociétés canadiennes prennent les décisions pertinentes en matière de fixation des prix et de vente en fonction de ces taux de droits compensateurs attribués, et n'attendent pas des mois, voire des années, pour connaître les résultats d'un réexamen administratif ultérieur. Le Canada considère en outre que le retard dans sa suspension de concessions à la suite d'une enquête dans laquelle des droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC auraient été imposés qui résulterait de la proposition des États-Unis serait incompatible avec le principe selon lequel la mise en conformité devrait avoir lieu dans les moindres délais, et que la position des États-Unis dans ce contexte est contraire aux positions qu'ils ont exprimées dans d'autres arbitrages.¹¹³

6.35. L'Arbitre note que les arguments des parties dans ce contexte se rapportent à deux questions distinctes mais connexes, à savoir les procédures des États-Unis en matière de droits compensateurs qui peuvent être considérées comme des événements déclencheurs et la durée de la suspension en ce qui concerne tout cas particulier d'utilisation par l'USDOC de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Nous examinons chacune de ces questions l'une après l'autre ci-après.

6.2.1 Événements déclencheurs

6.36. Nous allons tout d'abord préciser ce qu'est un "événement déclencheur" aux fins de la présente décision. Un événement déclencheur, tel que nous utiliserons cette expression par la suite, est tout événement qui donne au Canada le droit de déterminer un niveau d'ARA et de suspendre des concessions, ou qui exige une modification d'un niveau d'ARA précédemment calculé. Les parties conviennent que ces événements prennent trois formes générales, à savoir a) chaque fois qu'au moins une société non affectée devient une société affectée; b) au moins une société affectée se voit attribuer un nouveau taux de droit compensateur qui est également affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD; ou c) au moins une société affectée devient une société non affectée.¹¹⁴ Ces événements doivent avoir lieu dans le contexte d'une procédure de l'USDOC en matière de droits compensateurs pour être considérés comme des événements déclencheurs.¹¹⁵ La présente décision appellera ces événements collectivement "événements déclencheurs". À notre avis, tous les événements déclencheurs obligeront le Canada à déterminer le niveau approprié de l'ARA qui en résulte.

6.37. S'agissant des événements déclencheurs, les parties contestent deux questions: a) la question de savoir quelles procédures des États-Unis en matière de droits compensateurs pourraient être considérées comme donnant lieu à un événement déclencheur (dans le sens spécifique où il donnerait au Canada le droit de déterminer un niveau d'ARA et de suspendre des concessions si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était utilisée dans cette procédure) d'un point de vue

¹¹¹ Canada, réponse à la question n° 188 de l'Arbitre, paragraphes 40 à 46.

¹¹² Canada, réponse à la question n° 124 de l'Arbitre, paragraphe 53.

¹¹³ Canada, réponse à la question n° 124 de l'Arbitre, paragraphes 53 à 59.

¹¹⁴ Voir, par exemple, Canada, réponse à la question n° 245 de l'Arbitre, paragraphe 222; États-Unis, réponse à la question n° 245 de l'Arbitre, paragraphe 169; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 245 de l'Arbitre, paragraphe 121; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 245 de l'Arbitre, paragraphe 157. Nous notons que les deux parties ont confirmé que le Canada serait en mesure de déterminer quand une société soumise à un taux résiduel global affecté devient une société non affectée, bien qu'il n'existe pas de liste exhaustive des sociétés soumises au taux résiduel global dans le dossier d'une quelconque procédure de l'USDOC (Canada, réponse à la question n° 282 de l'Arbitre, paragraphes 10 à 13; États-Unis, réponse à la question n° 282 de l'Arbitre, paragraphes 11 et 12; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 282 de l'Arbitre, paragraphes 10 et 11; et États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 282 de l'Arbitre, paragraphe 10).

¹¹⁵ Les parties sont d'accord sur ce point (Canada, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphes 38 et 39; États-Unis, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphes 27 à 29).

juridique; et b) la question de savoir quelles procédures des États-Unis en matière de droits compensateurs pourraient être considérées comme donnant lieu à un événement déclencheur (dans le sens spécifique où il donnerait au Canada le droit de déterminer un niveau d'ARA et de suspendre des concessions si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était utilisée dans cette procédure) d'un point de vue factuel. La présente section traite ces considérations juridiques et factuelles les unes après les autres.

6.2.1.1 Considérations juridiques

6.38. En ce qui concerne les procédures de l'USDOC qui peuvent donner lieu à un événement déclencheur d'un point de vue juridique, nous rappelons que le Canada indique que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pourrait être utilisée dans différentes procédures de l'USDOC en matière de droits compensateurs, et que l'incompatibilité de la mesure avec les règles de l'OMC n'est pas juridiquement liée à l'une quelconque de ces procédures en particulier. Ainsi, de l'avis du Canada, un événement déclencheur se produit chaque fois que l'USDOC applique la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et qu'un taux de droit compensateur affecté par cette application est imposé sur des importations en provenance du Canada.¹¹⁶ Les États-Unis font valoir que, d'un point de vue juridique, l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, et donc son incompatibilité avec les règles de l'OMC, peut survenir uniquement dans des enquêtes et des réexamens administratifs car les *éléments de preuve* que le Canada a utilisés pour établir l'existence de la mesure devant le Groupe spécial se limitaient à des exemples tirés de ces deux types de procédures spécifiques.¹¹⁷

6.39. Nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation des États-Unis sur ce point. À notre avis, la position des États-Unis amalgame la portée des *éléments de preuve* sur lesquels le Groupe spécial s'est appuyé pour établir l'existence de la mesure non écrite consistant en une "conduite constante" avec les *constatations* du Groupe spécial concernant la teneur précise de cette mesure. Il est vrai qu'une partie, lorsqu'elle tente d'établir l'existence d'une mesure non écrite, doit le faire en se référant aux éléments de preuve présentés à un groupe spécial. Toutefois, il appartient à un groupe spécial d'évaluer ces éléments de preuve et de déterminer si la mesure alléguée existe, si elle est incompatible avec les règles de l'OMC et en quoi elle l'est.¹¹⁸ En l'absence de références à la portée des *constatations* du Groupe spécial, l'argument des États-Unis est donc nécessairement insuffisant.

6.40. En outre, nous ne trouvons aucun élément à l'appui de la position des États-Unis dans les constatations adoptées dans le présent différend. Bien que les États-Unis aient raison de dire que les éléments de preuve pertinents que le Canada a utilisés pour démontrer l'existence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD consistaient en des exemples de l'application de la mesure dans des enquêtes et des réexamens administratifs¹¹⁹, nous ne voyons aucun libellé dans le rapport du Groupe spécial ou dans le rapport de l'Organe d'appel qui indique que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ou son incompatibilité avec les règles de l'OMC surviendrait uniquement dans ces deux types de procédures spécifiques en matière de droits compensateurs. Il apparaît en fait que certaines constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel contredisent la position des États-Unis. À cet égard, nous rappelons que le Groupe spécial a constaté, et l'Organe d'appel a confirmé cette constatation, qu'il avait été constaté que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD constituait une "mesure" non écrite susceptible d'être contestée dans le cadre du règlement des différends à l'OMC (spécifiquement sous la forme d'une "conduite constante") parce

¹¹⁶ Voir plus haut la section 6.2 (résumant les arguments des parties).

¹¹⁷ Voir plus haut la section 6.2 (résumant les arguments des parties).

¹¹⁸ Cette observation est compatible avec les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Mesures à l'importation* que les États-Unis invoquent à l'appui de leur argument dans ce contexte, à savoir: "les éléments constitutifs [d'une mesure contestée] qu'il faut étayer par des éléments de preuve et des arguments afin de prouver l'existence d'une mesure contestée seront *éclairés* par la manière dont cette mesure est décrite ou qualifiée par le plaignant". (Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.108) (pas de mise en relief dans l'original) Toutefois, l'Organe d'appel n'a jamais indiqué que l'existence d'une mesure était nécessairement limitée aux circonstances factuelles spécifiques indiquées dans les éléments de preuve présentés pour étayer cette existence. De fait, si tel était le cas, il apparaîtrait que cela assujettirait la détermination de l'existence d'une mesure à un choix arbitraire de telles circonstances factuelles. Par exemple, on pourrait faire valoir que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pourrait exister uniquement lorsqu'elle est utilisée dans des procédures en matière de droits compensateurs visant exactement les mêmes *produits* que ceux qui étaient visés par les procédures en matière de droits compensateurs présentées au Groupe spécial.

¹¹⁹ Voir le rapport du Groupe spécial, tableaux 1 à 4.

qu'elle était imputable aux États-Unis¹²⁰, avait une teneur précise et était appliquée de façon répétée, et qu'il était probable qu'elle continuerait d'être appliquée dans le futur.¹²¹ Le Groupe spécial a ensuite constaté, et l'Organe d'appel a confirmé cette constatation, que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.¹²² La teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD a déjà été décrite plus haut dans la section 5¹²³, et cette teneur précise n'indique nulle part que la mesure, ou son incompatibilité avec les règles de l'OMC, peut uniquement survenir dans le contexte d'une quelconque procédure spécifique en matière de droits compensateurs. En résumé, la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ne dit rien quant au type de procédure dans lequel la mesure peut survenir. En fait, le Groupe spécial a conclu plus simplement et plus généralement, et l'Organe d'appel a confirmé cette conclusion, que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, telle qu'elle était définie par sa teneur précise, était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.¹²⁴ Par conséquent, une simple lecture des constatations pertinentes du Groupe spécial amène à la conclusion que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC chaque fois que la teneur précise de la mesure survient.

6.41. À notre avis, l'Organe d'appel a confirmé cette interprétation dans son rapport. En particulier, nous notons que, devant l'Organe d'appel, les États-Unis ont contesté la force de certains éléments de preuve utilisés pour établir la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD car, entre autres choses, les éléments de preuve consistaient en "différentes configurations factuelles, des résultats dissemblables et des segments différents des procédures en matière de droits compensateurs".¹²⁵ L'Organe d'appel a rejeté cet argument, déclarant ce qui suit: "le fait que [les] exemples [fournis par le Canada] concernent des segments différents des procédures en matière de droits compensateurs *est sans importance car la conduite en cause peut exister dans tout segment dans lequel l'USDOC procède à des vérifications*. À cet égard, nous notons que ces déterminations concernent toutes l'identification de renseignements lors de la vérification."¹²⁶ Nous estimons qu'il s'agit d'une confirmation suffisamment claire du fait que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et son incompatibilité avec les règles de l'OMC ne sont pas juridiquement limitées à une quelconque procédure en matière de droits compensateurs en particulier, mais surviennent chaque fois que les éléments de sa "teneur précise" sont présents.¹²⁷

¹²⁰ L'imputation n'a pas été contestée de manière importante par les États-Unis dans la procédure du Groupe spécial et n'a pas été un sujet de discussion majeur dans le rapport du Groupe spécial ni dans le rapport de l'Organe d'appel.

¹²¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.304 et 7.332; rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 6.5 a).

¹²² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.4 b); rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 6.9 b).

¹²³ L'Organe d'appel a confirmé la qualification par le Groupe spécial de la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD "comme consistant pour l'USDOC à poser la question concernant les autres formes d'aide et lorsqu'il découvrait, pendant la vérification, des renseignements dont il jugeait qu'ils auraient dû être fournis dans la réponse à cette question, à appliquer des DFDD pour déterminer que ces renseignements représentaient des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire". Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.24.

¹²⁴ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.333 et 7.334.

¹²⁵ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.22 (faisant référence à la communication des États-Unis en tant qu'appelant, paragraphes 21 et 22). Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 102 (indiquant que les réexamens administratifs constituent un "segment" particulier d'une procédure en matière de droits compensateurs).

¹²⁶ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.23 (faisant référence à la communication du Canada en tant qu'intimé, paragraphe 48). (pas de mise en relief dans l'original) Nous notons en outre que l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

[D]evant le Groupe spécial, le Canada a affirmé que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD alléguée consiste pour l'USDOC à poser la question concernant les autres formes d'aide et lorsqu'il découvre, pendant la vérification, des renseignements dont il juge qu'ils auraient dû être fournis dans la réponse à cette question, à appliquer des DFDD pour déterminer que les renseignements découverts représentent des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire. Comme devant le Groupe spécial, le Canada soutient en appel que cette mesure alléguée a été appliquée de façon répétée depuis 2012 *chaque fois que les circonstances pertinentes se présentaient*.

(Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.30 (pas de mise en relief dans l'original; note de bas de page omise))

¹²⁷ Dans ce contexte, nous soulignons que nous n'avons pas le pouvoir discrétionnaire de nous écarter des constatations adoptées dans le présent différend.

6.42. Nous considérons donc que, conformément aux constatations adoptées dans le présent différend, un événement déclencheur se produit lorsque les États-Unis appliquent la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD (telle qu'elle est définie par sa teneur précise) dans toute procédure en matière de droits compensateurs.

6.2.1.2 Considérations factuelles

6.43. Le second désaccord entre les parties concernant les événements déclencheurs concerne la question de savoir si les enquêtes initiales, spécifiquement, devraient être considérées comme des événements déclencheurs pour des raisons factuelles. Les États-Unis font valoir que les enquêtes initiales en matière de droits compensateurs ne devraient pas être considérées comme des événements déclencheurs parce que les droits compensateurs imposés à l'issue d'une enquête donnent lieu uniquement au recouvrement de droits estimatifs sous la forme de dépôts en espèces qui ne sont pas définitivement fixés dans le système rétrospectif des États-Unis avant le moment d'un possible réexamen administratif ultérieur.¹²⁸

6.44. Nous observons tout d'abord que, comme l'expliquent les deux parties, dans le cadre du système de fixation rétrospective des droits compensateurs des États-Unis, il est vrai que les droits compensateurs initialement imposés en vertu d'une ordonnance en matière de droits compensateurs découlant d'une enquête initiale sont des droits estimatifs qui sont recouverts par la suite sous la forme de dépôts en espèces.¹²⁹ Toutefois, le montant final des droits définitivement fixés pour cette période est déterminé à l'issue d'un réexamen administratif ultérieur ou au moment où un tel réexamen administratif aurait pu être effectué mais ne l'a pas été. Cependant, comme le fait observer le Canada, il apparaît tout à fait raisonnable de supposer que l'imposition de droits compensateurs sur un produit particulier qui déclenche le recouvrement de droits estimatifs (à l'issue d'enquêtes initiales, entre autres choses) en vue d'une fixation ultérieure entraînerait des changements dans les décisions des acteurs économiques pertinents en matière de fixation des prix en ce qui concerne ce produit, de telle sorte que sa compétitivité sur le marché des États-Unis serait affectée d'une manière dont, en particulier, les modèles proposés par les parties rendraient compte en tant que niveau d'ARA mesurable. Les États-Unis n'avancent aucune raison pour laquelle une ordonnance en matière de droits compensateurs imposant des droits compensateurs à la suite d'une enquête n'aurait pas cet effet, et nous n'en discernons aucune. Nous rejetons donc l'argument des États-Unis dans ce contexte.¹³⁰

6.2.2 Durée et moment de la suspension

6.45. Pour ce qui est de la durée de la suspension, les parties conviennent que le Canada, en ce qui concerne un niveau donné d'ARA, devrait être en mesure de suspendre des concessions uniquement pour le laps de temps pendant lequel un taux de droit compensateur donné (ou des taux de droits compensateurs donnés) affecté(s) par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ayant donné lieu à ce niveau d'ARA est (ou sont) en place.¹³¹ Nous ne voyons aucune raison de penser que cette

¹²⁸ Voir plus haut la section 6.2 (résumant les arguments des parties).

¹²⁹ Voir plus haut la section 6.2 (résumant les arguments des parties).

¹³⁰ Nous notons par ailleurs l'explication du Canada selon laquelle des modifications apportées à la liste des filiales de sociétés à participation croisée de l'USDOC au cours d'un réexamen pour changement de circonstances pourraient être considérées comme un événement déclencheur indépendant, parce qu'une telle modification pourrait avoir une incidence sur le statut d'une société particulière en tant que société affectée ou non affectée. (Canada, réponse à la question n° 284 de l'Arbitre, paragraphe 23 (voir plus loin les paragraphes 8.73 à 8.76, examinant les "filiales à participation croisée"). Voir aussi États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 284 de l'Arbitre, paragraphe 14 (indiquant qu'un changement de composition des filiales à participation croisée ne serait généralement pas considéré comme un événement déclencheur indépendant, bien qu'un tel événement puisse avoir lieu). Toutefois, le Canada a par la suite exprimé son point de vue selon lequel un tel effet aurait en fait probablement un effet négligeable sur le niveau de l'ARA et il serait donc raisonnable d'exclure qu'un tel événement soit un événement déclencheur (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 284 de l'Arbitre, paragraphe 17). Le Canada ne fournit aucun élément important à l'appui de son allégation selon laquelle un tel changement aurait un effet négligeable sur le niveau de l'ARA. Nous répétons donc que nous considérons que toute procédure de l'USDOC, y compris les réexamens pour changement de circonstances, qui entraîne un changement dans la composition des sociétés affectées ou non affectées peut être un événement déclencheur.

¹³¹ "Les deux parties conviennent que le Canada peut suspendre des concessions uniquement pour la durée de la mesure contestée" (États-Unis, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphe 27 (faisant référence à la réponse du Canada à la question n° 245 de l'Arbitre)). Voir aussi États-Unis, réponse aux

approche est incompatible avec le critère de l'"équivalence" énoncé à l'article 22:4 du Mémoire d'accord, et nous adoptons donc cette proposition.

6.46. Nous notons en outre qu'il y aura un retard entre l'imposition de taux de droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC et la suspension de concessions. La principale raison en est qu'il faudra du temps au Canada pour calculer un niveau d'ARA avec le modèle choisi. De plus, nous prenons note en particulier du fait que le Canada a expressément indiqué qu'il devrait être autorisé à suspendre des concessions dès qu'il pourrait calculer un niveau donné d'ARA à la suite d'un événement déclencheur, et qu'il le ferait.¹³² Compte tenu de ces circonstances, nous précisons donc que la durée de la suspension en rapport avec une application donnée de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sera comptée à partir du moment où le Canada commencera à suspendre les concessions, et non à partir de l'imposition des droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC.¹³³

6.47. Il pourrait être utile d'examiner plus avant un exemple de ce processus: supposons qu'un taux de droit compensateur affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD a été imposé sur une seule société canadienne le 1^{er} janvier de l'année X, et que ce taux est remplacé par un taux de droit compensateur compatible avec les règles de l'OMC le 1^{er} janvier de l'année X+1. Supposons également que le Canada commence à suspendre des concessions le 1^{er} février de l'année X. Dans ce scénario, le Canada pourra continuer de suspendre des concessions jusqu'au 1^{er} février de l'année X+1. Nous notons par conséquent que les États-Unis ont cité l'article 22:8 du Mémoire d'accord pour étayer la thèse selon laquelle "lorsqu'une société affectée devient une société non affectée, le Canada doit soit mettre fin au niveau d'annulation ou de réduction d'avantages précédemment calculé, soit le modifier".¹³⁴ Dans la mesure où, en citant cette disposition, les États-Unis laissent entendre que le Canada, dans l'exemple mentionné plus haut dans le présent paragraphe, devrait mettre fin à la suspension de concessions le 1^{er} janvier de l'année X+1, nous ne sommes pas d'accord. L'article 22:8 du Mémoire d'accord traite en fait de la fin de la suspension de concessions due, entre autres choses, à la mise en conformité sur le fond avec les recommandations et décisions de l'ORD.¹³⁵ Une telle mise en conformité sur le fond, dans le présent différend, serait faite en ce qui concerne la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, dont l'existence est plus large que tout cas particulier de son utilisation.¹³⁶ Nous considérons donc que l'article 22:8 du Mémoire d'accord n'est pas pertinent dans ce contexte spécifique.

6.48. Par conséquent, dans les circonstances de la présente procédure, nous considérons qu'en ce qui concerne un niveau donné d'ARA calculé selon la méthode exposée dans la présente décision, le Canada peut suspendre des concessions pour le laps de temps pendant lequel un taux de droit compensateur donné (ou des taux de droits compensateurs donnés) affecté(s) par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ayant donné lieu à ce niveau d'ARA est (ou sont) en place. Ce laps de

questions de l'Arbitre n° 35 c), paragraphe 107 (expliquant que la durée de la suspension devrait correspondre à "la durée de la fixation d'un droit compensateur affecté") (mise en relief omise), et n° 130, paragraphes 17 à 20; Canada, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 55.

¹³² Voir, par exemple, Canada, réponse à la question n° 123 de l'Arbitre, paragraphe 52 ("Par exemple, si le Département du commerce a ouvert en 2023 une enquête en matière de droits compensateurs qui a abouti à une détermination finale imposant des droits en appliquant la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD en janvier 2024, le Canada commencera à suspendre des concessions dès qu'il aura achevé le calcul de l'ARA, puis suspendra des concessions quelques mois plus tard en 2024."); réponse à la question n° 79 de l'Arbitre, paragraphe 169 ("[S]i les États-Unis devaient appliquer une mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans le futur, le Canada devrait être en mesure de calculer immédiatement l'annulation ou la réduction d'avantages et de suspendre des concessions ou d'autres obligations.").

¹³³ Le Canada a aussi indiqué qu'il pourrait effectivement administrer la suspension de concessions selon ce cadre temporel (Canada, réponse à la question n° 123 de l'Arbitre, paragraphes 47 à 52). Bien que les États-Unis aient indiqué qu'il pourrait être bénéfique de spécifier un moment avant lequel le Canada doit commencer à suspendre des concessions à la suite d'un événement déclencheur, nous nous abstenons en définitive de fixer un tel délai (États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 123, paragraphes 14 à 16; n° 185, paragraphes 11 à 13; et n° 254, paragraphes 172 à 174. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 185 de l'Arbitre, paragraphes 30 à 33; observations sur la réponse des États-Unis aux questions de l'Arbitre n° 185, paragraphes 12 à 15; et n° 254, paragraphes 125 à 129 (tous les arguments contre un tel délai)).

¹³⁴ États-Unis, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphe 27.

¹³⁵ Voir la décision de l'Arbitre *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs (article 22:6 – UE)*, paragraphe 6.54 (expliquant que la cessation de la suspension de concessions au titre de l'article 22:8 du Mémoire d'accord concerne la "mise en conformité sur le fond" avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC).

¹³⁶ Voir plus haut la note de bas de page 53 relative au paragraphe 6.4.

temps sera compté à partir du moment où le Canada commencera à suspendre des concessions en ce qui concerne ce niveau d'ARA dans un cas donné.

6.2.3 Conclusion

6.49. Compte tenu de ce qui précède, l'Arbitre constate qu'un événement déclencheur (c'est-à-dire un événement qui donnerait au Canada le droit de déterminer le niveau de l'ARA et de suspendre des concessions si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était utilisée dans cette procédure) se produit lorsque les États-Unis appliquent la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD (telle qu'elle est définie par sa teneur précise) dans toute procédure des États-Unis en matière de droits compensateurs et imposent ensuite aux marchandises canadiennes un taux de droit compensateur qui est affecté par cette application. Le Canada calculera ensuite un niveau d'ARA pertinent et suspendra des concessions. Il modifiera (ou supprimera entièrement) ensuite le niveau de suspension lors de la survenue d'événements déclencheurs ultérieurs. Le Canada pourra, en ce qui concerne un niveau d'ARA donné, continuer de suspendre des concessions pour une période maximale égale à la période pendant laquelle le(s) taux de droit(s) compensateur(s) affecté(s) pertinent(s) ayant donné lieu au niveau de l'ARA pertinent était (étaient) en place.

6.3 Contrefactuel approprié

6.3.1 Critère juridique

6.50. Les contrefactuels sont des outils couramment utilisés par les arbitres agissant au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord pour déterminer le niveau de l'ARA causée par les mesures incompatibles avec les règles de l'OMC.¹³⁷ Un contrefactuel désigne "un scénario hypothétique qui décrit ce qui se serait produit en termes de courants d'échanges si la partie défenderesse avait mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD".¹³⁸ Ce scénario hypothétique est ensuite "comparé[] avec la situation effective ... lorsque le Membre ne s'est pas encore mis en conformité – afin de quantifier l'effet sur le commerce causé par la non-mise en conformité de ce Membre".¹³⁹ Il peut être nécessaire de formuler des suppositions pour répondre à la question hypothétique qui est de savoir ce qui se passerait si le défendeur initial, en l'espèce les États-Unis, s'était mis en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD.¹⁴⁰ Toutefois, au lieu de préjuger de la manière exacte dont les États-Unis auraient mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en cause, ou de conjecturer sur le point de savoir quel scénario de mise en conformité serait le "plus probable"¹⁴¹, un arbitre désigné au titre de l'article 22:6 devrait plutôt évaluer si le plaignant initial, en l'espèce le Canada, a offert un scénario contrefactuel plausible ou raisonnable.¹⁴² Selon l'Arbitre chargé de l'affaire *États-Unis – Jeux* (article 22:6 – États-Unis), les considérations liées au caractère plausible et au caractère raisonnable dépendent de la nature et de la portée des avantages qui sont annulés ou compromis par la mesure en cause.¹⁴³ Nous considérons que ces indications antérieures sont instructives.

¹³⁷ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.2.

¹³⁸ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.7 (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 4.4). Voir aussi la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.1 (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 4.4).

¹³⁹ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.7. (notes de bas de pages omises)

¹⁴⁰ Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.2.

¹⁴¹ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.2 (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Jeux* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.26).

¹⁴² Voir, par exemple, les décisions des Arbitres *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 5.2; *États-Unis – Thon II (Mexique)* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 4.5; *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.10; et *États-Unis – Jeux* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.27.

¹⁴³ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Jeux* (article 22:6 – États-Unis), paragraphe 3.30. "[D]ans la mesure où l'estimation du niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages exige de formuler certaines suppositions au sujet des avantages qui en auraient découlé, dans une situation où il y aurait eu mise en conformité, ces suppositions devraient être raisonnables, compte tenu des circonstances de l'affaire, de façon que le niveau de la suspension proposée reflète précisément les avantages revenant à la partie plaignante qui

6.51. Les arguments des parties en ce qui concerne le contrefactuel approprié soulèvent trois questions clés: a) le contrefactuel général approprié; b) le calcul de taux de droits compensateurs contrefactuels par société en ce qui concerne les sociétés auxquelles la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est appliquée; et c) le calcul de taux "résiduels globaux" contrefactuels (et de ce qu'il est convenu d'appeler les "taux non retenus"¹⁴⁴) dans les enquêtes et réexamens administratifs en matière de droits compensateurs dans lesquels la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est appliquée à au moins une société. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

6.3.2 Contrefactuel général

6.52. Le Canada fait valoir que le "niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages devrait être déterminé à la lumière du fait que la conduite constante des États-Unis continue d'exister et que des droits incompatibles avec les règles de l'OMC résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pourront être appliqués dans le futur aux importations de tout produit du Canada qui est visé dans une procédure en matière de droits compensateurs des États-Unis".¹⁴⁵ Il propose de mesurer le niveau de l'ARA pour le Canada en comparant la situation réelle "avec un scénario contrefactuel dans lequel la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est supprimée en tant que pratique à l'encontre des exportateurs canadiens".¹⁴⁶ Plus spécifiquement, il explique que cela entraînerait un scénario dans lequel l'USDOC cesserait d'appliquer des DFDD pour déterminer que l'autre forme d'aide découverte pendant la vérification représente une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.¹⁴⁷

6.53. Les États-Unis conviennent avec le Canada que le contrefactuel général approprié est celui dans lequel la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est supprimée dans les enquêtes en matière de droits compensateurs concernant des entreprises canadiennes. Plus spécifiquement, ils expliquent que cela entraînerait un scénario dans lequel l'USDOC cesserait d'appliquer des DFDD pour déterminer que l'autre forme d'aide découverte pendant la vérification représente une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.¹⁴⁸

6.54. L'Arbitre note que les parties conviennent du contrefactuel général pertinent. À savoir, un scénario dans lequel l'USDOC, tout en menant une procédure en matière de droits compensateurs concernant des entreprises canadiennes, peut encore poser la question concernant les autres formes d'aide et découvrir d'autres formes d'aide lors de la vérification, mais cesse d'appliquer des DFDD pour déterminer que l'autre forme d'aide découverte est une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire. Il apparaît que ce scénario de mise en conformité global est raisonnable et plausible. En fait, la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD consiste pour l'USDOC à poser la question concernant les autres formes d'aide et lorsqu'il découvre, pendant la vérification, des renseignements dont il juge qu'ils auraient dû être fournis dans la réponse à cette question, à appliquer des DFDD pour déterminer que ces renseignements représentent des subventions pouvant

ont été effectivement annulés ou compromis." (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Jeux* (article 22:6 – *États-Unis*), paragraphe 3.30)

¹⁴⁴ Le taux non retenu découle du fait que l'USDOC n'enquêtera pas nécessairement individuellement sur toutes les sociétés participant à un réexamen administratif. Les sociétés participantes n'ayant pas fait individuellement l'objet d'une enquête se voient attribuer un "taux non retenu" qui est calculé de la même manière que le taux résiduel global. Les taux non retenus ne remplacent pas le taux résiduel global, qui demeure actif et inchangé tout au long des procédures de l'USDOC en matière de droits compensateurs en ce qui concerne une ordonnance donnée en matière de droits compensateurs (*États-Unis*, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 67 à 97, et à la question n° 253, paragraphe 171; Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, note de bas de page 35 relative au paragraphe 49). Les parties ont expliqué que l'USDOC identifiait les sociétés assujetties à un taux non retenu. (Canada, réponse à la question n° 271 de l'Arbitre, paragraphe 289; États-Unis, réponse à la question n° 282 de l'Arbitre, paragraphe 11)

¹⁴⁵ Canada, note méthodologique, paragraphe 9.

¹⁴⁶ Canada, note méthodologique, paragraphe 10. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 8 de l'Arbitre, paragraphe 13.

¹⁴⁷ Canada, réponse à la question n° 8 de l'Arbitre, paragraphe 13. Le Canada ne considère pas que le contrefactuel donne lieu à un scénario dans lequel l'USDOC cesse de poser la question concernant les autres formes d'aide (Canada, réponse à la question n° 8 de l'Arbitre, paragraphe 13).

¹⁴⁸ États-Unis, réponse à la question n° 8 de l'Arbitre; et communication écrite, paragraphe 45. Les États-Unis ne considèrent pas que le contrefactuel entraîne un scénario dans lequel l'USDOC cesse de poser la question concernant les autres formes d'aide (*États-Unis*, réponse à la question n° 8 de l'Arbitre, paragraphe 40).

donner lieu à une mesure compensatoire".¹⁴⁹ Toutefois, c'est en fait l'application des DFDD pour déterminer que l'autre forme d'aide est une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, spécifiquement, qui est la source de l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.¹⁵⁰

6.55. Par conséquent, le contrefactuel général que nous adoptons est un scénario dans lequel l'USDOC, dans les procédures en matière de droits compensateurs, cesse d'utiliser des DFDD pour déterminer que les autres formes d'aide découvertes sont des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires en ce qui concerne les entreprises canadiennes. L'application de ce contrefactuel général à des incidences importantes dans deux contextes plus spécifiques, à savoir le calcul de taux de droits compensateurs individuels contrefactuels et de taux de droits compensateurs résiduels globaux contrefactuels. Nous examinons ces questions l'une après l'autre ci-après.

6.3.3 Taux de droits compensateurs par société

6.56. Le Canada fait valoir que si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD devait être utilisée pour calculer un taux de droit compensateur par société alors, dans le contrefactuel, ce taux devrait être réduit du montant imputable aux subventions dont il a été constaté qu'elles pouvaient donner lieu à des mesures compensatoires en raison de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Il indique que l'USDOC a régulièrement publié les taux publics pour chaque programme de subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire pour chaque société interrogée individuelle dans une enquête en matière de droits compensateurs et il suppose donc que ces renseignements continueront d'être disponibles dans le dossier des procédures de l'USDOC dans le futur.¹⁵¹ Il affirme en outre qu'une partie de la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD consiste en ce que, lorsqu'il découvre une autre forme d'aide lors de la vérification, l'USDOC refuse d'accepter que de nouveaux renseignements concernant cette autre forme d'aide soient versés au dossier, appliquant plutôt des DFDD pour déterminer que l'autre forme d'aide est une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.¹⁵² Le Canada fait donc valoir que les renseignements requis pour déterminer si l'autre forme d'aide pertinente est en fait une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire ne figureront pas dans le dossier de l'enquête pertinente de l'USDOC, et que même si certains renseignements figuraient dans le dossier en ce qui concerne l'autre forme d'aide pertinente, ils relèverait de la spéculation de chercher à savoir si l'USDOC aurait conclu, dans une enquête compatible avec les règles de l'OMC, que cette autre forme d'aide était effectivement une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire et, le cas échéant, quel taux de droit compensateur résulterait de cette subvention.¹⁵³ D'une manière générale, il fait valoir que si les renseignements pertinents pour calculer un taux de droit contrefactuel ne sont pas disponibles, alors l'arbitre peut employer une valeur de substitution pour ces renseignements, "de façon à ce qu'un taux de droit approprié puisse être déterminé".¹⁵⁴ Dans ce contexte, par conséquent, le Canada fait effectivement valoir que ce taux devrait être une valeur de substitution nulle pour le taux de droit compensateur par autre forme d'aide.

6.57. Le Canada étaye en outre son approche concernant les taux de droits compensateurs contrefactuels par société en faisant valoir qu'il s'agirait d'un scénario contrefactuel raisonnable et plausible selon lequel l'USDOC, après avoir découvert une autre forme d'aide lors de la vérification, n'enquêterait pas du tout sur cette autre forme d'aide s'il déterminait qu'il n'avait pas suffisamment de temps pour l'analyser correctement.¹⁵⁵ Dans ce contexte, il note que l'USDOC a le pouvoir discrétionnaire de reporter à de futurs réexamens administratifs l'examen de renseignements

¹⁴⁹ Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.24 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.316). La "question concernant les autres formes d'aide" consiste essentiellement en une question que l'USDOC inclut dans les questionnaires remis dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Plus spécifiquement, la question concernant les autres formes d'aide "pose la question de savoir si un pays défendeur a fourni à la société interrogée "d'autres formes d'aide", "directement ou indirectement", et demande de "décrire cette aide en détail, y compris les montants, la date de réception, le but et les conditions". Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.21.

¹⁵⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.181 (notant que le Canada a admis que "[l]a formulation d'une question ne [pouvait] pas, en elle-même et à elle seule, violer les prescriptions de l'Accord SMC" (citant Canada, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 164)).

¹⁵¹ Canada, communication écrite, paragraphe 68. Voir aussi Canada, note méthodologique, paragraphe 10.

¹⁵² Canada, réponse à la question n° 9 de l'Arbitre, paragraphe 18.

¹⁵³ Canada, communication écrite, paragraphes 68 à 74.

¹⁵⁴ Canada, communication écrite, paragraphe 63.

¹⁵⁵ Canada, réponse à la question n° 11 de l'Arbitre, paragraphes 23 et 24.

découverts au cours d'une procédure en matière de droits compensateurs.¹⁵⁶ De plus, il affirme qu'il existe d'autres scénarios contrefactuels dans lesquels l'USDOC attribuerait un taux de droit compensateur nul à une autre forme d'aide découverte, à savoir si ce dernier déterminait que l'autre forme d'aide était imputable à un produit qui n'entraîne pas dans le champ de l'enquête en matière de droits compensateurs ou que l'autre forme d'aide n'était pas une contribution financière ou n'était pas spécifique.¹⁵⁷

6.58. Le Canada fait aussi valoir que, dans le contrefactuel, si le taux de droit compensateur attribué individuellement à une société devait tomber au-dessous d'un niveau *de minimis* dans une enquête initiale, spécifiquement, alors la société serait exclue de l'ordonnance en matière de droits compensateurs (et ne serait par la suite pas utilisée pour calculer le taux résiduel global).¹⁵⁸ Toutefois, il affirme que ce scénario contrefactuel n'aurait aucune incidence sur la capacité de l'USDOC de calculer un taux de droit compensateur compatible avec les règles de l'OMC en ce qui concerne l'autre forme d'aide pertinente dans une procédure ultérieure, telle qu'un réexamen administratif.¹⁵⁹ Il apparaît aussi que le Canada fait valoir, toutefois, que, dans ce cas, le taux de droit compensateur *total* de la société devrait être une valeur de substitution nulle, et pas seulement la composante par autre forme d'aide du taux de droit compensateur de la société.¹⁶⁰

6.59. Les États-Unis affirment que la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dont il a été constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC est la pratique de l'USDOC consistant à constater que les autres formes d'aide découvertes pendant la vérification sont des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires en utilisant des DFDD. Ils font donc valoir qu'en l'absence de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, il existe deux scénarios contrefactuels pertinents pour "examiner de manière raisonnable les diverses situations qui peuvent se présenter".¹⁶¹ Ils affirment que le premier de ces scénarios se présente "dans les cas où il existe des renseignements dans le dossier de la future procédure en matière de droits compensateurs qui peuvent être utilisés pour le programme de subventions découvert"; à ce sujet, "les États-Unis considèrent qu'il serait plus approprié d'utiliser ces renseignements pour calculer le taux de droit compensateur contrefactuel par société".¹⁶² Dans ce scénario contrefactuel, selon les États-Unis, le taux de droit compensateur de la société pourrait diminuer, augmenter ou rester le même.¹⁶³ Les États-Unis considèrent qu'un scénario contrefactuel selon lequel ces renseignements, s'ils existaient dans le dossier, ne seraient pas pris en compte, n'est ni raisonnable ni plausible.¹⁶⁴ Le second de ces scénarios, selon les États-Unis, se produit dans les cas où il n'y a pas de renseignement concernant les autres formes d'aide dans le dossier de la procédure pertinente de l'USDOC. Dans ces cas, les États-Unis conviennent avec le Canada que le taux de droit compensateur contrefactuel par société devrait être réduit du montant imputable à l'application de la mesure sur les autres

¹⁵⁶ Canada, réponse à la question n° 11 de l'Arbitre, paragraphe 24 (faisant référence à 19 CFR 351.311 (pièce CAN-43); Commerce, "Certain Uncoated Groundwood Paper From Canada: Final Affirmative Countervailing Duty Determination", 83 Fed. Reg. 39,414 dated August 9, 2018 (pièce CAN-44); Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Certain Uncoated Groundwood Paper from Canada" (August 1, 2018) (pièce CAN-45); Commerce, "Aluminum Extrusions from the People's Republic of China: Final Affirmative Countervailing Duty Determination", 76 Fed. Reg. 18,521 dated April 4, 2011 (pièce CAN-46); Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Aluminum Extrusions from the People's Republic of China (PRC)" (March 28, 2011) (pièce CAN-47); Commerce, "Lightweight Thermal Paper from the People's Republic of China: Final Affirmative Countervailing Duty Determination", 73 Fed. Reg. 57,323 dated October 2, 2008 (pièce CAN-48); Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Lightweight Thermal Paper from the People's Republic of China" (September 25, 2008) (pièce CAN-49); Commerce, "Final Affirmative Countervailing Duty Determination: Dynamic Random Access Memory Semiconductors from the Republic of Korea", 68 Fed. Reg. 37,122 dated June 23, 2003 (pièce CAN-50); et Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Dynamic Random Access Memory Semiconductors from the Republic of Korea" (June 16, 2003) (pièce CAN-51)).

¹⁵⁷ Canada, réponse à la question n° 12 de l'Arbitre, paragraphes 25 à 27.

¹⁵⁸ Canada, réponse à la question n° 10 b) de l'Arbitre, paragraphes 20 et 21. Dans la même réponse, le Canada explique que l'USDOC n'exclurait pas une société du champ d'une ordonnance en matière de droits compensateurs en raison du fait que le taux de droit compensateur de la société tombait au-dessous du niveau *de minimis* pertinent par suite d'un réexamen administratif.

¹⁵⁹ Canada, réponse à la question n° 10 a) de l'Arbitre, paragraphe 19.

¹⁶⁰ Canada, réponse à la question n° 114 de l'Arbitre, paragraphe 21.

¹⁶¹ États Unis, réponse à la question n° 12 de l'Arbitre, paragraphe 50.

¹⁶² États Unis, communication écrite, paragraphe 45.

¹⁶³ États Unis, communication écrite, paragraphe 45.

¹⁶⁴ États Unis, réponse à la question n° 12 de l'Arbitre, paragraphe 52.

formes d'aide-DFDD.¹⁶⁵ Les États-Unis indiquent en outre que "les renseignements nécessaires pour recalculer le taux de la société interrogée seront mis à la disposition du public dans la détermination en matière de droit compensateur et le memorandum sur les calculs pour la société interrogée".¹⁶⁶

6.60. Les États-Unis affirment aussi que la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ne comprend ni l'application de DFDD par l'USDOC pour conclure que l'autre forme d'aide pertinente est imputable au produit faisant l'objet de l'enquête ni le refus par l'USDOC d'accepter que des renseignements concernant l'autre forme d'aide soient versés au dossier de l'enquête.¹⁶⁷

6.61. Les États-Unis font valoir en outre que, dans le contrefactuel, si le taux attribué individuellement à une société devait tomber au-dessous d'un niveau *de minimis* dans une enquête initiale, spécifiquement, alors la société serait exclue de l'ordonnance en matière de droits compensateurs (et ne serait par la suite pas utilisée pour calculer le taux résiduel global).¹⁶⁸ Toutefois, ils affirment que ce contrefactuel ne pourrait pas avoir d'incidence sur la capacité de l'USDOC de calculer un taux de droit compensateur compatible avec les règles de l'OMC en ce qui concerne les autres formes d'aide pertinentes dans une procédure ultérieure, telle qu'un réexamen administratif.¹⁶⁹

6.62. Pour commencer, et en guise de contexte, l'Arbitre rappelle que la question à examiner en l'occurrence est de savoir comment calculer des taux de droits compensateurs contrefactuels pour des sociétés canadiennes qui bénéficient d'un taux de droit compensateur individuel affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Nous rappelons en outre que le taux de droit compensateur individuel d'une société est la somme de taux potentiellement multiples attribués à des subventions individuelles, dont une seule d'entre elles peut être l'autre forme d'aide découverte qui a été considérée comme une subvention par l'USDOC à l'aide de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Les deux parties conviennent que les taux de droits compensateurs par subvention comprenant le taux de droit compensateur global de toute société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête pourront être discernés à partir du dossier public de l'USDOC dans une procédure en matière de droits compensateurs pertinente. Nous ne voyons aucune raison de remettre en question cette position commune. Ainsi, il apparaît qu'il est raisonnable de supposer qu'il sera possible pour le Canada, en ce qui concerne une société canadienne donnée à qui est attribué un taux de droit compensateur individuel et global affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, d'identifier la composante du taux de droit compensateur par autre forme d'aide de ce taux de droit compensateur global qui a été calculé d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC.

6.63. Il convient de rappeler en outre que le contrefactuel général pertinent consiste en ce que, même si l'USDOC pose la question concernant les autres formes d'aide et découvre une autre forme d'aide lors de la vérification, celui-ci n'applique pas de DFDD à l'autre forme d'aide pour déterminer que cette aide est une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.¹⁷⁰ S'agissant d'une procédure en matière de droits compensateurs donnée dans laquelle l'USDOC a en fait utilisé la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pour déterminer qu'une autre forme d'aide était une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, trois scénarios contrefactuels principaux pourraient donc se présenter: a) l'USDOC détermine, sans l'aide des DFDD, que l'autre forme d'aide pertinente n'est pas une subvention pouvant donner lieu à une mesure

¹⁶⁵ États Unis, communication écrite, paragraphe 46.

¹⁶⁶ États Unis, communication écrite, paragraphe 46.

¹⁶⁷ États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 9, paragraphes 41 et 42, et n° 14, paragraphes 55 à 57.

¹⁶⁸ États-Unis, réponse à la question n° 10 b) de l'Arbitre.

¹⁶⁹ États-Unis, réponse à la question n° 10 a) de l'Arbitre.

¹⁷⁰ Voir plus haut la section 6.3.2.

compensatoire¹⁷¹; b) l'USDOC s'abstient d'enquêter sur l'autre forme d'aide¹⁷²; ou c) l'USDOC détermine, sans l'aide des DFDD, que l'autre forme d'aide est une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire. Dans les deux premiers scénarios, l'USDOC appliquerait un taux de droit compensateur nul à l'autre forme d'aide découverte. Dans le troisième, l'USDOC attribuerait un taux de droit compensateur positif inconnu à l'autre forme d'aide découverte.

6.64. La question de savoir s'il est probable que l'un quelconque des trois scénarios contrefactuels qui viennent d'être décrits plus haut se produise dans le cadre d'une future procédure de l'USDOC en matière de droits compensateurs dans laquelle la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD serait en fait utilisée relève de la spéculation. Même dans les cas où il y a certains faits dans le dossier de l'USDOC concernant les autres formes d'aide pertinentes, il apparaît comme relevant de la spéculation de savoir: a) si l'USDOC jugerait ces faits suffisants pour analyser les autres formes d'aide et, dans la négative, reporterait l'analyse des autres formes d'aide à une procédure en matière de droits compensateurs ultérieure; b) quels faits additionnels l'USDOC aurait pu recueillir concernant les autres formes d'aide si elle n'avait pas appliqué de DFDD; et c) comment l'USDOC analyserait toutes données de fait versées au dossier pour déterminer si et dans quelle mesure l'autre forme d'aide constituait une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, au lieu d'appliquer des DFDD pour arriver à cette conclusion.¹⁷³ Ainsi, dans un futur cas où la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD serait utilisée, nous estimons que toutes tentatives du Canada de déterminer quel serait le taux de droit compensateur contrefactuel par autre forme d'aide (c'est-à-dire nul ou positif et, s'il est positif, son importance), que ce soit maintenant ou lorsque l'USDOC appliquerait la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans le futur, seraient un exercice relevant de la spéculation.

¹⁷¹ Cela pourrait se produire si l'USDOC devait conclure que l'autre forme d'aide n'est pas une contribution financière, ne confère pas un avantage et/ou n'est pas spécifique. Ce scénario apparaît comme plausible à la lumière des déclarations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel selon lesquelles la question concernant les autres formes d'aide est suffisamment large pour couvrir des formes d'aide qui ne seraient pas considérées comme des subventions: "[b]ien qu'il ait reconnu que le Canada ne contestait pas le droit de l'USDOC de poser la question concernant les autres formes d'aide, le Groupe spécial a relevé que cette question était très vaste. Selon lui, bien que la question concernant les autres formes d'aide puisse se rapporter aux renseignements nécessaires concernant le subventionnement additionnel du produit visé par l'enquête, elle peut aussi se rapporter à des formes d'"aide" beaucoup plus vastes" (rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.58, citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.181). (notes de bas de pages omises)

¹⁷² Cela pourrait se produire si l'USDOC devait déterminer qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour enquêter correctement sur les autres formes d'aide d'une manière compatible avec les règles de l'OMC au cours de la procédure en cause. Les États-Unis ont noté eux-mêmes dans la procédure du Groupe spécial que, sur le plan pratique, il pouvait être difficile pour l'USDOC d'enquêter correctement sur les autres formes d'aide au stade de la vérification, qui pouvait avoir lieu relativement tard dans l'enquête. (Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.57; et rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.177, 7.183, 7.185 et 7.333) Voir aussi la pièce CAN-43 (autorisant l'USDOC à reporter l'examen d'"une pratique découverte au cours d'une enquête ou d'un réexamen en matière de droits compensateurs, dont il apparaît qu'elle accorde une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire", à un réexamen administratif ultérieur si l'USDOC détermine qu'il n'y a pas suffisamment de temps pour examiner cette pratique dans la procédure en cours); Canada, réponse à la question n° 11 de l'Arbitre, note de bas de page 33 relative au paragraphe 24 (donnant des exemples de cas où l'USDOC a reporté l'examen de certains renseignements à une procédure ultérieure).

¹⁷³ Nous notons que certaines déclarations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel permettent de penser qu'une partie de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD consiste en ce que l'USDOC refuse d'accepter que de nouveaux renseignements soient versés au dossier en ce qui concerne les autres formes d'aide pertinentes. ("Dans la dernière phase de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, l'USDOC refuse d'accepter des renseignements additionnels de la part des sociétés interrogées et, au lieu de cela, s'appuie sur des DFDD pour déterminer que chaque aide découverte fournissait une contribution financière, conférait un avantage et était spécifique, qui sont tous des éléments nécessaires d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire") (rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 5.77, citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.314, 7.316 et 7.317)). Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si ces déclarations signifient que ce refus fait techniquement partie de la teneur précise de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Il n'est pas nécessaire que l'Arbitre règle cette question. Nous estimons qu'il suffit de noter que le dossier indique que ce refus d'accepter que de nouveaux renseignements soient versés au dossier en ce qui concerne les autres formes d'aide peut fort bien accompagner l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. (Voir le rapport du Groupe spécial, tableau 2 (décrivant des cas dans les procédures de l'USDOC *Cellules solaires en provenance de Chine 2014* et *Papier supercalandré en provenance du Canada 2015* dans lesquels ce dernier a refusé d'accepter de nouveaux renseignements concernant d'autres formes d'aide découvertes lors de la vérification, et un cas dans la procédure *Tubes pression en acier inoxydable en provenance d'Inde 2016* dans lequel l'USDOC a fait référence à sa "pratique consistant à ne pas recueillir de nouveaux renseignements lors de la vérification").)

6.65. Dans ces circonstances, nous considérons que la suggestion du Canada d'utiliser une valeur de substitution *nulle* pour les taux de droits compensateurs par autre forme d'aide apparaît comme raisonnable. Il en est ainsi parce qu'elle reflète raisonnablement les incertitudes entourant la question de savoir quel(s) serait ou seraient le ou les taux de droit(s) compensateur(s) contrefactuel(s) par autre forme d'aide. Une valeur *nulle*, spécifiquement, apparaît comme raisonnable pour deux raisons principales. Premièrement, même les États-Unis conviennent que, lorsqu'il n'y a pas suffisamment de renseignements concernant les autres formes d'aide pertinentes dans le dossier d'une procédure de l'USDOC pour calculer un taux de subventionnement contrefactuel, le Canada pourrait utiliser une valeur contrefactuelle nulle pour le taux de droit compensateur par autre forme d'aide.¹⁷⁴ Comme il a déjà été expliqué plus haut, nous estimons qu'il n'y aura jamais suffisamment de renseignements dans un dossier de l'USDOC pour effectuer cet exercice d'une manière qui ne relève pas indûment de la spéculation. Deuxièmement, et ainsi qu'il a également été expliqué plus haut, il y a des circonstances dans lesquelles l'USDOC pourrait calculer un taux par autre forme d'aide nul.

6.66. Nous rappelons en outre, toutefois, qu'il y a des circonstances dans lesquelles l'USDOC pourrait calculer un taux de droit compensateur positif pour les autres formes d'aide découvertes.¹⁷⁵ De plus, nous ne pouvons pas déterminer, et nous considérons qu'il serait déraisonnable pour le Canada d'essayer de déterminer dans le futur, si, dans le contrefactuel, l'USDOC appliquerait un taux de droit compensateur nul ou positif aux autres formes d'aide découvertes pertinentes et, même si le taux de droit compensateur était positif, il serait difficile de déterminer quel aurait été le taux de droit compensateur.¹⁷⁶ Par conséquent, nous soulignons que, dans ces circonstances spécifiques, une *valeur de substitution* nulle est le substitut provisoire considéré comme étant le plus raisonnable pour un taux de droit compensateur inconnu. Nous notons donc que la nature incertaine de cette valeur de substitution serait incompatible avec l'hypothèse selon laquelle, dans le contrefactuel, une société affectée et ayant fait individuellement l'objet d'une enquête serait exclue du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs même si, après avoir déduit la valeur du ou des taux de droit(s) compensateur(s) par autre forme d'aide du taux de droit compensateur global de la société, ce taux global tombait au-dessous d'un seuil *de minimis* pertinent.¹⁷⁷ En fait, cette hypothèse attribuerait une certitude indue à une valeur intrinsèquement incertaine dans ce contexte spécifique et refléterait donc une mise en balance déraisonnable des considérations.

6.67. Pour les raisons qui précèdent, nous adoptons une valeur de substitution nulle pour les taux de droits compensateurs contrefactuels par autre forme d'aide. Par conséquent, les taux de droits compensateurs globaux contrefactuels attribués aux sociétés affectées et ayant fait individuellement l'objet d'une enquête seraient réduits du montant du ou des taux de droit(s) compensateur(s) par autre forme d'aide.¹⁷⁸ Nous soulignons toutefois que cela n'entraînerait aucun changement pour les sociétés qui entrent dans le champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs dans le contrefactuel; les sociétés faisant l'objet de l'ordonnance en matière de droits compensateurs seront identiques en réalité et dans le contrefactuel.¹⁷⁹

¹⁷⁴ Voir plus haut le paragraphe 6.59.

¹⁷⁵ Voir plus haut le paragraphe 6.63.

¹⁷⁶ D'autres arbitres ont utilisé une valeur de substitution nulle pour les taux antidumping et les taux de droits compensateurs dans des circonstances semblables. (Décisions des Arbitres *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – *États-Unis*), paragraphes 3.41 (et note de bas de page 123 y relative), et 4.14 à 4.23); et *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – *États-Unis*), paragraphe 5.51)

¹⁷⁷ Nous notons que si un taux de droit compensateur par autre forme d'aide nul attribué dans une enquête initiale réduisait le taux de droit compensateur global d'une entreprise canadienne à un niveau *de minimis*, alors la société serait en principe exclue de l'ordonnance en matière de droits compensateurs. (19 U.S.C. § 1671d (pièce USA-4), paragraphe a) 3); 19 U.S.C. § 1671b b) 4); États-Unis, réponse à la question n° 22 de l'Arbitre, paragraphes 76 et 77)

¹⁷⁸ Par exemple, si, en réalité, la société canadienne A se voyait attribuer un taux de droit compensateur de 30%, une subvention X comptant pour 20 points de pourcentage de ce taux et un taux de droit compensateur par autre forme d'aide découlant de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD comptant pour 10 points de pourcentage de ce taux, le taux de droit compensateur de la société A serait réduit à 20% dans le contrefactuel. Nous notons en outre que le taux de droit compensateur contrefactuel d'une société pourrait être *de minimis*.

¹⁷⁹ Par conséquent, nous notons en outre que nous rejetons donc les propositions du Canada selon lesquelles: a) si le taux de droit compensateur contrefactuel d'une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête tombait au-dessous du seuil *de minimis* dans une enquête initiale, alors tous les droits

6.3.4 Taux de droits compensateurs résiduels globaux

6.68. Le Canada fait valoir que "[l]e scénario contrefactuel doit aussi tenir compte du fait que le taux de droit compensateur pour tous les autres exportateurs (taux "résiduel global") est calculé d'une manière qui inclut les données de fait disponibles défavorables résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD".¹⁸⁰ Il a spécifié sa position sur ce que devrait être le taux résiduel global contrefactuel, position éclairée par la réglementation et la pratique pertinentes de l'USDOC concernant le calcul du taux résiduel global.¹⁸¹

6.69. Le Canada indique que si les seules sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête utilisées pour calculer le taux résiduel global étaient des sociétés auxquelles la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD avait été appliquée, et que les taux de droits compensateurs de toutes ces sociétés tombaient à un niveau *de minimis* dans le contrefactuel, alors le taux résiduel global contrefactuel serait nul.¹⁸²

6.70. Si, dans le contrefactuel, le taux de droit compensateur d'une seule société était utilisé pour calculer le taux résiduel global, alors, selon le Canada, le taux résiduel global contrefactuel serait égal au taux de droit compensateur de cette société.¹⁸³

6.71. Dans les cas où les taux de droits compensateurs de deux sociétés sont utilisés pour calculer le taux résiduel global, le Canada affirme que la pratique de l'USDOC consiste à calculer le taux résiduel global en utilisant soit une moyenne simple des taux de droits compensateurs des deux sociétés soit une moyenne pondérée établie à l'aide des données des sociétés sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques¹⁸⁴, en choisissant

compensateurs attribués à la société dans l'enquête et dans de futures procédures en matière de droits compensateurs seraient incompatibles avec les règles de l'OMC (parce que la société n'aurait jamais dû faire l'objet de l'ordonnance en matière de droits compensateurs); et, de même, b) si toutes les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête bénéficiaient de taux de droits compensateurs *de minimis* dans le contrefactuel, alors tous les droits compensateurs attribués à toutes les sociétés faisant l'objet de l'ordonnance seraient incompatibles avec les règles de l'OMC (parce qu'il n'y aurait jamais dû y avoir d'ordonnance en matière de droits compensateurs). (Voir Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 114, paragraphe 20 et n° 181, paragraphes 1 à 3; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 241 de l'Arbitre, paragraphes 113 à 115.) Il apparaît que les États-Unis suggèrent à un moment donné que le calcul d'un niveau d'ARA au moyen de taux de droits compensateurs nuls peut être admissible dans certains cas spécifiques, mais ils soulignent tout de même que les sociétés devraient quand même se voir attribuer des taux en raison de la présence de droits antidumping et de droits de douane proprement dits. (États-Unis, réponse à la question n° 241 de l'Arbitre; et observations sur la réponse du Canada à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphes 4 et 5) Comme nous l'avons expliqué, toutefois, nous considérons que la réduction des taux de droits compensateurs des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête du montant des taux de droits compensateurs par autre forme d'aide est raisonnable.

¹⁸⁰ Canada, note méthodologique, paragraphe 11.

¹⁸¹ La position initiale du Canada sur cette question est qu'un taux résiduel global contrefactuel affecté devrait être une valeur de substitution nulle (Canada, note méthodologique, paragraphe 11; et communication écrite, paragraphe 60). Le Canada a par la suite nuancé sa position sur cette question, que nous décrivons plus en détail dans la présente section.

¹⁸² Canada, réponse à la question n° 10 c) de l'Arbitre, paragraphe 22 (faisant référence à Commerce, "Certain Polyethylene Terephthalate Resin From the Sultanate of Oman: Final Negative Countervailing Duty Determination", 81 Fed. Reg. 13,321 dated March 14, 2016 (pièce CAN-40); Commerce, "Non-Oriented Electrical Steel From the Republic of Korea: Final Negative Countervailing Duty Determination and Final Negative Critical Circumstances Determination", 79 Fed. Reg. 61,605 dated October 14, 2014 (pièce CAN-41); et Commerce, "Certain Fabricated Structural Steel From Canada: Final Negative Countervailing Duty Determination", 85 Fed. Reg. 5,387 dated January 30, 2020 (pièce CAN-42)).

¹⁸³ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 118 a), paragraphe 31, et n° 181, paragraphe 4.

¹⁸⁴ Les parties ont expliqué que les données "exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques", dans ce contexte, désignaient les données chiffrées communiquées par une société, qui étaient confidentielles mais avaient été modifiées par la partie qui les avait communiquées pour qu'elles soient néanmoins exactes à 10% près par rapport aux chiffres confidentiels, permettant ainsi que les données modifiées figurent dans le dossier public de la procédure de l'USDOC. (Canada, réponse à la question n° 267 de l'Arbitre, paragraphes 281 et 282; États Unis, réponse à la question n° 267 de l'Arbitre, paragraphe 203; 19 C.F.R. § 351.304 (pièce USA-55), section c) 1)) Le Canada a expliqué que les données sur les ventes exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques devraient toujours être disponibles pour les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête en consultant au moins une source figurant dans le dossier de l'USDOC. (Canada, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, note de bas de page 11 relative au paragraphe 9. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 157 de l'Arbitre; et États Unis, réponse à la question n° 157 de l'Arbitre.)

l'option qui se rapproche le plus de la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés établie à l'aide des données réelles et confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis.¹⁸⁵ Dans la situation où l'USDOC avait en fait utilisé les taux de droits compensateurs de deux sociétés pour calculer le taux résiduel global et aurait aussi utilisé les taux de droits compensateurs des deux mêmes sociétés pour calculer le taux résiduel global dans le contrefactuel, le Canada affirme que le taux résiduel global contrefactuel le plus approprié serait obtenu à l'aide de la même méthode que celle que l'USDOC a utilisée en réalité (c'est-à-dire une moyenne simple ou une moyenne pondérée établie à l'aide des données sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques), en utilisant les nouveaux taux de droits compensateurs contrefactuels par société.¹⁸⁶

6.72. Dans les cas où l'USDOC avait en fait utilisé les taux de droits compensateurs de trois sociétés ou plus pour déterminer le taux résiduel global mais aurait uniquement utilisé les données de deux sociétés pour le faire dans le contrefactuel¹⁸⁷, le Canada affirme qu'il ne pourrait pas suivre le choix par l'USDOC d'utiliser une moyenne simple ou pondérée établie à l'aide des données exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques parce que l'USDOC n'aurait tout simplement pas fait ce choix en réalité.¹⁸⁸ Ainsi, dans ce scénario, le Canada fait valoir qu'il serait raisonnable de lui donner pour instruction de tenter d'abord d'obtenir des sociétés pertinentes qu'elles autorisent l'USDOC à divulguer leurs données confidentielles sur les ventes de façon à ce que le Canada puisse appliquer la méthode de l'USDOC elle-même (c'est-à-dire choisir, entre une moyenne simple ou une moyenne pondérée établie à l'aide des données exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques, celle qui est la plus proche de la moyenne pondérée établie à l'aide des données confidentielles sur les ventes aux États-Unis en tant que coefficients de pondération). Le Canada propose que le délai pour recevoir les renseignements confidentiels de l'USDOC soit de 30 jours à compter de sa demande aux sociétés pertinentes d'autoriser l'USDOC à lui divulguer ces données.¹⁸⁹ Il indique plus spécifiquement qu'il accepterait qu'il soit donné un délai de 15 jours aux sociétés pour accorder l'autorisation et de 10 jours à l'USDOC pour lui fournir effectivement les données.¹⁹⁰ Si le Canada ne reçoit pas les renseignements confidentiels dans ce délai, alors, fait-il valoir, il devrait pouvoir choisir comme taux résiduel global contrefactuel le moins élevé des deux taux suivants: une moyenne simple des taux de droits compensateurs des sociétés pertinentes ou une moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés établie à l'aide des données exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques en tant que coefficients de pondération. Il fait valoir que le choix du moins élevé des deux taux est raisonnable parce que cela ne sous-estimerait pas le niveau de l'ARA associé au taux résiduel global.¹⁹¹

6.73. Dans les cas où l'USDOC avait en fait utilisé les taux de droits compensateurs de trois sociétés ou plus pour calculer le taux résiduel global et aurait également utilisé les données de trois sociétés ou plus pour calculer le taux résiduel global dans le contrefactuel, le Canada explique que l'USDOC

¹⁸⁵ Canada, communication écrite, section III 3) b). Les renseignements confidentiels versés au dossier des procédures de l'USDOC sont protégés par une ordonnance conservatoire administrative et, par conséquent, la divulgation de ces données à un tiers par l'USDOC nécessite le consentement de la partie qui les a communiquées. (Voir États-Unis, réponse à la question n° 215 de l'Arbitre, paragraphe 122.)

¹⁸⁶ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 15, paragraphes 28 et 29, et n° 181, paragraphes 5 et 6.

¹⁸⁷ Cela pourrait se produire dans les cas où le taux de droit compensateur d'une société que l'USDOC avait utilisé pour calculer le taux résiduel global tombait au-dessous du seuil *de minimis* dans le contrefactuel.

¹⁸⁸ En fait, l'USDOC aurait calculé une moyenne pondérée en utilisant les données réelles et confidentielles sur les ventes aux États-Unis des trois sociétés ou plus, ainsi qu'il est indiqué plus loin au paragraphe 6.73.

¹⁸⁹ Canada, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, note de bas de page 10 relative au paragraphe 8. Le Canada explique également qu'il informerait aussi les États-Unis de sa demande aux sociétés en même temps. (Canada, réponse à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphe 15) Il affirme en outre qu'il serait inapproprié d'imposer le moindre délai aux demandes initiales qu'il adresse à ces sociétés car cela pourrait empêcher les parties d'arriver à une solution convenue. (Canada, réponse à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphe 14)

¹⁹⁰ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphe 9. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphes 13 à 18.

¹⁹¹ Canada, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 9. Voir aussi Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphes 2 à 8. Le Canada met en garde contre le fait que les sociétés qui ne sont pas affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD n'auront aucune incitation à lui communiquer ces renseignements. (Canada, communication écrite, paragraphe 83) Il fait valoir que l'Arbitre chargé de l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* a indiqué qu'une société interrogée ne devrait pas avoir à compter sur la coopération d'acteurs privés qui divulguent des renseignements confidentiels (Canada, communication écrite, paragraphe 84).

utiliserait les données réelles et en principe confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis pour produire une moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés pour obtenir le taux résiduel global à la fois en réalité et dans le contrefactuel. En l'espèce, le Canada avait affirmé que le taux résiduel global contrefactuel devrait être nul parce qu'il ne disposerait pas de renseignements suffisants dans le dossier public de la procédure de l'USDOC pour calculer un autre taux résiduel global et qu'il serait peu probable que les sociétés ayant fait individuellement l'objet de l'enquête qui n'étaient pas affectées acceptent de fournir au Canada leurs renseignements confidentiels sur les ventes.¹⁹² Il allègue également que "[d]es arbitres antérieurs ont constaté dans des circonstances semblables qu'un taux de substitution nul rendait compte de façon raisonnable et appropriée de la nature et de la portée des avantages annulés ou compromis".¹⁹³ Toutefois, il a ensuite expliqué qu'il ne serait pas déraisonnable de lui donner d'abord pour instruction d'essayer d'obtenir les renseignements confidentiels sur les ventes auprès des sociétés canadiennes pertinentes, puis, si ces renseignements n'étaient pas fournis, de lui permettre de choisir la moins élevée des deux moyennes suivantes: une moyenne simple ou une moyenne pondérée établie à l'aide des données des entreprises sur les ventes, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques.¹⁹⁴ À son avis, l'utilisation d'une moyenne simple des taux de droits compensateurs des entreprises pour déterminer le taux résiduel global contrefactuel serait déraisonnable parce que, dans certaines circonstances, cette moyenne simple pourrait sous-estimer notablement la moyenne pondérée effective des taux de droits compensateurs contrefactuels des sociétés.¹⁹⁵

6.74. Le Canada suggère que, dans tous les cas où l'USDOC calcule un taux résiduel global en utilisant les données réelles et non confidentielles des sociétés pertinentes sur les ventes aux États-Unis, le Canada pourrait alors utiliser ces données pour construire un taux résiduel global contrefactuel. Toutefois, ces cas seraient rares à son avis car en principe les sociétés demandent le traitement confidentiel de leurs données sur les ventes aux États-Unis dans les procédures de l'USDOC.¹⁹⁶

6.75. Les États-Unis, comme le Canada, utilisent la réglementation et la pratique pertinentes de l'USDOC pour éclairer leur choix d'un taux résiduel global contrefactuel.¹⁹⁷ D'une manière générale, les États-Unis considèrent que le taux résiduel global contrefactuel devrait être calculé en utilisant la même méthode que celle que l'USDOC a utilisée en fait pour calculer le taux résiduel global.¹⁹⁸ Ils affirment que si le taux de droit compensateur d'une société canadienne ayant fait individuellement

¹⁹² Canada, réponse à la question de l'Arbitre n° 117; note méthodologique, paragraphe 11; et communication écrite, paragraphes 79 à 87.

¹⁹³ Canada, communication écrite, paragraphe 60 (citant les décisions des Arbitres *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 4.21 à 4.23; et *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 5.51). Voir aussi Canada, communication écrite, paragraphes 58, 59, et 75 à 78.

¹⁹⁴ Canada, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphes 10 et 11.

¹⁹⁵ Canada, réponse à la question n° 18 de l'Arbitre, paragraphes 33 et 34.

¹⁹⁶ Canada, réponse à la question n° 16 de l'Arbitre.

¹⁹⁷ Les États-Unis expliquent que la disposition législative pertinente dans ce contexte est celle qui figure dans 19 U.S.C. § 1671d c) 5) A), soit l'article 705 c) 5) A) de la Loi tarifaire de 1930. Ils expliquent que "[l]e Département du commerce se reporte à la même disposition législative pour obtenir des indications sur la façon de déterminer un taux résiduel global dans un réexamen administratif en matière de droits compensateurs." (États-Unis, communication écrite, paragraphe 49) Le Canada n'a pas contesté ce point et a présenté des éléments de preuve étayant la position des États-Unis (voir Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Results of Administrative Review of the Countervailing Duty Order on Certain Softwood Lumber Products from Canada; 2017 – 2018" (November 23, 2020) (pièce CAN-15), pages 38 et 39). Les États-Unis affirment que "chaque procédure en matière de droits compensateurs contient des mémorandums sur les calculs pour les sociétés interrogées ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, ainsi qu'un mémorandum sur les calculs pour le taux résiduel global". (États-Unis, communication écrite, paragraphe 56)

¹⁹⁸ États-Unis, réponse à la question n° 26 de l'Arbitre, paragraphes 84 et 85; et communication écrite, paragraphe 53. Les États-Unis précisent que si l'USDOC utilisait en fait les données confidentielles sur les ventes de trois sociétés ou plus pour calculer le taux résiduel global mais que ce nombre tombait à deux dans le contrefactuel, alors le Canada pourrait toujours utiliser les données confidentielles sur les ventes pour calculer le taux résiduel global sans risquer que d'autres entités ou personnes non autorisées "fassent de l'ingénierie inverse" pour obtenir les données confidentielles sur les ventes, car le taux résiduel global contrefactuel dans ce scénario serait seulement connu des États-Unis et du Canada. (États-Unis, réponse à la question n° 116 de l'Arbitre, paragraphe 4) Les parties conviennent en outre que cette ingénierie inverse n'est pas un problème en général puisque, entre autres choses, tout renseignement confidentiel serait protégé par l'accord entre les parties sur les RCC. (Canada, réponse à la question n° 183 de l'Arbitre, paragraphes 21 à 25; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 183 de l'Arbitre, paragraphes 18 et 19)

l'objet d'une enquête tombait à un niveau *de minimis* dans le contrefactuel, alors le taux de droit compensateur de cette société ne serait pas utilisé pour calculer le taux résiduel global.¹⁹⁹ Ils observent donc que le nombre de sociétés dont les taux de droits compensateurs sont utilisés pour calculer le taux résiduel global peut être inférieur au nombre de sociétés qui ont effectivement été examinées et auxquelles on a attribué des taux de droits compensateurs individuels.²⁰⁰ Ainsi, ils conviennent avec le Canada que si les seules sociétés qui avaient été utilisées en fait pour calculer le taux résiduel global étaient des sociétés qui, dans le contrefactuel, avaient des taux de droits compensateurs *de minimis*, alors le taux résiduel global contrefactuel des droits compensateurs dans ce cas limité serait nul.²⁰¹

6.76. Si, dans le contrefactuel, le taux de droit compensateur d'une seule société était utilisé pour calculer le taux résiduel global, alors, selon les États-Unis, le taux résiduel global contrefactuel serait égal au taux de droit compensateur de cette société.²⁰²

6.77. De plus, les États-Unis conviennent aussi avec le Canada que dans les cas où les taux de droits compensateurs de deux sociétés sont utilisés pour calculer le taux résiduel global, à la fois en réalité et dans le contrefactuel, la même méthode devrait être utilisée pour calculer le taux résiduel global dans le contrefactuel que celle qui a été utilisée en réalité (c'est-à-dire soit une moyenne simple soit une moyenne pondérée établie à l'aide des données sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques).²⁰³

6.78. Toutefois, les États-Unis font valoir que dans les cas où l'USDOC utilise en fait les données confidentielles sur les ventes aux États-Unis de trois sociétés ou plus pour calculer le taux résiduel global (indépendamment de la question de savoir si les données de deux sociétés ou celles de trois sociétés ou plus seraient utilisées dans le contrefactuel), l'utilisation d'un taux résiduel global contrefactuel nul, comme le Canada le préconisait initialement, n'est ni raisonnable ni plausible.²⁰⁴ Ils proposent que, dans un tel cas, le Canada utilise les données confidentielles sur les ventes des sociétés pertinentes pour calculer la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés. Ils proposent que le Canada demande aux sociétés pertinentes de lui divulguer ces données confidentielles sur les ventes pour calculer cette moyenne pondérée. À leur avis, si ces autorisations ne sont pas accordées, le Canada devrait alors utiliser les données de ces sociétés sur les ventes, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques, qui figurent dans le dossier de l'USDOC pour calculer une moyenne pondérée en utilisant ces valeurs de vente en tant que coefficients de pondération. Le Canada ne devrait être autorisé à utiliser une moyenne simple des taux de droits compensateurs des sociétés que si ces données ne sont pas disponibles pour une raison ou une autre.²⁰⁵ Les États-Unis ne souscrivent pas non plus à la proposition du Canada selon

¹⁹⁹ États-Unis, réponse à la question n° 10 b) de l'Arbitre, paragraphes 44 à 46.

²⁰⁰ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 3.

²⁰¹ États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 10 c), paragraphe 47, n° 21, paragraphes 74 et 75, et n° 114, paragraphe 2. Voir aussi États-Unis, communication écrite, paragraphes 50 et 56. Les États-Unis affirment en outre que si le taux de droit compensateur d'une société tombe au-dessous du seuil *de minimis* dans le contrefactuel, alors le Canada pourrait utiliser "un taux de droit contrefactuel nul". (États-Unis, réponse à la question n° 114 de l'Arbitre, paragraphe 2) Ils ont aussi expliqué qu'un taux *de minimis* nul ne signifiait pas qu'en vertu de leur législation, les sociétés assujetties au taux résiduel global seraient exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs. (États-Unis, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 4)

²⁰² États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 6; et réponse à la question n° 27 de l'Arbitre, paragraphe 86.

²⁰³ États-Unis, réponses aux questions n° 10 c), 15, 23 et 32 de l'Arbitre; et communication écrite paragraphes 51 et 52.

²⁰⁴ États-Unis, communication écrite, paragraphes 48, 56, 58 et 59; réponse à la question n° 24 de l'Arbitre, paragraphe 82 (expliquant que l'USDOC utilise cette méthode lorsque trois sociétés ou plus ont fait individuellement l'objet d'une enquête parce qu'il n'est pas possible de faire de l'ingénierie inverse pour obtenir les données sur les ventes de trois sociétés ou plus à partir du taux résiduel global). Les États-Unis ont expliqué que l'utilisation d'une moyenne simple des taux de droits compensateurs des entreprises pertinentes pour déterminer un taux résiduel global contrefactuel serait toujours préférable à l'utilisation d'un taux résiduel global nul. (États-Unis, réponse à la question n° 18 de l'Arbitre, paragraphe 67)

²⁰⁵ États-Unis, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphes 2 à 5; observations sur la réponse du Canada à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphes 9 à 11; et communication écrite, paragraphe 58. Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 16 de l'Arbitre, paragraphes 62 à 64. Les États-Unis confirment que si les sociétés canadiennes donnent l'autorisation écrite à l'USDOC de fournir au Canada leurs données confidentielles sur les ventes aux États-Unis, l'USDOC pourrait le faire. (États-Unis, réponse à la question n° 117 de l'Arbitre, paragraphe 5) Les États-Unis ont initialement proposé que si le Canada ne pouvait pas

laquelle, dans les cas où les sociétés n'autorisent pas l'USDOC à divulguer au Canada leurs données confidentielles sur les ventes, ce dernier utiliserait la moins élevée des deux moyennes suivantes: soit la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés établie à l'aide des données exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques soit la moyenne simple des taux de droits compensateurs des sociétés. À leur avis, cette approche serait biaisée en faveur du Canada et incompatible avec le mandat de l'Arbitre.²⁰⁶

6.79. Dans les situations où le Canada demande des renseignements confidentiels à des sociétés canadiennes pour calculer le taux résiduel global contrefactuel, les États-Unis estiment qu'il est approprié que l'Arbitre fixe un délai au Canada pour demander aux sociétés canadiennes pertinentes d'autoriser l'USDOC à lui divulguer leurs renseignements à cette fin. Les États-Unis proposent en outre qu'un délai général de 30 jours soit établi, qui commencerait au moment où ils reçoivent des copies des notifications que le Canada adresse aux sociétés pour leur demander l'autorisation de divulguer leurs données confidentielles. Plus spécifiquement, selon les États-Unis, le Canada devrait donner 2 semaines (14 jours) aux sociétés pour autoriser la divulgation et l'utilisation de leurs données confidentielles. Les États-Unis envisagent que les sociétés adressent ces autorisations au Canada, puis que celui-ci les leur fournisse. Ils proposent qu'une fois que le Canada leur aura fourni ces autorisations, qu'il leur soit donné le reste du délai global de 30 jours pour communiquer les données au Canada soit, au minimum, 2 semaines (14 jours) pour le faire.²⁰⁷

6.80. Les États-Unis affirment aussi que les entreprises ayant fait individuellement l'objet d'une enquête qui ne sont pas assujetties à la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD peuvent être encouragées à fournir ces renseignements confidentiels au Canada en vue de l'aider à inciter les États-Unis à se mettre en conformité "pour supprimer la mesure contestée des taux de leurs concurrents".²⁰⁸ Ils expliquent qu'il en est ainsi parce que "les taux de droits compensateurs pourraient augmenter avec la suppression de la mesure contestée".²⁰⁹

6.81. Les États-Unis conviennent avec le Canada que la probabilité que les données d'une entreprise sur les ventes effectives aux États-Unis figurant dans le dossier d'une procédure de l'USDOC soient non confidentielles est faible, mais si ces données étaient non confidentielles le Canada pourrait les utiliser pour construire un taux résiduel global contrefactuel.²¹⁰ Ils font aussi valoir que le recours du Canada aux décisions d'arbitres antérieurs dans ce contexte est mal avisé.²¹¹

obtenir les autorisations de toutes les sociétés interrogées ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, le taux résiduel global contrefactuel ne devrait pas être ajusté. (États-Unis, communication écrite, paragraphe 58; et réponse à la question n° 18 de l'Arbitre, paragraphes 66 et 67) Pour étayer cette approche, ils avaient affirmé que le Canada avait proposé d'utiliser les renseignements confidentiels des sociétés canadiennes pour calculer la valeur des importations et que "le Canada [avait] proposé de retirer les sociétés qui n'accord[ai]ent pas l'autorisation du calcul de l'annulation ou de la réduction des avantages". (États-Unis, communication écrite, paragraphe 58 (faisant référence à Canada, note méthodologique, paragraphe 16). Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 20 de l'Arbitre, paragraphe 69.) Le Canada a fait valoir que cet argument des États-Unis était "fallacieux". (Canada, communication écrite, paragraphe 86)

²⁰⁶ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphes 10 à 12.

²⁰⁷ États-Unis, réponse à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphes 6 et 7; et observations sur la réponse du Canada à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphes 13 à 16; Canada, réponse à la question n° 182 a) de l'Arbitre, paragraphes 13 à 18. Les États-Unis suggèrent que les parties puissent prolonger ces délais entre elles. (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 182 de l'Arbitre, paragraphe 16)

²⁰⁸ États-Unis, réponse à la question n° 20 de l'Arbitre, paragraphe 70. Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 103 de l'Arbitre, paragraphes 265 et 266.

²⁰⁹ États-Unis, réponse à la question n° 20 de l'Arbitre, paragraphe 70 (faisant référence à États-Unis, communication écrite, paragraphes 45 et 54).

²¹⁰ États-Unis, réponse à la question n° 16 de l'Arbitre.

²¹¹ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 20, paragraphes 71 et 72, et n° 33, paragraphes 94 à 97.

6.82. L'Arbitre note que le dossier indique que l'USDOC calcule les taux résiduels globaux²¹² dans les enquêtes initiales et les réexamens administratifs (dans lesquels ces taux sont appelés "taux non retenus")²¹³ conformément aux dispositions de 19 U.S.C. § 1671d c) 5), reproduites ci-après:

5) Méthode de détermination du taux résiduel global et du taux de subventionnement au niveau national A) Taux résiduel global

i) Règle générale

Aux fins du présent sous-article et de l'article 1671b d) du présent titre, le taux résiduel global sera un montant égal à la moyenne pondérée des taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires établis pour les exportateurs et producteurs ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, à l'exclusion de tous taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires nuls ou *de minimis* et de tous taux déterminés entièrement en vertu de l'article 1677e du présent titre.

ii) Exception

Si les taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires établis pour tous les exportateurs et producteurs ayant fait individuellement l'objet d'une enquête sont des taux nuls ou *de minimis*, ou sont déterminés entièrement en vertu de l'article 1677e du présent titre, l'autorité administrante pourra utiliser toute méthode raisonnable pour établir un taux résiduel global pour les exportateurs et producteurs n'ayant pas fait individuellement l'objet d'une enquête, y compris en calculant la moyenne pondérée des taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires déterminés pour les exportateurs et producteurs ayant fait individuellement l'objet d'une enquête.²¹⁴

6.83. Pour commencer, et à la lumière de cette loi, il apparaît qu'il est utile de noter cinq choses. Premièrement, en général, l'USDOC calculera le taux résiduel global en faisant la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, à l'exclusion de tous taux de droits compensateurs nuls, *de minimis*²¹⁵ ou calculés entièrement à l'aide des données de fait disponibles.²¹⁶ Deuxièmement, les parties conviennent, et le dossier montre, que dans les cas où l'USDOC utilise les taux de droits compensateurs de deux sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête pour calculer le taux résiduel global, alors l'USDOC calculera un taux résiduel global en utilisant soit une moyenne simple des taux de droits compensateurs des sociétés soit une moyenne pondérée de leurs taux de droits compensateurs établie à l'aide des données des sociétés sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les

²¹² Nous notons que l'expression taux de droit compensateur "résiduel global" n'est pas utilisée dans l'Accord SMC. En fait, il s'agit d'une expression du langage courant et qui est tirée de la législation des États-Unis. Cela étant entendu, l'expression taux "résiduel global" sera utilisée dans la présente décision.

²¹³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 49 ("Le Département du commerce se reporte à la même disposition législative pour obtenir des indications sur la façon de déterminer un taux résiduel global dans un réexamen administratif en matière de droits compensateurs"); États-Unis, réponse à la question n° 253 de l'Arbitre, paragraphe 171. Les États-Unis ont aussi expliqué que le taux résiduel global, une fois créé dans l'enquête initiale, restait en place pendant toute la durée de l'ordonnance en matière de droits compensateurs. (États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, note de bas de page 70 relative au paragraphe 79)

²¹⁴ Pièce USA-4, page 3. Les deux parties indiquent que l'USDOC utilise la valeur commerciale plutôt que la quantité commerciale comme coefficient de pondération dans les calculs effectués en vertu de cette loi. (Canada, réponse à la question n° 17 de l'Arbitre, paragraphes 31 et 32; États-Unis, réponse à la question n° 17 de l'Arbitre, paragraphe 65)

²¹⁵ Le seuil *de minimis* est inférieur à 1% dans une enquête initiale et inférieur à 0,5% dans un réexamen administratif (19 U.S.C. § 1671b (pièce USA-13), paragraphe b) 4) A) (spécifiant le taux de 1% pour une enquête); Commerce, "Issues and Decision Memorandum for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Supercalendered Paper from Canada" (October 13, 2015) (pièce CAN-32), (spécifiant le taux de 0,5%); États-Unis, réponse à la question n° 115 de l'Arbitre, paragraphe 3 (confirmant le taux de 0,5% pour les réexamens administratifs et que l'USDOC n'exclurait pas une société d'une ordonnance en matière de droits compensateurs si elle obtenait un taux de droit compensateur *de minimis* dans un réexamen administratif).

²¹⁶ La disposition 19 U.S.C. § 1677e (pièce USA-16) concerne les "[d]éterminations sur la base des données de fait disponibles".

rendre publiques, en tant que coefficients de pondération, selon ce qui est le plus proche de la moyenne pondérée si l'USDOC avait utilisé les données réelles et confidentielles des entreprises sur les ventes aux États-Unis en tant que coefficients de pondération.²¹⁷ Troisièmement, les parties conviennent, et le dossier montre, que dans les cas où trois entreprises ou plus ayant fait l'objet individuellement d'une enquête sont utilisées pour calculer le taux résiduel global, alors l'USDOC utilisera les données réelles et habituellement confidentielles des entreprises sur les ventes aux États-Unis pour calculer une moyenne pondérée de leurs taux de droits compensateurs.²¹⁸ Quatrièmement, le dossier indique que le dossier pertinent de l'USDOC indiquera comment le taux résiduel global a été calculé.²¹⁹ Enfin, les États-Unis ont confirmé, et le Canada n'a jamais mis en doute, que la version non confidentielle du dossier pertinent de l'USDOC contiendra toujours les taux de droits compensateurs des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête.²²⁰

6.84. Cela étant posé, nous notons, et les parties conviennent²²¹, qu'il y a cinq scénarios pertinents à examiner dans ce contexte. Nous les examinons ci-dessous les uns après les autres.

6.85. Le scénario 1 se présente lorsque les taux de droits compensateurs contrefactuels de toutes les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête sont *de minimis*, nuls ou calculés entièrement à l'aide des données de fait disponibles. Dans ce scénario, nous considérons qu'une valeur de substitution nulle pour le taux résiduel global contrefactuel apparaît comme raisonnable à la lumière de l'accord des parties sur l'utilisation d'un taux de droit compensateur nul, et des termes de la loi pertinente, qui excluent généralement l'utilisation de taux de droits compensateurs nuls, *de minimis*, ou calculés entièrement à l'aide des données de fait disponibles dans le calcul du taux résiduel global. Nous ne voyons en outre aucune autre base raisonnable dans le dossier pour choisir une autre valeur.²²²

6.86. Le scénario 2 se présente s'il n'y a qu'une seule société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête dans le contrefactuel dont le taux de droit compensateur n'est pas nul, *de minimis* ou calculé entièrement à l'aide des données de fait disponibles. Dans ce scénario, nous considérons que

²¹⁷ Canada, communication écrite, section III 3) b) (décrivant cette pratique de l'USDOC); États-Unis, réponse à la question n° 23 de l'Arbitre, paragraphes 78 à 81 (confirmant cette pratique de l'USDOC). Les États-Unis expliquent que cette pratique est suivie parce que "si la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs de seulement deux sociétés interrogées ayant fait individuellement l'objet d'une enquête était utilisée pour le taux résiduel global, il serait possible de faire de l'ingénierie inverse pour obtenir la valeur des ventes effectives des deux sociétés aux États-Unis au regard l'une de l'autre, divulguant ainsi des données confidentielles des sociétés sur les ventes". (États-Unis, réponse à la question n° 23 de l'Arbitre, paragraphe 80) En revanche, "lorsque le Département du commerce établit une moyenne pondérée de trois taux de droits compensateurs ou plus ... il ne serait pas possible de faire de l'ingénierie inverse pour obtenir la valeur des ventes effectives des sociétés aux États-Unis au regard l'une de l'autre. Par conséquent, dans les cas où trois sociétés interrogées ou plus ont fait individuellement l'objet d'une enquête, le taux résiduel global sera une moyenne pondérée des données sur les ventes effectives aux États-Unis". (États-Unis, réponse à la question n° 24 de l'Arbitre, paragraphe 82)

²¹⁸ Le taux résiduel global ne sera *pas* affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD si l'entreprise ou les entreprises ayant fait individuellement l'objet d'une enquête à laquelle (auxquelles) cette mesure a été appliquée avait ou avaient, en réalité, des taux de droits compensateurs déterminés entièrement à l'aide de données de fait disponibles. Dans ce cas, l'USDOC n'utiliserait pas les taux de droits compensateurs de ces entreprises pour calculer le taux résiduel global conformément à la loi applicable. Voir États-Unis, réponse à la question n° 49 de l'Arbitre, note de bas de page 201 relative au paragraphe 146 (expliquant ce scénario).

²¹⁹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 56 (expliquant que "chaque procédure en matière de droits compensateurs contient des mémorandums sur les calculs pour les sociétés interrogées ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, ainsi qu'un mémorandum sur les calculs pour le taux résiduel global").

²²⁰ Voir États-Unis, réponse à la question n° 30 de l'Arbitre, paragraphe 89.

²²¹ États-Unis, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 2; Canada, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 12. Les deux parties reconnaissent également que, dans certaines circonstances, le taux résiduel global pourrait augmenter dans le contrefactuel mais que le modèle des États-Unis pourrait dûment tenir compte de ce scénario. Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si le modèle canadien pourrait dûment tenir compte de cette situation. (Canada, réponse à la question n° 182 b) de l'Arbitre, paragraphes 19 et 20; États-Unis, réponse à la question n° 182 b) de l'Arbitre, paragraphes 8 à 10)

²²² Nous notons à nouveau que l'utilisation d'une valeur de substitution nulle dans ce contexte signifie qu'il n'y aurait aucun changement dans la composition des sociétés faisant l'objet de l'ordonnance en matière de droits compensateurs, en réalité ou dans le contrefactuel. Les États-Unis ont aussi expliqué qu'un taux nul ne signifiait pas qu'en vertu de leur législation, les sociétés assujetties au taux résiduel global seraient exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs. (États-Unis, réponse à la question n° 181 de l'Arbitre, paragraphe 4)

la détermination du taux résiduel global sur la base du taux de droit compensateur contrefactuel de cette société apparaît comme raisonnable à la lumière du fait que c'est le résultat prescrit par la loi pertinente dans de telles circonstances et de l'accord des parties à ce sujet.

6.87. Le scénario 3 se présente si: a) deux sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête dans le contrefactuel ont des taux de droits compensateurs qui ne sont pas nuls, *de minimis* ou calculés entièrement à l'aide de données de fait disponibles; et b) l'USDOC avait en fait utilisé soit une moyenne simple des taux de droits compensateurs des deux sociétés soit une moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés en utilisant des données sur les ventes aux États-Unis à la disposition du public.²²³ Dans ce scénario, nous considérons que l'utilisation de la même méthode que celle qui a été en fait utilisée par l'USDOC pour déterminer le taux résiduel global apparaît comme raisonnable à la lumière de l'accord des parties à ce sujet. De plus, les parties conviennent que, dans le contrefactuel, l'USDOC aurait utilisé l'une ou l'autre approche selon sa pratique.

6.88. Le scénario 4 se présente si: a) deux sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête dans le contrefactuel ont des taux de droits compensateurs qui ne sont pas nuls, *de minimis* ou calculés entièrement à l'aide des données de fait disponibles; et b) l'USDOC avait en fait utilisé les données confidentielles de trois entreprises ou plus sur les ventes aux États-Unis pour calculer une moyenne pondérée à utiliser comme taux résiduel global.²²⁴ Dans ce cas, ainsi qu'il a été décrit plus en détail plus haut, la pratique de l'USDOC dans ce scénario consisterait à déterminer le taux résiduel global en utilisant une moyenne pondérée des données des entreprises sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques, ou une moyenne simple de leurs taux de droits compensateurs, selon ce qui est le plus proche de la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des entreprises établie en utilisant les données confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis en tant que coefficients de pondération. Par conséquent, nous jugeons raisonnable de choisir une méthode qui reproduit au mieux cette pratique. Cependant, nous notons en outre que, pour reproduire cette pratique de l'USDOC, le Canada devrait d'abord obtenir les données en principe confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis de façon à pouvoir calculer une moyenne pondérée en utilisant ces données et que l'USDOC devrait obtenir les autorisations des sociétés pertinentes pour divulguer ces données au Canada.²²⁵

6.89. Ainsi, et à la lumière des positions des parties dans ce contexte, l'Arbitre estime que la procédure ci-après pour le scénario 4 serait raisonnable. Premièrement, le Canada tenterait d'abord d'obtenir les autorisations écrites des sociétés pertinentes qui permettraient à l'USDOC de lui divulguer leurs données confidentielles pertinentes sur les ventes aux États-Unis. Pour ce faire, il enverrait des demandes écrites aux sociétés en vue d'obtenir des déclarations écrites autorisant l'USDOC à lui divulguer ces données aux fins de les utiliser pour calculer un taux résiduel global contrefactuel.²²⁶ Il mettrait les États-Unis en copie de ces communications aux sociétés. À compter de la date d'envoi de sa demande écrite, les sociétés auront 2 semaines civiles (14 jours) pour lui fournir leurs autorisations écrites. Si le Canada reçoit *toutes* ces autorisations, il les transmettra aux États-Unis. Les États-Unis disposeraient alors, au moment de cette transmission, de l'un des deux délais ci-après pour fournir au Canada les renseignements confidentiels pertinents des sociétés sur les ventes, le délai le plus long étant retenu: a) 2 semaines civiles (14 jours); ou b) le reste d'une période de 30 jours civils qui a commencé à courir au moment où le Canada a envoyé les demandes

²²³ Voir plus haut le paragraphe 6.83 et les notes de bas de page y relatives (décrivant cette pratique de l'USDOC).

²²⁴ Cela pourrait se produire, par exemple, si l'USDOC utilisait effectivement les taux de droits compensateurs des sociétés A, B et C pour calculer le taux résiduel global mais que, dans le contrefactuel, le taux de droit compensateur de la société A tombait au-dessous du seuil *de minimis* après l'élimination des effets de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.

²²⁵ Les renseignements confidentiels versés au dossier des procédures de l'USDOC sont protégés par une ordonnance conservatoire administrative et la divulgation de ces données à un tiers par l'USDOC nécessite donc le consentement de la partie qui les a communiquées. Voir États-Unis, réponse à la question n° 215 de l'Arbitre, paragraphe 122 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 101 de l'Arbitre, paragraphe 261). Bien entendu, si les données pertinentes sur les ventes des entreprises pertinentes ne sont pas confidentielles, le Canada utilisera ces renseignements sans tenter d'abord d'obtenir l'autorisation des entreprises de divulguer ces données et sans demander aux États-Unis de les lui fournir.

²²⁶ Considérant que nous nous sommes déjà abstenus de fixer une date limite à laquelle le Canada devrait avoir commencé à suspendre des concessions, nous nous abstenons de fixer une date limite à laquelle le Canada devrait avoir envoyé ces demandes aux sociétés à la suite d'un événement déclencheur.

écrites aux sociétés pertinentes. Tous ces délais peuvent être prolongés par les parties par accord mutuel.

6.90. Si le Canada obtient les données confidentielles de toutes les sociétés pertinentes sur les ventes dans le délai applicable, alors il: a) calculerait une moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés en utilisant les données confidentielles sur les ventes en tant que coefficients de pondération; b) calculerait une moyenne simple des taux de droits compensateurs des entreprises pertinentes et une moyenne pondérée de leurs taux de droits compensateurs en utilisant les données sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques; et, enfin, c) choisirait le taux calculé au titre du point b) qui se rapproche le plus du taux calculé au titre du point a).

6.91. Si le Canada ne reçoit pas toutes les autorisations des sociétés pertinentes dans le délai pertinent, ou si les États-Unis ne transmettent pas les données confidentielles des sociétés sur les ventes dans le délai pertinent, les options pertinentes mentionnées par les parties pour un taux résiduel global contrefactuel sont les suivantes: i) une moyenne pondérée établie en utilisant les chiffres des ventes aux États-Unis des deux entreprises exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics; ii) une moyenne simple des taux de droits compensateurs des deux entreprises; iii) le taux résiduel global effectif; ou iv) un taux nul.

6.92. À notre avis, et tout compte fait, l'option i) qui vient d'être décrite ci-dessus est la plus raisonnable. Il en est ainsi pour deux raisons principales. Premièrement, une moyenne pondérée établie en utilisant les données des sociétés sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques, garantit que le taux résiduel global contrefactuel se situerait nécessairement dans la même fourchette numérique générale que la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des entreprises établie en utilisant les données confidentielles sur les ventes aux États-Unis, c'est-à-dire une valeur se situant quelque part entre les taux de droits compensateurs des deux sociétés. Pour cette raison, cette option est meilleure que les options iii)²²⁷ ou iv).²²⁸ Deuxièmement, les données sur les ventes aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques, seront, à notre avis, une approximation raisonnable des données réelles et confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis.²²⁹ Pour cette raison, nous considérons que l'option i) est dans une certaine mesure préférable à l'option ii) car une moyenne simple ne repose sur aucun lien avec les données des sociétés pertinentes sur les ventes, un lien que la loi pertinente prévoit. Par conséquent, si le Canada ne reçoit pas toutes les autorisations des sociétés pertinentes dans le délai pertinent, ou si les États-Unis ne transmettent pas les données confidentielles sur les ventes des sociétés dans le délai pertinent, le taux résiduel global sera calculé en utilisant une moyenne pondérée établie à l'aide des chiffres des ventes aux États-Unis des entreprises pertinentes exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics. Si, pour quelque raison que ce soit, cette option n'est pas disponible, le Canada utilisera la moyenne

²²⁷ Le taux résiduel global initial peut sortir de la fourchette dans laquelle se situent les taux de droits compensateurs des sociétés pertinentes. Par exemple, supposons que quatre entreprises A, B, C et D aient fait individuellement l'objet d'une enquête et que leurs taux de droits compensateurs respectifs et également pondérés soient de 10%, 20%, 60% et 70%. Si les entreprises C et D étaient éliminées dans le contrefactuel, le taux résiduel global initial (45%) serait en dehors de la fourchette de ce qu'une moyenne pondérée contrefactuelle pourrait éventuellement être, c'est-à-dire entre 10% et 20%.

²²⁸ Nous rappelons que si une société bénéficie d'un taux de droit compensateur nul, alors ce taux ne sera pas utilisé pour calculer le taux résiduel global. Nous notons en outre l'affirmation du Canada selon laquelle "[d]es arbitres antérieurs ont constaté dans des circonstances semblables qu'un taux de substitution nul rendait compte de façon raisonnable et appropriée de la nature et de la portée des avantages annulés ou compromis" (Canada, communication écrite, paragraphe 60 (faisant référence aux décisions des Arbitres *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 4.21 à 4.23; et *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 5.51)). Dans ces cas, des taux de droits nuls ont été choisis comme valeurs de substitution des taux de droits contrefactuels mais il en a été ainsi parce que les Arbitres ont estimé qu'ils manquaient de renseignements pour calculer les taux de droits contrefactuels. En l'espèce, par contre, il y aura probablement des renseignements dans le dossier qui pourraient être utilisés pour calculer un taux résiduel global contrefactuel. Nous estimons donc que la force persuasive de ces décisions dans ce contexte spécifique est limitée.

²²⁹ Voir plus haut la note de bas de page 184 relative au paragraphe 6.71.

simple des taux de droits compensateurs des entreprises pertinentes comme taux résiduel global contrefactuel.²³⁰

6.93. Le scénario 5 se présente lorsque: a) trois sociétés ou plus ayant fait individuellement l'objet d'une enquête dans le contrefactuel ont des taux de droits compensateurs qui ne sont pas *de minimis*, nuls ou calculés entièrement à l'aide des données de fait disponibles; et b) l'USDOC avait en fait utilisé les données confidentielles de trois sociétés ou plus sur les ventes aux États-Unis pour calculer une moyenne pondérée à utiliser comme taux résiduel global. Dans ce cas, la loi des États-Unis et la pratique de l'USDOC pertinentes étayaient le calcul du taux résiduel global à l'aide de la moyenne pondérée des taux de droits compensateurs des sociétés, en utilisant les données réelles et en principe confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis. Par conséquent, nous jugeons raisonnable de choisir une méthode qui reproduit au mieux cette pratique. Cependant, nous notons en outre que, comme il est indiqué plus haut au sujet du scénario 4, pour reproduire cette pratique de l'USDOC le Canada devrait d'abord obtenir les données en principe confidentielles des sociétés sur les ventes aux États-Unis de façon à pouvoir calculer une moyenne pondérée en utilisant ces données.

6.94. Par conséquent, nous estimons que, pour tenter d'obtenir ces données confidentielles sur les ventes, le Canada et les États-Unis devraient suivre la même procédure que celle qui est décrite plus haut aux paragraphes 6.89 à 6.92 en ce qui concerne le scénario 4. Pour les mêmes raisons que celles qui sont exposées plus haut dans ces mêmes paragraphes, si le Canada ne reçoit pas toutes les autorisations des sociétés pertinentes dans le délai pertinent, ou si les États-Unis ne transmettent pas les données confidentielles sur les ventes des sociétés dans le délai pertinent, le taux résiduel global sera calculé en utilisant une moyenne pondérée établie à l'aide des chiffres des ventes aux États-Unis des entreprises pertinentes exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics. Si, pour quelque raison que ce soit, cette option n'est pas disponible, le Canada utilisera la moyenne simple des taux de droits compensateurs des entreprises pertinentes comme taux résiduel global contrefactuel.²³¹

6.95. Enfin, par souci de clarté, nous rappelons que la présente décision emploie l'expression "taux résiduel global" spécifiquement en ce qui concerne le taux résiduel global établi dans une enquête. Nous rappelons en outre que les États-Unis ont expliqué que ce qu'il est convenu d'appeler le "taux non retenu" établi dans un réexamen administratif est essentiellement un taux "résiduel global" établi aux fins de ce réexamen et qu'il est calculé de la même façon que le taux résiduel global établi dans une enquête.²³² Ainsi, tout "taux non retenu" contrefactuel sera calculé de la même manière que le taux "résiduel global" contrefactuel, comme cela est décrit plus haut, *mutatis mutandis*.²³³

6.4 Période de référence

6.96. Nous notons que l'objectif premier des modèles proposés par les parties, qui sont examinés de façon détaillée plus loin dans la section 7, est d'estimer l'incidence commerciale qu'a l'imposition de taux de droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC sur les exportations canadiennes d'un produit pertinent vers les États-Unis. Pour ce faire, plusieurs données d'entrée sont nécessaires. Deux de ces données, sur lesquelles les modèles des deux parties reposent, sont les suivantes: a) un niveau de base annuel de la valeur des importations en provenance des sociétés canadiennes pertinentes; et b) les taux de droits compensateurs de ces mêmes sociétés qui étaient en vigueur pendant la même période. Les modèles proposés par les deux parties s'appuient sur une année civile précédant un événement déclencheur pertinent dont sont tirés ces renseignements, et toutes deux appellent cette année la "période de référence", expression que nous adoptons dès lors

²³⁰ Si, pour quelque raison que ce soit, le taux de droit compensateur d'une entreprise pertinente n'est pas à la disposition du public, et n'est donc pas à la disposition du Canada, alors il sera supposé que le taux de droit compensateur de cette entreprise est nul. Toutefois, l'Arbitre considère que ce scénario ne devrait jamais se présenter car les taux de droits compensateurs des entreprises sont disponibles dans le dossier public des procédures de l'USDOC.

²³¹ Si, pour quelque raison que ce soit, le taux de droit compensateur d'une entreprise pertinente n'est pas à la disposition du public, et n'est donc pas à la disposition du Canada, alors il sera supposé que le taux de droit compensateur de cette entreprise est nul. Toutefois, l'Arbitre considère que ce scénario ne devrait jamais se présenter car les taux de droits compensateurs des entreprises sont disponibles dans le dossier public des procédures de l'USDOC.

²³² Voir plus haut la note de bas de page 213 relative au paragraphe 6.82.

²³³ Nous rappelons que le seuil *de minimis* différera aussi entre les enquêtes et les réexamens administratifs. Voir plus haut la note de bas de page 215 relative au paragraphe 6.83.

également. Les parties sont toutefois en désaccord sur l'année civile qui devrait constituer la période de référence, du moins dans certaines situations.

6.97. Le Canada a initialement affirmé que la période de référence pour déterminer la valeur des importations et les taux de droits de la période de référence devrait être l'année civile complète "précédant l'imposition par le Département du commerce des droits résultant de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans une procédure en matière de droits compensateurs des États-Unis".²³⁴ Il a par la suite précisé que la période de référence devrait être l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle aucune société dont les données seraient utilisées dans le modèle n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.²³⁵ Il affirme que la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* appuie sa position.²³⁶ Répondant aux questions spécifiques de l'Arbitre concernant le caractère raisonnable de cette approche, le Canada a reconnu que, selon l'approche qu'il avait initialement proposée, comme le taux résiduel global établi dans une enquête initiale restait inchangé pendant la durée de l'ordonnance en matière de droits compensateurs, si ce taux était un taux affecté, la période de référence pourrait alors devenir nettement obsolète pour des événements déclencheurs survenant des années après l'imposition de l'ordonnance initiale en matière de droits compensateurs. Bien que le Canada affirme que ces utilisations successives de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sont peu probables, il a proposé une approche révisée qui vise à remédier au problème potentiel de la période de référence qui devient nettement obsolète. Spécifiquement, il a proposé que, si la période de référence était obsolète depuis plus de cinq ans selon son approche initiale, il pourrait alors, à sa discrétion, choisir une période de référence parmi les cinq années les plus récentes précédant l'événement déclencheur pendant laquelle moins de 5% des importations canadiennes étaient assujetties à un taux de droit compensateur affecté.²³⁷

6.98. De plus, le Canada a fait valoir que les importations pertinentes pendant cette année civile pouvaient être "anormalement faibles ou même inexistantes", et il affirme donc qu'"il peut être utile" de définir la période de référence comme étant "normalement ... l'année civile précédant l'année pendant laquelle les droits résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sont appliqués dans une détermination finale par le Département du commerce".²³⁸ En cas de "valeurs d'importation/parts de marché anormales", le Canada dit qu'"une autre période de référence pourrait être constituée des trois années civiles précédant l'année pendant laquelle les droits résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sont appliqués par le Département du commerce dans une détermination finale ou un réexamen".²³⁹

6.99. Les États-Unis ont initialement affirmé que la période de référence devrait être l'"année civile complète précédant la publication de la détermination finale ou des résultats finals par le Département du commerce qui applique la mesure contestée dans une procédure en matière de droits compensateurs concernant des marchandises canadiennes".²⁴⁰ Selon eux, cela était approprié parce que la valeur des importations pendant cette période n'aura pas été affectée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.²⁴¹ Répondant aux questions de l'Arbitre dans lesquelles il était mentionné que cette période de référence pourrait effectivement comporter des taux de droits compensateurs affectés actifs, les États-Unis ont précisé leur approche. Spécifiquement, ils ont indiqué que, pour un événement déclencheur comportant une application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, la période de référence serait l'année civile précédant l'événement déclencheur, mais seules les sociétés récemment affectées seraient traitées comme des sociétés

²³⁴ Canada, note méthodologique, paragraphe 12. Voir aussi Canada, communication écrite, paragraphe 180; Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 35, paragraphe 57 (même), n° 79, paragraphe 170 (indiquant que la période de référence devrait refléter la valeur des importations qui "ne reflète pas le droit incompatible avec les règles de l'OMC"), et n° 125, paragraphes 60 et 61.

²³⁵ Voir, d'une manière générale, Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 207, n° 244, paragraphe 221, et n° 247, paragraphes 237 à 240; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 42 à 52.

²³⁶ Canada, réponse à la question n° 247 de l'Arbitre, paragraphe 239.

²³⁷ Voir, d'une manière générale, Canada, réponse à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphes 30 à 36. Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 207, paragraphe 118, n° 247, paragraphe 240, et n° 287, paragraphes 30 à 33.

²³⁸ Canada, réponse à la question n° 120 de l'Arbitre, paragraphes 34 et 35.

²³⁹ Canada, réponse à la question n° 120 de l'Arbitre, paragraphe 35.

²⁴⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 47. (mise en relief omise)

²⁴¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 47. Voir aussi la réponse aux questions de l'Arbitre n° 35 c), paragraphes 106 à 115, et n° 120, paragraphe 7.

affectées aux fins de l'exécution de ce modèle.²⁴² Dans ces cas, les États-Unis reconnaissent que, si des taux de droits compensateurs affectés étaient actifs pendant cette période de référence, le niveau de l'ARA pourrait devoir être encore ajusté pour tenir compte d'applications antérieures de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.²⁴³

6.100. Les États-Unis font valoir que leur approche est nécessaire pour que la période de référence reflète, autant que possible, les conditions du marché auxquelles les sociétés canadiennes pertinentes font face au moment de l'événement déclencheur et au moment auquel le niveau de l'ARA sera calculé. Ils font donc valoir que l'Arbitre devrait rejeter la proposition canadienne consistant à utiliser, comme période de référence, l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Selon les États-Unis, il y a des circonstances dans lesquelles cette approche pourrait amener le Canada à utiliser une période de référence intervenant bien des années avant l'événement déclencheur, ce qui donnerait des estimations inexactes du niveau de l'ARA qui existait au moment de l'événement déclencheur.²⁴⁴ Les États-Unis ont en outre affirmé que le Canada n'avait pas dûment expliqué comment il appliquerait sa formule et son choix d'une période de référence à divers scénarios hypothétiques présentés par l'Arbitre.²⁴⁵

6.101. Dans une réponse spécifique à la proposition révisée du Canada concernant le choix de la période de référence, les États-Unis jugent la proposition du Canada inappropriée. Spécifiquement, ils font valoir que l'approche révisée du Canada pourrait quand même entraîner l'utilisation d'une période de référence nettement obsolète, si bien que cette période ne serait pas représentative des conditions du marché au moment de l'événement déclencheur.²⁴⁶ Les États-Unis s'opposent également à l'idée d'accorder au Canada le pouvoir discrétionnaire de choisir la période de référence comme celui-ci le suggère dans sa proposition révisée, étant donné qu'il s'agirait, selon eux, d'une procédure qui favoriserait indûment le Canada.²⁴⁷

6.102. Le Canada fait valoir que la proposition des États-Unis concernant la période de référence (dans la mesure où elle entraîne l'utilisation d'une période de référence pendant laquelle des taux de droits compensateurs affectés sont présents) va à l'encontre de l'objectif premier d'une période de référence, c'est-à-dire représenter un moment pendant lequel le marché n'est pas affecté par la mesure incompatible avec les règles de l'OMC. Dans le même ordre d'idées, de l'avis du Canada, cette approche sous-estimerait probablement le niveau de l'ARA en utilisant des valeurs peu élevées des importations en provenance de sociétés qui avaient des taux de droits compensateurs affectés pendant cette période de référence, ainsi qu'en utilisant des taux de droits compensateurs affectés comme taux de droit de la période de référence.²⁴⁸ De plus, selon le Canada, l'utilisation d'une telle période de référence est incompatible avec la propre position des États-Unis selon laquelle leur modèle devrait simultanément modifier tous les taux de droits qui sont affectés par la mesure sur

²⁴² Voir, d'une manière générale, États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 67 à 97.

²⁴³ États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 71, 83 et 93, et note de bas de page 71 relative au paragraphe 87; observations sur la réponse du Canada aux questions de l'Arbitre n° 287, paragraphe 22 et note de bas de page 42 y relative, et n° 282, paragraphe 12 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 71 et note de bas de page 65 y relative). Les États-Unis affirment en outre qu'il est nécessaire d'utiliser la même période de référence pour le calcul de la valeur des importations et des parts de marché pertinentes (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 202 de l'Arbitre, paragraphe 76).

²⁴⁴ Voir, d'une manière générale, États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 86 à 106; Canada, réponse à la question n° 247 de l'Arbitre, paragraphes 237 à 240. Les États-Unis indiquent que lorsque la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est utilisée dans plusieurs segments d'une procédure en matière de droits compensateurs, il est probable que ces utilisations multiples interviendront dans des segments séparés par plusieurs années (États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 76).

²⁴⁵ Voir, d'une manière générale, États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 86 à 106.

²⁴⁶ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 20.

²⁴⁷ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 21.

²⁴⁸ Canada, réponse à la question n° 244 de l'Arbitre, paragraphe 220; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 42 à 45 et note de bas de page 63 relative au paragraphe 45. Le Canada allègue que l'approche des États-Unis traiterait de manière inappropriée les taux de droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC "hérités" comme des taux de droits de la période de référence, des taux de droits factuels et des taux de droits contrefactuels (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 43).

les autres formes d'aide-DFDD.²⁴⁹ Le Canada affirme également que les États-Unis n'ont pas démontré comment leur modèle supprimerait les niveaux de l'ARA précédemment calculés pour certaines sociétés affectées.²⁵⁰ Il fait en outre valoir que la proposition des États-Unis lui imposerait une charge plus lourde parce qu'elle nécessiterait toujours la production d'un ensemble de données de la période de référence récemment actualisé pour chaque événement déclencheur, alors que selon son approche l'ensemble de données de la période de référence pourrait rester le même pour plus d'un événement déclencheur.²⁵¹

6.103. L'Arbitre prend tout d'abord note de la proposition du Canada d'utiliser potentiellement une période de référence de trois ans. En substance, il s'agit d'une demande visant à faire abstraction d'une période de référence d'un an si les importations canadiennes du produit pertinent étaient exceptionnellement faibles cette année-là. Le Canada ne propose toutefois aucune méthode pour déterminer si les exportations étaient exceptionnellement faibles cette année-là. De plus, même s'il est incontestablement vrai qu'on pourrait s'attendre à ce que les importations de marchandises particulières fluctuent quelque peu au fil du temps, le Canada ne fournit pas non plus de raison de penser qu'une période de référence d'un an, d'une manière générale, donnerait des résultats non représentatifs pour un quelconque produit ou secteur de produits particulier. Pour ces raisons, l'Arbitre rejette cette proposition canadienne et considère qu'une période de référence d'un an devrait être utilisée.

6.104. La question qui se pose donc est celle du moment auquel la période de référence d'une année civile devrait intervenir par rapport à l'événement déclencheur. Tout d'abord, l'Arbitre considère que les deux parties, au cours de leur argumentation, ont correctement identifié deux caractéristiques essentielles et souhaitables de la période de référence: a) représenter une période pendant laquelle les importations pertinentes ne sont pas affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD; et b) représenter une période aussi proche, dans le temps, de l'événement déclencheur que cela est raisonnablement possible. Ces deux caractéristiques visent à faire en sorte que le modèle identifie avec exactitude la perte en termes de commerce que le Canada subira en raison de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD aux sociétés canadiennes à partir de l'événement déclencheur. Nous rappelons en outre que toute méthode adoptée par l'Arbitre doit être pratique du point de vue de la mise en œuvre.²⁵² Pour ces raisons, nous admettons que la période de référence devrait être l'année civile précédant un événement déclencheur pertinent si, cette année-là, les sociétés canadiennes n'étaient pas assujetties à des taux de droits compensateurs affectés.

6.105. Le problème dans ce contexte est que l'année civile précédant un événement déclencheur peut être une année pendant laquelle des sociétés canadiennes sont assujetties à des taux de droits compensateurs affectés. Les États-Unis appellent ces taux de droits compensateurs affectés des taux de droits compensateurs affectés "hérités"²⁵³, terme que nous adoptons ici. Des taux des droits compensateurs affectés hérités peuvent exister si l'USDOC utilise la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans des procédures en matière de droits compensateurs distinctes lorsqu'il administre la même ordonnance en matière de droits compensateurs (par exemple, en utilisant la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans une enquête initiale, puis en l'utilisant à nouveau dans un réexamen administratif ultérieur). Si des sociétés canadiennes sont assujetties à des taux de droits compensateurs affectés hérités pendant une année civile donnée, il devient moins souhaitable d'utiliser cette année comme période de référence parce que les valeurs des importations s'y trouvant seront, dans une certaine mesure, faussées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Nous notons que les deux parties jugent ce scénario à pluralité d'utilisations peu probable²⁵⁴, mais possible. Gardant cela à l'esprit, nous passons maintenant à l'évaluation des

²⁴⁹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 42 à 52. En particulier, le Canada allègue que les ajustements proposés par les États-Unis se concentreront de manière inappropriée sur les exportations d'une seule société et feront abstraction des effets compensatoires mêmes dont les États-Unis ont constamment préconisé la prise en compte lors du calcul d'un niveau d'ARA (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 46).

²⁵⁰ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 44.

²⁵¹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 26.

²⁵² Voir plus haut la section 6.1.2.

²⁵³ Voir, par exemple, le scénario dans la question n° 207 b) de l'Arbitre.

²⁵⁴ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 247 de l'Arbitre, paragraphe 174 (expliquant que "l'existence de deux applications de la mesure contestée dans des segments distincts d'une procédure en matière de droits compensateurs serait un événement très peu probable"); Canada, réponse à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 30 (expliquant qu'il s'agirait d'un "ensemble extrêmement rare de

propositions des parties concernant le choix de la période de référence. Les parties ont présenté trois propositions concernant le choix d'une période de référence, que nous examinons l'une après l'autre, après quoi nous exposons une proposition que nous avons présentée aux parties.

6.4.1 Proposition des États-Unis

6.106. La proposition des États-Unis consiste à utiliser l'année civile précédant l'événement déclencheur. Si des sociétés canadiennes sont assujetties à des taux de droits compensateurs affectés hérités pendant cette période de référence, toutefois, seules les sociétés récemment affectées constitueront la variété affectée, et des ajustements appropriés seront apportés aux niveaux de l'ARA précédemment calculés, qu'il faudra peut-être ensuite additionner avec le nouveau niveau calculé de l'ARA. Le principal avantage de la proposition des États-Unis est que la période de référence sera toujours proche, dans le temps, de l'événement déclencheur, c'est-à-dire l'année civile précédant celui-ci.

6.107. La proposition des États-Unis comporte toutefois deux grands inconvénients. Premièrement, les taux de droits compensateurs affectés hérités qui sont actifs pendant cette période de référence feront en sorte que la valeur des importations des sociétés canadiennes sera faussée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.

6.108. Deuxièmement, il apparaît que les propositions des États-Unis pour ce qui est d'apporter les ajustements nécessaires aux niveaux de l'ARA précédemment calculés dans certains scénarios sont problématiques. Afin d'illustrer les problèmes que posent les propositions d'ajustement des États-Unis, nous examinerons deux scénarios hypothétiques différents. Le premier est le suivant: la société A et la société B obtiennent des taux affectés dans une enquête qui s'achève en 2022 et le taux résiduel global est également affecté. La société A obtient un taux de droit compensateur nouveau mais affecté à nouveau dans un réexamen administratif qui s'achève en 2024. Aucun autre taux de droit compensateur n'est modifié. Dans ce scénario, selon l'approche des États-Unis, le Canada calculerait un niveau d'ARA en 2022 en utilisant 2021 comme période de référence. Il calculerait ensuite un nouveau niveau d'ARA en 2024 en utilisant 2023 comme période de référence, mais en utilisant la société A uniquement en tant que variété affectée. Il supprimerait ensuite du niveau de 2022 de l'ARA la "part" de ce niveau de l'ARA de la société A, en supposant que cette part de l'ARA est proportionnelle à la "part de la valeur des importations dans l'enquête" de la société A.²⁵⁵ Il additionnerait ensuite le reste de l'ARA de 2022 et le nouveau niveau de 2024 de l'ARA (c'est-à-dire la somme de l'ARA résultant: i) du taux affecté de 2022 de la société B; ii) du taux résiduel global affecté de 2022; et iii) du taux affecté de 2024 de la société A).²⁵⁶

6.109. Nous voyons deux grands problèmes dans la stratégie d'ajustement proposée par les États-Unis dans ce contexte. Premièrement, le niveau de l'ARA calculé pour 2024 s'appuiera sur des valeurs des importations qui sont faussées en raison de la présence des taux de droits compensateurs affectés hérités pendant la période de référence 2023. Ces distorsions peuvent être importantes étant donné que plusieurs sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, et les sociétés quelles qu'elles soient qui peuvent être assujetties au taux résiduel global affecté, avaient des taux de droits compensateurs affectés pendant cette période. Deuxièmement, il apparaît que l'hypothèse des États-Unis selon laquelle la partie de l'ARA calculée en 2022 qui existait spécifiquement en raison du taux affecté de la société A imposé à ce moment-là serait proportionnelle à la part de la valeur totale des importations du produit pertinent de la société A pour la période de référence 2021²⁵⁷ (ou pendant toute période, d'ailleurs) est contestable. Il en est ainsi parce que la mesure dans laquelle une société particulière assujettie à un taux affecté contribue

circonstances si le Canada devait suspendre des concessions concernant plus d'une applications [*sic*] de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans la même procédure en matière de droits compensateurs").

²⁵⁵ États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, note de bas de page 71 relative au paragraphe 87.

²⁵⁶ Voir, par exemple, États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 83.

²⁵⁷ Nous considérons que cette hypothèse est la suivante: si la société A comptait pour 10% de toutes les importations canadiennes du produit pertinent visé par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pendant la période de référence 2021, le Canada supprimerait alors 10% du niveau de l'ARA calculé en 2022.

à un niveau calculé d'ARA dépend non seulement de la valeur des importations de la société, mais aussi de l'importance de la variation du taux de droit de la société.²⁵⁸

6.110. Le deuxième scénario qui illustre les problèmes que posent les propositions d'ajustement des États-Unis repose sur l'hypothèse suivante: la société A et la société B obtiennent des taux affectés dans une enquête qui s'achève en 2022 et le taux résiduel global est également affecté. La société C figure parmi les sociétés assujetties au taux résiduel global affecté. Celle-ci obtient ensuite un taux de droit compensateur compatible avec les règles de l'OMC dans un réexamen administratif qui s'achève en 2024. Aucun autre taux de droit n'est modifié. Dans ce scénario, les États-Unis expliquent que le Canada calculerait un niveau d'ARA en 2022 en utilisant 2021 comme période de référence, puis calculerait un nouveau niveau d'ARA en 2024 en supprimant la part de l'ARA de la société C du calcul de 2022. Le nouveau niveau de l'ARA calculé en 2024 remplacerait l'ancien niveau de l'ARA calculé en 2022.

6.111. Nous voyons deux grands problèmes dans la stratégie d'ajustement proposée par les États-Unis dans ce contexte. Premièrement, et comme il a déjà été indiqué deux paragraphes plus haut, il n'apparaît pas que les États-Unis expliquent pourquoi il serait raisonnable de supposer que le niveau de l'ARA résultant de l'assujettissement de la société C au taux résiduel global affecté en 2022 est proportionnel à sa part des importations canadiennes du produit pertinent pendant la période de référence 2021 (ou pendant toute période, d'ailleurs). Deuxièmement, même si cela pourrait raisonnablement être supposé, on ne sait pas très bien comment les États-Unis supposent que la valeur des importations de la société C serait déterminée, du moins dans certains cas. En particulier, en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, et si la société C n'avait pas fourni ses renseignements par société au Canada, on ne sait pas très bien comment le Canada déterminerait la valeur des importations de la société C pour la période de référence 2021.

6.112. En résumé, il apparaît que l'approche proposée par les États-Unis présente des faiblesses importantes. Plus grave encore, la proposition pourrait entraîner l'utilisation d'une période de référence pendant laquelle des distorsions importantes causées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sont présentes, sans qu'aucun mécanisme ne soit en place pour faire raisonnablement en sorte que ces distorsions aient une portée limitée. De plus, il apparaît que les méthodes suggérées par les États-Unis pour apporter les ajustements nécessaires en présence de taux de droits compensateurs affectés hérités sont problématiques et reposent dans certains cas sur des hypothèses non étayées. Compte tenu de ces faiblesses, nous ne considérons pas que la proposition des États-Unis est une option valable.

6.4.2 Proposition initiale du Canada

6.113. La proposition initiale du Canada consiste à toujours utiliser l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté. Le principal avantage de cette approche est que la période de référence sera toujours une période pendant laquelle les valeurs des importations des sociétés canadiennes ne sont pas faussées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.

6.114. Le principal inconvénient de cette proposition est qu'elle pourrait entraîner l'utilisation d'une période de référence intervenant des années avant l'événement déclencheur pertinent si des taux de droits compensateurs affectés hérités sont présents pendant l'année ou les années précédant l'événement déclencheur, étant donné qu'aucune année de ce type ne pourrait être utilisée comme période de référence. Cela pourrait être particulièrement problématique lorsqu'un taux résiduel global affecté a été établi dans une enquête initiale. Cela tient au fait que, comme les États-Unis l'ont expliqué, le taux résiduel global établi dans l'enquête initiale reste en place et actif pendant la durée d'une ordonnance en matière de droits compensateurs.²⁵⁹ Nous rappelons également qu'il n'y

²⁵⁸ Nous notons également que le niveau *total* de l'ARA ainsi obtenu selon l'approche des États-Unis (c'est-à-dire la somme du niveau de 2022 et du niveau de 2024 de l'ARA, après ajustements) est calculé à partir de deux périodes de référence différentes, c'est-à-dire 2021 et 2023. Il apparaît qu'il s'agit d'un résultat plutôt étrange étant donné que les États-Unis ont constamment indiqué que le principal avantage de leur modèle était qu'il tenait compte simultanément de toutes les sociétés pertinentes lors du calcul d'un niveau d'ARA donné. Voir, par exemple, plus loin les sections 7.1.2.3 et 7.2.3.

²⁵⁹ Voir États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, note de bas de page 70 relative au paragraphe 79. En revanche, le Canada saurait à toutes les périodes pertinentes quand les taux individuels affectés et les taux non retenus affectés sont appliqués aux sociétés canadiennes. Il en est ainsi parce que

a pas de liste publiée des sociétés assujetties au taux résiduel global²⁶⁰, et des sociétés peuvent devenir assujetties au taux résiduel global à l'insu du Canada.²⁶¹ Par conséquent, si le taux résiduel global est affecté, pour que le Canada applique son approche, nous estimons qu'il lui faudrait supposer qu'au moins une société canadienne est assujettie à ce taux affecté pendant chaque année civile qui suit la clôture d'une enquête. Cela signifierait que, en présence d'un taux résiduel global affecté hérité, la période de référence selon l'approche canadienne initiale sera *toujours* l'année civile précédant l'année pendant laquelle l'ordonnance en matière de droits compensateurs a initialement été rendue.

6.115. En résumé, en présence de taux de droits compensateurs affectés hérités, et en particulier d'un taux résiduel global affecté hérité, la proposition canadienne initiale pourrait donner lieu à une période de référence intervenant bien des années avant l'événement déclencheur. De fait, il apparaît qu'il n'y a pas de plafond particulier quant au nombre d'années qui ferait que la période de référence pourrait devenir obsolète selon cette approche, et il n'y a pas de mécanisme en place pour atténuer le risque que la période de référence puisse devenir nettement obsolète. Une telle période de référence nettement obsolète compromettrait probablement l'efficacité de la période de référence pour ce qui est de représenter les conditions du marché au moment de l'événement déclencheur. Par conséquent, bien que nous estimions que l'approche canadienne initiale est valable, celle-ci présente une faiblesse.

6.4.3 Proposition révisée du Canada

6.116. La proposition révisée du Canada consiste à utiliser l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté, à moins que cela ne conduise à une période de référence "qui intervient cinq ans ou plus avant l'événement déclencheur".²⁶² Dans ce cas, le Canada aurait le pouvoir discrétionnaire de choisir une année civile parmi les cinq années précédant l'événement déclencheur, pourvu que, pendant l'année choisie, moins de 5% des importations canadiennes aient été assujetties aux taux de droits compensateurs affectés.

6.117. Le principal avantage de cette approche est qu'elle établit un équilibre entre les considérations concurrentes du choix d'une période de référence qui est proche dans le temps de l'événement déclencheur mais qui, en outre, n'est pas faussée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Comme dans la proposition initiale du Canada, la période de référence selon cette approche révisée pourrait être obsolète, mais elle serait exempte de distorsions. Le risque de choisir une période de référence nettement obsolète, toutefois, est atténué par la capacité du Canada d'utiliser une période de référence actualisée si les distorsions causées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD qui s'y trouvent sont limitées (c'est-à-dire si 5% ou moins des importations canadiennes du produit pertinent sont assujetties à un taux affecté).

6.118. La proposition révisée du Canada présente toutefois deux grands inconvénients. Premièrement, elle donne au Canada le pouvoir discrétionnaire de choisir une période de référence dans certaines circonstances, ce qui introduit un biais systémique en faveur du Canada. Deuxièmement, dans le cas où l'utilisation d'une période de référence exempte de distorsions donnerait une période de référence obsolète depuis plus de cinq ans, le Canada ne donne aucune indication spécifique concernant la façon dont il déterminerait si le seuil de 5% est respecté pour l'une quelconque des cinq années civiles pertinentes, hormis pour mentionner qu'il s'appuierait sur les données de l'Administration des douanes des États-Unis pour faire cette évaluation.²⁶³ Nous admettons que les données de l'Administration des douanes des États-Unis pourraient être utilisées, en principe, pour cette détermination. De fait, plus loin dans la présente décision, nous prescrivons pour la collecte et la vérification des données de l'Administration des douanes des États-Unis

l'USDOC publie les noms des sociétés auxquelles ces taux sont appliqués. En outre, lorsque les sociétés assujetties à ces taux affectés deviennent non affectées, le Canada devrait ajuster le niveau de l'ARA précédemment calculé pour tenir compte de cette suppression. (Voir plus haut le paragraphe 6.36.)

²⁶⁰ Voir plus loin la note de bas de page 625 relative au paragraphe 8.140 c) et la note de bas de page 719 relative au paragraphe 8.192.

²⁶¹ Par exemple, un nouvel exportateur deviendrait assujetti au taux résiduel global lorsqu'il commence à exporter vers les États-Unis, événement qui ne serait pas considéré comme un événement déclencheur. (Voir plus haut le paragraphe 6.36 et plus loin le paragraphe 8.274.)

²⁶² Canada, réponse à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 33.

²⁶³ Le Canada prévoit d'utiliser les données de l'Administration des douanes des États-Unis dans ce contexte (Canada, réponse à la question n° 287 de l'arbitre, paragraphe 33).

s'échelonnant sur une année des procédures et un calendrier qui ont été établis à la suite d'une vaste consultation avec les parties au moyen de questions et de réponses au cours de la présente procédure.²⁶⁴ Bien que certaines de ces procédures puissent également être utilisées dans ce contexte, il est évident que le fait de quintupler potentiellement le nombre de données de l'Administration des douanes des États-Unis examinées par les parties obligerait les États-Unis à procéder à une collecte de données beaucoup plus contraignante et occasionnerait des retards importants dans le calendrier déjà proposé par les parties pour cette collecte ainsi que la vérification ultérieure.

6.119. En résumé, comme l'approche révisée du Canada introduirait un biais systémique en faveur du Canada, et en l'absence de suggestions concrètes de ce dernier concernant la façon de gérer le lourd et nécessaire processus d'évaluation des données relatives aux importations mentionné dans le paragraphe précédent, nous ne considérons pas que l'approche révisée du Canada est une option valable.

6.4.4 Proposition de l'Arbitre

6.120. L'Arbitre estime qu'il y a une autre façon de choisir la période de référence. Selon cette approche, la période de référence serait l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté²⁶⁵, à moins que cela ne conduise à une période de référence prenant fin plus de cinq ans avant l'événement déclencheur. Dans ce cas, le Canada utiliserait l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle le seul taux affecté imposé sur les sociétés canadiennes était le taux résiduel global, ou pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté. L'Arbitre a proposé une version analogue de cette méthode de sélection de la période de référence aux parties pour observations dans la question n° 287 qu'il a posée.

6.121. Le principal avantage de cette approche – comme c'était le cas pour l'approche révisée du Canada – est que celle-ci établit un équilibre entre les considérations concurrentes du choix d'une période de référence qui est proche dans le temps de l'événement déclencheur mais qui, en outre, n'est pas faussée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Selon cette approche, la période de référence pourrait être obsolète, mais elle serait exempte de distorsions.²⁶⁶ Contrairement à l'approche canadienne initiale, toutefois (c'est-à-dire la seule autre option valable qui nous est soumise), cette approche comporte un mécanisme qui atténue le risque d'utilisation d'une période de référence *nettement* obsolète, c'est-à-dire la capacité du Canada d'utiliser une période de référence relativement actualisée si le seul taux affecté imposé sur les sociétés canadiennes cette année-là est le taux résiduel global. L'approche est également pratique du point de vue de la mise en œuvre parce que les périodes pendant lesquelles les taux de droits compensateurs affectés sont en place seront facilement vérifiables par le Canada à partir des dossiers de l'USDOC.

6.122. L'Arbitre admet que la présence d'un taux résiduel global affecté pendant la période de référence signifie que la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties à ce taux sera faussée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Il considère toutefois que le risque de distorsions importantes causées par un taux résiduel global affecté diminuera généralement avec

²⁶⁴ Voir, d'une manière générale, plus loin la section 8.1.1.2.1.

²⁶⁵ Comme il a déjà été indiqué plus haut, le Canada supposerait que les sociétés canadiennes sont assujetties à un taux résiduel global affecté pendant chaque année civile pertinente. Il saurait toutefois si les sociétés étaient assujetties à des taux individuels affectés ou à des taux non retenus affectés pendant toutes les années civiles pertinentes. (Voir plus haut la note de bas de page 259 relative au paragraphe 6.114.)

²⁶⁶ Si une société exporte le produit pertinent au moment de l'événement déclencheur mais ne l'exportait pas pendant la période de référence, la période de référence donnera une valeur des importations par société nulle pour cette société, ce qui diminuera l'exactitude du niveau calculé de l'ARA. On peut s'attendre à ce que, plus la période de référence est obsolète, plus ces cas se produisent davantage (si, pour aucune autre raison, des sociétés peuvent entrer sur le marché pertinent ou en sortir avec le temps). L'Arbitre a abordé cette question avec les parties dans sa question n° 287. Les États-Unis ont pris acte de la question (États-Unis, réponse à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 23), et le Canada ne l'a pas traitée. Aucune des parties n'a indiqué à l'Arbitre que cela introduirait un biais systémique en faveur de l'une d'elles. De plus, même si nous notons que, selon le modèle choisi par l'Arbitre plus loin dans la présente décision, le niveau de l'ARA est plus sensible à la valeur des importations canadiennes affectées qu'il ne l'est à la valeur des importations canadiennes non affectées, sans savoir *ex ante* sur quel type de société(s) (affectée(s) ou non affectée(s)) cette question pourrait avoir une incidence, nous ne voyons pas très bien comment cette question affecterait le niveau de l'ARA dans un cas donné.

le temps. Il en est ainsi parce que, comme les États-Unis l'ont observé, le nombre de sociétés assujetties au taux résiduel global diminuera avec le temps à mesure que les sociétés initialement assujetties à ce taux demandent (en particulier) des réexamens administratifs, et se voient donc attribuer d'autres taux de droits compensateurs individuels ou taux non retenus.²⁶⁷ Par conséquent, il apparaît raisonnable de supposer que, d'une manière générale et avec le temps, même si le taux résiduel global était affecté, la valeur des importations des sociétés assujetties à ce taux affecté serait de plus en plus limitée, ce qui limiterait donc les distorsions causées par celui-ci. Le fait d'attendre au moins cinq ans après la clôture de l'enquête initiale avant de permettre au Canada d'utiliser une période de référence comportant un taux résiduel global affecté qui est actif donnera au moins un certain temps aux sociétés initialement assujetties au taux résiduel global pour se voir attribuer d'autres types de taux de droits compensateurs.²⁶⁸

6.123. Tout compte fait, l'Arbitre estime que cette proposition est préférable à la proposition canadienne initiale (c'est-à-dire la seule autre proposition valable soumise à l'Arbitre). Nous notons tout d'abord que ces deux approches mèneront toujours à la même période de référence (c'est-à-dire l'année civile précédant l'événement déclencheur), à moins que les sociétés canadiennes ne soient assujetties à des taux de droits compensateurs affectés hérités cette année-là. Comme il a déjà été indiqué plus haut, les parties conviennent que ce scénario est peu probable. Dans ce scénario peu probable, toutefois, l'Arbitre craint que, surtout en présence d'un taux résiduel global affecté, la proposition initiale du Canada puisse entraîner l'utilisation d'une période de référence obsolète depuis un nombre inconnu, et potentiellement important, d'années. L'approche de l'Arbitre atténue le risque d'utilisation de ces périodes de référence nettement obsolètes.²⁶⁹ Bien que cette atténuation se fasse au prix de l'introduction d'un risque de distorsions dans une période de référence actualisée (en raison de la présence d'un taux résiduel global affecté), comme il a été indiqué au paragraphe précédent, il apparaît raisonnable de supposer que ces distorsions diminueront généralement avec le temps.

6.4.5 Conclusion

6.124. Conformément à l'analyse qui précède, la période de référence sera l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté²⁷⁰, à moins que cela ne conduise à une période de référence prenant fin plus de cinq ans avant l'événement déclencheur. Dans ce cas, le Canada utiliserait l'année civile la plus récente précédant l'événement déclencheur pendant laquelle le seul taux affecté imposé aux sociétés canadiennes était le taux résiduel global *ou* pendant laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté.

7 ÉVALUATION DES MODÈLES ÉCONOMIQUES DES PARTIES

7.1. D'un point de vue économique, le niveau de l'ARA est estimé en tant que baisse des échanges subie par les exportateurs canadiens du fait de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Par conséquent, la méthode appropriée doit permettre d'estimer les échanges qui ont lieu avec l'utilisation de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans une situation particulière

²⁶⁷ États-Unis, réponse orale à la question n° 207 de l'Arbitre à la réunion de l'Arbitre. L'Arbitre a également mentionné explicitement cette observation dans une question posée aux parties qui proposait une version de cette méthode de sélection d'une période de référence. (Voir la question n° 287 de l'Arbitre, premier paragraphe.) Aucune des parties n'a mis en doute le caractère raisonnable de cette hypothèse dans ses réponses à cette question, ou à n'importe quel autre moment.

²⁶⁸ Nous notons en outre que, comme il a été indiqué dans les sous-sections précédentes, les deux parties ont proposé, et se sont donc déclarées disposées à tolérer dans une certaine mesure, l'utilisation d'une période de référence pendant laquelle des taux de droits compensateurs affectés sont imposés sur les sociétés canadiennes.

²⁶⁹ La proposition de l'Arbitre n'élimine évidemment pas complètement la possibilité qu'une période de référence obsolète soit utilisée, étant donné que des taux de droits compensateurs individuels affectés et/ou des taux non retenus affectés peuvent être imposés sur les sociétés pendant l'année ou même les années précédant un événement déclencheur. (Voir, par exemple, Canada, réponse à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 31; États-Unis, réponse à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphes 21 à 23.) Nous notons en outre qu'il s'agissait de la seule objection importante formulée par l'une ou l'autre des parties concernant la méthode proposée par l'Arbitre pour choisir la période de référence dans la question n° 287.

²⁷⁰ Le Canada supposera que les sociétés canadiennes sont assujetties à un taux résiduel global affecté pendant chaque année civile. Il saura, toutefois, si les sociétés étaient assujetties à des taux individuels ou des taux non retenus affectés pendant toutes les années civiles pertinentes, et n'aura donc pas à formuler d'hypothèses à cet égard.

(factuel), et les échanges qui ont lieu sans l'utilisation de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans cette même situation (contrefactuel). La différence entre les deux niveaux d'échanges peut être interprétée comme étant l'effet sur le commerce induit par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Dans la pratique, la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD se traduit par des modifications de taux de droits plus élevées qu'elles ne le seraient en l'absence de cette mesure. Dans les modèles d'échanges, toute modification de droits est considérée comme un "choc" et ces modèles reflètent ces chocs par des variations dans les courants d'échanges réels, c'est-à-dire par des baisses ou des augmentations. Point important, tous les aspects autres que ce "choc relatif au taux de droit" doivent rester constants de sorte que l'effet de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD puisse être identifié indépendamment des effets d'autres facteurs. Dans ce contexte, l'Arbitre cherche à déterminer une méthode permettant de traduire le plus raisonnablement possible le "choc relatif au taux de droit" en effets sur le commerce pour les exportations canadiennes. À cette fin, dans la présente section, nous examinons d'abord les modèles proposés par le Canada et les États-Unis et identifions leurs forces et faiblesses relatives. Nous présentons ensuite en détail le modèle choisi par l'Arbitre pour déterminer le niveau de l'ARA, à savoir un modèle d'équilibre partiel d'Armington non linéaire à quatre variétés.

7.1 Modèle proposé par le Canada

7.1.1 Aperçu

7.2. D'emblée, et avant de procéder à une évaluation déterminante, l'Arbitre considère qu'il est utile de donner un aperçu de la méthode de base appliquée par le Canada.²⁷¹ Le Canada propose d'utiliser une formule dérivée d'un modèle d'équilibre partiel d'Armington.²⁷² Il propose de déterminer le niveau de l'ARA en mesurant l'effet sur le commerce de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, qui est "équivalent à l'effet sur la valeur des importations des États-Unis en provenance du Canada imputable à l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD".²⁷³ À cette fin, le Canada adopte un modèle d'équilibre partiel dont il affirme qu'il est "bien établi dans la littérature sur l'analyse commerciale et a déjà été utilisé pour quantifier les importations perdues dans des circonstances semblables".²⁷⁴

7.3. Le modèle d'équilibre partiel du Canada repose sur l'"hypothèse d'Armington". Selon cette hypothèse, les consommateurs traitent les "variétés" d'une marchandise provenant de sources différentes (entreprises nationales, entreprises situées à l'étranger 1, 2, 3 ...) comme des substituts imparfaits. Le paramètre régissant le degré de substituabilité des différentes variétés est l'élasticité de substitution. Comme l'a fait valoir le Canada, "[une] élasticité de substitution constante entre les variétés d'un produit de différentes provenances permet aux importations d'augmenter et de baisser sans heurts en réponse à l'évolution du prix relatif des produits de différentes provenances".²⁷⁵ L'Arbitre note que les modèles d'échanges reposant sur l'hypothèse de l'existence d'une élasticité de substitution constante présentent des propriétés intéressantes qui facilitent la mise en œuvre mathématique et qui sont donc bien établies dans les publications de recherche pertinentes.

7.4. Comme l'explique le Canada, le niveau de l'ARA déterminé selon la méthode qu'il propose est égal à la variation de la valeur des importations imputable au droit résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, et peut généralement être obtenu au moyen de la formule suivante²⁷⁶:

$$ARA \equiv \text{variation des importations} = \text{valeur des importations} \times \Delta \text{droit} \times \text{facteur d'échelle.} \quad 1)$$

²⁷¹ La méthode proposée par le Canada a changé à certains égards au cours de la présente procédure d'arbitrage. La présente section résume les principaux aspects de la méthode qui sont restés relativement stables au cours de cette procédure.

²⁷² Ce type de modèle a été utilisé, avec différentes variantes, dans trois arbitrages antérieurs au titre de l'article 22:6: *États-Unis – Lave-Linge* (article 22:6 – *États-Unis*); *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – *États-Unis*); et *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)* (article 22:6 – *États-Unis*).

²⁷³ Rapport annexé à la note méthodologique du Canada ("Rapport méthodologique du Canada"), paragraphe 1.

²⁷⁴ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 4.

²⁷⁵ Canada, rapport méthodologique, note de bas de page 10 relative au paragraphe 17.

²⁷⁶ Canada, note méthodologique, paragraphe 34.

Dans l'équation 1):

- la *valeur des importations* (également appelée *vimp* par le Canada) correspond à la valeur des exportations canadiennes, vers les États-Unis, du produit pertinent soumis à des droits compensateurs, affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et nettes de tous droits ou droits de douane. Elle est égale à $p_{CA}d_{CA}$, p_{CA} étant le prix de la variété canadienne tel que reçu par l'exportateur canadien, net de tout droit, et d_{CA} la demande des États-Unis pour la variété canadienne²⁷⁷;
- la variation du taux de droit (Δ droit) peut être exprimée par $\frac{\Delta t}{1+t}$, t étant un taux de droit *ad valorem* exprimé sous la forme d'une décimale (c'est-à-dire 5% = 0,05), et " Δ " faisant référence aux variations en termes absolus par rapport aux niveaux d'équilibre²⁷⁸; et

le *facteur d'échelle* $\equiv \frac{\eta+1}{(\varepsilon-\eta)(\eta+\sigma)} [\sigma(\eta-\varepsilon) - \eta(\sigma+\varepsilon)\theta_{CA}]$ regroupant les paramètres suivants²⁷⁹:

- l'élasticité de substitution d'Armington σ . Ce paramètre décrit la mesure dans laquelle les acheteurs sont disposés à remplacer une source d'un produit par une autre source²⁸⁰;
- l'élasticité-prix de la demande ε . Ce paramètre décrit la réactivité de la demande totale des États-Unis par rapport à l'indice des prix de toutes les sources²⁸¹;
- l'élasticité-prix de l'offre η . Ce paramètre décrit la réactivité de l'offre d'une source donnée à une variation du prix reçu, résultant, par exemple, d'une variation du taux de droit appliqué à la source de l'offre ou de sources concurrentes²⁸²; et
- la part du Canada dans le marché total des États-Unis, par secteur²⁸³, θ_{CA} . Elle est calculée, pour chaque secteur, comme le produit de la part du Canada dans les importations totales des États-Unis et de la part des importations totales des États-Unis dans leur consommation intérieure (production des États-Unis moins exportations vers toutes destinations, plus importations de toutes provenances).²⁸⁴

7.5. Étant donné que le niveau de l'ARA est représenté par la formule figurant dans l'équation 1) plus haut, la présente décision désignera l'approche du Canada comme étant une "approche fondée sur une formule".

7.6. L'Arbitre note la demande du Canada visant à déterminer certains éléments figurant dans l'équation 1) plus haut maintenant, et à déterminer certains éléments lorsque le Canada appliquera la formule à l'avenir. En particulier, le Canada demande à l'Arbitre de prédéterminer les facteurs d'échelle (un pour chaque secteur) maintenant. Ils seraient ainsi établis dans la présente décision et resteraient statiques à l'avenir. Le Canada propose que l'Arbitre calcule 20, ou, à titre subsidiaire, 98 de ces facteurs d'échelle dans sa décision (correspondant aux 20 secteurs pour lesquels le Canada propose des élasticité de substitution, ou, à titre subsidiaire, aux 98 chapitres du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH)).²⁸⁵ Le Canada propose que les éléments taux de variation des droits et valeur des importations (*vimp*) soient déterminés dans le futur, c'est-à-dire avec des données tirées de la période de référence (voir la section 6.4 plus haut)

²⁷⁷ Canada, rapport méthodologique, appendice 1.

²⁷⁸ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 34 et son appendice 1, pages 18 à 21.

²⁷⁹ Le facteur d'échelle figure dans l'équation qui suit immédiatement l'équation (A10) dans l'appendice 1 du rapport méthodologique du Canada.

²⁸⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 114.

²⁸¹ Canada, note méthodologique, paragraphe 20. Pour voir cela, il convient de noter que la relation entre les dépenses totales pour un produit E et son indice des prix P (un ensemble de prix avec élasticité de substitution constante pour les variétés du produit de toutes sources) est exprimée dans le modèle d'Armington du Canada par $E = \alpha P^{1+\varepsilon}$, α étant une constante (voir le rapport méthodologique du Canada, équation A1 dans l'appendice 1). L'élasticité de E par rapport à P est alors égale à $1 + \varepsilon$.

²⁸² Canada, rapport méthodologique, paragraphe 26; États-Unis, communication écrite, paragraphe 119.

²⁸³ "Secteur", dans ce contexte, signifie chaque secteur pour lequel le Canada calcule le facteur d'échelle.

²⁸⁴ Canada, rapport méthodologique, paragraphes 28 et 30.

²⁸⁵ Canada, rapport méthodologique, figure 2 (20 facteurs d'échelle) et figure 4 (98 facteurs d'échelle).

pour la *vimp* et avec des données tirées de la période de référence et le moment de l'événement déclencheur (voir la section 6.2.1 plus haut) pour $\Delta droit$.

7.7. L'équation 1) est obtenue à partir d'un modèle d'équilibre partiel d'Armington à deux "variétés" du produit pertinent: a) la variété canadienne (avec la demande associée des consommateurs des États-Unis désignée par d_{CA} , et l'offre associée sur le marché des États-Unis désignée par s_{CA}); et b) la variété non canadienne (avec la demande associée des consommateurs des États-Unis désignée par d_{US} , et l'offre sur le marché des États-Unis désignée par s_{US}).²⁸⁶ Pour obtenir la formule contenue dans l'équation 1), le Canada log-linéarise les équations du modèle autour de l'équilibre sans demande excédentaire, c'est-à-dire $d_{CA} = s_{CA}$ et $d_{US} = s_{US}$.²⁸⁷

7.8. Le Canada suppose en outre l'existence d'une élasticité de l'offre unique de toutes les sources, aussi bien nationales (c'est-à-dire des États-Unis) qu'étrangères (c'est-à-dire hors des États-Unis). Il a aussi proposé une version de la formule dérivée en partant de l'hypothèse que l'élasticité-prix de l'offre des importations aux États-Unis en provenance du Canada, η_{CA} , était différente de l'élasticité-prix de l'offre non canadienne (incluant notamment l'offre des producteurs nationaux des États-Unis), η_{US} .²⁸⁸ Le facteur d'échelle dans la formule modifiée est une fonction de l'élasticité de substitution d'Armington, σ , de l'élasticité-prix de la demande, ε , de la part du Canada dans le marché total des États-Unis par secteur, θ_{CA} , et des deux élasticités de l'offre différentes, η_{CA} et η_{US} .²⁸⁹ Nous notons que cet élargissement du modèle du Canada suppose toujours que la variété composite comprenant l'offre des États-Unis et hors États-Unis en provenance de sources non canadiennes est régie par l'élasticité de l'offre unique, η_{US} . Nous examinerons cette question plus en détail dans la section 8.1.6 plus bas.

7.1.2 Évaluation

7.9. Selon le Canada, son approche fondée sur une formule possède plusieurs atouts. Il insiste à plusieurs reprises sur la simplicité du modèle, c'est-à-dire sur sa facilité de mise en œuvre, et allègue qu'il donne des résultats prévisibles. Selon lui, les paramètres incorporés dans les facteurs d'échelle prédéterminés qu'il propose "sont suffisamment robustes pour déterminer avec une fiabilité raisonnable les effets sur le commerce pour un large éventail de produits et de marchés".²⁹⁰

7.10. L'Arbitre admet l'allégation du Canada selon laquelle son approche fondée sur une formule présente certains avantages en ce qui concerne sa mise en œuvre pratique du fait de sa prédétermination de facteurs d'échelle fixes. Dans ce contexte, nous notons que la formule pour calculer le niveau de l'ARA fondée sur l'équation 1), telle que proposée par le Canada, est expressément calquée sur celle proposée par l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* pour calculer le niveau de l'ARA découlant des mesures des États-Unis dont il avait été constaté qu'elles étaient incompatibles "en tant que telles" avec les règles de l'OMC, qui serait appliquée pour les produits autres que les gros lave-linge à usage domestique (GLD), et qu'elle est identique à cette formule.²⁹¹ L'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, se référant à des arbitrages antérieurs, a choisi l'approche fondée sur une formule pour les produits autres que les GLD en appliquant les principes examinés dans la section 6.1.2 plus haut.²⁹²

²⁸⁶ Voir Canada, rapport méthodologique, appendice 1.

²⁸⁷ La méthode de la log-linéarisation est appliquée pour une meilleure gestion analytique des systèmes d'équations non linéaires qui ne pourraient autrement être résolues que numériquement (c'est-à-dire par tâtonnement à l'aide de logiciels mathématiques). De ce fait, les équations sont introduites sous forme logarithmique et deviennent ensuite approximativement linéaires. Techniquement, la log-linéarisation convertit une équation non linéaire en une équation linéaire pour ce qui est des écarts logarithmiques des variables associées par rapport à leurs valeurs d'équilibre. Cette log-linéarisation présente certaines propriétés intéressantes s'agissant de la solution analytique, comme le fait que de petits écarts logarithmiques par rapport aux valeurs d'équilibre peuvent commodément être interprétés comme des variations en pourcentage.

²⁸⁸ Canada, réponse à la question n° 138 de l'Arbitre, paragraphe 84; Different Supply Elasticity (pièce CAN-103).

²⁸⁹ Canada, réponse à la question n° 138 de l'Arbitre, paragraphe 84; pièce CAN-103.

²⁹⁰ Canada, communication écrite, paragraphe 97.

²⁹¹ Voir la Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.58 (équation 6)) et annexe C-2 de l'Addendum à la présente Décision, WT/DS505/ARB/Add.1.

²⁹² Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 4.49 à 4.52.

7.11. L'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* a finalement justifié l'adoption de l'approche fondée sur une formule, par opposition à une solution exacte, pour les produits autres que les GLD en indiquant qu'il s'agissait du meilleur compromis possible entre son mandat consistant à déterminer l'équivalence entre le niveau de l'ARA et le niveau de la suspension de concessions, d'une part, et le fait qu'il était impossible de déterminer avec précision le niveau de l'ARA causée par des événements futurs, d'autre part.²⁹³ Il a reconnu que la formule proposée était une approximation qui, selon lui, était néanmoins préférable à une approche fondée sur la recherche d'une "solution exacte" (c'est-à-dire résoudre l'ensemble de conditions d'équilibre du modèle économique de façon exacte, à l'aide d'un logiciel) pour deux raisons: a) elle était plus pratique du point de vue de la mise en œuvre; et b) elle réduisait le nombre de décisions que le plaignant devait prendre, rendant ainsi le niveau de l'ARA plus prévisible.²⁹⁴

7.12. Toutefois, dans l'arbitrage *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, aucune des parties n'avait proposé d'utiliser un modèle d'équilibre partiel d'Armington pour mesurer le niveau de l'ARA découlant de la mesure incompatible "en tant que telle" avec les règles de l'OMC; au lieu de cela elles avaient fait des propositions différentes ou s'étaient abstenues d'en faire.²⁹⁵ L'Arbitre a donc dû élaborer le modèle d'équilibre partiel d'Armington lui-même. En revanche, dans la présente procédure d'arbitrage, non seulement le Canada (comme cela est indiqué dans la présente section) mais aussi les États-Unis (comme cela est indiqué dans la section 7.2 plus bas) ont proposé des modèles d'équilibre partiel d'Armington dès leurs premières communications et les ont examinées en détail au cours du présent arbitrage.

7.13. Les États-Unis ont soulevé plusieurs objections concernant l'approche du Canada fondée sur une formule. Dans le cadre de leurs communications écrites et de la présentation de leurs arguments oraux à la réunion de l'Arbitre, les parties ont considérablement développé leurs arguments relatifs à ces questions. Sur la base de ces arguments et de leurs développements, l'Arbitre identifie cinq grandes questions potentielles concernant l'approche du Canada fondée sur une formule:

- a. la question de savoir si une solution log-linéarisée résulte en une erreur d'approximation inacceptablement élevée;
- b. la question de savoir si la formule peut produire des résultats illogiques et extrêmes, et en particulier des niveaux d'ARA estimés qui excèdent la valeur des importations affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD;
- c. la question de savoir si la formule canadienne prend en compte de manière adéquate ce qu'il est convenu d'appeler les "effets compensatoires";
- d. la question de savoir si l'utilisation de données prédéterminées concernant les parts de marché dans le cadre des facteurs d'échelle peut produire des résultats déraisonnables; et
- e. la question de savoir si la méthode proposée par le Canada pour déterminer le niveau de l'ARA en deux étapes, c'est-à-dire avec deux applications successives de sa formule, a été expliquée de manière adéquate.

7.14. D'emblée, l'Arbitre note que ces cinq questions ne sont pas totalement indépendantes les unes des autres. En fait, elles sont souvent liées entre elles. En tenant compte de cette réserve, nous examinons chacune de ces questions séparément à des fins d'analyse dans les sections 7.1.2.1 à 7.1.2.5 ci-après, avant de donner une brève conclusion dans la section 7.1.3.

²⁹³ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.56.

²⁹⁴ Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.63.

²⁹⁵ Au lieu de cela, la Corée avait proposé d'utiliser un "modèle d'équilibre partiel avec substituable parfaite", rejeté par l'Arbitre qui l'a jugé inapproprié pour plusieurs raisons (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, section 4.3.4). Les États-Unis n'ont pas proposé d'approche pour mesurer le niveau de l'ARA dans ce contexte (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.41).

7.1.2.1 Erreur d'approximation

7.15. S'agissant de la mesure dans laquelle l'approche du Canada fondée sur une formule pourrait introduire une erreur d'approximation inacceptablement élevée, nous considérons qu'il convient de donner quelques éléments d'information avant d'examiner les arguments des parties sur ce point. L'Arbitre note donc que la formule du Canada est fondée sur un modèle d'échanges d'Armington dont les équations sous-jacentes décrivent, entre autres choses, des courbes d'offre et de demande non linéaires. La solution d'un tel modèle peut, en principe, être déterminée de deux manières: analytiquement ou numériquement. D'une part, en raison de la complexité de l'ensemble d'équations non linéaires caractérisant le modèle d'équilibre, les solutions analytiques ne peuvent être obtenues qu'en utilisant des simplifications mathématiques, comme la log-linéarisation autour de l'équilibre.²⁹⁶ D'autre part, la détermination de solutions numériques pour un ensemble d'équations non linéaires demande beaucoup de calculs et exige généralement l'utilisation d'un logiciel. Nous notons, au fil du temps, que l'emploi de solutions numériques au lieu de solutions analytiques est de plus en plus populaire dans la modélisation économique en raison de la disponibilité accrue des logiciels mathématiques et de la capacité de traitement. Le principal avantage des solutions numériques est qu'elles ne nécessitent aucune transformation logarithmique et qu'elles sont donc exactes car elles ne reposent sur aucune approximation. Ainsi, les expressions "solution approximative" (pour l'approche analytique) et "solution exacte" (pour l'approche numérique) sont utilisées ci-après pour distinguer les deux approches.

7.16. Le Canada log-linéarise le modèle d'Armington pour déterminer ce qu'il considère être la formule appropriée pour quantifier le niveau de l'ARA. Selon lui, il "a fourni une "solution exacte" pour le modèle linéarisé [qu'il a] proposé".²⁹⁷ Il fait aussi valoir que "les États-Unis ne cherchent aucunement à quantifier l'ampleur de la différence entre un modèle non linéarisé et un modèle linéarisé".²⁹⁸ Selon lui, "il est reconnu dans les publications de recherche que les différences entre les résultats produits par une version non linéaire et une version log-linéarisée du modèle d'Armington pour l'évaluation de l'effet des modifications tarifaires sont très faibles".²⁹⁹ Le Canada affirme aussi que l'approche des États-Unis, qui résout un modèle d'Armington de façon non linéaire, est incompatible avec les principes généraux qui devraient régir la construction du modèle. Selon lui, cela tient au fait qu'une application non linéaire interdit l'utilisation de facteurs d'échelle prédéterminés et nécessiterait aussi des calculs de parts de marché inutilement complexes.³⁰⁰

7.17. Les États-Unis font valoir que la "simplification [du Canada] se fait au détriment de la précision en introduisant une erreur d'approximation".³⁰¹ Selon eux, cette erreur d'approximation apparaît nécessairement avec l'approche canadienne parce que le modèle d'Armington est intrinsèquement non linéaire, et l'importance de l'erreur augmente avec l'ampleur de la variation en pourcentage des droits de douane.³⁰² Les États-Unis soutiennent que, à des fins de précision, le modèle d'Armington peut et devrait donc être résolu de manière exacte sous sa forme non linéaire en utilisant un logiciel mathématique adéquat pour déterminer une solution numérique.³⁰³ Au cours de la réunion de l'Arbitre, les États-Unis ont tenté de quantifier l'ampleur de l'erreur d'approximation résultant de la solution du modèle approximatif du Canada.³⁰⁴ Selon les États-Unis, qui s'appuient sur des données tirées d'une de leurs anciennes ordonnances en matière de droits compensateurs visant les

²⁹⁶ Comme nous l'avons déjà examiné dans la note de bas de page 287 relative au paragraphe 7.7 plus haut, la log-linéarisation convertit une équation non linéaire en équation linéaire pour ce qui est des écarts logarithmiques des variables associées à leurs valeurs d'équilibre. Cette méthode est un outil classique en modélisation économique. Une de ces caractéristiques intéressantes est le fait que les petites variations logarithmiques peuvent être interprétées comme des variations en pourcentage. Son inconvénient est qu'elle introduit une erreur d'approximation.

²⁹⁷ Canada, réponse à la question n° 38 de l'Arbitre, paragraphe 70.

²⁹⁸ Canada, communication écrite, paragraphe 133.

²⁹⁹ Canada, communication écrite, paragraphe 133.

³⁰⁰ Canada, communication écrite, paragraphes 130 à 132.

³⁰¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 88.

³⁰² États-Unis, communication écrite, paragraphe 88.

³⁰³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 89.

³⁰⁴ Illustrative Table: Nullification or Impairment Under Various Models/Scenarios Using Data from Softwood Lumber from Canada (pièce USA-48).

importations en provenance du Canada (bois de construction résineux), l'erreur d'approximation introduite par la formule du Canada est de 23%.³⁰⁵

7.18. L'Arbitre considère que les arguments des parties dans ce contexte soulèvent deux questions pertinentes. Il s'agit, premièrement, de la question de savoir dans quelle mesure le modèle du Canada entraîne une erreur d'approximation. Deuxièmement, il s'agit de la question de savoir si, pour éviter une telle erreur d'approximation, l'utilisation d'une solution exacte telle que préconisée par les États-Unis serait trop complexe. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

7.19. En ce qui concerne la mesure dans laquelle le modèle du Canada introduit une erreur d'approximation, l'Arbitre note tout d'abord que le Canada n'a pas cherché à démontrer d'une quelconque manière valable que l'erreur d'approximation résultant de son modèle était en fait faible (c'est-à-dire qu'une approximation est essentiellement aussi précise qu'une approche fondée sur une solution exacte), même lorsqu'il lui a spécifiquement été demandé de le faire.³⁰⁶ En outre, l'Arbitre note que, lorsqu'il a été demandé au Canada de formuler des observations au sujet de l'erreur d'approximation de 23% estimée par les États-Unis, calculée sur la base de données tirées de l'ordonnance en matière de droits compensateurs visant les bois de construction résineux, le Canada a seulement fait valoir que sa formule ne pâtissait d'aucune "distorsion d'approximation"³⁰⁷ en ce sens qu'elle ne "génér[ait] pas systématiquement des niveaux d'ARA plus élevés que ceux générés par le modèle des États-Unis".³⁰⁸ Globalement, nous estimons que le Canada n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que sa formule ne comportait pas d'erreur d'approximation ou que si erreur d'approximation il y avait, elle était raisonnablement faible. Plus spécifiquement, s'agissant de l'erreur d'approximation de 23% calculée par les États-Unis, le Canada n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que cette estimation était inexacte. L'Arbitre est conscient du fait que cette quantification est fondée sur les valeurs de paramètres préférées par les États-Unis et non sur celles du Canada. En utilisant les valeurs de paramètres suggérées par le Canada telles qu'elles sont exposées dans le scénario 1 de la pièce USA-48³⁰⁹, l'Arbitre estime, toutefois, une erreur d'approximation qui n'est que légèrement plus faible, égale à 19%. L'Arbitre considère que cette erreur d'approximation est importante.

7.20. Nous discernons aussi des raisons d'estimer qu'un degré d'erreur d'approximation aussi important peut ne pas se produire que dans des événements isolés. Comme cela a été noté dans le paragraphe précédent, le Canada n'a pas démontré que les erreurs d'approximation découlant de sa formule étaient minimes, bien que l'Arbitre l'ait invité à le faire. En outre, il convient de rappeler que la formule du Canada vise à quantifier la baisse des exportations qu'il subirait si les États-Unis imposaient un taux de droit compensateur incompatible avec les règles de l'OMC. Une règle générale en modélisation économique est que les solutions approximatives de modèles log-linéarisés sont assez précises pour simuler de petites modifications des variables d'entrée ou des valeurs de paramètres.³¹⁰ Toutefois, en raison de la nature prospective de cet arbitrage, l'Arbitre ne peut pas exclure les cas où les variations des taux de droits sont suffisamment importantes pour être associées à des erreurs d'approximation notables.

7.21. L'Arbitre note en outre l'argument du Canada selon lequel l'adoption d'une version du modèle des États-Unis (c'est-à-dire l'adoption d'une solution exacte à l'aide d'un logiciel) afin d'éviter toute erreur d'approximation exigerait des calculs de parts de marché trop complexes. De l'avis de l'Arbitre, cette critique est déplacée. La complexité des calculs de parts de marché dépend du nombre de variétés qui sont incluses dans un modèle d'Armington, et non de la méthode de calcul. À notre avis, le modèle d'Armington à deux variétés suggéré par le Canada pourrait aussi être résolu numériquement sans complexité notable additionnelle à cet égard. Nous notons en outre que

³⁰⁵ L'erreur d'approximation de 23% estimée par les États-Unis découle d'une comparaison entre un scénario avec une solution approximative (scénario 4 dans la pièce USA-48) et un scénario avec une solution exacte (scénario 5 dans la pièce USA-48). Ces estimations sont fondées sur une ancienne ordonnance des États-Unis en matière de droits compensateurs visant les importations en provenance du Canada (bois de construction résineux) à laquelle les deux parties ont fait référence plusieurs fois au cours de la présente procédure.

³⁰⁶ Canada, réponse à la question n° 38 de l'Arbitre, paragraphes 70 à 72.

³⁰⁷ Canada, réponse à la question n° 250 de l'Arbitre, paragraphe 258 (citant la pièce USA-48).

³⁰⁸ Canada, réponse à la question n° 250 de l'Arbitre, paragraphe 258.

³⁰⁹ Illustrative Table: Nullification or Impairment Under Various Models/Scenarios Using Data from Softwood Lumber from Canada (pièce USA-48).

³¹⁰ Dans la modélisation économique, on considère généralement que les modifications sont "petites" lorsqu'elles sont inférieures à 10%. Cela tient au fait que $\log(1+x) \approx x$ lorsque $x \leq 0.1$.

l'Arbitre a invité le Canada à fournir une solution exacte de son modèle, mais ce dernier s'est abstenu de le faire.³¹¹

7.22. L'Arbitre note aussi que les solutions exactes de modèles, bien qu'elles soient plus complexes que les solutions approximatives pour ce qui est de l'exécution des calculs mathématiques, permettent de surmonter cette complexité additionnelle particulière grâce à l'utilisation d'un logiciel. Avec l'aide d'un logiciel, la mise en œuvre pratique de solutions exactes de modèles est assez simple. Nous notons que les États-Unis utilisent le logiciel STATA pour résoudre leur propre modèle, en adaptant le code établi par l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*.³¹² Comme le montrent ses pièces, le Canada connaît bien STATA, qui est l'un des logiciels les plus couramment utilisés par les économistes.³¹³ En particulier, eu égard à la solution numérique du modèle fournie par les États-Unis à l'aide de STATA, le Canada indique qu'il "disposerait des compétences techniques nécessaires pour ajuster et exécuter les codes du programme afin de calculer un niveau d'annulation ou de réduction des avantages".³¹⁴

7.23. Enfin, nous notons que le Canada affirme à juste titre qu'une solution numérique ne permet pas d'utiliser un facteur d'échelle prédéterminé. Toutefois, l'Arbitre ne peut pas accepter l'allégation du Canada selon laquelle l'absence de facteurs d'échelle prédéterminés est incompatible avec les principes généraux régissant la sélection du modèle que nous avons adoptés plus haut dans la section 6.1.2. En effet, l'Arbitre considère que les solutions numériques pour un ensemble non linéaire d'équations qui sont présentées de manière transparente dans un langage de codage approprié, avec des indications raisonnables quant à la manière de sélectionner les valeurs de paramètres, sont pleinement compatibles avec les principes pertinents. Comme cela est indiqué plus loin, nous estimons que ces tâches peuvent être accomplies.³¹⁵

7.24. En résumé, nous concluons que l'approche du Canada consistant à résoudre le modèle d'Armington non linéaire de manière analytique sous sa forme log-linéarisée ajoute des erreurs d'approximation qui peuvent être importantes, et qui pourraient être évitées en utilisant des méthodes de résolution numérique basées sur l'utilisation d'un logiciel. Nous estimons qu'il s'agit-là d'une faiblesse importante de la formule du Canada.

7.1.2.2 Résultats extrêmes dans le cadre d'un modèle log-linéarisé

7.25. Une autre question soulevée par les parties, qui se rapporte aux questions examinées dans la section précédente concernant les solutions exactes *versus* les solutions approximatives de modèles, est la question de savoir si la formule du Canada peut produire des résultats illogiques et extrêmes. Plus spécifiquement, dans ce contexte, l'Arbitre utilise l'expression "résultats extrêmes" pour décrire des niveaux d'ARA estimés qui sont égaux ou supérieurs à la valeur des importations affectées. Il apparaît à première vue que ce résultat est déraisonnable car il exigerait non seulement une baisse des importations pertinentes du fait de l'application de la mesure sur les autres forme d'aide-DFDD mais également leur disparition complète de même que des baisses additionnelles d'autres importations canadiennes du produit pertinent. L'Arbitre note que ces résultats extrêmes ne se produiraient pas si le modèle était résolu numériquement sous sa forme non linéaire parce que la substituabilité imparfaite sous-jacente des variétés des différents pays d'origine inhérente à un modèle d'Armington (dite hypothèse d'Armington) résulte nécessairement en une notion non linéaire de la demande pour une variété donnée. Il a toutefois indiqué aux parties³¹⁶ que le modèle du Canada pouvait produire de tels résultats si la condition suivante applicable à sa formule exposée plus haut dans l'équation 1) était remplie:

$$\Delta \text{droit} \times |\text{facteur d'échelle}| \geq 1$$

³¹¹ Canada, réponse à la question n° 38 de l'Arbitre, paragraphes 70 à 72.

³¹² États-Unis, réponse à la question n° 143 de l'Arbitre, paragraphe 41.

³¹³ Par exemple, le Canada fournit des codes STATA dans les documents Replication Files (pièce CAN-74); Replication File (Adjusted) (pièce CAN-102); et "FGO Dataset C" (pièce CAN-140).

³¹⁴ Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, paragraphe 47.

³¹⁵ Nous notons aussi qu'il n'y a rien, dans une approche fondée sur une solution exacte, qui empêche de prédéterminer les données d'entrée pour la modélisation, telles que différentes sortes d'élasticités ou les parts de marché.

³¹⁶ Questions n° 191, 196 et 248 de l'Arbitre.

En d'autres termes, des résultats extrêmes sont obtenus lorsque le produit des variations de taux de droits et de la valeur absolue du facteur d'échelle est supérieur ou égal à 1.³¹⁷

7.26. L'Arbitre note qu'il apparaît difficile d'exclure la possibilité que des cas se produisent lorsque la condition décrite ci-dessus est remplie. Il en est ainsi parce que le plus grand facteur d'échelle (en termes absolus) que le Canada propose est de 6,64³¹⁸; et dans ce cas, une modification tarifaire représentant $\Delta \text{droit} \geq \frac{1}{6,64} \approx 15\%$ produirait un résultat extrême. Nous notons en outre qu'il apparaît que la détermination de l'ampleur des variations des taux de droits découlant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD relèverait de la spéculation à ce stade, mais nous notons que dans le cas de *Resolute*, dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs *Papier supercalandré*, le taux de droit compensateur spécifique de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était de 17,1%.³¹⁹

7.27. Le Canada reconnaît que la formule qu'il propose peut produire des résultats extrêmes.³²⁰ Dans ces cas, il propose de fixer un niveau d'ARA égal à la valeur des importations affectées.³²¹ D'après le Canada, ces résultats extrêmes ne remettent pas en cause la capacité du modèle à fournir une estimation raisonnée. En fait, en raison de la linéarisation de la courbe de la demande, le Canada fait valoir qu'on peut considérer comme un atout de son modèle le fait qu'il permette de ramener à zéro les importations lorsque les droits sont suffisamment élevés ("prohibitifs"). Selon le Canada, cette notion linéaire de la demande serait aussi plus compatible avec la structure des échanges observée.³²²

7.28. Les États-Unis contestent les arguments du Canada pour plusieurs raisons. Premièrement, les États-Unis affirment que le Canada propose un modèle d'Armington dans lequel la notion de la demande est non linéaire, mais la méthode approximative appliquée par le Canada pour résoudre le modèle a en fait pour effet de linéariser la courbe de la demande. L'hypothèse implicite d'une structure linéaire de la demande est, d'après les États-Unis, erronée sur le plan théorique. Deuxièmement, les États-Unis sont d'avis qu'une certaine illustration graphique fournie par le Canada à l'appui général de ses arguments³²³ est trompeuse parce qu'elle donne à penser que le modèle du Canada n'est pas fondé sur l'hypothèse d'une élasticité constante de la demande alors que le Canada part du principe qu'il existe une élasticité constante des paramètres de la demande. Troisièmement, les États-Unis font valoir que cette même illustration implique que le modèle du Canada supposerait une notion linéaire de la demande, alors que le Canada linéarise la courbe de la demande autour de l'équilibre par sa tangente à l'intersection entre l'offre et la demande.³²⁴

7.29. Le Canada a ensuite précisé que le modèle qu'il proposait ne supposait pas "en soi" une courbe linéaire de la demande mais qu'il linéarisait une demande non linéaire autour de sa valeur d'équilibre.³²⁵ En outre, le Canada a expliqué que le raisonnement initial qu'il avait exposé sur ce point ne décrivait "pas techniquement une courbe de la demande" mais des "caractéristiques d'une courbe de la demande".³²⁶ Il maintient sa position selon laquelle des résultats extrêmes, c'est-à-dire des échanges tombant à zéro après une intervention tarifaire, sont des résultats probables, en particulier lorsque la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est appliquée à des sociétés qui opèrent sur les marchés analogues aux marchés de produits.³²⁷

³¹⁷ Cette inégalité est obtenue par une manipulation simple de l'équation 1), c'est-à-dire en substituant le niveau de l'ARA pour les *vimp*, notant que les facteurs d'échelle sont strictement négatifs (rapport méthodologique du Canada, figures 2 et 3).

³¹⁸ Canada, rapport méthodologique, figure 3.

³¹⁹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 54.

³²⁰ Canada, réponse à la question n° 191 de l'Arbitre, paragraphe 65.

³²¹ Canada, réponse à la question n° 191 de l'Arbitre, paragraphe 66.

³²² Canada, réponse à la question n° 191 de l'Arbitre, paragraphes 69 à 74.

³²³ Canada, réponse à la question n° 191 de l'Arbitre, figure 3.

³²⁴ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 191 de l'Arbitre, paragraphes 47 à 49.

³²⁵ Canada, réponse à la question n° 248 de l'Arbitre, paragraphe 241.

³²⁶ Canada, réponse à la question n° 248 de l'Arbitre, paragraphe 243.

³²⁷ Canada, réponse à la question n° 248 de l'Arbitre, paragraphes 244 et 245.

7.30. En réponse aux explications additionnelles du Canada, les États-Unis réaffirment leur position selon laquelle les droits de douane prohibitifs figurant dans la formule du Canada découlent de sa manière approximative de résoudre le modèle.³²⁸

7.31. L'Arbitre partage le point de vue des deux parties selon lequel la formule proposée par le Canada peut produire des résultats extrêmes, c'est-à-dire que le commerce des importations affectées pourrait tomber à zéro – et même en-dessous de zéro pour les exportations affectées – dans certaines situations. Toutefois, il considère que les modèles d'Armington excluent l'existence de droits prohibitifs en raison de leur nature même qui repose sur l'hypothèse d'Armington selon laquelle les marchandises d'origines différentes ne sont qu'imparfaitement substituables. Conformément à cette hypothèse, la structure non linéaire de la demande dans les modèles d'Armington permet que les importations se rapprochent de zéro de manière asymptotique pour des variations de taux de droit suffisamment élevées et nous sommes donc d'avis qu'elle tient compte de manière adéquate de la notion selon laquelle les grandes modifications tarifaires pourraient essentiellement – sinon mathématiquement – prohiber les importations d'un produit donné. Il apparaît donc que les résultats extrêmes obtenus dans le cadre de la formule du Canada sont non seulement difficiles à concilier avec l'hypothèse d'Armington sur laquelle les modèles des deux parties sont fondés, mais qu'ils sont aussi non nécessaires dans la pratique. Pour ces raisons, nous ne considérons pas que les résultats extrêmes compensent une quelconque défaillance de l'hypothèse d'Armington, comme le Canada semble le laisser entendre à plusieurs reprises, mais plutôt qu'ils mettent en évidence une faille fondamentale dans le fonctionnement du modèle canadien. Cela est d'autant plus vrai que le modèle canadien peut produire des estimations du niveau de l'ARA qui ne sont pas simplement égales à la valeur des exportations affectées mais qui sont *supérieures* à celle-ci.

7.32. L'Arbitre note en outre qu'un modèle d'Armington avec une demande log-linéarisée et un modèle d'Armington avec une demande non linéaire donnent approximativement les mêmes résultats uniquement pour les petites modifications, c'est-à-dire pour les évaluations suffisamment proches de l'équilibre initial. Toutefois, une notion linéaire de la demande est *généralement* incompatible avec l'hypothèse d'une élasticité de substitution constante, qui est une hypothèse clé du modèle d'Armington proposé par le Canada. Compte tenu de la nature prospective de la présente procédure d'arbitrage, l'Arbitre cherche à déterminer un modèle qui soit suffisamment générique pour tenir compte des mouvements tout au long de la courbe de la demande. Une notion linéarisée de la demande semble incompatible avec cet objectif.

7.33. En résumé, l'Arbitre conclut que l'on peut s'attendre à ce que la formule canadienne produise des résultats extrêmes et injustifiables en raison de la linéarisation de la demande. Nous estimons qu'il s'agit d'une faiblesse importante de la formule canadienne.

7.1.2.3 Effets compensatoires

7.34. À titre de rappel, la question des "effets compensatoires" dans ce contexte se pose lorsque des taux de droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC visent uniquement un sous-ensemble de sociétés canadiennes qui exportent vers les États-Unis un produit donné et qui sont assujetties à une ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente. Dans ce scénario, l'utilisation dans les modèles d'échanges d'Armington de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD en ce qui concerne la situation contrefactuelle, entraîne un transfert de la demande vers les producteurs qui ne sont pas affectés par la mesure et dont les prix, tels qu'ils sont appliqués aux consommateurs finals, ne sont pas affectés après l'application de la mesure incompatible (en supposant, bien entendu, que les taux des droits compensateurs appliqués aux exportateurs affectés diminueraient dans le contrefactuel). En d'autres termes, lorsque les taux de droits compensateurs augmentent pour certaines importations canadiennes du fait de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, les exportateurs canadiens non affectés devraient récupérer une partie des activités commerciales perdues par les exportateurs affectés (d'où les "effets compensatoires"). Cela est pertinent aux fins de la présente procédure d'arbitrage parce que le niveau de l'ARA est mesuré en fonction de *toutes* les exportations canadiennes du produit pertinent, et pas seulement les exportations des sociétés canadiennes affectées.

7.35. Dans ce contexte, nous rappelons que le Canada a initialement proposé d'appliquer sa formule comme suit. Pour une ordonnance en matière de droits compensateurs donnée, le Canada multiplie

³²⁸ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 248 de l'Arbitre, paragraphe 177.

d'abord la valeur des importations affectées par les variations de taux de droits pour chaque société canadienne soumise à un taux de droit compensateur calculé individuellement affectée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et pour un groupe de sociétés soumises à un taux résiduel global affectées par cette mesure, séparément et successivement. Le niveau final de l'ARA serait la somme de ces produits multiplié par le facteur d'échelle.³²⁹

7.36. L'Arbitre note qu'en raison de la forme multiplicative de la formule du Canada, elle n'est pas pertinente pour le calcul du niveau de l'ARA, et ce, lorsqu'elle est appliquée à des valeurs des importations et des variations de taux de droits par société séparément et successivement (lorsqu'elle est multipliée par le facteur d'échelle), ou lorsque le produit de la valeur des importations et des variations de taux de droits est d'abord agrégé avant d'être multiplié par le facteur d'échelle.

7.37. Les États-Unis, notant la structure de base de la formule du Canada, font valoir que "le modèle doit simultanément estimer les effets du passage d'un scénario dans lequel des taux sont déterminés au moyen de la mesure contestée à un scénario contrefactuel dans lequel tous les taux affectés ont été modifiés".³³⁰ D'après les États-Unis, cette estimation simultanée permettra de tenir dûment compte des "changements dans les importations de toutes les variétés canadiennes ... et entre l'offre intérieure et les importations en provenance du reste du monde", c'est-à-dire les effets compensatoires.³³¹ Les États-Unis estiment que la formule canadienne ne peut pas tenir compte de ces changements en raison du nombre limité de variétés qu'elle couvre, et qu'elle ne peut donc pas donner une estimation raisonnée d'un niveau d'ARA.³³²

7.38. Le Canada répond que l'argument des États-Unis selon lequel le modèle "doit estimer "simultanément" les effets de la suppression de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pour tous les groupes d'exportateurs affectés" repose sur une "hypothèse contestable", à savoir que des renseignements sur la valeur des importations provenant d'exportateurs canadiens non affectés seront disponibles à l'avenir.³³³ Le Canada allègue que son modèle peut donner des résultats constants et raisonnables, seule la valeur des importations provenant des producteurs canadiens affectés étant disponible, et indépendamment de la question de savoir si le modèle est appliqué plusieurs fois (par exemple deux fois: une fois pour une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, et une fois pour un groupe d'exportateurs assujettis à un taux résiduel global) ou si la formule n'est appliquée qu'une fois en utilisant des "renseignements complets concernant toutes les importations" et "une variation moyenne pondérée du droit imputé à la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pour toutes les importations visées [c'est-à-dire celles des sociétés faisant l'objet d'une enquête et celles des sociétés assujetties au taux résiduel global]".³³⁴ Le Canada allègue que le modèle proposé par les États-Unis produirait les mêmes résultats dans un cas donné, mais qu'il le ferait d'une manière beaucoup plus compliquée.³³⁵

7.39. Le Canada rejette en outre l'argument des États-Unis selon lequel "[sa] méthode ... ne tient pas compte des modifications compensatoires de la demande pour différentes "variétés" d'importations canadiennes résultant de la suppression de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD", et en particulier de la manière dont les exportateurs canadiens non affectés récupéreraient probablement une partie de la part de marché perdue par les exportateurs canadiens affectés.³³⁶ Selon lui, ces modifications compensatoires de la demande sont prises en compte par le fait que la part de marché canadienne θ_{CA} dans le facteur d'échelle (voir l'équation 1) au paragraphe 7.4 plus haut) est dérivée "au moyen de la part de marché de toutes les importations canadiennes (et pas seulement les importations affectées par la mesure sur les autres formes

³²⁹ Canada, communication écrite, paragraphes 120 à 122.

³³⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 85.

³³¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 86.

³³² États-Unis, communication écrite, paragraphes 84 et 85.

³³³ Canada, communication écrite, paragraphe 118. Par la suite, le Canada a admis que la valeur des importations provenant des producteurs canadiens non affectés serait disponible à travers les données de l'Administration des douanes des États-Unis mais qu'il ne serait pas en mesure de la vérifier. Voir plus loin la section 8.1.1.2. Toutefois, le Canada avait toujours des réserves concernant la disponibilité des données relatives aux importations provenant des producteurs canadiens non affectés en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. Voir plus loin dans la section 7.8.1.2.5.

³³⁴ Canada, communication écrite, paragraphe 124. Voir aussi la communication écrite, paragraphes 118 à 123; et la réponse à la question n° 89 b) et c) de l'Arbitre, paragraphe 208.

³³⁵ Canada, communication écrite, paragraphe 125; réponse à la question n° 42 de l'Arbitre, paragraphe 85.

³³⁶ Canada, communication écrite, paragraphe 126.

d'aide-DFDD)".³³⁷ De l'avis du Canada, mécaniquement, la part de marché calculée sur la base de toutes les importations canadiennes est supérieure, ou au moins égale, à la part de marché calculée uniquement sur la base des importations canadiennes affectées.³³⁸ Pour lui, cela suppose un facteur d'échelle plus petit lorsque la part de marché est basée sur toutes les importations canadiennes que lorsqu'elle est basée uniquement sur les importations canadiennes affectées.³³⁹ Le Canada conclut que cela "rend précisément compte de l'augmentation compensatoire de la valeur des importations associée aux exportateurs canadiens qui ne sont pas affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD".³⁴⁰

7.40. Pour étayer ses arguments dans ce contexte, le Canada allègue en outre que le niveau de l'ARA calculé en utilisant sa méthode serait égal – "[à] condition que les élasticités de la demande, de l'offre et de substitution soient constantes dans les deux modèles" – au niveau de l'ARA qui serait calculé au moyen d'un "modèle linéarisé à trois variétés utilisant la part de marché de chaque variété, dans lequel les trois variétés seraient les suivantes: a) la variété nationale des États-Unis; 2) les importations canadiennes affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD; et 3) les importations canadiennes non affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD", et le niveau de l'ARA peut être calculé "en additionnant les variations des valeurs des importations subies par les deux groupes d'exportateurs canadiens".³⁴¹

7.41. Les États-Unis répondent que, selon l'approche du Canada, la part de marché dans le facteur d'échelle, qui utilise les importations canadiennes totales, pourrait être supérieure ou inférieure à "une part de marché réelle de la variété visée".³⁴² Ils sont d'avis que ces erreurs entraîneraient une sous-estimation ou une surestimation de la taille du marché des États-Unis et donc une sous-estimation ou une surestimation du niveau de l'ARA.³⁴³ Les États-Unis soutiennent également que bien qu'en théorie "un modèle qui traite les produits des exportateurs canadiens visés et non visés comme des variétés distinctes rendrait compte d'une partie des effets compensatoires de la mesure contestée"³⁴⁴, la version à trois variétés du modèle canadien décrite par le Canada³⁴⁵ ne serait pas adaptée pour calculer un niveau d'ARA parce qu'elle n'inclut pas une élasticité de l'offre différente pour les variétés importées et les variétés produites dans le pays et parce qu'elle est linéarisée.³⁴⁶

7.42. Les États-Unis examinent aussi la preuve de l'équivalence fournie par le Canada³⁴⁷, faisant valoir qu'elle ne permet pas de démontrer la capacité de la formule du Canada à tenir compte des effets compensatoires.³⁴⁸ En particulier, les États-Unis font valoir: a) que la preuve montre uniquement une équivalence entre deux modèles d'Armington log-linéarisés et non entre leurs modèles d'Armington non linéaires sous-jacents³⁴⁹; et b) que les parts de marché canadiennes telles que définies dans la preuve de l'équivalence ne vont pas être utilisées dans la formule proposée par le Canada.³⁵⁰

³³⁷ Canada, communication écrite, paragraphe 128; réponse à la question n° 41 de l'Arbitre, paragraphe 80.

³³⁸ Canada, réponse à la question n° 41 de l'Arbitre, paragraphe 78.

³³⁹ Canada, réponse à la question n° 41 de l'Arbitre, paragraphe 79 ("l'ampleur du facteur d'échelle dans le modèle diminue à mesure que la part de marché θ_{CA} augmente"). D'un point de vue mathématique, c'est effectivement le cas.

³⁴⁰ Canada, réponse à la question n° 41 de l'Arbitre, paragraphe 81.

³⁴¹ Canada, réponse à la question n° 41 de l'Arbitre, paragraphe 83. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 141 de l'Arbitre, paragraphe 92; Proof of Equivalence (pièce CAN-105). La preuve de cette allégation fournie par le Canada à l'Arbitre peut être résumée comme suit: premièrement, le Canada ajoute à l'ensemble d'équations à partir duquel la formule qu'il propose est dérivée une fonction additionnelle de l'offre et de la demande. Le modèle tient ainsi compte de trois variétés. Deuxièmement, le Canada résout analytiquement ce modèle dans sa version log-linéarisée. Troisièmement, il montre, après quelques simplifications, que la même formule utilisée pour le calcul du niveau de l'ARA peut être dérivée dans cette configuration comme dans une configuration à deux variétés.

³⁴² États-Unis, réponse à la question n° 47 de l'Arbitre, paragraphe 137.

³⁴³ États-Unis, réponse à la question n° 47 de l'Arbitre, paragraphes 137 et 138.

³⁴⁴ États-Unis, réponse à la question n° 143 de l'Arbitre, paragraphe 39.

³⁴⁵ Canada, réponse à la question n° 41 de l'Arbitre, paragraphe 83.

³⁴⁶ États-Unis, réponse à la question n° 143 de l'Arbitre, paragraphes 39 à 41.

³⁴⁷ Voir la pièce CAN-105.

³⁴⁸ États-Unis, réponse à la question n° 199 de l'Arbitre, paragraphes 48 à 60.

³⁴⁹ États-Unis, réponse à la question n° 199 de l'Arbitre, paragraphe 50.

³⁵⁰ États-Unis, réponse à la question n° 199 de l'Arbitre, paragraphe 52.

7.43. Le Canada rejette les critiques des États-Unis au sujet de sa preuve de l'équivalence.³⁵¹ Il souligne le fait qu'il n'allègue pas que sa preuve démontrerait une équivalence entre un modèle d'Armington non linéaire à deux variétés et un modèle d'Armington non linéaire à trois variétés. Cette preuve se rapporterait plutôt à des modèles d'Armington log-linéarisés.³⁵² Le Canada réaffirme que le paramètre pertinent concernant la part de marché est celui de la "part des importations en provenance du Canada sur le marché des États-Unis du produit".³⁵³ Il estime donc que le paramètre de la part de marché est indépendant de la part de marché des importations affectées.

7.44. L'Arbitre rappelle que le désaccord entre les parties dans ce contexte porte sur la question de savoir si la formule canadienne est en mesure de tenir compte des effets compensatoires. Dans le cadre de ce désaccord, nous estimons qu'une observation essentielle est que le facteur d'échelle pris en compte dans la formule du Canada, dont l'un des éléments est le paramètre relatif à la part de marché, reste constant quelle que soit la part des importations canadiennes affectées par rapport aux importations canadiennes totales (affectées et non affectées). Il apparaît qu'il s'agit d'une lacune de la formule canadienne dans ce contexte, comme l'illustre l'exemple suivant. Imaginons un scénario 1 dans lequel tous les exportateurs canadiens d'un produit donné seraient assujettis aux mêmes taux de droits pendant la période de référence et aux mêmes taux de droits factuels et incompatibles avec les règles de l'OMC après l'événement déclencheur, et seraient soumis au même taux de variation des droits. Dans ce cas, on ne peut s'attendre à aucun effet compensatoire pertinent. Imaginons maintenant un scénario 2 dans lequel tous les exportateurs canadiens seraient assujettis aux mêmes droits compensateurs pendant la période de référence que dans le scénario 1, mais seuls certains d'entre eux seraient affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD; imaginons également que les sociétés affectées seraient soumises au même taux de variation des droits que dans le scénario 1. Dans ce cas, on peut s'attendre à voir des effets compensatoires. Remarquez, toutefois, que la seule valeur qui changerait d'un scénario à l'autre lorsque le Canada applique son modèle est la *vimp*; le facteur d'échelle et le taux de variation des droits restent constants. Nous ne voyons aucune raison convaincante pour laquelle une baisse de la *vimp* affectée, d'un scénario à l'autre, rendrait compte, à elle seule, d'une manière ou d'une autre des déplacements de la demande entre les exportateurs affectés et non affectés dans le second scénario, car la *vimp* n'est sensible à rien d'autre que la simple valeur observée des importations en provenance des producteurs affectés au cours d'une période de référence. En outre, étant donné que le facteur d'échelle est statique, il ne peut pas réagir différemment à de telles situations. Nous estimons que cette illustration est convaincante pour montrer que la formule proposée par le Canada ne semble pas être en mesure de tenir compte de manière adéquate des effets compensatoires. De plus, le fait que le niveau de l'ARA est déterminé indépendamment de la question de savoir si la formule est appliquée séparément et successivement pour les importations affectées ou une fois pour toutes les importations affectées nous donne encore à penser que le modèle du Canada traite des situations différenciées comme une seule et même situation.

7.45. Malgré des discussions approfondies au cours de la procédure, et bien que nous ayons ménagé aux deux parties plusieurs occasions de préciser leur position sur cette question, nous considérons que le Canada n'a pas dissipé raisonnablement les doutes concernant la capacité de son modèle à tenir compte des effets compensatoires. En particulier, le principal argument du Canada repose sur une soi-disant "preuve de l'équivalence"³⁵⁴ censée démontrer qu'un modèle à trois variétés faisant la distinction entre les importations canadiennes affectées et non affectées ne donne pas des résultats différents de ceux donnés par le modèle d'Armington à deux variétés proposé par le Canada qui n'établit pas cette distinction. De l'avis de l'Arbitre, une distinction entre les importations canadiennes totales en fonction du traitement tarifaire résultant de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est nécessaire pour tenir compte des effets compensatoires. Toutefois, l'Arbitre note que, dans cette preuve formelle, le Canada établit une "équivalence" uniquement entre le modèle initial log-linéarisé et un modèle log-linéarisé faisant une distinction entre les importations canadiennes affectées et non affectées, plutôt qu'un modèle d'Armington général non linéaire (voir plus haut les sections 7.1.2.1 et 7.1.2.2, décrivant les lacunes intrinsèques des modèles d'Armington log-linéarisés). La version à trois variétés du modèle du Canada produit aussi un facteur d'échelle prédéterminé qui ne permet pas de traiter différemment les situations différentes décrites

³⁵¹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 199 de l'Arbitre, paragraphes 30 à 36.

³⁵² Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 199 de l'Arbitre, paragraphe 31.

³⁵³ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 199 de l'Arbitre, paragraphe 33 (mentionnant le rapport méthodologique du Canada, paragraphe 28).

³⁵⁴ Pièce CAN-105.

plus haut au paragraphe 7.44. Pour ces raisons, nous considérons que l'argument général du Canada sur ce point est faible.

7.46. Les arguments avancés par les États-Unis selon lesquels la formule du Canada ne tient pas compte de manière adéquate des effets compensatoires sont cohérents et semblent convaincants. Nous considérons que la méthode consistant à log-linéariser le modèle autour de son équilibre exclut essentiellement la prise en compte des effets compensatoires. Dans le cadre d'une telle solution de modèle, les parts de marché sont fixées par construction en fonction de leurs valeurs d'équilibre et ne peuvent pas être ajustées de manière endogène.

7.47. Compte tenu de ce qui précède, l'Arbitre conclut que la formule du Canada n'est pas en mesure de tenir compte de manière adéquate des effets compensatoires.

7.1.2.4 Prédétermination du paramètre relatif à la part de marché

7.48. Dans le cadre du facteur d'échelle figurant dans le modèle du Canada, un paramètre mesurant la part de marché des exportations canadiennes dans les ventes aux États-Unis désigné par θ_{ca} est pris en compte. La part de marché canadienne est représentée par une décimale, par exemple $\theta_{ca} = 0.3$ signifie que tous les exportateurs canadiens d'un produit donné ont une part de marché de 30% des ventes totales aux États-Unis. Comme nous l'avons examiné dans la section précédente, cette part est constante, que les exportateurs soient affectés ou non par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. Nous notons aussi, en examinant le facteur d'échelle mentionné au paragraphe 7.4 plus haut, que la relation entre θ_{ca} et le facteur d'échelle est linéaire.

7.49. À titre de contexte, l'Arbitre note que, dans le modèle du Canada, plus la part de marché de celui-ci θ_{ca} est grande, plus le niveau estimé de l'ARA est faible. Par conséquent, une surestimation de θ_{ca} entraîne une sous-estimation du niveau de l'ARA, et une sous-estimation de θ_{ca} entraîne une surestimation du niveau de l'ARA. Cela est dû au fait que le facteur d'échelle (qui est négatif³⁵⁵) augmente dans θ_{ca} (c'est-à-dire que plus θ_{ca} augmente, moins le facteur d'échelle devient négatif)³⁵⁶, et le niveau de l'ARA diminue à mesure que le facteur d'échelle se rapproche de zéro.³⁵⁷

7.50. Selon le Canada, le paramètre relatif à la part de marché θ_{ca} a une "incidence moins directe sur le niveau calculé de [l'ARA]".³⁵⁸ Le Canada précise par la suite que le niveau d'ARA estimé ne réagit pas de manière linéaire, c'est-à-dire de façon directement proportionnelle, aux modifications de θ_{ca} , comme ce serait le cas pour les modifications de la valeur des importations affectées.³⁵⁹ Pour calculer les paramètres relatifs aux parts de marché, le Canada propose d'utiliser les renseignements relatifs aux parts de marché tirés des tableaux des "entrées-sorties" (I-O) pour 2018 du Bureau des analyses économiques (BEA) des États-Unis.³⁶⁰ Ces tableaux permettent de calculer les parts des importations dans la consommation des États-Unis et, lorsqu'ils sont pris en conjonction avec les données relatives aux importations provenant du Bureau fédéral des recensements, de dériver les parts des importations *canadiennes* dans la consommation des États-Unis.³⁶¹ Ces données couvrent 71 secteurs économiques, dont seul un sous-ensemble représente les secteurs des marchandises.³⁶²

7.51. Les États-Unis contestent l'approche du Canada pour les motifs suivants: a) les paramètres relatifs aux parts de marché sont "fondés sur des grandes catégories plutôt que sur le produit lui-même"; b) les paramètres relatifs aux parts de marché ne sont pas calculés en tenant compte de la part des produits *affectés*; et c) par souci de cohérence et d'exactitude, les paramètres relatifs

³⁵⁵ Voir les figures 2 et 3 dans le rapport méthodologique du Canada.

³⁵⁶ La première dérivée du facteur d'échelle dans la formule du Canada par rapport

à θ_{ca} est $\frac{\partial SCF}{\partial \theta_{ca}} = \frac{\eta(\eta+1)(\sigma+\varepsilon)}{(\eta-\varepsilon)(\eta+\sigma)}$. Il est à noter que η et σ sont strictement positifs et que ε est strictement négatif.

Toute l'expression est donc positive tant que $\sigma > |\varepsilon|$ et que $\eta > |\varepsilon|$, ce qui est toujours le cas avec les paramètres proposés par le Canada (voir le rapport méthodologique du Canada, figure 2). Cela montre que des valeurs de θ_{ca} plus élevées rendent le facteur d'échelle moins négatif, c'est-à-dire plus proche de zéro.

³⁵⁷ Étant donné que le niveau de l'ARA est égal à *valeur des importations* \times *Δdroit* \times *facteur d'échelle*, à mesure que le facteur d'échelle devient moins négatif il en va de même pour le niveau de l'ARA.

³⁵⁸ Canada, communication écrite, paragraphe 157.

³⁵⁹ Canada, réponse à la question n° 71 de l'Arbitre, paragraphe 148.

³⁶⁰ Source Data 1 (pièce CAN-7).

³⁶¹ Canada, note méthodologique, appendice 2, paragraphe 5.

³⁶² Par exemple, ils incluent les secteurs des services non marchands ainsi que les activités publiques. De par leur nature, les différends commerciaux ne peuvent porter que sur les secteurs marchands.

aux parts de marché devraient être calculés sur la base de la même année que celle à laquelle correspondent les données relatives aux importations, c'est-à-dire de la période de référence.³⁶³

7.52. L'Arbitre note, en ce qui concerne l'argument a) des États-Unis exposé juste ci-dessus, que le Canada soutient que l'"utilisation de paramètres fondés sur un groupe de produits plus large est raisonnable dans les circonstances en l'espèce", et est une conséquence naturelle de l'utilisation de facteurs d'échelle prédéterminés.³⁶⁴ De l'avis du Canada, il en est ainsi parce qu'un certain niveau d'agrégation et de généralité est nécessaire dans la construction des facteurs d'échelle, car les produits auxquels la formule s'appliquera ne sont pas encore connus.³⁶⁵ Plus spécifiquement, et en s'appuyant sur les déclarations faites par l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*³⁶⁶, le Canada allègue qu'"aucune source de données uniforme de tierces parties pouvant fournir des paramètres visant les mêmes catégories de produits ne peut être prescrite pour des produits non encore identifiés".³⁶⁷ Toutefois, ce point (selon lequel certaines limitations se produiront nécessairement selon la disponibilité des données) est examiné plus en détail dans les sections 7.2.2.2 et 8.1.1 plus bas. Par conséquent, nous n'examinons pas plus avant ce point d'ordre général ici.

7.53. En ce qui concerne l'argument b) des États-Unis décrit au paragraphe 7.51 plus haut, nous notons qu'il est étroitement lié à la question de la compensation des effets analysée dans la section 7.1.2.3 plus haut. Nous considérons donc que l'Arbitre a examiné cet argument de manière adéquate et ne l'examinons pas plus avant ici.

7.54. Enfin, en ce qui concerne l'argument c) des États-Unis décrit au paragraphe 7.51 plus haut, l'Arbitre a demandé au Canada s'il serait approprié de s'appuyer sur des parts de marchés tirées de tableaux d'entrées-sorties (I-O) plus récents du BEA.³⁶⁸ En réponse, le Canada fait objection à "l'ajustement des parts de marché sectorielles sur la base de renseignements actualisés après la présente procédure", parce qu'il estime que "cela supposerait de modifier le calcul des facteurs d'échelle ou de recalculer ces facteurs". Il souligne le fait que sans cela la formule ne serait pas facile à mettre en œuvre et ne produirait pas des résultats prévisibles.³⁶⁹

7.55. Nous convenons avec le Canada qu'une prédétermination des parts de marché est effectivement une conséquence naturelle de l'établissement de facteurs d'échelle prédéterminés. Toutefois, l'Arbitre note qu'il ne considère pas que cette question soit un élément important dans la sélection d'un modèle. En effet, les modèles proposés par les deux parties pourraient utiliser des paramètres de modèles qui s'appuieraient sur des données disponibles maintenant ou à l'avenir; la seule chose qui est nécessaire est que les paramètres de modèle soient déterminés. De plus, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire, ni en théorie ni en pratique, d'établir des facteurs d'échelle prédéterminés. L'Arbitre ne voit aucune raison de croire que les modèles d'Armington qui sont résolus sans facteur d'échelle constant et prédéterminé sont moins faciles à mettre en œuvre ou qu'ils produisent des résultats moins prévisibles que la solution proposée par le Canada qui utilise un facteur d'échelle constant et prédéterminé. De plus, dans la section 7.3 plus bas, l'Arbitre propose un modèle d'Armington qui, étant résolu de manière exacte, ne comporte pas de facteur d'échelle mais qui, à notre avis, est à la fois facile à mettre en œuvre et produit des résultats prévisibles.

7.56. En outre, l'Arbitre note, en particulier en ce qui concerne les données relatives aux parts de marché, qu'il est clair pour nous que le fait de prendre des données portant sur des périodes plus proches de l'événement déclencheur rendrait compte plus exactement de la situation du marché au moment de cet événement que ne le feraient des parts de marché prédéterminées. Ainsi, ces données futures permettraient d'obtenir une estimation plus précise du niveau de l'ARA. Dans les situations où les parts de marché ont considérablement varié au fil du temps, nous estimons que cet effet sur le niveau de l'ARA serait important. L'utilisation de parts de marché prédéterminées limite

³⁶³ États-Unis, communication écrite, paragraphes 126 à 128.

³⁶⁴ Canada, communication écrite, paragraphe 136.

³⁶⁵ Canada, communication écrite, paragraphe 139.

³⁶⁶ "Une procédure applicable à tous les produits exige un certain degré d'agrégation". (Décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.80)

³⁶⁷ Canada, communication écrite, paragraphe 138.

³⁶⁸ Question n° 72 de l'Arbitre.

³⁶⁹ Canada, réponse à la question n° 72 de l'Arbitre, paragraphe 153.

donc de façon intrinsèque l'exactitude du modèle et constitue, à notre avis, une faiblesse de l'approche canadienne fondée sur une formule.³⁷⁰

7.1.2.5 Mise en œuvre en deux étapes

7.57. Le Canada fait valoir à plusieurs reprises que la méthode qu'il propose est plus simple et plus facile à mettre en œuvre que l'approche proposée par les États-Unis. Toutefois, en ce qui concerne la mise en œuvre pratique de la méthode, une question essentielle concernant la manière d'appliquer la formule canadienne n'a pas pu être entièrement résolue au cours de la procédure.

7.58. Selon le Canada, la formule figurant dans l'équation 1) devrait être appliquée deux fois si le taux de droit compensateur contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC diffère du taux de droit de la période de référence. À l'inverse, il allègue qu'il ne serait pas nécessaire d'appliquer le modèle une seconde fois si le taux de droit compensateur contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC était égal au taux de droit de la période de référence.³⁷¹ L'Arbitre souscrit au point de vue du Canada selon lequel une seconde application de la formule canadienne ne serait pas nécessaire si $t_{ref} = t_{con}$, où t_{ref} est le taux de droit de la période de référence et t_{con} est le taux de droit compensateur contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC. La discussion ci-après ne concernera donc que les cas où le taux de droit de la période de référence et le taux de droit compensateur contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC diffèrent, pour lesquels le Canada suggère une mise en œuvre en deux étapes de la formule qu'il propose.

7.59. Le Canada allègue que, lorsque le taux de droit compensateur contrefactuel diffère du taux de droit de la période de référence, une application de la formule en deux étapes rendrait compte de la baisse des échanges subie par le Canada "imputable à l'augmentation du droit passant de son niveau contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC à son niveau factuel incompatible avec les règles de l'OMC".³⁷² La différence entre les deux applications du modèle détermineraient en fin de compte le niveau de l'ARA. L'Arbitre a cherché à préciser si la double application du modèle selon la méthode du Canada simplifierait mathématiquement l'équation suivante³⁷³:

$$ARA = vimp * \text{facteur de conversion standard} * \frac{(t_{inc} - t_{con})}{1 + t_{ref}},$$

où t_{inc} est le taux factuel incompatible avec les règles de l'OMC.

7.60. Le Canada répond que cette expression ne serait applicable qu'à un sous-ensemble de cas potentiels en fonction de l'importance relative des trois taux de droits individuels, et en particulier aux cas dans lesquels $t_{con} < t_{ref} < t_{inc}$.³⁷⁴ Le Canada fait valoir en outre que, dans d'autres cas ($t_{ref} < t_{con} < t_{inc}$, ou $t_{con} < t_{inc} < t_{ref}$), la *vimp* devrait être ajustée lors de la seconde application du modèle pour correspondre au résultat obtenu lors de la première application.³⁷⁵

7.61. Lorsque l'Arbitre lui a demandé d'étayer davantage la raison, les conséquences et les modalités d'application pratiques exactes d'un tel ajustement de la *vimp*, le Canada a fait valoir que, dans un cas standard décrit par l'ordre des droits $t_{ref} < t_{con} < t_{inc}$, les calculs incluant un ajustement de la *vimp* donnaient des niveaux d'ARA estimés inférieurs à ceux que donnait un calcul sans cet ajustement. Selon le Canada, cela serait plus compatible avec son approche log-linéarisée.³⁷⁶ Toutefois, il ne spécifie pas exactement comment un tel ajustement de la *vimp* serait mis en œuvre.

7.62. Les États-Unis contestent l'ajustement de la *vimp* proposé par le Canada, faisant valoir qu'il n'est pas constant dans les différents scénarios envisagés. Selon eux, les différentes formules

³⁷⁰ L'Arbitre estime que les considérations ci-dessus ne s'appliquent pas nécessairement dans la même mesure à toutes les autres données d'entrée pour la modélisation. Nous considérons – comme les deux parties – qu'il est raisonnable que les autres paramètres, tels que certaines élasticités, puissent être prédéterminés.

³⁷¹ Canada, réponse à la question n° 190 de l'Arbitre, paragraphes 55 et 56.

³⁷² Canada, réponse à la question n° 79 de l'Arbitre, note de bas de page 199 relative au paragraphe 170.

³⁷³ Question n° 127 de l'Arbitre.

³⁷⁴ Canada, réponse à la question n° 127 de l'Arbitre, paragraphe 64.

³⁷⁵ Canada, réponse à la question n° 127 de l'Arbitre, paragraphes 66 à 70.

³⁷⁶ Canada, réponse à la question n° 190 de l'Arbitre, paragraphe 63; "Calculation in Response to Question No. 190" (pièce CAN-132).

proposées par le Canada représentent des scénarios contrefactuels différents.³⁷⁷ Ils affirment que "le contrefactuel évalué par le modèle devrait [plutôt] être uniforme dans tous les scénarios afin d'éviter de calculer l'annulation ou la réduction des avantages sur la base de définitions différentes de ce qui constitue la mise en conformité".³⁷⁸ Les États-Unis concluent que "l'approche à plusieurs formules du Canada fondée sur l'importance relative des taux de droits ne peut pas générer une estimation raisonnée de l'annulation ou de la réduction des avantages".³⁷⁹

7.63. L'Arbitre considère que deux applications de la formule du Canada sont requises pour isoler l'effet négatif sur le commerce qui est associé au taux de droit compensateur incompatible, par rapport au taux de droit compensateur contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC, sauf, comme on l'a fait valoir plus haut, lorsque $t_{ref} = t_{con}$, cas dans lequel une seule application du modèle suffirait. Toutefois, nous considérons, en particulier, que le Canada n'a pas donné d'explication théorique claire de la raison pour laquelle des formules différentes devraient être appliquées en fonction des différentes importances relatives des trois taux de droits, et de la manière dont un ajustement de la *vimp* dans certains cas serait mis en œuvre. Nous notons que le Canada allègue que la méthode des États-Unis "fonctionnerait essentiellement de la même manière".³⁸⁰ Si cela est vrai en théorie, nous notons qu'il est clair pour l'Arbitre que le modèle proposé par les États-Unis fonctionne de manière constante quelle que soit l'importance relative des trois taux de droits. À l'inverse, l'Arbitre ne comprend pas aussi clairement la formule du Canada, même après avoir donné à celui-ci plusieurs occasions de clarifier ce point. Par conséquent, nous estimons que le Canada a laissé une ambiguïté sur cet aspect méthodologique de sa formule.

7.1.3 Conclusion

7.64. En résumé, l'approche canadienne fondée sur une formule présente des faiblesses fondamentales. Spécifiquement, comme nous l'avons examiné dans les sections précédentes, elle introduit potentiellement une importante erreur d'approximation susceptible de produire des résultats illogiques et extrêmes, elle utilise des parts de marché prédéterminées pouvant entraver l'exactitude du modèle et elle ne tient pas compte de manière adéquate des effets compensatoires. Par ailleurs, certains aspects méthodologiques relatifs à l'application de l'approche fondée sur une formule n'ont pas été suffisamment précisés. L'Arbitre conclut que ces cinq questions, prises ensemble, remettent en cause la capacité du modèle proposé par le Canada à fournir des estimations raisonnées du niveau de l'ARA. Nous passons donc à l'examen du modèle proposé par les États-Unis.

7.2 Modèle proposé par les États-Unis

7.2.1 Aperçu

7.65. Les États-Unis font valoir que, conformément aux déclarations du Canada sur le même sujet, "[l]a méthode appropriée pour déterminer le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages consiste à évaluer les effets des modifications des taux de droits dans un modèle d'équilibre partiel d'Armington".³⁸¹ Toutefois, ils font également valoir que l'approche sélectionnée doit permettre une

³⁷⁷ Les États-Unis notent que dans l'approche du Canada "une des trois formules différentes [...] peut être appliquée, en fonction de l'importance relative des taux de droits." (États-Unis, réponse à la question n° 197 de l'Arbitre, paragraphe 28) Seule la formule proposée dans le cadre de la question n° 127 de l'Arbitre, à savoir la formule qui, selon le Canada, s'applique si $t_{con} < t_{ref} < t_{inc}$, est, de l'avis des États-Unis, une formule dans laquelle "le contrefactuel [est] correctement représenté" (États-Unis, réponse à la question n° 197 de l'Arbitre, paragraphe 29). À l'inverse, les États-Unis font valoir que la formule proposée par le Canada si $t_{ref} < t_{con} < t_{inc}$ "[est axée] à tort sur le passage du taux contrefactuel au taux réel" (États-Unis, réponse à la question n° 197 de l'Arbitre, paragraphe 30), et que la formule proposée par le Canada si $t_{con} < t_{inc} < t_{ref}$, bien qu'étant axée de manière adéquate sur le "passage du taux factuel au taux contrefactuel", suppose à tort que "le Canada cherchera à remplacer le taux de droit factuel par le taux de droit contrefactuel lors d'une période ultérieure, après que le marché ait déjà été ajusté en fonction des taux réels" (États-Unis, réponse à la question n° 197 de l'Arbitre, paragraphe 31).

³⁷⁸ États-Unis, réponse à la question n° 197 de l'Arbitre, paragraphe 26.

³⁷⁹ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 190 de l'Arbitre, paragraphe 39.

³⁸⁰ Canada, réponse à la question n° 190 de l'Arbitre, paragraphe 54. Voir aussi Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 197 de l'Arbitre, paragraphes 21 et 22. Les États-Unis contestent toutefois cette allégation (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 190 de l'Arbitre, paragraphe 36).

³⁸¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 71.

détermination au cas par cas plus adaptée du niveau de l'ARA³⁸², au lieu d'appliquer un "cadre analytique unique pour établir une annulation ou réduction d'avantages future hypothétique".³⁸³ La méthode initialement proposée par les États-Unis consiste en un modèle d'équilibre partiel d'Armington dont les principales différences par rapport à la méthode du Canada³⁸⁴ sont les suivantes:

- a. ce modèle inclut au moins cinq variétés: i) les expéditions en trafic intérieur; ii) les importations des États-Unis en provenance du reste du monde; et au moins trois variétés canadiennes – iii) une variété pour chaque société affectée ayant fait individuellement l'objet d'une enquête; iv) une variété pour les importations assujetties au taux résiduel global; et v) une variété pour les importations en provenance de sociétés canadiennes non affectées³⁸⁵;
- b. il est résolu simultanément sous sa forme non linéaire (c'est-à-dire sans log-linéariser les équations du modèle, voir la section 7.1.2.1, plus haut), "sans erreur d'approximation" en utilisant un "logiciel mathématique adéquat"³⁸⁶; et
- c. il n'utilise pas de facteurs d'échelle prédéterminés, mais plutôt des valeurs de paramètres (c'est-à-dire des élasticités et des parts de marché) concernant un produit donné qui devra être déterminé dans le futur, essentiellement au moment de l'événement déclencheur (même si certaines élasticités pourraient être prédéterminées).³⁸⁷

7.66. Comme l'ont noté les États-Unis, "[s]ous sa forme la plus simple, un modèle d'équilibre partiel d'Armington nécessite trois types de renseignements: 1) la consommation aux États-Unis (valeur des importations et des expéditions en trafic intérieur), 2) les taux de droits et 3) les valeurs des paramètres (estimations des élasticités et part de marché). De ce fait, des renseignements semblables sont nécessaires pour calculer l'annulation ou la réduction des avantages selon l'approche de l'une ou l'autre des parties".³⁸⁸

7.67. L'approche fondée sur cinq variétés proposée par les États-Unis comporte des prescriptions en matière de données aussi draconiennes en ce qui concerne la détermination des cinq parts de marché suivantes:

- i. la part des dépenses totales des États-Unis couvertes par les expéditions en trafic intérieur;
- ii. la part des dépenses totales des États-Unis couvertes par les importations canadiennes en provenance d'entreprises affectées et ayant fait individuellement l'objet d'une enquête;
- iii. la part des dépenses totales des États-Unis couvertes par les importations canadiennes en provenance d'entreprises assujetties à un taux résiduel global affecté;
- iv. la part des dépenses totales des États-Unis couvertes par les importations canadiennes en provenance d'entreprises non assujetties à un taux de droit compensateur affecté; et
- v. la part des dépenses totales des États-Unis couvertes par les importations en provenance du reste du monde.

7.68. Les parts de marché pertinentes correspondent aux ratios entre les expéditions ou importations respectives et la taille totale du marché. Cette dernière est la somme de toutes les expéditions ou importations par produit, de sorte que toutes les parts de marché totalisent 100%.

³⁸² États-Unis, communication écrite, titre de la section IV.C.

³⁸³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 66.

³⁸⁴ Les équations sous-jacentes du modèle d'Armington proposé par les États-Unis sont exposées dans l'appendice 1 de leur communication.

³⁸⁵ États-Unis, communication écrite, paragraphe 76.

³⁸⁶ États-Unis, communication écrite, paragraphe 89.

³⁸⁷ États-Unis, communication écrite, paragraphes 67 et 101 à 106.

³⁸⁸ États-Unis, communication écrite, paragraphe 98.

Les États-Unis proposent que les parts de marché et la taille du marché des États-Unis soient calculées dans le futur, sur la base de données futures. Ils proposent une approche étagée qui, selon eux, permettrait au Canada d'obtenir les paramètres relatifs à la part de marché et à la taille du marché dans toutes les circonstances (voir la section 8.1.1 plus loin).³⁸⁹

7.69. Initialement, les États-Unis ont fourni un fichier d'entrée ainsi qu'un code informatique pouvant facilement être utilisés pour résoudre le modèle à cinq variétés en insérant les valeurs de paramètres et les variations des taux de droits sans que la Canada ait besoin d'effectuer d'autres calculs.³⁹⁰ En réponse à une question de l'Arbitre, ils ont également fourni un fichier d'entrée et un code informatique suffisamment flexibles pour tenir compte de n variétés, c'est-à-dire qu'ils peuvent être exécutés avec un nombre encore inconnu d'entreprises affectées et ayant fait individuellement l'objet d'une enquête.³⁹¹ Les codes informatiques sont basés sur STATA, l'un des logiciels les plus couramment utilisés par les économistes et qui est bien connu du Canada, comme celui-ci l'a montré.³⁹²

7.2.2 Évaluation

7.70. L'Arbitre note que le modèle proposé par les États-Unis est identique à celui qui est appliqué par l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)* (article 22:6 – États-Unis) pour trois des 25 ordonnances antidumping. Dans la partie de l'arbitrage *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – États-Unis) traitant des GLD, spécifiquement, l'Arbitre a aussi adopté un modèle d'Armington résolu sous sa forme non linéaire. Dans un autre arbitrage récent, *États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)* (article 22:6 – États-Unis), l'Arbitre a adopté un modèle identique à celui proposé par les États-Unis dans le présent arbitrage. Nous notons, toutefois, que, dans chacun de ces trois cas, les modèles ont été appliqués pour déterminer un niveau numérique unique de l'ARA "ex post". Cette approche rétrospective a permis aux Arbitres de vérifier l'existence, la fiabilité et la plausibilité de toutes les données d'entrée. Nous sommes confrontés à une situation différente en ce sens que nous devons évaluer la viabilité de modèles proposés qui seront appliqués dans le futur. Cela implique des difficultés supplémentaires.

7.71. Selon les États-Unis, le modèle qu'ils proposent présente deux grands atouts. Premièrement, ils estiment qu'il existe un besoin intrinsèque d'inclure au moins cinq variétés "car le niveau total de l'annulation ou de la réduction des avantages est fondé sur la variation des importations totales en provenance du Canada, et pas seulement sur la variation des importations totales en provenance des sociétés affectées" (c'est-à-dire que le modèle des États-Unis tient compte des effets compensatoires (voir la section 7.1.2.3 plus haut)).³⁹³ Deuxièmement, les États-Unis affirment que la résolution numérique du modèle d'Armington sous sa forme non linéaire "permettra d'éviter d'introduire une erreur d'approximation".³⁹⁴

7.72. L'Arbitre reconnaît ces atouts, qui n'ont pas été contestés par le Canada au cours de la procédure. Nous notons toutefois effectivement, en ce qui concerne la distinction entre les variétés canadiennes en fonction de leur traitement tarifaire, le point de vue du Canada selon lequel cette distinction est "arbitraire" et "n'est pas étayée par des principes économiques".³⁹⁵ Nous ne sommes pas de cet avis. Au lieu de cela, une telle distinction est, selon l'Arbitre, nécessaire pour tenir dûment compte des effets compensatoires tels qu'ils sont décrits dans la section 7.1.2.3 plus haut.³⁹⁶ En outre, la distinction entre les expéditions en trafic intérieur des États-Unis et les importations en provenance du reste du monde en tant que deux variétés non affectées indépendantes tient compte des différentes réactions au niveau de l'offre des producteurs nationaux et étrangers. Enfin, bien qu'il soit possible que le modèle d'Armington dans sa version initiale n'établisse pas d'autre distinction entre des variétés de marchandises en fonction du traitement tarifaire (pour autant que les valeurs de paramètres soient attribuées à ces variétés de manière raisonnable), nous ne voyons

³⁸⁹ États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 69, paragraphe 190, et n° 145, paragraphe 47.

³⁹⁰ U.S. Solution and Computer Code for the Armington Partial Equilibrium Model (pièce USA-1); Sample U.S. Model Data File (pièce USA-11).

³⁹¹ U.S. Solution and Computer Code for N-variety model (pièce USA-51); Data inputs for N-variety model (pièce USA-52); et États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 230.

³⁹² Voir Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, paragraphe 47. Par ailleurs, le Canada fournit des codes STATA dans les pièces CAN-74, CAN-102 et CAN-140.

³⁹³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 76.

³⁹⁴ États-Unis, communication écrite, paragraphe 77.

³⁹⁵ Canada, communication écrite, paragraphe 113.

³⁹⁶ États-Unis, communication écrite, paragraphe 74.

aucunement en quoi cette distinction est contraire de quelque façon que ce soit à la grande hypothèse ou théorie qui sous-tend les modèles d'Armington, à savoir que des variétés différentes d'un seul et même produit constituent des substituts imparfaits. Il s'agit plutôt, simplement, d'une caractéristique additionnelle utilisée dans ce contexte spécifique, qui est aussi fondée sur des hypothèses raisonnables auxquelles le Canada ne s'oppose pas en principe, mais dont il considère qu'elles n'ont qu'une "importance secondaire dans le calcul du niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages".³⁹⁷

7.73. Au cours de la présente procédure, le Canada a soulevé d'autres objections concernant la méthode proposée par les États-Unis, outre celle concernant la distinction entre les variétés canadiennes en fonction de leur traitement tarifaire évoquée au paragraphe précédent. Ces objections ne concernent généralement pas la capacité du modèle des États-Unis de produire des estimations raisonnables pour la détermination du niveau de l'ARA en soi. Elles concernent plutôt le caractère possible de la mise en œuvre du modèle et la charge future qui reviendra au Canada à cet égard, y compris en ce qui concerne la disponibilité future des données d'entrée nécessaires. Le Canada identifie les principaux problèmes allégués ci-après en ce qui concerne le modèle des États-Unis tel qu'ils le proposent: a) le nombre de variétés n'est pas connu *ex ante*, ce qui implique une charge additionnelle pour le Canada lorsqu'il exécute le modèle; b) la proposition visant à calculer des parts de marché granulaires sur la base de données qui n'existent pas encore; c) le modèle pourrait, notamment en l'absence de facteurs d'échelle prédéterminés, ne pas produire des résultats prévisibles; et d) le modèle des États-Unis exige comme donnée d'entrée distincte la valeur des importations des exportateurs non affectés, qui pourrait être difficile à obtenir. L'Arbitre évalue chacun d'entre eux l'un après l'autre.

7.2.2.1 Nombre de variétés inconnu

7.74. Les États-Unis proposent un modèle d'Armington qui tient compte d'au moins cinq variétés. Toutefois, le nombre exact de variétés nécessaires est défini au cas par cas et n'est pas connu *ex ante*, "parce qu'il peut y avoir de multiples variétés de la deuxième catégorie [sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête]".³⁹⁸ Les États-Unis font en outre valoir ce qui suit:

Il est essentiel de faire une distinction parmi les importations visées en provenance du Canada parce que, dans un modèle à substitution imparfaite, lorsque les taux de droits visant les importations canadiennes sont réduits, le prix du marché des variétés correspondantes diminue et l'approvisionnement de chaque variété augmente. [...] Il est important de signaler que l'augmentation de la demande pour chaque variété canadienne visée individuelle dépendra non seulement de l'importance de la réduction de leurs propres taux de droits, mais aussi de l'importance de la réduction par rapport aux autres variétés canadiennes visées. De même, si les taux de droits visant les importations canadiennes augmentent, l'incidence de l'augmentation des taux affecterait toutes les variétés.³⁹⁹

7.75. Par conséquent, les États-Unis considèrent qu'il est "plus approprié d'utiliser un modèle d'équilibre partiel inspiré d'Armington qui a la capacité de tenir compte de multiples variétés des importations visées en provenance du Canada. De multiples variétés des importations canadiennes visées sont nécessaires parce que la mesure contestée consiste en une détermination par société".⁴⁰⁰

7.76. Le Canada s'oppose à l'approche des États-Unis, affirmant que parce qu'il "tient compte de "variétés" inconnues d'importations canadiennes, le modèle des États-Unis exige considérablement plus de sources de données d'entrée actuellement inconnues et non vérifiables". Il estime en outre que "[l]e nombre de données d'entrée actuellement non définies accroît le risque de différend à l'avenir". Il fait aussi valoir qu'"un effet pouvant être connu actuellement, semblable au facteur d'échelle du Canada" ne ressort pas de l'approche des États-Unis. Dans l'ensemble, le Canada considère que le modèle des États-Unis "n'est pas pratique à mettre en œuvre".⁴⁰¹

³⁹⁷ Canada, communication écrite, paragraphe 152.

³⁹⁸ États-Unis, communication écrite, paragraphe 73.

³⁹⁹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 74.

⁴⁰⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 75.

⁴⁰¹ Canada, réponse à la question n° 38 de l'Arbitre, paragraphe 72 (faisant référence à la communication écrite du Canada, paragraphes 104 à 107).

7.77. Le Canada indique qu'il disposerait des "compétences techniques nécessaires pour ajuster et exécuter les codes du programme afin de calculer un niveau d'annulation ou de réduction des avantages". Toutefois, il indique aussi que la mise en œuvre pratique dépend "du nombre de variétés dont [il] devra tenir compte dans le modèle final, et de la question de savoir s'[il] a accès aux renseignements nécessaires pour calibrer le modèle".⁴⁰² Par conséquent, le Canada devrait calculer les parts de marché et les variations de taux de droits pour chaque société affectée ayant fait individuellement l'objet d'une enquête.

7.78. Le dernier point soulevé par le Canada a un certain poids. L'Arbitre fait référence à *Bois de construction résineux*, une ordonnance en matière de droits compensateurs antérieure des États-Unis visant les exportateurs canadiens mentionnée plusieurs fois au cours de la procédure, en particulier dans le cadre de l'examen de la pièce USA-48 (voir la section 7.1.2.1 plus haut). L'Arbitre note que le nombre de variétés peut en fait devenir important: comme le montre la pièce CAN-127⁴⁰³, dans *Bois de construction résineux*, cinq sociétés canadiennes faisaient déjà individuellement l'objet d'une enquête dans le cadre de l'enquête initiale. Si, par hasard, dans une autre enquête, l'USDOC avait soumis à enquête individuellement cinq sociétés et qu'elles étaient toutes affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, alors la mise en œuvre du modèle proposé par les États-Unis pour calculer le niveau de l'ARA découlant de l'application de cette mesure exigerait un nombre de variétés égal à neuf.

7.79. L'Arbitre note aussi le premier point du Canada selon lequel il dispose des compétences techniques pertinentes pour ajuster les codes STATA et les fichiers d'entrée. L'Arbitre reconnaît aussi que les États-Unis ont fourni un code STATA et des fichiers d'entrée à même de tenir compte d'un nombre de variétés potentiellement important. À notre avis, la principale question dans ce contexte ne concerne pas les problèmes que le Canada pourrait rencontrer lors de la collecte de données aux fins du calcul des parts de marché de plusieurs variétés, potentiellement (question que nous examinons dans la section 8.1.1 plus loin). La principale question concerne, selon nous, l'incertitude *ex ante* quant au nombre exact de variétés à prendre en compte dans chaque application du modèle après un événement déclencheur. Si le Canada devait employer le modèle des États-Unis pour calculer le niveau de l'ARA, selon l'approche des États-Unis, le Canada devrait, à titre préliminaire, déterminer le nombre de variétés à inclure et procéder à d'autres ajustements ultérieurs du code STATA. Même si nous comprenons que le Canada serait en mesure d'effectuer ces étapes, nous considérons qu'elles feraient toujours peser sur lui des charges additionnelles.

7.80. Plus loin, toutefois, nous notons que nous estimons qu'il y a un moyen d'atténuer ces préoccupations dans le cadre d'un modèle d'Armington résolu de manière exacte incluant quatre variétés: les expéditions en trafic intérieur des États-Unis, les importations canadiennes affectées, les importations canadiennes non affectées et les importations en provenance du reste du monde. Cette version du modèle des États-Unis à quatre variétés est examinée dans la section 7.3 plus loin.

7.2.2.2 Détermination des parts de marché et de la taille du marché dans le futur

7.81. En ce qui concerne la détermination des parts de marché au niveau des produits et de la taille du marché des États-Unis, le Canada affirme à plusieurs reprises qu'elle devrait être faite sur la base des données actuellement disponibles (voir l'analyse de la détermination de θ_{CA} dans le facteur d'échelle du Canada figurant dans la section 7.1.2.4 plus haut), et non sur la base de données futures. L'Arbitre a conclu précédemment qu'il était raisonnable de supposer que les parts de marché pertinentes évolueraient probablement au fil du temps⁴⁰⁴ et qu'elles ne devraient donc pas être déterminées *ex ante*. Afin de rendre compte avec exactitude des conditions du marché après l'événement déclencheur, les renseignements relatifs à la part de marché et à la taille du marché devraient être obtenus pour une période de référence située dans le futur. Nous notons aussi que, dans la section 8.1.1 plus loin, nous exposons en détail les procédures que le Canada peut suivre pour déterminer les parts de marché pertinentes dans le futur d'une manière que nous jugeons pratique.

⁴⁰² Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, paragraphe 47.

⁴⁰³ "Softwood Lumber from Canada – Countervailing Duty Rates Potentially in Place by The End of the Third Administrative Review" (pièce CAN-127).

⁴⁰⁴ Voir la section 7.1.2.4, plus haut.

7.2.2.3 Imprévisibilité des résultats du modèle

7.82. Le Canada fait valoir à plusieurs reprises que le modèle proposé par les États-Unis ne produirait pas de résultats prévisibles. Cette allégation concerne, entre autres choses, les questions suivantes qui ont déjà été examinées plus haut: la résolution non linéaire du modèle (voir la section 7.1.2.1 plus haut), l'absence d'un facteur d'échelle prédéterminé (voir la section 7.1.2.4 plus haut), et les paramètres encore inconnus relatifs à la part de marché et à la taille du marché devant être incorporés dans le modèle des États-Unis (voir la section 7.2.2.2 plus haut).⁴⁰⁵

7.83. Les États-Unis répondent à l'allégation du Canada concernant l'absence de prévisibilité uniquement dans la mesure où la prédétermination des sources de données est affectée. Selon eux, aucune valeur de paramètre ou autre valeur de donnée d'entrée du modèle, à l'exception de l'élasticité de l'offre à l'importation, ne devrait être prédéterminée. Ils sont d'avis que l'Arbitre devrait plutôt donner des instructions sur les sources de données d'où devraient être tirées les valeurs correspondantes dans le futur. Pour eux, cet élément seul assure la prévisibilité.⁴⁰⁶

7.84. L'Arbitre considère que la prévisibilité est raisonnablement assurée lorsque: a) la forme structurelle du modèle est suffisamment définie; b) les valeurs de paramètres dont il est peu probable qu'elles évoluent au fil du temps sont prédéterminées (par exemple, les élasticités); et c) les sources des données d'entrée qui sont susceptibles de changer au fil du temps, ou qui sont subordonnées à des décisions futures, sont suffisamment précises pour pouvoir être consultées en toutes circonstances. À notre avis, le modèle fourni par les États-Unis a une forme structurelle bien définie et peut tenir compte de paramètres pertinents prédéterminés et de données d'entrée futures. Nous concluons donc que les résultats de ce modèle sont raisonnablement prévisibles.

7.2.2.4 Détermination des importations en provenance d'exportateurs non affectés

7.85. Le Canada souligne que le modèle des États-Unis exigerait la collecte de données sur la valeur des importations en provenance d'exportateurs canadiens non affectés, des données d'entrée non nécessaires dans le cadre de sa méthode. Il reconnaît qu'il sera généralement en mesure d'identifier les expéditions des exportateurs non affectés sur la base des données fournies par l'Administration des douanes des États-Unis.⁴⁰⁷ Le Canada se demande toutefois s'il pourrait vérifier ces données, ou obtenir des données relatives aux exportateurs non affectés en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, vu que rien n'inciterait les exportateurs canadiens non affectés à coopérer avec le gouvernement canadien et à partager avec lui les données relatives à leurs ventes aux États-Unis volontairement.⁴⁰⁸ L'Arbitre reconnaît la pertinence de cette question, qui est traitée dans la section 8.1.1.2.1.5 plus loin. Comme il est expliqué dans cette section, même si le Canada est d'avis qu'il peut y avoir certaines difficultés à obtenir les valeurs des importations des sociétés non affectées, ces difficultés ont un poids limité parce que le Canada dispose, à notre avis, de moyens raisonnables pour obtenir et/ou vérifier les valeurs des importations des exportateurs non affectés.⁴⁰⁹ Nous ne considérons donc pas que cette question ait une incidence importante sur celle de la sélection du modèle.

7.2.3 Conclusion

7.86. En résumé, l'Arbitre considère que le modèle proposé par les États-Unis présente des atouts importants par rapport à la formule canadienne. En particulier, sa résolution exacte évite les erreurs d'approximation et les résultats extrêmes, et le fait qu'il établit une distinction entre les importations canadiennes en fonction du traitement tarifaire permet de prendre en compte de manière adéquate les effets compensatoires. Les principales faiblesses identifiées dans le modèle du Canada sont donc absentes du modèle proposé par les États-Unis. En ce qui concerne les lacunes potentielles du modèle des États-Unis alléguées par le Canada, l'Arbitre note que la question de l'utilisation d'un nombre inconnu de variétés *ex ante* a un certain poids mais, comme nous le verrons dans la section

⁴⁰⁵ Canada, réponse à la question n° 42 de l'Arbitre, paragraphe 86.

⁴⁰⁶ États-Unis, communication écrite, paragraphes 67 et 101 à 106.

⁴⁰⁷ Voir la section 8.1.1.2.1, plus loin.

⁴⁰⁸ Canada, réponse à la question n° 87 de l'Arbitre, paragraphes 202 et 203.

⁴⁰⁹ Une question en lien avec celle de la détermination de la valeur des importations non affectées est la question de savoir si le Canada est en mesure de recueillir des renseignements pertinents sur les taux de droits pertinents applicables aux sociétés canadiennes non affectées. L'Arbitre a connaissance de cette préoccupation, qui est examinée plus en détail dans la section 8.1.2 plus loin.

suivante, elle peut être surmontée grâce à un simple ajustement du modèle des États-Unis consistant à utiliser un modèle fixe à quatre variétés. L'Arbitre note en outre que les autres objections soulevées par le Canada (c'est-à-dire que la détermination de parts de marché dans le futur est déraisonnable, que le modèle ne donne pas de résultats prévisibles, et qu'il est déraisonnable d'exiger l'utilisation des valeurs des importations en provenance d'exportateurs non affectés) ne sont pas convaincantes.

7.87. L'Arbitre conclut donc que le modèle des États-Unis est supérieur à la formule du Canada parce qu'il s'appuie sur les meilleurs renseignements disponibles pour estimer le niveau de l'ARA. En particulier, le calcul de parts de marché en utilisant des données futures qui sont séparées en de multiples variétés en fonction du traitement tarifaire avant de faire l'objet d'une manipulation complexe dans un logiciel, présente des avantages distincts. De plus, selon nous, les parts de marché futures peuvent être calculées d'une manière raisonnablement pratique. Par conséquent, l'Arbitre sélectionne le modèle des États-Unis, avec une modification mineure, c'est-à-dire en utilisant une version de ce modèle dans laquelle le nombre de variétés est connu *ex ante*, et égal à quatre. Nous décrivons ce modèle des États-Unis modifié dans la section suivante.

7.3 Méthode sélectionnée: modèle d'Armington à quatre variétés

7.88. Dans la section précédente, l'Arbitre a décidé d'adopter une version du modèle des États-Unis avec laquelle le Canada estimera les niveaux d'ARA après un événement déclencheur. L'Arbitre considère qu'une modification raisonnable du modèle des États-Unis consisterait à utiliser une version qui repose non pas sur un nombre de variétés inconnu *ex ante*, mais sur un nombre de variétés fixe égal à quatre. Il avait demandé aux deux parties de formuler des observations sur une version du modèle d'Armington proposé par les États-Unis incluant précisément quatre variétés, à savoir les expéditions en trafic intérieur des États-Unis, les importations canadiennes affectées, les importations canadiennes non affectées et les importations en provenance du reste du monde. Ainsi, les importations en provenance de toutes les sociétés affectées seraient regroupées en une seule variété, sans tenir compte d'autres aspects des droits compensateurs qui leur étaient attribués. Il en irait de même pour les sociétés non affectées.

7.89. En réponse à cette proposition de l'Arbitre, les États-Unis ont continué de défendre leur approche fondée sur un nombre de variétés inconnu *ex ante* et affirment que la suggestion de l'Arbitre est une "simplification [qui] entraînerait une certaine perte de précision", perte qui "serait plus importante dans la mesure où les taux de droits variaient selon les sociétés affectées".⁴¹⁰ Nonobstant ce qui précède, les États-Unis présentent des suggestions pratiques pour la mise en œuvre d'un tel modèle à quatre variétés, et notamment que les variations des taux de droits applicables à la variété affectée pourraient être "représentées par les moyennes pondérées en fonction des échanges correspondant aux sociétés affectées pour ce qui est des taux de droits de l'année antérieure, des taux de droits avec la mesure contestée et des taux de droits sans la mesure contestée".⁴¹¹ À cet égard, l'Arbitre note que des calculs similaires seraient également nécessaires dans le cadre de la méthode proposée par le Canada.

7.90. Le Canada s'est opposé à la proposition de l'Arbitre parce qu'il estime que "[l]e regroupement des importations en provenance de producteurs canadiens assujetties à des taux de droits différents en tant que variété unique dans le contexte du modèle des États-Unis serait contraire à l'un des postulats déjà viciés sur lesquels repose ce modèle".⁴¹²

7.91. L'Arbitre tient pour vraie l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'utilisation d'une version fixe à quatre variétés de leur modèle se ferait au détriment d'un certain degré de précision.⁴¹³ Toutefois, nous considérons que, dans l'ensemble, l'avantage que présente cette approche, c'est-à-dire le fait qu'elle réduise la charge pesant sur le Canada lors de l'application du modèle (voir le paragraphe 7.78 plus haut qui mentionne cette charge) l'emporte sur la préoccupation des États-Unis. En ce qui concerne l'objection soulevée par le Canada, nous considérons que l'idée générale de ses observations sur ce point a déjà été traitée de manière adéquate dans d'autres sections plus haut, notamment dans la section 7.1.2.3 qui examine les principaux avantages de la séparation en deux variétés différentes des exportations canadiennes affectées et non affectées. Par

⁴¹⁰ États-Unis, réponse à la question n° 132 de l'Arbitre, paragraphe 25.

⁴¹¹ États-Unis, réponse à la question n° 132 de l'Arbitre, paragraphe 26.

⁴¹² Canada, réponse à la question n° 129 de l'Arbitre, paragraphe 73.

⁴¹³ États-Unis, réponse à la question n° 132 de l'Arbitre, paragraphe 25.

conséquent, nous concluons qu'une modification du modèle des États-Unis qui limiterait le nombre total de variétés à exactement quatre – une variété pour les expéditions en trafic intérieur des États-Unis, une pour les importations canadiennes affectées, une pour les importations canadiennes non affectées et une pour les importations en provenance du reste du monde – fournirait un cadre approprié pour la détermination d'une estimation raisonnée du niveau de l'ARA, sans faire peser de charge déraisonnable sur le Canada.⁴¹⁴

7.92. Ayant sélectionné une version à quatre variétés du modèle des États-Unis, nous allons à présent donner une description plus précise de sa structure.⁴¹⁵ L'Arbitre détermine donc que le Canada appliquera un modèle d'Armington à quatre variétés décrit par les équations suivantes et résolu à l'aide d'un logiciel informatique afin de déterminer le niveau de l'ARA.⁴¹⁶

7.93. La demande totale des États-Unis pour un produit donné est représentée par la formule suivante:

$$E = Y \times P^\varepsilon$$

où le terme E représente les dépenses pour les variétés nationales et importées du produit, P est un indice des prix à élasticité de substitution constante d'Armington, Y représente les dépenses totales des États-Unis pour le produit si $P = 1$, et ε est l'élasticité-prix de la demande aux États-Unis. L'indice des prix P est défini comme suit:

$$P = (\gamma_{US}^\sigma \times p_{US}^{1-\sigma} + \gamma_{CAA}^\sigma \times p_{CAA}^{1-\sigma} + \gamma_{CAN}^\sigma \times p_{CAN}^{1-\sigma} + \gamma_{ROW}^\sigma \times p_{ROW}^{1-\sigma})^{\frac{1}{1-\sigma}}$$

où γ_{US} , γ_{CAA} , γ_{CAN} et γ_{ROW} sont des leviers de déplacement de la demande, p_{US} est le prix sur le marché des États-Unis de la variété nationale, p_{CAA} , p_{CAN} et p_{ROW} sont les prix sur le marché des États-Unis (c'est-à-dire le prix tenant compte de tous les droits) des variétés importées, et σ est l'élasticité de substitution constante entre toutes les variétés. Les sous-indices US , CAA , CAN et ROW désignent, respectivement, les quatre variétés que sont les expéditions en trafic intérieur des États-Unis, les importations canadiennes affectées, les importations canadiennes non affectées et les importations en provenance du reste du monde.

7.94. Les fonctions de la demande pour les quatre variétés du produit donné sont définies comme suit:

$$\begin{aligned} d_{US} &= \gamma_{US}^\sigma \times \left(\frac{P}{p_{US}}\right)^\sigma \times E \\ d_{CAA} &= \gamma_{CAA}^\sigma \times \left(\frac{P}{p_{CAA}}\right)^\sigma \times E \\ d_{CAN} &= \gamma_{CAN}^\sigma \times \left(\frac{P}{p_{CAN}}\right)^\sigma \times E \\ d_{ROW} &= \gamma_{ROW}^\sigma \times \left(\frac{P}{p_{ROW}}\right)^\sigma \times E \end{aligned}$$

où d_{US} , d_{CAA} , d_{CAN} et d_{ROW} sont les quantités demandées des variétés nationales, des variétés importées canadiennes affectées, des variétés importées canadiennes non affectées et des variétés importées en provenance du reste du monde.

⁴¹⁴ La question se pose de savoir si et comment le Canada sera en mesure de déterminer les importations en provenance des exportateurs canadiens non affectés. Cette question est traitée plus loin dans la section 8.1.1.2.

⁴¹⁵ Nous examinerons aussi, dans d'autres sections, des modifications mineures du modèle proposé par les États-Unis, notamment en ce qui concerne la manière dont il est mis en œuvre, susceptibles d'alléger d'autres charges pertinentes pesant sur le Canada. Voir en particulier la section 8.2, plus bas.

⁴¹⁶ Les deux parties ont présenté les équations décrivant leur modèle d'Armington respectif (voir les équations A1) à A6) figurant dans l'appendice 1 du rapport méthodologique du Canada, et les équations 1) à 12) figurant dans l'appendice 1 de la communication écrite des États-Unis). L'Arbitre suit de près la notation de l'appendice I de la communication écrite des États-Unis.

7.95. Les fonctions de l'offre pour les quatre variétés sont définies comme suit:

$$\begin{aligned} s_{US} &= \beta_{US}(p_{US})^{\eta_{US}} \\ s_{CAA} &= \beta_{CAA} \left(\frac{p_{CAA}}{1 + \tau_{CAA}} \right)^{\eta_{CAA}} \\ s_{CAN} &= \beta_{CAN}(p_{CAN})^{\eta_{CAN}} \\ s_{ROW} &= \beta_{ROW}(p_{ROW})^{\eta_{ROW}} \end{aligned}$$

où τ_{CAA} est le taux de droit *ad valorem* total, incluant les droits compensateurs appliqués à la variété affectée *CAN*; η_{US} , η_{CAA} , η_{CAN} et η_{ROW} sont les élasticités de l'offre de chaque variété; et β_{US} , β_{CAA} , β_{CAN} et β_{ROW} sont les leviers de déplacement de l'offre.⁴¹⁷

7.96. Les dix équations figurant aux paragraphes 7.93 à 7.95 plus haut caractérisent l'équilibre sans demande excédentaire ou sans offre excédentaire. Le modèle est résolu par un vecteur prix qui garantit que l'offre est égale à la demande sur les quatre sous-marchés. Les effets sur le commerce résultant des modifications des droits appliqués seront quantifiés par des exercices comparatifs statiques types. Ces effets sur le commerce déterminent en fin de compte le niveau de l'ARA. Des précisions sur la chronologie des applications du modèle sont données dans la section 8.2 plus loin.

7.97. L'Arbitre détermine que le Canada résoudra ce modèle sous sa forme non linéaire en exécutant un code STATA fourni par l'Arbitre (voir l'annexe C-1 de l'Addendum à la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1).⁴¹⁸ La section suivante décrit les données d'entrée nécessaires à la mise en œuvre de la méthode sélectionnée par l'Arbitre.

8 APPLICATION DU MODÈLE D'ARMINGTON SÉLECTIONNÉ

8.1. Le modèle sélectionné par l'Arbitre nécessite plusieurs données d'entrée pour estimer le niveau de l'ARA. Ces données d'entrée consistent en des valeurs de paramètres concernant les parts de marché, la taille du marché, les élasticités et les variations des taux de droits. La section 8.1, ci-après, contient des instructions détaillées pour la détermination de ces données d'entrée. Par souci de commodité, un fichier d'entrée communiqué par l'Arbitre (voir l'annexe C-2 de l'Addendum à la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1) incorpore des calculs additionnels qui transforment automatiquement toutes les valeurs d'entrée dans le format que le code STATA (voir l'annexe C-1 de l'Addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1) exige en tant que source.

8.2. Nous notons aussi que la méthode globale calcule le niveau de l'ARA en tant que valeur d'une baisse des échanges entre deux situations, à savoir une avec des taux de droits compensateurs incompatibles avec les règles de l'OMC et une avec des taux de droits compensateurs compatibles avec les règles de l'OMC. Pour effectuer cela, le modèle doit être exécuté deux fois. Il faut noter que le fichier d'entrée et le code STATA fournis par l'Arbitre prennent en compte cette question, qui sera expliquée plus en détail dans la section 8.2, plus loin.

8.1 Données d'entrée

8.3. L'Arbitre fournit une feuille de calcul Excel (voir l'annexe C-2 de l'Addendum de cette décision, WT/DS505/ARB/Add.1) pour aider les parties, qui consiste en deux feuilles. La première, intitulée "Parameter Input" (paramètres d'entrée), est organisée en 13 colonnes et rassemble toutes les données d'entrée décrites dans le paragraphe juste ci-dessous. La deuxième, intitulée "Stata Input" (données d'entrée STATA), utilise les renseignements de la feuille précédente et applique certains calculs concernant les parts de marché afin de fournir des données lisibles pour le code STATA. Cette feuille réorganise aussi les entrées de sorte que STATA applique automatiquement le calcul de l'ARA en deux étapes (voir la section 8.2, ci-dessous). Le Canada n'aurait pas besoin de faire de modifications dans cette deuxième feuille.

8.4. Le contenu des 13 colonnes de la première feuille, "Parameter Input" (paramètres d'entrée), sera assujéti aux instructions indiquées plus loin. Les colonnes A et B représentent les élasticités-prix de l'offre, qui seront prédéterminées et resteront statiques (voir la section 8.1.6 plus

⁴¹⁷ Dans la mise en œuvre par l'Arbitre de la méthode sélectionnée (section 8.1.6 plus loin), il n'y aura que deux élasticités de l'offre: l'élasticité de l'offre intérieure pour l'offre des États-Unis, et l'élasticité de l'offre étrangère pour l'offre hors États-Unis. Il partira de l'hypothèse que $\eta_{US} < \eta_{CAA} = \eta_{CAN} = \eta_{ROW}$.

⁴¹⁸ Le fichier d'entrée et le code STATA sont basés sur les pièces USA-1 et USA-11.

loin). Les colonnes C et D représentent les élasticités de la demande et de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs, qui seront obtenues ainsi qu'il est indiqué dans les sections 8.1.5 et 8.1.4, respectivement. La part de marché des États-Unis (colonne E) ainsi que les valeurs des importations des sociétés canadiennes affectées (colonne F), les valeurs des importations de sociétés canadiennes non affectées (colonne G), et les valeurs des importations originaires du reste du monde (colonne H) seront calculées ainsi qu'il est indiqué à la section 8.1.1 plus loin. Enfin, la section 8.1.2, ci-dessous, fournit des instructions pour remplir les cinq colonnes restantes (colonnes I à M), respectivement avec les taux de droits de la période de référence pour les sociétés canadiennes affectées et non affectées, les taux de droits compensateurs factuels pour les sociétés canadiennes affectées et non affectées, et les taux de droits compensateurs contrefactuels pour les sociétés canadiennes affectées.

8.1.1 Parts de marché et taille du marché

8.5. Le modèle décrit plus haut dans la section 7.3 nécessite quatre paramètres relatifs à la taille du marché, un pour chacune des quatre variétés, ainsi qu'une valeur en USD pour la taille du marché des États-Unis. Étant donné que les paramètres relatifs à la taille du marché ne sont pas linéairement indépendants (c'est-à-dire que leur somme doit représenter 100%), les quatre renseignements suivants sont suffisants pour déterminer les parts de marché et les paramètres relatifs à la taille du marché requis en tant que données d'entrée pour la modélisation: a) la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis dans les ventes intérieures, m_{US} ; b) la valeur des importations canadiennes affectées; c) la valeur des importations canadiennes non affectées; et d) la valeur des importations en provenance du reste du monde. Sur la base de ces quatre données d'entrée, le fichier Excel fourni par l'Arbitre dans l'Addendum de la présente décision (voir l'annexe C-1 de l'Addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1) calcule la valeur en USD pour la part de marché comme suit:

$$Y = \frac{\text{importations canadiennes affectées} + \text{importations canadiennes non affectées} + \text{importations du reste du monde}}{(1 - m_{US})}$$

et les autres paramètres relatifs à la part de marché comme suit:

$$m_{CAA} = \frac{\text{Importations canadiennes affectées}}{Y}$$

$$m_{CAN} = \frac{\text{Importations canadiennes non affectées}}{Y}$$

$$m_{ROW} = \frac{\text{Importations en provenance du reste du monde}}{Y}$$

8.6. Dans les quatre sous-sections suivantes, l'Arbitre décrit les procédures que le Canada utilisera pour calculer les quatre données d'entrée pour les calculs de la part de marché et de la taille du marché, à savoir les point a) à d) du paragraphe juste ci-dessus.

8.1.1.1 Part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis

8.7. Tout d'abord, l'Arbitre examine la question de m_{US} , qui est le ratio entre la valeur des expéditions en trafic intérieur et la consommation intérieure des États-Unis. Pour faciliter l'analyse, cette section comporte deux étapes. Premièrement, nous évaluons la viabilité des sources de données pertinentes pour le calcul m_{US} . Deuxièmement, nous donnons des instructions au Canada concernant la manière de calculer m_{US} au moyen des sources des données sélectionnées dans l'étape précédente.

8.1.1.1.1 Sélection des sources des données

8.8. Pour ce qui est de déterminer m_{US} , les États-Unis proposent d'utiliser les renseignements sur la part de marché au niveau des produits. D'après les États-Unis, ces renseignements seraient collectés via une approche en trois étapes, "en termes de priorité, à partir du rapport pertinent ... [de la Commission du commerce international des États-Unis (USITC)], des associations professionnelles/commerciales et des données communiquées par les organismes des États-Unis. Les données communiquées par les organismes des États-Unis utiliseraient les mêmes sources que celles qui sous-tendent les données "entrées-sorties" (I-O) du BEA, mais sur une base plus

désagrégée, que fournissent les rapports de l'USITC".⁴¹⁹ Le Canada n'a pas proposé de sources de données spécifiques qui pourraient être utilisées pour calculer m_{US} . L'Arbitre a proposé aux parties, pendant les questions et réponses, que les données du tableau BEA I-O pour les 71 secteurs soient aussi utilisées pour calculer m_{US} .

8.9. La présente section examine d'abord les trois sources de données des États-Unis proposées, à savoir les rapports de la Commission, les données d'associations professionnelles/commerciales non spécifiées et les données qui sous-tendent les tableaux I-O du BEA. Elle examine ensuite l'utilisation des données I-O des tableaux du BEA proposée par l'Arbitre.

8.1.1.1.1 Rapports de la Commission

8.10. Selon les États-Unis, les rapports de l'USITC contiendront des données sur la valeur des expéditions intérieures qui pourraient être utilisées pour calculer m_{US} , mais les rapports ne *divulguent* pas toujours ces données *au public*. En particulier, "si [les données] comprennent des renseignements provenant seulement d'une ou de deux entreprises, [...], ou de trois entreprises ou plus, et qu'une société représente au moins 75% du total, ou que deux sociétés représentent au moins 90% du total", ces renseignements ne sont pas à la disposition du public.⁴²⁰

8.11. Le Canada fait donc objection à la proposition des États-Unis, faisant valoir que les données du rapport de l'USITC sont "des données potentiellement non disponibles, non publiques et non vérifiables".⁴²¹ Après un examen des 30 déterminations de l'existence d'un dommage de l'USITC les plus récentes, le Canada affirme ce qui suit: "les valeurs des expéditions en trafic intérieur des États-Unis ont été rendues publiques dans seulement dix des 30 déterminations de l'existence d'un dommage de l'USITC les plus récentes. De plus, dans trois de ces dix cas, les valeurs pour certaines années ont été caviardées."⁴²² Le Canada fait aussi valoir que les valeurs des expéditions en trafic intérieur et de la consommation des États-Unis figurant dans les rapports de l'USITC, même lorsqu'elles sont disponibles, ne peuvent pas être considérées comme nécessairement fiables, car elles dépendent des réponses au questionnaire reçues par l'USITC, s'appuyant parfois sur des données fondées sur les quantités et non sur des données fondées sur les valeurs.⁴²³

8.12. Les États-Unis répondent aux critiques du Canada, notant que leur propre examen "démontre[] toutefois que 43% des déterminations de la Commission issues d'enquêtes (c'est-à-dire 48 des 111 déterminations) présentaient publiquement des renseignements sur les expéditions en trafic intérieur des États-Unis".⁴²⁴ Par conséquent, selon les États-Unis, "il est probable que les expéditions en trafic intérieur des États-Unis pourraient être obtenues directement à partir du rapport de la Commission".⁴²⁵

8.13. Sur la base des renseignements fournis par les parties, l'Arbitre note qu'une partie importante des données des rapports futurs de l'USITC sur les expéditions en trafic intérieur serait probablement confidentielle et donc non disponible pour le Canada. De plus, en relation avec certaines procédures de l'USDOC qui pourraient être considérées comme des événements déclencheurs, l'USITC ne publie pas de rapports correspondants et donc aucun renseignement par ordonnance en matière de droits compensateurs concernant m_{US} n'est recueilli par l'USITC.⁴²⁶ En raison de ces limitations importantes en termes de disponibilité, l'Arbitre ne considère pas que les rapports de l'USITC présentent une source d'information viable pour les expéditions en trafic intérieur des États-Unis.

⁴¹⁹ États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 74, paragraphe 198, et n° 75, paragraphe 200.

⁴²⁰ États-Unis, réponse à la question n° 261 de l'Arbitre, paragraphe 186 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 9 de l'Arbitre, paragraphe 42).

⁴²¹ Canada, communication écrite, paragraphe 153.

⁴²² Canada, réponse à la question n° 256 de l'Arbitre, paragraphe 266; "Summary of Proprietary Treatments in Recent USITC Reports" (pièce CAN-150).

⁴²³ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 256 de l'Arbitre, paragraphes 132 et 134.

⁴²⁴ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 256 de l'Arbitre, paragraphe 208 (faisant référence à la pièce CAN-150; Table of USITC Investigation Determinations (pièce USA-54)).

⁴²⁵ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 256 de l'Arbitre, paragraphe 209, pièce USA-54.

⁴²⁶ Les États-Unis confirment que l'USITC produit uniquement ces rapports dans le contexte des enquêtes et des réexamens à l'extinction (États-Unis, réponse à la question n° 45 de l'Arbitre, paragraphe 125).

8.1.1.1.1.2 Données des associations professionnelles/commerciales non définies

8.14. Les États-Unis suggèrent également que les parties pourraient "obtenir des estimations de la branche de production par l'intermédiaire de l'association commerciale ou des fournisseurs du secteur privé les plus pertinents et tenir des consultations sur l'utilisation des meilleurs renseignements disponibles". Si les parties ne peuvent pas parvenir à un accord sur la valeur de m_{US} dans les 45 jours, selon les États-Unis, le Canada déterminera m_{US} sur la base du troisième étage proposé par les États-Unis (à savoir les données sous-tendant les tableaux I-O du BEA).⁴²⁷

8.15. Le Canada rejette la suggestion des États-Unis, affirmant principalement que les États-Unis "ne peuvent pas assurer que les renseignements [...] [provenant des associations professionnelles ou commerciales] seraient disponibles".⁴²⁸

8.16. L'Arbitre souscrit, dans ce contexte, à l'avis du Canada selon lequel des données nécessaires et suffisantes sur les expéditions en trafic intérieur des États-Unis provenant des associations professionnelles ou commerciales pourraient ne pas être disponibles dans le futur. De plus, on ne sait toujours pas clairement comment la fiabilité de ces données pourrait être raisonnablement garantie à ce stade et/ou établie dans le futur. S'agissant de ce dernier point, nous considérons en outre que cette option pourrait aboutir à un désaccord entre les parties. De fait, même si les parties étaient d'accord sur une *source* de données, la méthode pour l'*utilisation* des données provenant de cette source aux fins du modèle choisi pourrait rester ambiguë et exiger des manipulations complexes des données. Compte tenu de ces questions, l'Arbitre considère que l'utilisation de sources de données futures non définies n'est pas une option viable.

8.1.1.1.1.3 Données sous-tendant les tableaux I-O du BEA

8.17. Rappelons un élément de la section 7.1.2.4 plus haut, à savoir que le Canada propose d'utiliser des renseignements sur la part de marché provenant des tableaux I-O du BEA pour 2018 pour calculer la part de marché θ_{CA} dans la formule proposée par le Canada. Ces données couvrent 71 secteurs économiques.⁴²⁹ Les États-Unis suggèrent que le Canada pourrait utiliser les données sous-tendant les données des tableaux I-O du BEA pour déterminer les expéditions en trafic intérieur des États-Unis concernant un produit pertinent, notant que ces données sont disponibles à un niveau plus granulaire que les 71 secteurs du BEA.⁴³⁰

8.18. Le Canada s'accorde à reconnaître que ces données sont, en principe, à la disposition du public, mais il a répondu initialement qu'il ne savait pas "comment ces données seraient utilisées pour calculer l'absorption intérieure et les parts des entrées par produit détaillé de façon cohérente, comme les États-Unis le laissent entendre".⁴³¹

8.19. En réponse, les États-Unis ont donné des instructions détaillées sur la manière dont cela peut être fait en ce qui concerne trois types de produits différents: a) les produits manufacturés; b) les produits agricoles; et c) les produits des industries extractives et produits énergétiques. Nous examinons ces éléments les uns après les autres.

a. Produits manufacturés

8.20. Pour les produits manufacturés (codes à six chiffres du SCIAN relevant des chapitres 31 à 33), les États-Unis suggèrent d'utiliser l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières du Bureau des recensements des États-Unis, qui comprend des renseignements sur 364 codes à six chiffres du SCIAN (actuellement, classification du SCIAN de 2017).⁴³² Ils proposent d'utiliser les données du tableau intitulé "Summary Statistics for Industry Groups and Industries in the United States" (statistiques récapitulatives pour les groupes industriels et les industries des États-Unis) pour l'année de référence. Le tableau fournit des renseignements sur les ressources totales (colonne intitulée "Sales, value of shipments or revenue (\$1,000)" (ventes, valeur des expéditions ou recettes (milliers de dollars)). D'après les États-Unis, une estimation des expéditions en trafic intérieur au

⁴²⁷ États Unis, réponse à la question n° 69 de l'Arbitre, paragraphe 190.

⁴²⁸ Canada, communication écrite, paragraphe 155.

⁴²⁹ Ceux-ci incluent les secteurs des services non marchands ainsi que les activités publiques.

⁴³⁰ États Unis, réponse à la question n° 69 de l'Arbitre, paragraphe 190.

⁴³¹ Canada, réponse à la question n° 142 de l'Arbitre, paragraphe 94.

⁴³² États Unis, réponse à la question n° 145 f) de l'Arbitre, paragraphe 54.

niveau des codes à six chiffres du SCIAN serait obtenue en déduisant la valeur des exportations (la source de celle-ci étant US Census USA Trade Online) de cette valeur des ressources totales. Une estimation de la consommation intérieure totale (c'est-à-dire la valeur du marché des États-Unis) au niveau des codes à six chiffres du SCIAN serait obtenue en ajoutant les importations totales en provenance du monde entier (la source de celles-ci étant US Census USA Trade Online) à l'estimation correspondante des expéditions en trafic intérieur. Ensuite, les estimations de la consommation intérieure et des expéditions en trafic intérieur totales, calculées au niveau des codes à six chiffres du SCIAN, seraient "alignées sur les codes à dix chiffres du Tarif douanier harmonisé (TDH) primaires de référence, indiqués dans la description des produits visés dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente concernant le produit pertinent", au moyen des tableaux de concordance entre le TDH des États-Unis et les codes à six chiffres du SCIAN pour les importations.⁴³³ De l'avis des États-Unis, cela permettra d'attribuer une valeur unique de la consommation intérieure et des expéditions en trafic intérieur totales à chacun des codes à dix chiffres du TDH indiqués. Sur la base de ces deux valeurs, la part sur le marché intérieur de chaque code à dix chiffres du TDH j dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs sera

$$m_{USj} = \frac{\text{Expéditions en trafic intérieur}_j}{\text{Consommation intérieure totale}_j}$$

et la part sur le marché intérieur par ordonnance en matière de droits compensateurs m_{US} sera établie comme suit

$$m_{US} = \sum_j m_{USj} \frac{M_j}{\sum_j M_j},$$

M_j étant la valeur des importations correspondantes (importations des États-Unis en provenance du Canada) pour le code à dix chiffres du TDH j et $\sum_j M_j$ étant le total de toutes les importations visées par une ordonnance en matière de droits compensateurs".⁴³⁴

8.21. Le Canada réaffirme qu'il préfère calculer m_{US} sur la base des données I-O du BEA, notant que l'approche des États-Unis décrite dans le paragraphe ci-dessus est plus axée sur le calcul, et qu'"il y a chevauchement des produits entre les sources identifiées dans l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières et les autres sources de données proposées par les États-Unis", tandis que les "parts I-O du BEO [...] fournissent un moyen constant de calculer les parts de marché pour tous les produits."⁴³⁵ Toutefois, le Canada considère que l'approche décrite ci-dessus suivie par les États-Unis est techniquement viable. Selon lui, "une part de marché au niveau des catégories du SCIAN pour l'offre des États-Unis peut être obtenue. Convertie en des codes à dix chiffres du TDH, une part de marché moyenne pondérée peut également être calculée."⁴³⁶

8.22. L'Arbitre note que les données sur lesquelles s'appuie la proposition des États-Unis dans ce contexte spécifique sont: a) à la disposition du public; b) aussi fiables que les tableaux I-O du BEA obtenus à partir de ces données⁴³⁷; c) actualisées chaque année; d) existent à un niveau relativement granulaire; et e) peuvent facilement être alignées sur les codes du TDH. De plus, le

⁴³³ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, note de bas de page 194 relative au paragraphe 1.12 a). Les États-Unis notent que les tableaux de concordance annuels entre les codes du TDH des États-Unis et ceux à six chiffres du SCIAN pour les importations sont actuellement disponibles à l'adresse suivante <https://www.census.gov/foreign-trade/reference/codes/concordance/index.html> (États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, note de bas de page 194 relative au paragraphe 1.12 a)).

⁴³⁴ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.19.

⁴³⁵ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, paragraphe 185.

⁴³⁶ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, paragraphe 185.

⁴³⁷ Nous notons qu'aucune des parties n'a remis en question la fiabilité des données des tableaux I-O du BEA, ni des données sous-tendant ces tableaux. En fait, les objections du Canada concernant l'utilisation des données correspondantes concernent plus spécifiquement la question de savoir si ces données peuvent être manipulées d'une manière pratique pour calculer les niveaux de l'ARA.

Canada a indiqué qu'il pouvait suivre la procédure suggérée par les États-Unis dans ce contexte, et n'a présenté aucune objection concernant la raison pour laquelle elle ne pourrait raisonnablement pas être appliquée. L'Arbitre a aussi examiné en détail les procédures proposées par les États-Unis et ne voit aucune raison pour laquelle elles ne peuvent raisonnablement pas être appliquées, et considère donc que l'approche des États-Unis en ce qui concerne les produits manufacturés est raisonnable. Des procédures détaillées pour l'utilisation de cette source de données pour déterminer m_{US} pour les produits manufacturés figurent à la section 8.1.1.1.2, plus bas.

b. Produits agricoles

8.23. Pour les produits agricoles, les États-Unis suggèrent d'utiliser les données des US Farm Income and Wealth Statistics (statistiques des revenus et des avoirs agricoles des États-Unis) du Département de l'agriculture des États-Unis, et d'obtenir la valeur de la production nationale des États-Unis pour l'année de référence à partir du fichier "Annual cash receipt by commodity, U.S. and States" (encaissements annuels par produit, États-Unis et états).⁴³⁸ D'après les États-Unis, toutefois, ces données ne sont pas "fondées sur un système de classification des produits" et donc, une mise en correspondance avec les codes du TDH ne pourrait être effectuée que sur la base des désignations des produits.⁴³⁹ Nous notons qu'un tel exercice de mise en correspondance, fondé uniquement sur les désignations de produits, poserait probablement des problèmes importants.

8.24. Dans une apparente tentative de surmonter ces problèmes, les États-Unis ont ensuite précisé que "le Canada utiliserait d'abord les tableaux de concordance entre les codes à dix chiffres du TDH des États-Unis et les produits agricoles à la disposition du public, pour attribuer la valeur de la production nationale à chaque "code à dix chiffres du TDH de référence primaire".⁴⁴⁰ Le Canada obtiendrait alors une estimation des expéditions en trafic intérieur en déduisant la valeur des exportations (provenant de US Census' USA Trade Online au niveau à dix chiffres du TDH) de la valeur correspondante de l'offre intérieure. Il estimerait ensuite la consommation intérieure totale en ajoutant la valeur des importations en provenance du monde entier (provenant de US Census' USA Trade Online au niveau à dix chiffres du TDH) à l'estimation correspondante des expéditions en trafic intérieur.⁴⁴¹ Enfin, pour calculer la part sur le marché intérieur par ordonnance en matière de droits compensateurs m_{US} le Canada utiliserait la même moyenne pondérée que celle indiquée au paragraphe 8.20, plus haut, avec une référence aux produits manufacturés.⁴⁴²

8.25. En réponse à ces propositions plus détaillées présentées par les États-Unis, le Canada a affirmé que "[m]algré les multiples tentatives d'utiliser les données et les sources énumérées par les États-Unis, le Canada n'a pas identifié une méthode au moyen de laquelle les produits visés par une ordonnance en matière de droits compensateurs basés sur les catégories à dix chiffres du TDH pourraient être convertis en produits agricoles correspondants des États-Unis."⁴⁴³

8.26. L'Arbitre note que le Canada considère que les méthodes proposées par les États-Unis dans ce contexte ne sont pas applicables sur le plan pratique. Les propres tentatives de l'Arbitre pour appliquer les indications des États-Unis ont aussi été infructueuses parce qu'une claire conversion entre les codes à dix chiffres du TDH et les produits agricoles correspondants des États-Unis ne pouvait pas être établie. Par conséquent, l'Arbitre conclut que, pour les produits agricoles, les données sous-tendant les tableaux I-O du BEA ne peuvent raisonnablement pas être utilisées.

c. Produits des industries extractives et produits énergétiques

8.27. Pour les produits des industries extractives et les produits énergétiques (codes à six chiffres du SCIAN relevant du chapitre 21), les États-Unis ont initialement suggéré d'utiliser les données du

⁴³⁸ États-Unis, réponse à la question n° 145 de l'Arbitre, paragraphe 55. Les données sont actuellement disponibles à l'adresse suivante: <https://data.ers.usda.gov/reports.aspx?ID=17845>.

⁴³⁹ États Unis, réponse à la question n° 145 e) de l'Arbitre, paragraphe 51.

⁴⁴⁰ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.12 b).

⁴⁴¹ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.12 b).

⁴⁴² États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.19.

⁴⁴³ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 183.

Service d'information sur l'énergie des États-Unis du Département de l'énergie des États-Unis.⁴⁴⁴ D'après les États-Unis, toutefois, ces données ne sont pas "fondées sur un système de classification des produits" et donc, une correspondance avec les codes du TDH ne pourrait être effectuée que sur la base des désignations des produits.⁴⁴⁵ Nous notons qu'un tel exercice de mise en correspondance, fondé uniquement sur les désignations des produits, poserait probablement des problèmes importants.

8.28. Dans une apparente tentative de surmonter ces problèmes, les États-Unis ont ensuite modifié leur proposition initiale et ont suggéré d'utiliser les données "provenant des tableaux détaillés des ressources et emplois I-O du BEA servant de point de repère les plus récents qui correspondent à l'année de référence".⁴⁴⁶ Ils expliquent que ces tableaux détaillés divisent l'économie en 405 secteurs, et sont produits environ tous les 5 ans, et l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles est 2012. Ils décrivent ensuite comment ces données, de leur point de vue, pourraient être manipulées de manière technique pour calculer la part sur le marché intérieur par ordonnance en matière de droits compensateurs m_{US} .⁴⁴⁷

8.29. En réponse, le Canada fait objection à l'utilisation des données proposées par les États-Unis principalement au motif que ces données pourraient devenir obsolètes étant donné qu'elles ne sont actualisées que sporadiquement. Donc, d'après le Canada, utiliser les données I-O du BEA pour 71 secteurs qui sont actualisées sur une base annuelle est préférable à l'utilisation des données de référence du BEA pour 405 secteurs proposée par les États-Unis, dont la version la plus récente date de 2012.⁴⁴⁸

8.30. L'Arbitre note que les données de référence du BEA proposées par les États-Unis présentent l'avantage d'être relativement granulaires. Toutefois, ces données pourraient être nettement dépassées. De fait, au moment où nous rédigeons, les données de référence du BEA les plus récentes disponibles ont été publiées en 2012, il y a environ 10 ans. L'Arbitre a de sérieuses préoccupations concernant le fait que ces données dépassées ne représenteraient pas raisonnablement la situation du marché pour le produit pertinent au moment d'un événement déclencheur. En conséquence, l'Arbitre conclut que cette source de données ne peut raisonnablement pas être utilisée pour déterminer m_{US} pour les produits énergétiques et les produits des industries extractives, en particulier lorsque plus de données actualisées apparaissent disponibles sous une autre forme, à savoir les données des tableaux I-O du BEA, que nous examinerons dans la section suivante.

8.1.1.1.1.4 Données des tableaux I-O du BEA

8.31. Dans les sections précédentes, nous avons rejeté l'utilisation des sources de données proposées par les parties pour calculer la valeur des expéditions en trafic intérieur pour les produits de tous les secteurs autres que le secteur manufacturier (pour lesquels les données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières peuvent être utilisées). Donc, s'agissant des ordonnances en matière de droits compensateurs pour les secteurs autres que le secteur manufacturier, l'Arbitre doit donc déterminer sa propre approche. Cette approche, sur laquelle l'Arbitre a proposé que les parties formulent des observations au cours des questions et réponses⁴⁴⁹, est en partie basée sur le troisième étage de l'approche proposée par les États-Unis⁴⁵⁰ et sur l'approche proposée par le Canada pour estimer les parts de marché dans le modèle du Canada, étant donné que les deux utilisent les données des tableaux I-O du BEA d'une manière ou d'une autre.⁴⁵¹

⁴⁴⁴ États Unis, réponse à la question n° 145 de l'Arbitre, paragraphe 56.

⁴⁴⁵ États Unis, réponse à la question n° 145 de l'Arbitre, paragraphe 51.

⁴⁴⁶ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.12 c).

⁴⁴⁷ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphes 1.12 c) et 1.19.

⁴⁴⁸ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 182.

⁴⁴⁹ Arbitre, question n° 246 et annexe A incluse dans la troisième série de questions de l'Arbitre.

⁴⁵⁰ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 69, paragraphe 190 et n° 147, paragraphes 47 à 57.

⁴⁵¹ Canada, rapport méthodologique, paragraphes 28 à 30.

8.32. La proposition de l'Arbitre présentée aux parties pour qu'elles formulent leurs observations⁴⁵² expliquait comment le Canada calculerait pour l'année de référence sur la base des renseignements provenant de la version relative à l'année de référence des tableaux des ressources et emplois I-O du BEA pour 71 secteurs.⁴⁵³ En particulier, le Canada calculerait m_{US} dans le secteur concerné en tant que part des expéditions en trafic intérieur (production moins exportations) dans les ressources totales (production plus importations moins exportations).⁴⁵⁴ Le Canada assignerait ensuite la part de marché du secteur pertinent à chaque code à dix chiffres du TDH dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente qui est visée par ce secteur-

8.33. Lorsqu'il a présenté cette proposition aux parties, l'Arbitre savait qu'à chaque niveau à dix chiffres du TDH visé par chacun des 71 secteurs du BEA serait attribuée la même valeur de m_{US} , et que cette hypothèse introduirait un degré d'approximation inconnu dans le calcul de la part de marché global, diluant ainsi la précision du modèle dans une certaine mesure. Toutefois, cette hypothèse est nécessaire parce que les données du BEA doivent au final être converties en produit concerné, qui est décrit de manière objective dans une ordonnance en matière de droits compensateurs en tant qu'ensemble de codes à dix chiffres du TDH, un ensemble qui, bien entendu, aura probablement un champ beaucoup plus petit qu'un secteur du BEA.

8.34. En réponse à la proposition de l'Arbitre, le Canada a fait trois principales observations. Premièrement, s'agissant des catégories du SH (essentiellement des chapitres 98 et 99) qui ne peuvent pas être converties en données I-O du BEA, le Canada propose que "les parts [soient] déterminées au niveau plus agrégé SH-4 (ou SH-2, si nécessaire)".⁴⁵⁵ Deuxièmement, pour les codes du SH qui peuvent être convertis en certains secteurs I-O du BEA mais pour lesquels les données I-O du BEA n'indiquent aucune importation en raison de leur nature intangible (par exemple, comme les services publics et certains autres services), les parts de marché seraient "la moyenne pondérée des autres parts de marché relevant du SH-6 dans la position SH-4 (ou SH-2 au besoin), pondérée par la valeur des importations des États-Unis en provenance du Canada".⁴⁵⁶ Troisièmement, le Canada note que la proposition de l'Arbitre n'était pas claire en ce qui concerne la manière de traiter les importations relevant de plusieurs codes à dix chiffres du TDH qui correspondent à différents secteurs du BEA. Toutefois, le Canada comprend clairement que les calculs nécessaires doivent prendre en considération la somme des importations relevant des codes à dix chiffres du TDH dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs.⁴⁵⁷

8.35. En réponse à la proposition de l'Arbitre, les États-Unis ont présenté une version révisée de l'approche de l'Arbitre. Dans leurs révisions proposées, les États-Unis suggèrent de calculer m_{US} sur la base des codes primaires du TDH uniquement. De plus, ils donnent des précisions indiquant quelles données de quelles colonnes des tableaux I-O du BEA devraient être utilisées. Plus particulièrement, la révision comprend des dispositions qui tiennent compte des ordonnances en matière de droits compensateurs relevant de différents secteurs du BEA, une question également soulevée par le Canada. Les États-Unis suggèrent d'utiliser des moyennes pondérées en fonction des échanges des parts de marchés dans ces cas.⁴⁵⁸

⁴⁵² Arbitre, question n° 146 et annexe A incluse dans la troisième série de questions de l'Arbitre.

⁴⁵³ L'Arbitre note que les tableaux de ressources et emplois I-O pour 71 secteurs sont actualisés sur une base annuelle (voir États-Unis, réponse à la question n° 36 de l'Arbitre, paragraphe 124), et sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.bea.gov/industry/input-output-accounts-data>. Dans les cas où ces données ne sont pas disponibles pour l'année de référence en particulier, le Canada pourrait utiliser les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs disponibles pour l'année la plus proche qui précède la période de référence. Dans les cas où les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs ne sont plus disponibles, le Canada pourrait utiliser les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs de 2018, que le Canada a présenté dans la pièce CAN-7.

⁴⁵⁴ La production et les importations seraient tirées du tableau I-O "ressources" du BEA. Les exportations seraient tirées du tableau I-O "emplois" du BEA.

⁴⁵⁵ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 234.

⁴⁵⁶ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 235.

⁴⁵⁷ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 236. Nous notons aussi que nous fournissons une solution à cette question dans nos instructions plus loin.

⁴⁵⁸ États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section I, paragraphes 1.5 et 1.6, et section II, paragraphes 219 et 220. Voir la section 8.1.1.2.1.2 a) plus loin, pour les raisons pour lesquelles nous donnons pour instruction au Canada d'utiliser *tous* les codes à dix chiffres du TDH dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinents au lieu d'utiliser juste les codes "primaires" du TDH comme le préconisent les États-Unis.

8.36. Nous notons également que les deux parties ont indiqué que la proposition de l'Arbitre était une approche réalisable pour le Canada. Aucune des parties ne présente d'arguments sur la raison pour laquelle il serait déraisonnable que le Canada mette en œuvre cette proposition. De plus, outre les révisions suggérées pour lesquelles les parties ont proposé des modifications qui sont examinées dans les deux paragraphes précédents, aucune des deux parties n'a proposé d'autre méthode viable pour déterminer les expéditions en trafic intérieur des États-Unis en rapport avec les ordonnances en matière de droits compensateurs concernant les secteurs autres que le secteur manufacturier. L'Arbitre considère donc que les données I-O du BEA peuvent raisonnablement être utilisées pour déterminer les parts de marché des expéditions en trafic intérieur des États-Unis pour les produits non manufacturés. Des procédures spécifiques pour l'utilisation de cette source de données en vue de déterminer ces parts de marché, tenant compte des suggestions des parties examinées dans les deux paragraphes précédents, figurent dans la section suivante.

8.1.1.1.2 Procédures pour calculer la part des expéditions en trafic intérieur (m_{US})

8.37. Dans la présente section, l'Arbitre fournit des instructions spécifiques pour calculer m_{US} . L'Arbitre rappelle donc qu'il a sélectionné différentes sources de données à utiliser pour calculer m_{US} selon les types de produits visés par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente. Spécifiquement, le Canada utilisera les données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières pour déterminer m_{US} pour les produits manufacturés, et les données des tableaux I-O du BEA pour déterminer m_{US} pour les produits agricoles et les produits énergétiques et produits des industries extractives (ci-après dénommées produits non manufacturés). Gardant cela à l'esprit, l'Arbitre présente les instructions ci-après pour que le Canada détermine m_{US} en relation avec une ordonnance en matière de droits compensateurs donnée.

8.38. Premièrement, le Canada identifiera la période de référence (voir plus haut la section 6.4). Les instructions qui suivent, dans la présente section et ses sous-sections, se rapportent à l'année civile de la période de référence. Si les données ci-après ne sont pas disponibles pour la période de référence lorsque le Canada détermine le niveau de l'ARA, le Canada utilisera les données de l'année civile précédant la période de référence qui est l'année la plus récente pour laquelle les données pertinentes sont disponibles.

8.39. Deuxièmement, le Canada établira si une ordonnance en matière de droits compensateurs porte sur des produits agricoles ou des produits des industries extractives et énergétiques, ou sur des produits manufacturés. Pour ce faire, il fera correspondre tous les codes à dix chiffres du TDH dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs aux codes à six chiffres du SCIAN au moyen d'un tableau de correspondance officiel fourni par le Bureau des recensements des États-Unis.⁴⁵⁹ Si les deux premiers chiffres des codes correspondants du SCIAN sont 31, 32 ou 33, ce qui couvre les produits manufacturés, le Canada utilisera l'approche exposée dans la sous-section a) plus loin. Si les deux premiers chiffres des codes correspondants du SCIAN sont autres que 31, 32 ou 33, et se rapportent donc à des produits non manufacturés, le Canada utilisera l'approche exposée dans la sous-section b) plus loin. Si une ordonnance en matière de droits compensateurs couvre à la fois les produits manufacturés et les produits non manufacturés, le Canada utilisera les deux approches, parvenant à un m_{US} par ordonnance en matière de droits compensateurs, pondéré en fonction des échanges, au moyen de la formule suivante:

$$m_{US} = \sum_k m_{USk} \frac{M_k}{\sum_k M_k},$$

m_{USk} étant la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis pour le secteur k avec $k \in \{\text{manufacturé, non manufacturé}\}$, M_k la valeur des importations correspondantes (importations des États-Unis en provenance du Canada), et $\sum_k M_k$ étant le total de toutes les importations des États-Unis en provenance du Canada visées par une ordonnance en matière de droits compensateurs dans le secteur k .

⁴⁵⁹ Les tableaux de correspondance peuvent être consultés à l'adresse suivante <https://www.census.gov/foreign-trade/reference/codes/concordance/index.html>.

a. Pour les ordonnances en matière de droits compensateurs visant les produits manufacturés

8.40. Dans la section 8.1.1.1.1.3 plus haut, l'Arbitre a déterminé que le Canada utiliserait les données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières pour déterminer m_{US} pour les produits manufacturés. Le Canada appliquera les procédures suivantes pour déterminer m_{US} pour ces produits au moyen des données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières.

8.41. Le Canada fera d'abord correspondre tous les codes à dix chiffres du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs indiqués, au moyen d'un tableau de correspondance officiel fourni par le Bureau des recensements des États-Unis.⁴⁶⁰ Une fois que chaque code à dix chiffres du TDH d'une ordonnance en matière de droits compensateurs est attribué à un code à six chiffres du SCIAN et dans les cas où tous les codes à dix chiffres du TDH d'une ordonnance en matière de droits compensateurs correspondent au même code à six chiffres du SCIAN, la part des expéditions en trafic intérieur par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée sur la base des données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières se référant à ce code du SCIAN.

8.42. Le Canada accédera aux données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières fournies par le Bureau du recensement des États-Unis dans le tableau intitulé "Summary Statistics for Industry Groups and Industries in the United States" (statistiques récapitulatives pour les groupes industriels et les industries des États-Unis) et dans la colonne "Sales, value of shipments or revenue (\$1,000)" (ventes, valeur des expéditions ou recettes (milliers de dollars)).⁴⁶¹ Ces données par code à six chiffres du SCIAN comprennent les expéditions en trafic intérieur et les exportations, mais pas les importations, et donc le Canada accédera aux exportations et importations (à des fins de consommation) par code à six chiffres du SCIAN à partir de USA Trade Online ou, si ces données ne sont pas disponibles, de la base de données DataWeb de l'USITC. Il calculera ensuite la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis, comme suit:

$$m_{US} = \frac{\text{Expéditions en trafic intérieur}}{\text{Consommation intérieure totale}} = \frac{\text{Ventes} - \text{Exportations}}{\text{Ventes} - \text{Exportations} + \text{Importations}}$$

8.43. Dans les cas où plusieurs codes à dix chiffres du TDH pertinents sont attribués à des codes à six chiffres du SCIAN différents, la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée comme une moyenne pondérée de la part de chaque produit relevant d'une position à dix chiffres du TDH dans les expéditions intérieures des États-Unis, en utilisant, en tant que coefficients de pondération, les importations des États-Unis concernant les positions à dix chiffres du TDH en provenance du Canada – ces données étant tirées de USA Trade Online ou, si celles-ci ne sont pas disponibles, de la base de données DataWeb de l'USITC – pour la période de référence, selon la formule suivante:

$$m_{US} = \sum_j m_{USj} \frac{M_j}{\sum_j M_j},$$

m_{USj} étant la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis relevant du code à dix chiffres du TDH j (commun à tous les codes à dix chiffres correspondant au même code à six chiffres du SCIAN), M_j étant la valeur des importations correspondante (importations des États-Unis en provenance du Canada), et $\sum_j M_j$ étant le total de l'ensemble des importations des États-Unis en provenance du Canada visées par une ordonnance en matière de droits compensateurs.

8.44. Dans les cas où seul un sous-ensemble de codes à dix chiffres du TDH peut être attribué à un ou plusieurs codes à six chiffres du SCIAN, les deux premiers chiffres étant égaux à 31, 32 ou 33,

⁴⁶⁰ Les tableaux de correspondance peuvent être consultés à l'adresse suivante <https://www.census.gov/foreign-trade/reference/codes/concordance/index.html>. Voir la section 8.1.1.2.1.2 a) plus loin, pour les raisons pour lesquelles nous donnons pour instruction au Canada d'utiliser tous les codes à dix chiffres du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinents au lieu d'utiliser juste les codes "primaires" du TDH comme le préconisent les États-Unis.

⁴⁶¹ Les tableaux de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières peuvent être consultés à l'adresse suivante <https://www.census.gov/foreign-trade/reference/codes/concordance/index.html>.

le Canada calculera m_{US} par ordonnance en matière de droits compensateurs uniquement sur la base de ces éléments.

8.45. Au cas où le Canada constaterait que les données de l'enquête annuelle sur les entreprises manufacturières sont, pour quelque raison que ce soit, inutilisables ou nettement dépassées, le Canada informerait les États-Unis et les consulterait pour établir si les données I-O du BEA pourraient être utilisées au lieu des données de l'enquête annuelles sur les entreprises manufacturières. Si les États-Unis ne fournissent pas un moyen viable de remédier aux lacunes potentielles dans les données, le Canada utilisera les données I-O du BEA.

b. Pour les ordonnances en matière de droits compensateurs visant les produits non manufacturés

8.46. Dans la section 8.1.1.1.4, plus haut, l'Arbitre a déterminé que le Canada utiliserait les données des tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs pour déterminer m_{US} pour les produits non manufacturés. Le Canada appliquera les procédures suivantes pour déterminer m_{US} pour ces produits au moyen de ces données.

8.47. Le Canada fera d'abord correspondre tous les codes à dix chiffres du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs indiqués avec les codes à six chiffres du SCIAN, au moyen d'un tableau de correspondance officiel fourni par le Bureau des recensements des États-Unis.⁴⁶² Le Canada attribuera à chaque code à dix chiffres du TDH les trois premiers chiffres du code à six chiffres du SCIAN correspondant. Une fois que chaque code à dix chiffres du TDH d'une ordonnance en matière de droits compensateurs est attribué à un code à trois chiffres du SCIAN et dans les cas où tous les codes à dix chiffres du TDH d'une ordonnance en matière de droits compensateurs sont attribués au même code à trois chiffres du SCIAN, la part des expéditions en trafic intérieur par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée sur la base des données du BEA faisant référence à ce code à trois chiffres du SCIAN. Le Canada accédera ensuite aux tableaux des ressources et emplois fournis par le BEA au niveau à trois chiffres du SCIAN.⁴⁶³ Le total de la production et des importations de marchandises serait tiré du tableau "ressources", et les exportations de marchandises et de services du tableau "emplois". La part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis sera ensuite calculée comme suit:

$$m_{US} = \frac{\text{Production totale de produits} - \text{Exportations de marchandises et de services}}{\text{Production totale de produits} - \text{Exportations de marchandises et de services} + \text{Importations}}$$

8.48. Dans les cas où plusieurs codes à dix chiffres du TDH sont attribués à des codes à trois chiffres du SCIAN différents, la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée comme une moyenne pondérée de la part de chaque produit relevant d'une position à dix chiffres du TDH dans les expéditions intérieures des États-Unis, en utilisant, en tant que coefficients de pondération, les importations des États-Unis concernant les positions à dix chiffres du TDH en provenance du Canada – ces données provenant de USA Trade Online ou, si celles-ci ne sont pas disponibles, de la base de données DataWeb de l'USITC – pour l'année de référence, selon la formule suivante:

$$m_{US} = \sum_j m_{USj} \frac{M_j}{\sum_j M_j},$$

⁴⁶² Les tableaux de correspondance peuvent être consultés à l'adresse suivante <https://www.census.gov/foreign-trade/reference/codes/concordance/index.html>. Voir la section 8.1.1.2.1.2 a) plus loin, pour les raisons pour lesquelles nous donnons pour instruction au Canada d'utiliser tous les codes à dix chiffres du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinents au lieu d'utiliser juste les codes "primaires" du TDH comme le préconisent les États-Unis.

⁴⁶³ Les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs sont actualisés sur une base annuelle (voir États-Unis, réponse à la question n° 36 de l'Arbitre, paragraphe 124) et sont actuellement disponibles à l'adresse suivante: <https://www.bea.gov/industry/input-output-accounts-data>. Au cas où ces tableaux ne seraient pas disponibles pour l'année de référence, le Canada utilisera les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs disponibles pour l'année la plus proche précédant la période de référence. Dans le cas peu probable où les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs ne seraient pas disponibles, le Canada pourra utiliser les tableaux I-O des ressources et emplois du BEA pour 71 secteurs de 2018, que le Canada a présenté dans la pièce CAN-7.

m_{USj} étant la part des expéditions en trafic intérieur des États-Unis pour le code à dix chiffres du TDH j (commun à tous les codes à dix chiffres correspondant au même code à trois chiffres du SCIAN), M_j étant la valeur des importations correspondante (importations des États-Unis en provenance du Canada), et $\sum_j M_j$ étant le total de l'ensemble des importations des États-Unis en provenance du Canada visées par une ordonnance en matière de droits compensateurs.⁴⁶⁴

8.49. Dans les cas où un code à dix chiffres donné du TDH ne peut pas être attribué à un ou plusieurs codes à six chiffres du SCIAN, les deux premiers chiffres n'étant pas égaux à 31, 32 ou 33, le Canada calculera m_{US} par ordonnance en matière de droits compensateurs sur la base des codes du TDH qui peuvent être attribués à un code du SCIAN.

8.50. Dans les cas où aucun code à dix chiffres du TDH ne peut être attribué à un code à trois chiffres du SCIAN ou que m_{US} tel que calculé suivant les procédures décrites est égal à zéro, le Canada calculera m_{US} en tant que part moyenne des expéditions en trafic intérieur dans l'ensemble des branches de production appliquant l'autre approche ci-après

$$m_{US} = \frac{\sum_S (\text{Production totale de produits} - \text{Exportations de marchandises et de services})}{\sum_S (\text{Production totale de produits} + \text{Importations} - \text{Exportations de marchandises et de services})}$$

S représentant les codes à trois chiffres du SCIAN.

8.1.1.2 Valeur des importations canadiennes affectées et non affectées

8.51. Il est rappelé que deux des quatre parts de marché utilisées dans le modèle retenu concernent les importations canadiennes assujetties à des taux de droits compensateurs qui sont affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD (importations canadiennes affectées) et celles qui ne sont pas affectées par cette mesure (importations canadiennes non affectées). Pour obtenir ces parts de marché, les valeurs totales des importations canadiennes affectées et non affectées (importations canadiennes aux États-Unis, nettes de tous droits ou droits de douane) sont requises. Les parts de marché sont ensuite calculées en utilisant ces valeurs comme numérateurs au-dessus d'un dénominateur commun qui est la taille du marché des États-Unis pour le produit pertinent. La présente section décrit comment le Canada calculera aussi bien les valeurs des importations canadiennes affectées que les valeurs de celles qui ne le sont pas.⁴⁶⁵ Nous notons donc pour commencer que le Canada calculera aussi bien les valeurs des importations des sociétés canadiennes affectées que les valeurs de celles qui ne le sont pas en utilisant les mêmes méthodes. Toutefois, ces méthodes varieront principalement en fonction de la ou des sources de données que le Canada utilisera pour calculer ces valeurs.

8.52. Ayant ce contexte à l'esprit, la présente section comprend trois parties. Premièrement, la section décrit comment le Canada calculera les valeurs des importations lorsque les données dont les parties conviennent qu'elles devraient idéalement être utilisées pour calculer les valeurs des importations, c'est-à-dire les données de l'Administration des douanes des États-Unis, seront disponibles. Deuxièmement, elle décrit comment le Canada calculera les valeurs des importations si ces données ne sont pas disponibles. Enfin, elle décrit comment les valeurs des importations seront calculées pour ce qu'il est convenu d'appeler les nouveaux expéditeurs.

8.53. Nous jugeons également utile à ce stade de rappeler qu'il faudra plus tard attribuer des taux de droits pertinents aux valeurs des importations affectées et non affectées. La manière dont ces taux de droits seront attribués aux valeurs des importations que le Canada déterminera selon les procédures exposées dans la présente section est indiquée plus bas dans la section 8.1.2. Toutefois, il convient de noter, par souci de clarté, que le modèle exige que trois types de taux de droits différents soient déterminés et attribués aux valeurs des importations. Spécifiquement, il s'agit des taux de droits compensateurs de la période de référence (c'est-à-dire les taux de droits compensateurs en vigueur pendant la période de référence), des taux de droits compensateurs factuels (c'est-à-dire les taux de droits compensateurs qui sont en vigueur à la suite de l'événement déclencheur) et, uniquement pour les importations canadiennes affectées, des taux de droits

⁴⁶⁴ L'Arbitre note que les États-Unis proposent une telle procédure, traitant ainsi une question que le Canada a également soulevée et, s'agissant des élasticités, également approuvée.

⁴⁶⁵ Le paragraphe 8.5, plus haut, décrit en détail comment les parts de marché pertinentes sont obtenues en utilisant ces chiffres.

contrefactuels (c'est-à-dire ce que devient le taux de droit factuel dans le contrefactuel). Il est important de garder ceci à l'esprit dans ce contexte car les parties et nous décrivons et classons souvent les sociétés en fonction du type de taux de droit compensateur *factuel* qu'elles ont à la suite de l'événement déclencheur (c'est-à-dire un taux de droit compensateur attribué individuellement factuel, un taux de droit compensateur non retenu factuel ou un taux de droit compensateur résiduel global factuel).

8.1.1.2.1 Calcul de la valeur des importations à l'aide des données de l'Administration des douanes des États-Unis

8.54. Pour déterminer la valeur des importations, le Canada avait initialement proposé d'obtenir les données directement auprès des sociétés canadiennes dont les taux de droits compensateurs étaient affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁴⁶⁶ Toutefois, en réponse aux questions ultérieures de l'Arbitre, le Canada a révisé son approche. Il propose maintenant d'utiliser les données de l'Administration des douanes des États-Unis pour déterminer les valeurs des importations, au moins en premier recours, à condition que: a) les parties conviennent du champ des données désagrégées à fournir; b) les données soient vérifiables par le Canada; c) des procédures et des délais appropriés pour l'échange des renseignements soient établis; et d) les parties conviennent de procédures en matière de confidentialité.⁴⁶⁷ Il note également que la méthode employée par l'Arbitre chargé de l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* pour calculer les valeurs pertinentes des importations permettait au plaignant initial de calculer un niveau de suspension même dans les cas où les données étaient incomplètes ou les parties étaient en désaccord sur la question de savoir quelles données devraient être utilisées dans ce calcul. Le Canada estime que cette flexibilité devrait être présente ici aussi.⁴⁶⁸ Pour leur part, les États-Unis ont constamment fait valoir au cours de la présente procédure que les données de l'Administration des douanes des États-Unis devraient être utilisées en premier recours pour calculer la valeur des importations.⁴⁶⁹

8.55. L'Arbitre note que les propositions des parties concernant la manière de calculer la valeur des importations sont assez longues. Par conséquent, il apparaît qu'il est utile d'examiner ces propositions au regard des questions suivantes: i) le caractère raisonnable de l'utilisation des données de l'Administration des douanes des États-Unis; ii) les notifications initiales à la suite d'un événement déclencheur; iii) la recherche dans les données de l'Administration des douanes et la communication de ces données au Canada; iv) la vérification canadienne des données de l'Administration des douanes et les procédures de consultation; et v) les arguments des parties concernant les valeurs des importations des sociétés non affectées. La présente décision traite de chaque question l'une après l'autre.

8.1.1.2.1.1 Caractère raisonnable de l'utilisation des données de l'Administration des douanes des États-Unis

8.56. Les deux parties proposent d'utiliser les données de l'Administration des douanes des États-Unis en premier recours pour calculer la valeur des importations. Dans ce contexte, les États-Unis mettent généralement en avant qu'aucune méthode à cet égard ne devrait permettre au Canada de choisir unilatéralement les données d'entrée pour la modélisation qui sont utilisées pour calculer la valeur des importations⁴⁷⁰, et qu'il serait tout à fait approprié d'identifier les importations pertinentes à partir des données de l'Administration des douanes des États-Unis (recueillies par voie électronique dans le portail de données du système d'environnement commercial automatisé (ACE) de l'Administration des douanes). Il en est ainsi, à leur avis, parce que "[c]es données sont les données les plus précises par société".⁴⁷¹ En particulier, les États-Unis considèrent qu'il faut préférer

⁴⁶⁶ Canada, note méthodologique, paragraphes 13 à 16; communication écrite, section IV.C.3.

⁴⁶⁷ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphes 175 et 176. Le Canada explique que l'Administration des douanes des États-Unis tient une liste complète de toutes les expéditions des sociétés canadiennes vers les États-Unis par code du TDH et par valeur dans une base de données unique, mais que cette base de données peut uniquement être consultée directement par l'Administration des douanes des États-Unis et n'est pas à la disposition du public (Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphe 177, et n° 87, paragraphes 196 à 198). Il explique en outre qu'il ne recueille pas de renseignements sur les exportations vers les États-Unis (Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 175).

⁴⁶⁸ Canada, communication écrite, paragraphe 175.

⁴⁶⁹ Voir, par exemple, États-Unis, communication écrite, paragraphe 139.

⁴⁷⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 135.

⁴⁷¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 139.

les données de l'Administration des douanes des États-Unis à la collecte de données sur les ventes directement auprès des sociétés canadiennes parce que cela serait plus efficace que de recueillir des renseignements auprès de multiples sociétés et que les données de l'Administration des douanes sont propres aux sociétés et organisées au niveau des codes à dix chiffres du TDH.⁴⁷² Ils allèguent que l'utilisation de ces données de l'Administration des douanes est compatible avec les décisions arbitrales antérieures⁴⁷³, et que cela a aussi pour avantage d'éliminer les complexités associées à l'obtention de renseignements directement auprès des exportateurs canadiens, et à la consultation entre le Canada et les États-Unis concernant ces renseignements.⁴⁷⁴

8.57. Le Canada affirme qu'il est tout à fait judicieux de s'appuyer sur les données de l'Administration des douanes des États-Unis pour calculer la valeur des importations car ces données constituent un ensemble de données préexistant complet comprenant toutes les expéditions des sociétés canadiennes vers les États-Unis organisées par code du TDH.⁴⁷⁵ Il indique en outre que les données de l'Administration des douanes des États-Unis sont toujours recueillies par société.⁴⁷⁶ En résumé, à son avis, "les données de l'Administration des douanes des États-Unis sont la meilleure source de données disponible pour déterminer la valeur des importations".⁴⁷⁷

8.58. L'Arbitre considère que la suggestion des parties d'utiliser les données de l'Administration des douanes des États-Unis en premier recours pour calculer la valeur des importations est raisonnable. Comme les deux parties le font observer, les données de l'Administration des douanes des États-Unis sont recueillies par expédition et par société⁴⁷⁸, sont ensuite organisées au niveau des codes à dix chiffres du TDH (ce qui signifie que les données peuvent être mises en correspondance avec les codes à dix chiffres du TDH figurant dans une ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente) et sont regroupées dans une base de données complète unique, à savoir la base de données ACE de l'Administration des douanes des États-Unis.⁴⁷⁹ De plus, comme il est expliqué plus bas dans la section 8.1.1.2.1.2, après qu'une ordonnance en matière de droits compensateurs est en place, les dossiers de la base de données ACE devraient aussi pouvoir être consultés au moyen d'un numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs unique qui sera attribué aux expéditions de produits dont les importateurs ont déterminé qu'ils étaient visés par une ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente, ce qui offre ainsi un autre outil de recherche utile.

8.59. De plus, les données de l'Administration des douanes des États-Unis présentent des indices de fiabilité importants. D'une manière générale, nous observons que les États-Unis ont intérêt à tracer de manière fiable les marchandises qui entrent sur leur territoire et à fixer des droits appropriés pour ces importations. L'Administration des douanes est l'autorité des États-Unis chargée de cette tâche.⁴⁸⁰ Les données dont elle dispose lui sont communiquées par voie électronique sur le formulaire 7501 "Entry Summary" (déclaration d'importation), qui est rempli par les importateurs (c'est-à-dire, habituellement, une tierce partie qui n'est directement visée par aucune ordonnance en matière de droits compensateurs) de façon très détaillée.⁴⁸¹ Les importateurs sont passibles

⁴⁷² États-Unis, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 242.

⁴⁷³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 139 et note de bas de page 139 y relative (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 3.110 ("Étant donné que les autorités des États-Unis sont chargées d'appliquer des droits antidumping et des droits compensateurs, et de recueillir des données sur la valeur des importations, l'Arbitre a demandé aux États-Unis de fournir des données sur la valeur des importations"; et faisant référence à la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.22).

⁴⁷⁴ États-Unis, communication écrite, paragraphe 140.

⁴⁷⁵ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 177.

⁴⁷⁶ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 87, paragraphe 204, et n° 90, paragraphe 209.

⁴⁷⁷ Canada, réponse à la question n° 162 de l'Arbitre, paragraphe 134.

⁴⁷⁸ Les données par société sont importantes car, comme il est indiqué plus bas dans la section 8.1.2, les taux de droits de la période de référence, les taux de droits factuels et les taux de droits contrefactuels des sociétés canadiennes pertinentes sont des données d'entrée pour la modélisation. Ces taux sont souvent propres à une société. Comme les moyennes pondérées de ces taux de droits sont nécessaires pour structurer le total combiné des variétés canadiennes affectées et non affectées, et que les valeurs des importations sont utilisées en tant que coefficients de pondérations, ces valeurs doivent aussi être propres à une société.

⁴⁷⁹ États-Unis, réponse à la question n° 36 de l'Arbitre, paragraphe 117.

⁴⁸⁰ États-Unis, réponse à la question n° 152 de l'Arbitre, paragraphe 72.

⁴⁸¹ États-Unis, réponse à la question n° 174 de l'Arbitre, paragraphe 93 (faisant référence à U.S. Customs, "Entry Summary", Form 7501 (pièce CAN-93). Voir aussi Canada, réponse à la question n° 87 de l'Arbitre, paragraphe 199). L'Arbitre note que les parties ont expliqué que chaque code à dix chiffres du TDH

d'amendes administratives si le formulaire contient des erreurs.⁴⁸² Des recherches peuvent être effectuées dans la base de données ACE sur n'importe quel champ du formulaire 7501.⁴⁸³ De plus, dans la mesure où il y a des erreurs dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis, les procédures de vérification et de consultation analysées plus en détail plus loin peuvent contribuer à réduire au minimum leur incidence.

8.60. Enfin, les deux parties auront accès aux données de l'Administration des douanes des États-Unis. Bien entendu, les États-Unis seront les premiers à les détenir. Ces données sont en principe confidentielles et ne sont pas à la disposition du public.⁴⁸⁴ Les parties ont toutefois expliqué que les États-Unis pouvaient partager ces données avec le Canada si elles convenaient de procédures RCC régissant cet échange et si l'Arbitre donnait pour instruction aux États-Unis de partager ces données avec le Canada aux fins de la mise en œuvre du modèle retenu.⁴⁸⁵ Elles ont présenté un projet conjoint de "[m]émorandum d'accord entre le Canada et les États-Unis concernant les procédures à appliquer aux renseignements commerciaux confidentiels dans la mesure nécessaire pour appliquer une autorisation de l'ORD compatible avec la décision de l'Arbitre" (le Mémorandum d'accord sur les RCC).⁴⁸⁶ Elles ont ensuite fourni des copies signées de ce mémorandum d'accord, s'engageant ainsi à en respecter les dispositions.⁴⁸⁷ Le champ d'application et la teneur de ces procédures apparaissent comme raisonnables et permettraient aux États-Unis de partager des renseignements confidentiels de l'Administration des douanes des États-Unis avec le Canada afin de calculer des niveaux d'ARA si et quand des événements déclencheurs se produisaient.⁴⁸⁸ À ce stade de sa décision, l'Arbitre donne donc pour instruction aux États-Unis, conformément au Mémorandum d'accord sur les RCC, de partager les données de l'Administration des douanes des États-Unis (et toute autre donnée pertinente entrant dans le champ du Mémorandum d'accord sur les RCC) avec le Canada afin de faciliter le calcul par ce dernier de niveaux d'ARA conformes aux termes de la présente décision.

8.61. En résumé, l'Arbitre conclut que le Canada utilisera les données de l'Administration des douanes des États-Unis pour calculer les valeurs des importations des sociétés canadiennes affectées et non affectées lorsque ces données seront disponibles et auront été fournies au Canada conformément au Mémorandum d'accord sur les RCC conclu entre les parties.

figurant dans une déclaration d'importation se verra attribuer une valeur (Canada, réponse à la question n° 216 de l'Arbitre, paragraphe 161; États-Unis, réponse à la question n° 216 de l'Arbitre, paragraphe 123). Les parties ont aussi confirmé qu'une valeur d'importation était associée au numéro antidumping/en matière de droits compensateurs lorsque ce dernier figurait dans le formulaire 7501 (Canada, réponse à la question n° 208 de l'Arbitre, paragraphes 147 à 150; États-Unis, réponse à la question n° 217 de l'Arbitre, paragraphes 124 à 126). L'"importateur enregistré" est chargé de remplir le formulaire; il peut s'agir d'un certain nombre d'entités différentes et même de l'exportateur dans certaines circonstances (19 U.S.C. § 1484 (pièce CAN-151); États-Unis, réponse à la question n° 264 de l'Arbitre, paragraphe 198).

⁴⁸² États-Unis, réponse à la question n° 174 de l'Arbitre, paragraphe 93 (citant 19 USC § 1592 (pièce USA-43)).

⁴⁸³ États-Unis, réponse à la question n° 174 de l'Arbitre, paragraphe 93.

⁴⁸⁴ États-Unis, réponse aux questions n° 87 et 101 de l'Arbitre, paragraphe 259 (citant 19 USC § 1677f (pièce USA-17)).

⁴⁸⁵ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 194 et note de bas de page 220 y relative; États-Unis, réponse à la question n° 101 de l'Arbitre, paragraphe 260.

⁴⁸⁶ Jointly Proposed Understanding between Canada and the United States Concerning Procedures to Apply to Business Confidential Information to the Extent Necessary to Apply a DSB Authorization Consistent with the Arbitrator's Decision ("BCI Understanding") (pièce USA-47); Canada, réponse à la troisième série de questions de l'Arbitre, annexe A.

⁴⁸⁷ Voir Jointly Agreed BCI Understanding (pièce USA-60); Signed Cover Letter and Mutually Agreed Understanding between Canada and the United States Concerning Procedures to Apply to Business Confidential Information to the Extent Necessary to Apply a DSB Authorization Consistent with the Arbitrator's Decision (pièce CAN-171).

⁴⁸⁸ Voir États-Unis, réponse à la question n° 153 de l'Arbitre, paragraphe 75 (portant sur le champ d'application des procédures). Le Mémorandum d'accord sur les RCC permettrait en outre à l'USDOC de partager des renseignements par ailleurs confidentiels avec le Canada si la partie qui les lui a communiqués consent à cette divulgation. La partie qui a communiqué les renseignements doit offrir ce consentement additionnel s'il s'agit de renseignements confidentiels versés au dossier de l'USDOC parce que ces renseignements sont protégés par une ordonnance conservatoire administrative (États-Unis, réponse à la question n° 161 de l'Arbitre, paragraphe 101).

8.1.1.2.1.2 Notification initiale du Canada aux États-Unis à la suite d'un événement déclencheur

8.62. Le Canada explique qu'à la suite d'un événement déclencheur, il informerait les États-Unis de son intention de suspendre des concessions au moyen d'une notification écrite.⁴⁸⁹ Il envisage que la notification comprendrait ce qui suit:

- a. une notification indiquant que le Canada a l'intention de suspendre des concessions en ce qui concerne une application donnée de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD;
- b. les noms de tous les exportateurs canadiens qui sont alors assujettis à des taux de droits compensateurs individuels pertinents affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD;
- c. les noms de tous les exportateurs canadiens qui sont assujettis à un taux de droit compensateur individuel mais non affecté pertinent et des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête qui ont été exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente;
- d. les noms de toutes filiales à participation croisée de sociétés affectées ou non affectées qui ont des taux de droits compensateurs individuels;
- e. une demande aux États-Unis visant à ce qu'ils recueillent des données sur les importations canadiennes du produit pertinent auprès de l'Administration des douanes des États-Unis en se référant aux codes du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente ou au numéro de dossier en matière de droits compensateurs pertinent;
- f. une liste des codes du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente;
- g. les noms des sociétés affectées et non affectées assujetties à des taux de droits compensateurs non retenus; et
- h. la période de référence.⁴⁹⁰

8.63. Le Canada indique aussi qu'il inclurait la feuille de calcul Excel que l'Administration des douanes des États-Unis remplirait et lui transmettrait ensuite, contenant les données pertinentes de l'Administration des douanes (cette feuille de calcul est décrite plus en détail plus loin dans la section 8.1.1.2.1.3).⁴⁹¹

8.64. Les États-Unis approuvent d'une manière générale le champ des renseignements que la notification initiale canadienne devrait inclure à la suite d'un événement déclencheur.⁴⁹² Ils estiment que le Canada devrait aussi inclure le nom des sociétés canadiennes qui exportent vers les États-Unis au taux résiduel global, dans la mesure où ces renseignements sont disponibles.⁴⁹³

8.65. L'Arbitre considère que pour apprécier pleinement la pertinence de certains renseignements dont les parties proposent l'inclusion dans la notification initiale, certains éléments de contexte sur l'administration des ordonnances en matière de droits compensateurs des États-Unis seraient utiles.

⁴⁸⁹ Selon les États-Unis, le point de contact du Canada pour toutes communications de ce type concernant le calcul d'un niveau d'ARA est le conseiller juridique de la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce (États-Unis, réponse à la question n° 119 de l'Arbitre, paragraphe 6). Le point de contact du Canada serait le directeur exécutif de la Direction des recours commerciaux et de la politique commerciale en Amérique du Nord (TNE) au Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement, et le directeur de la Direction du droit des recours commerciaux de la Direction générale du droit commercial (JLT) (Canada, réponse à la question n° 119 de l'Arbitre, paragraphe 33).

⁴⁹⁰ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphe 189, n° 154, paragraphes 105 i) et 106 i), n° 186, paragraphes 34 à 37, et n° 288, paragraphe 37.

⁴⁹¹ Canada, réponse à la question n° 186 de l'Arbitre, paragraphe 37.

⁴⁹² États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 173, paragraphe 90, n° 186, paragraphe 14, et n° 288, paragraphe 26. Voir aussi États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 186 de l'Arbitre, paragraphe 22.

⁴⁹³ États-Unis, réponse à la question n° 186 de l'Arbitre, paragraphe 14.

Ainsi, nous notons qu'il ressort du dossier qu'après l'imposition d'une ordonnance en matière de droits compensateurs à la suite d'une enquête initiale, chaque société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête se voit attribuer un numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs spécifique, dont une partie correspond à l'ordonnance en matière de droits compensateurs en général et une partie est propre à chaque société. Il existe aussi un numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs spécifique qui correspond au taux résiduel global. De plus, dans un réexamen administratif, chaque société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête se voit aussi attribuer un numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs individuel, comme toutes les sociétés assujetties au taux non retenu.⁴⁹⁴ Les importateurs indiquent ces numéros sur le formulaire 7501 afin de spécifier quelle est ou quelles sont l'ordonnance ou les ordonnances en matière de droits compensateurs à laquelle ou auxquelles les marchandises importées sont assujetties et quels taux de droits compensateurs sont appliqués à ces importations.⁴⁹⁵ Toutefois, les importateurs ne sont pas tenus de déclarer les numéros de dossier en matière de droits compensateurs des sociétés qui ont été exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs.⁴⁹⁶

8.66. Ainsi, s'agissant d'une période de référence précédant la publication d'une ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente, nous notons que la seule façon d'identifier les importations pertinentes dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis est de mettre en correspondance les codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance avec les codes à dix chiffres du TDH indiqués sur le formulaire 7501.⁴⁹⁷ Il en est ainsi parce que les numéros de dossier en matière de droits compensateurs pertinents n'ont pas encore été attribués au moment de la période de référence. S'agissant d'une période de référence ayant lieu après qu'une ordonnance en matière de droits compensateurs est en place, les marchandises indiquées sur le formulaire 7501 qui sont visées par l'ordonnance pourraient être identifiées plus simplement en recherchant le numéro de dossier en matière de droits compensateurs pertinent.⁴⁹⁸ Dans ce cas toutefois une recherche additionnelle devrait être effectuée en ce qui concerne les sociétés exclues du champ d'une ordonnance en matière de droits compensateurs car les importateurs pourraient ne pas avoir inclus les numéros de dossier en matière de droits compensateurs de ces sociétés sur le formulaire 7501. Les parties proposent que l'Administration des douanes des États-Unis recherche les noms de ces sociétés pour les périodes de référence postérieures à l'enquête. Ces noms seraient aussi recoupés avec les codes à dix chiffres du TDH pertinents figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pour identifier les importations de ces sociétés assujetties à l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente.⁴⁹⁹

8.67. Ces éléments de contexte étant établis, nous notons que les parties sont en désaccord sur 2 points qu'il serait utile de clarifier à ce stade: a) quels codes à dix chiffres du TDH figurant dans une ordonnance en matière de droits compensateurs donnée devraient être utilisés pour identifier les importations pertinentes dans l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis; et b) à quel moment faudrait-il identifier les filiales à participation croisée des sociétés canadiennes pertinentes. Nous examinons ces points l'un après l'autre.

a) Codes à dix chiffres du TDH appropriés

8.68. Le désaccord entre les parties concernant le point de savoir quels codes à dix chiffres du TDH figurant dans une ordonnance en matière de droits compensateurs devraient être utilisés pour identifier les importations pertinentes dans l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis provient du fait, comme les États-Unis l'expliquent, qu'une telle ordonnance peut

⁴⁹⁴ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 208, paragraphes 147 à 150, et n° 275, paragraphes 1 et 2; États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 177, paragraphe 98, n° 219, paragraphes 128 à 132, et n° 234, paragraphe 157.

⁴⁹⁵ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 178; États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 96, paragraphe 251, et n° 106, paragraphe 271.

⁴⁹⁶ Canada, réponse à la question n° 217 de l'Arbitre, paragraphes 162 à 166; États-Unis, réponse à la question n° 217 de l'Arbitre, paragraphes 124 à 126; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 217 de l'Arbitre, paragraphes 63 et 64; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 217 de l'Arbitre, paragraphes 112 à 114.

⁴⁹⁷ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 178.

⁴⁹⁸ États-Unis, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphes 252 et 253.

⁴⁹⁹ États-Unis, réponse à la question n° 217 de l'Arbitre, paragraphe 125; Canada, réponse à la question n° 275 de l'Arbitre, paragraphe 2; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 275 de l'Arbitre, paragraphe 3.

faire référence à deux types de codes du TDH, à savoir les codes dont le(s) produit(s) pertinent(s) "relève"/"relèvent" et les codes additionnels dont le(s) produit(s) "peut"/"peuvent" ou "pourrait"/"pourraient" relever, ces derniers étant généralement plus larges que le(s) produit(s) visé(s) par l'ordonnance.⁵⁰⁰ Ainsi, selon les États-Unis, pour éviter l'inclusion induite d'un trop grand nombre de produits et l'inflation concomitante du niveau calculé de l'ARA, seul le premier groupe de codes du TDH devrait être utilisé.⁵⁰¹ Les États-Unis ont aussi déclaré d'une manière plus générale que l'utilisation de données au niveau des codes à dix chiffres du TDH "surestimerait probablement la valeur des importations qui seraient assujetties à des droits antidumping ou compensateurs au titre de chaque ordonnance car certaines valeurs du code de référence du TDH ne sont pas assujetties à des droits, mais il s'agit tout de même des meilleurs renseignements disponibles dans les circonstances".⁵⁰²

8.69. Le Canada affirme que tous les codes du TDH mentionnés dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs devraient être utilisés pour définir le produit pertinent et pas seulement les codes "primaires" du TDH, comme les États-Unis le prônent. Il estime qu'il en est ainsi parce qu'on s'attendrait tout de même à ce que ces codes "secondaires" comprennent des importations du produit pertinent et que, par conséquent, s'ils étaient exclus, cela entraînerait probablement une sous-estimation des valeurs des importations et donc une estimation inexacte du niveau de l'ARA.⁵⁰³ Il affirme aussi que les États-Unis n'ont pas expliqué de manière convaincante s'il y avait une différence significative entre un code "primaire" et un code "secondaire" dans ce contexte.⁵⁰⁴ Il fait remarquer en outre qu'il n'a connaissance d'aucune loi ou réglementation régissant les cas dans lesquels l'USDOC déterminerait qu'un code du TDH est un code "primaire" ou "secondaire" dans ce contexte et fait aussi valoir qu'il n'y a pas de raison de penser que l'utilisation du mot "peut" ou "pourrait" indique qu'il n'y a qu'une minorité des marchandises admises aux États-Unis au titre de ce code du TDH qui sont des produits pertinents.⁵⁰⁵

8.70. En réponse, les États-Unis expliquent que lorsqu'une ordonnance en matière de droits compensateurs indique qu'un code à dix chiffres du TDH donné "peut" ou "pourrait" contenir le produit pertinent, cela signifie que ce code devrait contenir une combinaison de produits visés par l'ordonnance et de produits qui ne le sont pas, bien qu'on ne sache pas très bien si la majorité des produits admis aux États-Unis au titre de ce code du TDH seraient ou non visés par l'ordonnance.⁵⁰⁶ Les États-Unis répètent donc leur argument selon lequel les codes du TDH qui "peuvent" ou "pourraient" contenir le produit pertinent sont généralement plus larges que le produit pertinent, ce qui entraîne l'inclusion d'un trop grand nombre de valeurs d'importation si elles sont utilisées dans ce contexte, et font aussi remarquer que l'USITC utilise uniquement les codes "primaires" du TDH pour identifier les importations pertinentes lorsqu'elle procède à son analyse du dommage.⁵⁰⁷

8.71. En réponse, le Canada affirme que l'observation des États-Unis selon laquelle l'USITC utilise uniquement des codes primaires du TDH dans ses analyses du dommage n'est pas pertinente parce

⁵⁰⁰ Voir Utility Scale Wind Towers from Canada, Indonesia, and the Socialist Republic of Vietnam: Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Countervailing Duty Orders, 85 Fed. Reg. 52543 (Aug. 26, 2020) (pièce USA-10) ("La marchandise visée par ces ordonnances relève actuellement de la sous-position ... du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDHEU) ... Les mâts d'éolienne en fer ou en acier relèvent ... du TDHEU ... Les mâts d'éolienne peuvent relever ... du TDHEU ...") (pas de mise en relief dans l'original); Commerce, "Certain Softwood Lumber Products from Canada, Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Countervailing Duty Order", 83 Fed. Reg. 347 dated January 3, 2018 (pièce CAN-18) ("Les produits de bois d'œuvre résineux qui sont visés par la présente ordonnance relèvent actuellement des sous-positions à dix chiffres du TDHEU suivantes ... Les articles ainsi identifiés pourraient être déclarés au titre des sous-positions à dix chiffres du TDHEU suivantes ..."). (pas de mise en relief dans l'original)

⁵⁰¹ États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphe 103.

⁵⁰² États-Unis, communication écrite, paragraphe 139. Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 155 de l'Arbitre, paragraphe 80. Les États-Unis reconnaissent toutefois qu'étant donné qu'il est rare qu'il y ait un alignement parfait entre la désignation écrite d'un produit dans une ordonnance en matière de droits compensateurs et les codes à dix chiffres du TDH, les catégories du niveau à dix chiffres du TDH peuvent parfois ne pas être assez larges ou être trop larges en ce qui concerne le produit visé (États-Unis, réponse à la question n° 105 de l'Arbitre, paragraphes 268 à 270).

⁵⁰³ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 265 de l'Arbitre, paragraphes 143 et 144.

⁵⁰⁴ Canada, réponse à la question n° 226 de l'Arbitre, paragraphes 203 à 207.

⁵⁰⁵ Canada, réponse à la question n° 265 de l'Arbitre, paragraphes 278 et 279.

⁵⁰⁶ États-Unis, réponse à la question n° 265 de l'Arbitre, paragraphes 199 et 200.

⁵⁰⁷ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 221, paragraphe 140, et n° 265, paragraphes 199 et 200.

que l'USITC n'essaie pas d'identifier les droits appliqués au produit pertinent, ce qui est la question en l'espèce.⁵⁰⁸ Il allègue aussi que la pratique de l'USITC à cet égard n'est pas uniforme.⁵⁰⁹

8.72. L'Arbitre considère que les approches des deux parties dans ce contexte entraîneraient des inexactitudes dans le niveau de l'ARA calculé selon le modèle retenu. Il en est ainsi parce que le champ d'une ordonnance en matière de droits compensateurs n'est pas défini par les codes du TDH mais par la description narrative du produit figurant dans l'ordonnance.⁵¹⁰ Ainsi, les limites du champ du produit pertinent peuvent partiellement, mais pas complètement, chevaucher le champ de certains codes du TDH. Lorsqu'il faut s'attendre à ce chevauchement partiel, il apparaît que l'USDOC indique dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs que tel ou tel code du HTS "peut" ou "pourrait" contenir le produit pertinent. Nous reconnaissons donc que l'utilisation de tous les codes du TDH mentionnés dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pour rechercher les valeurs des importations (c'est-à-dire l'approche du Canada) entraînerait probablement des résultats trop larges, alors que l'utilisation de certains seulement des codes du TDH mentionnés dans l'ordonnance pour rechercher les valeurs des importations (c'est-à-dire l'approche des États-Unis) entraînerait probablement des résultats qui ne sont pas assez larges. Les deux parties conviennent toutefois qu'il n'est pas possible de déterminer *ex ante* si la majorité ou une minorité des marchandises admises aux États-Unis au titre d'un tel code du TDH entreraient dans le champ d'une future ordonnance en matière de droits compensateurs. Il relèverait donc de la spéculation de chercher à savoir si une approche serait plus ou moins exacte que l'autre dans un cas donné. Cela étant, nous considérons que les États-Unis n'ont pas démontré que leur proposition dans ce contexte était plus raisonnable que celle du Canada. Par conséquent, nous choisissons la proposition canadienne et concluons que *tous* les codes du TDH énumérés dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs seront utilisés pour identifier les importations pertinentes lors des recherches dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis.

b) Identification des filiales à participation croisée

8.73. Une autre question qu'il apparaît utile de résoudre à ce stade est celle de savoir comment les parties identifieront les filiales à participation croisée. Les parties ont expliqué que l'USDOC identifiait les filiales à participation croisée des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête et considérait ces filiales comme faisant partie de la même société que celle qui avait fait individuellement l'objet d'une enquête aux fins de l'imposition de droits compensateurs. Elles ont aussi expliqué que l'USDOC nommait les filiales à participation croisée des sociétés dans ses dossiers publics. Les entités considérées comme des filiales à participation croisée d'une société donnée peuvent changer au fil du temps.⁵¹¹

8.74. Le Canada a initialement proposé que si l'identité des filiales à participation croisée changeait au fil du temps, il utiliserait la liste des filiales à participation croisée qui s'appliquait pendant la période de référence, même si pour une période de référence antérieure à l'enquête, la détermination la plus récente des filiales à participation croisée s'appliquerait.⁵¹²

8.75. Les États-Unis affirment qu'il serait plus approprié d'utiliser les filiales à participation croisée qui ont été déterminées le plus récemment.⁵¹³ Le Canada a par la suite souscrit à cette approche.⁵¹⁴

8.76. L'Arbitre rappelle que la période de référence est essentiellement censée ressembler le plus possible à la situation du marché au moment de l'événement déclencheur et à partir de cet

⁵⁰⁸ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 87.

⁵⁰⁹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 88.

⁵¹⁰ Voir États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 87, paragraphe 251, et n° 105, paragraphe 268 (faisant référence à la pièce USA-10 et à la pièce CAN-18); Canada, communication écrite, paragraphe 177 (souscrivant aux déclarations des États-Unis dans ce contexte).

⁵¹¹ Canada, réponse à la question n° 214 de l'Arbitre, paragraphes 157 à 159; États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 214, paragraphes 119 et 120, et n° 268, paragraphe 204. Voir généralement 19 CFR 351.525 (pièce CAN-143), paragraphe b) 6); Commerce, "Supercalendered Paper from Canada: Countervailing Duty Order", 80 Fed. Reg. 237 dated December 10, 2015 (pièce CAN-121), page 76668; et pièce CAN-18, page 349.

⁵¹² Canada, réponse à la question n° 268 de l'Arbitre, paragraphes 283 et 284; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 268 de l'Arbitre, paragraphes 147 à 151.

⁵¹³ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 268, paragraphe 204, et n° 295, paragraphe 44; observations sur la réponse du Canada à la question n° 268, paragraphes 217 et 218.

⁵¹⁴ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 45.

événement.⁵¹⁵ Par conséquent, nous concluons que les filiales à participation croisée d'une société, aux fins de la détermination de la valeur des importations, devraient être celles qui ont été identifiées le plus récemment par l'USDOC.

c) Conclusion

8.77. Compte tenu de ce qui précède, et à la lumière de l'accord général des parties quant à la teneur générale de la notification initiale, l'Arbitre donne pour instruction au Canada, à la suite d'un événement déclencheur, d'envoyer une notification écrite aux États-Unis contenant les renseignements suivants:

- a. une notification indiquant que le Canada a l'intention de suspendre des concessions en ce qui concerne une application donnée de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD;
- b. les noms de tous les exportateurs canadiens qui sont alors assujettis à des taux de droits compensateurs individuels pertinents ou à des taux de droits compensateurs non retenus affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD;
- c. les noms de tous les exportateurs canadiens qui sont alors assujettis à un taux de droit compensateur individuel pertinent ou non retenu non affecté, et des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête qui ont été exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente;
- d. les noms de toutes les filiales à participation croisée des sociétés affectées ou non affectées ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, qui ont été identifiées le plus récemment par l'USDOC;
- e. les noms des sociétés assujetties au taux résiduel global, dans la mesure où le Canada les connaît;
- f. une demande aux États-Unis visant à ce qu'ils recueillent des données sur les importations canadiennes du produit pertinent auprès de l'Administration des douanes des États-Unis en se référant à tous les codes à dix chiffres du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente (pour une période de référence antérieure à la publication de cette ordonnance) ou au numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs pertinent (pour une période de référence postérieure à la publication de l'ordonnance)⁵¹⁶;
- g. une liste de tous les codes du TDH indiqués dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente; et
- h. la période de référence.

8.78. Le Canada inclura aussi la feuille de calcul Excel pertinente spécifiée plus loin au paragraphe 8.104.⁵¹⁷

8.79. Nous notons, toutefois, que la capacité du Canada d'inclure tous ces renseignements dans la notification initiale peut être limitée par les renseignements dont il dispose et/ou par la charge que représente la collecte de tous ces renseignements au moment de la notification. Par conséquent,

⁵¹⁵ Voir plus haut le paragraphe 6.104.

⁵¹⁶ Pour une période de référence postérieure à l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente, le Canada inclura aussi une demande visant à ce que l'Administration des douanes des États-Unis recherche les importations des sociétés exclues du champ de cette ordonnance en utilisant les noms de ces sociétés, recoupés avec tous les codes à dix chiffres du TDH indiqués dans l'ordonnance. Voir plus haut le paragraphe 8.66.

⁵¹⁷ Nous notons que nous abstenons de fixer un quelconque délai dans lequel, à la suite d'un événement déclencheur, le Canada doit envoyer la notification initiale aux États-Unis. Nous notons en outre que si le Canada dispose déjà de données pertinentes provenant d'un calcul antérieur du niveau de l'ARA, il s'efforcera de ne pas demander de nouveau ces données aux États-Unis (voir Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 287 de l'Arbitre, paragraphe 26 (notant que le Canada peut disposer de données pertinentes provenant d'un calcul antérieur du niveau de l'ARA)).

nous soulignons que s'il apparaît qu'il y a la moindre inexactitude ou sous-déclaration dans la notification initiale du Canada en ce qui concerne les renseignements décrits aux paragraphes ci-dessus, cela ne limitera aucunement la responsabilité des États-Unis de fournir au Canada toutes les données pertinentes de l'Administration des douanes, qui sont décrites plus en détail dans la section suivante.

8.1.1.2.1.3 Recherche dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis et communication des données au Canada

8.80. Le Canada avait initialement proposé qu'après avoir adressé sa notification initiale aux États-Unis à la suite d'un événement déclencheur, ceux-ci disposeraient alors d'un délai maximal de deux semaines pour lui communiquer les données de l'Administration des douanes des États-Unis.⁵¹⁸ Il a indiqué par la suite qu'une période de 45 jours pourrait être utilisée, comme les États-Unis l'avaient proposé antérieurement.⁵¹⁹

8.81. S'agissant du champ des données de l'Administration des douanes des États-Unis devant être communiquées, le Canada a indiqué ses attentes concernant deux scénarios. Si l'événement déclencheur est l'imposition d'une ordonnance en matière de droits compensateurs à la suite d'une enquête initiale, le Canada s'attend à ce que "les États-Unis [lui] communiquent les données de l'Administration des douanes des États-Unis pour toutes les expéditions en provenance du Canada au titre des codes du TDH pertinents (c'est-à-dire celles qui entrent dans le champ de l'ordonnance) pendant la période de référence".⁵²⁰ Si l'événement déclencheur est une procédure en matière de droits compensateurs qui suit une enquête initiale, "les États-Unis [lui] communiqueraient les données de l'Administration des douanes des États-Unis pour toutes les expéditions en provenance du Canada au titre du numéro de dossier en matière de droits compensateurs pertinent pendant la période de référence".⁵²¹ Le Canada estime que dans les deux cas les États-Unis pourraient identifier à titre préliminaire les expéditions des sociétés canadiennes affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁵²² Il explique en outre qu'afin de pouvoir vérifier les données communiquées, les États-Unis devraient fournir, au minimum, les champs ci-après recueillis par l'Administration des douanes des États-Unis pour toute expédition donnée: type d'importation; code portuaire; date d'importation; pays d'origine; n° d'identification du fabricant; nom du fabricant; date d'exportation; numéro d'importateur; nom de l'importateur enregistré (nom, prénom, second prénom) et adresse; désignation de la marchandise; numéro de code du TDH; quantité nette en unités du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDHEU); valeur déclarée; CHGS (frais); taux de droit compensateur et taux du TDH; et numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs (lorsque les expéditions ont lieu après l'ordonnance en matière de droits compensateurs). Le Canada croit que, dans certaines circonstances, il pourrait exiger des renseignements additionnels à l'Administration des douanes des États-Unis.⁵²³

8.82. Le Canada précise que, généralement: a) les champs "numéro de code du TDH", "désignation de la marchandise" et "numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs" figurant dans le formulaire 7501 détermineront quelles expéditions devraient être considérées comme celles du *produit* pertinent; b) les champs "n° d'identification du fabricant" et "nom du fabricant" devraient déterminer la *société* d'où les expéditions proviennent; c) le champ "date d'importation" déterminera quelles importations ont eu lieu pendant la *période de référence*; d) le champ "pays d'origine" déterminera quelles importations proviennent du *Canada*; et e) le champ

⁵¹⁸ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 189.

⁵¹⁹ Canada, réponse à la question n° 224 de l'Arbitre, paragraphe 200.

⁵²⁰ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 180.

⁵²¹ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 181.

⁵²² Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphes 180 et 181. Le Canada explique qu'"[il] donnera aux États-Unis le ou les nom(s) de la ou des société(s) interrogée[s] qui est ou sont visée(s) par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et le ou les nom(s) de la ou des société(s) interrogée(s) qui n'est ou ne sont pas visée(s) par cette mesure". (Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 210 relative au paragraphe 180)

⁵²³ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphes 182 et 183; réponse à la question n° 219 de l'Arbitre, tableau 1. Le Canada affirme que ces renseignements sont fournis dans le formulaire 7501 "Entry Summary" (déclaration d'importation). Canada, réponse à la question n° 87 de l'Arbitre, paragraphe 199; pièce CAN-93. Il note aussi que le nom de la société figurant sur le formulaire peut être inscrit de façon incohérente sur de multiples formulaires (Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 213 relative au paragraphe 185).

"valeur déclarée" permettra de contrôler la *valeur* des importations. Selon lui, les autres champs de données sont nécessaires à des fins de vérification.⁵²⁴

8.83. Dans ses communications, le Canada insiste sur l'importance de recevoir des renseignements désagregés (c'est-à-dire expédition par expédition) de l'Administration des douanes des États-Unis, sans lesquels, d'après ses allégations, il ne pourrait pas vérifier correctement ces données.⁵²⁵ Il souligne aussi qu'il est principalement préoccupé à cet égard par le fait qu'il y aura des erreurs lorsque les importateurs rempliront les champs du formulaire 7501, une erreur en particulier étant que ceux-ci pourraient mal orthographier les noms des fabricants.⁵²⁶ Il affirme aussi que les États-Unis ne donnent aucune raison convaincante pour laquelle ils ne pourraient pas fournir de données désagregées.⁵²⁷

8.84. S'agissant de la forme technique des données transmises, le Canada affirme que les États-Unis devraient lui communiquer des données désagregées de l'Administration des douanes des États-Unis en "format lisible par machine" (format .csv ou .xls) de façon à ce qu'il puisse trier, analyser et vérifier les données.⁵²⁸ Les deux parties ont présenté des propositions concernant le format de la feuille de calcul.⁵²⁹

8.85. Les États-Unis proposent qu'après que le Canada leur a adressé sa notification initiale à la suite d'un événement déclencheur, ils devraient disposer d'un délai de 45 jours, et non de 2 semaines, pour lui communiquer les renseignements pertinents.⁵³⁰

8.86. Les États-Unis estiment qu'il n'est pas nécessaire que l'Arbitre spécifie comment l'Administration des douanes des États-Unis effectuera les recherches concernant les expéditions pertinentes.⁵³¹ Toutefois, ils estiment que les champs qui seraient probablement pertinents pour identifier le produit pertinent comprendraient les suivants: "type d'importation", "numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs", "désignation de la marchandise" et "numéro de code du TDH". Plus spécifiquement, ils indiquent que, pour une période de référence antérieure à l'enquête, ils demanderont à l'Administration des douanes des États-Unis de lui fournir des données se rapportant aux codes à dix chiffres du TDH pertinents et, pour une période de référence postérieure à l'enquête, ils lui demanderont de fournir des données se rapportant au numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs pertinent.⁵³² Pour déterminer la société canadienne exportatrice, ils estiment que les champs de données qui seraient probablement pertinents comprendraient le "n° d'identification du fabricant" et le "nom du fabricant".⁵³³ Ils prônent aussi l'utilisation des champs "pays d'origine" pour identifier les expéditions en provenance du Canada⁵³⁴ et "valeur déclarée" pour déterminer la valeur des importations.⁵³⁵

8.87. S'agissant de la forme des données qui doivent être communiquées au Canada, la position la plus récente des États-Unis est qu'ils "lui communiqueraient des données sur la valeur commerciale par société pour tous les exportateurs canadiens du produit – aussi bien les sociétés affectées que

⁵²⁴ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 154, paragraphes 103 et 104, et n° 166, paragraphes 147 à 154.

⁵²⁵ Voir, en général, Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 219 de l'Arbitre.

⁵²⁶ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 162, paragraphe 137, et n° 221, paragraphe 90.

⁵²⁷ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 232 de l'Arbitre, paragraphes 102 à 104.

⁵²⁸ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphe 184, et n° 154, paragraphes 105 iv) et 106 iv).

⁵²⁹ Canada's Proposed Spreadsheet Template (pièce CAN-147); U.S. Response to Question 219: Excel Spreadsheet for Customs Data (pièce USA-53).

⁵³⁰ États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 91. Le Canada a indiqué qu'une période de 45 jours pourrait être utilisée, comme les États-Unis l'ont proposé (Canada, réponse à la question n° 224 de l'Arbitre, paragraphe 200).

⁵³¹ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 154, paragraphe 77 et n° 290, paragraphe 30.

⁵³² États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 85.

⁵³³ États-Unis, réponse à la question n° 154 de l'Arbitre, paragraphe 78.

⁵³⁴ États-Unis, réponse à la question n° 219 de l'Arbitre, paragraphe 130.

⁵³⁵ États-Unis, réponse à la question n° 219 de l'Arbitre, paragraphe 130; observations sur la réponse du Canada à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 124.

non affectées".⁵³⁶ Les États-Unis font valoir que ce niveau d'agrégation des données pour chaque type de société est compatible avec la manière dont leur modèle utilisera les valeurs des importations de chaque type de société. De plus, ils affirment que le Canada n'aurait pas besoin de données encore désagrégées pour vérifier les renseignements parce que celui-ci cherche de manière incongrue à vérifier des données désagrégées avec des données agrégées.⁵³⁷ En particulier, ils s'attendent à ce que les sociétés ne communiquent pas de données désagrégées au Canada à des fins de vérification.⁵³⁸ De plus, ils font valoir que le modèle sera exécuté uniquement avec des données agrégées pour chaque variété d'exportateur⁵³⁹, et que la communication de données désagrégées est excessivement contraignante.⁵⁴⁰ Ils indiquent qu'ils communiqueront ces données en format Excel.⁵⁴¹

8.88. Afin de répondre aux préoccupations du Canada, qui craint que les fautes d'orthographe figurant dans les champs "nom du fabricant" et "n° d'identification du fabricant" ne produisent des erreurs lors du calcul de la valeur des importations, les États-Unis affirment également qu'en plus de fournir des données agrégées par société l'Administration des douanes des États-Unis pourrait aussi fournir des renseignements agrégés fondés sur des combinaisons des champs "nom du fabricant" et "n° d'identification du fabricant". Ils affirment que ces renseignements additionnels aideraient le Canada à vérifier les données de l'Administration des douanes.⁵⁴²

8.89. Les États-Unis affirment en outre qu'en communiquant les données pertinentes au Canada, ils pourraient fournir une attestation de l'Administration des douanes des États-Unis selon laquelle: a) les données indiquées incluaient tous les renseignements demandés; b) l'Administration des douanes n'avait épargné aucun effort pour rechercher les données demandées et attribuer correctement les valeurs associées aux expéditions pertinentes aux sociétés affectées et non affectées pertinentes; et c) cette recherche et cette attribution s'étaient déroulées d'une manière que l'Administration des douanes jugeait conforme à sa tâche d'administrer les ordonnances en matière de droits compensateurs et de recouvrer les droits.⁵⁴³ Les États-Unis ont aussi confirmé oralement à la réunion avec les parties que l'Administration des douanes n'épargnerait aucun effort pour attribuer avec exactitude les valeurs d'importation aux sociétés pertinentes dans ce contexte.⁵⁴⁴

8.90. Les États-Unis affirment aussi qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des critères de recherche minimaux dans ce contexte car l'Administration des douanes des États-Unis peut effectuer ces recherches en s'appuyant sur sa propre expertise.⁵⁴⁵

8.91. L'Arbitre note qu'il y a cinq questions à examiner dans ce contexte: a) la manière d'effectuer les recherches dans la base de données ACE; b) une fois les dossiers pertinents identifiés dans ces recherches, le champ des renseignements à fournir au Canada et le niveau d'agrégation auquel ces données devraient être transmises; c) le format technique dans lequel ces données devraient être transmises au Canada; d) la question de savoir s'il faut exiger que les États-Unis fournissent des attestations pertinentes au Canada; et e) le délai dont les États-Unis devraient disposer pour

⁵³⁶ États-Unis, réponse à la question n° 273 de l'Arbitre, paragraphe 205. Les États-Unis ont affirmé initialement, s'agissant des sociétés affectées ayant fait individuellement l'objet d'un examen, qu'ils communiqueraient les données agrégées de l'Administration des douanes des États-Unis sur la valeur des importations par société et communiqueraient des données plus agrégées pour les sociétés assujetties au taux résiduel global et les exportateurs non affectés (voir par exemple États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 154, paragraphe 77, et n° 273, paragraphes 205 et 206).

⁵³⁷ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 173, paragraphe 87, n° 175, paragraphe 95, et n° 232, paragraphes 152 à 154.

⁵³⁸ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 219 de l'Arbitre, paragraphe 118. Sur la base de leur argument selon lequel les sociétés ne communiqueront probablement pas au Canada de renseignements par expédition à des fins de vérification, les États-Unis, spécifiquement, ne partagent pas l'avis selon lequel les champs ci-après seraient nécessaires pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis: nom et adresse de l'importateur enregistré, numéro d'importateur, désignation de la marchandise, quantité nette en unités du TDHEU, CHGS, code portuaire et date d'exportation (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 219 de l'Arbitre, paragraphe 119).

⁵³⁹ États-Unis, réponse à la question n° 232 de l'Arbitre, paragraphe 154.

⁵⁴⁰ États-Unis, réponse à la question n° 219 de l'Arbitre, paragraphes 128 à 132.

⁵⁴¹ États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 86.

⁵⁴² États-Unis, réponse à la question n° 219 de l'Arbitre, paragraphes 131 et 132.

⁵⁴³ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 154, paragraphes 77 à 79, et n° 231, paragraphe 151.

⁵⁴⁴ États-Unis, réponse orale à la question n° 231 de l'Arbitre à la réunion de l'Arbitre.

⁵⁴⁵ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 121.

transmettre les données de l'Administration des douanes au Canada après la notification initiale de ce dernier aux États-Unis. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

a) Recherches dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis

8.92. S'agissant de la manière dont l'Administration des douanes des États-Unis devrait effectuer les recherches dans la base de données ACE pour trouver des dossiers d'importation pertinents, les parties sont en désaccord sur le point de savoir s'il convient de prescrire des critères pour les recherches initiales mais elles s'accordent sur les critères de base les plus utiles à appliquer à ces recherches.⁵⁴⁶ Nous considérons, du moins pour certains renseignements, qu'il serait utile de prescrire des critères de recherche minimaux de base parce que cela donnerait des assurances au Canada concernant le champ des recherches initiales effectuées par l'Administration des douanes des États-Unis et que les critères de recherche de base sont essentiellement convenus par les parties. Par conséquent, l'Arbitre donne pour instruction aux États-Unis d'effectuer, *au minimum*, les recherches ci-après à la suite de la réception de la notification initiale du Canada :

- en ce qui concerne une *période de référence antérieure à l'enquête* (c'est-à-dire lorsqu'un numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs n'aurait pas été attribué aux expéditions des importations pertinentes pendant la période de référence), recherchez les dossiers: a) dont la "date d'importation" se situe pendant la période de référence; b) dont le "pays d'origine" est le "Canada"; et c) dans lesquels figurent un ou plusieurs des codes à dix chiffres du TDH indiqués dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente; ou
- en ce qui concerne une *période de référence postérieure à l'enquête* (c'est-à-dire lorsqu'un numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs aurait été attribué aux expéditions des importations pertinentes pendant la période de référence), recherchez les dossiers: a) dont la "date d'importation" se situe pendant la période de référence; b) dont le "pays d'origine" est le "Canada"; et c) qui contiennent le numéro de dossier en matière de droits compensateurs pertinent. L'Administration des douanes des États-Unis recherchera aussi les importations des sociétés exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente en utilisant les noms de ces sociétés, recoupés avec tous les codes à dix chiffres du TDH indiqués dans l'ordonnance.⁵⁴⁷

8.93. Nous notons qu'il s'agit de recherches initiales *minimales*. Les États-Unis sont libres aussi d'effectuer d'autres recherches dans les données pertinentes de l'Administration des douanes des États-Unis et de présenter toutes les données pertinentes au Canada. Ainsi, et si pour une raison ou une autre, ces critères concernant les recherches initiales font ressortir des importations dont les États-Unis estiment qu'elles ne devraient *pas* être incluses dans l'ensemble de données, alors ceux-ci présenteront néanmoins ces données au Canada mais pourront formuler des objections au Canada à ce sujet pendant les consultations (voir plus loin la section 8.1.1.2.1.4).

8.94. Une fois les dossiers d'importation pertinents identifiés, les parties sont toutefois en désaccord quant au champ des renseignements concernant ces dossiers qui devraient être transmis au Canada. Cette question est examinée dans la section suivante.

⁵⁴⁶ Nous rappelons que les États-Unis ont expliqué que les recherches pouvaient être effectuées en ce qui concerne tous les champs du formulaire 7501 (États-Unis, réponse à la question n° 174 de l'Arbitre, paragraphe 93).

⁵⁴⁷ Voir plus haut le paragraphe 8.66. Nous notons que le Canada a proposé que si la période de référence était postérieure à l'enquête, alors la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel pourrait être déterminée en recherchant le numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs spécifique au taux résiduel global (Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau 1 révisé, page 25). Nous ne sommes pas de cet avis parce que même si cela donnait la valeur des importations pour les sociétés qui étaient assujetties au taux résiduel global *pendant la période de référence*, ce qu'il faut, et cela diffère quelque peu, c'est la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel à partir de l'événement déclencheur. Ces groupes de sociétés pourraient être différents. Ainsi, le Canada devrait simplement considérer que la valeur résiduelle globale pertinente des importations est la valeur résiduelle des importations figurant dans l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis après avoir supprimé les valeurs des importations en provenance des sociétés assujetties à d'autres types de taux de droits compensateurs factuels.

b) Champ des renseignements à fournir au Canada et degré de désagrégation

8.95. S'agissant du champ des renseignements et, de manière connexe, du niveau d'agrégation auquel ces renseignements devraient être fournis, le Canada propose que l'Administration des douanes des États-Unis lui communique les renseignements figurant dans de nombreux champs différents tirés des dossiers relatifs au formulaire 7501 pertinents trouvés lors des recherches dans les données de l'Administration des douanes. Il demande en outre que ces données lui soient communiquées sur une base désagrégée expédition par expédition pour l'aider à les analyser et à les vérifier. Les États-Unis ont indiqué qu'ils devraient uniquement être tenus de communiquer des données agrégées au niveau de la société, et non expédition par expédition.

8.96. L'Arbitre note que les États-Unis n'ont jamais fait valoir qu'ils ne pourraient pas fournir les champs de données que le Canada demande sous forme désagrégée expédition par expédition ou qu'il y avait de quelconques problèmes techniques à le faire.⁵⁴⁸ De plus, bien que les États-Unis aient indiqué que la communication de données expédition par expédition pourrait être excessivement contraignante pour l'Administration des douanes des États-Unis, ils n'ont fourni aucun détail sur les raisons pour lesquelles il en serait ainsi. Il apparaît aussi qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que des données expédition par expédition puissent aider le Canada à analyser et à vérifier les données qu'il reçoit de l'Administration des douanes des États-Unis.⁵⁴⁹ Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les sociétés canadiennes qui pourraient fournir leurs données au Canada à des fins de vérification expédition par expédition, une possibilité que nous avons du mal à écarter puisque nous ne savons pas comment les sociétés transmettraient leurs données au Canada.

8.97. Par conséquent, l'Arbitre conclut que les données de l'Administration des douanes des États-Unis devraient être communiquées au Canada sur une base désagrégée expédition par expédition, avec les champs du formulaire 7501 que le Canada demande. Les questions de savoir quels sont exactement ces champs et comment ils seront structurés techniquement sont examinées plus en détail dans la section suivante.⁵⁵⁰

c) Format technique des données de l'Administration des douanes des États-Unis

8.98. S'agissant du format technique des renseignements à communiquer au Canada, les deux parties ont proposé des formats différents pour les feuilles de calcul Excel que les États-Unis doivent utiliser pour transmettre les données de l'Administration des douanes des États-Unis au Canada.⁵⁵¹ Les deux feuilles de calcul sont structurées autour des propositions des parties à ce sujet, c'est-à-dire que la feuille de calcul des États-Unis repose sur l'idée que les données seront fournies sous une forme plus agrégée que ce que le Canada demande, et avec moins de champs.

8.99. Après avoir reçu les feuilles de calcul proposées par les parties, l'Arbitre a proposé aux parties une version légèrement modifiée de la feuille Excel canadienne pour observations.⁵⁵² Spécifiquement, il a proposé d'ajouter des colonnes contenant les renseignements suivants: a) la question de savoir si la société était assujettie à un taux non retenu; b) dans l'affirmative, quel était le réexamen administratif dans lequel le taux non retenu avait été créé; et c) le nom de la société apparaissant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente à qui la valeur de l'expédition a été attribuée, sauf si la société était assujettie au taux résiduel global (auquel cas il se peut que le nom de la société n'apparaisse dans aucun dossier pertinent de l'USDOC). Les États-Unis ne se sont pas opposés à l'inclusion du point a) mais ont considéré que les points b) et c) étaient inutiles parce que "les données de l'Administration des douanes communiquées se rapporteraient au réexamen administratif spécifique où la mesure contestée a été appliquée" et qu'"il y [avait] déjà une colonne pour le nom du fabricant", respectivement.⁵⁵³ Ils ont aussi estimé que

⁵⁴⁸ États-Unis, réponse à la question n° 232 de l'Arbitre, paragraphe 152.

⁵⁴⁹ Voir généralement Canada, réponse à la question n° 163 de l'Arbitre (indiquant les manières possibles dont ces champs pourraient faciliter la vérification).

⁵⁵⁰ Nous rappelons que le Canada a indiqué qu'il pourrait demander des renseignements additionnels à l'Administration des douanes des États-Unis dans certaines circonstances. Le Canada n'a pas précisé quels pourraient être ces renseignements ni proposé de procédures pour les demander. L'Arbitre considère donc que dans la mesure où le Canada souhaite la communication de renseignements additionnels qui ne sont pas explicitement prescrits par les procédures énoncées dans la présente décision, il peut en faire part aux États-Unis pendant les consultations. (Voir plus loin la section 8.1.1.2.1.4.)

⁵⁵¹ Pièce CAN-147; pièce USA-53.

⁵⁵² Question n° 286 de l'Arbitre.

⁵⁵³ États-Unis, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 18.

tout champ indiquant leur évaluation de la question de savoir si une expédition donnée avait été effectué par une société affectée devrait être facultatif pour les États-Unis, car il pourrait être trop contraignant de remplir ces champs dans un délai imparti.⁵⁵⁴

8.100. Le Canada a répondu favorablement aux révisions proposées par l'Arbitre, indiquant que puisque les États-Unis étaient la partie préconisant l'utilisation de données relatives aux importations provenant, en particulier, d'exportateurs non affectés, alors les États-Unis devraient être tenus de communiquer ces données d'une manière qui facilite ses calculs d'un niveau d'ARA, y compris en établissant une distinction entre les importations en provenance des sociétés affectées et celles provenant des sociétés non affectées.⁵⁵⁵ Il a aussi affirmé que le renseignement indiquant quel était le réexamen administratif d'où provenait un taux non retenu n'était pas inutile, comme les États-Unis l'ont allégué, car de multiples taux non retenus pouvaient être créés et actifs pendant une période de référence.⁵⁵⁶ Il a proposé en outre que la feuille de calcul contienne les taux de droits compensateurs factuels de toutes les sociétés au moment d'un événement déclencheur.⁵⁵⁷

8.101. Comme il a décidé dans la section juste au-dessus que l'Administration des douanes des États-Unis devrait transmettre les données au Canada sur une base désagrégée expédition par expédition, l'Arbitre considère qu'une version de la feuille de calcul proposée par le Canada soit utilisée car la proposition de feuille de calcul des États-Unis est fondée sur une agrégation des données par société, et non par expédition.⁵⁵⁸ Spécifiquement, l'Arbitre donne pour instruction aux parties d'utiliser le modèle de feuille de calcul figurant à l'annexe C-3 de l'addendum à la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1.

8.102. En ce qui concerne ce modèle de feuille de calcul, nous notons que les colonnes A à P comportent des champs de saisie pour les renseignements suivants: A) nom du fabricant; B) n° d'identification du fabricant; C) type d'importation; D) code portuaire; E) date d'importation; F) pays d'origine; G) date d'exportation; H) importateur enregistré; I) numéro d'importateur; J) numéro de code du TDH; K) désignation de la marchandise; L) quantité nette en unités du TDHEU; M) valeur déclarée⁵⁵⁹; N) CHGS (frais); O) numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs; et P) taux de droit compensateur de la période de référence. Ces multiples champs sont convenus par les parties comme étant nécessaires ou utiles pour identifier les expéditions pertinentes, attribuer les valeurs de ces expéditions aux sociétés pertinentes et/ou exécuter le modèle retenu. Nous convenons en outre avec le Canada que d'autres champs pourraient être utiles pour la vérification, en particulier si celui-ci reçoit des renseignements de sociétés canadiennes à des fins de vérification, qui sont organisés expédition par expédition. Nous notons en outre que les États-Unis n'ont donné aucune raison spécifique pour laquelle l'extraction de ces données du formulaire 7501 déposé électroniquement et la communication de toutes ces données au Canada dans un format Excel compliqueraient indûment leur tâche dans le délai imparti.⁵⁶⁰

⁵⁵⁴ États-Unis, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 19.

⁵⁵⁵ Canada, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 28; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 23.

⁵⁵⁶ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 22.

⁵⁵⁷ Canada, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphes 26 à 29; États-Unis, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphes 17 à 20; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphes 21 à 23; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphes 17 et 18. Les États-Unis ne s'opposent pas spécifiquement à l'ajout d'une colonne indiquant les taux de droits compensateurs factuels des sociétés pertinentes, comme le propose le Canada, mais proposent que ces renseignements aient également un caractère volontaire pour les États-Unis (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 18).

⁵⁵⁸ L'Arbitre note qu'il y avait une colonne dans la feuille de calcul proposée par le Canada, c'est-à-dire la colonne P initiale, qui aurait indiqué les droits de douane proprement dits. Nous indiquons donc que, plus loin, dans la section 8.1.2.1, l'Arbitre décide de ne pas tenir compte des droits autres que les droits compensateurs dans le modèle retenu. Par conséquent, l'Arbitre a supprimé cette colonne de la feuille de calcul. Toutes les autres colonnes de la feuille de calcul proposée par le Canada figurent dans la feuille de calcul adoptée.

⁵⁵⁹ Nous notons que ce champ, c'est-à-dire la "valeur déclarée", constituera, lorsque toutes les expéditions d'une société donnée auront été additionnées, la valeur des importations en provenance de cette société.

⁵⁶⁰ Nous notons que, plus loin, les États-Unis se verront accorder un délai de 45 jours pour communiquer les données de l'Administration des douanes des États-Unis au Canada à la suite d'une notification initiale. Toutefois, ce délai peut être prorogé par consentement mutuel des parties. Voir plus loin le paragraphe 8.106.

8.103. Plus loin dans le modèle de feuille de calcul, les colonnes Q à W comportent des champs de saisie pour les renseignements suivants: Q) société interrogée affectée (Y/N); R) société interrogée non affectée (Y/N); S) taux résiduel global (Y/N); T) taux non retenu (Y/N); U) si non retenu, de quel réexamen administratif le taux non retenu provient-il?; V) si pas résiduel global, quel est, selon l'Administration des douanes, le nom de la société apparaissant dans le(s) document(s) de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente à qui la valeur de l'expédition devrait être attribuée; et W) taux de droit compensateur factuel. Ces champs ne sont pas repris directement des renseignements du formulaire 7501 mais font partie d'une évaluation des États-Unis concernant la question de savoir à quelle société attribuer la valeur de l'expédition dans chaque ligne et celle de savoir si la société est affectée ou non affectée. Nous estimons que des colonnes indiquant quel type de taux de droit compensateur a été attribué à la société faciliteront cette tâche. De plus, le taux de droit compensateur factuel des sociétés canadiennes est une donnée d'entrée nécessaire dans le modèle retenu. Nous estimons que ces champs devraient être obligatoires plutôt que facultatifs, comme les États-Unis le prônent.⁵⁶¹ Ainsi qu'il l'a indiqué, le Canada devra probablement faire ces mêmes déterminations pour décider si des sociétés sont affectées ou non affectées et leur attribuer des taux de droits compensateurs appropriés lorsqu'il exécutera le modèle retenu. En particulier compte tenu du fait que le modèle retenu est une version du modèle proposé par les États-Unis, nous ne voyons rien de déraisonnable à demander aux États-Unis de partager la charge d'évaluer et d'organiser les renseignements nécessaires pour exécuter le modèle avec exactitude.⁵⁶² De plus, les États-Unis n'ont donné aucune raison spécifique pour laquelle il serait déraisonnable de faire ces évaluations dans le délai imparti.⁵⁶³

8.104. Par conséquent, l'Arbitre donne pour instruction aux États-Unis d'utiliser le modèle de feuille de calcul figurant à l'annexe C-3 de l'addendum à la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1, pour transmettre les renseignements de l'Administration des douanes des États-Unis au Canada. Les États-Unis rempliront toutes les colonnes A à W de ce modèle lorsqu'ils communiqueront ces renseignements expédition par expédition.

d) Attestations

8.105. L'Arbitre rappelle que les États-Unis sont convenus de fournir au Canada les attestations écrites ci-après avec les données de l'Administration des douanes des États-Unis: a) l'ensemble de données comprend tous les renseignements demandés; b) l'Administration des douanes n'a épargné aucun effort pour rechercher les données demandées et attribuer correctement les valeurs associées aux expéditions pertinentes aux sociétés affectées et non affectées pertinentes; et c) cette recherche et cette attribution se sont déroulées d'une manière que l'Administration des douanes juge conforme à sa tâche d'administrer les ordonnances en matière de droits compensateurs et de recouvrer les droits qui en découlent.⁵⁶⁴ Par conséquent, l'Arbitre donne pour instruction aux États-Unis de fournir ces attestations écrites avec toutes données de l'Administration des douanes des États-Unis qu'ils transmettent au Canada dans le modèle de feuille de calcul décrit dans la section juste au-dessus.

e) Délai de transmission

8.106. S'agissant du délai dans lequel les États-Unis transmettront les données de l'Administration des douanes des États-Unis au Canada à la suite de la notification initiale de ce dernier, l'Arbitre juge raisonnable de souscrire aux positions les plus récentes des parties à ce sujet et de fixer ce délai à 45 jours civils suivant la réception par les États-Unis de la notification initiale du Canada (ce délai peut être prorogé par consentement mutuel des parties). À notre avis, le délai de deux

⁵⁶¹ États-Unis, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 19.

⁵⁶² Nous rappelons que les États-Unis ont affirmé que les colonnes U) et V) étaient inutiles (États-Unis, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 18). Toutefois, une société pourrait être assujettie à un taux non retenu qui n'a pas été créé dans le cadre d'un événement déclencheur et le nom du fabricant fourni par l'importateur dans le formulaire 7501 pourrait ne pas correspondre exactement à celui de la société tel qu'il est rédigé dans les documents de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente. Nous ne partageons donc pas l'avis des États-Unis selon lequel ces champs seraient toujours inutiles.

⁵⁶³ Les États-Unis affirment, sans donner de détails, que la communication de ces évaluations pourrait compliquer indûment leur tâche (États-Unis, réponse à la question n° 286 de l'Arbitre, paragraphe 19). Nous notons que, plus loin, les États-Unis se verront accorder un délai de 45 jours pour communiquer les données de l'Administration des douanes des États-Unis au Canada à la suite d'une notification initiale. Voir plus loin le paragraphe 8.106. Toutefois, ce délai peut être prorogé par consentement mutuel des parties.

⁵⁶⁴ À la réunion de l'Arbitre, les États-Unis ont aussi donné oralement une assurance que ces trois choses seraient faites dans tous les cas pertinents de transmission de données.

semaines initialement proposé par le Canada est déraisonnablement court compte tenu de la quantité de données que les États-Unis devront recueillir et analyser.

8.1.1.2.1.4 Vérification des données de l'Administration des douanes des États-Unis et procédures de consultation

8.107. Le Canada explique qu'après avoir reçu les données de l'Administration des douanes des États-Unis, il procéderait ensuite à une vérification de ces données pour s'assurer qu'elles ne comprennent ni pas assez ni trop d'exportations canadiennes pertinentes et que les exportateurs canadiens affectés ont été correctement identifiés par l'Administration des douanes. Il indique que la vérification permet de s'assurer que les données sont communiquées avec exactitude par l'Administration des douanes et qu'elles ne contiennent pas d'erreurs commises par inadvertance.⁵⁶⁵ Il explique en outre que ses préoccupations concernant l'exactitude des données de l'Administration des douanes dans ce contexte ne sont pas principalement motivées par des inquiétudes concernant le comportement de l'Administration des douanes lorsqu'elle mène des recherches dans la base de données ACE, mais par le fait que, s'agissant d'une période de référence antérieure à l'enquête, les codes du TDH pertinents peuvent donner lieu à un ensemble d'exportations canadiennes qui n'est pas assez large⁵⁶⁶ et qu'il peut être difficile d'exécuter des recherches exactes étant donné les erreurs possibles dans les données indiquées dans les champs de données du formulaire 7501. En particulier, il indique que le champ "nom du fabricant" est un champ de texte sous forme libre et que les noms de sociétés pourraient donc parfois être mal orthographiés.⁵⁶⁷

8.108. Le Canada indique qu'il vérifierait les données de l'Administration des douanes des États-Unis de deux façons: a) au regard de la totalité ou d'un échantillon des données d'exportateurs canadiens pertinents (c'est-à-dire par société), qu'il obtiendrait directement des exportateurs; et b) au regard de données agrégées non confidentielles (c'est-à-dire qui ne sont pas propres à des sociétés) provenant de Statistique Canada, de la base de données DataWeb de l'USITC et/ou de USA Trade Online.⁵⁶⁸ Il précise qu'il vérifierait uniquement les données par société d'un exportateur canadien donné au regard des données par société de ce même exportateur dans l'ensemble de données fourni par l'Administration des douanes.⁵⁶⁹ Il confirmerait également que les exportateurs affectés ont été correctement identifiés et, dans le cas contraire, il déterminerait quelles expéditions ont été effectuées par des exportateurs affectés.⁵⁷⁰

8.109. Le Canada propose que si la vérification des données de l'Administration des douanes des États-Unis révélait qu'elles n'incluaient pas assez d'expéditions d'exportateurs pertinents, "[il] [pourrait] compléter les données de l'Administration des douanes des États-Unis à l'aide de données d'exportation par société, obtenues auprès des exportateurs affectés, pour les produits relevant de la désignation des produits mais qui [n'étaient] pas couverts par les codes de référence du TDH."⁵⁷¹

⁵⁶⁵ Canada, réponse à la question n° 155 de l'Arbitre, paragraphes 107 à 109.

⁵⁶⁶ Il en est ainsi parce que, comme le Canada l'explique, l'USDOC s'appuie sur la description écrite du produit pour définir le champ de l'enquête et que cette description peut être plus large ou plus étroite que les codes du TDH couvrant le produit visé. Le Canada cite plusieurs décisions de l'USDOC à l'appui de sa position à cet égard (Canada, communication écrite, paragraphes 177 à 179). À l'appui de ce raisonnement, il donne l'exemple d'une enquête en matière de droits compensateurs dans laquelle l'USDOC a expliqué que certains codes du TDH pouvaient contenir des produits visés même si l'ordonnance ne mentionnait pas ces codes (Commerce, "Final Scope Ruling on the Antidumping Duty and Countervailing Duty Orders on Softwood Lumber from Canada: Harmer Steel Products Co." (June 29, 2020), Commerce, "Final Scope Ruling on the Antidumping Duty and Countervailing Duty Orders on Softwood Lumber from Canada: Harmer Steel Products Co." (June 29, 2020) (pièce CAN-22), page 13).

⁵⁶⁷ Canada, réponse à la question n° 162 de l'Arbitre, paragraphes 134 à 137; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 231 de l'Arbitre, paragraphe 100.

⁵⁶⁸ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphe 185, et n° 155, paragraphe 109. Le Canada affirme qu'il peut utiliser ces sources de données agrégées pour révéler des erreurs majeures (Canada, réponse à la question n° 155 de l'Arbitre, paragraphe 109; réponse à la question n° 156 de l'Arbitre, paragraphe 114).

⁵⁶⁹ Canada, réponse à la question n° 160 de l'Arbitre, paragraphe 128.

⁵⁷⁰ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 185.

⁵⁷¹ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 187. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 227 de l'Arbitre, paragraphe 209. Dans ce contexte, le Canada affirme que "les exportateurs devraient engager un processus visant à déterminer si des exportations antérieures entraînent dans le champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente, en se fondant sur leurs renseignements concernant les ventes (c'est-à-dire des données détenues par les producteurs qui sont plus descriptives que les données relatives aux codes du TDH)". (Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 214 relative au paragraphe 187).

Il indique que s'il n'obtenait pas de renseignement par expédition directement des sociétés canadiennes, il ne pourrait pas déterminer si une *expédition* spécifique n'était pas assez large ou était trop large.⁵⁷² Il affirme toutefois qu'il se pouvait qu'il puisse quand même déterminer, d'après la désignation écrite du produit figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs, si les codes du TDH pertinents n'englobaient pas assez d'exportations canadiennes pertinentes, peut-être en consultant les décisions de l'USDOC relatives au champ.⁵⁷³

8.110. Le Canada explique que s'il devait avoir besoin de données additionnelles pour compléter les données de l'Administration des douanes des États-Unis, il communiquerait toutes ces données additionnelles aux États-Unis dans les quatre semaines de sa réception des données de l'Administration des douanes et tiendrait ensuite des consultations avec les États-Unis au sujet de ces données pendant une période subséquente de deux semaines.⁵⁷⁴ Il explique aussi, d'une manière plus générale, que "[s]i la vérification révèle des erreurs de quelque nature que ce soit, [il] tiendrait des consultations avec les États-Unis pendant une période de deux semaines" pour corriger toutes erreurs, si possible.⁵⁷⁵ Si les parties ne sont pas parvenues à se mettre d'accord sur un ensemble commun de données à l'issue de ces consultations, le Canada propose qu'il ait alors le pouvoir discrétionnaire de corriger les erreurs figurant dans l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis et/ou de compléter ces données "à l'aide de données par société obtenues auprès d'exportateurs affectés".⁵⁷⁶ Il enverrait en outre des explications écrites aux États-Unis concernant la façon dont il modifierait l'ensemble de données.⁵⁷⁷ Il affirme qu'il est approprié de lui laisser ce pouvoir discrétionnaire parce qu'il est le plaignant dans le présent différend et que les avantages qui lui reviennent sont annulés ou compromis en raison de la non-mise en conformité des États-Unis en ce qui concerne la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁵⁷⁸ Il précise aussi que, pendant les consultations, il pourrait partager avec les États-Unis les renseignements utilisés pour vérifier les données de l'Administration des douanes qui proviennent de sources de données agrégées et de documents versés dans le dossier de l'USDOC, à l'exception des données obtenues directement auprès de sociétés canadiennes, qui devraient consentir à la divulgation de leurs données aux États-Unis afin que le Canada puisse les partager.⁵⁷⁹ Il estime aussi que si les procédures de consultation ne permettent pas de résoudre des désaccords entre les parties, quels qu'ils soient, les États-Unis, en tant que partie contre laquelle il y aura suspension, ne devraient pas se voir accorder le pouvoir discrétionnaire de choisir finalement les valeurs des importations.⁵⁸⁰

8.111. Les États-Unis ne s'opposent pas à la proposition générale du Canada visant à ce qu'il lui soit permis de vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis qu'il reçoit, et approuvent la période de consultation proposée de deux semaines. Ils conviennent aussi que les données de l'Administration des douanes peuvent contenir des erreurs, telles que des coquilles dans les champs "nom du fabricant" et/ou "n° d'identification du fabricant". Ils indiquent que l'Administration des douanes utiliserait une combinaison de ces champs, ainsi que les numéros de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs par société lorsque cela serait possible, pour confirmer quelles valeurs d'importation devraient être attribuées à quelle société.⁵⁸¹

8.112. Les États-Unis affirment toutefois qu'il serait inapproprié de permettre au Canada de compléter les données de l'Administration des douanes des États-Unis à l'aide d'exportations additionnelles d'exportateurs affectés (c'est-à-dire pour corriger le fait allégué que l'ensemble de données de l'Administration des douanes n'est pas assez large) sans qu'il ne prévoie aussi un processus permettant de corriger l'ensemble de données de l'Administration des douanes s'il est trop large et/ou un moyen de compléter les exportations en provenance des exportateurs non

⁵⁷² Canada, réponse à la question n° 167 de l'Arbitre, paragraphe 155.

⁵⁷³ Canada, réponse à la question n° 167 de l'Arbitre, paragraphes 156 et 157.

⁵⁷⁴ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 187. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphes 144 à 146.

⁵⁷⁵ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 186. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphe 145.

⁵⁷⁶ Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphe 145.

⁵⁷⁷ Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphe 145.

⁵⁷⁸ Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphe 146.

⁵⁷⁹ Canada, réponse à la question n° 225 de l'Arbitre, paragraphe 202.

⁵⁸⁰ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 82.

⁵⁸¹ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 173, paragraphe 91, et n° 177, paragraphes 97 et 98. Le Canada note que le Bureau des recensements des États-Unis corrige aussi d'autres erreurs dans les données brutes reçues via les formulaires 7501 (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 231 de l'Arbitre, paragraphe 100).

affectés.⁵⁸² De plus, ils font valoir qu'accorder au Canada le pouvoir discrétionnaire de compléter l'ensemble de données de cette manière aurait pour conséquence que ce dernier n'aurait aucune incitation à engager des consultations avec eux à ce sujet.⁵⁸³ Ils font valoir en outre qu'il convient d'impartir un délai au Canada pour vérifier les données de l'Administration des douanes, en particulier compte tenu du fait que ce dernier souhaite que l'Arbitre fixe un délai dans lequel les États-Unis doivent lui communiquer ces données à la suite d'un événement déclencheur. Ils suggèrent qu'il soit ménagé au Canada un délai de 20 jours pour vérifier les données de l'Administration des douanes.⁵⁸⁴

8.113. Les États-Unis conviennent avec le Canada que, si la vérification révèle de quelconques erreurs alléguées dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis, les parties devraient engager des consultations pour tenter de corriger ces erreurs alléguées, si possible, et qu'elles devraient engager des consultations pour parvenir à un accord si, à tout moment, l'une d'entre elles estime qu'il faudrait allouer plus de temps à une étape particulière du processus.⁵⁸⁵

8.114. Les États-Unis signalent aussi que les sources de données que le Canada propose d'utiliser pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis présentent des limitations inhérentes à cette fin. Ils affirment, par exemple, que les données de Statistique Canada sont agrégées, et non propres à une société, et qu'elles ne pourraient donc pas être utilisées pour vérifier les valeurs des importations en provenance de sociétés canadiennes ayant fait individuellement l'objet d'une enquête.⁵⁸⁶ De plus, ils notent qu'on ne sait pas très bien comment les sociétés canadiennes conserveraient et présenteraient leurs données au Canada s'il leur était demandé de le faire.⁵⁸⁷ En particulier, ils signalent que si les sociétés libellent leurs ventes en dollars canadiens, alors la conversion de ces valeurs en dollars EU serait nécessaire et exigerait probablement un taux de conversion prescrit.⁵⁸⁸

8.115. Les États-Unis soulignent aussi que, d'une manière générale, et conformément au principe de transparence et à ceux qui consistent à privilégier l'utilisation de données vérifiables et à encourager la bonne foi dans les consultations entre les parties, le Canada ne devrait utiliser aucune donnée pour calculer les valeurs des importations ou vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis qui ne peut pas être partagée avec eux. Ils affirment donc que l'utilisation de données obtenues directement auprès de sociétés canadiennes est problématique compte tenu de l'explication du Canada selon laquelle il ne pourrait pas partager ces renseignements avec eux sans obtenir le consentement de la société.⁵⁸⁹ Ils font aussi valoir que "le Canada devrait uniquement être autorisé à utiliser des données par société pour la vérification si celle-ci porte à la fois sur les sociétés canadiennes affectées et non affectées", bien que le Canada ait déclaré qu'il était peu probable qu'il puisse vérifier les données des exportateurs non affectés.⁵⁹⁰

8.116. L'Arbitre note que les arguments des parties soulèvent trois questions principales dans ce contexte: a) celle de savoir s'il faut prévoir des procédures de vérification et de consultation et, dans l'affirmative, les délais régissant ces procédures; b) celle de savoir s'il faut imposer des restrictions en ce qui concerne les données que le Canada peut utiliser pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis; et c) les solutions prescrites si les parties ne s'entendent pas sur les valeurs pertinentes des importations pour les sociétés pertinentes à la fin des procédures de consultation. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

⁵⁸² États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 88; observations sur la réponse du Canada à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 125.

⁵⁸³ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 129.

⁵⁸⁴ États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 91.

⁵⁸⁵ États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 91.

⁵⁸⁶ États-Unis, réponse à la question n° 173 de l'Arbitre, paragraphe 87. Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 156 de l'Arbitre.

⁵⁸⁷ États-Unis, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 243.

⁵⁸⁸ États-Unis, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 243.

⁵⁸⁹ États-Unis, observations sur les réponses du Canada aux questions de l'Arbitre n° 193, paragraphe 63, et n° 225, paragraphes 139 à 141.

⁵⁹⁰ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 225 de l'Arbitre, paragraphe 140 (faisant référence à Canada, réponse à la question n° 227 de l'Arbitre, paragraphe 208 ("En ce qui concerne les données relatives aux exportateurs non affectés qui sont exigées dans le modèle des États-Unis, il est probable que le Canada ne pourra pas vérifier ces données parce qu'il est peu probable que les exportateurs non affectés lui donneront accès à leurs dossiers.")).

a) Procédures de vérification et de consultation, généralités

8.117. Les parties conviennent qu'en principe, il serait approprié de permettre la vérification par le Canada des données de l'Administration des douanes des États-Unis, ainsi que la tenue de consultations entre les États-Unis et le Canada au sujet de tout désaccord concernant le calcul de valeurs d'importation pertinentes. Nous considérons que cette position commune est raisonnable. Comme l'ont expliqué les deux parties, les données de l'Administration des douanes ne sont pas infaillibles et des erreurs peuvent y figurer. Il en est ainsi, en particulier, en raison des erreurs qui peuvent se produire lorsque les importateurs transmettent des données à l'Administration des douanes dans le formulaire 7501. Eu égard aux observations des parties, il apparaîtrait que le champ "nom du fabricant" peut être particulièrement susceptible de contenir des erreurs car les noms de sociétés peuvent parfois être complexes. Ainsi, nous jugeons approprié de laisser la chance au Canada de découvrir les erreurs potentielles dans les données de l'Administration des douanes et, idéalement, de les corriger en coopération avec les États-Unis dans le cadre de consultations.

8.118. Par conséquent, nous notons que les parties sont en désaccord sur le temps dont le Canada devrait disposer pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis. Le Canada propose quatre semaines alors que les États-Unis proposent 20 jours. Nous considérons qu'un délai de 30 jours est raisonnable et ne voyons aucune raison pour laquelle un délai de 20 jours serait une meilleure option dans ce contexte.⁵⁹¹ Nous adoptons donc la position canadienne dans ce contexte et accorderons au Canada un délai de 30 jours civils pour vérifier les données de l'Administration des douanes, à compter de la date de réception de ces données, et pour envoyer toutes objections concernant ces données aux États-Unis. De plus, et conformément à l'accord des parties à ce sujet, il sera ménagé aux parties une période de deux semaines (14 jours civils) pour mener des consultations après que le Canada aura transmis aux États-Unis toutes objections concernant les données de l'Administration des douanes. Les parties peuvent proroger l'un ou l'autre de ces délais par accord mutuel.

b) Restrictions concernant les données utilisées pour la vérification

8.119. Nous rappelons que les États-Unis ont fait valoir que certaines restrictions devraient être imposées quant aux renseignements que le Canada peut utiliser pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis. Spécifiquement, ils ont fait valoir que: a) tous les renseignements que le Canada utilise pour vérifier les données de l'Administration des douanes doivent pouvoir être partagés avec eux pendant les consultations; et b) les données obtenues directement auprès d'exportateurs canadiens ne devraient pas être utilisées pour la vérification parce que le Canada a indiqué qu'il ne pourrait vraisemblablement pas obtenir de renseignements à la fois des sociétés affectées et des sociétés non affectées.

8.120. L'Arbitre reconnaît qu'il importe que le Canada partage avec les États-Unis les renseignements qu'il utilise à des fins de vérification. Il est certain que l'efficacité des consultations serait probablement grandement renforcée si les deux parties pouvaient examiner toutes les données pertinentes. Par conséquent, l'Arbitre considère que le Canada devrait s'efforcer de partager avec les États-Unis tous les renseignements qu'il utilise à des fins de vérification dans la mesure où ceux-ci les demandent pendant le processus de consultations.

8.121. L'Arbitre reconnaît toutefois que le Canada peut ne pas être en mesure de partager tous ces renseignements avec les États-Unis. En particulier, le Canada a expliqué que les renseignements obtenus directement auprès d'exportateurs canadiens pouvaient uniquement être partagés avec les États-Unis si la société qui les fournissait consentait à ce partage. Bien qu'il s'agisse de l'exemple clé examiné par les parties dans ce contexte, l'Arbitre reconnaît que cet exemple reflète un problème potentiellement plus général qui se pose dans les cas où des considérations relatives à la confidentialité restreignent la capacité du Canada de partager des renseignements avec les États-Unis. Nous notons donc l'argument plus général des États-Unis selon lequel le Canada ne

⁵⁹¹ Nous notons, en particulier, qu'il faudra peut-être du temps au Canada pour identifier et obtenir des renseignements de sources pertinentes à des fins de vérification, y compris auprès des exportateurs eux-mêmes. (Voir plus loin la section 8.1.1.2.1.4 b), où il est constaté que le Canada peut utiliser toutes données qu'il souhaite pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis, y compris les données reçues directement d'exportateurs canadiens).

devrait pouvoir s'appuyer sur aucun renseignement à des fins de vérification qui ne peut pas être partagé avec eux.

8.122. L'Arbitre s'abstient toutefois de restreindre *ex ante* la capacité du Canada de s'appuyer sur quelques données particulières que ce soit lorsqu'il vérifiera les données de l'Administration des douanes des États-Unis, que ce soit en raison de préoccupations au sujet du partage de ces données avec les États-Unis ou de préoccupations concernant le sous-ensemble de sociétés auprès desquelles le Canada pourrait recueillir des données pour vérifier les données de l'Administration des douanes. Le processus de vérification a pour objectif final que les parties parviennent à l'ensemble de données le plus exact qui soit raisonnablement possible. Par conséquent, nous notons que même si le partage pur et simple de certains renseignements avec les États-Unis peut être irréalisable ou si le Canada peut uniquement obtenir des renseignements auprès d'un sous-ensemble de sociétés canadiennes, nous ne voyons aucune raison d'entraver la capacité du Canada, d'après son propre examen de ces renseignements, d'appeler l'attention des États-Unis sur les erreurs que pourrait comporter l'ensemble de données de l'Administration des douanes et au sujet desquelles les parties peuvent mener des consultations. Nous notons en outre que l'Arbitre a déjà prescrit certains critères minimaux concernant la recherche initiale visant à localiser les importations canadiennes pertinentes pendant une période de référence⁵⁹², et plus loin, qu'il a prescrit des critères additionnels à utiliser pour résoudre les désaccords entre les parties sur la manière d'attribuer la valeur des importations à des sociétés canadiennes, qui ne peuvent pas être résolus par voie de consultations.⁵⁹³ À notre avis, la présence de ces procédures limite raisonnablement le pouvoir discrétionnaire de chaque partie de choisir l'ensemble de données pertinent dans ce contexte.

8.123. Compte tenu de ce qui précède, l'Arbitre donne pour instruction au Canada de partager avec les États-Unis tous les renseignements qu'il utilise pour vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis dans la mesure où ils les demandent pendant le processus de consultations. Il est fait exception à cette règle lorsque des restrictions relatives à la confidentialité empêchent le Canada de partager ces renseignements avec les États-Unis, plus particulièrement dans le contexte où le Canada obtient des renseignements directement auprès d'exportateurs canadiens, dont nous comprenons qu'ils doivent consentir à ce partage. Ainsi, lorsque le Canada demandera des renseignements par ailleurs confidentiels à une source, il sollicitera également, dans le cadre de cette demande, le consentement écrit de la ou des source(s) qui les lui fournit/fournissent pour être autorisé à partager ces renseignements avec les États-Unis aux fins de la vérification et des consultations. Si les États-Unis demandent des renseignements au Canada qui ne peuvent pas être partagés pour des raisons de confidentialité, ce dernier en informera les États-Unis et donnera également les raisons pour lesquelles ces renseignements ne peuvent pas être partagés.

c) Règlement des désaccords à la suite de consultations

8.124. Si, à tout moment pertinent après que le Canada a reçu des renseignements de l'Administration des douanes des États-Unis, les parties conviennent de l'ensemble de données à utiliser pour calculer la valeur des importations (que ce soit en l'absence d'objections du Canada ou par voie de consultations), les parties utiliseront ces données convenues. Nous notons toutefois qu'il arrive que de tels accords entre les parties ne soient pas conclus, même après la tenue de consultations. L'Arbitre juge donc nécessaire de prescrire des procédures concernant la manière dont les valeurs des importations devraient être attribuées aux sociétés canadiennes pertinentes en cas de tels désaccords, afin d'éviter que ces désaccords paralysent le processus de suspension.

8.125. Le Canada estime que si les parties ne peuvent pas régler leurs différends lors des consultations, alors il devrait "avoir le pouvoir discrétionnaire de compléter les données de l'Administration des douanes des États-Unis, ou de corriger toutes erreurs, à l'aide de données par société obtenues auprès d'exportateurs affectés".⁵⁹⁴ Cela est approprié à son avis car le Canada est la partie lésée dans le présent différend dans son ensemble.⁵⁹⁵ Ce faisant, le Canada indique ce qui suit: a) les sociétés ont plus de données que l'Administration des douanes concernant certaines expéditions; b) il demanderait aux sociétés d'attester que les renseignements qui lui sont transmis

⁵⁹² Voir plus haut le paragraphe 8.92.

⁵⁹³ Voir plus loin la section 8.1.1.2.1.4 c).

⁵⁹⁴ Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphe 145.

⁵⁹⁵ Canada, réponse à la question n° 165 de l'Arbitre, paragraphe 146.

sur les expéditions sont exacts; et c) il procéderait à ces compléments d'une manière objective.⁵⁹⁶ Bien qu'il envisage apparemment la possibilité de pouvoir vérifier les données des exportateurs non affectés de la même façon, le Canada croit généralement qu'il est peu probable qu'il puisse obtenir des renseignements auprès de sociétés non affectées à l'aide desquels il vérifierait les données de l'Administration des douanes.⁵⁹⁷ Il affirme aussi que les critères de recherche minimaux prescrits par l'Arbitre pourraient être utilisés en principe pour régler des désaccords mais le Canada préfère les utiliser comme critères pour la recherche initiale dans les données de l'Administration des douanes, et non comme moyen de régler les différends se présentant au cours des consultations.⁵⁹⁸ Il souligne toutefois que les États-Unis ne devraient pas avoir le dernier mot sur la façon d'attribuer les valeurs des importations.⁵⁹⁹

8.126. Les États-Unis avaient initialement proposé que les parties continuent de tenir des consultations tant que les désaccords persistent, mais ils ont indiqué par la suite que celles-ci devraient plutôt s'en remettre au jugement de l'Administration des douanes des États-Unis quant à la façon d'attribuer les valeurs des importations aux sociétés pertinentes parce que cette dernière était l'organisme chargé de faire ces déterminations et qu'elle devrait donc être considérée comme le décideur le plus efficace dans ce contexte.⁶⁰⁰ Ils affirment aussi que l'on ne voit pas très bien pourquoi les sociétés canadiennes auraient des archives concernant des expéditions assujetties à des droits compensateurs, selon ces sociétés, qui ne sont pas prises en compte dans les données de l'Administration des douanes.⁶⁰¹ Ils rejettent en outre comme étant dénué de pertinence le recours du Canada à son statut de plaignant initial dans ce contexte.⁶⁰² De plus, ils affirment que si les parties ne peuvent pas s'entendre sur les valeurs des importations à l'issue des consultations, alors l'utilisation de critères de recherche prescrits pour les données de l'Administration des douanes pourrait être une solution raisonnable.⁶⁰³

8.127. L'Arbitre note d'abord la proposition des États-Unis tendant à ce que les consultations se poursuivent aussi longtemps que nécessaire pour que les désaccords soient résolus. Nous estimons que cette approche n'est pas viable car elle pourrait permettre que ces désaccords paralysent le processus de suspension indéfiniment. Par conséquent, l'Arbitre rejette cette proposition.

8.128. Nous notons donc que les parties ont discuté de trois options additionnelles dans ce contexte: a) permettre au Canada de compléter les données de l'Administration des douanes des États-Unis à l'aide de données par société obtenues directement auprès d'exportateurs canadiens; b) s'appuyer exclusivement sur les données de l'Administration des douanes des États-Unis ainsi que sur le jugement de cette dernière; ou c) critères de recherche dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis prescrits par l'Arbitre qui pourraient permettre de résoudre les désaccords. L'Arbitre a certaines préoccupations communes aux options a) et b). Spécifiquement, ces dernières cèdent toutes deux à des entités (qu'il s'agisse des parties à la présente procédure et/ou des sociétés canadiennes visées par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente⁶⁰⁴) le pouvoir final de déterminer la valeur des importations, mais ces entités sont directement intéressées par le niveau de l'ARA qui est calculé. Nous relevons aussi un autre problème au sujet de la suggestion du Canada selon laquelle celui-ci et/ou les sociétés canadiennes pourraient identifier les expéditions de produits qui ne relèvent pas des codes à dix chiffres du TDH mentionnés dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs mais qui relèvent de la désignation des produits figurant dans

⁵⁹⁶ Canada, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphes 186 et 188; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphes 92 à 94.

⁵⁹⁷ Canada, réponse à la question n° 227 de l'Arbitre, paragraphe 209.

⁵⁹⁸ Canada, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 176; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 92.

⁵⁹⁹ Canada, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 190; observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 92.

⁶⁰⁰ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 173, paragraphe 91, n° 221, paragraphes 136 à 143, et n° 230, paragraphes 147 à 150; observations sur la réponse du Canada à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphes 121 à 129.

⁶⁰¹ États-Unis, réponse à la question n° 230 de l'Arbitre, paragraphe 148.

⁶⁰² États-Unis, réponse à la question n° 230 de l'Arbitre, paragraphe 150.

⁶⁰³ États-Unis, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 138.

⁶⁰⁴ Nous prenons note de la suggestion du Canada tendant à ce qu'il obtienne des attestations des sociétés indiquant la fiabilité des renseignements que ces sociétés lui transmettent. Bien que cela puisse être utile, nous notons que nous considérerions ces attestations comme étant un peu moins fiables que celles qui seraient offertes par les États-Unis. (Voir plus haut le paragraphe 8.105.) En effet, contrairement aux États-Unis, ces sociétés ne sont ni Membres de l'OMC ni visées par les présentes procédure et décision arbitrales.

l'ordonnance (cette dernière faisant autorité⁶⁰⁵). Cela signifie essentiellement que le Canada et/ou les sociétés rendraient *de facto* des décisions relatives au champ des produits visés par l'ordonnance. Le dossier montre que ces décisions peuvent survenir⁶⁰⁶, toutefois, et nous considérons donc qu'il relève indûment de la spéculation de chercher à savoir si le Canada et/ou les sociétés canadiennes parviendraient aux mêmes conclusions que l'USDOC si ce dernier avait rendu une décision relative au champ faisant autorité, à la place.⁶⁰⁷ Par conséquent, nous considérons les options a) et b) défavorablement, en particulier si une autre option raisonnable existe.

8.129. Nous considérons que cette option existe, à savoir l'option c) décrite dans le paragraphe précédent, qui suggère d'utiliser des critères de recherche prescrits pour résoudre les désaccords qui persistent à l'issue de consultations. L'Arbitre a proposé ces critères de recherche aux parties et les deux parties ont reconnu qu'ils pourraient constituer au moins une partie d'une solution raisonnable. Nous considérons en outre que la force de cette approche consiste en ce qu'elle ne cède à aucune des deux parties ni aux sociétés canadiennes le pouvoir discrétionnaire d'attribuer des valeurs d'importation aux sociétés canadiennes, mais qu'elle prévoit plutôt des critères objectifs et neutres pour cette attribution. De plus, elle s'appuie sur ce que les deux parties considèrent d'une manière générale comme étant la meilleure source de données unique pour les valeurs des importations, c'est-à-dire la base de données ACE de l'Administration des douanes des États-Unis.⁶⁰⁸ Bien entendu, nous reconnaissons que les critères de recherche prescrits sont de nature un peu stricte, mais l'Arbitre juge tout de même cette faiblesse préférable au fait de donner aux États-Unis, au Canada et/ou à des sociétés canadiennes la capacité d'attribuer unilatéralement des valeurs d'exportation aux sociétés canadiennes. Enfin, nous notons que les parties ont toutes deux affirmé que l'on pouvait compter sur leur objectivité pour obtenir des résultats raisonnables au titre des options a) ou b) décrites au paragraphe précédent. Nous considérons que les parties peuvent tout à fait appliquer la même objectivité pour convenir d'un ensemble de données raisonnable à l'aide de critères de recherche prescrits.

8.130. Par conséquent, nous notons qu'il peut y avoir des désaccords entre les parties sur quatre questions clés dans ce contexte: i) celle de savoir si une expédition provenait du *Canada*; ii) celle de savoir si certaines expéditions ont été exportées pendant la *période de référence*; iii) celle de savoir si une expédition contenait le *produit pertinent*; et iv) celle de savoir à *quelle société canadienne* imputer des expéditions pertinentes. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

i. Expéditions en provenance du Canada

8.131. Nous rappelons qu'une expédition doit évidemment provenir d'une société *canadienne* pour être considérée comme faisant partie d'une variété canadienne affectée ou non affectée. Les parties n'ont pas indiqué que cette question était une source probable de désaccord. Nous notons donc que le Canada a proposé d'utiliser le champ "pays d'origine" figurant dans la base de données ACE pour

⁶⁰⁵ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 187. Canada, réponse à la question n° 227 de l'Arbitre, paragraphe 209. Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 214.

⁶⁰⁶ Voir Canada, communication écrite, paragraphe 178; pièce CAN-22; Commerce, "Antidumping and Countervailing Duty Orders on Certain Softwood Lumber Products from Canada: Final Ruling on Cedar Shakes and Shingles" (September 10, 2018) (pièce CAN-23); Commerce, "Final Scope Ruling for Certain Hardwood Plywood Products from the People's Republic of China: Request by the Coalition for Fair Trade in Hardwood Plywood and Masterbrand Cabinets Inc." (September 7, 2018) (pièce CAN-24); Commerce, "Certain Tool Chests and Cabinets from the People's Republic of China: Final Scope Ruling on Quality Craft Industries, Inc.'s Products A and B" (May 21, 2018) (pièce CAN-25); et Commerce, "Final Scope Ruling for Certain Steel Threaded Rod from the People's Republic of China: Colonial Elegance Inc." (August 1, 2014) (pièce CAN-26).

⁶⁰⁷ Nous notons aussi que le Canada explique que ces compléments devraient principalement être effectués si les codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs n'englobaient pas tous les produits visés (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 94). Nous rappelons donc que les codes du TDH seront uniquement le principal outil de recherche utilisé pour identifier le produit pertinent pour les périodes de référence antérieures à l'enquête. Pour les périodes de référence postérieures à l'enquête, le numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs sera le principal outil de recherche, qui devrait, en théorie, permettre de rendre compte de toutes les expéditions visées par l'ordonnance en matière de droits compensateurs, qu'elles relèvent ou non des codes du TDH mentionnés (voir plus haut la section 8.1.1.2.1.3 a)).

⁶⁰⁸ Nous rappelons que la base de données de l'Administration des douanes des États-Unis présente des indices de fiabilité importants (voir plus haut la section 8.1.1.2.1.1).

déterminer si une expédition provenait du Canada.⁶⁰⁹ Les États-Unis n'ont soulevé aucune objection à ce sujet et ont également mentionné ce champ parmi ceux qu'ils jugeaient importants pour les recherches dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis.⁶¹⁰ Nous ne discernons en outre aucun autre champ dont les parties auraient indiqué qu'il est plus pertinent pour cette question.

8.132. Par conséquent, si, à l'issue de consultations, les parties sont en désaccord sur la question de savoir si une expédition particulière provenait du Canada, si le champ "pays d'origine" indique que ce pays est le Canada, alors l'expédition sera considérée comme provenant d'une société canadienne.⁶¹¹

ii. Expéditions pendant la période de référence

8.133. L'Arbitre a proposé aux parties que, si elles étaient en désaccord sur la question de savoir si une expédition particulière indiquée sur le formulaire 7501 avait été importée sur le marché des États-Unis pendant la période de référence, alors le champ "date d'importation" figurant sur ce formulaire pour l'expédition pertinente sera déterminant. Les parties ont souscrit à ce critère.⁶¹² L'Arbitre adopte donc ce critère pour régler les différends à la suite de consultations concernant la question de savoir si une expédition devrait être comptée comme ayant eu lieu pendant la période de référence.⁶¹³

iii. Expéditions du produit pertinent

8.134. L'Arbitre a proposé ce qui suit aux parties si elles étaient en désaccord sur la question de savoir si une expédition particulière comprenait le produit pertinent visé par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente:

- a. pour une période de référence antérieure à l'enquête, tous les codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs seront déterminants (c'est-à-dire que tous les produits relevant d'un ou de plusieurs codes du TDH seraient traités comme le produit pertinent); et
- b. pour une période de référence postérieure à l'enquête, le numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs pertinent sera déterminant (c'est-à-dire que tous les produits auxquels il a été attribué le numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs pertinent pourraient être traités comme le produit pertinent).⁶¹⁴

⁶⁰⁹ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 154, paragraphes 103 et 104, et n° 166, paragraphes 147 à 154.

⁶¹⁰ Voir pièce USA-53 (répertoriant le pays d'origine comme champ de recherche).

⁶¹¹ Nous notons que l'Arbitre a déjà prescrit que le champ "pays d'origine" était un critère minimal pour la recherche initiale (voir plus haut le paragraphe 8.92). Ainsi, toutes les expéditions dont le pays d'origine est le "Canada" devraient figurer dans l'ensemble de données fourni au Canada. Bien entendu, cet ensemble de données peut aussi inclure d'autres expéditions si l'Administration des douanes des États-Unis estime qu'elles auraient dû être incluses au moment de la recherche initiale.

⁶¹² Canada, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 181; États-Unis, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 139; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 85.

⁶¹³ Nous notons que l'Arbitre a déjà prescrit que le champ "date d'importation" était un critère minimal pour la recherche initiale (voir plus haut le paragraphe 8.92). Ainsi, toutes les expéditions dont la "date d'importation" se situe pendant la période de référence devraient figurer dans l'ensemble de données fourni au Canada. Bien entendu, cet ensemble de données peut aussi inclure d'autres expéditions si l'Administration des douanes des États-Unis estime qu'elles auraient dû être incluses au moment de la recherche initiale.

⁶¹⁴ Pour ce qui est des sociétés qui ont été exclues entièrement du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs, l'Administration des douanes des États-Unis recherchera aussi le nom de ces sociétés et, en ce qui concerne ces sociétés, toutes les expéditions relevant d'un ou de plusieurs des codes du TDH indiqués dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente seraient traitées comme le produit pertinent. Les deux parties souscrivent à ces critères. (Canada, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphes 182 et 183; États-Unis, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 140).

8.135. L'Arbitre adopte donc ces critères pour régler les différends à la suite de consultations concernant la question de savoir si une expédition devrait être comptée comme incluant le produit pertinent.⁶¹⁵

iv. Attribution de la valeur d'une expédition à une société canadienne

8.136. L'Arbitre a proposé aux parties que, si elles étaient en désaccord sur la question de savoir à quelle société canadienne attribuer une expédition particulière du produit pertinent indiquée sur le formulaire 7501, l'expédition sera attribuée à une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou à une société assujettie à un taux non retenu⁶¹⁶ (qu'elle soit affectée ou non affectée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD) si l'un quelconque des quatre critères figurant plus haut au paragraphe 8.140 a) est d'application. Les parties n'ont formulé aucune objection significative à ces critères tels que rédigés, sauf en ce qui concerne des questions examinées dans d'autres sections de la présente décision.

8.137. Toutefois, les États-Unis ont affirmé que deux ou plusieurs des quatre critères devaient désigner la même société pour que la valeur de l'expédition soit attribuée à cette société, car le fait de n'en utiliser qu'un seul "contredirait les autres renseignements présents qui ont probablement mené au désaccord initial entre les parties et ne serait pas approprié".⁶¹⁷ Le Canada ne souscrit pas à cette affirmation, faisant valoir qu'elle n'est pas pratique.⁶¹⁸ Il affirme aussi que la proposition des États-Unis ne fonctionnerait pas dans les cas où le même nombre de critères désignait des sociétés différentes. Par conséquent, il "propose, en cas de conflit, d'attribuer l'expédition à la société qui remplit le plus les critères (...). Lorsque les deux sociétés en conflit remplissent le même nombre de critères, l'expédition devrait être attribuée à une société affectée".⁶¹⁹

8.138. L'Arbitre estime en principe, comme les États-Unis, qu'il serait préférable que plus d'un critère énuméré désigne la même société pour que la valeur de l'expédition pertinente lui soit attribuée. Toutefois, il estime aussi, comme le Canada, qu'il convient qu'il n'y ait pas d'impasse si et quand le même nombre de critères désignent des sociétés différentes. Par conséquent, l'Arbitre estime qu'il serait raisonnable, comme le suggère le Canada, d'attribuer la valeur à la société à laquelle *la plupart* des critères s'appliquent. De plus, et en l'absence de toutes autres propositions raisonnables des parties à ce sujet, nous jugeons raisonnable de prescrire que si le même nombre de critères désigne des sociétés différentes, alors: a) si toutes ces sociétés sont affectées ou non affectées, l'Administration des douanes des États-Unis agira au mieux de son jugement pour attribuer la valeur à l'une de ces sociétés; ou b) si ces sociétés consistent en une combinaison de sociétés affectées et non affectées, l'Administration des douanes des États-Unis agira au mieux de son jugement pour attribuer la valeur à la société affectée, ou à l'une d'entre elles.

8.139. À cet égard, nous ne perdons pas de vue l'affirmation du Canada selon laquelle il peut y avoir des variations orthographiques mineures, en particulier en ce qui concerne les champs "nom du fabricant" et "n° d'identification du fabricant", qui contribuent à la nécessité pour les parties d'exercer leur jugement sur la question de savoir à quelle société effectivement nommée dans une

⁶¹⁵ Nous notons que l'Arbitre a déjà prescrit que ces champs (c'est-à-dire les codes du TDH et le numéro de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs) étaient un critère minimal pour la recherche initiale. (Voir plus haut le paragraphe 8.92). Ainsi, toutes les expéditions correspondant à ces codes ou à ces numéros de dossier antidumping/en matière de droits compensateurs devraient figurer dans l'ensemble de données fourni au Canada. Bien entendu, cet ensemble de données peut aussi inclure d'autres expéditions si l'Administration des douanes des États-Unis estime qu'elles auraient dû être incluses au moment de la recherche initiale.

⁶¹⁶ Aux de la présente orientation, l'expression "société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête" comprendra les sociétés qui ont été exclues entièrement du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs parce que leurs taux de droits compensateurs individuels ont été jugés *de minimis* dans une enquête initiale.

⁶¹⁷ États-Unis, réponse à la question n° 290 de l'Arbitre, paragraphe 33. Voir aussi États-Unis, réponse orale à la question n° 221 de l'Arbitre à la réunion de l'Arbitre; réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 141.

⁶¹⁸ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 90. Le Canada note aussi à juste titre que les critères prescrits s'appliquent de la même façon aussi bien aux sociétés affectées que non affectées (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 91).

⁶¹⁹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 290 de l'Arbitre, paragraphe 33. (mise en relief dans l'original)

ordonnance en matière de droits compensateurs ces expéditions devraient être attribuées.⁶²⁰ Ces critères prescrits sont conçus pour atténuer cette préoccupation, entre autres choses. De plus, les États-Unis fourniront des attestations écrites avec les données de l'Administration des douanes des États-Unis transmises au Canada, indiquant qu'elle a fait de son mieux pour attribuer des valeurs d'importation aux sociétés d'une manière compatible avec son administration des ordonnances en matière de droits compensateurs.⁶²¹

8.140. Par conséquent, l'Arbitre donne les instructions ci-après aux parties pour résoudre les désaccords concernant les attributions de valeurs aux sociétés canadiennes, qui persistent à la suite des consultations:

- a. Si les parties sont en désaccord sur le point de savoir à quelle société une expédition particulière indiquée sur le formulaire 7501 devrait être attribuée après la tenue des consultations, alors l'expédition sera attribuée à une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou à une société assujettie à un taux non retenu⁶²² (qu'elle soit affectée ou non affectée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD) si l'une quelconque des conditions ci-après est d'application:
 - i. le "nom du fabricant" correspond à celui d'une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou d'une société assujettie à un taux non retenu, tel qu'il est rédigé dans la détermination finale, l'ordonnance en matière de droits compensateurs ou les résultats finals pertinents de l'USDOC⁶²³;
 - ii. le "n° d'identification du fabricant" de la société a été antérieurement ou ultérieurement attribué à une société, dans tout autre formulaire 7501 concernant les importations de tout produit pendant la période de référence, dont le nom correspond à celui d'une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou d'une société assujettie à un taux non retenu, tel qu'il est rédigé dans la détermination finale, l'ordonnance en matière de droits compensateurs ou les résultats finals pertinents de l'USDOC, ou l'Administration des douanes des États-Unis sait d'une autre manière que le n° d'identification du fabricant se rapporte spécifiquement à une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen ou à une société assujettie à un taux non retenu;
 - iii. le numéro antidumping/en matière de droits compensateurs par société attribué à la société a été antérieurement ou ultérieurement attribué à une société, dans tout autre formulaire 7501 concernant les importations de tout produit pendant la période de référence, dont le nom correspond à celui d'une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou d'une société assujettie à un taux non retenu, tel qu'il est rédigé dans la détermination finale, l'ordonnance en matière de droits compensateurs ou les résultats finals pertinents de l'USDOC, ou l'Administration des douanes des États-Unis sait d'une autre manière que le numéro antidumping/en matière de droits compensateurs se rapporte spécifiquement à une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen ou à une société assujettie à un taux non retenu; ou
 - iv. le formulaire 7501 pertinent spécifiait que les produits de la société étaient assujettis à un taux de droit compensateur spécifique propre à une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen particulier, ou à une société

⁶²⁰ Canada, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 186; États-Unis, réponse à la question n° 177 de l'Arbitre, paragraphe 97.

⁶²¹ Voir plus haut le paragraphe 8.105.

⁶²² Aux de la présente orientation, l'expression "société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête" comprendra les sociétés qui ont été exclues entièrement du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs parce que leurs taux de droits compensateurs individuels ont été jugés *de minimis* dans une enquête initiale. Les filiales à participation croisée d'une telle société seront considérées comme faisant partie de cette société aux fins des attributions de valeurs d'importation.

⁶²³ Par souci de clarté, dans ce contexte spécifique, l'expression "détermination finale, ordonnance en matière de droits compensateurs ou résultats finals de l'USDOC" sera interprétée comme incluant toute détermination écrite de l'USDOC qui aboutit à l'imposition d'un taux de droit compensateur à une société canadienne, ou à la suppression d'un taux de droit compensateur imposé à une société canadienne.

assujettie à un taux non retenu, visée par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente des États-Unis.⁶²⁴

- b. Si, pour toute raison, l'application de l'orientation ci-dessus conduit à un conflit (c'est-à-dire l'attribution d'une valeur particulière d'importation à plus d'une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou d'une société assujettie à un taux non retenu), alors la valeur sera attribuée à la société désignée par la plupart des critères susmentionnés. Si le même nombre de critères susmentionnés désigne plus d'une société, alors: a) si toutes ces sociétés sont affectées ou non affectées, l'Administration des douanes des États-Unis agira au mieux de son jugement pour attribuer la valeur à l'une de ces sociétés; ou b) si ces sociétés consistent en une combinaison de sociétés affectées et non affectées, l'Administration des douanes des États-Unis agira au mieux de son jugement pour attribuer la valeur à la société affectée, ou à l'une d'entre elles.
- c. Si l'application de l'orientation ci-dessus n'entraînait pas l'attribution de la valeur à une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, ou à une société assujettie à un taux non retenu, mais que l'expédition était associée d'une autre manière à une importation en provenance du Canada du produit pertinent pendant la période de référence, alors l'expédition sera attribuée au groupe de sociétés assujetties au taux résiduel global.⁶²⁵
- d. Si les parties sont en désaccord quant à la complétude de l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis (c'est-à-dire la question de savoir si l'ensemble de données devrait être complété par des valeurs d'expédition additionnelles qui ne figurent pas dans cet ensemble de données), alors celui-ci ne sera pas complété.

8.141. L'Arbitre souligne que ces instructions sont censées être utilisées en dernier ressort pour résoudre les désaccords après que les parties auront engagé des consultations, et que l'ensemble de données convenu par les parties sera toujours celui qui est privilégié.

8.1.1.2.1.5 Données relatives aux importations provenant des producteurs canadiens non affectés

8.142. Comme il est indiqué plus haut dans la section 7.2.2.4, le Canada a fait valoir qu'il ne pouvait pas raisonnablement utiliser les valeurs des importations provenant des exportateurs canadiens non affectés comme donnée d'entrée distincte dans un modèle choisi par l'Arbitre, quel qu'il soit. Le Canada a fondé cet argument sur les difficultés alléguées à vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis concernant les valeurs des importations pour les exportateurs non affectés et, de manière connexe, sur les difficultés à obtenir les valeurs des importations pour les sociétés non affectées en l'absence des données de l'Administration des douanes. Comme cela a été indiqué dans cette section, l'Arbitre n'est pas d'accord avec le Canada sur le fait que ces difficultés alléguées étaient aussi sérieuses que ce dernier l'a fait valoir et il n'a donc pas estimé que cette question militait fortement contre l'utilisation d'une version à quatre variétés du modèle des États-Unis, qui ne pouvait pas être exécuté sans renseignements sur les importations canadiennes non affectées (qui constituaient l'une des quatre variétés utilisées dans le modèle).⁶²⁶ À l'aide des analyses précédentes figurant plus haut dans la section 7.2.2 et dans les sections relatives au calcul des valeurs des importations en ce qui concerne le choix du modèle, en tant que contexte utile, nous

⁶²⁴ Les États-Unis ont confirmé que la valeur d'une expédition particulière sera associée à un taux de droit compensateur applicable (États-Unis, réponse à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 142).

⁶²⁵ Les parties souscrivent à cette approche de l'attribution des valeurs résiduelles des importations au taux résiduel global, et nous rappelons que les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête et celles qui sont assujetties à des taux non retenus auront été nommées dans les documents versés dans le dossier pertinent de l'USDOC. Toutefois, il n'y a pas de liste publiée des sociétés assujetties au taux résiduel global (Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 221, paragraphe 187, et n° 271, paragraphe 291; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 221 de l'Arbitre, paragraphe 128).

⁶²⁶ Le Canada a avancé l'argument selon lequel il ne pouvait pas recueillir de tels renseignements pour s'opposer au modèle proposé par les États-Unis. De même, l'Arbitre a conclu plus haut dans la section 7.1.2.3 que la séparation des exportations canadiennes selon la mesure dans laquelle elles étaient affectées par la mesure contestée était nécessaire pour tenir compte adéquatement des effets compensatoires.

répondons donc à ce stade de manière plus détaillée aux préoccupations du Canada sur cette question des données.

8.143. Le Canada fait valoir qu'il ne devrait pas avoir à déterminer de valeurs d'importation spécifiques pour les exportateurs non affectés parce qu'il n'aurait pas de moyen fiable de vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis concernant ces exportateurs.⁶²⁷ Cela est dû principalement au fait qu'il estime qu'il ne pourrait probablement pas obtenir les renseignements correspondants auprès de ces exportateurs, car ces derniers ne seraient pas incités à lui fournir ces données parce que les sociétés dont les taux de droits compensateurs ne sont pas affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD peuvent trouver qu'il est désavantageux de contribuer à réduire le taux de droit compensateur de sociétés rivales.⁶²⁸ Selon le Canada, le modèle qu'il propose permet donc de tenir compte du fait qu'il se peut que les renseignements pertinents soient disponibles uniquement pour certaines sociétés, tout en offrant quand même un moyen constant et raisonnable de calculer l'incidence économique de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sur les importations canadiennes.⁶²⁹ En outre, à ce même sujet, le Canada rappelle qu'il a expliqué pourquoi l'Arbitre n'avait pas besoin d'adopter un modèle d'Armington fondé sur les multiples "variétés" d'importations canadiennes que les États-Unis proposaient.⁶³⁰

8.144. Les États-Unis font valoir que les aspects pratiques du calcul global de l'ARA doivent être établis par référence à l'incidence contrefactuelle sur les exportations canadiennes *globales* vers les États-Unis.⁶³¹ Cette question est examinée plus en détail plus loin dans la section 7.1.2.3. Les États-Unis font donc valoir que les données confidentielles sur les ventes aux États-Unis de tous les exportateurs canadiens connus sont nécessaires, que leurs taux de droits compensateurs soient affectés ou non par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁶³² Ils contestent aussi l'affirmation du Canada selon laquelle les entreprises ayant fait individuellement l'objet d'une enquête qui ne sont pas assujetties à la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD ne sont pas incitées à lui fournir ces renseignements confidentiels parce que ces producteurs voudront peut-être l'aider à inciter les États-Unis à se mettre en conformité "pour supprimer la mesure contestée des taux de leurs concurrents".⁶³³ Ils affirment qu'il en est ainsi parce que "les taux de droits compensateurs pourraient augmenter avec la suppression de la mesure contestée".⁶³⁴

8.145. L'Arbitre note pour commencer que les objections du Canada à l'utilisation des données des exportateurs non affectés ne sont pas dues à une quelconque difficulté perçue à extraire les valeurs des importations provenant des exportateurs non affectés des données de l'Administration des douanes des États-Unis. L'objection du Canada réside plutôt dans la difficulté alléguée de vérifier les données de l'Administration des douanes en ce qui concerne les valeurs des importations des exportateurs non affectés et d'obtenir les valeurs des importations des sociétés tout court si les données de l'Administration des douanes ne sont pas fournies par les États-Unis. Le Canada fait valoir qu'il serait difficile d'obtenir les données des sociétés non affectées directement auprès de ces sociétés, parce que les exportateurs non affectés n'auront aucune incitation à partager leurs données d'exportation avec lui car rien ne les incite à aider le Canada à supprimer la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pour les exportateurs affectés.⁶³⁵ Les États-Unis ne sont pas d'accord, faisant

⁶²⁷ Canada, réponse à la question n° 94 de l'Arbitre, paragraphes 219 et 220.

⁶²⁸ Canada, réponse à la question n° 87 de l'Arbitre, paragraphe 203; communication écrite, paragraphes 83, 86 et 118. Voir aussi Canada, communication écrite, paragraphe 168: "Le modèle du Canada est conçu pour tenir compte du fait que les valeurs des importations peuvent ne pas être disponibles auprès toutes les sources. Bien que le modèle exige des valeurs d'importation provenant uniquement des exportateurs affectés, il peut néanmoins donner des résultats constants en additionnant le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages calculé séparément pour différents groupes d'exportateurs ayant différents contrefactuels (c'est-à-dire les exportateurs dont les taux de droits sont imputables à la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD et les exportateurs bénéficiant du taux résiduel global)".

⁶²⁹ Canada, communication écrite, paragraphes 166 à 168.

⁶³⁰ Canada, communication écrite, paragraphe 169.

⁶³¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 136.

⁶³² États-Unis, communication écrite, paragraphe 138.

⁶³³ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 20, paragraphe 70, et n° 103, paragraphes 265 et 266.

⁶³⁴ États-Unis, réponse à la question n° 20 de l'Arbitre, paragraphe 70 (faisant référence à États-Unis, communication écrite, paragraphes 45 et 54).

⁶³⁵ Canada, communication écrite, paragraphe 83; réponse aux questions de l'Arbitre n° 89, paragraphe 207, n° 117, paragraphe 28, et n° 252, paragraphe 263.

valoir que les exportateurs non affectés peuvent être incités à partager leurs données avec le Canada et qu'une vérification pourrait vraisemblablement avoir lieu.⁶³⁶

8.146. À notre avis, la position du Canada a un certain poids, mais qui est limité. Certes, il se peut, comme le Canada l'allègue, que dans un cas donné des exportateurs non affectés puissent considérer qu'il serait désavantageux que les taux de droits compensateurs affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD soient supprimés pour leurs concurrents, car cette suppression pourrait diminuer leurs taux de droits compensateurs et rendre leurs exportations plus attractives sur le marché des États-Unis.⁶³⁷ Dans un tel cas, les exportateurs non affectés ne voudront peut-être pas partager leurs données d'exportation avec le Canada dans la mesure où ils estimeraient que, de ce fait, le Canada pourrait mieux convaincre les États-Unis de supprimer les taux de droits compensateurs affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD imposés aux sociétés canadiennes. Le fait de ne pas procéder à ce partage supprimerait le principal moyen pour le Canada de vérifier les données de l'Administration des douanes des États-Unis en ce qui concerne les exportateurs non affectés et un moyen d'obtenir la valeur des importations de la société en l'absence des données de l'Administration des douanes, c'est-à-dire l'examen des données par société obtenues directement auprès de ces sociétés.

8.147. Nous voyons cependant trois raisons principales de douter que la préoccupation du Canada à cet égard soit aussi grave qu'il l'allègue. Avant tout, nous notons que les statistiques commerciales officielles des États-Unis enregistrent les importations au niveau des codes à dix chiffres du TDH par pays exportateur, qu'il est possible de faire correspondre aux codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente.⁶³⁸ Par conséquent, la valeur totale des importations canadiennes non affectées pour un produit pertinent donné peut toujours être calculée d'une manière résiduelle, c'est-à-dire la différence entre les valeurs totales des importations en provenance du Canada et la valeur des exportateurs affectés. Nous rappelons donc que le Canada a affirmé qu'il était assez sûr de pouvoir obtenir les valeurs des importations des sociétés canadiennes affectées directement auprès de ces sociétés, même en l'absence des données de l'Administration des douanes des États-Unis.⁶³⁹ Ainsi, même si des exportateurs non affectés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ne lui fournissent pas leurs données d'exportation, le Canada pourrait vérifier dans une mesure appréciable les expéditions agrégées du produit pertinent à l'aide de sources de données agrégées, en particulier celles qui sont organisées au niveau à dix

⁶³⁶ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 20, paragraphe 70, et n° 103, paragraphes 265 et 266.

⁶³⁷ Nous notons que, dans certains cas limités, la suppression du taux de droit compensateur par autre forme d'aide pour la ou les société(s) ayant fait individuellement l'objet d'une enquête pourrait effectivement augmenter le taux de droit compensateur des sociétés assujetties à un taux résiduel global dans le contrefactuel. Cela pourrait se produire lorsque: a) le taux de droit compensateur d'un exportateur affecté et ayant fait individuellement l'objet d'une enquête aurait été utilisé pour aider à calculer le taux résiduel global en réalité; b) le taux de droit compensateur de l'exportateur tomberait au-dessous du seuil *de minimis* dans le contrefactuel et ne serait donc pas utilisé pour calculer le taux résiduel global dans le contrefactuel; et c) le taux de droit compensateur de cet exportateur en réalité aurait été relativement faible par rapport aux taux de droits compensateurs des autres sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête utilisés pour aider à construire le taux résiduel global. (Voir plus haut la section 6.3.4 (décrivant comment le taux résiduel global est calculé)). Les États-Unis ont noté que ce scénario aurait effectivement eu lieu dans l'enquête sur le *papier supercalandré* (États-Unis, communication écrite, paragraphe 54). Nous rappelons toutefois que les taux de droits compensateurs par autre forme d'aide se voient uniquement donner une *valeur de substitution* nulle dans le contrefactuel, ce qui reflète une incertitude quant à la manière exacte dont les États-Unis supprimeraient les effets de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans un cas donné (voir plus haut le paragraphe 6.67). On ne voit donc pas très bien non plus dans quelle mesure une société considérerait que le scénario envisagé par les États-Unis (c'est-à-dire une augmentation effective du taux résiduel global) serait le plus probable et agirait en conséquence.

⁶³⁸ Voir plus bas la section 8.1.1.2.2.2 b) (où ces sources sont examinées plus en détail).

⁶³⁹ Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphe 192, n° 88, paragraphe 206, et n° 96, paragraphes 224 à 226. Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 89, paragraphes 207 et 208, et n° 161, paragraphe 131. Le Canada fait valoir qu'il pourrait identifier les sociétés assujetties à un taux résiduel global affecté, en particulier en consultant la branche de production canadienne et en examinant des documents publics. En ce qui concerne l'identification des sociétés canadiennes assujetties au taux résiduel global, il indique que l'utilisation de la communication publique et de documents publics (y compris la requête/demande en vue de l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs présentée par la branche de production nationale des États-Unis) sera particulièrement efficace lorsque le nombre de ces sociétés est faible (Canada, réponse à la question n° 90 de l'Arbitre, paragraphes 209 à 212).

chiffres du TDH (par exemple, les bases de données USA Trade Online et DataWeb de l'USITC).⁶⁴⁰ En fait, le Canada lui-même a indiqué qu'il utiliserait ces sources de données agrégées pour découvrir les erreurs majeures dans tout ensemble de données proposé par l'Administration des douanes.⁶⁴¹ Par conséquent, si les données de l'Administration des douanes incluent beaucoup trop peu d'exportations des sociétés non affectées, cette irrégularité peut quand même être révélée par des sources de données agrégées et corrigée à la suite de procédures de consultation.

8.148. Deuxièmement, les sociétés non affectées peuvent avoir intérêt à aider le Canada à obtenir des États-Unis une mise en conformité plus générale quant au fond du présent différend, c'est-à-dire le retrait global de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans son ensemble. Aider le Canada à suspendre des concessions à l'encontre des États-Unis si et quand la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est utilisée contre des sociétés canadiennes est un des outils dont dispose le Canada pour l'aider à obtenir cette mise en conformité quant au fond. Il sera rappelé que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est une conduite constante des États-Unis et qu'elle surviendra dans toute future procédure en matière de droits compensateurs concernant des marchandises canadiennes où il sera question de la teneur précise.⁶⁴² Ainsi, même si une société n'est pas affectée par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD à un moment donné, elle peut le devenir plus tard en raison de l'utilisation de cette mesure dans de futures procédures en matière de droits compensateurs (par exemple, des réexamens administratifs).⁶⁴³ Aider le Canada à obtenir des États-Unis une mise en conformité plus générale quant au fond lèverait les incertitudes de ce type pour tous les exportateurs canadiens, qu'ils soient affectés ou non.⁶⁴⁴

8.149. Troisièmement, comme il est indiqué plus loin dans les sections 8.1.1.2.2 et 8.1.2.3, même en l'absence des données de l'Administration des douanes des États-Unis, il apparaît qu'il y a d'autres moyens pour le Canada de calculer raisonnablement les valeurs des importations des sociétés non affectées et de leur attribuer des taux de droits pertinents.

8.150. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que, bien que les préoccupations du Canada concernant la possibilité d'obtenir et/ou de vérifier les données des exportateurs non affectés peuvent ne pas être totalement dénuées de fondement, il apparaît que ces préoccupations sont exagérées. En fait, comme il a été indiqué plus haut, il apparaît qu'il y a des moyens raisonnables pour le Canada d'obtenir les valeurs des importations provenant des exportateurs non affectés, et de procéder à une vérification pertinente de ces valeurs.

8.1.1.2.2 Calcul de la valeur des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis

8.151. Dans la section 8.1.1.2.1.1 plus haut, nous avons donné pour instruction aux États-Unis de fournir au Canada des données de l'Administration des douanes des États-Unis pour calculer la valeur des importations de sociétés canadiennes pendant la période de référence. Les États-Unis ont en outre affirmé qu'ils s'engageaient à fournir ces données de l'Administration des douanes des États-Unis au Canada.⁶⁴⁵ Bien que nous considérions les affirmations des États-Unis comme fiables, nous sommes conscients que nous avons la responsabilité de veiller à ce que le Canada ne se retrouve pas sans recours dans le cas improbable où les données de l'Administration des douanes des États-Unis, pour quelque raison que ce soit, ne lui seraient pas fournies dans le délai imparti. Par conséquent, nous jugeons approprié de prescrire des procédures permettant au Canada de calculer

⁶⁴⁰ Les États-Unis notent aussi la possibilité que le Canada fasse appel à Statistique Canada pour obtenir la valeur agrégée des importations provenant de producteurs non affectés, bien qu'au niveau à huit chiffres (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 272 de l'Arbitre, paragraphe 225).

⁶⁴¹ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 155, paragraphe 109, et n° 156, paragraphe 114.

⁶⁴² Voir plus haut la section 6.2.3.

⁶⁴³ Nous notons en outre que même si certains exportateurs non affectés décident de ne pas communiquer leurs propres données au Canada, un sous-ensemble d'entre eux peut quand même le faire. Nous prenons donc note du fait que le Canada lui-même a indiqué qu'il pourrait choisir de vérifier uniquement les données d'un sous-ensemble d'exportateurs affectés à l'aide des données obtenues directement auprès de sociétés affectées (Canada, réponse à la question de l'Arbitre n° 86, paragraphe 185).

⁶⁴⁴ Nous notons donc que le Canada a allégué que, même si la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD n'affecte actuellement aucun taux de droit compensateur des États-Unis visant des marchandises canadiennes, les exportateurs canadiens supportent tout de même des coûts juridiques en raison des incertitudes concernant l'application future potentielle de cette mesure aux exportations canadiennes (bien que le Canada n'ait pas tenté de quantifier ces coûts d'une quelconque façon valable). Canada, réponse à la question n° 112 de l'Arbitre, paragraphe 7.

⁶⁴⁵ Voir, par exemple, États-Unis, réponse à la question n° 220 de l'Arbitre, paragraphe 133.

les valeurs des importations pour les sociétés canadiennes affectées et non affectées, même en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, bien que nous soulignons que nous considérons peu probable que le Canada doive recourir à ces procédures spécifiques.

8.152. Il existe de multiples méthodes et combinaisons de méthodes permettant de calculer les valeurs des importations pour des sociétés et/ou groupes de sociétés en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. En outre, et reflétant ces options, les suggestions des parties sur ce point ont évolué au cours de la présente procédure d'arbitrage, parfois de manière complexe. Ainsi, dans ce contexte, nous concentrerons notre attention sur les propositions les plus récentes des parties.

8.153. Nous notons donc qu'il est d'abord nécessaire de définir une approche structurelle globale pour le calcul des valeurs des importations en provenance de sociétés canadiennes. Nous discernons deux options fondamentales à cet égard. La première consiste à prescrire des méthodes pour calculer les valeurs des importations par référence à la question de savoir si une société est *affectée* ou *non affectée*. La seconde consiste à prescrire des méthodes pour calculer les valeurs des importations par référence au *type de taux de droit compensateur factuel* qu'une société a à partir de l'événement déclencheur (à savoir un taux individuel, un taux non retenu ou un taux résiduel global). L'Arbitre a proposé la première approche aux parties dans une question.⁶⁴⁶ En réponse, le Canada a exprimé une nette préférence pour la seconde approche, c'est-à-dire la structuration des prescriptions par référence aux taux de droits compensateurs factuels, et a proposé des suggestions assez complètes pour calculer les valeurs des importations dans le cadre d'une telle approche.⁶⁴⁷ Les États-Unis ne se sont opposés en principe à aucune des deux approches, formulant au lieu de cela des observations plus spécifiques sur certains éléments de ces propositions.⁶⁴⁸ Nous ne voyons rien d'intrinsèquement moins raisonnable dans la préférence du Canada dans ce contexte, et nous adoptons donc cette approche structurelle générale.

8.154. Cette approche structurelle globale ayant été adoptée, la présente section est divisée en six parties. Premièrement, elle aborde une question liminaire, c'est-à-dire ce que devrait être la catégorie "résiduelle" des valeurs des importations. Deuxièmement, troisièmement, et quatrièmement, elle examine les procédures de calcul des valeurs des importations pour les sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs individuels, à des taux non retenus et au taux résiduel global, respectivement. Cinquièmement, elle examine les délais pertinents dans ce contexte. Enfin, elle examine les procédures de consultation.

8.1.1.2.2.1 Sélection d'une catégorie résiduelle

8.155. D'emblée, il est important de noter un problème clé qui découle de l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis par société. Les données de l'Administration des douanes des États-Unis fournissent au Canada un ensemble complet de données (sous réserve de vérification) relatives aux importations canadiennes du produit pertinent en provenance de tous les exportateurs canadiens, par société. L'Administration des douanes des États-Unis est la seule source de données qui restituera de manière fiable un ensemble aussi complet de données par société. Comme nous le verrons plus en détail dans la présente section, bien qu'il existe d'autres moyens pour le Canada d'obtenir ou d'estimer les valeurs des importations pour certains types de sociétés, ces méthodes, même combinées, ne permettront pas de fournir les valeurs des importations par société pour *toutes* les sociétés. Afin de s'assurer raisonnablement que toutes les importations du produit pertinent sont incluses dans le modèle, il faut donc obtenir un montant résiduel des importations représentant les valeurs des importations des sociétés pour lesquelles le Canada n'a pas été en mesure d'obtenir les valeurs des importations par d'autres moyens. Cette valeur résiduelle serait calculée en obtenant la valeur agrégée totale des importations pour un produit pertinent (ce qui peut toujours être fait en utilisant, par exemple, les données accessibles via USA Trade Online ou la base de données DataWeb de l'USITC pour les codes à dix chiffres du TDH dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente), puis en soustrayant de

⁶⁴⁶ Question n° 295 de l'Arbitre.

⁶⁴⁷ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 57 et 58, et tableau révisé 1, page 25. Les États-Unis ont également reconnu la possibilité pour le Canada d'obtenir de Statistique Canada une valeur agrégée des importations pour les exportateurs non affectés (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 272 de l'Arbitre, paragraphe 225).

⁶⁴⁸ Voir, de manière générale, États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 43 à 56; et observations sur la réponse du Canada à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 33 à 38.

cette valeur totale les valeurs des importations en provenance de sociétés pour lesquelles le Canada a été en mesure de calculer les valeurs par d'autres moyens. Ce calcul donne une valeur résiduelle forfaitaire des importations.

8.156. Une fois cette valeur résiduelle forfaitaire obtenue, il convient toutefois de rappeler que le Canada doit en outre attribuer à la société un taux de droit compensateur de la période de référence, un taux de droit compensateur factuel et, si nécessaire, un taux de droit compensateur contrefactuel.⁶⁴⁹ La question est donc de savoir quels devraient être ces taux de droits compensateurs. Dans le cadre de la présente procédure, les parties ont mentionné trois possibilités. La première consiste à supposer que toute valeur résiduelle des importations se rapporte à des sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs non affectés. La deuxième, proposée par le Canada tout récemment, consiste à supposer que toute valeur résiduelle des importations se rapporte à des sociétés assujetties à un taux non retenu. La troisième consiste à supposer que toute valeur résiduelle des importations se rapporte à des sociétés assujetties au taux résiduel global, possibilité mentionnée par les deux parties au cours de la présente procédure.⁶⁵⁰ Nous examinons ces possibilités l'une après l'autre.

8.157. La première méthode possible consiste à supposer que toute valeur résiduelle des importations est imputable aux sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs non affectés. L'Arbitre a proposé cette méthode aux parties dans une question posée aux parties pour qu'elles formulent des observations.⁶⁵¹ En réponse, le Canada a indiqué que cette approche n'était pas pratique, et a exprimé une nette préférence pour l'utilisation de la deuxième option examinée dans le paragraphe suivant.⁶⁵² Les États-Unis n'ont pas émis d'avis particulièrement tranché sur cette proposition. Nous estimons que cette option comporte trois points faibles. À savoir, les sociétés relevant de la variété non affectée peuvent avoir des taux de droits compensateurs de la période de référence et des taux de droits compensateurs factuels multiples différents, ce qui complique l'attribution de ces taux à une valeur résiduelle des importations lorsque ce résidu provient en fait de différentes sociétés. Ensuite, cette méthode ne correspond pas parfaitement à l'approche structurelle globale que nous avons choisie dans la section précédente. En d'autres termes, nous avons choisi une approche structurelle basée sur le type de taux de droit compensateur factuel attribué à une société, et non sur la question de savoir si la société est affectée ou non affectée. Ainsi, il apparaît plus logique d'attribuer une catégorie résiduelle à un certain type spécifique de taux de droit compensateur factuel plutôt qu'à une variété affectée ou non affectée en général. Enfin, et comme indiqué, le Canada se prononce directement contre une telle approche dans ses communications les plus récentes. Nous considérons donc qu'il s'agit d'une option relativement faible.

8.158. Le Canada propose une deuxième possibilité, à savoir que toute valeur résiduelle des importations, lorsqu'il y a un taux non retenu, est imputable aux sociétés assujetties "[au] taux non retenu factuel au moment de l'événement déclencheur".⁶⁵³ Nous notons que le Canada propose des orientations sur la manière dont un taux de droit compensateur de la période de référence peut être calculé pour un tel groupe de sociétés.⁶⁵⁴ Le Canada, cependant, a omis dans ses propositions des orientations similaires sur la manière de calculer les taux de droits compensateurs factuels pour une valeur résiduelle des importations dans ce contexte.⁶⁵⁵ Ceci est une préoccupation pour nous car il pourrait y avoir de multiples taux non retenus actifs immédiatement après un événement déclencheur, et un événement déclencheur peut ou non créer un nouveau taux non retenu.⁶⁵⁶ De

⁶⁴⁹ L'attribution de ces taux aux différents types de sociétés est examinée plus en détail plus loin dans la section 8.1.2.

⁶⁵⁰ Voir, par exemple, États-Unis, réponse à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations concernant l'annexe A, section IV, paragraphes 114 et 115, page 78; Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, note de bas de page 133 relative au paragraphe 193.

⁶⁵¹ Question n° 295 de l'Arbitre.

⁶⁵² Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 57 à 59.

⁶⁵³ Voir Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25 (cases "Sociétés assujetties au taux factuel résiduel global" "Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis", et "Sociétés assujetties à un taux factuel non retenu" "Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis").

⁶⁵⁴ Voir Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25, dernière colonne.

⁶⁵⁵ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 64 et 65.

⁶⁵⁶ Dans un autre contexte, le Canada indique que le taux non retenu factuel pourrait être le taux non retenu établi dans le cadre d'un réexamen administratif si le réexamen administratif est l'événement déclencheur (Canada, réponse à la question n° 291 de l'Arbitre, paragraphe 50). Cependant, comme cela a été noté, un événement déclencheur pourrait ne pas être un réexamen administratif.

plus, nous notons qu'un taux non retenu établi au moment d'un événement déclencheur peut être un taux affecté, alors que d'autres taux non retenus opérant en arrière-plan mais néanmoins actifs à ce moment-là pourraient ne pas être affectés. En bref, nous ne voyons pas très bien ce que le Canada entend par "le taux non retenu factuel au moment de l'événement déclencheur", car il peut y avoir des taux non retenus *multiples* de ce type, et même une combinaison de taux affectés et non affectés. Faute de plus de clarté sur ce point, nous considérons donc que la proposition du Canada est quelque peu incomplète.

8.159. La troisième méthode possible mentionnée par les parties au cours de la présente procédure consiste à supposer que toute valeur résiduelle se rapporte à des sociétés assujetties au taux résiduel global. L'un des principaux avantages de cette approche, à notre avis, découle du fait que le taux résiduel global est un taux de droit compensateur unique qui reste constant pendant toute la durée d'une ordonnance en matière de droits compensateurs. L'attribution de taux de droits compensateurs pertinents à la valeur résiduelle des importations est donc un exercice simple, ce qui la distingue des deux autres options examinées plus haut. Nous notons également qu'aucune des deux parties n'a avancé de raisons de penser que l'attribution de la valeur résiduelle à un taux résiduel global plutôt qu'à un taux non retenu (ou à une moyenne de taux non retenus) introduirait une distorsion systémique en faveur de l'une ou l'autre des parties, et nous n'en voyons aucune.⁶⁵⁷ Dans ces circonstances, l'Arbitre adopte donc cette méthode comme étant l'approche la plus raisonnable.

8.160. Ainsi, l'Arbitre conclut qu'il sera supposé que la valeur résiduelle des importations se rapporte aux sociétés assujetties au taux résiduel global, que ce taux de droit compensateur soit affecté ou non par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.

8.1.1.2.2.2 Sociétés assujetties à un taux de droit compensateur factuel individuel

8.161. Le Canada indique qu'il s'attend à ce que les sociétés canadiennes recevant des taux de droits compensateurs individuels de l'USDOC qui sont affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD partagent, à la demande du Canada, leurs données confidentielles sur les ventes pour la période de référence. Ainsi, le Canada pourrait calculer la valeur des importations en provenance de ces sociétés en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis de cette manière.⁶⁵⁸ Toutefois, même si une société n'accepte pas de partager ces données, le Canada indique qu'il pourrait toujours calculer des estimations des valeurs des importations par société en s'appuyant sur les renseignements figurant dans le dossier d'une enquête ou d'un réexamen administratif pertinent de l'USDOC, en combinaison avec des données provenant d'une source de données agrégées, en particulier la base de données DataWeb de l'USITC ou USA Trade Online. Spécifiquement, le Canada indique que toutes les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête sont invitées à fournir les chiffres des ventes aux États-Unis du produit pertinent exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics pour la période couverte par l'enquête dans les enquêtes et la période couverte par le réexamen dans les réexamens administratifs⁶⁵⁹, et qu'il pourrait obtenir ces valeurs à partir du dossier public de ces procédures.⁶⁶⁰ Le Canada déterminerait ensuite la valeur totale des importations du produit pertinent en provenance du Canada pendant la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen en utilisant des données provenant d'une source de données agrégées et diviserait les chiffres des ventes individuelles des sociétés par la valeur totale des importations pour obtenir la part en pourcentage de chaque société dans les exportations du Canada vers les États-Unis au cours de la période couverte par l'enquête/période

⁶⁵⁷ C'est le cas, en particulier, parce qu'on ne voit pas très bien si le taux résiduel global serait supérieur ou inférieur à un taux non retenu, et les deux types de taux peuvent être affectés ou non affectés.

⁶⁵⁸ Canada, réponse à la question n° 159 de l'Arbitre, paragraphe 122.

⁶⁵⁹ La "période couverte par l'enquête" pour une enquête est généralement l'année fiscale ou civile "complète la plus récente" (19 C.F.R. § 351.204(b)(2) (pièce CAN-52)). La période couverte par le réexamen est normalement l'année civile complète la plus récente (pièce CAN-54, paragraphe e) 1)). La période pour le premier réexamen administratif peut être inférieure ou supérieure à un an, car elle s'étend de la publication de l'Ordonnance jusqu'à la fin de l'année civile complète la plus récente (pièce CAN-54, paragraphe e) 1)).

⁶⁶⁰ Le Canada allègue que ces chiffres exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics pourront être obtenus auprès de "diverses sources figurant dans le dossier, telles que le mémorandum sur le calcul du taux résiduel global du Département du commerce ou les réponses au questionnaire initial des sociétés interrogées". (Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 217 relative au paragraphe 191 (faisant référence à Calculation of the All-Others Rate for the Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Supercalendered Paper from Canada ("Supercalendered Paper All Others Rate Calculation Memo"), Oct. 13, 2015 (pièce USA-7)).

couverte par le réexamen. Le Canada interrogerait ensuite la ou les mêmes sources de données pour connaître la valeur totale des importations du produit pertinent pendant la période de référence, et multiplierait cette valeur totale par la part de chaque société obtenue précédemment. Il obtiendrait ainsi la valeur estimée des importations pour chacune de ces sociétés pendant la période de référence.⁶⁶¹ Lorsqu'il interroge la source de données agrégées, le Canada indique que les positions à dix chiffres pertinentes du TDH seraient obtenues à partir de l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente⁶⁶², mais il identifierait des codes du TDH *additionnels* à utiliser dans sa recherche dans la base de données pertinente, en particulier en comparant la description écrite du champ du produit aux codes du TDH.⁶⁶³ Enfin, le Canada a précisé qu'il considérerait qu'il devrait avoir le pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il convenait de calculer la valeur des importations d'une société en utilisant les données obtenues directement auprès de la société ou avec les données du dossier public de l'USDOC.⁶⁶⁴

8.162. Les États-Unis sont généralement d'accord avec le Canada sur la manière de calculer les valeurs des importations pour les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête dans ce contexte. Spécifiquement, les États-Unis conviennent que ces valeurs peuvent et devraient être calculées par référence aux données tirées des procédures de l'USDOC et aux données provenant d'USA Trade Online.⁶⁶⁵ Les États-Unis ont cependant proposé ce qu'ils décrivent comme des "clarifications" aux propositions du Canada dans ce contexte.⁶⁶⁶ Selon les États-Unis, c'est seulement lorsque ces chiffres des ventes ne sont pas disponibles dans le dossier d'une procédure pertinente de l'USDOC pour une société donnée que le Canada devrait obtenir les chiffres des ventes directement auprès de cette société canadienne afin de calculer la valeur des importations pendant la période de référence.⁶⁶⁷ Les États-Unis soulignent également que seuls les codes à dix chiffres du TDH pertinents auxquels il est fait référence dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente devraient être utilisés pour obtenir des données dans la base de données USA Trade Online, étant donné que le Canada ne propose aucun moyen pratique de sélectionner des codes du TDH additionnels.⁶⁶⁸

8.163. L'Arbitre note que les deux parties examinent les deux mêmes méthodes pour déterminer les valeurs des importations, en l'absence de données de l'Administration des douanes des

⁶⁶¹ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 159, paragraphes 123 et 124, et n° 222, paragraphes 192 et 193 et note de bas de page 133 y relative.

⁶⁶² Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 159, paragraphes 121 à 127, et n° 86, note de bas de page 217 relative au paragraphe 191.

⁶⁶³ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphes 191 i) et ii), n° 170, paragraphes 162 et 163, et n° 171, paragraphes 164 et 165. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25, cases "société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête/d'un réexamen" "Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis".

⁶⁶⁴ Voir Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25, cases "société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête" "Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis".

⁶⁶⁵ Les États-Unis ont initialement indiqué une préférence pour USA Trade Online car, bien que les deux sources se fondent sur les mêmes données initiales, USA Trade Online est révisée mensuellement, alors que la base de données DataWeb de l'USITC est seulement mise à jour annuellement (États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, note de bas de page 85 relative au paragraphe 100). Les États-Unis ont toutefois expliqué par la suite qu'USA Trade Online et la base de données DataWeb de l'USITC étaient toutes deux mises à jour chaque mois avec les données commerciales du Bureau des recensements, mais qu'USA Trade Online "fourni[ssait] également le montant total agrégé du commerce des États-Unis avec le Canada sur une base mensuelle pour l'année en cours" (États-Unis, réponse à la question n° 228 de l'Arbitre, paragraphe 144).

⁶⁶⁶ États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 45 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphes 108 à 112; réponse à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations concernant l'annexe A, section IV, paragraphes 1.14 à 1.16). Le Canada a indiqué que ces clarifications n'étaient pas nécessaires (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 48).

⁶⁶⁷ Les États-Unis ont indiqué que les chiffres des ventes exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics pour les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête devraient toujours figurer dans le dossier de l'enquête et du réexamen administratif de l'USDOC, et affirment en outre que les chiffres des ventes exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics devraient être utilisés pour la période qui correspond le plus étroitement à la période de référence (États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 157, paragraphe 83, n° 178, paragraphes 105 à 107, n° 220, paragraphes 133 à 135, n° 272, observations concernant l'annexe A, section II, paragraphe 224).

⁶⁶⁸ États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphes 102 à 104. Les États-Unis affirment en outre que le Canada pourrait obtenir de Statistique Canada les valeurs des importations pour des groupes de sociétés, par exemple les sociétés non affectées, sous forme agrégée (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 272 de l'Arbitre, paragraphes 225).

États-Unis, pour les sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs individuels: a) l'obtention des valeurs des importations directement auprès des sociétés canadiennes; et b) l'utilisation des données du dossier public de l'USDOC conjointement avec des données agrégées relatives aux importations. Ces deux méthodes sont les seuls moyens proposés par les parties, et les seuls moyens que nous voyons dans le dossier, pour obtenir des données relatives aux importations des États-Unis par société (ou des estimations raisonnables de celles-ci) pour les sociétés en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis.⁶⁶⁹ Nous considérons donc que les deux méthodes sont raisonnables, en principe, pour calculer ces valeurs des importations dans ce contexte.

8.164. Les parties ne sont toutefois pas d'accord sur le point de savoir si l'une des deux méthodes devrait être la méthode privilégiée. Spécifiquement, les États-Unis font valoir que l'option b), décrite dans le paragraphe précédent, devrait être utilisée à moins que les données du dossier public de l'USDOC ne soient pas disponibles pour une quelconque raison. Nous nous abstenons d'établir une telle préférence parce qu'il n'est pas clair pour nous que l'utilisation de l'option privilégiée par les États-Unis donnerait systématiquement des chiffres plus précis pour les valeurs des importations que si le Canada obtenait ces données auprès des sociétés elles-mêmes. Selon nous, les deux sources d'information présentent des faiblesses. Les données du dossier de l'USDOC reposent sur des données relatives aux importations exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques (et, par conséquent, quelque peu imprécises⁶⁷⁰) provenant d'une période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen qui peut aussi se recouper imparfaitement dans le temps avec la période de référence, et l'utilisation de ces données constitue donc un moyen permettant d'estimer de manière indirecte les valeurs des importations par société pendant une période de référence. Bien que l'obtention des valeurs des importations auprès des sociétés elles-mêmes soit une méthode directe d'obtention de ces valeurs, on ne sait pas très bien si les sociétés tiendront leurs registres ou transmettront ces données au Canada de la manière la plus propice au calcul d'une valeur des importations pendant une période de référence particulière.⁶⁷¹ Nous ne voyons donc pas clairement quelle méthode pourrait être la plus raisonnable dans une circonstance future donnée. En conséquence, nous considérons que le Canada devrait avoir un pouvoir discrétionnaire quant à la méthode à utiliser dans une circonstance donnée. Ceci étant établi, nous passons à l'examen des particularités pertinentes entourant les deux méthodes proposées par les parties.

a) Renseignements communiqués par les sociétés canadiennes

8.165. Les parties n'ont pas présenté de propositions détaillées sur la manière précise dont le Canada devrait procéder pour obtenir des renseignements auprès des sociétés canadiennes en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, et nous ne voyons pas de besoin particulier de prescrire des procédures détaillées. Toutefois, il y a un nombre limité de questions soulevées dans les arguments des parties qui méritent une brève attention. Ces questions concernent: i) la conversion des devises; ii) les attestations des sociétés canadiennes; et iii) le partage des renseignements des sociétés avec les États-Unis. Nous les examinerons l'une après l'autre.

8.166. En ce qui concerne la conversion des devises, les parties reconnaissent que les sociétés canadiennes peuvent tenir des registres des ventes libellés en dollars canadiens et non en dollars

⁶⁶⁹ Nous notons que Statistique Canada est en possession de données par exportateur qu'elle reçoit des États-Unis, mais elle ne peut pas divulguer ces renseignements sur les exportations d'une société individuelle pour des raisons de confidentialité (Canada, réponse à la question n° 266 de l'Arbitre, paragraphe 280 (précisant que Statistique Canada est en possession de données du formulaire 7501, y compris les champs indiquant le nom du fabricant, le numéro d'identification du fabricant, la valeur déclarée et la date d'exportation); États-Unis, réponse à la question n° 266 de l'Arbitre, paragraphes 201 et 202; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 218 de l'Arbitre).

⁶⁷⁰ Voir plus haut la note de bas de page 184 relative au paragraphe 6.71.

⁶⁷¹ Les États-Unis ont exprimé des préoccupations quant à la manière dont ces sociétés pouvaient tenir des registres, par exemple par code du TDH ou par année fiscale ou civile (voir États-Unis, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, paragraphe 243). Ces préoccupations peuvent être valables, et nous pensons que si le Canada ne peut pas obtenir les valeurs des importations pour la période de référence en raison de ces problèmes, il reviendra à l'autre méthode décrite ici (voir Canada, réponse à la question n° 91 de l'Arbitre, paragraphe 214 (expliquant que le Canada obtiendra les renseignements nécessaires sur les produits auprès des sociétés afin "de déterminer avec précision si les ventes antérieures entrent dans le champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs")). Le Canada, pour sa part, indique que, lorsqu'il consultera les sociétés canadiennes, il leur demandera les mêmes renseignements que ceux qu'elles déclarent à l'Administration des douanes des États-Unis (Canada, réponse à la question n° 91 de l'Arbitre, paragraphe 214).

des États-Unis. Dans le premier cas, une conversion des devises sera nécessaire. Les États-Unis proposent d'utiliser le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar des États-Unis pour la période figurant dans les Statistiques financières internationales publiées par le Fonds monétaire international (FMI). Les États-Unis affirment également qu'étant donné que les données relatives aux expéditions communiquées par les sociétés canadiennes seraient probablement établies sur une base annuelle, le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar des États-Unis pour la période devrait être basé sur la même période annuelle.⁶⁷²

8.167. Le Canada propose que le taux de conversion CAD-USD de la Banque du Canada applicable au moment de l'exportation soit utilisé pour les ventes.⁶⁷³ Il affirme toutefois que, selon lui, la source du taux de change est sans importance. Ce qui est important, de l'avis du Canada, c'est que la période d'où est tiré le taux de change ait la même durée que la période d'où sont tirées les transactions converties. Le Canada note que cette dernière durée ne sera probablement pas une durée d'un an pour de nombreuses expéditions de sociétés.⁶⁷⁴

8.168. L'Arbitre convient avec le Canada que la source du taux de conversion CAD-USD est d'une importance mineure. Étant donné que les deux devises sont converties librement sur les marchés des changes, il est très peu probable qu'il y ait des écarts importants entre les chiffres fournis par les sources officielles des États-Unis et du Canada. Selon l'Arbitre, les chiffres du FMI reposent sur les mêmes données sous-jacentes. Comme les États-Unis n'ont pas démontré que les chiffres fournis par la Banque du Canada pourraient être moins précis que ceux du FMI, l'Arbitre décide que le Canada utilisera les taux de conversion officiels CAD-USD fournis par la Banque du Canada. L'Arbitre convient également avec le Canada que la précision est plus grande si la période de l'expédition peut être prise en compte. Par conséquent, nous donnons pour instruction au Canada, chaque fois qu'il aura besoin d'effectuer des conversions CAD-USD concernant les données sur les ventes d'un exportateur canadien, d'utiliser le taux de conversion CAD-USD moyen calculé sur la période au cours de laquelle les expéditions ont eu lieu, à condition que le Canada reçoive les dates d'expédition des sociétés. Si ces renseignements ne sont pas fournis, nous donnons pour instruction au Canada d'utiliser un taux de conversion CAD-USD annuel.

8.169. En outre, nous donnons pour instruction au Canada, lorsqu'il demandera des renseignements sur les ventes à des sociétés canadiennes, de: i) demander en outre aux sociétés de fournir, en même temps que leurs données sur les ventes, une attestation écrite indiquant que les données sur les ventes transmises sont exactes (ce que le Canada a proposé de demander⁶⁷⁵); et ii) de demander en outre que les sociétés fournissent, en même temps que leurs données sur les ventes, une autorisation écrite permettant au Canada de partager les renseignements les concernant avec les États-Unis aux fins des consultations.⁶⁷⁶

b) Données du dossier de l'USDOC et statistiques d'importation agrégées

8.170. Nous exposons ici la manière dont le Canada obtiendra la valeur des importations pour une société particulière en utilisant les données du dossier de l'USDOC conjointement avec une source de données agrégées relatives aux importations. Nous notons que la méthode décrite ci-après concorde avec les propositions des deux parties sur ce point. Nous procédons en trois étapes. Premièrement, nous précisons la méthodologie globale à utiliser dans ce contexte. Deuxièmement, nous examinons la demande du Canada visant à utiliser des codes du TDH additionnels pour identifier les importations canadiennes à partir de sources de données agrégées. Enfin, nous déterminons quelle source de données agrégées le Canada utilisera dans ce contexte, et nous prescrivons les paramètres de recherche pertinents pour chaque source de données.

⁶⁷² États-Unis, réponse à la question n° 220 de l'Arbitre, paragraphes 133 à 135; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 220 de l'Arbitre, paragraphe 120.

⁶⁷³ Canada, réponse à la question n° 220 de l'Arbitre, paragraphe 175.

⁶⁷⁴ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 220 de l'Arbitre, paragraphes 77 et 78.

⁶⁷⁵ Voir plus haut le paragraphe 8.125 (notant la proposition du Canada d'obtenir de telles attestations des sociétés).

⁶⁷⁶ Nous avons déjà prescrit une disposition similaire dans le contexte de la vérification par le Canada des données de l'Administration des douanes des États-Unis avec les données obtenues auprès des sociétés canadiennes. Voir plus haut le paragraphe 8.123. Nous ne voyons aucune raison de ne pas exiger le même processus en l'espèce. Voir aussi la section 8.1.1.2.2.6 plus loin (prévoyant des procédures de consultation dans ce contexte).

8.171. Afin de calculer la valeur des importations pour une société ayant un taux de droit compensateur factuel individuel dans ce contexte, premièrement, et conformément à l'accord des parties sur ce point, le Canada récupérera la valeur agrégée des importations canadiennes du produit pertinent (en utilisant tous les codes à dix chiffres du TDH de l'ordonnance en matière de droits compensateurs) à partir d'une source de données agrégées à la fois pour: a) la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen de la procédure en matière de droits compensateurs avec la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen qui se rapproche le plus dans le temps de la période de référence⁶⁷⁷ et au cours de laquelle les chiffres des ventes exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics sont disponibles; et b) pour la période de référence. Le Canada divisera ensuite la valeur des importations de la société exprimée sous forme d'une fourchette pour la rendre publique pendant la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen pertinente par la valeur totale des importations canadiennes du produit pertinent pendant la même période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen. Le Canada multipliera alors la part obtenue par la valeur totale des importations canadiennes du produit pertinent pendant la période de référence. La valeur qui en résultera sera traitée comme la valeur des importations de cette société pendant la période de référence.

8.172. L'Arbitre note la demande du Canada visant à ce qu'il soit autorisé, lorsqu'il interroge la source de données agrégées pour les importations canadiennes, à rechercher des codes du TDH qui s'ajoutent à ceux contenus dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente. L'Arbitre rejette cette demande pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles il a rejeté une demande similaire du Canada visant à compléter les ensembles de données de l'Administration des douanes des États-Unis avec des renseignements obtenus auprès de sociétés canadiennes. Cela signifie, en particulier, que l'identification de codes du TDH additionnels sur la base d'une désignation de produit pourrait impliquer des analyses complexes, dont la validité est difficile à garantir raisonnablement à l'avance.⁶⁷⁸

8.173. L'Arbitre note en outre que le Canada devra récupérer les niveaux agrégés des importations canadiennes d'un produit pertinent pendant la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen pertinente et la période de référence à partir d'une source de données agrégées. Les parties ont identifié trois sources de données contenant de telles données agrégées, à savoir Statistique Canada, USA Trade Online, et la base de données DataWeb de l'USITC, mais préconisent avant tout l'utilisation des deux dernières dans ce contexte. Nous décrivons brièvement chacune d'entre elles ci-dessous avant d'évaluer quelle base de données le Canada devrait utiliser dans ce contexte.

8.174. Il ressort du dossier que Statistique Canada est un organisme du gouvernement canadien.⁶⁷⁹ Le Canada a expliqué qu'un "Mémoire d'accord avec l'Administration des douanes des États-Unis ... permet[tait] à Statistique Canada de recevoir des données relatives aux importations aux États-Unis à des fins statistiques".⁶⁸⁰ Statistique Canada tient ses registres au niveau des positions à huit chiffres de la classification des exportations du Canada.⁶⁸¹ Les parties conviennent que Statistique Canada est en possession de données propres aux exportateurs canadiens et que, par conséquent, les données de Statistique Canada pourraient être utilisées pour identifier les valeurs des importations de sociétés individuelles ou de groupes de sociétés.⁶⁸² Cependant, le Canada a expliqué que le gouvernement canadien, afin d'utiliser des données provenant de Statistique Canada pour calculer un niveau d'ARA, devrait demander des renseignements sur les valeurs des importations à Statistique Canada, et que Statistique Canada pourrait seulement

⁶⁷⁷ Le Canada a présenté cette proposition dans sa réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, note de bas de page 21. Les États-Unis indiquent également que les chiffres des ventes exprimés sous forme d'une fourchette pour les rendre publics devraient être utilisés pour la période qui correspond le plus étroitement à la période de référence. (États-Unis, réponse à la question n° 78 de l'Arbitre, paragraphe 107) Nous considérons que cela est raisonnable principalement parce qu'on ne sait pas très bien si l'événement déclencheur sera la procédure de l'USDOC dans le cadre de laquelle le taux de droit compensateur individuel pertinent d'une société a été attribué. Les États-Unis ne se sont pas spécifiquement opposés à cette proposition.

⁶⁷⁸ Voir plus haut le paragraphe 8.128.

⁶⁷⁹ Canada, réponse à la question n° 158 de l'Arbitre, paragraphe 117.

⁶⁸⁰ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 212 relative au paragraphe 185.

⁶⁸¹ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 216 relative au paragraphe 191 ii); États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphe 101.

⁶⁸² Voir, de manière générale, Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 218, paragraphes 167 à 170, et n° 291, paragraphes 47 à 50; États-Unis, réponse à la question n° 218 de l'Arbitre, paragraphe 127.

transmettre ces données au gouvernement canadien pour le calcul d'un niveau d'ARA si ces données ne révélaient pas de renseignements confidentiels propres aux sociétés.⁶⁸³ Le Canada a également expliqué que les données de Statistique Canada pouvaient ne pas être disponibles pour la transmission lorsque soit les renseignements agrégés divulguaient les activités d'exportateurs individuels, soit des limitations opérationnelles limitaient la capacité de Statistique Canada de fournir ces données.⁶⁸⁴ Le Canada a indiqué en outre que des recherches sur les importations aux États-Unis du produit pertinent pouvaient être effectuées auprès de Statistique Canada par mois et par année.⁶⁸⁵ L'Arbitre note en outre que la mise en correspondance des codes à dix chiffres de l'ordonnance en matière de droits compensateurs suivant la classification du TDH des États-Unis avec les codes à huit chiffres utilisés par le Canada n'est pas possible sans un tableau de correspondance.⁶⁸⁶

8.175. USA Trade Online est le portail par lequel le Bureau des recensements des États-Unis fournit des statistiques commerciales publiques sur les importations et les exportations.⁶⁸⁷ Les données relatives aux importations proviennent principalement de la base de données ACE de l'Administration des douanes des États-Unis.⁶⁸⁸ Les données relatives aux importations sont organisées au niveau des positions à dix chiffres du TDH.⁶⁸⁹ Il est possible de faire des recherches dans ces données par mois et par année.⁶⁹⁰ La base de données DataWeb de l'USITC s'appuie sur les données commerciales du Bureau des recensements des États-Unis, mais utilise un formulaire de recherche différent.⁶⁹¹ Il est possible de faire des recherches par mois et par année, ainsi que par code à dix chiffres du TDH, dans les données de la base DataWeb de l'USITC.⁶⁹² Aucune des deux bases de données ne contient de données relatives aux importations par société.

⁶⁸³ Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphe 194 (faisant référence à Canada, réponse à la question n° 156 de l'Arbitre, paragraphes 110 à 114). Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 158, paragraphes 117 à 120, et n° 218, paragraphes 167 à 170.

⁶⁸⁴ Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 212 relative au paragraphe 185 et note de bas de page 215 relative au paragraphe 191 ii). En outre, le Canada indique que de multiples facteurs pourraient affecter la comparabilité des données de l'Administration des douanes des États-Unis avec celles de Statistique Canada (par exemple, l'évaluation, le champ des transactions et les corrections appliquées aux données brutes de l'Administration des douanes des États-Unis par le Bureau des recensements des États-Unis ou Statistique Canada) (Canada, réponse à la question n° 86 de l'Arbitre, note de bas de page 212 relative au paragraphe 185). Les États-Unis indiquent aussi que Statistique Canada manipule ses données finales d'une manière différente de celle du Bureau des recensements pour établir ses statistiques finales (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 218 de l'Arbitre, note de bas de page 140 relative au paragraphe 115).

⁶⁸⁵ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 159, paragraphe 126, n° 158, paragraphe 120, n° 222, tableau 4, première case de la dernière colonne.

⁶⁸⁶ À cet égard, le Canada propose d'utiliser la concordance établie par Statistique Canada entre les codes du TDH10 et les codes à huit chiffres suivant la classification des exportations du Canada pour déterminer les codes à huit chiffres pertinents pour la marchandise visée (Canada, réponse à la question n° 156 de l'Arbitre, paragraphe 114; Statistics Canada, Concordance Between U.S. HS10 Code and Canada HS8 Code (2021) (pièce CAN-109)). L'Arbitre note que le dossier ne permet pas de déterminer si ce tableau sera mis à jour à l'avenir.

⁶⁸⁷ U.S. Census Bureau, "About USA Trade® Online", consulté le 8 mars 2021, <<https://usatrade.census.gov/>> (pièce CAN-62).

⁶⁸⁸ U.S. Census Bureau, "Guide to Foreign Trade Statistics: Description of the Foreign Trade Statistical Program", consulté le 8 mars 2021, <<https://www.census.gov/foreign-trade/guide/sec2.html>> (pièce CAN-63, page 1, section 2).

⁶⁸⁹ U.S. Census Bureau, "HTS Record Layout", consulté le 8 mars 2021, <<https://www.census.gov/foreign-trade/schedules/b/2018/imp-stru.txt>> (pièce CAN-65); États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphe 101.

⁶⁹⁰ Canada, réponse à la question n° 36 de l'Arbitre, paragraphe 61 et note de bas de page 91 y relative (faisant référence à U.S. Census Bureau, "USA Trade Online – Help Section", August 22f, 2014, consulté le 8 mars 2021, <<https://www.census.gov/foreign-trade/statistics/dataproducts/uto-help/uto-help.html>> (pièce CAN-66)).

⁶⁹¹ Canada, réponse à la question n° 36 de l'Arbitre, paragraphe 62 et note de bas de page 92 y relative (faisant référence à USITC, "A Note on U.S. Trade Statistics", consulté le 8 mars 2021, <<https://www.usitc.gov/publications/research/tradestatsnote.pdf>>, pièce CAN-67). Voir aussi Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphe 192; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 228 de l'Arbitre, paragraphe 95; et États-Unis, réponse à la question n° 98 de l'Arbitre, paragraphe 256.

⁶⁹² États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 36, paragraphes 121 et 122, et n° 98, paragraphe 256.

8.176. Le Canada considère qu'USA Trade Online et la base de données DataWeb de l'USITC sont préférables à Statistique Canada dans ce contexte car ces deux bases de données sont organisées au niveau des positions à dix chiffres du TDH, alors que les données de Statistique Canada sont seulement disponibles au niveau plus agrégé des positions à 8 chiffres.⁶⁹³ Toutefois, même si "le Canada convient que les données d'USA Trade Online du Bureau des recensements des États-Unis peuvent être légèrement préférables à celles de la base de données DataWeb de l'USITC", il ne considère pas qu'il soit nécessaire de prescrire l'utilisation d'une base de données plutôt que d'une autre dans ce contexte.⁶⁹⁴ Les États-Unis estiment que l'Arbitre devrait prescrire l'utilisation d'USA Trade Online dans ce contexte.⁶⁹⁵

8.177. Nous considérons que le Canada devrait utiliser USA Trade Online ou la base de données DataWeb de l'USITC dans ce contexte. Ces deux bases de données sont accessibles au public et organisées au niveau des positions à dix chiffres du TDH. Comme les deux parties conviennent qu'USA Trade Online est légèrement préférable à la base de données DataWeb de l'USITC⁶⁹⁶, nous considérons que le Canada utilisera USA Trade Online en premier, si elle est disponible. Si USA Trade Online n'est pas disponible, le Canada utilisera alors la base de données DataWeb de l'USITC. C'est seulement si ces deux bases de données ne sont pas disponibles que le Canada pourra recourir à l'utilisation des données de Statistique Canada.⁶⁹⁷

8.178. Les deux parties conviennent en outre que des paramètres de recherche pourraient être prescrits pour les sources de données agrégées, dans la mesure où elles sont utilisées pour calculer la valeur des importations. Le Canada a proposé des critères de recherche pour USA Trade Online, la base de données DataWeb de l'USITC, et Statistique Canada en réponse à une question de l'Arbitre.⁶⁹⁸ Les États-Unis conviennent d'une manière générale que des paramètres de recherche pourraient être prescrits dans ce contexte, et approuvent en outre les critères de recherche proposés par le Canada.⁶⁹⁹

8.179. Compte tenu en particulier de l'accord des parties sur ce point, nous considérons que la prescription de critères de recherche pour les sources de données agrégées serait utile dans ce contexte, principalement pour assurer la transparence quant à la manière dont le Canada procéderait pour calculer les valeurs des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. Après avoir examiné les critères proposés par le Canada, nous considérons que ces critères sont raisonnables, à quelques exceptions près. Nous adoptons donc les critères de recherche proposés par le Canada, reproduits en substance ci-après. Dans les cas limités où nous avons jugé nécessaire de réviser ces critères, ces révisions sont indiquées dans des notes de bas de page. Nous notons également qu'en prescrivant ces paramètres de recherche, nous considérons en outre que si les champs de données pertinents devaient changer à l'avenir, le Canada pourrait adapter ses recherches selon qu'il serait nécessaire pour obtenir, dans la mesure du possible, les mêmes résultats que ceux qui seraient obtenus avec les critères ci-après.

⁶⁹³ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 159, paragraphes 125 et 126; n° 172, paragraphes 167 et 168; et n° 218, paragraphe 169.

⁶⁹⁴ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 159, paragraphe 125, n° 222, note de bas de page 132 relative au paragraphe 192, et n° 276, paragraphe 6; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 228 de l'Arbitre, paragraphe 95.

⁶⁹⁵ États-Unis, réponses aux questions de l'Arbitre n° 178, paragraphe 100, et n° 222, paragraphes 130 à 135.

⁶⁹⁶ Il apparaît donc que les parties conviennent qu'USA Trade Online présente certains avantages en ce qui concerne la mise à jour de ses données (Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 159, paragraphe 125, n° 222, note de bas de page 132 relative au paragraphe 192, et n° 276, paragraphe 6; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 228 de l'Arbitre, paragraphe 95; et États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 178, paragraphe 100, et n° 222, paragraphe 144).

⁶⁹⁷ Nous notons que les parties ont principalement préconisé l'utilisation d'USA Trade Online et de la base de données DataWeb de l'USITC dans ce contexte spécifique. Nous incluons néanmoins Statistique Canada en tant qu'option de dernier recours.

⁶⁹⁸ Voir, de manière générale, Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphes 191 à 194.

⁶⁹⁹ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphes 133 à 135.

Tableau 1: Paramètres de recherche dans USA Trade Online

Champ	Paramètre de recherche
Measures (Mesures)	"Customs Value (Gen) (\$US)" (Valeur en douane (générale) (\$EU))
Commodity (Produit)	Le Canada sélectionnerait tous les codes du TDH10 énumérés dans l'ordonnance.
Country (Pays)	"Canada" (Canada)
District (District)	"All Districts" (Tous les districts)
Rate Provision (Indication du taux)	"All Rate Provisions" (Toutes les indications des taux)
Time (Période)	Le Canada sélectionnerait les mois et les années qui correspondent: i) à la période de référence; et ii) à la période couverte par l'enquête ou période couverte par le réexamen et les agrégerait.

Tableau 2: Paramètres de recherche dans la base de données DataWeb de l'USITC

Champ	Paramètre de recherche
Trade Flow (Flux commerciaux)	"Imports for Consumption" (Importations destinées à la consommation) ⁷⁰⁰ .
Classification System (Système de classification)	"HTS Items" (Positions du TDH)
Data to Report (Données à déclarer)	"General Customs Value" (Valeur générale en douane)
Data Format (Format des données)	"Actual" (Effectif)
Years (Années)	Le Canada sélectionnerait les années qui correspondent: i) à la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen; et ii) à la période de référence.
Timeframe Aggregation (Période pour l'agrégation)	"Monthly" (Mensuelle) (le Canada agrégerait séparément les mois englobant: i) la période de référence; et ii) la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen).
Country Name (Nom du pays)	"Canada" (Canada) (sous "Select Individual Countries" (Sélectionner un pays))
Commodities (Produits)	Le Canada sélectionnerait tous les codes du TDH10 énumérés dans l'ordonnance (sous "Select Individual Commodities" (Sélectionner un produit)).
Commodity Aggregation (Agrégation des produits)	"Display Commodities Separately" (Afficher les produits séparément)
Commodity Aggregation Level (Niveau d'agrégation des produits)	"HTS-10" (TDH10)
Rate Provision Code (Code renseignant sur les taux)	"Use All Provision Codes" (Utiliser tous les codes renseignant sur les taux)
Districts (Districts)	"Use All Districts" (Utiliser tous les districts)

⁷⁰⁰ Le Canada propose d'utiliser le paramètre "General Imports" (Importations générales) pour ce champ (Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphe 193). Les États-Unis s'y opposent, faisant valoir que "[l]e paramètre "Imports for consumption" (Importations destinées à la consommation) est préférable car seules "ces importations sont celles auxquelles les droits sont appliqués" (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphe 135). Le Canada met en doute la fiabilité des chiffres relatifs à l'importation destinée à la consommation en se référant à une détermination antérieure de l'USITC (Canada, réponse à la question n° 276 de l'Arbitre, paragraphes 3 à 6). Les États-Unis maintiennent leur position selon laquelle les importations destinées à la consommation sont préférables parce que les importations générales "mesure[nt] la totalité des arrivées physiques de marchandises en provenance de pays étrangers, indépendamment de la question de savoir si ces marchandises entrent immédiatement sur le territoire douanier des États-Unis ou si elles sont admises dans des entrepôts sous douane ou des zones franches sous contrôle douanier" (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 276 de l'Arbitre, paragraphe 4). Les États-Unis estiment que la fiabilité des chiffres relatifs à l'importation destinée à la consommation n'est pas contestée et répondent, en ce qui concerne la détermination de l'USITC citée en référence, que l'utilisation des importations générales par l'USITC dans "une enquête était une détermination factuelle liée aux questions relatives à la déclaration par les importateurs des États-Unis de cette marchandise visée spécifique" (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 276 de l'Arbitre, paragraphe 6 (faisant référence à Canada, réponse à la question n° 276 de l'Arbitre, paragraphe 5)). Nous considérons que les importations destinées à la consommation sont le chiffre le plus significatif et nous n'avons aucune raison de mettre en doute de manière générale la fiabilité de ces données. Par conséquent, nous donnons pour instruction au Canada d'utiliser les importations destinées à la consommation.

Tableau 3: Paramètres de recherche dans Statistique Canada⁷⁰¹

Champ	Paramètre de recherche
Date d'importation	Le Canada demanderait des données correspondant: i) à la période de référence; et ii) à la période couverte par l'enquête ou à la période couverte par le réexamen (par mois et par année) ⁷⁰²
Pays d'origine	"Canada"
Codes de classification des exportations à 8 chiffres du Canada	Le Canada demanderait des données pour tous les codes à 8 chiffres correspondant à tous les codes du TDH10 énumérés dans l'ordonnance, selon le tableau de concordance de Statistique Canada. ⁷⁰³
Valeur déclarée	Statistique Canada agrégerait la valeur déclarée pendant: i) la période de référence; et ii) la période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen

8.180. Enfin, nous notons que si, pour une raison quelconque, le Canada n'est pas en mesure de calculer la valeur des importations d'une société particulière avec l'une ou l'autre des méthodes prescrites ci-dessus (c'est-à-dire en utilisant des données obtenues directement auprès des sociétés canadiennes, ou des données du dossier de l'USDOC conjointement avec une source de données agrégées), alors, conformément à notre exposé figurant dans la section 8.1.1.2.2.1 plus haut, le Canada supposera que la valeur des importations de la société est attribuée aux sociétés assujetties au taux résiduel global.

8.1.1.2.2.3 Sociétés assujetties à un taux non retenu factuel

8.181. Le Canada propose deux méthodes pour calculer une valeur des importations d'une société ou d'un groupe de sociétés assujetties à un taux non retenu.⁷⁰⁴ Premièrement, le Canada propose de pouvoir obtenir les valeurs des importations directement auprès de ces sociétés. Deuxièmement, il propose de pouvoir obtenir de Statistique Canada une valeur agrégée des importations pour un groupe de sociétés assujetties à un taux non retenu. Le Canada considère qu'il devrait avoir un pouvoir discrétionnaire quant à la méthode à suivre dans ce contexte.⁷⁰⁵ Les États-Unis ne s'opposent pas spécifiquement aux méthodes proposées par le Canada dans ce contexte.⁷⁰⁶

8.182. À titre d'information, nous rappelons que les taux non retenus sont issus de réexamens administratifs. L'USDOC établit un taux non retenu lorsqu'il enquête individuellement seulement sur un sous-ensemble de sociétés visées par un tel réexamen. Les sociétés n'ayant pas fait individuellement l'objet d'un réexamen se voient attribuer le taux non retenu, qui est calculé de la même manière que le taux résiduel global dans une enquête initiale. Comme toutes les sociétés faisant l'objet d'un réexamen administratif sont connues, l'USDOC dresse la liste des sociétés spécifiques qui sont assujetties à un taux non retenu particulier.⁷⁰⁷ Ainsi, nous notons qu'il y aura

⁷⁰¹ Le Canada avait précédemment proposé des critères de recherche pour Statistique Canada dans sa réponse à la question n° 159 de l'Arbitre. Ce tableau indique les critères de recherche les plus récents que le Canada a proposés en réponse à la question n° 222 de l'Arbitre.

⁷⁰² Le Canada a proposé ces paramètres de recherche dans Statistique Canada dans une proposition concernant spécifiquement la manière de calculer la valeur des importations pour les sociétés assujetties au taux résiduel global. Nous avons donc légèrement modifié cette proposition pour tenir compte de leur rôle en tant que source de données possible, bien que très improbable, pour les valeurs des importations agrégées à utiliser conjointement avec les données du dossier de l'USDOC dans ce contexte.

⁷⁰³ Pièce CAN-109, ou les versions futures de celle-ci qui prennent en compte les mises à jour des nomenclatures.

⁷⁰⁴ Le Canada avait proposé une troisième méthode, à savoir l'attribution d'une valeur résiduelle des importations aux sociétés assujetties à un taux non retenu (Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25). Nous avons cependant déjà rejeté cette approche ci-dessus dans la section 8.1.1.2.2.1.

⁷⁰⁵ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 222, paragraphe 194, n° 272, paragraphe 296, et n° 295, tableau révisé 1, page 25.

⁷⁰⁶ Cependant, selon nous, dans la mesure où les États-Unis ont soulevé des questions concernant les méthodes proposées par le Canada dans d'autres contextes que nous avons déjà examinées plus haut, nous considérons que ces questions s'appliqueraient également ici. Les États-Unis notent cependant qu'une valeur résiduelle des importations pourrait être calculée pour un groupe de sociétés assujetties à un taux non retenu de la même manière qu'une telle valeur résiduelle pourrait être calculée pour les sociétés assujetties à un taux résiduel global (États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 291 de l'Arbitre, paragraphe 29 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphes 108 à 112)).

⁷⁰⁷ Voir plus haut la note de bas de page 144 relative au paragraphe 6.51.

probablement plusieurs sociétés assujetties à un taux non retenu, et le Canada sera en mesure d'identifier ces sociétés à partir des dossiers publics de l'USDOC.

8.183. Nous considérons que les deux propositions du Canada sont raisonnables dans ce contexte. En ce qui concerne la proposition du Canada visant à obtenir les valeurs des importations directement auprès des sociétés assujetties à un taux non retenu, nous avons déjà constaté qu'une telle approche était raisonnable dans le contexte de l'obtention des valeurs des importations auprès des sociétés assujetties à un taux de droit compensateur individuel.⁷⁰⁸ Nous ne voyons rien de moins raisonnable dans cette proposition canadienne en ce qui concerne les sociétés assujetties à un taux non retenu. Nous considérons, par conséquent, que le Canada suivra les mêmes procédures que celles énoncées plus haut au paragraphe 8.169 pour obtenir les valeurs des importations auprès des sociétés assujetties à un taux non retenu.

8.184. Nous considérons en outre que la proposition du Canada visant à obtenir de Statistique Canada une valeur agrégée des importations pour un groupe de sociétés assujetties à un taux non retenu est raisonnable dans ces circonstances. En effet, comme les sociétés peuvent ne pas consentir à fournir directement au Canada leurs valeurs des importations, nous considérons raisonnable de fournir au Canada un autre moyen de calculer une valeur des importations pour ces sociétés. Nous notons également que, bien que Statistique Canada tienne seulement ses registres au niveau des positions à huit chiffres (et non au niveau des positions à dix chiffres), hormis les douanes des États-Unis et les sociétés canadiennes elles-mêmes, Statistique Canada est la seule autre source décrite dans le dossier qui possède des données d'exportation par société canadienne. Le Canada a donc expliqué que Statistique Canada avait la capacité de *rechercher* dans ses archives les valeurs des importations par société, mais qu'il ne pouvait pas *divulguer* de données par société car ces données granulaires étaient considérées comme confidentielles. Cependant, le Canada a expliqué en outre que Statistique Canada pourrait probablement divulguer les valeurs agrégées des importations pour plusieurs sociétés canadiennes individuelles afin de surmonter ces préoccupations en matière de confidentialité.⁷⁰⁹

8.185. Nous notons en outre que le nombre de sociétés assujetties à des taux non retenus factuels peut être élevé, et que Statistique Canada peut ne pas toujours être disponible pour transmettre au Canada les valeurs des importations pour des groupes de sociétés. Une telle situation pourrait faire peser une lourde charge sur le Canada pour obtenir les valeurs des importations directement auprès des sociétés. Nous considérons donc qu'une flexibilité additionnelle pour le Canada devrait être prévue dans ce contexte.

8.186. Nous notons donc que si, pour une raison quelconque, le Canada n'est pas en mesure de calculer la valeur des importations d'une société particulière avec l'une ou l'autre de ces méthodes, ou s'il considère qu'il est trop contraignant d'utiliser ces options pour calculer la valeur des importations d'une société ou d'un groupe de sociétés, alors, conformément à notre exposé figurant dans la section 8.1.1.2.2.1 plus haut, il supposera que la valeur des importations de la société est attribuée aux sociétés assujetties au taux résiduel global. Si le Canada suppose cela, il informera par écrit les États-Unis des raisons de cette décision au moment où il leur transmettra ses calculs des valeurs des importations aux fins des consultations.

8.1.1.2.2.4 Sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel

8.187. Le Canada a identifié trois manières dont il pourrait calculer une valeur des importations pour les sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. Spécifiquement, il a indiqué qu'il devrait avoir le pouvoir discrétionnaire: a) d'obtenir les valeurs des importations directement auprès des sociétés

⁷⁰⁸ Voir plus haut la section 8.1.1.2.2.2.

⁷⁰⁹ Voir plus haut le paragraphe 8.174. Contrairement aux propositions qu'il a faites pour les sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs individuels, nous notons que le Canada ne propose pas d'utiliser les données du dossier de l'USDOC conjointement avec une source de données agrégées pour calculer les valeurs des importations pour les sociétés assujetties à un taux non retenu. Cela semble raisonnable compte tenu des explications des parties selon lesquelles l'USDOC recueille seulement les valeurs des ventes exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques pour les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête et, à la différence des sociétés assujetties à un taux de droit compensateur individuel, rien ne garantit que les sociétés assujetties à un taux non retenu aient fait individuellement l'objet d'une enquête à un moment quelconque.

canadiennes⁷¹⁰; b) d'utiliser les données de Statistique Canada; ou c) de calculer une valeur résiduelle des importations pour ces sociétés en utilisant les données agrégées relatives aux importations d'USA Trade Online ou de la base de données DataWeb de l'USITC et en soustrayant toutes les autres valeurs des importations qu'il a été en mesure de calculer pour tous les autres types de sociétés.⁷¹¹

8.188. Les États-Unis font valoir que le Canada devrait utiliser la méthode c), décrite dans le paragraphe précédent, exclusivement pour calculer une valeur des importations pour les sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel. Les États-Unis précisent également que le Canada devrait utiliser les données de la base de données USA Trade Online pour mettre en œuvre cette option.⁷¹²

8.189. L'Arbitre note l'accord des parties sur la méthode c) telle qu'elle est expliquée plus haut. Cela signifie que le Canada récupérera la valeur totale des importations du produit pertinent en provenance du Canada pendant la période de référence en utilisant USA Trade Online ou, si USA Trade Online n'est pas disponible, en utilisant la base de données DataWeb de l'USITC.⁷¹³ Le Canada soustraira de cette valeur totale toutes les valeurs des importations qu'il a été en mesure de calculer par d'autres moyens.⁷¹⁴ Le reste, s'il y en a un, sera égal à la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties au taux résiduel global factuel.⁷¹⁵ Nous ne voyons aucune raison de ne pas être d'accord avec les parties quant au caractère raisonnable de cette approche, et nous l'adoptons donc comme une possibilité pour le Canada dans ce contexte.

8.190. Le Canada propose également une deuxième méthode (la méthode b) plus haut), c'est-à-dire l'obtention d'une valeur agrégée des importations pour les sociétés assujetties au taux résiduel global en utilisant des renseignements provenant de Statistique Canada. Pour ce faire, le Canada demanderait à Statistique Canada de récupérer toutes les valeurs des importations du produit pertinent en provenance du Canada au cours de la période de référence, puis demanderait également à Statistique Canada de soustraire de cette valeur agrégée les valeurs des importations en provenance de toutes les sociétés pour lesquelles le Canada a été en mesure de calculer une valeur des importations par d'autres moyens.⁷¹⁶ Le reste serait une valeur des importations assujettie au taux résiduel global. Nous notons donc que cette méthode est similaire à la méthode c) examinée plus haut, si ce n'est qu'elle utilise Statistique Canada comme source de données agrégées au lieu des données à dix chiffres du TDH du Bureau des recensements des États-Unis. Nous rappelons par conséquent que les données de Statistique Canada sont exprimées à un niveau plus agrégé à huit chiffres, alors que les données d'USA Trade Online et de la base de données DataWeb de l'USITC sont accessibles au niveau des codes à dix chiffres du TDH (qui peuvent être précisément mis en correspondance avec tous les codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de

⁷¹⁰ Canada, réponse à la question n° 161 de l'Arbitre, paragraphe 131. Le Canada fait valoir qu'il pourrait identifier les sociétés assujetties à un taux résiduel global affecté, en particulier en utilisant la communication publique et les documents publics (y compris la requête/demande en vue de l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs présentée par la branche de production nationale des États-Unis), méthodes qui peuvent s'avérer particulièrement efficaces lorsque le nombre de ces sociétés est faible (Canada, réponse à la question n° 90 de l'Arbitre, paragraphes 209 à 212). Le Canada a toutefois indiqué par la suite que dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs, il ne sera probablement pas en mesure d'identifier toutes les sociétés assujetties au taux résiduel global sans l'aide des données de l'Administration des douanes des États-Unis (Canada, observations sur la réponse des États-Unis aux questions de l'Arbitre n° 186, paragraphe 16, et n° 282, paragraphe 11).

⁷¹¹ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 191, paragraphes 65 à 76, n° 222, paragraphe 194 et tableau 4, n° 272, paragraphe 296, et n° 295, tableau révisé 1, page 25; et observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 218 de l'Arbitre, paragraphes 65 et 66. Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, note de bas de page 217 relative au paragraphe 191 iii), et n° 159, paragraphe 124.

⁷¹² États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphe 100. Les États-Unis indiquent que les valeurs totales des importations tirées de Statistique Canada, parce qu'elles sont exprimées au niveau des positions à huit chiffres, surestimeraient la valeur des importations (États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphes 101 et 110 à 112).

⁷¹³ Voir plus haut le paragraphe 8.177 (qui exprime également une préférence pour USA Trade Online). En faisant cette recherche, le Canada devrait utiliser les paramètres de recherche figurant plus haut dans les tableaux 1 et 2, adaptés de manière appropriée à ce contexte.

⁷¹⁴ Il s'agit notamment de soustraire les valeurs des importations calculées selon les méthodes décrites trois paragraphes plus loin.

⁷¹⁵ Nous notons que cette méthode fonctionne car, comme nous l'avons vu plus haut dans la section 8.1.1.2.2.1, cette valeur des importations est le montant "résiduel".

⁷¹⁶ Voir Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, tableau 4, page 63. Il s'agit notamment de soustraire les valeurs des importations calculées selon les méthodes décrites deux paragraphes plus loin.

droits compensateurs pertinente). Ainsi, les données de Statistique Canada incluront probablement trop de valeurs des importations. Cela donne à penser que la méthode c) déjà décrite plus haut (c'est-à-dire l'utilisation de données du Bureau des recensements des États-Unis) est supérieure à l'utilisation des données de Statistique Canada.

8.191. Nous notons toutefois en outre l'observation du Canada selon laquelle les données de Statistique Canada pourraient être plus précises dans certaines situations où le Canada estimait les valeurs des importations de la période de référence pour des sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête en utilisant les données du dossier de l'USDOC conjointement avec une source de données agrégées (voir plus haut la section 8.1.1.2.2.2 b)).⁷¹⁷ Il convient de rappeler que cette méthode reposait sur l'hypothèse selon laquelle les *parts* de ces sociétés dans les importations canadiennes totales du produit pertinent étaient constantes entre une période couverte par l'enquête/période couverte par le réexamen et la période de référence pour estimer les valeurs des importations pendant cette dernière période. Ainsi, si ces valeurs sont simplement soustraites d'une valeur totale des importations du produit pertinent pour la période de référence provenant d'USA Trade Online, cela revient à supposer, dans une certaine mesure, que les parts de marché d'autres sociétés sont également restées constantes, y compris celles des sociétés assujetties au taux résiduel global. Toutefois, si ces parts de marché ont en fait changé de façon significative, il peut être préférable de mesurer les valeurs des exportations des sociétés assujetties au taux résiduel global pendant la période de référence *directement* (ce qui peut être réalisé avec Statistique Canada, qui possède des données par société pour la période de référence) plutôt que de les calculer de manière résiduelle en utilisant les données du Bureau des recensements des États-Unis. Ainsi, même si les données de Statistique Canada sont organisées au niveau des positions à huit chiffres, nous ne sommes pas tout à fait certains que l'utilisation des données de Statistique Canada soit toujours moins précise que l'utilisation de la méthode exposée plus haut au paragraphe 8.189. Ainsi, et tout bien considéré, nous nous abstenons de prescrire une hiérarchie en ce qui concerne l'utilisation de ces deux méthodes.

8.192. Le Canada propose également d'obtenir une valeur des importations directement auprès des sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel (méthode a) plus haut). Nous considérons que cela est également raisonnable, pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles nous avons admis cette possibilité dans d'autres contextes déjà examinés plus haut.⁷¹⁸ Nous notons toutefois que, comme il n'existe pas de liste publiée des sociétés assujetties au taux résiduel global, même si le Canada obtenait des données de toutes les sociétés dont il sait qu'elles sont assujetties au taux résiduel global, il ne sera nécessairement pas certain d'avoir identifié toutes les sociétés pertinentes assujetties au taux résiduel global.⁷¹⁹ Par conséquent, bien que le Canada soit libre d'utiliser ce choix dans la mesure où il le souhaite, s'il utilise cette méthode pour calculer une valeur des importations pour une ou plusieurs sociétés assujetties au taux résiduel global factuel, nous considérons que le Canada doit néanmoins appliquer l'une des deux autres options examinées dans les trois paragraphes précédents pour identifier toute valeur résiduelle des importations admises aux États-Unis au taux résiduel global pendant la période de référence. Nous sommes toutefois d'accord avec le Canada pour dire qu'il devrait avoir le pouvoir discrétionnaire de choisir entre ces options dans ce contexte, car il n'est pas évident de savoir quelle serait la plus précise dans une situation donnée.

8.1.1.2.2.5 Temps accordé au Canada pour calculer la valeur des importations

8.193. Le Canada indique que, si les États-Unis ne fournissent pas de données de l'Administration des douanes des États-Unis, il ne devrait pas y avoir de date limite prescrite pour laquelle le Canada doit calculer la valeur des importations. Il fait valoir qu'une telle date limite ne serait pas nécessaire parce qu'il est dans son intérêt de calculer un niveau d'ARA afin de suspendre des concessions le plus rapidement possible. Le Canada fait aussi valoir qu'une telle date limite serait inappropriée

⁷¹⁷ Canada, réponse à la question n° 159 de l'Arbitre, paragraphe 127.

⁷¹⁸ Voir plus haut les sections 8.1.1.2.2.2 et 8.1.1.2.2.3. Le Canada suivra aussi les procédures énoncées plus haut au paragraphe 8.169 concernant l'obtention d'attestations des sociétés quant à l'exactitude des données fournies.

⁷¹⁹ États-Unis, réponse à la question n° 19 de l'Arbitre, paragraphe 68 (confirmant que le taux résiduel global couvre les exportateurs connus et non connus de l'USDOC au moment de la procédure en matière de droits compensateurs pertinente). Voir aussi Canada, observations sur la réponse des États-Unis aux questions de l'Arbitre n° 186, paragraphe 16, et n° 282, paragraphe 11 (expliquant que le Canada aurait des difficultés à identifier les sociétés assujetties au taux résiduel global en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis).

parce que le Canada serait "coincé entre deux dates limites" si l'Arbitre devait aussi spécifier un délai dans lequel, à la suite d'un événement déclencheur, le Canada devait commencer à suspendre des concessions.⁷²⁰

8.194. Les États-Unis font valoir qu'il ne serait pas nécessaire de prescrire une date limite pour laquelle le Canada devrait calculer la valeur des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, bien que, en faisant valoir cet argument, ils puissent supposer qu'une date limite serait fixée pour laquelle le Canada devait commencer à suspendre des concessions de manière plus générale (date limite que nous nous sommes déjà abstenus de fixer plus haut dans la section 6.2.2).⁷²¹

8.195. L'Arbitre s'abstient de fixer une date limite pour laquelle le Canada doit calculer une valeur des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. Il en est ainsi parce que nous avons déjà conclu que le Canada n'aurait pas de date limite pour laquelle il devait commencer à suspendre des concessions dans l'ensemble⁷²², et nous considérons donc qu'il n'est pas nécessaire de fixer une date limite pour laquelle le Canada devait calculer une valeur des importations dans ce contexte, en particulier dans la mesure où aucune des parties ne faisait valoir spécifiquement le contraire.

8.1.1.2.2.6 Procédures de consultation

8.196. Le Canada propose que, s'il calcule les valeurs des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, il fournisse néanmoins ses calculs aux États-Unis et accorde une période de deux semaines pour les consultations.⁷²³

8.197. Les États-Unis ne contestent pas les procédures proposées par le Canada dans ce contexte. Toutefois, ils affirment que tout renseignement sur lequel le Canada s'appuie pour calculer une valeur des importations dans ce contexte devrait pouvoir être partagé avec eux pendant les consultations.⁷²⁴

8.198. Le Canada répond que, bien qu'il demanderait toujours aux sociétés d'accepter de partager leurs données avec les États-Unis, un tel partage ne devrait pas être exigé, étant donné que le Canada aurait seulement besoin de demander ces renseignements dans ce contexte si les États-Unis n'avaient pas fourni de données de leur Administration des douanes.⁷²⁵

8.199. L'Arbitre considère que des procédures de consultation dans ce contexte seraient appropriées, car il serait toujours préférable, de l'avis de l'Arbitre, de ménager aux parties la possibilité de s'entendre sur les données utilisées pour calculer la valeur des importations. Trois points sont donc à considérer: a) le calendrier de ces consultations; b) les procédures à suivre si les parties ne s'entendent pas sur certaines données au cours des consultations; et c) la question de savoir s'il faut exiger que le Canada partage tous les renseignements avec lesquels il calcule une valeur des importations.

8.200. Pour ce qui est du calendrier de ces consultations, nous considérons que la proposition du Canada concernant une période de consultations de deux semaines suivant la transmission par le Canada de ses calculs des valeurs des importations aux États-Unis est raisonnable. Nous notons également que les États-Unis n'ont formulé aucune objection à ce calendrier. Par conséquent, à la suite de la fourniture par le Canada de ses calculs des valeurs des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, les États-Unis auraient 2 semaines (14 jours civils) pour fournir au Canada toute observation sur ces calculs, après quoi les parties tiendraient des consultations au sujet de ces observations pendant le reste de la période de 14 jours

⁷²⁰ Canada, réponse à la question n° 224 de l'Arbitre, paragraphes 199 à 201.

⁷²¹ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 224 de l'Arbitre, paragraphe 138.

⁷²² Voir plus haut la note de bas de page 133 relative au paragraphe 6.46.

⁷²³ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 86, paragraphe 193, et n° 223, paragraphes 195 à 198.

⁷²⁴ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 223 de l'Arbitre, paragraphes 136 et 137.

⁷²⁵ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 47. Le Canada précise également qu'il serait en mesure de partager avec les États-Unis les données publiques tirées d'USA Trade Online ou de la base de données DataWeb de l'USITC ainsi que les données de Statistique Canada (Canada, réponse à la question n° 225 de l'Arbitre, paragraphe 202).

civils (cette période peut être prorogée par consentement mutuel des parties). Si les parties s'entendent sur les valeurs des importations à utiliser (que ce soit par l'absence d'objections de la part des États-Unis ou par un accord par voie de consultations), les valeurs convenues par les parties seront utilisées.

8.201. En ce qui concerne les procédures à suivre si les parties ne s'entendent pas sur certaines valeurs des importations malgré les consultations, nous considérons que le Canada devrait avoir le droit, dans ce contexte, de s'appuyer sur les valeurs qu'il a calculées. En effet, comme ces consultations ont lieu en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, on ne voit pas quelle autre source de données, autre que celles sur lesquelles s'appuie le Canada, serait plus fiable. Ainsi, si les parties ne s'entendent pas sur les valeurs des importations à utiliser à l'issue de la période de consultations décrite au paragraphe précédent, les calculs des valeurs des importations effectués par le Canada prévaudront.

8.202. Nous notons en outre l'argument des États-Unis selon lequel seules les données qui peuvent être partagées avec eux aux fins des consultations devraient être utilisées pour calculer la valeur des importations. Dans ce contexte, nous notons à nouveau que les préoccupations en matière de confidentialité peuvent restreindre la capacité du Canada de partager certains renseignements avec les États-Unis, et en particulier les données obtenues directement auprès des sociétés canadiennes, à moins que ces dernières ne consentent à ce partage.⁷²⁶

8.203. L'Arbitre reconnaît à nouveau qu'il importe que le Canada partage avec les États-Unis les renseignements qu'il utilise pour le calcul des valeurs des importations, même en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. En effet, un tel partage permettrait des consultations efficaces et serait conforme au principe de transparence. L'Arbitre considère donc qu'il est approprié que le Canada s'efforce de partager avec les États-Unis tous les renseignements qu'il utilise pour le calcul de la valeur des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis lorsqu'il transmet ses calculs des valeurs des importations aux États-Unis.

8.204. L'Arbitre reconnaît toutefois que le Canada peut ne pas être en mesure de partager tous ces renseignements avec les États-Unis. En particulier, le Canada a expliqué que les renseignements obtenus directement auprès d'exportateurs canadiens pouvaient uniquement être partagés avec les États-Unis si la société qui les fournissait consentait à ce partage.⁷²⁷ Bien qu'il s'agisse de l'exemple clé examiné par les parties dans ce contexte, l'Arbitre reconnaît que cet exemple reflète un problème potentiellement plus général qui se pose dans les cas où des considérations relatives à la confidentialité restreignent la capacité du Canada de partager des renseignements avec les États-Unis. Nous notons donc l'argument plus général des États-Unis selon lequel le Canada ne devrait pouvoir s'appuyer sur aucun renseignement qui ne peut pas être partagé avec eux pour calculer une valeur des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis.

8.205. L'Arbitre s'abstient de restreindre *ex ante* la capacité du Canada de s'appuyer uniquement sur des données qui peuvent être partagées avec les États-Unis pour calculer les valeurs des importations en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. Nous rappelons que le Canada aura uniquement à recourir à ces autres méthodes de calcul des valeurs des importations si les États-Unis ne s'acquittent pas de leur obligation de lui fournir des données de l'Administration des douanes des États-Unis. Nous rappelons également que l'une des deux autres sources à partir desquelles le Canada peut obtenir les valeurs des importations par société sont les sociétés elles-mêmes (en plus des données du dossier de l'USDOC conjointement avec une source de données agrégées relatives aux importations). Nous notons en outre que l'Arbitre a, plus haut dans la présente section, prescrit des procédures de consultation dans ce contexte, dans le cadre desquelles les États-Unis peuvent soulever toute préoccupation qu'ils peuvent avoir au sujet des valeurs des importations que le Canada calcule dans ce contexte. Dans ces circonstances, nous considérons qu'il est déraisonnable d'empêcher le Canada de s'appuyer sur certaines données parce qu'une tierce partie (par exemple une société canadienne) refuse de renoncer aux privilèges de confidentialité pertinents.

8.206. Compte tenu de ce qui précède, l'Arbitre donne pour instruction au Canada de partager avec les États-Unis tous les renseignements qu'il utilise pour calculer les valeurs des importations en

⁷²⁶ Voir plus haut le paragraphe 8.121.

⁷²⁷ Voir plus haut le paragraphe 8.121.

l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis lorsqu'il transmet ces calculs aux États-Unis aux fins des consultations. Il est fait exception à cette règle lorsque des restrictions en matière de confidentialité empêchent le Canada de partager ces renseignements avec les États-Unis, plus particulièrement dans le contexte où le Canada obtient des renseignements directement auprès d'exportateurs canadiens, lesquels, d'après ce que nous comprenons, doivent consentir à ce partage. Ainsi, lorsque le Canada demandera des renseignements par ailleurs confidentiels à une source, il sollicitera également, dans le cadre de cette demande, le consentement écrit de la ou des sources qui les lui fournit/fournissent pour être autorisé à partager ces renseignements avec les États-Unis aux fins des consultations. Lorsque le Canada transmettra ses calculs des valeurs des importations aux États-Unis aux fins des consultations, si des renseignements pertinents ne peuvent pas être partagés avec les États-Unis pour des raisons de confidentialité, le Canada fournira également aux États-Unis un résumé écrit des raisons pour lesquelles ces renseignements ne peuvent être partagés.

8.1.1.2.3 Cas particulier: nouveaux exportateurs

8.207. En réponse à des questions spécifiques de l'Arbitre, les parties ont donné leur avis sur la manière de calculer une valeur des importations pour une société canadienne qui fait l'objet d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs qui est également un événement déclencheur.⁷²⁸ Nous présentons ici les discussions sur les nouveaux exportateurs séparément des autres discussions concernant les valeurs des importations ci-dessus car, comme il ressortira de la présente section, les nouveaux exportateurs représentent un cas particulier dans ce contexte. Cela tient au fait que, dans le cas des *nouveaux* exportateurs, il peut être raisonnable de supposer qu'ils n'auraient pas exporté pendant la période de référence (ou du moins pas pendant la totalité de celle-ci), ce qui nécessite une approche conçue différemment pour calculer la valeurs de leurs importations. Cela étant dit, nous allons examiner les positions des parties en ce qui concerne ce cas particulier.

8.208. Le Canada affirme que les réexamens liés à de nouveaux exportateurs peuvent être considérés comme des événements déclencheurs et que le modèle de chaque partie pourrait les prendre en compte. Conformément à sa proposition générale concernant la période de référence, le Canada explique que la période de référence pour un nouvel exportateur serait l'année civile la plus récente précédant un événement déclencheur au cours de laquelle aucune société canadienne n'était assujettie à un taux de droit compensateur affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.⁷²⁹ Le Canada reconnaît toutefois que des complications dans ce contexte pourraient survenir du fait que les "nouveaux" exportateurs sont justement nouveaux, et que leurs antécédents d'exportations vers les États-Unis seraient donc limités. Nonobstant ces complications, le Canada affirme que les valeurs des importations seront probablement disponibles pour un nouvel exportateur afin de calculer le niveau de l'ARA, étant donné que le nouvel exportateur doit démontrer qu'il a effectué des ventes de bonne foi avant de présenter la demande de réexamen lié à de nouveaux exportateurs. Plus spécifiquement, de l'avis du Canada, on peut se demander si le nouvel exportateur aurait exporté le produit pertinent pendant toute l'année civile qui constitue la période de référence, même si cette année civile est celle qui précède la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs. Cependant, selon le Canada, il y a une probabilité raisonnable que le nouvel exportateur ait exporté le produit pertinent pendant toute la période de 12 mois précédant immédiatement la publication de ces résultats finals, ou pendant la quasi-totalité de cette période de 12 mois.⁷³⁰ Selon le Canada, cela est dû aux règles de l'USDOC régissant les délais relatifs aux réexamens liés à de nouveaux exportateurs.⁷³¹ Le Canada explique en outre que

⁷²⁸ Les parties conviennent également qu'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs pourrait être considéré comme un événement déclencheur, même si le nouvel exportateur ne s'est pas vu attribuer un taux de droit compensateur affecté. Cela serait le cas, de l'avis des parties, si le nouvel exportateur avait précédemment effectué des expéditions à un taux résiduel global affecté et si ces expéditions avaient été prises en compte dans un calcul antérieur du niveau de l'ARA (Canada, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphes 38 et 39; États-Unis, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphes 27 à 29; et Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphe 28).

⁷²⁹ Le Canada indique que le taux de droit applicable aux expéditions de nouveaux exportateurs avant la publication des déterminations finales serait le taux résiduel global (voir Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 140).

⁷³⁰ Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 140 à 142. Le Canada indique que le nouvel exportateur n'aurait pas effectué d'expéditions pendant la période de 12 mois précédant le réexamen uniquement s'il a effectué sa première expédition et a engagé le réexamen lié à de nouveaux exportateurs à des dates très proches, car le réexamen lui-même prend normalement 9 à 10 mois (Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, note de bas de page 94 relative au paragraphe 140).

⁷³¹ Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphes 140 à 142.

le Département du commerce proroge régulièrement les réexamens liés à de nouveaux exportateurs, ce qui signifie qu'il y a fréquemment une période prolongée pendant laquelle le nouvel exportateur peut accumuler des valeurs d'importation avant la publication des résultats finals d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs.⁷³²

8.209. Dans ce contexte, le Canada a tout récemment indiqué que la première étape de la détermination de la valeur des importations pour un nouvel exportateur consisterait à ce que, dans la notification initiale du Canada aux États-Unis, le Canada demande à l'Administration des douanes des États-Unis les données ci-après: a) la valeur des importations du nouvel exportateur pendant la période de référence; b) la valeur des importations du nouvel exportateur au cours des 12 derniers mois civils entiers précédant immédiatement la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs comprenant l'événement déclencheur; et c) la date de la première expédition du nouvel exportateur vers les États-Unis. De l'avis du Canada, si la première expédition du nouvel exportateur a eu lieu avant le début de la période de référence, alors les données de l'Administration des douanes des États-Unis de la période de référence devraient être utilisées pour calculer la valeur des importations du nouvel exportateur comme pour toute autre société. Toutefois, selon le Canada, si la première expédition du nouvel exportateur a été effectuée au moins un mois après le début de la période de référence, alors la valeur des importations du nouvel exportateur proviendra de la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs. De plus, le Canada affirme que si la première expédition du nouvel exportateur vers les États-Unis a eu lieu à une date postérieure au début de la période de 12 mois spécifiée au point b) ci-dessus, alors le Canada annualiserait la valeur des importations du nouvel exportateur. Le Canada traiterait la valeur (ou la valeur annualisée) des importations pendant la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals comme la valeur des importations du nouvel exportateur pendant la période de référence.⁷³³ En outre, en réponse à une question et à une proposition spécifiques de l'Arbitre, le Canada est convenu que, si le nouvel exportateur n'avait effectué aucune expédition pendant la période de référence, alors la valeur de ses importations devrait être ajustée en fonction des prix de la période de référence (c'est-à-dire la période de référence spécifique à l'ordonnance générale en matière de droits compensateurs pour le calcul de l'ARA, dont sont tirées les données de toutes les autres sociétés) en utilisant un indice des prix à la production (IPP) par branche de production.⁷³⁴

8.210. Concernant ce dernier type d'ajustement, le Canada avait précédemment proposé de l'effectuer en calculant le ratio entre la valeur annualisée correspondant au nouvel exportateur et la valeur restante des importations associées à la catégorie résiduelle des exportateurs au cours de la même période, puis en appliquant ce ratio à la valeur des importations pour la catégorie résiduelle des exportateurs au cours de la période de référence. Cela donnerait, selon le Canada, une estimation raisonnable de ce qu'aurait été la valeur des importations du nouvel exportateur pendant la période de référence.⁷³⁵

8.211. En l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, le Canada envisage d'obtenir de la société les mêmes renseignements que ceux qu'il aurait reçus de l'Administration des douanes des États-Unis, décrits plus haut au paragraphe 8.209, et utiliserait ces données de la même manière que celle décrite au paragraphe ci-dessus pour calculer la valeur des importations du nouvel exportateur pour la période de référence. Le Canada considère aussi qu'il pourrait utiliser les données concernant les expéditions du nouvel exportateur provenant du dossier public concernant le réexamen lié à de nouveaux exportateurs.⁷³⁶

⁷³² Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 243 de l'Arbitre, paragraphes 117 à 119. Le Canada donne des exemples de cinq réexamens liés à de nouveaux exportateurs, datés entre 2016 et 2020 inclus, dans lesquels l'USDOC a prolongé le délai du réexamen au-delà du délai de neuf mois. (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 243 de l'Arbitre, note de bas de page 144 relative au paragraphe 118; réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 52)

⁷³³ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1 (cases concernant la valeur des importations des nouveaux exportateurs en présence de données de l'Administration des douanes des États-Unis).

⁷³⁴ Canada, réponse à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 55.

⁷³⁵ Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 142.

⁷³⁶ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25 (cases concernant la valeur des importations des nouveaux exportateurs en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis). Le Canada préconise en outre que le taux de droit compensateur de la période de référence du

8.212. À l'issue de tous ces calculs, le Canada explique qu'il ajouterait ensuite la valeur annualisée et ajustée en fonction des prix des importations en provenance du nouvel exportateur à la valeur des importations affectées et à la taille du marché observée pendant la période de référence.⁷³⁷

8.213. De l'avis du Canada, si la valeur des importations du nouvel exportateur ne peut être obtenue par aucune des méthodes déjà décrites ci-dessus, alors on supposera que le nouvel exportateur est un exportateur non affecté, ce qui signifie que le réexamen lié à de nouveaux exportateurs ne serait pas considéré comme un événement déclencheur et tout niveau d'ARA calculé précédemment demeurera inchangé.⁷³⁸

8.214. Le Canada affirme que le réexamen lié à de nouveaux exportateurs n'affecterait ni le taux résiduel global ni le niveau de l'ARA associé aux sociétés assujetties au taux résiduel global pendant la période de référence.⁷³⁹

8.215. Les États-Unis notent que, dans les faits, le nouvel exportateur n'aurait pas pu effectuer d'exportations pendant la période couverte par l'enquête initiale.⁷⁴⁰ Toutefois, selon eux, le nouvel exportateur a dû effectuer des expéditions du produit pertinent vers les États-Unis pour demander un réexamen lié à de nouveaux exportateurs, et un nouvel exportateur doit demander un réexamen lié à de nouveaux exportateurs dans un délai d'un an à compter de sa première expédition vers les États-Unis.⁷⁴¹ Les États-Unis préviennent toutefois que les nouveaux exportateurs peuvent très bien avoir des expéditions très limitées vers les États-Unis avant qu'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs ne soit achevé.⁷⁴² De plus, l'USDOC engagera un réexamen lié à de nouveaux exportateurs "dans le mois civil commençant après la fin de la période de six mois écoulée à compter de la date de l'ordonnance en matière de droits compensateurs faisant l'objet du réexamen, ou la fin de toute période de six mois intervenant par la suite si la demande de réexamen est présentée au cours de cette période de six mois".⁷⁴³ Les États-Unis affirment également que, de manière générale, l'USDOC fournira les résultats préliminaires d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs dans les 180 jours suivant l'engagement de ce réexamen, et les résultats finals dans les 90 jours suivant la publication des résultats préliminaires (soit une période totale d'environ 9 mois). Les États-Unis expliquent cependant que l'USDOC peut prolonger la période de 180 jours à 300 jours, et la période de 90 jours à 150 jours (soit une période totale d'environ 15 mois).⁷⁴⁴ Les États-Unis ont en outre confirmé que le dossier d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs contiendrait les valeurs des ventes du nouvel exportateur aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques.⁷⁴⁵

nouvel exportateur soit le taux résiduel global factuel qui était en vigueur pendant cette période, qu'il soit ou non affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.

⁷³⁷ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 294, paragraphe 55, et n° 295, paragraphe 67. Nous notons que le Canada avait présenté des propositions antérieures, mais pas aussi spécifiques, sur la manière de calculer la valeur des importations pour un nouvel exportateur (Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 142).

⁷³⁸ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25 (cases concernant la valeur des importations des nouveaux exportateurs en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis). Le Canada préconise en outre que le taux de droit compensateur de la période de référence du nouvel exportateur soit le taux résiduel global factuel qui était en vigueur pendant cette période, qu'il soit ou non affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD (Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 25).

⁷³⁹ Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 144.

⁷⁴⁰ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 103. Le Canada souscrit à cette observation (Canada, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphe 38).

⁷⁴¹ États-Unis, réponse à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 3 (faisant référence à la pièce CAN-55).

⁷⁴² États-Unis, réponse à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 3. Les États-Unis précisent que, si un nouvel exportateur ne demande pas un réexamen lié à de nouveaux exportateurs, il peut toujours demander ultérieurement un réexamen administratif (États-Unis, réponse à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 4). Le Canada souscrit à cette observation (Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 5).

⁷⁴³ États-Unis, réponse à la question n° 243 de l'Arbitre (faisant référence à 19 U.S.C. § 1675 (pièce USA-15), paragraphe a) 2) B) ii)).

⁷⁴⁴ États-Unis, réponse à la question n° 243 de l'Arbitre (faisant, entre autres, référence à 19 U.S.C. § 1675 (pièce USA-15), paragraphe a) 2) B) iii)).

⁷⁴⁵ États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 48. Le Canada souscrit à cette observation (Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 66).

8.216. Dans ce contexte, les États-Unis font valoir que le modèle d'aucune des parties ne peut prendre en compte un réexamen lié à de nouveaux exportateurs sur le plan technique. Il en est ainsi, de l'avis des États-Unis, parce qu'un nouvel exportateur, par définition, "est une société qui n'a pas auparavant exporté la marchandise visée, et qui demande donc un réexamen pour obtenir un taux de droit compensateur individuel".⁷⁴⁶ Par conséquent, selon les États-Unis, un nouvel exportateur n'aura probablement pas de valeurs des importations pendant la période de référence utilisée dans le modèle applicable.⁷⁴⁷ De l'avis des États-Unis, cela est particulièrement le cas dans le cadre de l'approche du Canada concernant le choix d'une période de référence qui, selon eux, peut aboutir à une période de référence intervenant des années avant un événement déclencheur. En outre, les États-Unis notent que si la période de référence est une période de référence antérieure à l'enquête, alors le nouvel exportateur n'aurait pas effectué d'exportations pendant cette période parce que, par définition, il n'aurait pas pu effectuer d'exportations pendant la période couverte par l'enquête initiale.⁷⁴⁸ Les États-Unis considèrent que les expéditions des nouveaux exportateurs, si elles doivent être prises en compte dans le calcul du niveau de l'ARA, doivent avoir eu lieu pendant la période de référence, sinon elles seraient "sans lien avec le marché sur lequel le nouvel exportateur entre".⁷⁴⁹

8.217. Les États-Unis notent que le Canada semblait être conscient de ces problèmes et avait initialement tenté d'y remédier en utilisant la valeur annualisée des importations du nouvel exportateur à partir d'une année non désignée et en construisant essentiellement des exportations fictives du nouvel exportateur pour la période de référence "en appliquant la part estimée des importations du nouvel exportateur relevant du taux résiduel global pendant l'année non désignée à la valeur des importations relevant du taux résiduel global" pendant la période de référence.⁷⁵⁰ Les États-Unis ont fait valoir, toutefois, que cette méthode était viciée parce qu'elle ne reconnaissait pas que la composition des sociétés assujetties au taux résiduel global différerait d'un segment à l'autre d'une procédure en matière de droits compensateurs.⁷⁵¹

8.218. En outre, les États-Unis font valoir que l'approche initialement proposée par le Canada risque probablement de gonfler l'estimation du niveau de l'ARA. Cette surestimation s'explique, selon eux, par le fait qu'il est raisonnable de supposer que la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties au taux résiduel global diminuera avec le temps (c'est-à-dire à mesure que les sociétés deviendront assujetties à d'autres types de taux de droits compensateurs par le biais de réexamens administratifs). Les États-Unis affirment également que la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties au taux résiduel global pourrait encore baisser avec le temps en raison de l'imposition de droits compensateurs et de droits antidumping qui ne sont pas en cause dans la présente procédure. Par conséquent, de l'avis des États-Unis, le Canada pourrait estimer la valeur des importations du nouvel exportateur en se fondant sur une valeur des importations obsolète et gonflée, assujettie au taux résiduel global, par rapport à ce que cette valeur serait au moment du réexamen lié à de nouveaux exportateurs (ce qui pourrait intervenir des années après la période de référence selon l'approche du Canada).⁷⁵²

8.219. Les États-Unis considèrent aussi qu'il ne devrait pas y avoir d'exercice d'annualisation en ce qui concerne la valeur des importations d'un nouvel exportateur, exercice qui, selon eux, augmenterait artificiellement la valeur des importations d'un nouvel exportateur car celle-ci serait arbitraire et déconnectée de la réalité factuelle.⁷⁵³

8.220. En réponse, le Canada fait valoir que les États-Unis ne présentent aucun élément de preuve convaincant à l'appui de leur allégation selon laquelle les nouveaux exportateurs peuvent cesser d'effectuer des expéditions après leur première expédition en attendant la conclusion d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs.⁷⁵⁴ Il fait aussi valoir que la position des États-Unis (selon laquelle,

⁷⁴⁶ États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 97.

⁷⁴⁷ États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 97.

⁷⁴⁸ États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 103. Le Canada souscrit à cette observation (Canada, réponse à la question n° 289 de l'Arbitre, paragraphe 38).

⁷⁴⁹ États-Unis, réponse à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 39.

⁷⁵⁰ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 104.

⁷⁵¹ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 104 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 79 et note de bas de page 70 y relative; Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, paragraphe 49).

⁷⁵² États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 104.

⁷⁵³ États-Unis, réponse à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 40.

⁷⁵⁴ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 3.

si le nouvel exportateur n'a pas exporté pendant la période de référence, alors ses importations doivent être nulles) repose sur l'idée indéfendable que, si un nouvel exportateur n'a pas exporté pendant la période de référence, alors la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD n'aurait aucun effet sur ses exportations à partir de l'événement déclencheur.⁷⁵⁵ Le Canada affirme aussi que l'annualisation des exportations d'un nouvel exportateur est appropriée afin de rendre compte de l'incidence annuelle de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, c'est-à-dire ce que le modèle vise à mesurer.⁷⁵⁶

8.221. L'Arbitre note que, pour évaluer les arguments des parties dans ce contexte, il apparaît utile d'établir certains faits de base. Nous notons donc que les parties conviennent, comme l'indique le dossier, que pour être considérée comme un nouvel exportateur, une société ne peut pas avoir exporté le produit pertinent vers les États-Unis pendant la période couverte par l'enquête initiale.⁷⁵⁷ Par conséquent, tout nouvel exportateur n'aurait probablement pas effectué d'exportations pendant toute période de référence antérieure à l'enquête qui pourrait être utilisée. En outre, le dossier montre qu'un nouvel exportateur doit demander son réexamen lié à de nouveaux exportateurs dans un délai d'un an à compter du moment où il a exporté pour la première fois les marchandises pertinentes vers les États-Unis⁷⁵⁸, de sorte qu'il a pu effectuer jusqu'à environ 12 mois d'importations vers les États-Unis avant même de demander un réexamen lié à de nouveaux exportateurs. En outre, le dossier montre que l'USDOC commencera un réexamen lié à de nouveaux exportateurs seulement "dans le mois civil suivant immédiatement le mois anniversaire ou le mois anniversaire semestriel si la demande de réexamen est présentée pendant la période de six mois se terminant à la fin du mois anniversaire ou du mois anniversaire semestriel (selon le cas)".⁷⁵⁹ Cela signifie qu'il y a un décalage d'un à six mois entre la demande de réexamen lié à de nouveaux exportateurs et l'engagement du réexamen. Les parties conviennent également, comme le montre le dossier, qu'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs prend habituellement environ neuf mois, mais qu'il peut prendre jusqu'à 15 mois. Cela signifie que, à partir de la date de la première expédition de l'exportateur, un réexamen lié à de nouveaux exportateurs pouvait durer de 10 à 21 mois environ, et que l'on pouvait donc s'attendre à ce que la première expédition d'un nouvel exportateur vers les États-Unis ait eu lieu au moins 10 mois avant la conclusion de son réexamen lié à de nouveaux exportateurs. En résumé, nous notons par conséquent qu'il est: a) difficile de savoir si le nouvel exportateur aurait commencé à exporter avant le début de l'année civile qui constitue la *période de référence*; b) difficile également de savoir si le nouvel exportateur aurait commencé à exporter avant le début de l'*année civile précédant la publication par l'USDOC des résultats finals* du réexamen lié à de nouveaux exportateurs; mais c) probable que le nouvel exportateur ait commencé à exporter soit avant le début de la *période de 12 mois précédant immédiatement* la publication du réexamen lié à de nouveaux exportateurs, soit peu après le début de cette période de 12 mois.

8.222. Compte tenu de ces éléments, et à la lumière des arguments des parties, cinq questions se posent dans ce contexte. La première est celle de savoir s'il convient d'inclure les réexamens liés à de nouveaux exportateurs en tant qu'événements déclencheurs. La deuxième question concerne la période dont est tirée la valeur des importations du nouvel exportateur et, à cet égard, la question de savoir s'il faut autoriser le Canada à "annualiser" la valeur des importations du nouvel exportateur. La troisième question concerne la source dont devraient être tirées les données relatives aux importations du nouvel exportateur. La quatrième question est celle de savoir s'il faut ajuster davantage les données relatives à la valeur des importations pour les adapter à la période de référence de la manière suggérée par le Canada, ou d'une autre manière. Enfin, la dernière question est celle de savoir comment incorporer la valeur des importations des nouveaux exportateurs dans le calcul de la valeur pertinente des importations affectées. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

⁷⁵⁵ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 41.

⁷⁵⁶ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 42.

⁷⁵⁷ Voir la pièce CAN-53, paragraphe a) 2) B) i); 19 CFR 351.214 (pièce CAN-142), paragraphes a) et b) 2). Étant donné que la fin de la période couverte par l'enquête précède nécessairement la détermination finale dans l'enquête initiale, le nouvel exportateur pourrait avoir commencé à effectuer des expéditions après la fin de la période couverte par l'enquête mais avant la publication de la détermination finale dans l'enquête initiale.

⁷⁵⁸ Pièce CAN-142, paragraphe c) et b) 2) iv) A.) Les États-Unis ont confirmé que cela était le cas également (États-Unis, réponse à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 3 (faisant référence à la pièce CAN-55)).

⁷⁵⁹ Pièce CAN-142, paragraphe d).

8.1.1.2.3.1 Réexamens liés à de nouveaux exportateurs en tant qu'événements déclencheurs

8.223. En ce qui concerne la question de savoir s'il convient d'inclure les réexamens liés à de nouveaux exportateurs en tant qu'événements déclencheurs, nous notons que nous avons déjà conclu que des événements déclencheurs pouvaient survenir dans toute procédure en matière de droits compensateurs dans laquelle la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD était utilisée.⁷⁶⁰ Nous concluons donc que les réexamens liés à de nouveaux exportateurs peuvent constituer des événements déclencheurs.

8.1.1.2.3.2 Période dont sont tirées les valeurs des importations des nouveaux exportateurs

8.224. En ce qui concerne la période dont est tirée la valeur des importations du nouvel exportateur, nous rappelons qu'il est: a) difficile de savoir si le nouvel exportateur aurait commencé à exporter avant le début de l'année civile qui constitue la *période de référence*; b) difficile également de savoir si le nouvel exportateur aurait commencé à exporter avant le début de l'*année civile précédant la publication par l'USDOC des résultats finals* du réexamen lié à de nouveaux exportateurs; mais c) probable que le nouvel exportateur ait commencé à exporter soit avant le début de la *période de 12 mois précédant immédiatement* la publication du réexamen lié à de nouveaux exportateurs, soit peu après le début de cette période de 12 mois.⁷⁶¹

8.225. Compte tenu de ces circonstances, nous rappelons le fond de l'approche préconisée par le Canada.⁷⁶² C'est-à-dire que, si la première expédition du nouvel exportateur a eu lieu avant le début de la période de référence, ou a eu lieu pendant le premier mois de la période de référence, alors les données de l'Administration des douanes des États-Unis de la période de référence devraient être utilisées pour calculer la valeur des importations du nouvel exportateur de la même manière qu'elle est calculée pour toute autre société. Toutefois, si la première expédition du nouvel exportateur a été effectuée au moins un mois après le début de la période de référence, alors la valeur des importations du nouvel exportateur proviendra de la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs. Nous estimons que cette approche fera raisonnablement en sorte que le Canada tire les données relatives aux exportations du nouvel exportateur d'une période de 12 mois dont la majeure partie est postérieure à la première expédition de la société.

8.226. En approuvant l'approche décrite ci-dessus, nous reconnaissons, comme les États-Unis, que les données relatives aux exportations des autres sociétés seront, en revanche, tirées exclusivement de la période de référence. Nous estimons cependant qu'une autre approche pour les nouveaux exportateurs est raisonnable en raison de leur nature de *nouveaux* exportateurs. Ce statut signifie que les risques que ces sociétés n'aient pas effectué d'exportations pendant la période de référence sont plus élevés que pour d'autres types de sociétés. Afin de rendre compte au mieux de l'effet que la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD aurait sur les exportations des nouveaux exportateurs à la suite d'un événement déclencheur, le fait d'autoriser une autre période dont sont tirées les données des nouveaux exportateurs (c'est-à-dire les 12 mois précédant la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs) est donc raisonnable à notre avis.

8.227. Si le Canada utilise finalement la période de 12 mois précédant immédiatement la publication par l'USDOC des résultats finals d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs comme période dont est tirée la valeur des importations des nouveaux exportateurs, une autre question se pose quant à savoir s'il faut autoriser le Canada à "annualiser" la valeur des importations du nouvel exportateur. En d'autres termes, le Canada propose que si le nouvel exportateur a effectué sa première expédition après le début de la période de 12 mois dont est tirée la valeur des importations, alors le montant devrait être annualisé pour obtenir une valeur des importations sur 12 mois. Nous considérons qu'un tel exercice d'annualisation est raisonnable. En effet, le modèle retenu est axé sur le calcul d'un niveau *annuel* d'ARA. Ainsi, le fait de convertir la valeur de l'activité d'exportation d'une entreprise

⁷⁶⁰ Voir plus haut la section 6.2.3.

⁷⁶¹ Voir plus haut le paragraphe 8.221.

⁷⁶² La proposition du Canada avait été proposée pour la première fois par l'Arbitre dans une question aux parties. Voir Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 33 (case "Nouveaux exportateurs").

qui s'est déroulée sur moins de 12 mois pour obtenir une valeur annuelle semblerait cohérent avec la mise en œuvre générale du modèle.

8.228. Nous notons que les États-Unis font valoir qu'un tel exercice d'annualisation peut indûment gonfler le niveau de l'ARA car, selon eux, la valeur annualisée des importations qui en résulterait serait arbitraire et déconnectée de la réalité factuelle. La critique des États-Unis a un certain poids, car les marchandises ne sont, bien sûr, pas toujours exportées à des taux constants au cours d'une période de 12 mois donnée. Cependant, nous rappelons également qu'il apparaît raisonnable de supposer que le Canada utiliserait au moins la majeure partie des données relatives aux exportations d'une année du nouvel exportateur dans ce contexte. Cette observation, à notre avis, diminue sensiblement le poids de la critique des États-Unis, étant donné que tout exercice d'annualisation serait probablement effectué à partir d'une quantité relativement importante de données réelles sur les exportations.

8.229. Nous notons également que, pour effectuer un exercice d'annualisation, le Canada aurait besoin de connaître la date de la première expédition du nouvel exportateur. Les sources auprès desquelles le Canada peut obtenir ce renseignement sont examinées plus en détail dans la section 8.1.1.2.3.3, ci-après. Il suffit de dire pour l'instant que dans le cadre de l'obtention de la valeur globale des importations du nouvel exportateur, le Canada obtiendra la date de la première expédition dans le cadre de cet exercice.

8.230. Ainsi, et en résumé, si la première expédition du nouvel exportateur a eu lieu avant le début de la période de référence, ou a eu lieu pendant le premier mois de la période de référence, alors le Canada tirera les valeurs des importations du nouvel exportateur de la période de référence comme pour toute autre société. Toutefois, si la première expédition du nouvel exportateur a été effectuée au moins un mois après le début de la période de référence, alors le Canada tirera la valeur des importations du nouvel exportateur de la période de 12 mois (en utilisant des mois civils entiers) précédant immédiatement la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs.⁷⁶³ Si le Canada utilise la période de 12 mois précédant immédiatement la publication par l'USDOC des résultats finals d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs comme période dont est tirée la valeur des importations des nouveaux exportateurs, et si le nouvel exportateur a effectué sa première expédition au moins 1 mois après le début de cette période, alors le Canada annualisera la valeur des importations en multipliant les valeurs des importations observées par l'inverse de leur période d'observation.⁷⁶⁴

8.1.1.2.3.3 Source des données pour la valeur des importations

8.231. En ce qui concerne la source dont devraient être tirées les données sur la valeur des importations, le Canada propose que la préférence soit donnée à l'obtention des renseignements auprès de l'Administration des douanes des États-Unis. En l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, selon le Canada, les renseignements pourraient être obtenus auprès du nouvel exportateur lui-même ou dans le dossier du réexamen lié à de nouveaux exportateurs, sans préférence pour l'une ou l'autre source dans ce contexte.⁷⁶⁵ Les États-Unis n'ont fourni aucune raison importante expliquant pourquoi le Canada ne devrait pas pouvoir s'appuyer sur ces sources.⁷⁶⁶ Les

⁷⁶³ À titre d'illustration, supposons que la première expédition du nouvel exportateur ait eu lieu deux mois après le début de la période de référence. Supposons également que les résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs soient publiés le 10 juin de l'année X. Dans ce cas, le Canada tirerait les valeurs des importations du nouvel exportateur de la période allant du 1^{er} juin de l'année (X-1) au 31 mai de l'année X.

⁷⁶⁴ Par exemple, si des importations d'une valeur de 120 ont été observées sur neuf mois civils, la valeur annualisée serait de $120 * \frac{12}{9} = 160$. Cette méthode a été proposée aux parties, acceptée par le Canada, et n'a pas fait l'objet de critiques particulières de la part des États-Unis sur le plan technique (Canada, réponse à la question n° 294 b) de l'Arbitre, paragraphe 55).

⁷⁶⁵ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, page 33, cases "Nouveaux exportateurs" "Valeur des importations".

⁷⁶⁶ Les États-Unis ont toutefois fait valoir effectivement que le Canada ne devrait pas être autorisé à utiliser des données obtenues directement auprès du nouvel exportateur à moins qu'elles ne puissent être partagées avec les États-Unis (États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 48). Nous rejetons cet argument pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles nous avons rejeté des arguments similaires des États-Unis dans d'autres contextes. (Voir, en particulier, plus haut le paragraphe 8.205.) En outre, nous notons qu'il apparaît raisonnable de penser que les données confidentielles obtenues auprès d'un nouvel exportateur directement peuvent être non moins (sinon plus) fiables que les données, exprimées sous

États-Unis ont en outre confirmé que les données sur les ventes du nouvel exportateur aux États-Unis apparaîtraient dans le dossier public du réexamen lié à de nouveaux exportateurs, et que ces données pourraient être utilisées pour obtenir la valeur des importations.⁷⁶⁷ L'Arbitre ne voit donc aucune raison de refuser d'autoriser le Canada à s'appuyer sur ces sources de données de la manière décrite par le Canada.

8.232. Par conséquent, pour obtenir des données sur la valeur des importations pour un nouvel exportateur, nous considérons qu'il est raisonnable que le Canada demande les renseignements suivants à l'Administration des douanes des États-Unis:

- a. les renseignements normalement exigés dans la notification initiale pour la période de référence, qui comprendront les expéditions du nouvel exportateur pendant la période de référence;
- b. la valeur des importations du nouvel exportateur au cours des 12 derniers mois civils entiers précédant immédiatement la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs comprenant l'événement déclencheur⁷⁶⁸; et
- c. la date de la première expédition du produit pertinent du nouvel exportateur vers les États-Unis.⁷⁶⁹ Tous les renseignements seront communiqués par les États-Unis dans le même délai que celui qui est spécifié plus haut au paragraphe 8.106.

8.233. Si les États-Unis ne fournissent pas de données de leur Administration des douanes avant la date limite pertinente, le Canada pourra, à sa discrétion:

- a. obtenir, directement auprès du nouvel exportateur:
 - i. les données concernant la valeur des importations du nouvel exportateur pour la période de référence;
 - ii. la valeur des importations du nouvel exportateur au cours des 12 derniers mois civils entiers précédant immédiatement la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs comprenant l'événement déclencheur; et

forme d'une fourchette pour les rendre publiques, figurant dans le dossier d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs.

⁷⁶⁷ États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 48. Nous notons, toutefois, que les données relatives au nouvel exportateur figurant dans le dossier public de l'USDOC peuvent être exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques (voir Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 66; États-Unis, réponse à la question n° 195 de l'Arbitre, paragraphe 48. Voir aussi plus haut la note de bas de page 184 relative au paragraphe 6.71 (décrivant les données exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques)). Nous notons en outre qu'il se peut que le Canada doive arriver à une conclusion définitive quant à la date de la première expédition du nouvel exportateur afin de mettre en œuvre les instructions de l'Arbitre figurant plus haut au paragraphe 8.230. Par conséquent, le Canada devrait toujours chercher à obtenir cette date précise auprès de la source de données à partir de laquelle le Canada obtient la valeur des importations du nouvel exportateur. Si la source précise la date de la première exportation vers les États-Unis, cette date sera utilisée. Si la source ne précise pas cette date, alors il sera supposé que la première expédition indiquée dans les renseignements obtenus auprès de la source pertinente est la première exportation du nouvel exportateur vers les États-Unis.

⁷⁶⁸ Dans la mesure où cette période ne chevauche pas la période de référence, nous estimons que l'Administration des douanes des États-Unis recherchera les importations canadiennes en provenance du nouvel exportateur pendant la période qui ne chevauche pas la période de référence en recherchant le nom du nouvel exportateur dans les registres de l'Administration des douanes des États-Unis, en le recoupant avec tous les codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs. (Voir plus haut le paragraphe 8.92 (précisant une procédure similaire pour le cas particulier des sociétés exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs dans les périodes de référence postérieures à l'enquête).) Ceci, à notre avis, limiterait raisonnablement la charge supplémentaire imposée aux États-Unis qui doivent rechercher des données relatives aux importations canadiennes sur potentiellement 2 périodes dans ce contexte (à savoir la période de référence et la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs).

⁷⁶⁹ Si le Canada est déjà en possession de certains de ces renseignements au moment de l'événement déclencheur (par exemple, les renseignements figurant au point a) issus d'un calcul antérieur du niveau de l'ARA), il demandera à l'Administration des douanes des États-Unis uniquement les renseignements qu'il ne possède pas.

- iii. la date de la première expédition du produit pertinent du nouvel exportateur vers les États-Unis; ou
- b. Le Canada pourra également utiliser les valeurs des ventes du nouvel exportateur exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques provenant du dossier public concernant le réexamen lié à de nouveaux exportateurs.

8.234. Si les deux options a) et b) examinées dans le paragraphe précédent ne sont pas disponibles, c'est-à-dire que la valeur des importations du nouvel exportateur ne peut pas être déterminée, alors le réexamen lié à de nouveaux exportateurs ne sera pas considéré comme un événement déclencheur et tout niveau d'ARA calculé précédemment demeurera inchangé.⁷⁷⁰

8.1.1.2.3.4 Autres ajustements de la valeur des importations

8.235. Si le Canada tire la valeur des importations pour le nouvel exportateur d'une période autre que la période de référence, nous devons examiner s'il convient d'autoriser le Canada à ajuster davantage la valeur des importations de la manière qu'il a proposée (c'est-à-dire par référence à la valeur des importations des sociétés assujetties au taux résiduel global). Le Canada propose d'établir le ratio à partir de la valeur annualisée des importations du nouvel exportateur et de la valeur restante des expéditions des sociétés assujetties au taux résiduel global pendant la même période, puis d'appliquer⁷⁷¹ ce ratio à la valeur des importations des sociétés assujetties au taux résiduel global pendant la période de référence, ce qui donne une valeur des importations du nouvel exportateur pour la période de référence.⁷⁷²

8.236. Bien qu'il s'agisse d'une possibilité, les États-Unis mettent en évidence un problème dans cette approche. En effet, si l'on suppose que la valeur des importations en provenance des sociétés assujetties au taux résiduel global diminuera avec le temps (parce que, entre autres, les sociétés sortiront de cette catégorie à mesure qu'elles deviendront assujetties à leurs propres réexamens administratifs au fil du temps, proposition que le Canada le conteste pas), alors la méthode du Canada pourrait surestimer le niveau de l'ARA.

8.237. L'Arbitre considère que la critique des États-Unis est fondée. En raison des changements dans la composition du taux résiduel global au fil du temps, il semble relever indûment de la spéculation de chercher à savoir si la valeur des importations attribuée à la catégorie résiduelle globale reflète de manière significative les changements pertinents dans les conditions du marché entre la période de référence et la période d'où sont tirées les données relatives aux importations du nouvel exportateur ont été prises, ce qui semblerait être l'hypothèse qui sous-tend l'approche du Canada. En outre, l'approche du Canada signifierait vraisemblablement que beaucoup plus de données devraient être recueillies auprès de l'Administration des douanes des États-Unis, ce qui entraînerait des charges importantes pour les États-Unis, puisqu'il faudrait en outre déterminer les valeurs des importations en provenance des sociétés assujetties au taux résiduel global au cours de la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs (en plus de la période de référence). Le Canada ne présente aucune proposition pour traiter ces questions. En conséquence, nous rejetons la proposition du Canada dans ce contexte.

8.238. L'Arbitre considère toutefois qu'un autre ajustement de la valeur des importations du nouvel exportateur serait approprié dans un scénario particulier, c'est-à-dire lorsqu'aucune vente utilisée pour calculer la valeur des importations d'un nouvel exportateur n'a eu lieu pendant la période de référence. Cela signifie que *toutes* les valeurs des importations utilisées se seraient situées à un niveau de prix probablement différent de celui des ventes pendant la période de référence. L'Arbitre a donc proposé aux parties que, dans ce cas, et pour que toutes les valeurs des importations soient au même niveau de prix, les valeurs des importations du nouvel exportateur soient ajustées en

⁷⁷⁰ Nous notons que des procédures sensiblement similaires avaient été proposées aux parties pour qu'elles formulent leurs observations. Voir, d'une manière générale, la question n° 295 de l'Arbitre.

⁷⁷¹ Il apparaît que le terme "appliquer" dans ce contexte signifie "multiplier par". En d'autres termes, si le nouvel exportateur avait une valeur de 50% de la valeur résiduelle globale des importations pendant la période de 12 mois pertinente, alors il serait supposé avoir une valeur des importations égale à 50% de la valeur résiduelle globale des importations pendant la période de référence.

⁷⁷² Canada, réponse à la question n° 207 de l'Arbitre, paragraphe 142.

fonction des prix de la période de référence en utilisant un IPP par branche de production. La $vimp_{PR}$ ajustée en fonction des prix serait calculée comme suit:

$$vimp_{PR} = vimp_t \left(\frac{IPP_{PR}^{DEC}}{IPP_t^{DEC}} \right),$$

où $vimp_t$ désigne les valeurs des importations annualisées telles qu'observées, IPP_t^{DEC} désigne le niveau de prix par branche de production pour cette période, et IPP_{PR}^{DEC} désigne le niveau de prix par branche de production pour le mois de décembre de la période de référence.⁷⁷³ Le Canada a accepté cette proposition de l'Arbitre, et les États-Unis n'ont formulé aucune objection technique spécifique à l'encontre celle-ci.⁷⁷⁴ L'Arbitre considère donc que cet ajustement au niveau des prix est raisonnable dans ce cas particulier. Ainsi, lorsqu'aucune vente utilisée pour calculer la valeur des importations d'un nouvel exportateur n'a eu lieu pendant une période de référence, le Canada ajustera au niveau des prix la valeur des importations du nouvel exportateur en fonction de la période de référence de la manière décrite dans le présent paragraphe.

8.1.1.2.3.5 Incorporation des valeurs des importations des nouveaux exportateurs dans le modèle

8.239. En ce qui concerne la manière d'incorporer la valeur des importations d'un nouvel exportateur dans les parts de marché pertinentes dans le modèle retenu, l'Arbitre a proposé une méthode aux parties, laquelle a été acceptée par le Canada. Les États-Unis n'ont formulé aucune objection technique spécifique à l'encontre de cette méthode. Par conséquent, l'Arbitre donne pour instruction au Canada d'appliquer la méthode suivante: le Canada ajoutera la valeur des importations du nouvel exportateur aux valeurs des importations de la période de référence des autres sociétés canadiennes affectées (si le nouvel exportateur est affecté) ou non affectées (si le nouvel exportateur n'est pas affecté) et à la taille globale du marché dans la mesure où la valeur des importations du nouvel exportateur n'est pas tirée de la période de référence.⁷⁷⁵ Toutes les autres parts de marché devraient alors être recalculées avec les méthodes et les sources de données décrites dans les autres sections du point 8.1.1 plus haut et ci-après.

8.1.1.2.3.6 Conclusion: nouveaux exportateurs

8.240. Comme le montrent les analyses qui précèdent, les nouveaux exportateurs constituent un cas un peu particulier qui exige une approche adaptée. Par conséquent, si et quand un réexamen lié à de nouveaux exportateurs survient en tant qu'événement déclencheur, le Canada appliquera les indications spécifiques ci-dessus, conjointement avec d'autres indications pertinentes figurant dans d'autres sections plus haut, pour calculer une valeur des importations pour le nouvel exportateur.

8.1.1.3 Valeur des importations en provenance du reste du monde

8.241. Dans la méthode initialement proposée par le Canada, les importations en provenance du reste du monde qui ne sont pas assujetties à aucun taux de variation des droits constituent une donnée d'entrée pour déterminer la part de marché du Canada sur le marché des États-Unis. Le Canada suggère d'utiliser les données du Bureau des recensements des États-Unis de 2019 pour calculer la part du Canada dans les importations totales (c'est-à-dire de sources canadiennes et non canadiennes), et de multiplier cette part par la part des importations dans l'absorption totale des États-Unis pour obtenir la part de marché canadienne.⁷⁷⁶

8.242. Les États-Unis proposent que les valeurs des importations en provenance du reste du monde soient obtenues à partir des données du Bureau des recensements des États-Unis. Ces importations

⁷⁷³ Les instructions énoncées plus loin dans la section 9.4 sur les sources de données pour les IPP par branche de production et sur la mise en correspondance des codes de produit par ordonnance en matière de droits compensateurs avec les branches de production s'appliqueront également ici.

⁷⁷⁴ Canada, réponse à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 55; États-Unis, réponse à la question n° 294 de l'Arbitre, paragraphe 41.

⁷⁷⁵ Bien entendu, nous notons que, dans la mesure où la valeur des importations du nouvel exportateur est déjà tirée de la période de référence, ce montant sera déjà pris en compte dans la valeur des importations de la période de référence et dans la taille globale du marché.

⁷⁷⁶ Rapport annexé à la note méthodologique du Canada (RCC) (rapport méthodologique du Canada), paragraphes 29 et 30.

seraient calculées en soustrayant les importations en provenance du Canada (la somme des importations affectées et non affectées) des importations totales des États-Unis.⁷⁷⁷

8.243. Par souci de clarté, l'Arbitre note que le Bureau des recensements des États-Unis fournit des statistiques commerciales des États-Unis au moyen de sa base de données (USA Trade Online). Nous notons en outre que les deux parties suggèrent d'utiliser les statistiques commerciales du Bureau des recensements dans ce contexte pour déterminer la valeur des importations en provenance du reste du monde. Par conséquent, l'Arbitre a suggéré dans sa propre proposition présentée à l'annexe A de la question n° 246 de l'Arbitre (c'est-à-dire lorsqu'il a proposé sa propre approche pour le calcul des parts de marché) de s'appuyer sur ces données pour déterminer la valeur des importations totales des États-Unis. L'Arbitre note qu'aucune des deux parties n'a exprimé de préoccupations au sujet de cette source de données. Les deux parties considèrent que les données du Bureau des recensements des États-Unis sont préférables aux statistiques commerciales accessibles via la base de données DataWeb de l'USITC.⁷⁷⁸ Nous ne voyons aucune raison de nous écarter de l'opinion partagée par les parties.

8.244. L'Arbitre conclut donc que le Canada utilisera la procédure ci-après pour déterminer la valeur des importations en provenance du reste du monde. Premièrement, il déterminera la valeur totale des importations des États-Unis pendant la période de référence pour tous les codes à dix chiffres du TDH indiqués dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente en utilisant USA Trade Online. Si ces données ne sont pas disponibles, le Canada les obtiendra à partir de la base de données DataWeb de l'USITC à titre de solution de rechange.⁷⁷⁹ Ensuite, le Canada soustraira de ce montant total la valeur des importations du produit pertinent en provenance du Canada, calculée comme indiqué à la section 8.1.1.2 plus haut. La valeur qui en résultera sera la valeur des importations en provenance du reste du monde.

8.1.2 Taux de droits

8.245. Le modèle retenu utilise comme données d'entrée les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels de toutes les sociétés canadiennes, et, pour les sociétés affectées uniquement, des taux de droits compensateurs contrefactuels. Par conséquent, nous devons préciser comment ces taux sont attribués aux valeurs des importations des différents types de sociétés. La présente section répond à cette question en quatre parties. Premièrement, elle examine s'il y a lieu d'inclure des droits autres que les droits compensateurs dans les taux de droits pertinents des sociétés canadiennes. Deuxièmement, elle examine le rôle des droits provisoires. Troisièmement, elle prescrit la manière dont le Canada devrait attribuer des taux de droits compensateurs aux valeurs des importations des sociétés canadiennes. Enfin, elle examine comment attribuer des taux de droits pertinents uniques aux valeurs agrégées des importations en ce qui concerne les sociétés canadiennes affectées et non affectées.

8.1.2.1 Droits autres que les droits compensateurs

8.246. Les États-Unis font valoir que "[l]e calcul de la modification des droits devra tenir compte des taux de droits antidumping associés".⁷⁸⁰ Plus spécifiquement, ils estiment que, "[s]i ... des taux de dumping [sont] appliqués au produit dans la procédure, ils devraient être pris en compte dans le calcul global des droits étant donné que tant les taux de droits antidumping que les taux de droits compensateurs affecteront la compétitivité relative du produit canadien qui constitue une représentation des réalités du marché."⁷⁸¹ Ils font valoir que, si les taux de droits antidumping n'étaient pas pris en compte dans le modèle retenu, le contrefactuel "refl[éterait] un niveau d'annulation ou de réduction des avantages indûment élevé pour le Canada".⁷⁸² En résumé, ils font

⁷⁷⁷ États-Unis, communication écrite, appendice 2, tableau 1.

⁷⁷⁸ États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, note de bas de page 85 relative au paragraphe 100; Canada, réponse à la question n° 222 de l'Arbitre, note de bas de page 132 relative au paragraphe 192; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 222 de l'Arbitre, paragraphe 132; Canada, réponse à la question n° 276 de l'Arbitre, paragraphe 6.

⁷⁷⁹ Pour ce faire, le Canada utilisera les mêmes critères de recherche que ceux décrits plus haut dans les tableaux 2 et 3, adaptés de manière appropriée à ce contexte.

⁷⁸⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 133.

⁷⁸¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 133.

⁷⁸² États-Unis, communication écrite, paragraphe 133; réponse à la question n° 81 de l'Arbitre, paragraphes 208 et 238. Ceci s'explique mathématiquement par le fait que, selon les États-Unis, "c'est la

valoir que "si une société canadienne affectée par la mesure contestée était assujettie à la fois à des droits antidumping et à des droits compensateurs, le calcul correct de la modification des droits pour cette société devrait être la différence entre tous les droits (droits compensateurs et droits antidumping) appliqués à cette société lorsque la mesure contestée est en vigueur et tous les droits appliqués à cette société en l'absence de la mesure contestée."⁷⁸³ Ils donnent des exemples montrant de quelle manière les droits antidumping, s'ils n'étaient pas pris en compte dans les taux de droits globaux auxquels les sociétés canadiennes pertinentes seraient assujetties aux moments pertinents, affecteraient le niveau calculé de l'ARA.⁷⁸⁴ Ils précisent toutefois que, bien qu'ils aient la possibilité d'imposer des droits antidumping et des droits compensateurs sur des produits qui se chevauchent mais qui ne sont pas identiques, le modèle devrait uniquement tenir compte des droits antidumping si les droits antidumping et les droits compensateurs affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD sont imposés sur des produits identiques ("lorsque la désignation des produits dans les ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs est la même"⁷⁸⁵) pendant "la même période".⁷⁸⁶ Globalement, ils estiment donc que, dans le modèle retenu, tous les taux de droits (c'est-à-dire le taux de droit de la période de référence, le taux de droit factuel et le taux de droit contrefactuel) devraient inclure le taux de droit antidumping.⁷⁸⁷ Ils affirment que cela est nécessaire pour "estimer correctement le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages en isolant l'effet de la mesure contestée sur les importations des États-Unis en provenance du Canada tout en tenant compte de tous les autres droits pendant la période pertinente".⁷⁸⁸

8.247. Le Canada rejette l'argument des États-Unis selon lequel les droits antidumping devraient être pris en compte lors du calcul du taux de variation des droits. Il affirme que la proposition des États-Unis relève trop de la spéculation car: a) il est difficile de savoir si des droits antidumping seront imposés dans le cadre de futures procédures dans lesquelles la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD serait utilisée; b) les États-Unis n'ont jamais expliqué pourquoi il était raisonnable d'inclure les droits antidumping de la manière proposée; et c) "cela relève également de la spéculation de savoir si de quelconques droits antidumping hypothétiques auraient un effet mesurable sur les conditions du marché pour le produit canadien".⁷⁸⁹ Il fait également valoir que la proposition des États-Unis "élargit de manière inappropriée le contrefactuel qu'il a lui-même proposé au-delà d'un scénario de mise en conformité dans lequel le droit résultant de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD est supprimé", parce que les droits antidumping n'ont aucun lien avec le fonctionnement de cette mesure.⁷⁹⁰ Enfin, il allègue que l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* n'a pas "considér[é] ... que les droits compensateurs qui auraient pu être imposés sur les marchandises exportées vers les États-Unis étaient pertinents pour le calcul de l'annulation ou la réduction des avantages."⁷⁹¹

8.248. Le Canada fait également valoir qu'il serait inapproprié de tenir compte des droits antidumping parce que les droits antidumping des États-Unis seraient probablement calculés d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC. Par conséquent, "[s]i les droits antidumping devaient être pris en compte, les contrefactuels devraient peut-être également envisager un scénario de mise en conformité raisonnable et plausible, en ce qui concerne non seulement la suppression de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD mais aussi probablement la suppression des droits antidumping des États-Unis qui sont actuellement incompatibles avec les règles de l'OMC, ou qui

variation en pourcentage du taux de droit total" en lien avec l'utilisation de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD qui est pertinente pour le calcul de l'ARA. Par conséquent, le taux de droit initial est la somme des droits compensateurs et des droits antidumping pertinents frappant le produit en question, et le taux de droit contrefactuel est le taux de droit compensateur contrefactuel et le taux de droit antidumping appliqué au produit en question. (États-Unis, réponse à la question n° 81 de l'Arbitre, paragraphe 209 (mise en relief dans l'original))

⁷⁸³ États-Unis, communication écrite, paragraphe 133. Les États-Unis affirment que des modifications des droits antidumping ne déclencheraient pas de manière indépendante la nécessité d'appliquer le modèle (États-Unis, réponse à la question n° 77 de l'Arbitre, paragraphe 206).

⁷⁸⁴ Voir États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 81, paragraphes 208 à 212, n° 83, paragraphes 214 à 227, et n° 84, paragraphes 228 à 239.

⁷⁸⁵ États-Unis, réponse à la question n° 78 de l'Arbitre, paragraphe 207.

⁷⁸⁶ États-Unis, réponse à la question n° 82 de l'Arbitre, paragraphe 213.

⁷⁸⁷ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 84, paragraphe 238, et n° 151, paragraphe 71 et note de bas de page 56 y relative.

⁷⁸⁸ États-Unis, réponse à la question n° 151 de l'Arbitre, paragraphe 71.

⁷⁸⁹ Canada, communication écrite, paragraphe 168.

⁷⁹⁰ Canada, communication écrite, paragraphe 163.

⁷⁹¹ Canada, communication écrite, paragraphe 164.

seront jugés incompatibles avec les règles de l'OMC dans le futur".⁷⁹² Le Canada affirme dans ce contexte que l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* a souligné que les contrefactuels choisis ne devraient pas être incompatibles avec les règles de l'OMC.⁷⁹³ Selon lui, il est déraisonnable de prendre en compte les droits antidumping comme le suggèrent les États-Unis car cela s'avèrerait irréalisable à mettre en œuvre dans une situation où l'USDOC impose des droits antidumping et des droits compensateurs sur des groupes de produits qui se chevauchent mais qui sont différents. Cela tient au fait qu'il serait probablement impossible dans le cadre du modèle des États-Unis de déterminer des paramètres pertinents et des contrefactuels appropriés pour toutes les "variétés" d'importations. En conséquence, le Canada estime que, compte tenu de l'interaction entre ces considérations et la plus grande complexité du contrefactuel, il serait extrêmement difficile de calculer un niveau d'ARA.⁷⁹⁴

8.249. Les États-Unis répondent aux arguments du Canada concernant les droits antidumping, notant que, contrairement à ce qu'affirme le Canada, ils ne demandent pas à l'Arbitre de faire des spéculations sur le point de savoir si des droits antidumping et des droits compensateurs pertinents seront imposés sur les produits pertinents dans le futur.⁷⁹⁵ Ils affirment en outre que, en faisant valoir que les droits antidumping devraient être pris en compte, ils n'élargissent pas de manière inappropriée le champ d'un quelconque contrefactuel pertinent parce qu'ils font valoir que les droits antidumping font simplement partie des nombreux éléments qui restent constants entre la réalité et le monde contrefactuel.⁷⁹⁶ Ils affirment en outre que si des droits de douane proprement dits, ou tout autre type de droits, sont imposés sur le produit pertinent assujéti aux droits compensateurs affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD pendant l'année où les parts de marché ou les valeurs des importations sont calculées, ces droits devraient également être pris en compte dans tout modèle.⁷⁹⁷

8.250. Les États-Unis rejettent l'argument du Canada selon lequel la compatibilité de leurs droits antidumping avec les règles de l'OMC est pertinente aux fins de la présente procédure, pour la simple raison que la présence de droits antidumping fait partie de l'analyse *factuelle* et non de l'analyse *contrefactuelle*. Ainsi, ils estiment que la présence de droits antidumping est une constante et non quelque chose qui exige un ajustement dans le contrefactuel.⁷⁹⁸ Ils affirment également que l'hypothèse du Canada selon laquelle leurs futurs droits antidumping seront incompatibles avec les règles de l'OMC est dénuée de fondement et déraisonnable étant donné que, par définition, aucun droit antidumping *futur* de ce type ne fait l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.⁷⁹⁹ De plus, ils confirment qu'ils pourraient communiquer tous ces renseignements au Canada conformément au Mémoire d'accord sur les RCC proposé conjointement par les parties.⁸⁰⁰

8.251. L'Arbitre note que, dans ce contexte, les États-Unis font valoir que le modèle choisi devrait inclure des droits de douane et des droits autres que les droits compensateurs imposés sur le produit pertinent pendant la période de référence. Nous considérons qu'il est difficile d'admettre l'argument des États-Unis tel qu'il est proposé. Cela est dû au fait que nous ne voyons aucune tentative sérieuse de leur part visant à démontrer que la prise en compte d'autres droits de douane et droits de la manière suggérée constitue une stratégie réalisable pour le Canada. Les États-Unis ne fournissent aucune liste des formes que pourraient revêtir ces autres droits de douane ou droits, n'expliquent pas les modes d'application qui, selon eux, sont pertinents pour un produit particulier susceptible d'être assujéti aux droits compensateurs pertinents, et ne décrivent pas comment le Canada

⁷⁹² Canada, réponse à la question n° 78 de l'Arbitre, paragraphe 165. (note de bas de page omise)

⁷⁹³ Canada, réponse à la question n° 77 de l'Arbitre. Spécifiquement, le Canada affirme que, en ce qui concerne les droits antidumping qu'ils imposent aux sociétés canadiennes, les États-Unis utiliseraient probablement la "méthode de la fixation de prix différenciés" dont il a été constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge*.

⁷⁹⁴ Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 78, paragraphes 162 à 166, et n° 80, paragraphes 173 et 174.

⁷⁹⁵ États-Unis, réponse à la question n° 83 de l'Arbitre, paragraphes 208 et 210 à 212.

⁷⁹⁶ États-Unis, réponse à la question n° 81 de l'Arbitre, paragraphe 210.

⁷⁹⁷ États-Unis, réponse à la question de l'Arbitre n° 85, paragraphe 240 ("si des droits de douane proprement dits sont en place l'année précédant l'imposition de la mesure contestée, ils devraient être représentés dans le taux de droit de l'année antérieure"), et n° 151, paragraphe 71 ("l'objectif est d'estimer correctement le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages en isolant l'effet de la mesure contestée sur les importations des États-Unis en provenance du Canada tout en tenant compte de *tous les autres droits* pendant la période pertinente"). (pas de mise en relief dans l'original)

⁷⁹⁸ États-Unis, réponse à la question n° 149 de l'Arbitre, paragraphes 64 et 65.

⁷⁹⁹ États-Unis, réponse à la question n° 149 de l'Arbitre, paragraphes 66 et 67.

⁸⁰⁰ États-Unis, réponse à la question n° 150 de l'Arbitre, paragraphe 70.

pourrait en pratique tenir compte de cet ensemble de droits de douane et de droits.⁸⁰¹ En outre, nous notons que les États-Unis n'ont jamais fait valoir spécifiquement qu'un quelconque sous-ensemble particulier de droits ou de droits de douane devrait être pris en compte à l'exclusion d'autres sous-ensembles.⁸⁰² Nous ne voyons pas non plus de raison fondée ou pratique pour laquelle seul un sous-ensemble de droits de douane ou de droits devrait être pris en compte, alors que d'autres non.⁸⁰³

8.252. L'Arbitre considère donc qu'il doit en dernière analyse s'abstenir d'admettre l'argument des États-Unis sur la base des faits et des arguments présentés dans la présente procédure. Par conséquent, il juge sans fondement les autres arguments du Canada quant à la raison pour laquelle le modèle ne devrait pas prendre en compte d'autres droits de douane et droits.

8.1.2.2 Droits compensateurs provisoires

8.253. En réponse à une question de l'Arbitre, le Canada a observé que, dans les enquêtes initiales, des taux de droits compensateurs provisoires pouvaient être imposés sur les sociétés avant l'imposition d'une ordonnance finale en matière de droits compensateurs. Il avait initialement affirmé que, si ces droits provisoires étaient imposés sur les sociétés canadiennes pendant une période de référence pertinente, les taux de droits de la période de référence devraient inclure ces taux provisoires.⁸⁰⁴ Cependant, il a par la suite précisé que si des droits provisoires étaient en place pendant une période de référence antérieure à l'enquête, il ne serait alors pas déraisonnable de les exclure des taux de droits compensateurs de la période de référence des sociétés pertinentes parce que ces taux n'avaient pas été vérifiés par l'USDOC et étaient susceptibles d'être modifiés.⁸⁰⁵

8.254. Les États-Unis affirment que des mesures provisoires peuvent être imposées au cours d'une enquête initiale. Ils estiment toutefois qu'il n'est pas nécessaire de prendre en considération les droits provisoires dans les taux de droits de la période de référence parce que ces mesures sont imposées en vertu de déterminations préliminaires qui ne sont pas définitives. Ils font aussi observer que les taux provisoires ne seraient pas affectés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD parce que la vérification a lieu après l'établissement des déterminations préliminaires dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Ils font donc valoir que, pendant les périodes de référence antérieures à l'enquête, les taux de droits compensateurs des sociétés ayant fait

⁸⁰¹ Des problèmes potentiels pourraient concerner les questions suivantes: i) l'identification des mesures pertinentes; ii) le fait que les mesures affectent des produits qui chevauchent de manière incomplète le produit pertinent assujéti aux droits compensateurs; iii) la détermination des taux applicables associés à d'autres mesures; iv) l'identification des périodes pendant lesquelles un quelconque taux particulier était en vigueur; v) les charges additionnelles imposées au Canada pour la prise en compte de ces mesures dans le modèle; vi) la vérification de toutes données additionnelles que le Canada reçoit des États-Unis dans ce contexte; et vii) le règlement des désaccords pouvant survenir entre les parties quant à l'inclusion de ces droits.

⁸⁰² Le Canada indique effectivement que les "droits de douane proprement dits" peuvent être inclus dans les taux de droits, bien que les deux parties notent que la quasi-totalité des importations en provenance du Canada sont admises aux États-Unis en franchise de droits (Canada, réponse à la question n° 148 de l'Arbitre, note de bas de page 78 relative au paragraphe 100; États-Unis, réponse à la question n° 85 de l'Arbitre, paragraphe 240). Ainsi, les parties conviennent que les droits de douane proprement dits sont, en tout état de cause, presque toujours dénués de pertinence, et aucune d'elles ne fournit de détails sur l'administration ou les modes d'application qu'elles jugent pertinents lorsque ceux-ci existent effectivement sous une forme ou une autre.

⁸⁰³ Nous notons que, dans leurs communications antérieures, les États-Unis avaient ciblé les droits antidumping en tant que droits qui devraient être pris en compte. Toutefois, même en ce qui concerne spécifiquement les droits antidumping, les États-Unis n'ont fourni aucune explication selon laquelle les ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs seraient, dans tous les cas pertinents, administrées et/ou mises en œuvre d'une manière qui ne soulèverait pas de difficultés importantes pour le Canada lors du calcul du niveau de l'ARA. En fait, nous prenons tout particulièrement note dans ce contexte du fait que les États-Unis ont dû réviser leur argument dans ce contexte en réponse à une question de l'Arbitre qui soulevait des préoccupations connexes (voir États-Unis, réponse à la question n° 78 de l'Arbitre, paragraphe 207 (expliquant, en réponse à une question de l'Arbitre, que les différences qu'il pouvait y avoir dans les produits visés entre les ordonnances en matière de droits antidumping et les ordonnances en matière de droits compensateurs pouvaient entraîner des problèmes importants dans le calcul du niveau de l'ARA, et faisant ainsi valoir que les droits antidumping ne devraient être pris en compte que lorsque les droits antidumping et les droits compensateurs étaient appliqués à un produit identique)).

⁸⁰⁴ Canada, réponse à la question n° 283 de l'Arbitre, paragraphes 14 à 20.

⁸⁰⁵ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 283 de l'Arbitre, paragraphe 14.

individuellement l'objet d'une enquête et des sociétés assujetties au taux résiduel global seront toujours nuls.⁸⁰⁶

8.255. L'Arbitre note que des droits provisoires peuvent être imposés au cours d'une enquête initiale, ce qui signifie que ces droits ne seraient pertinents que pour le calcul des taux de droits compensateurs de la période de référence lorsque la période de référence utilisée par les parties est antérieure à l'enquête.⁸⁰⁷ Ces droits sont par nature provisoires et susceptibles d'être modifiés en fonction des résultats de l'enquête. Les deux parties conviennent qu'il peut ne pas être tenu compte des droits provisoires puisque ces droits ne sont pas vérifiés et sont susceptibles d'être modifiés. En outre, nous notons que, dans le cadre des disciplines de l'OMC, des droits provisoires ne peuvent être imposés que pendant une durée maximale de quatre mois⁸⁰⁸ (soit une durée maximale correspondant seulement au tiers d'une période de référence d'un an) et que l'inclusion de ces taux compliquerait encore davantage un modèle déjà complexe. Compte tenu de ces circonstances, l'Arbitre constate que les parties ne tiendront pas compte des taux de droits compensateurs provisoires dans la construction d'un quelconque taux de droit compensateur pertinent aux fins du calcul d'un niveau d'ARA.

8.1.2.3 Attribution de taux de droits compensateurs aux valeurs des importations de sociétés canadiennes spécifiques

8.256. Dans les deux sections précédentes, l'Arbitre n'a pas pris en considération un quelconque droit autre que les droits compensateurs attribués par suite de l'imposition d'une ordonnance en matière de droits compensateurs à l'issue de l'enquête initiale. Dans ces circonstances, il rappelle que le modèle retenu utilise comme données d'entrée les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels de toutes les sociétés canadiennes, et, pour les sociétés affectées uniquement, des taux de droits compensateurs contrefactuels. Nous devons donc préciser comment ces taux sont attribués aux différents types de sociétés et, en fin de compte, aux deux variétés canadiennes (à savoir les importations affectées et non affectées). Pour faciliter l'analyse, et compte tenu de la façon dont les parties ont structuré leurs arguments concernant ce point, nous procédons ainsi dans les cinq parties suivantes. Premièrement, nous prescrivons certaines règles communes qui s'appliquent d'une manière généralement à toutes les sociétés. Deuxièmement, troisièmement, quatrièmement et cinquièmement, nous prescrivons de nouvelles indications, le cas échéant, concernant les éléments suivants: i) les sociétés assujetties à un taux de droit compensateur individuel factuel; ii) les sociétés assujetties à un taux de droit compensateur non retenu factuel; iii) les sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel; et iv) les nouveaux exportateurs.

8.257. Ces indications sont également présentées plus loin dans le tableau 4 de la section 8.1.3. Nous faisons observer que les indications présentées dans ce tableau répondent essentiellement à un souci de commodité et apparaissent nécessairement sous une forme résumée. Par conséquent, dans la mesure où les indications résumées dans ce tableau diffèrent des indications plus détaillées présentées dans les présentes sections, les secondes prévaudront.

8.1.2.3.1 Procédures communes à toutes les sociétés

8.258. Nous notons que le Canada, en particulier et en réponse aux propositions de l'Arbitre concernant ces questions, a présenté ses propres propositions sur la manière d'attribuer les taux de droits compensateurs pertinents aux types de sociétés pertinents. Certaines de ces procédures, que nous estimons raisonnables, s'appliquent à différents types de sociétés. Par conséquent, afin d'éviter des indications redondantes, nous prescrivons ici certaines procédures pour l'attribution de certains types de taux de droits compensateurs qui s'appliqueront à toutes les sociétés, affectées et non affectées.

8.259. Premièrement, les taux de droits compensateurs contrefactuels pour tous les types de sociétés seront déterminés par référence à l'analyse exposée plus haut à la section 6.3. Par conséquent, nous n'examinons pas plus avant les taux de droits contrefactuels ici.

⁸⁰⁶ États-Unis, réponse à la question n° 283 de l'Arbitre, paragraphe 14.

⁸⁰⁷ Article 17 de l'Accord SMC.

⁸⁰⁸ Article 17 de l'Accord SMC.

8.260. Deuxièmement, pour une période de référence antérieure à l'enquête, les taux de droits compensateurs de la période de référence pour toutes les sociétés seront nuls.⁸⁰⁹

8.261. Troisièmement, nous notons que lorsque l'Administration des douanes des États-Unis communiquera au Canada des données permettant de calculer les valeurs des importations, elle lui transmettra les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels pour toutes les sociétés pertinentes.⁸¹⁰ Le Canada se propose d'utiliser ces renseignements pour calculer les taux de droits de la période de référence pour toutes les sociétés pertinentes.⁸¹¹ Les États-Unis ne contestent pas cette approche et nous ne voyons aucune raison particulière pour laquelle le Canada ne devrait pas s'appuyer également sur les renseignements concernant les taux de droits compensateurs factuels contenus dans l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis pour l'attribution des taux de droits compensateurs factuels aux sociétés. Par conséquent, lorsque des données de l'Administration des douanes des États-Unis sont transmises au Canada, ces données peuvent être utilisées pour l'attribution des taux de droits compensateurs de la période de référence et des taux de droits compensateurs factuels aux sociétés canadiennes. Nous notons cependant que, en ce qui concerne les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels contenus dans la feuille de calcul présentant les données de l'Administration des douanes des États-Unis (voir plus haut la section 8.1.1.2.1.3 c)), s'il est avéré que ces taux ne sont pas compatibles avec les taux établis par l'USDOC dans les documents figurant dans son dossier public (c'est-à-dire si une erreur est décelée dans l'ensemble de données de l'Administration des douanes des États-Unis en ce qui concerne les taux de droits compensateurs), les documents officiels figurant dans le dossier de l'USDOC prévaudront.

8.262. Quatrièmement, nous notons qu'en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, les deux parties conviennent que les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels pertinents de toutes les sociétés sont accessibles en consultant les documents figurant dans le dossier public de l'USDOC, y compris les avis publiés au *Federal Register*.⁸¹² Par conséquent, en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, le Canada déterminera les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels des sociétés pertinentes en examinant les documents figurant dans le dossier public de l'USDOC, y compris les avis publiés au *Federal Register*.

8.263. Cinquièmement, nous notons que les taux de droits compensateurs de la période de référence peuvent être modifiés pendant la période de référence en ce qui concerne une société. Les deux parties ont reconnu qu'une solution raisonnable à ce problème consistait à pondérer les taux de droits de la période de référence par le nombre de mois pendant lesquels ils étaient en vigueur.⁸¹³ Nous jugeons cette proposition raisonnable et nous l'adoptons en tant que telle. Ainsi, si le taux de droit compensateur de la période de référence d'une société est modifié pendant la période de référence, chaque taux de droit compensateur applicable à cette société sera pondéré par le nombre de mois pendant lesquels il était en vigueur, en arrondissant au nombre de mois entier supérieur ou inférieur (supérieur si le taux de droit compensateur était en vigueur pendant au moins la moitié du mois).

⁸⁰⁹ Il en est ainsi parce que les seuls taux de droits compensateurs qui seraient en vigueur pendant cette période sont des taux de droits compensateurs provisoires, que nous avons décidé d'exclure de l'examen (voir plus haut la section 8.1.2.2). En outre, nous avons exclu de l'examen des types supplémentaires de droits autres que les droits compensateurs (voir plus haut la section 8.1.2.1). Voir aussi Canada, réponse à la question n° 283 de l'Arbitre, paragraphe 15 ("Les deux parties ont confirmé l'interprétation de l'Arbitre selon laquelle pour les périodes de référence antérieures à l'enquête, le taux de droit compensateur serait nul.") (faisant référence à Canada, réponse à la question n° 209 de l'Arbitre, paragraphe 151; à États-Unis, réponse à la question n° 209 de l'Arbitre, paragraphe 99)).

⁸¹⁰ Voir l'annexe C-3.

⁸¹¹ Voir la pièce USA-53, colonne K; la pièce CAN-147, colonne Q. Voir aussi Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1; États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 33 à 38.

⁸¹² Voir, par exemple, Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1, dernière colonne; États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre, n° 30, paragraphe 89 (notant que les taux de droits compensateurs publiés ne sont pas confidentiels), n° 189, paragraphe 33, n° 286, paragraphe 18, et n° 295, paragraphe 55; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 52.

⁸¹³ Canada, réponse à la question n° 209 de l'Arbitre, paragraphes 154 à 156; États-Unis, réponse à la question n° 209 de l'Arbitre, paragraphes 99 à 101.

8.264. Ces règles générales étant fixées, nous prescrivons maintenant des indications sur la manière dont les taux de droits compensateurs pertinents doivent être attribués pour certains types de sociétés. En l'occurrence, nous suivons la même approche structurelle que celle que nous avons suivie au sujet de la façon de déterminer les valeurs des importations pour certains types de sociétés.⁸¹⁴ Nous examinons donc comment attribuer les taux de droits compensateurs pour chacune des catégories de sociétés suivantes: i) les sociétés assujetties à un taux de droit compensateur individuel factuel; ii) les sociétés assujetties à un taux de droit compensateur non retenu factuel; iii) les sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel; et iv) les nouveaux exportateurs.

8.1.2.3.2 Sociétés assujetties à un taux de droit compensateur individuel factuel

8.265. Le Canada n'a proposé aucune procédure pour les entreprises ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen qui différerait des indications figurant dans la section précédente. Par conséquent, les indications données dans la section ci-dessus s'appliqueront aux sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, aussi bien en présence qu'en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. Nous notons également que, même si aucune des deux parties ne reconnaît qu'il s'agit d'une possibilité, nous précisons également par souci d'exhaustivité que si ni les données de l'Administration des douanes des États-Unis ni les données du dossier public de l'USDOC, pour une raison ou une autre, ne contiennent pas le ou les taux de droits compensateurs de la période de référence ou le ou les taux de droits compensateurs factuel(s) pertinents pour une société ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, le Canada supposera que la valeur des importations de la société fait partie de la valeur des importations attribuée aux sociétés assujetties au taux de droit résiduel global factuel.⁸¹⁵

8.1.2.3.3 Sociétés assujetties à un taux non retenu factuel

8.266. Le Canada a présenté un autre élément d'indication spécial pertinent pour déterminer les taux de droits compensateurs de la période de référence des sociétés assujetties à un taux non retenu factuel. Il a ainsi fait la proposition suivante: si, en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis, il ne pouvait pas calculer la valeur des importations par société pour une société assujettie à un taux non retenu et devait de ce fait calculer une valeur agrégée des importations pour un *groupe* de sociétés de ce type, alors le groupe de sociétés se verrait attribuer les taux non retenus en vigueur pendant la période de référence.⁸¹⁶

8.267. Les États-Unis notent quant à eux que, lorsque le Canada calcule une moyenne pondérée pour un groupe de sociétés (par exemple celles qui sont assujetties à un taux non retenu factuel), il serait alors raisonnable d'établir une moyenne simple des taux de droits compensateurs pertinents des sociétés pendant la période de référence. C'est uniquement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le nombre de sociétés utilisées pour calculer une valeur agrégée des importations, et donc les taux de droits compensateurs correspondants, que le Canada devrait pouvoir recourir à un autre taux de droit compensateur supposé (par exemple le taux résiduel global).⁸¹⁷

8.268. Le Canada répond qu'"en principe" il ne s'oppose pas à l'attribution d'une moyenne simple des taux de droits compensateurs de la période de référence des sociétés utilisées pour calculer une valeur agrégée des importations, comme le suggèrent les États-Unis, mais indique effectivement qu'un tel processus pourrait s'avérer très contraignant pour lui lorsque le nombre de sociétés pertinentes est élevé et que les taux de droits compensateurs de ces sociétés sont modifiés au fil du temps. Il considère donc, en définitive, que sa propre approche, examinée deux paragraphes plus haut, est plus appropriée.⁸¹⁸

8.269. L'Arbitre reconnaît qu'en l'absence de données par société de l'Administration des douanes des États-Unis, les données provenant des sociétés assujetties à un taux non retenu peuvent poser des difficultés au Canada. Cela tient, premièrement, au fait que de multiples taux non retenus peuvent être actifs au moment d'un événement déclencheur. Par ailleurs, le groupe de sociétés

⁸¹⁴ Voir, d'une manière générale, plus haut la section 8.1.1.2.

⁸¹⁵ Nous rappelons que la valeur des importations correspondant au taux résiduel global est la catégorie "résiduelle" de la valeur des importations aussi bien en présence qu'en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis (voir la note de bas de page 547 relative au paragraphe 8.92 et plus haut la section 8.1.1.2.2.1).

⁸¹⁶ Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, tableau révisé 1 (case "Sociétés assujetties à un taux non retenu" dans la dernière colonne "Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis").

⁸¹⁷ États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphes 55 et 56.

⁸¹⁸ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 52.

assujetties à un quelconque taux non retenu unique pourrait être important et les taux de droits compensateurs de la période de référence de ces sociétés pourraient également différer.⁸¹⁹ Par conséquent, le processus visant à déterminer les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels pour ce groupe de sociétés pourrait bien s'avérer complexe et contraignant pour le Canada en l'absence de données de l'Administration des douanes des États-Unis. En outre, les options dont dispose le Canada pour calculer une valeur des importations par société sont plus limitées pour les sociétés assujetties à un taux non retenu que pour celles qui ont fait individuellement l'objet d'une enquête.⁸²⁰ Cela signifie que le Canada pourrait devoir calculer les valeurs des importations pour des *groupes* de sociétés assujetties à un taux non retenu donné et qu'il devrait donc attribuer à cette valeur agrégée des importations en provenance de plusieurs sociétés un taux de droit compensateur de la période de référence unique.

8.270. Compte tenu de ces circonstances, nous considérons qu'il est raisonnable de ménager au Canada une flexibilité additionnelle dans l'attribution des taux de droits compensateurs de la période de référence et des taux de droits compensateurs factuels dans ce contexte. Nous estimons en outre que, comme les examens des dossiers publics pourraient s'avérer contraignants dans ce contexte, toute autre option dont dispose le Canada dans ce contexte pour calculer ces taux devrait être simple à appliquer. Cela est d'autant plus vrai que la seule raison pour laquelle le Canada devrait s'engager dans ce processus est que les États-Unis n'ont pas fourni de données de leur Administration des douanes.

8.271. Nous considérons donc que, dans ce contexte spécifique, en ce qui concerne le taux de droit compensateur de la période de référence⁸²¹, bien que le Canada soit encouragé à calculer les valeurs individuelles des importations et les taux de droits compensateurs individuels associés pour les sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs non retenus factuels, il peut attribuer à toute société ou à tout groupe de sociétés assujetties à des taux de droits compensateurs non retenus factuels au moment de l'événement déclencheur une moyenne simple des taux de droits compensateurs non retenus en vigueur pendant la période de référence.

8.272. En outre, si: a) les dossiers de l'USDOC ne contiennent pas le ou les taux de droits compensateurs de la période de référence et/ou le ou les taux de droits compensateurs factuels pertinents d'une société ou d'un groupe de sociétés; ou si b) le Canada considère qu'il est trop contraignant de calculer les taux de la période de référence et/ou les taux factuels pour une société ou un groupe de sociétés, alors le Canada pourra supposer que la valeur des importations de la société ou des sociétés fait partie de la valeur des importations attribuée au taux résiduel global (voir ci-après). S'il fait cette hypothèse, le Canada en indiquera par écrit les raisons aux États-Unis au moment où il leur transmettra ses calculs des valeurs des importations aux fins des consultations.

8.1.2.3.4 Sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel

8.273. Nous rappelons que le taux résiduel global est établi au terme de l'enquête initiale et reste constant pendant la durée de l'ordonnance en matière de droits compensateurs. Nous notons donc que l'attribution de taux de droits compensateurs aux sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel est une proposition simple. Cela signifie que, à moins que la période de référence ne soit antérieure à l'enquête (auquel cas le taux résiduel global sera nul), le taux de droit compensateur de la période de référence sera le taux résiduel global en vigueur pendant la période de référence.

⁸¹⁹ Le Canada note que, dans le cadre de la procédure concernant les droits compensateurs dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux*, "25 taux de droits compensateurs distincts ont été générés au cours de la procédure" (Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, paragraphe 50) et que "243 sociétés désignées [avaient] demandé à participer au premier réexamen administratif, ce chiffre ayant atteint 260 dans le deuxième réexamen administratif, et 264 sociétés [faisaient] actuellement l'objet du troisième réexamen administratif." (Canada, réponse à la question n° 189 de l'Arbitre, note de bas de page 38 relative au paragraphe 50)

⁸²⁰ Pour les sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête, les valeurs par société peuvent être obtenues soit auprès de la société elle-même soit à l'aide des données figurant dans le dossier de l'USDOC conjointement avec une source de données agrégées. Pour une société assujettie à un taux non retenu, la première possibilité est la seule à pouvoir être utilisée (voir plus haut les sections 8.1.1.2.2.2 et 8.1.1.2.2.3).

⁸²¹ Nous considérons qu'il sera généralement plus difficile d'obtenir les taux de droits compensateurs de la période de référence que les taux de droits compensateurs factuels, car seuls les taux de droits compensateurs attribués le plus récemment à une société sont nécessaires pour obtenir les seconds. Il pourrait toutefois être nécessaire d'examiner plus avant les dossiers publics de l'USDOC pour obtenir des taux de droits compensateurs additionnels de sociétés en cas de modification des taux de droits compensateurs de la période de référence au fil du temps.

Le taux factuel sera aussi le taux résiduel global factuel unique en vigueur à la suite de l'événement déclencheur.

8.1.2.3.5 Nouveaux exportateurs

8.274. Nous rappelons que les nouveaux exportateurs ont été traités séparément dans la section concernant le calcul d'une valeur des importations puisqu'ils représentaient un cas quelque peu particulier dans ce contexte.⁸²² Il en est ainsi parce que la période d'où sont tirées les valeurs des importations d'un nouvel exportateur peut différer de la période de référence. Cependant, nous rappelons également qu'un nouvel exportateur sera assujéti au taux résiduel global avant de se voir attribuer un nouveau taux de droit issu du réexamen lié à de nouveaux exportateurs.⁸²³ Par conséquent, nous précisons ici que le taux de droit compensateur de la période de référence des nouveaux exportateurs sera le taux résiduel global factuel auquel le nouvel exportateur était en fait assujéti pendant la période d'où est tirée la valeur de ses importations. Le taux de droit compensateur factuel d'un nouvel exportateur sera le taux de droit compensateur effectivement attribué au nouvel exportateur au terme du réexamen lié à de nouveaux exportateurs. Si le nouvel exportateur s'est vu attribuer un taux affecté dans le cadre du réexamen lié à de nouveaux exportateurs, alors son taux de droit compensateur contrefactuel sera déterminé conformément aux indications données plus haut dans la section 6.3.3.

8.1.2.4 Attribution de taux de droits uniques aux variétés canadiennes affectées et non affectées

8.275. À ce stade, nous jugeons utile de rappeler que deux des quatre variétés qui doivent être utilisées dans le modèle retenu sont les importations canadiennes affectées et les importations canadiennes non affectées. Nous avons décrit plus haut, dans la section 8.1.1.2, comment le Canada déterminerait les valeurs agrégées des sociétés canadiennes affectées et non affectées. Nous rappelons en outre que le modèle retenu exige l'attribution d'un taux de droit de la période de référence *unique* et d'un taux de droit factuel *unique* à chaque variété de sociétés canadiennes, à savoir les sociétés affectées et non affectées. La variété affectée exigera également l'attribution d'un taux de droit contrefactuel *unique*. Nous rappelons donc qu'il est possible que chacune des deux variétés canadiennes soit déterminée sur la base des valeurs des importations provenant de nombreuses sociétés différentes, qui sont susceptibles d'être assujéties à des taux de droits différents. Par conséquent, il faudrait établir une moyenne des taux de droits de la période de référence, factuels et/ou contrefactuels des différentes entreprises pour obtenir un taux de droit pertinent unique. Ces taux de droits moyens appliqués à l'ensemble des entreprises seront calculés, pour chacun des deux groupes de sociétés affectées et non affectées, comme des moyennes pondérées par les échanges, sur base de la formule suivante:

$$\tau = \sum_j \tau_j \frac{M_j}{\sum_j M_j},$$

où τ_j et M_j désignent respectivement le taux de droit et la valeur des expéditions d'une société j , et où $\sum_j M_j$ représente la somme de l'ensemble des importations de toutes les sociétés au sein du groupe des sociétés affectées ou non affectées.

8.1.3 Résumé des indications concernant les valeurs des importations et les taux de droits

8.276. Nous avons fourni plus haut, dans les sections 8.1.1.2 et 8.1.2, des indications sur le calcul des valeurs des importations pour les sociétés canadiennes affectées et non affectées et sur l'attribution de taux de droits y relatifs. Par souci de commodité, ces indications sont résumées dans le tableau ci-après. Nous soulignons que ce tableau est par nature sommaire et que les indications plus détaillées figurant dans les sections plus haut feront donc autorité. Nous incluons également un tableau résumant les délais pertinents s'agissant des processus de calcul des valeurs des importations.

⁸²² Voir plus haut la section 8.1.1.2.3.

⁸²³ Voir États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 3; Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 277 de l'Arbitre, paragraphe 5.

Tableau 4: Résumé des indications sur le calcul des valeurs des importations et des taux de droits

Type de taux de droit compensateur factuel auquel la société est assujettie immédiatement après l'événement déclencheur	Valeur des importations	Taux de droits de la période de référence et factuels ⁸²⁴
Taux de droit compensateur individuel (c'est-à-dire pour avoir fait individuellement l'objet d'une enquête/d'un réexamen)⁸²⁵	Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis Identifier et déterminer les valeurs des importations pour la société considérée sur la base des données désagrégées de l'Administration des douanes des États-Unis fournies par les États-Unis.	Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis Le taux de droit compensateur de la période de référence sera le taux de droit compensateur (le cas échéant) appliqué aux expéditions de la société qui est indiqué dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis. L'Administration des douanes des États-Unis communiquera également le taux de droit compensateur factuel. Si le taux de droit compensateur de la période de référence d'une société est modifié pendant la période de référence, chaque taux de droit compensateur applicable à cette société sera pondéré par le nombre de mois pendant lesquels il était en vigueur, en arrondissant au nombre de mois entier supérieur ou inférieur (supérieur si le taux de droit compensateur était en vigueur pendant au moins la moitié du mois).
	Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis Le Canada identifiera chaque société sur la base des dossiers de l'USDOC, et pourra, à sa discrétion: 1) obtenir les valeurs des importations pour la période de référence directement auprès de la société; ou 2) utiliser des données sur les ventes de la société aux États-Unis, exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques, provenant du dossier de la procédure de l'USDOC en matière de droits compensateurs dans lequel la période couverte par l'enquête/le réexamen est la plus proche de la période de référence ⁸²⁶ afin de déterminer la part détenue par la société dans les importations totales des États-Unis en provenance du Canada conjointement avec des données issues d'une source de données agrégées, et en l'adaptant à la valeur totale des importations des États-Unis en provenance du Canada pendant la période de référence. 3) Si les deux options 1) et 2) susmentionnées ne sont pas disponibles, alors il sera supposé que la valeur des importations de la société fait partie de la valeur des importations assujetties au taux résiduel global (voir ci-après).	Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis Les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels applicables aux sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête ou d'un réexamen seront normalement disponibles dans les dossiers publics de l'USDOC. Si un taux de droit compensateur de la période de référence pertinent a été modifié pendant la période de référence, chaque taux de droit compensateur applicable sera pondéré par le nombre de mois pendant lesquels il était en vigueur, en arrondissant au nombre de mois entier supérieur ou inférieur (supérieur si le taux de droit compensateur était en vigueur pendant au moins la moitié du mois). Si les dossiers de l'USDOC ne contiennent pas le ou les taux de droits compensateurs de la période de référence et/ou le ou les taux de droits compensateurs factuels pertinents d'une société, alors le Canada peut supposer que la valeur des importations de la société fait partie de la valeur des importations attribuée au taux résiduel global (voir ci-après).

⁸²⁴ Les instructions relatives au calcul des taux de droits contrefactuels sont présentées plus haut dans la section 6.3.

⁸²⁵ Cette catégorie comprend des sociétés exclues du champ de l'ordonnance en matière de droits compensateurs.

⁸²⁶ Le dossier de l'USDOC choisi n'a pas besoin de se rapporter au segment de la procédure de l'USDOC considéré comme étant l'événement déclencheur pertinent.

Type de taux de droit compensateur factuel auquel la société est assujettie immédiatement après l'événement déclencheur	Valeur des importations	Taux de droits de la période de référence et factuels ⁸²⁴
Taux non retenu factuel	Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis Identifier et déterminer les valeurs des importations pour cette catégorie de sociétés sur la base des données désagrégées de l'Administration des douanes des États-Unis fournies par les États-Unis.	Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis Le taux de droit compensateur de la période de référence sera le taux de droit compensateur (le cas échéant) appliqué aux expéditions de la société qui est indiqué dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis. L'Administration des douanes des États-Unis communiquera également le taux de droit compensateur factuel. Si le taux de droit compensateur de la période de référence d'une société est modifié pendant la période de référence, chaque taux de droit compensateur applicable à cette société sera pondéré par le nombre de mois pendant lesquels il était en vigueur, en arrondissant au nombre de mois entier supérieur ou inférieur (supérieur si le taux de droit compensateur était en vigueur pendant au moins la moitié du mois).
	Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis Le Canada identifiera chaque société sur la base des dossiers de l'USDOC, et pourra, à sa discrétion : <ol style="list-style-type: none"> 1) obtenir les valeurs des importations pour la période de référence directement auprès des sociétés pertinentes; ou 2) obtenir les valeurs des importations pour la période de référence auprès de Statistique Canada (c'est-à-dire les valeurs agrégées des importations pour les catégories à 8 chiffres pertinentes en ce qui concerne les sociétés assujetties à un taux non retenu factuel). 3) Si les deux options 1) et 2) susmentionnées ne sont pas disponibles, ou si le Canada considère qu'il est trop contraignant d'utiliser ces options pour calculer la valeur des importations pour une société ou un groupe de sociétés, alors il sera supposé que la valeur des importations de la ou des sociétés fait partie de la valeur des importations assujetties au taux résiduel global (voir ci-après dans le présent tableau). 	Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis Les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels seront normalement disponibles dans les dossiers publics de l'USDOC. Si le taux de droit compensateur de la période de référence d'une société a été modifié pendant la période de référence, chaque taux de droit compensateur applicable à cette société sera pondéré par le nombre de mois pendant lesquels il était en vigueur, en arrondissant au nombre de mois entier supérieur ou inférieur (supérieur si le taux de droit compensateur était en vigueur pendant au moins la moitié du mois). À titre subsidiaire, en ce qui concerne le taux de droit compensateur de la période de référence, le Canada peut attribuer à toute société ou à tout groupe de sociétés (même si ces sociétés sont assujetties à des taux de droits compensateurs non retenus factuels différents immédiatement après l'événement déclencheur) une moyenne simple des taux de droits compensateurs non retenus en vigueur pendant la période de référence. Si : a) les dossiers de l'USDOC ne contiennent pas le ou les taux de droits compensateurs de la période de référence et/ou le ou les taux de droits compensateurs factuel(s) pertinents d'une société ou d'un groupe de sociétés; ou si b) le Canada considère qu'il est trop contraignant de calculer les taux de la période de référence et/ou les taux factuels pour une société ou un groupe de sociétés, alors le Canada pourra supposer que la valeur des importations de la société ou des sociétés fait partie de la valeur des importations attribuée au taux résiduel global (voir ci-après).

Type de taux de droit compensateur factuel auquel la société est assujettie immédiatement après l'événement déclencheur	Valeur des importations	Taux de droits de la période de référence et factuels ⁸²⁴
Taux résiduel global factuel	Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis Identifier et déterminer les valeurs des importations pour cette catégorie de sociétés sur la base des données désagrégées de l'Administration des douanes des États-Unis fournies par les États-Unis. Dans l'ensemble des données reçues de l'Administration des douanes des États-Unis, les valeurs des importations des sociétés assujetties au taux résiduel global seront déterminées sur la base de la valeur totale des importations des États-Unis en provenance du Canada (pour tous les codes du TDH pertinents ou le numéro de l'affaire concernant les droits compensateurs, selon le cas) à l'exclusion des valeurs des importations imputables aux sociétés ayant fait individuellement l'objet d'une enquête/d'un réexamen, (le cas échéant) aux nouveaux exportateurs, et/ou (le cas échéant) aux sociétés assujetties à des taux non retenus factuels. La valeur résiduelle totale des importations sera imputée aux sociétés assujetties à un taux résiduel global factuel au moment de l'événement déclencheur.	Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis Le taux de droit compensateur de la période de référence sera le taux de droit compensateur (le cas échéant) appliqué aux expéditions de la société qui est indiqué dans les données de l'Administration des douanes des États-Unis. L'Administration des douanes des États-Unis communiquera également le taux de droit compensateur factuel.
	Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis Le Canada pourra, à sa discrétion : 1) obtenir les valeurs des importations pour la période de référence directement auprès des sociétés pertinentes ⁸²⁷ ; ou 2) obtenir les valeurs des importations pour la période de référence auprès de Statistique Canada (c'est-à-dire les valeurs des importations agrégées pour les catégories à 8 chiffres pertinentes, à l'exclusion des valeurs provenant de sociétés pour lesquelles le Canada pouvait calculer les valeurs des importations par d'autres moyens); ou 3) premièrement, déterminer la valeur totale des importations canadiennes du produit pertinent en utilisant tous les codes du TDH pertinents de l'ordonnance en matière de droits compensateurs et les bases de données USA Trade Online/DataWeb de l'USITC, et en retranchant de cette valeur totale les valeurs des importations pendant la période de référence calculées pour les sociétés pour lesquelles le Canada pouvait calculer les valeurs des importations par d'autres moyens.	Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis Les taux de droits compensateurs de la période de référence et les taux de droits compensateurs factuels pour les sociétés assujetties au taux résiduel global seront obtenus dans les dossiers publics de l'USDOC.

⁸²⁷ Si le Canada utilise cette option, voir plus loin dans cette cellule pour obtenir des instructions additionnelles.

Type de taux de droit compensateur factuel auquel la société est assujettie immédiatement après l'événement déclencheur	Valeur des importations	Taux de droits de la période de référence et factuels ⁸²⁴
	Dans la mesure où le Canada utilise la méthode 1) susmentionnée, il doit quand même utiliser soit la méthode 2) soit la méthode 3) pour identifier toutes les valeurs additionnelles et résiduelles des importations qui devraient également être imputées aux sociétés (potentiellement inconnues) assujetties à un taux résiduel global factuel.	
Nouveaux exportateurs	<p>Avec les données de l'Administration des douanes des États-Unis</p> <p>Le Canada demandera les renseignements suivants à l'Administration des douanes des États-Unis:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les renseignements normalement exigés dans la notification initiale pour la période de référence, qui comprendront les expéditions du nouvel exportateur pendant la période de référence; b) la valeur des importations du nouvel exportateur au cours des 12 derniers mois civils entiers précédant immédiatement la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs comprenant l'événement déclencheur; et c) la date de la première expédition du produit pertinent du nouvel exportateur vers les États-Unis. <p>Tous les renseignements seront communiqués par les États-Unis dans le même délai que celui qui est spécifié plus haut au paragraphe 8.106.</p> <p>Si la première expédition du nouvel exportateur a eu lieu avant le début de la période de référence, ou pendant le premier mois de la période de référence, alors les données de l'Administration des douanes des États-Unis de la période de référence seront utilisées pour calculer la valeur des importations du nouvel exportateur comme pour toute autre société.</p> <p>Si la première expédition du nouvel exportateur a été effectuée au moins 1 mois après le début de la période de référence, alors la valeur des importations du nouvel exportateur proviendra de la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals du réexamen lié à de nouveaux exportateurs.</p> <p>Si la première expédition du nouvel exportateur vers les États-Unis a eu lieu à une date postérieure au début de la période de 12 mois, alors le Canada annualisera la valeur des importations du nouvel exportateur. Le Canada traitera la valeur (ou la valeur annualisée) des importations pendant la période de 12 mois précédant la publication des résultats finals comme la valeur des importations du nouvel exportateur pendant la période de référence.</p>	<p>Avec des données de l'Administration des douanes des États-Unis</p> <p>Le taux de droit compensateur de la période de référence du nouvel exportateur sera le taux résiduel global factuel auquel le nouvel exportateur était en fait assujetti pendant la période d'où est tirée la valeur de ses importations (que le taux résiduel global soit ou non affecté par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD). Le taux de droit compensateur factuel du nouvel exportateur sera le taux de droit compensateur attribué au nouvel exportateur dans le cadre du réexamen lié à de nouveaux exportateurs.</p>

Type de taux de droit compensateur factuel auquel la société est assujettie immédiatement après l'événement déclencheur	Valeur des importations	Taux de droits de la période de référence et factuels ⁸²⁴
	<p>Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis</p> <p>Le Canada pourra, à sa discrétion:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) obtenir, directement auprès du nouvel exportateur, les mêmes renseignements que ceux demandés à l'Administration des douanes des États-Unis qui sont énoncés aux points a), b) et (c) (voir la case ci-dessus) et utiliser ces valeurs comme indiqué dans la case précédente; ou 2) le Canada pourra également utiliser les valeurs des ventes du nouvel exportateur exprimées sous forme d'une fourchette pour les rendre publiques de la période couverte par l'enquête en ce qui concerne ledit exportateur provenant du dossier public de l'USDOC et utiliser ces valeurs comme indiqué dans la case précédente. <p>Si les deux options 1) et 2) énoncées dans la case précédente ne sont pas disponibles, c'est-à-dire que la valeur des importations du nouvel exportateur ne peut pas être déterminée, le réexamen lié à de nouveaux exportateurs ne sera pas considéré comme un événement déclencheur et tout niveau d'ARA calculé précédemment demeurera inchangé.</p>	<p>Sans données de l'Administration des douanes des États-Unis</p> <p>Le taux de droit compensateur de la période de référence et le taux de droit compensateur factuel pour le nouvel exportateur seront déterminés comme indiqué dans la case précédente.</p>

Tableau 5: Délais pour les calculs des valeurs des importations

Événement	Temps imparti
Pas de délai imparti au Canada pour qu'il adresse aux États-Unis la notification initiale à la suite d'un événement déclencheur, mais après cette notification initiale, l'Administration des douanes des États-Unis réunit des données et les communique au Canada dans le délai indiqué à droite.	45 jours civils
Après réception des données de l'Administration des douanes des États-Unis, le Canada dispose d'un délai pour y vérifier l'existence de toutes erreurs alléguées et pour en informer les États-Unis.	30 jours civils
Délai pour achever les consultations après que le Canada a notifié aux États-Unis les erreurs alléguées figurant dans les données de leur Administration des douanes.	Deux semaines (14 jours civils)
Si les données de l'Administration des douanes des États-Unis ne lui sont pas communiquées, alors le Canada n'est soumis à aucun délai pour le calcul de la valeur des importations. Mais une fois qu'il aura déterminé les valeurs des importations, le Canada les transmettra aux États-Unis. Le délai imparti aux États-Unis pour formuler des observations sur ces données et pour engager des consultations avec le Canada au sujet de ces données est indiqué à droite.	Deux semaines (14 jours civils)
Tous les délais indiqués plus haut peuvent être prorogés par consentement mutuel des parties.	

8.1.4 Élasticité de substitution d'Armington (σ)

8.277. Dans les modèles d'Armington, les produits sont traités comme des substituts imparfaits. L'élasticité de substitution est le paramètre qui régit le degré de substituabilité entre les variétés. Nous estimons utile de mentionner deux choses au sujet des élasticités de substitution dès le départ, à titre d'information. Premièrement, plus l'élasticité de substitution est élevée, plus les consommateurs considèrent les produits comme des substituts. Deuxièmement, dans les méthodes proposées par les deux parties, le niveau de l'ARA augmente à mesure que l'élasticité de substitution devient plus importante.

8.278. Le Canada allègue que l'élasticité de substitution est un intrant très important dans le modèle, et peut varier considérablement d'un produit à l'autre.⁸²⁸ Il a initialement présenté des estimations de l'élasticité de substitution provenant d'une étude de Caliendo et Parro (publiée en 2015).⁸²⁹ À partir de taux de droits bilatéraux, Caliendo et Parro ont estimé les élasticités de substitution pour 20 "secteurs de biens marchands" de la CITI Rév.3.⁸³⁰ Le Canada allègue que 98,5% des importations canadiennes qui font généralement l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs, c'est-à-dire les importations autres que celles relevant des chapitres 98 et 99 du SH, sont directement couvertes par les élasticités sectorielles de Caliendo et Parro, qui, selon le Canada, sont fiables parce qu'elles se sont révélées généralement compatibles avec les résultats de l'ALENA.⁸³¹

8.279. Les États-Unis ne souscrivent pas à la proposition du Canada d'utiliser les estimations de l'élasticité de Caliendo et Parro dans ce contexte pour quatre raisons principales. Premièrement, ils affirment que l'étude de Caliendo et Parro "utilise des droits de douane et des données commerciales de 1993", c'est-à-dire des données périmées.⁸³² Deuxièmement, ils relèvent dans cette même étude une mise en garde selon laquelle dans le modèle, "l'élasticité des échanges en ce qui concerne les coûts du commerce est la dispersion de la productivité, et n'est pas l'élasticité de substitution comme dans les modèles d'Armington".⁸³³ Troisièmement, ils soutiennent que, "[t]out comme les élasticités de la demande dans la base de données du [Global Trade Analysis Project (GTAP)], ces élasticités ne sont pas censées être utilisées dans une analyse de l'équilibre partiel par produit".⁸³⁴ Quatrièmement, ils notent que les secteurs de Caliendo et Parro sont fortement agrégés et pourraient donc probablement aboutir à des résultats inexacts s'ils étaient appliqués dans un modèle ayant trait uniquement à des produits spécifiques, comme ce sera probablement le cas de ce modèle.⁸³⁵ Ils notent également que l'Arbitre *États-Unis – Lave-Linge (article 22:6 – États-Unis)* a utilisé des estimations plus granulaires pour l'élasticité de substitution provenant d'une source différente (c'est-à-dire Soderbery 2015, qui estime les élasticités au niveau des positions à huit et dix chiffres du SH), et que "le Canada n'explique pas son choix de s'appuyer sur une source différente".⁸³⁶

8.280. Le Canada répond que les élasticités qu'il propose "sont objectives et statistiquement obtenues par une tierce partie, aptes à être utilisées dans un modèle d'Armington", "ont fait l'objet d'un examen par les pairs et été utilisées par la suite par un certain nombre d'études empiriques sur le commerce", et "sont largement reconnues comme fournissant des mesures fiables, indépendantes

⁸²⁸ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 22.

⁸²⁹ Caliendo and Parro, "Estimates of the Trade and Welfare Effects of NAFTA", *The Review of Economic Studies*, Vol. 82, No. 1 (January 2015), pages 1 à 44 (Caliendo et Parro) (pièce CAN-6).

⁸³⁰ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 22 et note de bas de page 11 y relative. La CITI Rev.3 désigne la troisième version révisée de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI).

⁸³¹ Canada, rapport méthodologique, paragraphes 22 et 23. D'un point de vue technique, il convient de noter que le Canada établit une correspondance entre les élasticités de Caliendo et Parro et les sous-positions à six chiffres du SH (classification du SH 2007), qu'il met ensuite en concordance avec la classification du SH 2017. Celui-ci calcule ensuite une moyenne pondérée dans chacun des 98 chapitres du SH, des coefficients de pondération étant donnés par la part que représente chaque produit au niveau de la position à six chiffres du SH dans les importations totales des États-Unis en provenance du Canada en 2019.

⁸³² États Unis, communication écrite, paragraphe 115.

⁸³³ États-Unis, communication écrite, note de bas de page 125 relative au paragraphe 115 (citant Caliendo et Parro (pièce CAN-6), page 16).

⁸³⁴ États Unis, communication écrite, paragraphe 115.

⁸³⁵ États Unis, communication écrite, paragraphe 115. Les États-Unis fournissent des données qui "démontrent [prétendument] l'existence d'une grande divergence entre l'élasticité de substitution retenue par les Arbitres *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)* et *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, ainsi que les estimations de la Commission dans l'enquête *Papier supercalandré*, et les élasticités de substitution de Caliendo et Parro que le Canada propose d'utiliser". (États-Unis, communication écrite, paragraphe 117, citant le tableau 2 de l'appendice 3)

⁸³⁶ États-Unis, communication écrite, note de bas de page 127 relative au paragraphe 117. Lorsque l'Arbitre *États-Unis – Lave-Linge (article 22:6 – États-Unis)* a élaboré son modèle prospectif en ce qui concerne la mesure dont il avait été constaté qu'elle était "en tant que telle" incompatible avec les règles de l'OMC, il s'est appuyé sur les élasticités de substitution estimées par A. Soderbery, "Estimating Import Supply and Demand Elasticities: Analysis and Implications", *Journal of International Economics*, 96(1), May 2015, au niveau des chapitres du SH (voir la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.72).

et objectives des élasticités de substitution".⁸³⁷ Il affirme en outre que les élasticités de substitution de Caliendo et Parro étaient "particulièrement adaptées au calcul du niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages sur la base des effets sur le commerce d'une modification des droits visant les importations des États-Unis en provenance du Canada".⁸³⁸ La raison en est qu'elles sont "obtenues à partir des différences dans les coûts du commerce" et prennent donc directement en compte "la réaction à la demande d'importation résultant des modifications des niveaux des droits de douane".⁸³⁹ Enfin, le Canada rejette la critique des États-Unis selon laquelle les élasticités qu'il propose sont obtenues à partir d'un modèle ricardien plutôt que d'un modèle d'Armington, alléguant qu'"il s'agit d'une distinction qui ne fait aucune différence".⁸⁴⁰

8.281. Comme solution de rechange à l'utilisation des élasticités de Caliendo et Parro, les États-Unis ont initialement suggéré de "s'appuyer sur le rapport [de l'USITC] de l'enquête sur le produit futur spécifique en tant que source pour l'élasticité de substitution".⁸⁴¹ Ils indiquent que "[l]a Commission estime qualitativement l'élasticité de la demande, l'élasticité de substitution et l'élasticité de l'offre intérieure pour chaque produit faisant l'objet d'une enquête en matière de droits compensateurs (ou de droits antidumping) dans son rapport d'enquête", et que "les estimations de l'élasticité devraient être la médiane de la fourchette des élasticités estimées déterminées par la Commission".⁸⁴²

8.282. Le Canada fait valoir que l'utilisation des élasticités de substitution estimées par l'USITC n'est pas appropriée parce que "les méthodes de l'USITC ne permettent pas de produire des résultats constants et vérifiables".⁸⁴³

8.283. L'Arbitre note que les sources proposées par les deux parties pour l'élasticité de substitution pourraient être employées en principe, bien qu'il apparaisse qu'elles présentent toutes deux des faiblesses importantes dans ce contexte.

8.284. L'Arbitre considère que le principal inconvénient des élasticités de substitution de Caliendo et Parro qui sont proposées par le Canada est qu'elles sont estimées à partir de données commerciales sectorielles fortement agrégées. Les élasticités de substitution plus agrégées sont généralement moins élevées que les élasticités de substitution au niveau du produit.⁸⁴⁴ Comme le niveau estimé de l'ARA augmente avec la valeur des élasticités de substitution, et comme les produits sur lesquels des droits compensateurs sont imposés ne se situeraient fort probablement pas à un tel niveau sectoriel, l'utilisation des élasticités de Caliendo et Parro aurait donc tendance à sous-estimer le niveau de l'ARA. L'Arbitre rejette donc l'utilisation des élasticités de substitution de Caliendo et Parro.

8.285. S'agissant de l'approche privilégiée par les États-Unis qui consiste à s'appuyer sur des élasticités de substitution estimées par l'USITC, les États-Unis expliquent que l'USITC détermine une fourchette d'élasticités de substitution possibles spécifiquement pour un produit faisant l'objet de l'enquête en utilisant des renseignements tirés de questionnaires, d'auditions et de jugements d'experts des services de l'USITC.⁸⁴⁵ L'Arbitre note qu'il apparaît que les élasticités de substitution estimées obtenues par l'USITC sont fondées sur des méthodes qui sont assez peu transparentes et reproductibles. En outre, compte tenu de la nature prospective de la présente procédure d'arbitrage, les déterminations futures de l'USITC ne figurent pas dans le dossier soumis à l'Arbitre et ne peuvent

⁸³⁷ Canada, communication écrite, paragraphe 146 (citant D. Riker, "A Trade Cost Approach to Estimating the Elasticity of Substitution", USITC Economics Working Paper Series (2020) (pièce CAN-31), note de bas de page 2).

⁸³⁸ Canada, communication écrite, paragraphe 147.

⁸³⁹ Canada, communication écrite, paragraphe 147.

⁸⁴⁰ Canada, communication écrite, paragraphe 148 (répondant à une allégation figurant dans la communication écrite des États-Unis, paragraphe 115). D'un point de vue plus technique, le Canada réitère l'affirmation de Caliendo et Parro selon laquelle, après la conversion de la dispersion de la productivité en élasticité de substitution et du paramètre de la technologie en paramètre du biais national, "l'équation de gravité implicite dans le modèle [ricardien] [...] est identique à celle du modèle d'Armington" (Caliendo et Parro (pièce CAN-6), note de bas de page 20).

⁸⁴¹ États Unis, communication écrite, paragraphe 118.

⁸⁴² États Unis, communication écrite, paragraphe 104.

⁸⁴³ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphe 26.

⁸⁴⁴ Par exemple, plus les élasticités de substitution estimées par Fontagné, Guimbard et Orefice (2018) sont faibles, plus leurs données commerciales sous-jacentes sont agrégées: l'élasticité de substitution médiane est de 9,0 pour les produits au niveau de la position à six chiffres du SH, de 7,2 pour les produits au niveau de la position à quatre chiffres du SH et de 6,0 pour les secteurs du GTAP.

⁸⁴⁵ États-Unis, réponse à la question n° 57 de l'Arbitre, paragraphes 155 et 156.

pas encore y figurer et, en conséquence, l'Arbitre ne peut pas les évaluer.⁸⁴⁶ Il rejette donc l'utilisation des élasticités de substitution de l'USITC.

8.286. Compte tenu des faiblesses susmentionnées associées aux propositions du Canada et des États-Unis dans ce contexte, l'Arbitre a examiné une autre source de données, c'est-à-dire les élasticités des échanges accessibles au public calculées par Fontagné, Guimbard et Orefice (2021) (pièce CAN-139) ("FGO")⁸⁴⁷ au niveau relativement désagrégé des sous-positions du SH (à six chiffres). Les estimations de FGO reposent sur un modèle de gravité structurelle, qui est fondé sur une théorie économique solide.⁸⁴⁸ Ainsi, les calculs de FGO sont largement reconnus comme une méthode fiable pour estimer les élasticités des échanges. L'Arbitre a proposé aux parties ce qui suit: pour chaque sous-position à six chiffres du SH, le Canada calculerait l'élasticité de substitution σ comme étant $1 - \varepsilon$, ε étant l'élasticité des échanges de FGO. Il a en outre proposé de faire correspondre les élasticités de substitution avec les codes à dix chiffres du TDH mentionnés dans la description des produits visés figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente se rapportant au produit pertinent, pour produire une élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs devant être utilisée comme donnée d'entrée pour la modélisation.

8.287. Le Canada a indiqué à plusieurs reprises que les élasticités des échanges estimées par FGO au niveau de la position à six chiffres de la classification du SH étaient "une source appropriée et fiable pour les élasticités de substitution".⁸⁴⁹ Il a en outre a) suggéré d'aligner les élasticités de FGO – qui figurent dans la classification du SH 2007 – "sur la classification actuelle au niveau de la position à six chiffres du SH"; et b) présenté des "contre-propositions concernant la manière de tenir compte des valeurs manquantes et des aberrations statistiques".⁸⁵⁰

8.288. En réponse à plusieurs questions posées par l'Arbitre pour obtenir des éclaircissements sur la question, les États-Unis ont révisé leurs vues concernant les sources de données appropriées pour l'élasticité de substitution. Ils ont finalement proposé une approche à trois étages pour déterminer l'élasticité de substitution.⁸⁵¹ Selon eux, la première option consisterait à s'appuyer sur les estimations de l'USITC. Dans le "cas peu probable où de futures élasticités de substitution par produit ne seraient pas disponibles dans le rapport de la Commission", la deuxième option consisterait à "donner pour instruction aux parties de se consulter et d'utiliser une source future, y compris en examinant les publications de recherche mises à jour".⁸⁵² Si la première et la deuxième options devaient ne pas être viables, la troisième option consisterait à calculer l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs en tant que valeur médiane de l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs calculée "à partir de chacune des trois études spécialisées: Soderbery (2015), Ahmad et Riker (2019) et la version la plus récente de [FGO]".⁸⁵³ Les États-Unis analysent en détail la façon de calculer les élasticités de substitution par

⁸⁴⁶ L'Arbitre considère toutefois que si tel était le cas, les estimations de l'USITC seraient probablement de meilleurs choix en vue d'une utilisation dans un modèle économique. Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.36 (utilisant des estimations de l'élasticité de l'USITC préexistantes pour un modèle d'Armington rétrospectif plutôt que prospectif).

⁸⁴⁷ L. Fontagné, H. Guimbard et G. Orefice (2021), "Tariff-Based Product-Level Trade Elasticities", disponible à l'adresse suivante: https://drive.google.com/file/d/1vHjbet_GA4nh0Jy1ShKHG7RAnyLzTWL7_/view. Les données sont disponibles à l'adresse suivante: <https://sites.google.com/view/product-level-trade-elasticity>. Le Canada a présenté des élasticités des échanges de FGO au niveau de la position à six chiffres, avec une mise en concordance entre la classification initiale du SH 2007 et la classification du SH 2017 ("FGO Dataset B" (pièce CAN-139)).

⁸⁴⁸ Voir, d'une manière générale, World Trade Organization and United Nations Conference on Trade and Development, *A Practical Guide to Trade Policy Analysis* (Published 2012) (pièce CAN-3); Head and Mayer, "Gravity Equations: Workhorse, Toolkit, and Cookbook", in Gopinath et al., *Handbook of International Economics*, Vol. 4 (2014) (pièce CAN-5).

⁸⁴⁹ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 226. Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 50, n° 133 et n° 194.

⁸⁵⁰ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 226.

⁸⁵¹ États-Unis, réponse à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphes 35 à 39.

⁸⁵² États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.2.

⁸⁵³ États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.2. (notes de bas de page omises) Voir aussi Anson Soderbery, "Estimating Import Supply and Demand Elasticities: Analysis and Implications", *Journal of International Economics*, Vol. 96, Issue 1, May 2015 (pièce USA-24); et Saad Ahmad & David Riker, "A Method for Estimating the Elasticity of Substitution and

ordonnance en matière de droits compensateurs à partir de chacune de ces trois sources de données, compte tenu de possibles valeurs manquantes et aberrations statistiques. Ils montrent que, dans l'affaire Bois de construction résineux, l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs serait de 2,24 si elle était calculée selon Soderbery (2015), de 3,82 si elle était calculée selon Ahmad et Riker (2019), et de 18,98 si elle était calculée selon FGO; la valeur médiane est donc l'estimation de 3,82 d'Ahmad et Riker (2019).⁸⁵⁴ Enfin, ils indiquent que, dans les calculs de l'élasticité de substitution, seuls les codes primaires de référence à dix chiffres du TDH des États-Unis mentionnés dans la description des produits visés figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente devraient être utilisés, "pour éviter une surinclusion d'importations".⁸⁵⁵

8.289. En réponse aux propositions révisées des États-Unis, le Canada réitère son objection à l'utilisation des élasticités de l'USITC⁸⁵⁶, rejette l'approche étagée proposée par les États-Unis comme étant "indéfendable, pas pratique et non nécessaire"⁸⁵⁷, et formule des observations détaillées uniquement sur la troisième option qu'ils proposent. Selon le Canada, Soderbery (2015) est une source qui n'est pas appropriée ni fiable pour les élasticités de substitution parce qu'il "n'utilise pas de renseignements sur les différences dans les droits de douane et droits"⁸⁵⁸ et parce que "[sa] méthode se traduit par un pourcentage élevé de catégories du SH pour lesquelles aucune estimation n'est possible, ou donne des résultats irréalisables".⁸⁵⁹ Le Canada rejette en outre l'utilisation d'Ahmad et Riker (2019) parce que les résultats reposent sur des "hypothèses hasardeuses concernant la nature de la concurrence", et parce que les États-Unis "n'ont pas cherché à déterminer si les hypothèses sous-tendant Ahmad et Riker [étaient] appropriées pour les produits auxquels le modèle [pouvait] être appliqué et qu'il n'y [avait] pas non plus de raison de croire que c'était le cas".⁸⁶⁰ En outre, selon le Canada, ni Soderbery (2015) ni Ahmad et Riker (2019) ne "permettent de déterminer la fiabilité statistique des valeurs obtenues".⁸⁶¹ Par conséquent, selon lui, "l'Arbitre devrait rejeter la proposition des États-Unis d'utiliser une valeur d'élasticité de substitution médiane entre [FGO], Soderbery (2015) et Ahmad et Riker (2019)".⁸⁶²

8.290. Ayant décidé de rejeter la suggestion initiale du Canada de s'appuyer sur les élasticités de Caliendo et Parro ainsi que l'approche privilégiée par les États-Unis consistant à s'appuyer sur les estimations de l'USITC, l'Arbitre identifie trois autres questions devant faire l'objet d'un examen et d'une décision. La première est de savoir quels codes à dix chiffres du TDH figurant dans une ordonnance en matière de droits compensateurs donnée doivent être utilisés dans les calculs de l'élasticité de substitution. La deuxième est de savoir s'il faut accepter ou rejeter l'approche étagée des États-Unis. En dernier lieu, nous examinons s'il convient d'accepter ou de rejeter la suggestion des États-Unis de s'appuyer sur diverses sources de données dans le cadre de leur troisième option.

8.291. Premièrement, l'Arbitre examine s'il convient, comme les États-Unis le suggèrent, d'utiliser uniquement les codes "primaires" à dix chiffres du TDH mentionnés dans la description des produits visés figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente dans les calculs relatifs à l'élasticité de substitution. Nous rappelons que, plus haut dans la section 8.1.1.2.1.2 a), l'Arbitre a décidé d'inclure tous les codes du TDH, et pas seulement les codes primaires du TDH mentionnés dans la description des produits visés dans l'ordonnance en matière de droits

Import Sensitivity by Industry", USITC Office of Economics Working Paper Series (May 2019) ("Ahmad et Riker (2019)" (pièce USA-27).

⁸⁵⁴ États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, tableau A, paragraphe 233.

⁸⁵⁵ États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, paragraphe 213 (faisant référence à États-Unis, réponse à la question n° 178 de l'Arbitre, paragraphe 103; États-Unis, réponse à la question n° 265 de l'Arbitre, paragraphes 199 et 200).

⁸⁵⁶ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 160.

⁸⁵⁷ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphe 25.

⁸⁵⁸ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 163.

⁸⁵⁹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 164.

⁸⁶⁰ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 167.

⁸⁶¹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 168.

⁸⁶² Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la troisième série de questions de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 172.

compensateurs pertinente au moment de déterminer les valeurs des importations. La même approche en l'espèce est, à notre avis, la plus raisonnable pour garantir le plus de cohérence possible entre les biens qui sont pris en compte dans les calculs des valeurs des importations et ceux qui sont pris en compte dans le calcul de l'élasticité de substitution. L'Arbitre donne donc pour instruction au Canada d'inclure tous les codes du TDH mentionnés dans la description des produits visés figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente dans le calcul de l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs.

8.292. Deuxièmement, l'Arbitre considère que la deuxième option proposée par les États-Unis dans le cadre de leur approche étagée (c'est-à-dire s'appuyer sur des sources futures non spécifiées dans le cas où les élasticités de substitution de l'USITC ne seraient pas disponibles) provoquerait probablement des désaccords futurs entre les parties, possibilité que les États-Unis eux-mêmes ont reconnue.⁸⁶³ Dans ce contexte, nous notons que, même si les parties devaient se mettre d'accord sur une source de données particulière dans le futur, la mise en œuvre technique de cette source de données pourrait être complexe et sujette à interprétation. L'Arbitre rejette donc cette suggestion des États-Unis.

8.293. Troisièmement, l'Arbitre examine le caractère raisonnable de la troisième option proposée par les États-Unis dans le cadre de leur approche étagée (c'est-à-dire s'appuyer sur trois sources de données différentes pour calculer l'élasticité de substitution). Ainsi, nous notons que le calcul d'une élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs à partir de chacune des trois sources de données indiquées par les États-Unis (FGO; Soderbery (2015); et Ahmad et Riker (2019)) risque d'imposer une charge importante au Canada, parce que celui-ci devrait suivre des instructions détaillées (en particulier en ce qui concerne les valeurs manquantes et les aberrations statistiques) qui seraient spécifiques à chacune des trois sources de données.⁸⁶⁴

8.294. Par ailleurs, l'Arbitre considère que FGO propose des estimations raisonnablement exactes et fiables pour les élasticités de substitution. Comme il a déjà été indiqué, les estimations de FGO sont largement considérées comme fiables, et elles existent au niveau relativement désagréé des positions à six chiffres du SH. De plus, aucune des parties n'a formulé d'objections importantes concernant l'utilisation des estimations de FGO, et le Canada considère expressément que ces estimations sont fiables.⁸⁶⁵ Nous notons que les États-Unis ont montré que, dans le cas spécifique de l'ordonnance en matière de droits compensateurs Bois de construction résineux, l'élasticité de substitution de FGO était environ quatre fois plus élevée que l'élasticité de substitution d'Ahmad et Riker (2019), qui se trouve être la valeur médiane entre FGO, Soderbery (2015) et Ahmad et Riker (2019) dans ce cas particulier. Toutefois, nous considérons que le simple fait que certaines estimations de l'élasticité de substitution peuvent varier dans certains cas particuliers ne remet pas en question la fiabilité générale des estimations de FGO. Cela est d'autant plus vrai que les États-Unis ne démontrent pas que les estimations de FGO sont en quelque sorte moins fiables que les deux autres sources dans le contexte de l'exemple Bois de construction résineux (ou par rapport à n'importe quel autre produit potentiel). Par conséquent, l'Arbitre rejette la proposition des États-Unis d'utiliser une valeur médiane de l'élasticité de substitution entre FGO, Soderbery (2015) et Ahmad et Riker (2019), parce qu'il apparaît que cette proposition est inutilement contraignante pour le Canada. Par ailleurs, il conclut que le Canada devrait s'appuyer exclusivement sur les élasticités de substitution de FGO.

8.295. Ayant décidé qu'une élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée sur la base des élasticités des échanges au niveau de la position à six chiffres du SH de FGO, l'Arbitre note qu'il a présenté aux parties un projet de procédure à ce sujet dans une question.⁸⁶⁶ Les parties ont présenté des suggestions techniques pour ajuster la procédure proposée, en particulier en ce qui concerne la manière de tenir compte des valeurs manquantes et des aberrations statistiques. Par conséquent, avant de donner des instructions détaillées sur la

⁸⁶³ "Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une autre source future" (États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.2). Voir aussi Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphe 27.

⁸⁶⁴ Les États-Unis ont proposé des instructions détaillées (États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphes 1.3 à 1.5). Il serait tout de même beaucoup plus contraignant de suivre ces instructions, toutefois, que de calculer l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs à partir d'une source de données unique.

⁸⁶⁵ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 226. Voir aussi Canada, réponse aux questions de l'Arbitre n° 50, n° 133 et n° 194.

⁸⁶⁶ Question n° 246 de l'Arbitre.

manière de calculer une élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs, l'Arbitre examine les suggestions des parties concernant la manière d'ajuster la procédure qu'il a proposée.

8.296. L'Arbitre a proposé de remplacer les élasticités des échanges de FGO qui ont une valeur manquante dans l'ensemble de données de FGO ou qui peuvent être qualifiées d'aberrations statistiques (élasticités des échanges dépassant la médiane majorée de deux écarts types pour toutes les élasticités des échanges au niveau de la position à six chiffres du SH figurant dans l'ensemble de données de FGO) par la médiane au niveau des positions à quatre chiffres du SH, ou au niveau des chapitres à deux chiffres du SH dans le cas où une médiane ne peut pas être calculée au niveau des positions à quatre chiffres du SH. Les États-Unis souscrivent dans l'ensemble à ces suggestions, sous réserve de ce qui suit: a) la même procédure devrait aussi être appliquée aux élasticités des échanges qui sont "complètement manquantes dans l'ensemble de données, [ou] statistiquement non significatives selon la définition de FGO"; b) les deux types de valeurs indiqués au point a) et les valeurs aberrantes devraient être remplacés par la valeur médiane dans la position à quatre chiffres du SH calculée "sur toutes les estimations non aberrantes statistiquement significatives"; et c) pour obtenir des élasticités dans le chapitre 45 du SH, la médiane devrait être calculée "sur toutes les estimations ponctuelles au niveau de la position à six chiffres du SH [...] non aberrantes, statistiquement significatives", parce que ni la médiane dans la position à quatre chiffres du SH, ni la médiane dans ce chapitre à deux chiffres du SH ne seraient disponibles.⁸⁶⁷

8.297. Le Canada présente les contre-propositions suivantes. Premièrement, selon lui, pour les aberrations statistiques, la valeur devrait être égale à la valeur médiane majorée de deux écarts types (plutôt qu'à la valeur médiane) pour tous les codes à six chiffres du SH dans l'ensemble de données de FGO, car cela serait "compatible avec le principe selon lequel les valeurs aberrantes au niveau de la position à six chiffres du SH sont plus susceptibles d'être plus substituables que la catégorie médiane à six chiffres du SH".⁸⁶⁸ Deuxièmement, le Canada affirme que, pour les élasticités qui sont manquantes (parce qu'elles sont tout simplement absentes de l'ensemble de données de FGO ou parce qu'elles se sont "vu attribuer une valeur de substitution dans les données de Fontagné"), il suggère d'utiliser la "moyenne pondérée d'autres élasticités au niveau de la position à six chiffres du SH dans la position à quatre chiffres du SH, pondérée par les importations des États-Unis en provenance du Canada "plutôt que la valeur médiane au niveau de la position à quatre chiffres du SH".⁸⁶⁹ Selon le Canada, "la pondération par la valeur des importations des États-Unis en provenance du Canada sera plus représentative de ces importations que l'utilisation de la valeur médiane au niveau de la position à quatre chiffres du SH".⁸⁷⁰

8.298. L'Arbitre note que les parties sont d'accord sur la définition des valeurs aberrantes, c'est-à-dire les élasticités des échanges dépassant la médiane majorée de deux écarts types pour toutes les élasticités des échanges au niveau de la position à six chiffres du SH figurant dans l'ensemble de données de FGO. Il adopte donc cette définition, dont il apparaît qu'elle est raisonnable, pour identifier les valeurs aberrantes. S'agissant du traitement des valeurs aberrantes, il estime que la suggestion du Canada de les plafonner à une valeur donnée (c'est-à-dire la médiane globale majorée du double de l'écart type global) est raisonnable parce qu'elle reconnaît que des valeurs aberrantes peuvent tout à fait indiquer que les codes à six chiffres du SH pertinents ont des élasticités des échanges qui sont généralement plus élevées que la médiane pour les codes à six chiffres du SH. Nous notons que les États-Unis n'ont pas fourni de raisonnement valable concernant les raisons pour lesquelles leur approche consistant à remplacer les valeurs aberrantes (c'est-à-dire attribuer des valeurs médianes agrégées, calculées en excluant d'autres valeurs aberrantes dans les mêmes catégories à quatre ou à deux chiffres du SH) pourrait être plus logique ou plus exacte. L'Arbitre souscrit donc à la proposition du Canada concernant la manière de traiter les valeurs aberrantes dans l'ensemble de données de FGO.

8.299. S'agissant du traitement des valeurs manquantes, le Canada justifie sa proposition d'utiliser des moyennes pondérées en fonction des échanges par le fait que ces moyennes sont plus

⁸⁶⁷ États Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section I, paragraphe 1.2. Comme les États-Unis l'ont indiqué à juste titre, "l'ensemble de données de FGO [...] comprend une variable appelée "zéro", qui est égale à un si une estimation ponctuelle est statistiquement non significative". (États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section I, note de bas de page 142 relative au paragraphe 1.2)

⁸⁶⁸ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 229.

⁸⁶⁹ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 230.

⁸⁷⁰ Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 230.

représentatives que la médiane au niveau de la position à quatre chiffres du SH ou au niveau du chapitre à deux chiffres du SH. L'Arbitre note qu'il a initialement proposé aux parties d'attribuer aux valeurs manquantes la médiane au niveau des positions à quatre chiffres du SH, ou au niveau des chapitres à deux chiffres du SH dans le cas où la médiane ne pouvait pas être calculée au niveau des positions à quatre chiffres du SH. Il l'a fait parce qu'aucune proposition n'avait encore été présentée par les parties sur ce point spécifique. Nous notons donc que nous ne voyons aucune raison particulière pour laquelle les moyennes pondérées en fonction des échanges, telles que le Canada les propose, seraient moins fiables que des médianes dans ce contexte. En outre, les États-Unis n'ont formulé aucune critique valable concernant l'approche canadienne, et n'ont pas fourni de raisonnement valable concernant les raisons pour lesquelles l'approche qu'ils proposent, qui consiste à utiliser la médiane au niveau de la position à quatre chiffres du SH, ou au niveau du chapitre à deux chiffres du SH, ou la médiane globale pour le chapitre 45, uniquement sur les valeurs non aberrantes, pourrait être plus logique ou plus exacte. De plus, nous ne voyons aucune raison pour laquelle l'approche des États-Unis serait plus logique ou plus exacte. Par conséquent, l'Arbitre rejette les propositions des États-Unis concernant le traitement des valeurs manquantes et retient la proposition du Canada, qu'il juge raisonnable dans les circonstances. Il souscrit donc à la proposition du Canada concernant la manière de traiter les valeurs manquantes dans l'ensemble de données de FGO et à partir de cet ensemble, avec une réserve qui est de toujours permettre au Canada de calculer une élasticité de substitution pour chaque code à six chiffres du SH, celle-ci étant examinée ci-dessous au paragraphe 8.300.

8.300. L'Arbitre donne maintenant des instructions détaillées pour le calcul d'une élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs fondée sur les élasticités des échanges au niveau de la position à six chiffres du SH de FGO. Pour calculer l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs, l'arbitre donne pour instruction au Canada d'utiliser la version la plus récente des élasticités des échanges de FGO au niveau de la position à six chiffres du SH.⁸⁷¹ Il note que la version actuelle des élasticités des échanges au niveau de la position à six chiffres du SH de FGO suit la classification du SH 2007, et que les deux parties reconnaissent qu'il sera nécessaire de faire correspondre les données avec une classification du SH plus récente.⁸⁷² Lorsque des révisions périodiques du SH rendent nécessaire de faire concorder les codes de référence du TDH dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs et les élasticités au niveau de la position à six chiffres de FGO (les premiers codes à six chiffres du TDH sont identiques au code à six chiffres du SH), le Canada utilisera les tableaux de correspondance officiels des Nations Unies.⁸⁷³ Il calculera l'élasticité de substitution au moyen de la transformation linéaire suivante:

$$\sigma = 1 - \varepsilon$$

ε étant l'estimation ponctuelle de l'élasticité des échanges de FGO.⁸⁷⁴ Le Canada attribuera ensuite aux aberrations statistiques, définies comme des valeurs de σ dépassant la médiane globale majorée de deux écarts types pour toutes les observations, la valeur correspondant à la médiane majorée de

⁸⁷¹ La version actuelle des élasticités des échanges de FGO au niveau de la position à six chiffres du SH, téléchargée à partir du site Web suivant: <https://sites.google.com/view/product-level-trade-elasticity>, est à la disposition du Canada en tant qu'ensemble de données au format STATA

"elasticity_for_publication_2019_11_28.dta", qui est présentée par le Canada dans la pièce CAN-140. Si une version plus récente de ces élasticités est disponible mais inutilisable pour une quelconque raison, comme une modification du format, le Canada reviendra à "elasticity_for_publication_2019_11_28.dta".

⁸⁷² Voir États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section I, paragraphe 1.2; Canada, réponse à la question n° 133 de l'Arbitre, paragraphe 78.

⁸⁷³ Les tableaux de correspondance des Nations Unies sont actuellement disponibles à l'adresse suivante: <https://unstats.un.org/unsd/trade/classifications/correspondence-tables.asp>. Le Canada présente le tableau de correspondance entre le SH 2017 et le SH 2007

("HS2017toHS2007ConversionAndCorrelationTables.xlsx") dans la pièce CAN-140. L'ensemble de données obtenu, avec les élasticités des échanges de FGO mises en concordance avec la classification du SH 2017, figure dans la pièce CAN-139. Dans le futur, les codes de référence du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs correspondront à la Nomenclature du SH édition 2022. Le Canada fera ensuite correspondre les données initiales de FGO avec la classification du SH 2022 à l'aide du tableau de correspondance approprié qui sera publié par les Nations Unies. D'autres révisions du SH nécessiteront une procédure semblable.

⁸⁷⁴ Cette estimation ponctuelle correspond à la variable appelée "epsilon_pt" dans "elicity_for_publication_2019_11_28.dta", présentée par le Canada dans la pièce CAN-140.

deux écarts types pour toutes les observations figurant dans l'ensemble de données de FGO.⁸⁷⁵ Ensuite, si l'élasticité de substitution σ est complètement absente de l'ensemble de données, ou est statistiquement non significative selon la définition donnée par FGO⁸⁷⁶, le Canada la calculera en tant que moyenne pondérée en fonction des échanges des estimations de l'élasticité au niveau de la position à six chiffres du SH dans la position à quatre chiffres du SH dont relève la sous-position à six chiffres du SH. Si, pour une quelconque raison, cette élasticité de substitution est également manquante ou ne peut pas être calculée, la moyenne pondérée en fonction des échanges dans le chapitre à deux chiffres du SH dont relève la sous-position à six chiffres du SH sera utilisée. Si, pour une quelconque raison, cette élasticité de substitution est également manquante ou ne peut pas être calculée, le Canada utilisera la médiane globale pour toutes les observations figurant dans l'ensemble de données de FGO.⁸⁷⁷ Les coefficients de pondération des échanges utilisés pour les moyennes pondérées en fonction des échanges devraient être les importations des États-Unis en provenance du Canada pour l'année de référence au niveau des sous-positions à six chiffres du SH, provenant de USA Trade Online ou, si ces données ne sont pas disponibles, de la base de données DataWeb de l'USITC. Le Canada attribuera ensuite la même élasticité de substitution σ à tous les codes à dix chiffres du TDH d'une ordonnance en matière de droits compensateurs dont les six premiers chiffres sont identiques.

8.301. Une fois que chaque code à dix chiffres du TDH dans une ordonnance en matière de droits compensateurs se voit attribuer une élasticité de substitution, dans le cas où tous les codes à dix chiffres du TDH dans une ordonnance en matière de droits compensateurs ont la même élasticité de substitution, cette élasticité de substitution commune sera aussi l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs.⁸⁷⁸ Dans le cas où deux ou plusieurs codes à dix chiffres du TDH se voient attribuer des élasticités de substitution différentes, l'élasticité de substitution par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée en tant que moyenne pondérée de chaque élasticité de substitution au niveau de la position à dix chiffres du TDH, en utilisant comme coefficients de pondération les importations des États-Unis au niveau de la position à dix chiffres du TDH en provenance du Canada, ces données provenant de USA Trade Online ou, si elles ne sont pas disponibles, de la base de données DataWeb de l'USITC pour l'année de référence, selon la formule suivante:

$$\sigma = \sum_j \sigma_j \frac{M_j}{\sum_j M_j}$$

σ_j étant l'élasticité de substitution pour le code à dix chiffres du TDH j (commun à tous les codes à dix chiffres dans chaque sous-position à six chiffres du SH), M_j étant la valeur des importations correspondante (importations des États-Unis en provenance du Canada) et $\sum_j M_j$ étant le total de toutes les importations des États-Unis en provenance du Canada visées par une ordonnance en matière de droits compensateurs.⁸⁷⁹

8.1.5 Élasticité-prix de la demande (ϵ)

8.302. L'élasticité-prix de la demande est une mesure de la sensibilité des consommateurs en ce qui concerne les variations de prix. Pour les biens ordinaires, ses valeurs sont négatives. Cela signifie que la demande de ces biens diminue lorsque leurs prix augmentent. Par exemple, une élasticité de la demande de $\epsilon = -0.5$ peut être interprétée comme suit: si le prix d'un produit donné augmente de

⁸⁷⁵ Dans l'actuel ensemble de données de FGO ("elasticity_for_publication_2019_11_28.dta", présenté par le Canada dans la pièce CAN-140), le seuil pour les valeurs aberrantes, égal à la médiane majorée de deux écarts types pour toutes les observations, est égal à 23,97.

⁸⁷⁶ L'actuel ensemble de données de FGO comprend une variable appelée "zéro" qui est égale à un si une estimation ponctuelle est statistiquement non significative.

⁸⁷⁷ Cela garantit que le Canada sera toujours en mesure de calculer une élasticité de substitution pour chaque code à six chiffres du SH, et donc pour chaque code à dix chiffres du TDH dans une ordonnance en matière de droits compensateurs.

⁸⁷⁸ Comme il est indiqué dans la dernière phrase du paragraphe ci-dessus, tous les codes à dix chiffres du TDH contenant les mêmes six premiers chiffres se verront nécessairement attribuer la même élasticité de substitution.

⁸⁷⁹ L'Arbitre note que le Canada juge cette procédure de calcul de la moyenne pondérée en fonction des échanges appropriée (Canada, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, paragraphe 231), et les États-Unis ne la contestent pas (États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section I, paragraphe 1.2).

1%, la demande de ce produit diminue de 0,5%. Il convient de noter que, à supposer que l'élasticité-prix de la demande soit une valeur négative, le niveau de l'ARA diminue à mesure que la valeur de l'élasticité de la demande se rapproche de zéro dans les méthodes des deux parties, ainsi que dans la méthode adoptée par l'Arbitre. Cela est dû au fait que, lorsque la demande réagit de manière insensible aux variations de prix, même de fortes augmentations des taux de droits entraîneraient de légères modifications des quantités échangées.

8.303. Le Canada propose d'établir les élasticités de la demande à partir de la version 11 du GTAP.⁸⁸⁰ Il fournit un tableau de ces élasticités de la demande du GTAP pour 65 secteurs industriels.⁸⁸¹ Il fait correspondre les 65 élasticités de la demande du GTAP avec les produits au niveau de la position à six chiffres du SH et calcule une moyenne pondérée dans chacun des 98 chapitres du SH, ou à titre subsidiaire dans les 20 secteurs de Caliendo et Parro, des coefficients de pondération étant donnés par la part que représente chaque produit au niveau de la position à six chiffres du SH dans les importations totales des États-Unis en provenance du Canada en 2019.

8.304. Les États-Unis contestent l'approche du Canada consistant à utiliser les élasticités de la demande du GTAP, faisant valoir qu'elles "ne sont pas conçues pour être utilisées dans une analyse d'équilibre partiel par produit".⁸⁸² Ils soutiennent en outre que: a) "les élasticités de la demande dans la base de données 11 du GTAP sont estimées à partir de secteurs très vastes [...]. Cette agrégation suppose que l'élasticité de la demande pour de nombreux types de produits [est] identique"⁸⁸³; b) il y a une très grande variation dans le nombre de catégories à six chiffres du TDH dans chacun de ces secteurs du GTAP⁸⁸⁴; c) certains produits visés par des ordonnances en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping peuvent relever de plusieurs secteurs du GTAP, et le Canada n'explique pas quelle élasticité sera utilisée dans l'éventualité d'un tel scénario⁸⁸⁵; et d) l'approche du Canada consistant à regrouper les élasticités du GTAP dans les 20 secteurs marchands de Caliendo et Parro "agrège encore davantage de nombreux produits différents qui peuvent avoir des estimations de l'élasticité différentes".⁸⁸⁶ En outre, les États-Unis font également valoir que les élasticités du GTAP ne seraient pas appropriées parce qu'elles "sont seulement des élasticités de la demande des consommateurs", et non des "élasticité[s] de la demande totale de la branche de production (c'est-à-dire la réaction de la demande de tous les acheteurs – consommateurs, pouvoirs publics et entreprises – du produit en tant que produit final ou produit intermédiaire)"⁸⁸⁷, et les élasticités du GTAP "ne sont pas représentatives des conditions du marché concomitantes".⁸⁸⁸ Les États-Unis proposent plutôt d'utiliser "l'estimation de l'élasticité de la demande indiquée par l'[USITC] qui concerne le produit spécifique en cause".⁸⁸⁹ Ils font valoir que "[l]a prévisibilité sera assurée en déterminant définitivement la source des données d'entrée, tout en garantissant aussi une plus grande exactitude et une plus grande précision".⁸⁹⁰

8.305. Le Canada répond qu'il est préférable de s'appuyer sur des données relatives à l'élasticité de la demande provenant de la base de données du GTAP la plus à jour, qui est "fondée sur une analyse de l'économie des États-Unis et rend compte de l'utilisation de produits comme biens intermédiaires dans les activités de production".⁸⁹¹ Il affirme que "les élasticités de la demande du GTAP sont largement utilisées par les États-Unis, le Canada, l'OMC et d'autres entités nationales et internationales aux fins de la modélisation des effets sur le commerce", et que l'Arbitre *États-Unis* –

⁸⁸⁰ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 25.

⁸⁸¹ Canada, rapport méthodologique, tableau A4. Seulement 45 des 65 secteurs sont des secteurs "marchands" (voir États-Unis, communication écrite, article 110).

⁸⁸² États Unis, communication écrite, paragraphe 109.

⁸⁸³ États Unis, communication écrite, paragraphe 108. Voir aussi États-Unis, communication écrite, paragraphe 110 (faisant valoir que "[l]e problème avec les estimations des paramètres du GTAP ressort clairement de l'examen" du tableau A4 du rapport méthodologique du Canada).

⁸⁸⁴ États Unis, communication écrite, paragraphe 108.

⁸⁸⁵ États Unis, communication écrite, paragraphe 108.

⁸⁸⁶ États Unis, communication écrite, paragraphe 111. Selon les États-Unis, "17 des 20 élasticités sectorielles de la demande ont une élasticité de la demande légèrement inélastique de -0,90 ou -0,91" (États-Unis, communication écrite, paragraphe 111). En outre, selon eux, la part des secteurs ayant une demande "inélastique" (c'est-à-dire avec des élasticités de la demande qui sont inférieures à un en valeur absolue) est égale à 85% (17 sur 20), alors qu'elle est égale à 47% (21 sur 45) dans les données initiales du GTAP (États-Unis, communication écrite, paragraphe 111).

⁸⁸⁷ États-Unis, réponse à la question n° 62 de l'Arbitre, paragraphe 164.

⁸⁸⁸ États-Unis, réponse à la question n° 62 de l'Arbitre, paragraphe 168.

⁸⁸⁹ États Unis, communication écrite, paragraphe 113.

⁸⁹⁰ États Unis, communication écrite, paragraphe 113. (mise en relief omise)

⁸⁹¹ Canada, communication écrite, paragraphe 149.

Lave-linge (article 22:6 – États-Unis) a utilisé les données du GTAP "pour modéliser des résultats commerciaux contrefactuels".⁸⁹² Il rejette l'argument des États-Unis selon lequel les élasticités de la demande du GTAP sont établies pour des analyses d'équilibre général, et non pour des analyses d'équilibre partiel, en faisant observer que l'élasticité de la demande dans un secteur donné est la même indépendamment de la question de savoir si ce secteur est analysé isolément (comme dans les analyses d'équilibre partiel) ou conjointement avec d'autres secteurs (comme dans les analyses d'équilibre général).⁸⁹³ Enfin, le Canada rejette l'argument des États-Unis selon lequel ses élasticités sont trop uniformes, "du fait que "85% de tous les produits sont inélastiques par rapport aux prix""⁸⁹⁴, faisant valoir que ses élasticités "sont en fait semblables à celles présentées par les États-Unis dans leur comparaison des estimations de l'élasticité".⁸⁹⁵ Il traite plus en détail la question de l'existence d'une demande inélastique dans plusieurs secteurs, faisant valoir que "dans l'appendice 3 de la communication des États-Unis, [...] plus de 75% des produits (21 produits sur 27) que ceux-ci examinent ont une demande encore plus inélastique selon leurs estimations de l'USITC que celles que propose le Canada".⁸⁹⁶ Selon le Canada, "l'utilisation des élasticités de la demande provenant du GTAP sous-estimerait généralement l'importance de l'ARA par rapport à l'utilisation de la source proposée par les États-Unis".⁸⁹⁷

8.306. Comme dans le cas de l'élasticité de substitution, les États-Unis ont révisé leurs vues concernant les sources de données appropriées pour l'élasticité-prix de la demande, et ont finalement proposé une approche à trois étages.⁸⁹⁸ Il convient de rappeler que, selon les États-Unis, la première option consisterait à s'appuyer sur les estimations de l'USITC. Dans le "cas peu probable où de futures élasticités de substitution par produit ne seraient pas disponibles dans le rapport de la Commission", la deuxième option consisterait à "donner pour instruction aux parties de se consulter et d'utiliser une source future, y compris en examinant les publications de recherche mises à jour".⁸⁹⁹ Si la première et la deuxième options devaient ne pas être viables, la troisième option en ce qui concerne l'élasticité de la demande consisterait à calculer l'élasticité de la demande par ordonnance en matière de droits compensateurs en utilisant "les élasticités de la demande finale du consommateur du GTAP disponibles les plus récentes".⁹⁰⁰

8.307. En réponse aux propositions révisées des États-Unis, le Canada réitère son objection à l'utilisation des élasticités de l'USITC⁹⁰¹, et rejette l'approche étagée proposée par les États-Unis comme étant "indéfendable, pas pratique et non nécessaire".⁹⁰² En ce qui concerne les élasticités de la demande du GTAP, il ne s'oppose pas "à l'utilisation de versions mises à jour [par rapport à la version 11 du GTAP], si elles sont disponibles et utilisables dans le contexte du modèle".⁹⁰³

8.308. L'Arbitre note que, s'agissant de l'approche privilégiée par les États-Unis qui consiste à s'appuyer sur les élasticités de la demande estimées par l'USITC, les États-Unis expliquent que l'USITC détermine une fourchette d'élasticités de la demande possibles spécifiquement pour un produit faisant l'objet de l'enquête en utilisant des renseignements tirés de questionnaires, d'auditions, de mémoires présentés par les parties intéressées et d'estimations figurant dans des publications de recherche.⁹⁰⁴ Conformément à ses observations concernant les élasticités de

⁸⁹² Canada, communication écrite, paragraphe 149 (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.80).

⁸⁹³ Canada, réponse à la question n° 60 de l'Arbitre, paragraphe 129 (citant Global Trade Analysis Project, "GTAP Resources: Frequently Asked Question Details", consulté le 8 mars 2021, https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/faqs/faqs_display.asp?F_ID=151 (pièce CAN-88)).

⁸⁹⁴ Canada, communication écrite, paragraphe 150 (citant États-Unis, communication écrite, paragraphe 111).

⁸⁹⁵ Canada, communication écrite, paragraphe 150 (faisant référence à États-Unis, communication écrite, paragraphe 111).

⁸⁹⁶ Canada, réponse à la question n° 60 de l'Arbitre, paragraphe 130 (faisant référence à États-Unis, communication écrite, appendice 3).

⁸⁹⁷ Canada, réponse à la question n° 60 de l'Arbitre, paragraphe 131.

⁸⁹⁸ États-Unis, réponse à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphes 35 à 40.

⁸⁹⁹ États-Unis, réponse à la question n° 246 de l'Arbitre, observations sur l'annexe A, section IV, paragraphe 1.2.

⁹⁰⁰ États-Unis, réponse à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphe 40.

⁹⁰¹ Canada, observations sur les réponses des États-Unis aux observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 160.

⁹⁰² Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 198 de l'Arbitre, paragraphe 25.

⁹⁰³ Canada, observations sur les réponses des États-Unis aux observations sur l'annexe A, section II, paragraphe 173.

⁹⁰⁴ États-Unis, réponse à la question n° 61 de l'Arbitre, paragraphe 161.

substitution de l'USITC⁹⁰⁵, l'Arbitre observe qu'il apparaît que les élasticités de la demande estimées obtenues par l'USITC sont fondées sur des méthodes qui ne sont ni transparentes ni reproductibles. En outre, compte tenu de la nature prospective de la présente procédure d'arbitrage, les déterminations futures de l'USITC ne figurent pas dans le dossier soumis à l'Arbitre et ne peuvent pas encore y figurer et, en conséquence, l'Arbitre ne peut pas les évaluer.⁹⁰⁶ L'Arbitre rejette donc l'utilisation des élasticités de la demande de l'USITC.

8.309. L'Arbitre rejette aussi la deuxième option proposée par les États-Unis dans le cadre de leur approche étagée (c'est-à-dire s'appuyer sur des sources futures non spécifiées dans le cas où les élasticités de la demande de l'USITC ne sont pas disponibles), car elle entraînerait probablement des désaccords futurs entre les parties. Dans ce contexte, nous notons que, même si les parties devaient s'entendre sur une source de données particulière dans le futur, la mise en œuvre technique de cette source de données peut être complexe et sujette à interprétation.

8.310. Ayant décidé de rejeter le premier et le deuxième étages (respectivement, l'utilisation des élasticités de la demande de l'USITC ou l'utilisation de sources futures non spécifiées dans le cas où les élasticités de la demande de l'USITC ne seraient pas disponibles), et notant qu'aucune autre source de données possible n'a été proposée par les parties (même après que l'Arbitre l'a explicitement demandé) ou n'apparaît comme aisément accessible, la seule option viable qui s'offre à l'Arbitre est l'utilisation des élasticités de la demande du GTAP.

8.311. L'Arbitre note que plusieurs arguments avancés par les États-Unis contre l'utilisation des données du GTAP dans ce contexte sont centrés sur l'idée que les élasticités de la demande du GTAP sont calculées à un niveau d'agrégation relativement élevé. Il note, toutefois, que les États-Unis ne présentent pas d'éléments de preuve théoriques ou empiriques indiquant que l'estimation des élasticités de la demande dépend du niveau d'agrégation sectorielle, que ce soit en général ou en ce qui concerne les élasticités du GTAP spécifiquement. Par conséquent, il apparaît peu clair que le calcul du niveau de l'ARA sur la base d'élasticités de la demande du GTAP relativement agrégées donnerait des résultats systématiquement inexacts ou faussés. En outre, il apparaît aisément qu'il n'y a aucune source d'autres élasticités de la demande plus granulaires et utilisables dans ce dossier. À notre avis, ces observations affaiblissent considérablement les arguments des États-Unis concernant le niveau d'agrégation des élasticités du GTAP dans un modèle axé sur des produits définis plus étroitement.

8.312. Nous notons également que les États-Unis ont raison de dire que les élasticités de la demande du GTAP sont dérivées de chiffres associés à la demande finale du consommateur plutôt qu'à la demande totale de la branche de production. Toutefois, les États-Unis ne justifient pas leur hypothèse apparente et implicite selon laquelle la demande de biens intermédiaires est façonnée de façon systématiquement différente de la demande de biens finals.

8.313. L'Arbitre considère en outre que l'argument des États-Unis selon lequel les élasticités de la demande du GTAP sont établies aux fins d'une analyse d'équilibre général, par opposition à une analyse d'équilibre partiel, n'est pas suffisamment étayé. Cela tient au fait que les États-Unis ne justifient pas leur hypothèse apparente et implicite selon laquelle les élasticités de la demande du GTAP sont raisonnablement fonctionnelles uniquement dans un modèle d'équilibre général (comme le GTAP), et non dans un modèle d'équilibre partiel (comme le modèle d'Armington).⁹⁰⁷

8.314. L'Arbitre reconnaît enfin que l'argument des États-Unis selon lequel les élasticités du GTAP ne sont pas représentatives de conditions du marché concomitantes pourrait avoir un certain poids, étant donné que les estimations du GTAP sont, par construction, fondées sur des données historiques

⁹⁰⁵ Voir plus haut le paragraphe 8.285.

⁹⁰⁶ L'Arbitre considère toutefois que, si tel était le cas, les estimations de l'USITC seraient probablement de meilleurs choix en vue d'une utilisation dans un modèle économique. Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.36 (utilisant des estimations de l'élasticité de l'USITC préexistantes pour un modèle d'Armington rétrospectif plutôt que prospectif).

⁹⁰⁷ Nous notons en outre que les États-Unis n'ont pas spécifiquement contesté la déclaration du Canada selon laquelle la "démarcation entre les élasticités de la demande des "grands modèles d'équilibre général multisectoriels" [...] et celles d'une "analyse d'équilibre partiel par produit" [...] est une distinction qui ne fait aucune différence". (Canada, réponse à la question n° 60 de l'Arbitre, paragraphe 129, citant États-Unis, communication écrite, paragraphe 109)

(qui remontent parfois à plusieurs années).⁹⁰⁸ Toutefois, la seule autre source de données qui pourrait, en principe, mieux représenter les conditions du marché "concomitantes" consiste en les rapports de l'USITC, sur lesquels l'Arbitre a décidé de ne pas s'appuyer pour les raisons indiquées plus haut dans la présente section.

8.315. L'Arbitre a présenté aux parties, dans une question, un projet de procédure pour estimer les élasticités de la demande par ordonnance en matière de droits compensateurs sur la base des données du GTAP.⁹⁰⁹ Cette procédure, que nous adoptons ici, n'est pratiquement pas affectée par les observations des parties y relatives⁹¹⁰, et se déroule comme suit. Le Canada attribuera les plus récentes élasticités de la demande du GTAP disponibles⁹¹¹ aux codes de produits au niveau de la position à six chiffres du SH, et attribuera ensuite l'élasticité de la demande au niveau de la position à six chiffres du SH à chacun des codes à dix chiffres du TDH énumérés dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs correspondante relevant de la catégorie à six chiffres du SH correspondante.⁹¹² Dans l'éventualité où un code à dix chiffres du TDH mentionné dans une ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente ne peut pas être mis en concordance avec un secteur du GTAP, le Canada calculera la moyenne simple de toutes les élasticités de la demande du GTAP et attribuera cette valeur à ce code à dix chiffres du TDH. Une fois qu'à chaque code à dix chiffres du TDH figurant dans une ordonnance en matière de droits compensateurs a été attribuée une élasticité de la demande, dans le cas où tous les codes à dix chiffres du TDH figurant dans une ordonnance en matière de droits compensateurs ont la même élasticité de la demande, cette élasticité de la demande commune sera aussi l'élasticité de la demande par ordonnance en matière de droits compensateurs.⁹¹³ Dans le cas où deux ou plusieurs codes à dix chiffres du TDH ont des élasticités de la demande différentes, l'élasticité de la demande par ordonnance en matière de droits compensateurs sera calculée en tant que moyenne pondérée de chaque élasticité de la demande du code à dix chiffres du TDH en utilisant, en tant que coefficients de pondération, les importations des États-Unis au niveau de la position à dix chiffres du TDH en provenance du Canada, ces données provenant de USA Trade Online ou, si elles ne sont pas disponibles, de la base de données DataWeb de l'USITC pour l'année de référence, selon la formule suivante:

$$\varepsilon = \sum_j \varepsilon_j \frac{M_j}{\sum_j M_j},$$

ε_j étant l'élasticité de la demande pour un produit au niveau de la position à dix chiffres du TDH j , M_j étant la valeur des importations correspondante (importations des États-Unis en provenance du Canada) dans un code à dix chiffres du TDH j et $\sum_j M_j$ étant le total de toutes les importations visées par une ordonnance en matière de droits compensateurs.

8.1.6 Élasticité-prix de l'offre (η)

8.316. L'élasticité-prix de l'offre est une mesure de la sensibilité des producteurs en ce qui concerne les variations de prix. Ses valeurs sont généralement positives. Par exemple, une élasticité de l'offre de $\eta = 5$ peut être interprétée comme suit: une hausse de prix de 1% va de pair avec une augmentation de l'offre de 5%. Il convient de noter que, à supposer que l'élasticité-prix de l'offre

⁹⁰⁸ États-Unis, réponse à la question n° 61 de l'Arbitre, paragraphes 161 et 162.

⁹⁰⁹ Question n° 246 de l'Arbitre.

⁹¹⁰ Les États-Unis font valoir que seuls les codes "primaires" du TDH devraient être utilisés. L'Arbitre rejette cette suggestion pour les raisons exposées plus haut dans les sections 8.1.1.2.1.2 a) et 8.1.4.

⁹¹¹ Si la version la plus récente de ces élasticités n'est pas disponible ou si, pour une quelconque raison, du fait d'un format modifié, les élasticités de la demande du GTAP deviennent inutilisables, le Canada pourrait reprendre la version disponible la plus récente de ces élasticités dans un format utilisable. Nous notons que les élasticités de la demande du GTAP actuelles figurent dans le dossier dans Source Data 2 (pièce CAN-8), de sorte qu'un format utilisable de ces élasticités serait toujours à la disposition du Canada au moyen du dossier de la présente procédure.

⁹¹² L'attribution des élasticités de la demande du GTAP au niveau des sous-positions à six chiffres du SH sera effectuée au moyen de la correspondance figurant sur la feuille "SH2017 to GTAP11" de la pièce CAN-8. Si des classifications futures du GTAP ou du SH sont utilisées, l'attribution sera effectuée au moyen des tableaux de correspondance de la Banque mondiale ou du GTAP, qui sont actuellement disponibles, respectivement, aux URL suivantes: https://wits.worldbank.org/product_concordance.html, et <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/databases/contribute/concord.asp>.

⁹¹³ Il pourrait aussi arriver qu'un code à dix chiffres du TDH corresponde à plus d'une sous-position à six chiffres du SH. Dans ce cas, le Canada attribuera la médiane des élasticités correspondantes au niveau de la position à six chiffres du SH au code à dix chiffres du TDH.

soit une valeur positive, le niveau de l'ARA augmente avec l'élasticité-prix de l'offre selon le modèle retenu.

8.317. Le Canada affirme qu'"il y a des renseignements limités sur les élasticités de l'offre à l'importation".⁹¹⁴ Il propose d'utiliser une élasticité de l'offre à l'importation de 10, justifiant ce choix par le fait que l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)* a retenu 10 pour l'élasticité de l'offre à l'importation dans son propre modèle d'Armington, et au moyen d'une étude de Hallren et Riker.⁹¹⁵ Il propose d'appliquer la même élasticité de l'offre pour les expéditions en trafic intérieur, ce qui, selon lui, a également été fait dans la décision arbitrale *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*.⁹¹⁶

8.318. Les États-Unis sont d'accord avec le Canada pour une valeur de 10 pour l'élasticité de l'offre à l'importation⁹¹⁷, mais font une distinction entre cette élasticité et l'élasticité de l'offre intérieure. Ils font valoir qu'"[o]n suppose généralement que les élasticités de l'offre intérieure sont inférieures aux élasticités de l'offre à l'importation pour tenir compte de la plus grande capacité des fournisseurs étrangers de déplacer l'approvisionnement depuis d'autres marchés".⁹¹⁸ Ils allèguent que l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)* a appliqué une approche identique, convenant que "les élasticités de l'offre à l'importation [étaient] généralement plus élastiques que les élasticités de l'offre intérieure".⁹¹⁹ Ils font aussi référence à plusieurs études à l'appui de leur argument selon lequel les élasticités de l'offre à l'importation et les élasticités de l'offre intérieure devraient être différentes.⁹²⁰ Ils font reposer leur argumentation concernant l'utilisation des élasticités de l'offre intérieure qui sont inférieures aux élasticités de l'offre à l'importation sur quatre études: a) une étude de novembre 2020 réalisée par un économiste de l'USITC qui fait valoir que les élasticités de l'offre à l'importation dépassent généralement les élasticités de l'offre intérieure⁹²¹; b) une étude de mars 2020 réalisée par un groupe d'économistes de l'USITC qui font valoir que "[g]énéralement, aussi bien les sources d'importation visées que les sources d'importation non visées ont des élasticités-prix de l'offre supérieures à celles de la source nationale"⁹²²; c) un rapport PSIA⁹²³ qui pose l'hypothèse que l'élasticité de l'offre intérieure (0,3) est plus de 30 fois inférieure à l'élasticité de l'offre à l'importation (10)⁹²⁴; et d) un document publié utilisant une valeur pour l'élasticité de l'offre intérieure (6) qui représente moins de la moitié de la valeur de l'élasticité de l'offre à l'importation (15).⁹²⁵ Les États-Unis font donc valoir que la proposition du Canada d'utiliser 10 (c'est-à-dire la même valeur que celle de l'élasticité de l'offre étrangère) pour l'élasticité de l'offre intérieure des États-Unis n'est pas étayée par des éléments de

⁹¹⁴ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 27.

⁹¹⁵ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 27 (faisant référence à la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.37; Hallren and Riker, "An Introduction to Partial Equilibrium Modeling of Trade Policy", USITC Office of Economics Working Paper Series (July 2017) (pièce CAN-4)).

⁹¹⁶ Canada, réponse à la question n° 63 de l'Arbitre, paragraphe 134.

⁹¹⁷ États-Unis, communication écrite, paragraphe 120 (faisant référence à la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.37).

⁹¹⁸ États-Unis, communication écrite, paragraphe 121.

⁹¹⁹ États-Unis, réponse à la question n° 64 de l'Arbitre, paragraphe 177 (citant la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.37).

⁹²⁰ États-Unis, réponse à la question n° 64 de l'Arbitre, paragraphes 176 et 177 (faisant référence à la pièce CAN-4; Erika Bethmann et al., "A Non-technical Guide to the PE Modeling Portal", USITC Office of Economics Working Paper Series (March 2020) ("Bethmann et al. (2020)") (pièce USA-22); David Riker, "Approximating an Industry-Specific Global Economic Model of Trade Policy", USITC Office of Economics Working Paper Series, November 2020 ("Riker (November 2020)") (pièce USA-31); Jennifer Leith et al., "Indonesia Rice Tariff", Poverty and Social Impact Analysis, March 2003 ("Leith et al. (2003)") (pièce USA-32); Michael Gasiorek et al., "Which manufacturing industries and sectors are most vulnerable to Brexit?", The World Economy (2019) ("Gasiorek et al. (2019)") (pièce USA -33)).

⁹²¹ Riker (November 2020) (pièce USA-31). Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 64 de l'Arbitre, paragraphe 176.

⁹²² Bethmann et al. (2020) (pièce USA-22), page 5. Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 64 de l'Arbitre, paragraphe 177.

⁹²³ Poverty and Social Impact Analysis (PSIA), programme multilatéral d'évaluation de la politique économique au début des années 2000.

⁹²⁴ Leith et al. (2003) (pièce USA-32). Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 64 de l'Arbitre, paragraphe 177.

⁹²⁵ Gasiorek et al. (2019) (pièce USA-33). Voir aussi États-Unis, réponse à la question n° 64 de l'Arbitre, paragraphe 177.

preuve, et suggèrent d'utiliser "l'estimation de l'élasticité de l'offre intérieure indiquée par l'[USITC] dans son enquête sur le produit futur spécifié".⁹²⁶

8.319. Le Canada répond que "la séparation de l'offre intérieure et des importations en provenance du reste du monde est d'une importance secondaire" dans le calcul de l'ARA parce que "l'accent est mis sur les importations en provenance du Canada".⁹²⁷ En outre, selon le Canada, "l'hypothèse formulée par les États-Unis n'a pas été adoptée par des arbitres antérieurs ayant examiné des circonstances analogues à celles de la présente affaire", celui-ci notant que l'Arbitre *États-Unis – Lave-Linge (article 22:6 – États-Unis)* avait utilisé la même élasticité de l'offre tant pour les sources nationales que pour les importations en provenance du reste du monde.⁹²⁸ Le Canada ne fournit toutefois pas d'éléments de preuve étayant directement l'affirmation selon laquelle l'offre intérieure et l'offre à l'importation sont façonnées de la même façon, mais il note que son approche a l'avantage d'être plus simple que celle des États-Unis.⁹²⁹

8.320. Comme le Canada l'a fait dans le cadre de l'examen d'autres élasticités, il rejette la proposition des États-Unis d'utiliser les estimations de l'USITC dans ce contexte. Selon lui, "la suggestion des États-Unis d'utiliser des estimations de l'élasticité de l'offre [intérieure] provenant de rapports de l'USITC actuellement invérifiables [est] indéfendable".⁹³⁰ Lorsqu'il a été demandé au Canada de fournir les valeurs appropriées de l'élasticité de l'offre intérieure et de l'élasticité de l'offre étrangère si l'Arbitre devait décider "de fixer la valeur de l'élasticité de l'offre intérieure à un niveau inférieur à celle de l'élasticité de l'offre étrangère"⁹³¹, celui-ci a d'abord fourni ces valeurs dans le contexte du modèle à deux variétés qu'il avait proposé (voir plus haut la section 7.1), qui établit une distinction entre l'offre canadienne et l'offre non canadienne, plutôt qu'entre l'offre des États-Unis et l'offre hors des États-Unis. Dans ce contexte, le Canada a proposé les valeurs de 15 pour l'élasticité de l'offre Canadienne et de 7,7 pour l'élasticité de l'offre non canadienne.⁹³² Pour justifier le choix de 15 pour l'élasticité de l'offre canadienne, le Canada s'appuie sur la publication de Gasiorek *et al.* (2019) (pièce USA-33), qui utilisent cette valeur.⁹³³ Pour justifier le choix de 7,7 pour l'élasticité de l'offre non canadienne, il a noté que cette valeur – qui est la valeur de l'élasticité de l'offre englobant à la fois l'offre intérieure et les importations dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* – "devrait refléter un mélange d'élasticités de l'offre provenant de toutes les sources non canadiennes, aussi bien l'offre intérieure des États-Unis que les importations en provenance du reste du monde".⁹³⁴ Selon le Canada, cela signifie que cette valeur devrait être "plus élevée qu'une élasticité pour une source d'approvisionnement purement nationale", qui, dans Gasiorek *et al.* (2019) (pièce USA-33), a été estimée à 6.⁹³⁵

8.321. L'Arbitre a en outre demandé aux parties de suggérer des élasticités de l'offre prédéterminées qui seraient mises en œuvre dans le cadre du modèle à quatre variétés qu'il a proposé. Le Canada a répondu, par référence à Gasiorek *et al.* (2019) (pièce USA-33), que les options les plus raisonnables seraient l'adoption d'une valeur de 6 pour l'élasticité de l'offre intérieure des États-Unis et celle d'une valeur de 15 pour l'élasticité de l'offre à l'importation.⁹³⁶ Il estime toutefois que l'"utilisation de 10 pour l'élasticité de l'offre à l'importation (c'est-à-dire hors des États-Unis) ne serait pas déraisonnable" non plus.⁹³⁷ Les États-Unis ont maintenu leur position consistant à s'appuyer sur des estimations figurant dans le rapport de l'USITC pour l'élasticité de l'offre intérieure et à employer une valeur de 10 pour l'élasticité de l'offre à l'importation.⁹³⁸

⁹²⁶ États Unis, communication écrite, paragraphe 122. Voir aussi le tableau 1 de l'appendice de la communication écrite des États-Unis.

⁹²⁷ Canada, communication écrite, paragraphe 152.

⁹²⁸ Canada, communication écrite, paragraphe 152 (faisant référence à la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 4.78).

⁹²⁹ Canada, communication écrite, paragraphe 152.

⁹³⁰ Canada, réponse à la question n° 63 de l'Arbitre, paragraphe 134 (faisant référence à Canada, communication écrite, paragraphes 108, 141 et 142).

⁹³¹ Question n° 139 de l'Arbitre.

⁹³² Canada, réponse à la question n° 139 de l'Arbitre, paragraphe 89.

⁹³³ Canada, réponse à la question n° 139 de l'Arbitre, paragraphe 88 (faisant référence à Michael Gasiorek *et al.*, "Which manufacturing industries and sectors are most vulnerable to Brexit?", The World Economy (2019) ("Gasiorek *et al.* (2019)") (pièce USA-33), page 29).

⁹³⁴ Canada, réponse à la question n° 139 de l'Arbitre, paragraphe 89.

⁹³⁵ Canada, réponse à la question n° 139 de l'Arbitre, paragraphe 89.

⁹³⁶ Canada, réponse à la question n° 280 de l'Arbitre, paragraphe 8.

⁹³⁷ Canada, réponse à la question n° 280 de l'Arbitre, note de bas de page 14 relative au paragraphe 8.

⁹³⁸ États-Unis, réponse à la question n° 280 de l'Arbitre, paragraphes 8 et 9.

8.322. L'Arbitre note que, avant de déterminer les valeurs ou les sources de données pour l'élasticité de l'offre, il doit déterminer si une élasticité de l'offre unique devrait être utilisée pour toutes les sources d'approvisionnement du produit pertinent ou si différentes élasticité de l'offre devraient régir différentes sources d'approvisionnement. Nous notons donc que les arguments avancés par les États-Unis en faveur des élasticité de l'offre intérieure moins élevées que celles de l'offre à l'importation sont étayés par des études empiriques et qu'il apparaît qu'ils sont conformes à la pensée économique courante. En outre, le Canada lui-même reconnaît que "l'élasticité de l'offre pour les importations est parfois considérée comme étant plus élevée que celle pour les sources nationales".⁹³⁹ Par conséquent, l'Arbitre considère qu'il est tout à fait raisonnable de soumettre l'offre à l'importation et l'offre intérieure des États-Unis à des élasticité-prix différentes, et en particulier d'utiliser une élasticité de l'offre intérieure des États-Unis moins élevée que l'élasticité de l'offre étrangère.

8.323. Compte tenu de ce qui précède, nous rappelons que le Canada a dit que des élasticité-prix différentes pourraient être attribuées aux importations canadiennes et aux autres sources d'approvisionnement (c'est-à-dire l'offre intérieure des États-Unis et les importations en provenance du reste du monde). Il est apparu, toutefois, que cette proposition canadienne était conçue pour s'appliquer spécifiquement à la formule du Canada dérivée du modèle à deux variétés proposé par ce dernier (voir plus haut la section 7.1), qui est structurée autour d'une variété canadienne et d'une variété non canadienne. Dans le cadre du modèle à quatre variétés retenu, toutefois, nous ne voyons aucune raison particulière de traiter les importations en provenance du Canada différemment des importations en provenance du reste du monde, et le Canada n'en donne aucune. L'Arbitre considère donc que cette proposition canadienne ne devrait pas être mise en œuvre dans le contexte du modèle retenu. En fait, et conformément à l'analyse faite au paragraphe précédent, l'Arbitre considère qu'il est tout à fait raisonnable d'attribuer des valeurs différentes à l'élasticité de l'offre intérieure des États-Unis et à l'élasticité de l'offre étrangère (c'est-à-dire hors des États-Unis).

8.324. La question qui se pose donc est celle des valeurs à attribuer aux élasticité de l'offre intérieure et de l'offre à l'importation. L'Arbitre note que les deux parties ont suggéré l'utilisation d'une valeur prédéterminée pour l'élasticité de l'offre à l'importation. Nous ne voyons aucune raison de remettre en question cette suggestion commune. L'Arbitre note aussi que la seule autre solution pour prédéterminer une valeur également pour l'élasticité de l'offre intérieure serait de s'appuyer sur les renseignements figurant dans les rapports de l'USITC, ce qui correspond à l'approche privilégiée par les États-Unis. Ces derniers expliquent que l'USITC détermine une fourchette d'élasticité de l'offre possibles spécifiquement pour un produit faisant l'objet de l'enquête en utilisant des renseignements tirés de questionnaires, d'auditions, de mémoires présentés par les parties intéressées et d'estimations figurant dans des publications de recherche.⁹⁴⁰ D'une manière conforme à ses observations concernant les élasticité de substitution et les élasticité de la demande de l'USITC⁹⁴¹, l'Arbitre observe qu'il apparaît que les estimations des élasticité de l'offre obtenues par cette dernière sont fondées sur des méthodes qui ne sont ni transparentes ni reproductibles. En outre, compte tenu de la nature prospective de la présente procédure d'arbitrage, les déterminations futures de l'USITC ne figurent pas dans le dossier soumis à l'Arbitre et ne peuvent pas encore y figurer et par conséquent, l'Arbitre ne peut pas les évaluer.⁹⁴² L'Arbitre rejette donc l'utilisation des élasticité de l'offre de l'USITC et décide de prédéterminer des valeurs tant pour l'élasticité de l'offre à l'importation que pour l'élasticité de l'offre intérieure.

8.325. En ce qui concerne l'élasticité de l'offre intérieure, l'Arbitre note que les États-Unis n'ont pas présenté de proposition pour une valeur prédéterminée même lorsqu'il le leur avait explicitement demandé. Il rappelle, toutefois, que le Canada a proposé une valeur de 6 pour l'élasticité de l'offre intérieure. Il ne voit rien de déraisonnable dans cette valeur, qui est tirée de l'étude empirique de Gasiorek *et al.* (2019) (pièce USA-33), dont il note qu'elle figure dans une pièce initialement présentée par les États-Unis. Par conséquent, il décide d'adopter la valeur de 6 proposée par le Canada pour l'élasticité de l'offre intérieure.

⁹³⁹ Canada, réponse à la question n° 250 de l'Arbitre, paragraphe 251.

⁹⁴⁰ États-Unis, réponse à la question n° 66 de l'Arbitre, paragraphes 181 et 182.

⁹⁴¹ Voir plus haut les paragraphes 8.285 et 8.308.

⁹⁴² L'Arbitre considère toutefois que, si tel était le cas, les estimations de l'USITC seraient probablement de meilleurs choix en vue d'une utilisation dans un modèle économique. Voir, par exemple, la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphe 7.36 (utilisant des estimations de l'élasticité de l'USITC préexistantes pour un modèle d'Armington rétrospectif et non prospectif).

8.326. En ce qui concerne l'élasticité de l'offre à l'importation, l'Arbitre note qu'il apparaît que ni la suggestion de 15 du Canada, ni la suggestion de 10 des États-Unis ne sont déraisonnables, et qu'aucune des parties n'a présenté d'arguments étayés contre la suggestion de l'autre partie. Nous ne voyons en outre rien dans les discussions sur ces valeurs dans les sources dont elles sont tirées (c'est-à-dire l'étude de Gasiorek *et al.* (2019) (pièce USA-33), qui utilise une valeur de 15, et la décision de l'Arbitre *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine) (article 22:6 – États-Unis)*, qui utilise une valeur de 10) qui démontre nettement la supériorité de l'une ou l'autre valeur. Puisque que le Canada considère que la valeur de 10 proposée par les États-Unis n'est pas déraisonnable l'Arbitre adopte donc une valeur de 10 pour l'élasticité de l'offre à l'importation.

8.2 Mise en œuvre des deux étapes du modèle d'Armington

8.327. Nous notons que la forme structurelle du modèle d'Armington (voir plus haut la section 7.3) et la détermination des valeurs des paramètres (voir plus haut la section 8.1) sont en soi insuffisantes pour calculer le niveau de l'ARA. En fait, pour utiliser le modèle retenu de sorte que son résultat tienne dûment compte de la différence entre les situations factuelle et contrefactuelle (cette différence étant le niveau de l'ARA), il est également nécessaire de séquencer les applications, ou "exécutions", du modèle.

8.328. En ce qui concerne la mise en œuvre de leur méthode, les États-Unis proposent que le modèle doit être exécuté deux fois:

Ils précisent que, pour le calcul de l'annulation ou de la réduction des avantages, il serait nécessaire d'exécuter leur modèle deux fois. La première exécution imposerait le taux de droit compensateur initial, et la seconde le taux de droit compensateur contrefactuel. La différence entre les effets totaux sur le commerce de toutes les variétés canadiennes générés par chaque exécution du modèle serait l'estimation de l'annulation ou de la réduction des avantages.⁹⁴³

8.329. Le Canada partage cet avis, faisant observer que, dans les circonstances qui exigeraient d'exécuter deux fois la formule du Canada, à savoir quand le droit compatible avec les règles de l'OMC contrefactuel diffère du droit de la période de référence (voir plus haut la section 7.1.2.5), "le modèle des États-Unis devrait aussi être exécuté deux fois".⁹⁴⁴

8.330. L'Arbitre note que les parties sont d'accord sur le fait qu'il faudrait exécuter tous les modèles d'Armington deux fois pour tenir compte des deux variations distinctes des taux de droits, à savoir la variation entre le niveau de la période de référence et le niveau incompatible avec les règles de l'OMC factuel ainsi que la variation entre le niveau de la période de référence et le niveau compatible avec les règles de l'OMC contrefactuel. Il juge cette approche valable pour isoler les effets sur le commerce causés par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD.

8.331. L'Arbitre note en outre que, d'un point de vue technique, le modèle ne doit être exécuté une deuxième fois que si le taux de droit contrefactuel diffère du taux de droit de la période de référence car aucun effet ne se produit sur le commerce du fait d'une variation nulle du taux de droit.⁹⁴⁵ Toutefois, par souci de transparence et de commodité, le modèle proposé par l'Arbitre est exécuté deux fois en toutes circonstances. La première exécution du modèle fait varier le taux de droit pour les importations affectées du niveau de référence au niveau incompatible avec les règles de l'OMC factuel, et la seconde fait varier le taux de droit pour les importations affectées du niveau de référence au niveau compatible avec les règles de l'OMC contrefactuel.⁹⁴⁶ Le niveau final de l'ARA correspond à la différence résultant des deux exécutions.

⁹⁴³ États-Unis, réponse à la question n° 83 de l'Arbitre, paragraphe 223.

⁹⁴⁴ Canada, réponse à la question n° 79 de l'Arbitre, note de bas de page 199 relative au paragraphe 170.

⁹⁴⁵ États-Unis, réponse à la question n° 131 de l'Arbitre, paragraphes 21 et 22 (faisant valoir ce point).

⁹⁴⁶ L'Arbitre note en outre que, comme les deux parties l'ont confirmé, pour les exportateurs canadiens non affectés, les taux de droits incompatibles avec les règles de l'OMC factuels peuvent différer des taux de droits de la période de référence (Canada, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, note de bas de page 64 relative au paragraphe 62; États-Unis, réponse à la question n° 295 de l'Arbitre, paragraphe 54) Le fichier d'entrée et le code STATA fournis par l'Arbitre prévoient cette possibilité.

$$ARA = ARA(\text{première exécution}) - ARA(\text{seconde exécution})$$

8.332. Le fichier d'entrée (voir l'annexe C-2 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1) et le code STATA (voir l'annexe C-1 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1) fournis par l'Arbitre permettent d'exécuter le modèle deux fois par défaut, en calculant, en même temps, $ARA(\text{première exécution})$, $ARA(\text{seconde exécution})$ ainsi que le niveau final de $ARA = ARA(\text{première exécution}) - ARA(\text{seconde exécution})$.

9 AJUSTEMENT AU NIVEAU DES PRIX

9.1. Dans sa note méthodologique, le Canada a indiqué que "[l]es données d'entrée exactes concernant la *valeur des importations* (avec une majoration par rapport à la période appropriée) ainsi que le niveau et la variation du droit incompatible avec les règles de l'OMC (ΔDroit) rester[aient] à déterminer par la suite".⁹⁴⁷ En outre, selon le rapport méthodologique du Canada, "la valeur des importations en provenance du Canada ... devra provenir de l'année civile antérieure à l'imposition du droit incompatible avec les règles de l'OMC et être majorée pour passer du niveau de la période de référence au niveau de la période visée par le droit incompatible avec les règles de l'OMC".⁹⁴⁸ En outre, dans le contexte de l'examen d'un exemple illustrant comment la formule devait être exécutée, le Canada a indiqué que "[l]'annulation ou la réduction des avantages dans cet exemple [correspondait] alors à la valeur des importations de la période de référence (dûment majorée) multipliée par 0,10 fois le facteur d'échelle pour le secteur associé au produit."⁹⁴⁹ Les communications n'ont toutefois pas examiné quelle était la nature de cet ajustement inflationniste ni comment il devait être effectué.

9.2. Notant les déclarations mentionnées plus haut tirées de la note méthodologique du Canada et du rapport qui y est annexé, les États-Unis ont expliqué que "[d]ans la mesure où le Canada cherch[ait] à appliquer un taux d'inflation, [ils] ne souscriv[aient] pas du tout à l'application d'un tel taux à la valeur des importations".⁹⁵⁰ Il en est ainsi car, selon eux, "[t]outes les données d'entrée devraient être fondées sur la même année civile et le Canada n'a suggéré de majorer aucune autre donnée d'entrée. Par conséquent, afin d'éviter de surévaluer inutilement l'estimation de l'effet sur le commerce, la valeur des importations devrait être fondée uniquement sur l'année civile antérieure à l'imposition par le Département du commerce des droits résultant de l'application de la mesure contestée dans une future procédure en matière de droits compensateurs, sans aucun ajustement pour tenir compte de l'inflation".⁹⁵¹

9.3. Le Canada a répondu aux affirmations des États-Unis, expliquant que, "[s]'agissant de l'ajustement en fonction de l'inflation qu'[il] [avait] proposé dans la méthode de calcul de[] [ses] pertes, ... [il] modifi[ait] légèrement cette proposition"⁹⁵², et qu'"[il] ne cherch[ait] pas à utiliser une valeur des importations ajustée dans sa formule aux fins du calcul du niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages" parce qu'il "demand[ait] que le niveau de suspension calculé puisse être ajusté pour tenir compte de l'inflation sur une base annuelle".⁹⁵³ Il fait valoir que sa demande dans ce contexte "est compatible avec la décision rendue dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, dans laquelle l'Arbitre a autorisé un ajustement annuel du niveau de la suspension ou de la concession fondé sur le taux d'inflation".⁹⁵⁴ En réponse à des questions spécifiques de l'Arbitre, il a en outre précisé que, de son point de vue, l'objectif de l'ajustement inflationniste était de tenir compte de l'évolution des prix sur le marché affecté et de préserver ainsi la valeur réelle de la suspension.⁹⁵⁵ Plus spécifiquement, il a affirmé que l'ajustement inflationniste était conçu pour ajuster le niveau de l'ARA. Compte tenu de cet objectif, il estime qu'un IPP spécifique à la branche de production se rapportant au produit pertinent constitue l'indice d'inflation le plus approprié.⁹⁵⁶

⁹⁴⁷ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 7. (mise en relief dans l'original)

⁹⁴⁸ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 35.

⁹⁴⁹ Canada, rapport méthodologique, paragraphe 36.

⁹⁵⁰ États-Unis, communication écrite, paragraphe 142.

⁹⁵¹ États-Unis, communication écrite, paragraphe 142.

⁹⁵² Canada, communication écrite, paragraphe 181. (note de bas de page omise)

⁹⁵³ Canada, communication écrite, paragraphe 181.

⁹⁵⁴ Canada, communication écrite, paragraphe 181 (faisant référence à la décision de l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 3.132 à 3.134, 4.122 et 4.123).

⁹⁵⁵ Canada, réponse à la question n° 236 de l'Arbitre, paragraphe 210.

⁹⁵⁶ Canada, réponse à la question n° 292 de l'Arbitre, paragraphes 51 à 53.

9.4. En réponse à ces précisions du Canada, les États-Unis affirment qu'ils "ne s'opposent pas à l'idée d'appliquer un ajustement pour tenir compte de l'inflation au niveau initial de l'annulation ou de la réduction des avantages sur une base annuelle", mais que le Canada doit fournir des sources appropriées aux fins de cet ajustement qui, selon eux, pourraient prendre la forme d'"un indice des prix à la production des États-Unis pour la branche de production pertinente", mais pas d'un "taux de croissance du PIB, déflateur ou autre taux global".⁹⁵⁷ Ils ont indiqué que l'ajustement visait à préserver la valeur réelle (c'est-à-dire l'impact économique) de la suspension.⁹⁵⁸ Cependant, dans une communication ultérieure, ils n'ont pas contesté l'explication du Canada selon laquelle l'ajustement en fonction de l'inflation visait à ajuster le niveau de l'ARA plutôt que le niveau de la suspension en soi.⁹⁵⁹ En outre, ils pensent comme le Canada qu'un IPP spécifique à la branche de production constituerait l'indice d'inflation le plus approprié dans ce contexte.⁹⁶⁰

9.5. En réponse à une question de l'Arbitre, le Canada affirme par la suite que "[les] diverses options [pour un indice d'inflation] reflètent des compromis entre la spécificité, l'applicabilité et l'administrabilité".⁹⁶¹ Il suggère d'utiliser les IPP communiqués par le Bureau des statistiques du travail des États-Unis, qui sont disponibles à "différents niveaux d'agrégation, de classement et stades de production sur une base régulière avec un décalage temporel relativement court".⁹⁶² Il souligne que l'application de l'IPP des "produits de demande finale" constitue l'approche la plus simple, même s'il est possible d'utiliser des IPP plus désagrégés sur la base de la classification du SCIAN conjointement avec des correspondances entre le TDH et le SCIAN.⁹⁶³ Il suggère que l'IPP des produits de demande finale soit utilisé dans tous les cas où ces correspondances ne peuvent pas être effectuées.⁹⁶⁴

9.6. Les États-Unis font valoir qu'un indice d'inflation approprié pourrait être obtenu sur la base des IPP publiés par le Bureau des statistiques du travail. Ils indiquent que ces IPP sont publiés tous les mois, qu'une variation annuelle pourrait être obtenue en comparant les IPP de décembre à décembre et que le Bureau des statistiques du travail calcule les IPP sur une base mensuelle pour environ 535 branches de production et plus de 4 000 lignes de produits. Ils affirment en outre que les indices pertinents suivent le système de classification du SCIAN, qui peut être mis en correspondance avec le TDH.⁹⁶⁵

9.7. En outre, les États-Unis indiquent que le "Bureau des statistiques du travail publie également plus de 3 700 indices de prix des produits pour les marchandises. Dans la structure de classification des produits de l'IPP, les produits et les services sont organisés en fonction de leur similitude ou de leur composition en termes de matériaux, quelle que soit la classification sectorielle de l'établissement producteur."⁹⁶⁶ Ces données sont structurées dans un système de classification unique qui n'a pas de correspondance directe avec d'autres systèmes communs de classification tels que le SH ou le SCIAN.⁹⁶⁷

9.8. Pour commencer, l'Arbitre note qu'il est plus exact de qualifier l'ajustement en fonction de l'"inflation" qui est demandé par les parties d'"ajustement au niveau des prix", étant donné que cela permettrait de prendre en compte à la fois les tendances inflationnistes et déflationnistes. Nous utiliserons donc cette deuxième expression pour qualifier cet ajustement par la suite. Cette remarque étant faite, la présente section comprend quatre parties. Premièrement, nous examinons le caractère raisonnable et l'objectif d'un ajustement au niveau des prix et, dans le même ordre d'idées, l'indice

⁹⁵⁷ États-Unis, réponse à la question n° 111 de l'Arbitre, paragraphe 278.

⁹⁵⁸ États-Unis, réponse aux questions de l'Arbitre n° 236, paragraphe 159, et n° 292, paragraphe 35.

⁹⁵⁹ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 292 de l'Arbitre, paragraphe 30.

⁹⁶⁰ États-Unis, observations sur la réponse du Canada à la question n° 292 de l'Arbitre, paragraphe 30.

Les États-Unis considèrent en outre que, si l'Arbitre devait examiner la gamme des produits à l'encontre desquels le Canada pourrait prendre des mesures de rétorsion pour déterminer quel indice d'inflation utiliser, il outrepasserait son mandat (États-Unis, réponse à la question n° 292 de l'Arbitre, paragraphe 35).

⁹⁶¹ Canada, réponse à la question n° 179 de l'Arbitre, paragraphe 169.

⁹⁶² Canada, réponse à la question n° 179 de l'Arbitre, paragraphe 169.

⁹⁶³ Canada, réponse à la question n° 179 de l'Arbitre, paragraphe 170.

⁹⁶⁴ Canada, réponse à la question n° 179 de l'Arbitre, paragraphes 169 et 170.

⁹⁶⁵ États-Unis, réponse à la question n° 180 de l'Arbitre.

⁹⁶⁶ États-Unis, réponse à la question n° 180 de l'Arbitre, paragraphe 114.

⁹⁶⁷ Voir Canada, réponse à la question n° 179 de l'Arbitre, note de bas de page 141 relative au paragraphe 170, affirmant ce qui suit: "Le Bureau des statistiques du travail utilise un classement unique de biens et de services qui ne correspond à aucune autre structure de codification type, telle que le SCIAN ou la Classification type pour le commerce international des Nations Unies. Le Canada n'a pas connaissance d'une correspondance qui permettrait d'établir une concordance avec les catégories du SH."

des prix pertinent qui doit être utilisé pour un ajustement de ce type. Deuxièmement, nous examinons la mesure appropriée des variations du niveau des prix. Troisièmement, nous examinons la disponibilité des données d'indice de prix sous-jacentes. Quatrièmement, nous fournissons des instructions détaillées sur la manière dont l'ajustement au niveau des prix doit être mis en œuvre.

9.1 Caractère raisonnable, objectif et indice de prix pertinent

9.9. Dans la présente section, nous examinons trois questions qui sont en quelque sorte liées: a) le caractère raisonnable d'un ajustement au niveau des prix; b) son objectif; et c) l'indice du niveau des prix pertinent qui serait utilisé pour un tel ajustement. Les deux parties conviennent qu'un ajustement au niveau des prix est en principe raisonnable. Nous ne voyons aucune raison de ne pas être de cet avis. Un niveau de suspension donné resterait en place pendant une période indéterminée, durant laquelle l'inflation pourrait compromettre l'utilité d'un niveau de suspension donné d'une manière qui entraverait l'objectif de ce niveau de suspension, à savoir inciter à la mise en conformité. Nous considérons donc que l'adoption d'un tel ajustement est raisonnable en principe.

9.10. Nous notons en outre la position du Canada selon laquelle le principal objectif de l'ajustement au niveau des prix est d'ajuster le niveau de l'ARA calculé dans le cadre du modèle. Les États-Unis ont adopté cette position de façon moins explicite, s'appuyant en fait plus généralement sur une qualification de l'ajustement comme répondant à l'objectif de préserver l'efficacité d'un niveau de suspension, mais en même temps ils n'ont pas contesté l'explication du Canada à ce sujet. Nous estimons que l'explication du Canada selon laquelle l'objectif de l'ajustement au niveau des prix est d'ajuster le niveau de l'ARA calculé dans le cadre du modèle économique retenu est raisonnable dans les circonstances spécifiques de la présente procédure. Nous notons donc de manière spéciale que les États-Unis n'ont pas contesté la position du Canada sur ce point. En outre, il apparaît que l'acceptation par les États-Unis de l'utilisation des IPP spécifiques au produit pertinent dans ce contexte nous laisse par ailleurs entendre qu'un ajustement du niveau de l'ARA – calculé sur la base des valeurs des importations du produit pertinent – sous-tend dans une certaine mesure la position des États-Unis. Nous reconnaissons, bien entendu, que l'ajustement au niveau des prix proposé n'est pas une nouvelle application du modèle économique décrit dans la présente décision. Nous notons toutefois que le modèle retenu est censé être appliqué uniquement lorsque des événements déclencheurs se produisent, ce qui peut être rare, alors que la suspension de concessions résultant de ces événements restera en place pendant une durée indéterminée. Ainsi, il nous apparaît qu'ajuster un niveau d'ARA calculé antérieurement pour tenir compte des variations d'au moins un indicateur pertinent du marché, à savoir les niveaux de prix du produit considéré, est un exercice rudimentaire, quoique raisonnable, pour ajuster le niveau de l'ARA. Il apparaît aussi qu'une telle stratégie est généralement compatible avec l'idée d'utiliser un modèle prospectif.

9.11. Nous notons en outre que les parties sont d'accord sur le fait que les indices utilisés dans l'ajustement au niveau des prix devraient être les IPP des États-Unis qui sont spécifiques au produit visé par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente. Ayant accepté l'idée que l'objectif de l'ajustement au niveau des prix pouvait, dans les circonstances de la présente procédure, être considéré comme étant l'ajustement du niveau de l'ARA, nous souscrivons en outre à la proposition conjointe des parties concernant l'utilisation des IPP des États-Unis qui sont raisonnablement spécifiques au produit visé par l'ordonnance en matière de droits compensateurs pertinente. Il en est ainsi parce que le produit est le même que celui dont la valeur des importations a servi à déterminer le niveau initial de l'ARA. Nous notons que les deux parties ont suggéré d'utiliser, en tant que source pour les données sur les IPP des États-Unis, le Bureau des statistiques du travail des États-Unis. L'Arbitre ne voit aucune raison de mettre en doute la fiabilité des IPP publiés par le Bureau des statistiques du travail. En outre, il reconnaît que les IPP au niveau de la branche de production ont l'avantage d'être des données organisées suivant les codes du SCIAN et sont donc facilement accessibles pour établir des correspondances avec les codes du TDH.

9.12. Nous soulignons à ce stade que le fait que nous acceptons la proposition des parties concernant l'ajustement au niveau des prix, l'objectif de cet ajustement ainsi que l'indice du niveau des prix approprié ne devrait pas être considéré comme une déclaration selon laquelle ces ajustements doivent être conçus de manière rigide ou exécutés sur le plan technique de la manière exposée par les parties. En fait, nous estimons que la question de savoir s'il faut adopter un ajustement de ce type, la question de l'objectif de l'ajustement et celle de son exécution technique

doivent toutes être évaluées à la lumière des circonstances spécifiques de la procédure pertinente.⁹⁶⁸ Nous rappelons donc que dans la présente procédure, en particulier, les parties sont généralement d'accord sur l'adoption de l'ajustement proposé, sur l'objectif de cet ajustement et sur l'indice des prix qui doit être utilisé dans cet ajustement.

9.2 Mesure des variations du niveau des prix

9.13. La présente section examine comment les variations des IPP devraient être mesurées. Cela inclut à la fois la méthode de calcul ainsi que la période pour laquelle le Canada prendra des données aux fins de l'IPP pertinent. Le Canada suggère de procéder à un ajustement tous les 12 mois. Il faudrait ainsi calculer une moyenne simple sur 12 mois des IPP non corrigés des variations saisonnières pour obtenir le taux d'inflation. Le Canada explique que, si des données d'IPP ne sont pas disponibles pour calculer le taux d'inflation pour les périodes en cours, alors "l'ajustement en fonction du taux d'inflation serait fondé sur la moyenne simple la plus récente disponible du niveau des IPP non corrigés des variations saisonnières sur 12 mois par rapport à la période de 12 mois antérieure".⁹⁶⁹

9.14. Les États-Unis allèguent que l'ajustement en fonction de l'inflation devrait être fondé sur des données annuelles parce que le niveau de l'ARA est également calculé sur une base annuelle. Selon eux, cet ajustement devrait être "fondé sur les variations de l'indice en glissement annuel de décembre à décembre".⁹⁷⁰

9.15. Le Canada répond qu'il "ne partage pas l'avis selon lequel une comparaison des variations de la valeur mensuelle de l'indice des prix à la production d'un mois de décembre à l'autre constitue la meilleure approche".⁹⁷¹ Il n'étaye pas davantage cette allégation.

9.16. L'Arbitre note que le Canada propose d'utiliser un taux d'inflation moyen (correspondant à la *variation* de l'IPP) fondé sur des données mensuelles, tandis que les États-Unis calculent une inflation annuelle sur la base de la variation annuelle de l'IPP de décembre à décembre suivant. À cet égard, l'approche des États-Unis paraît plus simple car elle ne nécessite d'obtenir que 2 points de données au lieu de 24 (chaque mois sur une période de 2 ans). En outre, nous ne voyons aucune raison de croire que cette approche serait statistiquement moins fiable. Par conséquent, l'Arbitre conclut que les variations des prix devraient être calculées sur la base des variations des IPP correspondants en glissement annuel sur 12 mois (à savoir de décembre à décembre).

9.3 Disponibilité des données

9.17. Nous notons que, après avoir décidé que le Canada utiliserait des données d'IPP sur une base annuelle de décembre à décembre, l'Arbitre a également abordé avec les parties les deux questions connexes suivantes, selon lesquelles: a) il pouvait exister un décalage entre la fin du mois civil précédent (par exemple décembre) et la publication des données d'IPP relatives à ce mois; et b) même une fois publiées, les données de ce mois pouvaient faire l'objet d'une révision statistique pendant un certain temps.

9.18. Le Canada estime qu'il est raisonnable de s'appuyer sur les données d'IPP les plus récentes disponibles au moment où il effectue l'ajustement au niveau des prix pertinent, bien que celles-ci puissent faire l'objet de révisions statistiques. Il fait ainsi valoir que "[s]a capacité ... de suspendre des concessions en temps voulu ne devrait pas être entravée indûment par des écarts mineurs dans l'ARA calculé qui pourraient résulter d'une éventuelle révision des valeurs des IPP les plus récentes accessibles au moment de l'application".⁹⁷²

⁹⁶⁸ Nous notons que d'autres arbitres ont accepté ou se sont abstenus d'adopter des ajustements semblables en fonction des circonstances de leur procédure. Voir les décisions des Arbitres *États-Unis – Lave-linge* (article 22:6 – *États-Unis*), sections 3.5.2 et 4.6.2; *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs* (2^{ème} plainte) (article 22:6 – *États-Unis*), section 6.5.1; et *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs* (article 22:6 – *UE*), sections 6.4.5.2 et 6.4.5.3.

⁹⁶⁹ Canada, réponse à la question n° 237 de l'Arbitre, paragraphe 213.

⁹⁷⁰ États-Unis, réponse à la question n° 237 de l'Arbitre, paragraphe 160.

⁹⁷¹ Canada, observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 237 de l'Arbitre, paragraphe 109.

⁹⁷² Canada, réponse à la question n° 293 de l'Arbitre, paragraphe 54.

9.19. Les États-Unis conviennent qu'il apparaît raisonnable d'utiliser les données d'IPP disponibles les plus récentes dans ce contexte. Ils fournissent également un exemple montrant comment l'ajustement au niveau des prix qui serait apporté au niveau initial de la suspension serait calculé pour chaque année. Dans l'exemple fourni par les États-Unis, le Canada calcule le niveau de l'ARA pour l'année 1, auquel il applique à la fin de l'année 2 un taux d'inflation calculé comme étant la variation en pourcentage de l'IPP de décembre de l'année 1 à décembre de l'année 2.⁹⁷³ Les États-Unis font valoir qu'il sera automatiquement tenu compte des révisions statistiques par une comparaison des valeurs des IPP par rapport à l'année de base et une application, chaque année, de l'ajustement au niveau des prix "au niveau initial (année 1) de la suspension".⁹⁷⁴

9.20. L'Arbitre note que les deux parties suggèrent d'utiliser, aux fins de l'ajustement au niveau des prix, des données qui pourraient faire l'objet de révisions statistiques, et que ces révisions statistiques n'entraînent pas de biais systématiques dans la détermination du niveau ajusté de l'ARA. Il pense également comme les États-Unis que la méthode qu'ils proposent pour calculer la variation du niveau des prix sur la base des variations de décembre à décembre *par rapport à l'année de base* tient compte de ces révisions dans la période suivante. Il conclut donc qu'il faudrait utiliser les données d'IPP pertinentes les plus récentes disponibles au moment où le Canada procède à l'ajustement au niveau des prix.

9.4 Mise en œuvre technique

9.21. Les questions traitées dans les trois sections précédentes étant tranchées, nous allons maintenant décrire comment le Canada mettra techniquement en œuvre l'ajustement au niveau des prix. Par conséquent, l'Arbitre donne pour instruction au Canada de mettre en œuvre la procédure ci-après pour procéder à l'ajustement au niveau des prix du niveau de l'ARA. Dans un souci de clarté, cet ajustement au niveau des prix sera appliqué à toute variation du niveau des prix pertinent, qu'elle soit inflationniste (hausse au niveau des prix) ou déflationniste (baisse du niveau des prix).

9.22. Premièrement, le Canada accèdera aux IPP du Bureau des statistiques du travail des États-Unis au niveau de la position à six chiffres des codes du SCIAN.⁹⁷⁵ Deuxièmement, il mettra en correspondance tous les codes à dix chiffres du TDH figurant dans l'ordonnance en matière de droits compensateurs avec les IPP en utilisant une table de correspondance officielle fournie par le Bureau des recensements des États-Unis.⁹⁷⁶ Lorsqu'une ordonnance en matière de droits compensateurs fait référence à un seul code à six chiffres du SCIAN, l'ajustement au niveau des prix sera fondé sur la variation du niveau de prix correspondant. Lorsqu'il n'y a qu'un sous-ensemble de codes à dix chiffres du TDH pouvant être mis en correspondance avec les codes à six chiffres du SCIAN, l'ajustement au niveau des prix sera fondé sur la ou les variations du niveau de l'IPP correspondant au ou aux codes du SCIAN pour lesquels il est possible d'établir une concordance. Lorsque les codes à dix chiffres du TDH peuvent être mis en correspondance avec deux ou plusieurs codes à six chiffres du SCIAN, l'ajustement au niveau des prix sera fondé sur une moyenne pondérée des IPP correspondant à ces codes du SCIAN, calculée en utilisant comme coefficients de pondération les importations des États-Unis en provenance du Canada, au niveau des positions à dix chiffres du TDH, obtenues auprès de *USA Trade Online* ou, si ces données ne sont pas disponibles, auprès de la base de données *DataWeb* de l'USITC pour l'année de référence, selon la formule suivante:

$$IPP = \sum_j IPP_j \frac{M_j}{\sum_j M_j}$$

⁹⁷³ États-Unis, réponse à la question n° 293 de l'Arbitre, paragraphe 37. Dans l'exemple donné par les États-Unis, l'IPP en décembre de l'année 1 est égal à 100, et l'IPP en décembre de l'année 2 est égal à 103,5. Par conséquent, pour l'année 2 l'ARA correspond à 103,5% de l'ARA calculé initialement.

⁹⁷⁴ Compte tenu de l'exemple présenté plus haut dans la note de bas de page 973 relative au paragraphe 9.19, étant donné un IPP égal à 105,3 en décembre de l'année 3, l'ajustement inflationniste calculé par le Canada à la fin de l'année 3 utilise la variation de l'indice des prix entre décembre de l'année 3 (105,3) et décembre de l'année 1 (100) et il est appliqué au niveau de l'ARA calculé pour l'année 1. Cela signifie que pour l'année 3 l'ARA correspond à 5,3% de l'ARA calculé initialement. (États-Unis, réponse à la question n° 293 de l'Arbitre, paragraphe 37)

⁹⁷⁵ Pour les IPP spécifiques à une branche de production, un outil de sélection de données en ligne est disponible à l'adresse suivante: <https://data.bls.gov/PDQWeb/pc>.

⁹⁷⁶ Les tables de correspondance peuvent être consultées à l'adresse suivante: <https://www.census.gov/foreign-trade/reference/codes/concordance/index.html>.

où IPP correspond à l'IPP spécifique à l'ordonnance en matière de droits compensateurs, PPI_j à l'IPP spécifique à la branche de production du SCIAN à six chiffres, et M_j aux importations des États-Unis en provenance du Canada appartenant à la branche de production j .

9.23. Lorsqu'aucun code à dix chiffres du TDH ne peut être mis en correspondance avec des codes à six chiffres du SCIAN, ou si les IPP au niveau de la position à six chiffres correspondants ne sont pas disponibles, le Canada appliquera la même procédure que celle décrite au paragraphe ci-dessus à l'aide des codes à trois chiffres du SCIAN. Lorsqu'aucun code à dix chiffres du TDH ne peut être mis en correspondance avec un code à trois chiffres du SCIAN, ou si les IPP au niveau de la position à trois chiffres correspondants ne sont pas disponibles, le Canada utilisera l'IPP pour l'ensemble de l'économie des États-Unis.

9.24. Troisièmement, le Canada utilisera les IPP calculés conformément aux deux étapes ci-dessus pour ajuster le niveau de l'ARA afin de tenir compte des variations du niveau des prix. L'Arbitre note que le Canada calcule un niveau de l'ARA de l'année t (quel que soit le mois de l'année t durant lequel la suspension commence), tandis que la période de référence pourrait correspondre à $t - 1$ (c'est-à-dire à l'année civile précédant immédiatement l'année au cours de laquelle le niveau de l'ARA a été calculé initialement) ou à une année antérieure à celle-ci ($t - 2, t - 3, \dots$).⁹⁷⁷ À notre avis, les variations du niveau des prix ayant eu lieu entre la période de référence et l'année précédant immédiatement le calcul du niveau de l'ARA fait par le Canada – si les deux années ne sont pas les mêmes – devraient être prises en compte dans le calcul initial du niveau de l'ARA. À cette fin, le Canada appliquera d'abord l'ajustement au niveau des prix au niveau de l'ARA calculé, représenté par NI_t , et déterminera l'ARA ajusté en fonction du niveau des prix initial, représenté par \overline{ARA}_t , de la manière suivante:

$$\overline{ARA}_t = ARA_t \times \left(\frac{IPP_{t-1}^{DEC}}{IPP_{PR}^{DEC}} \right),$$

et ensuite, sous réserve que la mesure soit toujours en place de sorte que le Canada est toujours en droit de suspendre des concessions, pour chaque année $t + 1, t + 2, \dots$, le Canada utilisera l'ajustement au niveau des prix ci-après pour \overline{ARA}_t :

$$ARA_{t+j} = \overline{ARA}_t \times \left(\frac{IPP_{t+j-1}^{DEC}}{IPP_{t-1}^{DEC}} \right), j = 1, \dots, T.$$

9.25. L'Arbitre note, premièrement, qu'il ne sera pas nécessaire de procéder à un quelconque ajustement dans la détermination initiale du niveau de l'ARA si la période de référence est l'année $t - 1$. En fait, dans ce cas, la première équation figurant au paragraphe ci-dessus implique que $\overline{ARA}_t = ARA_t$. Deuxièmement, l'Arbitre note que la formule de la deuxième équation figurant au paragraphe ci-dessus, en calculant la variation du niveau des prix sur la base des variations de décembre à décembre par rapport à l'année de base ($t - 1$), tient compte de toute révision des IPP (voir le paragraphe 9.20). Cette formule est la même que celle proposée par les États-Unis.

9.26. À titre d'illustration, t , l'année où le Canada calcule NI_t (quel que soit le mois), correspond à 2025 dans cet exemple. Le Canada applique la méthode choisie par l'Arbitre et calcule ARA_{2025} . Si la période de référence n'est pas 2024, mais une année antérieure, le Canada calculera d'abord \overline{ARA}_{2025} à l'aide de la première formule figurant au paragraphe 9.24: $\overline{ARA}_{2025} = ARA_{2025} \times \left(\frac{PPI_{2024}^{DEC}}{PPI_{PR}^{DEC}} \right)$. En 2026, lorsque PPI_{2025}^{DEC} devient disponible, sous réserve que la mesure soit toujours en place, le Canada applique la deuxième formule figurant au paragraphe 9.24 et calcule $ARA_{2026} = \overline{ARA}_{2025} \times \left(\frac{PPI_{2025}^{DEC}}{PPI_{2024}^{DEC}} \right)$. De même, en 2027, sous réserve que la mesure soit toujours en place, il calcule $ARA_{2027} = \overline{ARA}_{2025} \times \left(\frac{PPI_{2026}^{DEC}}{PPI_{2024}^{DEC}} \right)$, et ainsi de suite pour chaque année consécutive durant laquelle la mesure est toujours en place.

⁹⁷⁷ Voir plus haut le paragraphe 6.123, (reconnaissant la possibilité d'une période de référence dépassée).

10 NOTIFICATIONS À L'ORD

10.1. Les États-Unis suggèrent que le Canada "notifie à l'ORD le niveau de la suspension qu'il calculera et tout ajustement de ce niveau qu'il opérera pour chaque année au cours du premier trimestre de l'année suivante".⁹⁷⁸ Le Canada ne s'oppose pas au type de notification proposé par les États-Unis. Il souligne, toutefois, qu'il n'existe aucune obligation juridique imposant de présenter une notification de ce type et que de telles notifications seraient présentées sur une base purement volontaire et uniquement pour des raisons de transparence. Il propose que l'Arbitre, dans le libellé qu'il pourrait inclure dans sa décision, suggère ce qui suit: le Canada, "comme point de départ pour la suspension de concessions, notifie à l'ORD le niveau de la suspension qu'il calculera et tout ajustement de ce niveau qu'il opérera pour chaque année au cours du premier trimestre de l'année suivante."⁹⁷⁹

10.2. L'Arbitre considère que la proposition des États-Unis et du Canada à cet égard paraît raisonnable et souhaitable, en particulier parce que les notifications à l'ORD qui y sont décrites favoriseraient la transparence concernant les niveaux de suspension calculés. Par conséquent, nous suggérons que, dans le cas où il suspendrait des concessions ou d'autres obligations, le Canada notifie à l'ORD le ou les niveaux de la suspension qu'il calculera pour une année civile donnée au cours du premier trimestre de l'année civile suivante.⁹⁸⁰

11 CONCLUSION

11.1. Le présent arbitrage a posé des difficultés particulières découlant principalement de la nature de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, qui peut s'appliquer dans des circonstances très diverses, ainsi que de la demande du Canada visant à ce qu'un modèle prospectif soit utilisé pour déterminer les niveaux d'ARA et les niveaux de suspension équivalents. L'Arbitre a déployé des efforts considérables au cours de la présente procédure en faisant en sorte que le modèle prospectif choisi puisse fonctionner raisonnablement dans diverses circonstances futures et dans le cadre du système de fixation rétrospective des droits des États-Unis qui ajoute certaines complexités administratives dans ce contexte. Le modèle retenu et les méthodes pour mettre en œuvre ce modèle ont donc été conçus bien souvent à la suite d'une mise en balance de différentes considérations, y compris le choix d'une méthode qui donnera une estimation raisonnée d'un niveau d'ARA tout en ne faisant pas peser une charge déraisonnable sur le Canada. Ce modèle et les indications connexes sur sa mise en œuvre, décrits en détail dans la présente décision, sont résumés ci-après.

11.2. Après un événement déclencheur (section 6.2.1), le Canada a le droit de déterminer un niveau d'ARA et de suspendre des concessions en conséquence. Cette détermination est fondée sur le modèle d'Armington à quatre variétés décrit dans la section 7.3, des instructions sur les données d'entrée et la mise en œuvre figurant dans la section 8. Le modèle retenu est en mesure de quantifier la baisse des échanges subie par le Canada en raison de l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD dans une procédure en matière de droits compensateurs, compte tenu du fait que les exportateurs canadiens non affectés peuvent compenser partiellement les pertes en termes de commerce subies par les exportateurs canadiens affectés. La valeur de cette baisse des échanges, qui constitue le niveau de l'ARA, découle d'un exercice comparatif statique qui compare les niveaux d'échanges soumis aux taux de droits compensateurs factuels, incompatibles avec les règles de l'OMC, aux niveaux d'échanges soumis aux taux de droits compensateurs contrefactuels, compatibles avec les règles de l'OMC. Les données d'entrée sont généralement tirées d'une période de référence (section 6.4) qui est, en principe, non faussée par l'application de la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD. L'Arbitre fournit un code informatique pour résoudre le modèle d'Armington sous sa forme non-linéaire (annexe C-1 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1), une méthode de résolution qui réduit au minimum les erreurs d'approximation potentielles qui découleraient de solutions analytiques log-linéarisées.

⁹⁷⁸ États-Unis, réponse à la question n° 35 de l'Arbitre, paragraphe 115. Les États-Unis notent qu'une procédure analogue a été proposée par l'Arbitre *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*.

⁹⁷⁹ Canada, réponse à la question n° 126 de l'Arbitre, paragraphes 62 et 63.

⁹⁸⁰ Nous notons que l'Arbitre dans l'affaire *États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)* a inclus des suggestions pour ces notifications en ce qui concerne ses décisions visant les GLD ainsi que les produits autres que les GLD (*États-Unis – Lave-linge (article 22:6 – États-Unis)*, paragraphes 5.1 et 5.3).

11.3. Le Canada recueillera toutes les données d'entrée nécessaires pour calculer un niveau d'ARA et les insèrera dans la feuille intitulée "Parameter Input" (paramètres d'entrée) de la feuille de calcul Excel figurant à l'annexe C-2 de l'addendum de la présente décision, WT/DS505/ARB/Add.1, fournie par l'Arbitre. Les données d'entrée, dans l'ordre dans lequel elles apparaissent dans la feuille de calcul Excel, sont les suivantes: 1) l'élasticité de l'offre à l'importation; 2) l'élasticité de l'offre intérieure; 3) l'élasticité de la demande; 4) l'élasticité de substitution d'Armington; 5) la part du marché intérieur des États-Unis; 6) la valeur des importations canadiennes affectées; 7) la valeur des importations canadiennes non affectées; 8) la valeur des importations en provenance du reste du monde; 9) le taux de droit compensateur de la période de référence associé aux importations canadiennes affectées; 10) le taux de droit compensateur de la période de référence associé aux importations canadiennes non affectées; 11) le taux de droit compensateur factuel incompatible avec les règles de l'OMC associé aux importations canadiennes affectées; 12) le taux de droit compensateur factuel associé aux importations canadiennes non affectées; et 13) le taux de droit compensateur contrefactuel compatible avec les règles de l'OMC associé aux importations canadiennes affectées.

11.4. Les élasticités de l'offre sont fixes (section 8.1.6). L'élasticité-prix de la demande et l'élasticité de substitution d'Armington par ordonnance en matière de droits compensateurs seront calculées comme indiqué dans les sections 8.1.5 et 8.1.4, respectivement. La section 8.1.1 contient des instructions sur la manière dont le Canada devrait calculer les parts de marché des expéditions en trafic intérieur des États-Unis, les valeurs des importations en provenance du Canada affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, les valeurs des importations en provenance du Canada non affectées par la mesure sur les autres formes d'aide-DFDD, et les valeurs des importations en provenance du reste du monde. Dans cette section, en particulier, des efforts considérables ont été faits pour permettre au Canada de calculer ces données d'entrée dans diverses circonstances futures. La section 8.1.2 comprend les instructions sur la façon d'attribuer les taux de droits pertinents aux importations canadiennes tant affectées que non affectées.

11.5. Enfin, à l'aide de toutes les données d'entrée pertinentes, le niveau de l'ARA est déterminé par l'exécution du code informatique (annexe C-1), qui résout automatiquement le modèle en deux étapes (section 8.2). Le Canada peut suspendre des concessions pendant la durée spécifiée dans la section 6.2.2 et procéder à des ajustements au niveau des prix, si nécessaire, comme il est décrit dans la section 9.

11.6. Le Canada peut donc demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations dans le secteur des marchandises à un niveau ne dépassant pas un montant annuel qui sera déterminé en appliquant la méthode décrite dans la présente décision et qui est résumée plus haut dans la présente section.
